

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Budget 2014 (débats)	p. 185	Sommaire des séances publiques nos 18-20	p. 227	18 ^e séance	Jeu. 24 avril 2014
Réseau national de radiocommunication	p. 220	Sommaire des questions parlementaires	p. Q69	19 ^e séance	Jeu. 24 avril 2014
				20 ^e séance	Mardi 6 mai 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Un premier débat public sur une pétition publique



Le 27 mai dernier a donné lieu à une première dans l'histoire de la Chambre des Députés: deux mois après le lancement du nouveau système des pétitions publiques, un premier débat a eu lieu en présence des pétitionnaires.

En cause: la pétition n°333 s'exprimant contre le projet du tramway et en faveur d'un référendum sur le tram. Ayant été la première pétition à dépasser le seuil de 4.500 signatures sur le site Internet de la Chambre - en tout, 7.105 personnes ont signé la pétition en question -, un débat réunissant mandataires publics et initiateurs de la pétition était donc devenu inéluctable.

Au cours du débat, le pétitionnaire M. Philipp Bützow, accompagné de trois autres signataires de la pétition, a tenu à exposer ses craintes en vue de l'impact du tram sur les finances publiques et sur la circulation au sein de la capitale pendant la phase de construction. À l'aune de celles-ci, Philipp Bützow s'est prononcé en faveur de la tenue d'un référendum afin que le projet de la construction d'un tramway puisse être soumis à l'avis du peuple.

En réponse, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. François Bausch, a rappelé qu'un référendum avait été demandé au sujet du tram à plusieurs reprises, en l'occurrence sous forme d'une motion et d'une proposition de loi déposées à la Chambre.

Aucune initiative en faveur d'un référendum n'a pourtant abouti. Sur sa lancée, cartes et graphiques à l'appui, le ministre a encore une fois exposé les tenants et aboutissants du projet.

La discussion qui s'en est suivie entre députés et pétitionnaires a porté avant tout sur la question de l'opportunité d'organiser un référendum à propos de grands projets d'infrastructure étant donné que la prise de décision dans ce domaine fait partie des multiples tâches dévolues aux élus par les citoyens.

À l'occasion de ce premier débat public suite à la mise en ligne d'une pétition publique ayant reçu un nombre suffisant de signatures, les membres de la Commission des Pétitions, de la Commission du Développement durable compétente pour le projet du tram et de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle chargée de la question du référendum avaient trouvé le chemin de la salle plénière.

À l'issue du débat, les députés se sont réunis à huis clos pour tirer les premières conclusions de l'échange. Par la suite, et devant les repré-



Débat public sur la pétition publique contre le tramway

sentants de la presse, le président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank, a constaté que seuls les députés de l'ADR étaient enclins à l'idée d'organiser un référendum sur le tram. Un consensus, sur un aspect d'ordre plus général, aurait cependant émergé, à savoir celui d'analyser la question de l'opportunité du recours au référendum.

Pétitions publiques

Dans le souci d'adapter le droit de pétition aux moyens de communication modernes, la Chambre a mis en place fin mars 2014 un système de pétition publique qui se fait intégralement sur son site Internet. Ce système permet de déposer une pétition et de collecter des signatures en ligne. Après l'aval de la Commission des Pétitions et de la Conférence des Présidents, la pétition est ouverte à signature pen-

dant six semaines. Parallèlement, les internautes peuvent discuter du sujet de la pétition dans un forum y dédié. Jusqu'à ce jour, 43 pétitions publiques ont été déposées sur le site de la Chambre (voir la liste de toutes les pétitions) dont 23 sont actuellement ouvertes à signature. Avec la pétition 329 («Garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière»), une deuxième pétition a dépassé le seuil des 4.500 signatures. Un débat public vient d'avoir lieu à ce sujet.

D'autres pétitions viennent de dépasser ou dépasseront sous peu le cap des 4.500 signatures et seront suivies d'un débat afférent.

Projet de tram

Le projet de loi 6626 prévoyant la construction, d'ici l'automne 2017, d'une ligne de tram-

way à Luxembourg entre la Gare Centrale et le Circuit de la Foire Internationale à Kirchberg a entre-temps été voté en séance publique du 4 juin. Le début des travaux est programmé pour 2015.

Ces travaux comprennent les travaux d'infrastructures de la ligne à proprement parler, la construction du centre de remisage et de maintenance, l'acquisition des rames de tramway, les études et les mesures compensatoires y relatives. Le montant total des travaux à réaliser est estimé à 230.520.000 euros.

Le financement de la réalisation de cette ligne de tramway se fait à deux tiers pour le compte de l'État et à un tiers pour le compte de la ville de Luxembourg.

Le tram devra s'intégrer dans un concept qui à terme est censé réorganiser intégralement la mobilité au Grand-Duché.

14 nouvelles pétitions publiques ouvertes à signature

Depuis le 30 mai, 14 nouvelles pétitions publiques sont ouvertes à signature.

Il s'agit des pétitions suivantes:

- Économies d'énergie (355)
- Méi Sécherheet op de Stroossen (357)
- Pro neie Stadion! (364)
- Gratuitéit vum secondairen Unterrecht, techesch a klasesch, am Artikel 23 vun der Verfassung verankeren (365)

- Umweltfreundliche Mobilität - Aufbau eines Ethanol-tankstellennetzes (E-85, Superethanol) in Luxemburg - Installation d'un réseau de pompes Superéthanol (E-85) au Grand-Duché de Luxembourg (370)

- Non aux radars fixes! Oui à la répression des usagers de la route par une police physiquement présente! Say no to fixed radars and a big yes for more police presence on our roads! (372)

- Reconsidérer l'importance fondamentale des parents dans l'éducation de leurs enfants (373)

- Géint deen neie Stadion (376)

- Fir däitlech méi Personal a besser Ëffnungszäite bei der ADEM - Pour une nette augmentation du personnel et un changement des horaires d'ouverture auprès de l'ADEM (381)

- Géint mobil a fix Radaren! (383)

- D'Hondt-Verfahren abschaffen (384)

- Umweltfreundliche Mobilität - Gegen den Aufbau eines Ethanol-tankstellennetzes (E-85, Superethanol) in Luxemburg - Contre l'installation d'un réseau de pompes Superéthanol (E-85) au Grand-Duché de Luxembourg (385)

- Alle Bürger Luxemburgs haben das Recht auf ein pestizidfreies Leben (387)

- Referendum zur Einführung der Bürgergesetzgebung von unten (388)

Le Président et des députés reçus à la Cour de justice de l'UE

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, et les députés membres de la Commission juridique se sont déplacés à la mi-mai à la Cour de justice de l'Union européenne (CURIA) dont le siège est établi à Luxembourg.

Depuis sa création en 1952, sa mission consiste à assurer «le respect du droit dans l'interprétation et l'application» des traités, c'est-à-dire à veiller, en collaboration avec les juridictions des États membres, à l'application et à l'interprétation uniforme du droit communautaire.

La Cour de justice de l'Union européenne comprend trois juridictions:

- la Cour de justice,
- le Tribunal (créé en 1988) et
- le Tribunal de la fonction publique (créé en 2004).

À ce jour, environ 28.000 arrêts ont été rendus par ces trois juridictions. Deux tables rondes, présidées par M. Vassilios Skouris, Président de la Cour de justice, respectivement par M. Marc Jaeger, Président du Tribunal, ont permis un large échange de vues entre juges et parlementaires.



Des parlementaires visitent la Cour de justice de l'Union européenne.

Face à un nombre d'affaires toujours croissant, seule une hausse généralisée des effectifs de la Cour de justice serait à même d'assurer le traitement des

dossiers dans un délai raisonnable. Dans le même contexte, la question des modalités de la procédure de nomination fut aussi abordée. Finalement, une mise en garde fut lancée à propos d'une rotation trop poussée des membres de la Cour de justice ainsi que du Tribunal, initiative qui

pourrait se révéler comme préjudiciable à une connaissance approfondie dans des domaines spécifiques ainsi qu'à la qualité des jugements.

Visite du Président hongrois à la Chambre



M. János Áder accueilli par M. Mars Di Bartolomeo.

Les élections européennes ainsi que les relations entre la Hongrie et l'Union européenne ont dominé les pourparlers lors d'une visite de travail effectuée le 23 mai par M. János Áder, Président de la République de Hongrie à la Chambre des Députés.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et M. Áder ont plaidé pour une défense des valeurs fondamentales européennes face à des tendances populistes et extrémistes qui se dessinent de plus en plus sur le Vieux Continent.

M. Di Bartolomeo s'est dit choqué par la montée de l'extrême droite hongroise (Jobbik) qui a remporté 20% des suffrages lors des élections législatives en avril dernier. Il a égale-

ment relevé que la tendance de certains responsables politiques d'imputer toutes les évolutions négatives à Bruxelles risque de promouvoir des sentiments antieuropéens.

Finalement, le Président de la Chambre a souligné l'importance du respect de la liberté de la presse et de l'indépendance de la justice qui doivent figurer au premier rang de l'arsenal des pays qui se disent démocratiques et respectueux de l'État de droit. Dans ce contexte, il a tenu à saluer la posture incarnée par M. János Áder qui, en tant que «démocrate fort», a bloqué une dizaine de lois controversées dans son pays. M. Áder a été élu Président de la République de Hongrie en 2012.

La traite des êtres humains, forme la plus abjecte de tous les trafics

La traite des êtres humains est considérée comme l'une des atteintes les plus insupportables aux droits de l'Homme.

Selon des statistiques publiées par les Nations Unies et le Conseil de l'Europe, la traite des êtres humains générerait annuellement environ 32 milliards d'euros de chiffre d'affaires et constituerait la troisième forme de trafic la plus répandue au monde, après celles des drogues et des armes. Chaque année, 2,5 millions de personnes tomberaient sous l'emprise des passeurs et de leurs organisations criminelles.

Toujours selon des statistiques publiées par la Commission européenne en 2013, le nombre de victimes avérées et présumées dans l'Union européenne aurait augmenté de 18% entre 2008 et 2010. Parmi ces victimes, 68% seraient des femmes, 17% des hommes, 12% des filles et 3% des garçons.

Toujours selon le même rapport, la principale forme de traite dans l'UE entre 2008 et 2010 a été la traite à des fins d'exploitation sexuelle (62%), suivie de celle à des fins de travail forcé (25%).

Le pourcentage de victimes avérées ou présumées issues de pays hors Union européenne et identifiées sur le territoire de l'Union serait passé de 12% en 2008 à 37% en 2010.

Les principaux pays à partir desquels ce trafic ignoble, rappelant la sombre période de l'esclavage, s'organise sont la Roumanie et la Bulgarie pour les pays de l'Union, le Nigeria et la Chine en dehors de l'UE. Les pays d'Afrique sub-saharienne, le Vietnam, les Philippines ou encore les pays de l'Europe de l'Est sont également très concernés.

Il convient de noter que ces chiffres sont des estimations, étant donné que la traite est par nature un phénomène interlope et clandestin.

Alors que le nombre de personnes victimes de traite est en nette augmentation, le nombre de condamnations pour trafic d'êtres humains a, quant à lui, baissé de 13% entre 2008 et 2010 sur le territoire de l'Union: preuve, s'il en fallait, que les trafiquants ont de plus en plus tendance à passer entre les mailles du filet.

Sur fond de ces chiffres inquiétants décrivant toute l'ampleur prise par le phénomène, une conférence trilatérale organisée conjointement par l'Assemblée Balte, le Conseil Nordique et le Parlement Benelux vient d'avoir lieu fin avril à Tallinn (Estonie).

La Chambre des Députés y fut représentée par MM. les Députés Marcel Oberweis et Roy Reding.

La traite des êtres humains constitue l'une des formes les plus inacceptables



M. Marcel Oberweis et M. Roy Reding ont représenté la Chambre des Députés à Tallinn.

tables de la criminalité organisée, contrevenant aux valeurs fondamentales des droits de l'Homme et notamment au respect de la dignité humaine. Sous le couvert de la tromperie et de la contrainte, les victimes de ce genre de trafic ignominieux sont privées de leur autonomie, de leur liberté de mouvement et de leur libre arbitre, et soumises à différentes

formes de maltraitance physique et psychologique.

À ce trafic classique des êtres humains vient désormais se greffer une autre forme de trafic, tout aussi abjecte: le trafic des migrants. Une fois dans les griffes des passeurs et arrivés à leur destination finale, les personnes qui fuient leur pays pour des raisons de persécution politique ou

de pauvreté économique sont ensuite obligées de travailler dans des conditions inhumaines, de se prostituer, de mendier, de commettre des vols, etc., pour racheter leur liberté.

La conférence trilatérale de Tallinn a permis de faire le point sur la situation, de fournir des réponses aux questions soulevées et de procéder à l'échange de bonnes pratiques en matière de lutte contre le trafic des êtres humains.

Au cours de son intervention et en sa qualité de Président du Parlement Benelux, M. Marcel Oberweis a fait référence à l'histoire véridique et tragique de Solomon Northup dont le destin vient de faire l'objet d'un film intitulé «Twelve Years a Slave», produit et réalisé par Steve McQueen, sorti en 2013.

Le film se déroule dans l'Amérique des années 1840 et retrace l'histoire de Northup, un homme libre afro-américain («free negro» en anglais), qui est enlevé et vendu comme esclave dans une plantation de la Louisiane.

Quoique ces faits remontent à plus de 150 ans, beaucoup de personnes, aux dires de M. Oberweis, se retrouveraient encore aujourd'hui dans une situation similaire, condamnées à des conditions de vie inhumaines voire à se prostituer ou à voler pour racheter leur liberté.

Une délégation de députés rend visite au contingent militaire luxembourgeois au Kosovo

La paix au Kosovo demeure fragile. Depuis des siècles, Albanais et Serbes revendiquent une présence ancestrale dans cette région des Balkans. Après les bombardements de l'OTAN en 1999, qui visaient à interdire une répression croissante de la part des forces de sécurité serbes et à mettre fin à une situation de quasi-guerre civile, une force de maintien de la paix de l'OTAN - la KFOR (Kosovo Force) - fut déployée au Kosovo pour y stabiliser la situation en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Comportant à l'origine quelque 50.000 militaires issus des pays membres ou partenaires de l'OTAN, la KFOR en compte désormais dix fois moins. Un peu plus d'une vingtaine de militaires luxembourgeois - le plus gros contingent grand-ducal mobilisé à l'étranger pour une opération de maintien de la paix (OMP) - grossissent les rangs de la KFOR depuis le déploiement d'un premier peloton au Kosovo au sein d'une unité belge en avril 2000.

Le 28 mai dernier, une délégation de parlementaires luxembourgeois, sous la conduite de S.A.R. le Grand-Duc, du Ministre de la Défense, M. Etienne Schneider, et du chef d'État-major de l'armée luxembourgeoise, M. Mario Daubenfeld, s'est déplacée au Kosovo, baptisé République du Kosovo suite à la proclamation de son indépendance en 2008.

Accueillis dans un premier temps au quartier général de la KFOR à Pristina par son commandant en chef, le major-général Salvatore Farina, les hôtes luxembourgeois se sont entretenus avec le haut responsable militaire italien sur les missions de la

force de maintien de la paix de l'OTAN et notamment sur la participation militaire luxembourgeoise ainsi que sur la situation actuelle au Kosovo.

Transférée ensuite par hélicoptère au camp de Novo Selo, à 30 km au nord de Pristina, la délégation luxembourgeoise a pu rencontrer le contingent luxembourgeois y installé depuis septembre 2006. Après avoir été présentés aux autorités du camp, les parlementaires ont assisté à la parade du contingent luxembourgeois KFOR 42, stationné au Kosovo depuis février 2014 et jusqu'en juin de cette année.

Lors d'un déjeuner détendu, connaissance fut faite avec les 22 soldats du détachement luxembourgeois. L'occasion aussi de discuter amplement du rôle de leurs différentes missions, qui sont avant tout la recherche de renseignements, les observations statiques et mobiles ainsi que l'exploitation et la diffusion des informations récoltées à la chaîne de commandement de la KFOR.

Les députés ont pu se rendre compte de l'engagement exemplaire des soldats luxembourgeois, de la qualité et du sérieux de leur travail pour le maintien d'un environnement sûr et sécurisé dans cette partie des Balkans de l'Ouest.

Une impression qui s'est confirmée plus tard lors de la visite du hangar des mécaniciens, où les mandataires publics ont pu découvrir tous les équipements qui fondent l'excellence luxembourgeoise en matière de renseignement: lunettes

thermiques, véhicules mobiles de renseignement, blindés, armes de dissuasion, etc.

Alors qu'une nouvelle ère est en train de se dessiner au Kosovo - accord historique conclu entre les responsables serbes et kosovars en avril 2013 où la Serbie, en échange de l'ouverture de négociations d'adhé-

sion à l'UE, a renoncé à sa souveraineté sur sa «province»; la tenue d'élections libres en novembre 2013; transfert de la sécurisation de plusieurs sites religieux sensibles de la KFOR à une police «multiethnique» afin de respecter les différentes sensibilités -, ni l'OTAN, ni a fortiori le Luxembourg n'envisagent de réduire leur présence militaire au Kosovo.

M. le Ministre Etienne Schneider indique que les soldats luxembourgeois resteront jusqu'à ce qu'on leur dise de se retirer. La mission de la KFOR n'est pas prête à changer: seul le niveau de ses forces est ajustable en fonction des besoins, en particulier dans le nord du Kosovo, près de la frontière serbe.



La délégation parlementaire se composait de M. Léon Gloden, Mme Diane Adehm, Mme Nancy Arendt, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Gusty Graas et M. Fernand Kartheiser (de gauche à droite).

L'administration parlementaire se présente

Le Service du Compte rendu



Le rôle principal du service est la publication du compte rendu des séances publiques de la Chambre des Députés.

Comme en témoignent les comptes rendus officiels et intégraux parus depuis 1842 comprenant les séances publiques intégrales, statistiques, table des matières, table des orateurs et autres, le compte rendu connaît une longue tradition. Ces recueils étaient à l'époque réservés aux administrations, historiens ou juristes pour lesquels ils constituaient un outil de travail et de recherche précieux.

Les électeurs pour leur part se sont vu distribuer gratuitement, de 1883 à 1979, une version analytique et synthétique allemande, d'abord au lendemain de chaque séance, plus tard sous forme de publication regroupant plusieurs séances dans un numéro. Les débats étaient recueillis par des sténographes, dont des hommes remarquables tels que les écrivains Nikolaus Hein et Batty Weber.

En 1979, le compte rendu analytique céda la place à une publication mot pour mot des discours enregistrés, transcrits dans la langue des in-

tervenants et corrigés par les membres du service du compte rendu de la Chambre. Dans chaque numéro du compte rendu furent insérés dorénavant des articles et photos documentant les activités parlementaires en dehors des séances publiques, un résumé des nouvelles lois ainsi que les questions parlementaires écrites et les réponses afférentes des ministres.

Le contenu du compte rendu n'a plus changé jusqu'à nos jours, tandis que le format et le mode de distribution ont connu une modification avec l'insertion, depuis la session 2002-2003, du compte rendu sous forme de supplément aux quatre quotidiens luxembourgeois «Luxemburger Wort», «Tageblatt», «Journal» et «Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek».

À ceux qui ne sont pas abonnés à un de ces journaux, le compte rendu est envoyé gratuitement sur demande. Il est en outre disponible sur www.chd.lu sous la rubrique «Travail à la Chambre» - «Séances publiques» - «Comptes rendus des séances publiques».

Le compte rendu des séances publiques est le résultat d'un travail en plusieurs étapes:

Les débats enregistrés sous forme de fichiers mp3 sont transcrits en externe. Commence alors le travail des membres de ce service - dont quatre télétravailleuses - qui se compose de Mme Claire Garçon-Wio, M. Jean-Claude Schroeder, Mme Danièle Hubsch, Mme Françoise Bernard, Mme Thérèse Xue-Lamesch, Mme Juliette Ludwig, Mme Anne-Marie Ziger et Mme Gaby Fischbach.

Avec l'appui des documents de support relatifs à la séance publique

- procès-verbal contenant bulletins de vote et documents déposés, notes des orateurs, documents parlementaires -, le texte brut est réécrit, relu et corrigé, le cas échéant en ayant recours à l'enregistrement vidéo, mis en forme et complété par les titres, motions, résolutions ou amendements déposés, résultats de vote, etc.

Après seconde relecture, les discours sont transmis aux orateurs pour validation.

Endéans les deux jours ouvrables suivant l'envoi par e-mail, ceux-ci ont la possibilité d'apporter des corrections rédactionnelles mineures, dues à des problèmes d'acoustique par exemple.

À part le compte rendu des séances publiques, le service assure

également la publication des articles concernant les rubriques «Actualité parlementaire» et «Nouvelles lois» ainsi que des questions au Gouvernement.

Il en est de même du compte rendu relié qui est réalisé à la suite de chaque session parlementaire; celui-ci contient entre autres une table des matières et une table des orateurs confectionnées par les soins du service du compte rendu («synthèse des travaux» à consulter sur www.chd.lu).

En tant que praticien majeur de la langue luxembourgeoise, le service entretient des contacts et échanges réguliers avec les membres du LOD (Lëtzebuurger Online Dictionnaire) et contribue à la promotion de la langue luxembourgeoise.



Les discours en séance publique sont enregistrés, transcrits et publiés au compte rendu.

Une retraite bien méritée pour M. Jean-Paul Frébutte

Au cours d'une cérémonie sympathique et détendue, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a rendu hommage au travail effectué pendant près de 19 ans par M. Jean-Paul Frébutte au sein de l'administration parlementaire.

Au cours de ses vœux de bonne retraite formulés à l'égard de ce spécialiste de l'informatique, connu pour son humour «belge», M. Di Bartolomeo, en sa qualité d'ancien Ministre de la Santé, l'a encouragé à rester actif et en forme pendant sa retraite.

En présence des membres du Secrétariat général et de ses collègues du Service informatique, Jean-Paul Frébutte s'est dit ému par l'attention portée à son égard avant de trinquer avec ses amis à sa santé et à la «3^e mi-temps» de sa vie.



M. Jean-Paul Frébutte part à la retraite.

Énergies renouvelables et mobilité transfrontalière



Les représentants de la Chambre des Députés, la médiatrice Mme Lydie Err et le Président du CPI, M. Joachim Mertes, lors de la séance plénière à Metz.

La mobilité transfrontalière, les questions énergétiques, mais aussi l'attractivité économique, la gestion des déchets et la coopération avec le réseau des médiateurs de la Grande Région ont figuré au cœur des débats de la 52^e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) à

Trèves le 16 mai dernier, à laquelle ont participé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, les députés M. André Bauler, M. Alex Bodry, M. Emile Eicher, Mme Cécile Hemmen, M. Roger Negri, M. Serge Urbany ainsi que le Secrétaire général de la Chambre

des Députés, M. Claude Frieseisen. En sa qualité de président de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI, M. Roger Negri a soumis deux propositions de recommandation, l'une portant sur les énergies renouvelables et l'autre sur la gestion des

déchets et, en particulier, le recyclage dans la Grande Région.

Adoptée à l'unanimité, la première recommandation sur les politiques énergétiques découle d'une conférence organisée à Trèves le 4 avril et appelle les exécutifs à approfondir la coopération transfrontalière en matière de production d'énergies renouvelables. Les énergies renouvelables constituent un instrument unique combinant une gestion durable des ressources, la protection de l'environnement, le développement économique, la croissance et la création d'emplois. Pourtant, le potentiel des énergies renouvelables est loin d'être exploité de manière suffisante au sein de la Grande Région et le CPI plaide ainsi pour le renforcement de la coopération transfrontalière en la matière.

La deuxième recommandation présentée par M. Negri et adoptée unanimement par le CPI met avant tout l'accent sur les aspects transfrontaliers de la gestion des déchets et en particulier sur la coopération transfrontalière en matière de recyclage. Ainsi, le CPI propose que la Grande Région exploite encore davantage son potentiel en matière de gestion durable des déchets et de recyclage en favorisant ainsi une utilisation efficace des ressources à travers une plus forte coopération. C'est la raison pour laquelle le CPI a notamment formulé le vœu que les régions, communes et entités territoriales de la Grande Région soient mieux informées et reçoivent un soutien accru pour être en mesure de participer à la mise en œuvre efficace des législations européennes et natio-

nales existantes. En se fondant sur des exemples de meilleures pratiques telles que la SuperDrecksKëscht, la recommandation sur le recyclage exige par ailleurs l'instauration d'une politique de création de centres de recyclage socialement engagés, employant notamment des personnes défavorisées et handicapées.

Enfin, la recommandation formule la demande que le Sommet de la Grande Région mette en œuvre une politique coordonnée à long terme permettant d'atteindre, au niveau de la Grande Région en tant que telle et d'ici 2030, un taux de recyclage global de plus de 60%, afin de transformer la Grande Région en région transfrontalière modèle favorisant l'émergence d'une «société du recyclage», telle que proposée par la Commission européenne.

Pour sa part, Mme Isolde Ries, présidente de la Commission «Transports et Communications» a présenté les résultats de la conférence sur la mobilité dans la Grande Région qui a été organisée à Luxembourg le 9 mai dernier et à laquelle 250 experts, élus et citoyens avaient participé.

Sur l'initiative de la médiatrice luxembourgeoise, Mme Lydie Err, et du «Bürgerbeauftragten» de Rhénanie-Palatinat, M. Dieter Burgard, les élus de la Grande Région ont également reçu et écouté ces deux ombudsmen qui ont plaidé pour une plus forte coopération entre le CPI et le réseau des médiateurs de la Grande Région en vue d'agir ensemble face aux défis transfrontaliers auxquels les médiateurs sont régulièrement confrontés.

La situation en Ukraine au centre des débats



M. Jean-Marie Halsdorf et M. Marc Angel (à droite)

«La Russie doit mettre fin immédiatement à ses ingérences inacceptables dans les affaires intérieures ukrainiennes ainsi qu'à la concentration de troupes à ses frontières occidentales, et exhorter publiquement les forces pro-russes présentes dans le sud-est de l'Ukraine à respecter les accords de Genève du 17 avril!»

Le message que les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ont lancé à la Russie lors de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est déroulée du 29 mai au 1^{er} juin 2014 à Vilnius, ne pourrait être plus clair.

Dans une déclaration adoptée en séance plénière, les membres ont invité la Fédération de Russie à ouvrir avec le président nouvellement élu et le gouvernement ukrainiens un dialogue direct et sincère en vue de trouver une solution pacifique au conflit et à permettre le retour de la Crimée sous la juridiction et le contrôle de l'Ukraine. La Russie a par ailleurs été exhortée à respecter et à protéger la liberté d'expression et la liberté de la presse et à s'abstenir de diffuser des informations erronées destinées à déformer la compréhension de la situation en Ukraine et des points de vue exprimés par les populations et groupes ethniques majoritaires et minoritaires de la région.

Le Secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen, a indiqué dans son intervention en séance plénière que les agissements de la Russie en Ukraine ont fourni une justification «malvenue mais sans ambiguïté» de la nécessité pour l'Alliance de conserver des défenses fortes et d'inverser la tendance de fond à la diminution des dépenses militaires. M. Rasmussen a insisté sur le fait que l'OTAN est résolue à protéger l'ensemble de ses membres contre quelque menace que ce soit, et qu'elle en avait les capacités. «Nous sommes prêts à faire ce qu'il faudra, pendant aussi longtemps que néces-

saire», a indiqué M. Rasmussen. «Nous sommes déterminés à assurer la protection de n'importe quelle partie de l'Alliance. L'OTAN ne faiblira donc pas et aucun allié ne sera livré à lui-même.»

Dans le cadre de leurs débats, les membres ont également adopté en séance plénière une déclaration concernant l'élargissement de l'Alliance. Les parlementaires invitent instamment les membres de l'OTAN à réaffirmer leur engagement politique fort en faveur de la politique de la porte ouverte et de la perspective euro-atlantique des pays qui aspirent à rejoindre l'OTAN et à poursuivre la mise en place de politiques visant à promouvoir les partenariats et la coopération avec les pays partenaires.

Les membres estiment qu'il est particulièrement important de reconnaître les progrès réalisés par les pays candidats et d'envisager la poursuite du processus d'élargissement de l'OTAN lors du Sommet de l'OTAN au Pays de Galles, au vu des résultats de l'examen d'ensemble devant être achevé en juin 2014.

L'Assemblée a par conséquent demandé à l'Alliance de donner suite à la décision prise lors du Sommet de Bucarest en 2008 selon laquelle la Géorgie deviendrait membre de l'OTAN, et de

faire en sorte que ce pays se rapproche de ce statut en lui accordant un Plan d'action pour l'adhésion. Une nouvelle série de mesures concrètes devrait être adoptée pour aider la Bosnie-Herzégovine à remplir les conditions d'activation du Plan d'action pour l'adhésion. Il serait par ailleurs opportun d'ouvrir la voie à l'adhésion du Monténégro à l'Alliance et d'encourager Skopje et Athènes à redoubler d'efforts pour résoudre ce que l'on appelle le «problème du nom», afin de rendre possible l'adhésion de l'ex-République yougoslave de Macédoine à l'Alliance.

Quant aux travaux au niveau des commissions, ils étaient focalisés entre autres sur les développements politiques en Afghanistan, les implications de la guerre civile en Syrie, la sécurité énergétique et la cyber-sécurité.

M. Marc Angel, le nouveau Trésorier, a par ailleurs présenté en séance plénière les comptes de 2013 de l'Assemblée.

La Chambre des Députés était représentée lors de la session de printemps par M. Jean-Marie Halsdorf, président de la délégation, M. Marc Angel, vice-président, M. Alexander Krieps, M. Henri Kox et M. Fernand Kartheiser, membres.



Lutte contre la toxicomanie

6415 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Le projet de loi vise à modifier certains articles de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie afin de les mettre en conformité avec la réalité et les nécessités du terrain.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 23.03.2012

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

20.03.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

26.06.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

05.02.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2014

Loi du 30 mai 2014

Mémorial A: 2014, n°97, page 1488

Il est notamment envisagé de doter certains agents des douanes et accises des compétences réservées à l'heure actuelle aux officiers de police judiciaire en matière de lutte contre la toxicomanie et de renforcer la coopération entre la Police grand-ducale et l'Administration des Douanes et Accises.

À cette fin, le juge d'instruction et le procureur d'État pourront désormais charger des équipes communes composées de membres des deux corps d'une instruction ou d'une enquête.

17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux. Ce dernier est abrogé à compter du 1^{er} mars 2014 et remplacé par le règlement (UE) n°649/2012 précité, qui procède à une refonte du règlement (CE) n°689/2008 à la lumière de l'expérience acquise et à un alignement sur le règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/

CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006.

Le projet de loi désigne le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions pour assumer la fonction d'autorité nationale désignée et l'Administration de l'Environnement est chargée de l'exécution des tâches administratives. Le projet de loi prévoit aussi des sanctions pénales applicables aux violations des dispositions prévues.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 02.05.2013

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

22.05.2013 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: Henri Kox):

12.02.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur

26.02.2014 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

30.04.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2014

Fiscalité

6556 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier certaines dispositions de droit fiscal qui risquent d'être en conflit avec les règles du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. En effet, la Commission européenne avait formulé des reproches à cet égard le 27 septembre 2012 (Infractions n°2012/4014 et n°2012/4015).

Il s'agit plus précisément de la découverte et de l'imposition des plus-values latentes dans le cadre du transfert d'une entreprise ou de biens isolés par un contribuable vers un autre État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE: tous les États membres de l'Union européenne, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège) alors que le contribuable continue à en être propriétaire. La dénomination de l'imposition à la sortie („exit taxation“) est aussi utilisé dans ce contexte.

Actuellement, si une entreprise quitte le Luxembourg, l'État luxembourgeois a le droit de déterminer le montant de l'imposition sur les plus-values nées pendant la période de résidence ou de rattachement du contribuable ou pendant que les biens transférés se trouvent sur son territoire. Ce droit n'est pas mis en question en soi. C'est le caractère immédiat du recouvrement de cet impôt qui pose néanmoins

problème, car il entrave le principe européen de la liberté d'établissement. En effet, cet impôt est actuellement prélevé au moment du transfert des biens vers l'étranger.

Ces dispositions sont potentiellement incompatibles avec les règles de droit prévues par le Traité CE et contraires à la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne. Il est vrai que lors du transfert de leur entreprise ou de leur établissement stable vers un autre État membre de l'EEE, les contribuables non résidents propriétaires d'une entreprise ou d'un établissement stable sur le territoire luxembourgeois se trouvent pour le moment dans une situation plus défavorable par rapport aux contribuables résidents.

Le présent projet de loi vise alors à accorder au contribuable, sur demande et sans intérêts de retard, un sursis de paiement de la dette fiscale aussi longtemps qu'il reste propriétaire des biens transférés et qu'il est contribuable résident d'un État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen.

De plus, le projet de loi sous rubrique porte sur un élargissement de l'article 54 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu relatif à l'immunisation provisoire des plus-values réalisées sur la cession de certains éléments d'actifs en cas de réemploi du prix de cession. Alors qu'actuellement le réemploi devait se faire dans une entreprise établie au Luxembourg, il est proposé d'étendre le report d'imposition aux biens économiques investis dans un établissement stable situé dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un État de l'EEE.

Commerce des armes

6608 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013

Le Traité sur le commerce des armes, adopté le 2 avril 2013 par une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, établit des normes internationales communes, strictes et juridiquement contraignantes pour l'importation, l'exportation et le transfert des armes conventionnelles, des munitions, pièces et autres composants qui s'y rapportent, afin de rendre ce commerce plus responsable et plus transparent.

Considérant que la réglementation du commerce international des armes conventionnelles et la prévention de leur détournement ne devraient pas faire obstacle à la coopération internationale et au commerce licite de matériel, d'équipements et des technologies à des fins pacifiques, le Traité institue des normes pour les transferts d'armes conventionnelles et impose aux États qui y sont parties de prendre les

mesures qui s'imposent pour contrôler que les armes et munitions ne seront notamment pas utilisées pour commettre des infractions aux droits de l'Homme, des actes de terrorisme et de violation du droit humanitaire, ou ne seront pas susceptibles d'être détournées à de telles fins. Le Traité impose également aux États parties l'adoption de mesures visant à assurer plus de transparence, notamment par la tenue de registres et l'échange d'informations.

De par les normes qu'il introduit, le Traité contribuera à prévenir et à éliminer le commerce illicite d'armes conventionnelles ou le détournement des armes à l'échelle mondiale. Il devrait non seulement permettre le renforcement des efforts de paix, de stabilité et de sécurité, mais aussi la réduction de la souffrance humaine. Le Traité devrait, enfin, constituer une occasion de promouvoir la coopération, la transparence et l'action responsable des États parties en matière de commerce international des armes conventionnelles, et de bâtir ainsi la confiance entre ces États.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.09.2013

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

03.03.2014 Nomination d'un rapporteur

10.03.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2014

Loi du 23 mai 2014

Mémorial A: 2014, n°89, page 1406

«Cristal rouge»

6636 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005, et modifiant la loi du 18 décembre 1914 concernant la protection des emblèmes de la Croix Rouge

Le projet de loi a pour objet de ratifier le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), adopté à Genève le 8 décembre 2005, et de mettre la législation relative à la protection des signes distinctifs en conformité avec les obligations internationales qui incombent au Grand-Duché de Luxembourg.

Par «signe distinctif», il y a lieu d'entendre l'emblème qui est utilisé pour symboliser le secours. Dans le cadre de conflits armés ou de catastrophes naturelles, le signe distinctif sera arboré par les unités et moyens de transport

sanitaires de l'Armée et du personnel associé pour se voir conférer le statut de protection internationale. L'emblème doit être considéré par tous comme étant neutre, universel, avec une signification qui lui est propre, sans distinction religieuse, ethnique, raciale, régionale ou politique. Pour remédier à des problèmes de cette nature, un signe distinctif additionnel a été adopté par le troisième Protocole.

L'idée d'un emblème unique a été abandonnée en 1929. Une solution de compromis fut confirmée lors de l'adoption en 1949 des Conventions de Genève. Ainsi, le croissant rouge et le lion-et-soleil rouge ont été reconnus comme signes distinctifs pour les pays qui en faisaient déjà usage (statut d'exception), tandis que l'emblème de la croix rouge s'est vu confirmé en tant que symbole universel du secours. Or, un certain nombre de pays ont refusé d'adopter l'un des emblèmes consacrés par les Conventions de Genève de 1949, au motif qu'ils ne se reconnaissent dans aucun d'entre eux. Reconnaisant ces difficultés et dans le souci d'augmenter la protection des personnes arbo-

Produits chimiques dangereux

6572 - Projet de loi

a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Le projet de loi vise certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012. Il abroge la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du



rant les signes distinctifs, les parties aux Conventions de Genève n'ont cependant pas voulu opter pour le remplacement des signes distinctifs existants par un emblème unique. Ceci en raison de l'attachement dont la croix rouge et le croissant rouge font l'objet dans les pays où ces symboles sont utilisés. Il a donc été opté pour la solution de mettre à disposition des États qui se voyaient empêchés, en raison de

leurs convictions, d'utiliser les emblèmes existants, une option additionnelle, dénuée de toute connotation religieuse, politique ou culturelle. L'emblème choisi est composé d'un cadre rouge, ayant la forme d'un carré posé sur la pointe, sur fond blanc. L'appellation à donner au signe distinctif additionnel est celle du cristal rouge.

Échange d'informations fiscales

6643 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et son protocole d'amendement, et d'adapter par conséquent la loi générale des impôts.

Cette Convention a été conjointement élaborée par le Conseil de l'Europe et par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle porte sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales afin de permettre une coopération croissante entre les autorités fiscales. En effet, elle offre un cadre multilatéral à la coopération entre États dans la lutte contre la fraude fiscale internationale. La coopération couvre divers aspects comme l'échange de renseignements, la notification de documents et le recouvrement des créances fiscales étrangères. L'échange peut se faire sur demande, par procédure automatique ou de manière spontanée.

La Convention a été ouverte le 25 janvier 1988 à la signature des États membres du Conseil de l'Europe et des pays membres de l'OCDE. Elle a

été révisée en 2010 principalement en vue de l'aligner sur la norme reconnue sur le plan international en matière de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales et de permettre aux États qui ne sont pas membres de l'OCDE ou du Conseil de l'Europe de la signer. Élaborée par les pays membres et non membres de l'OCDE qui travaillent ensemble au sein du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, cette norme est reconnue sur le plan international et est incluse dans l'article 26 du Modèle de Convention fiscale de l'OCDE.

Le Luxembourg a signé la Convention ainsi que son protocole d'amendement en date du 29 mai 2013 à Paris. La Convention donne au Luxembourg entre autres la possibilité de recouvrer des impôts et taxes en dehors de son territoire, élargissant ainsi ses compétences actuelles.

Comme prévu par l'article 30 de la Convention, les États signataires ont la possibilité de formuler des réserves bien définies au moment de la signature ou du dépôt de leur instrument de ratification. Le Luxembourg opte, sur base de cet article, pour n'accorder aucune forme d'assistance pour certaines catégories de renseignements. Les seuls impôts auxquels s'applique la Convention dans le cas du Luxembourg sont l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur le revenu des collectivités, l'impôt sur la fortune et l'impôt commercial communal.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

03.03.2014 Désignation d'un rapporteur

17.03.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

31.03.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2014

TVA

6642 - Projet de loi

- portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la transposition dans la législation nationale de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services.

Cet article de la directive mentionnée, modifie, à partir du 1^{er} janvier 2015, les règles déterminant le lieu des prestations de services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ainsi que des services fournis par voie électronique par des assujettis établis dans l'Union européenne à des personnes non assujetties établies dans l'Union européenne. Alors que, jusqu'à présent ces prestations de services étaient imposables au lieu d'établissement du prestataire, le texte modifié prévoit que le lieu des prestations de services mentionnées fournies à une personne non assujettie est le lieu où cette personne est établie ou a son domicile ou sa résidence habituelle. Ce changement est en ligne avec les efforts européens d'appliquer le principe de destination lors de l'imposition de services.

Néanmoins, afin de simplifier les obligations qui incombent aux entreprises ayant des activités dans des États membres où elles ne sont pas établies, il convient de mettre en place un système leur permettant de se faire identifier à la TVA et de déposer leurs déclarations périodiques par l'intermédiaire d'un seul point de contact électronique. Ce régime s'inspire de celui déjà prévu en faveur des opérateurs établis en dehors de l'Union européenne et qui permet à ceux-ci de ne s'inscrire que dans un seul État membre pour tous les services électroniques effectués à l'intérieur de l'Union européenne à des personnes non assujetties à la TVA. De plus, les obligations déclaratives en lien avec ce régime particulier sont harmonisées au niveau communautaire. Le projet de loi sous rubrique a donc pour objet de dresser le cadre légal régissant le régime particulier destiné aux assujettis établis dans l'Union européenne, alors que des règlements communautaires, directement applicables, établissent les modalités qui doivent assurer le fonctionnement du régime d'un point de vue pratique.

Vu que certaines de ces modifications concernant le lieu des prestations des services sont susceptibles d'avoir un impact sur le budget des États, le texte de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 prévoit qu'il convient d'étaler ce dernier sur une durée de quatre années. En effet, si une entreprise passe par le guichet unique dans un État membre, en l'occurrence au Luxembourg (appelé «mini one-stop shop» à partir de 2015), alors celui-ci peut garder en 2015 et 2016 30% des recettes TVA générées par les prestations de services fournies aux utilisateurs situés dans un autre pays de l'UE, ensuite 15% en 2017 et 2018, avant de passer à 0% à partir de 2019.

Par ailleurs, le projet de loi sous rubrique a également pour objet de modifier certaines dispositions de la loi TVA aux fins de leur actualisation d'un point de vue technique, ainsi que pour tenir compte d'une recommandation spécifique de la médiateure relative au délai de réclamation.

En effet, en vertu de l'article 76 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, les bulletins de rectification ou de taxation d'office peuvent être attaqués par voie de réclamation, celle-ci devant être impérativement introduite dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du bulletin. Il a cependant été constaté qu'il peut arriver qu'un assujetti se voit forcé d'exercer une telle réclamation, parce qu'il ne l'a pas introduite dans le délai légal, alors qu'il a été, sans faute de sa part, dans l'impossibilité d'agir. C'est cette situation qui a fait l'objet d'une recommandation de la médiateure.

Il est proposé de remédier à la problématique décrite en prévoyant qu'un assujetti se trouvant dans une telle situation peut demander à être relevé de la forclusion, à condition que cette demande soit introduite dans les quinze jours à partir du moment où l'impossibilité d'agir a cessé et au plus tard dans le délai de six mois à compter de l'expiration du délai de réclamation. En cas de rejet de la demande, l'assujetti dispose de la faculté de se pourvoir en justice.

S'agissant d'une mesure exceptionnelle, l'assujetti qui entend en bénéficier doit prouver que le respect du délai lui était impossible. La mesure en question ne saurait en effet conduire à ce qu'elle soit abusivement utilisée comme moyen de contourner le délai légal prévu pour la réclamation. Aussi, les assujettis ne sauraient-ils se retrancher derrière le manque de diligence de leurs représentants pour s'exonérer de toute faute en relation avec la forclusion.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.01.2014

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

22.04.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

29.04.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2014

Loi du 26 mai 2014

Mémorial A: 2014, n°93, page 1444

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.01.2014

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

22.04.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

29.04.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2014

Loi du 26 mai 2014

Mémorial A: 2014, n°93, page 1434

Conseil de l'Ordre des avocats

6647 - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Le projet de loi a pour objet de porter la durée du mandat du Conseil de l'Ordre des avocats d'un à deux ans. Cette modification a été l'objet d'une demande conjointe des Ordres des avocats du Barreau de Luxembourg et de Diekirch. La durée d'un an du mandat des membres du Conseil de l'Ordre, et donc aussi du Bâtonnier, pose problème à plusieurs niveaux.

Premièrement, la limitation de la durée du mandat à un an, jugée trop courte, a fait que des Bâtonniers sortants se sont présentés pour

un deuxième mandat, avec comme conséquence que chaque deuxième année le Conseil de l'Ordre ne comprenait pas de Bâtonnier sortant, personne de droit pour aider à garder une certaine mémoire institutionnelle.

Deuxièmement, vu qu'un mandat d'une année est jugé insuffisant pour les membres du Conseil de l'Ordre, il est d'usage qu'ils se présentent pour un deuxième voire troisième mandat.

Troisièmement, il y a lieu d'aligner la durée du mandat des membres du Conseil de l'Ordre à celles des membres du Conseil disciplinaire et administratif et sur celles des membres du Conseil disciplinaire et administratif d'appel.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 17.01.2014

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

19.03.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

02.04.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2014

Loi du 30 mai 2014

Mémorial A: 2014, n°98, page 1490

Réseau national de radiocommunication

6651 - Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois

Actuellement les services de sécurité et de secours luxembourgeois communiquent par le biais du Réseau radio intégré des forces d'intervention (RIFO). Ce réseau date des années 1970 et a recours à la technologie analogique.

À l'ère numérique, un tel réseau ne répond plus aux standards internationaux en matière de communication tout court et à plus forte raison en matière de communication au niveau des services de sécurité et de secours. Il ne répond, de ce fait, non plus aux besoins manifestes en matière de sécurité de transmission des communications (cryptage) et d'interopérabilité des réseaux entre pays voisins. Alors qu'une urgence certaine serait donnée rien que par le fait que le Luxembourg n'a pas encore sauté le pas vers les technologies numériques dans ce domaine, il devient impératif de mettre



ce nouveau réseau numérique en place en vue de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au second semestre 2015.

S'agissant de l'interopérabilité avec nos pays voisins, l'État a judicieusement opté pour la technologie en matière de radiocommunication des services de sécurité publique que la Belgique et l'Allemagne ont mis en place. Les systèmes de ces pays sont similaires au réseau que la France a choisi avec TETRAPOL. Ces réseaux fonctionnent sur base de la technologie numérique TETRA (Terrestrial Trunked Radio) qui est une norme harmonisée européenne de l'ETSI (European Telecommunications Standards Institute). Le RENITA luxembourgeois (Réseau national intégré de radiocommunication), bien que son utilisation puisse être étendue à d'autres services, est en premier lieu destiné à l'Administration des Douanes et Accises, l'Administration des Ponts et Chaussées, l'Administration des Services de Secours, y compris les services d'incendie et de sauvetage communaux, l'Armée, le Centre de Communications du Gouvernement, le Haut-commissariat à la Protection nationale, la Police grand-ducale et le Service de Renseignement de l'État.

Le réseau RENITA devra couvrir la totalité du territoire (forêts, tunnels autoroutiers et ferro-

viaires), ainsi qu'assurer la couverture à l'intérieur de certains immeubles, nécessitant la mise en place de 75 stations de base.

Au niveau de la procédure de marché public, il est relevé qu'il s'agit d'un projet complexe et exceptionnel prévu de s'étendre au moins sur une durée de 15 ans.

Le Gouvernement a décidé de conclure pour le projet RENITA un contrat pour le déploiement du réseau et ensuite son exploitation avec un investisseur privé. Les services à fournir par l'opérateur comprennent la mise en place d'un réseau de radiocommunication destiné à l'usage exclusif du pouvoir adjudicateur et des utilisateurs désignés par lui, et son exploitation sur une durée de quinze ans. L'opérateur demeurant le propriétaire des éléments du réseau RENITA, il lui revient également d'assumer les risques liés à la propriété tant que le pouvoir adjudicateur n'aura pas exercé son option d'achat prévue au contrat. Il a donc été opté, pour des raisons évidentes liées à la complexité de cette technologie et au personnel que l'État serait amené à engager pour assurer la maintenance et l'opérabilité du réseau, pour un tel partenariat public-privé. La nécessité d'assurer à la fois la stabilité et la fiabilité de ce réseau et son amélioration continue plaident également en faveur de cette solution.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 06.02.2014

Rapporteuse: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

22.04.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

29.04.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.05.2014

Loi du 20 mai 2014

Mémorial A: 2014, n°85, page 1389

Budget 2014

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques

Le budget de l'État pour l'exercice 2014 est arrêté:

en recettes	
à la somme de	12.125.334.342 €
soit:	
recettes courantes	12.051.964.945 €
recettes en capital	73.369.397 €
en dépenses	
à la somme de	12.297.467.197 €
soit:	
dépenses courantes	11.259.354.020 €
dépenses en capital	1.038.113.177 €

Le solde prévu à l'issue des travaux relatifs à l'établissement du budget de l'État 2014 se chiffre au niveau de l'administration centrale à 545 millions d'euros. Ce déficit est moins important qu'initialement prévu. En effet, le nouveau Gouvernement s'est dès son entrée en fonction plié à un exercice d'économies qui s'est soldé par une réduction des dépenses de 230 millions d'euros.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.03.2014

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

20.03.2014 Examen du projet de budget du Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

02.04.2014 Échange de vues avec le Premier Ministre au sujet des volets du budget de l'État pour l'année 2014 concernant la commission

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

17.03.2014 Examen des volets budgétaires de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

31.03.2014 Examen des volets budgétaires des Media et des Communications

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

20.03.2014 Examen du projet de budget du Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président: M. Gilles Baum):

26.03.2014 Échange de vues avec la Ministre de la Famille et de l'Intégration au sujet des volets du budget de l'État pour l'année 2014 concernant la commission

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

04.02.2014 Désignation d'un rapporteur

04.03.2014 Présentation d'un calendrier des travaux de la commission

05.03.2014 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances, le Directeur de l'Inspection générale des Finances et des représentants du Trésor

07.03.2014 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Contributions directes

11.03.2014 Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Douanes et Accises

14.03.2014 Échange de vues avec le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS)

25.03.2014 Présentation de l'avis de la Cour des comptes

25.03.2014 Échange de vues avec les représentants du Conseil Supérieur pour un Développement Durable (CSDD)

28.03.2014 Échange de vues avec des représentants de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)

02.04.2014 Échange de vues avec des représentants du STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

07.04.2014 Présentation du volet concernant le Ministère des Finances par le Ministre des Finances

Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen des avis des chambres professionnelles

09.04.2014 Échange de vues avec des représentants du Comité de prévision

10.04.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

22.04.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

20.03.2014 Échange de vues avec le Ministre au sujet des volets du budget de l'État pour l'année 2014 concernant les deux commissions (Affaires étrangères et Force publique)

31.03.2014 Présentation des volets concernant le Ministère des Affaires étrangères et européennes et le Ministère de l'Immigration et de l'Asile

Présentation du volet concernant le Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire

Travaux de la Commission de la Force publique

(Présidente: Claudia Dall'Agnol):

20.03.2014 Échange de vues avec le Ministre au sujet des volets du budget de l'État pour l'année 2014 concernant les deux commissions (Affaires étrangères et Force publique)

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

26.03.2014 Examen des volets budgétaires concernant l'Éducation nationale, l'Enfance et la Jeunesse

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

(Président: M. Gusty Graas):

31.03.2014 Présentation des volets du budget de l'État pour l'année 2014 concernant le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

25.03.2014 Présentation et examen du projet de budget du Ministère de la Santé

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

10.04.2014 Présentation des volets du budget de l'État pour l'année 2014 concernant le Ministère de l'Économie

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

20.03.2014 Examen des volets budgétaires concernant la Fonction publique et la Réforme administrative

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

02.04.2014 Présentation du volet concernant le Ministère de la Justice

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

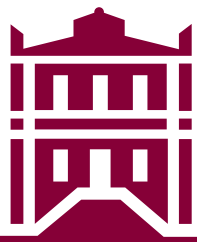
(Président: Georges Engel):

31.03.2014 Examen du projet de budget du Ministère de la Sécurité sociale

Vote en séance publique: 24.04.2014

Loi du 29 avril 2014

Mémorial A: 2014, n°65, page 685



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
- M. le Président
- 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant
 - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
 - la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
 - la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
 - la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
 - la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
 - la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
 - la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
 - la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite)
- Ordre du jour
- M. le Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Mme Maggy Nagel et M. Pierre Gramigna, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegeen, e schéine gudde Moien emol fir d'Éischt. Ech maachen d'Setzung Heimat op.

Ech froen d'Regierung direkt, ob se Kommunikatiounen ze maachen huet.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Dat ass net de Fall, Här President. Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Ausseminister. Mir géifen dann haut de Moie weiderfuere mat de Budgetsdebatten, dem eigentlechen Deel vun de Budgetsdebatten, den Interventiounen vun deenen eenzelnen Deputéierten.

Dir wësst, datt d'Riedezäit nom Modell 5 festgeluecht ass. Ech wëll just kuerz soen, wat dat heescht: D'CSV huet 165 Minutte Riedezäit, d'LSAP wéi d'DP 115, déi gréng 80, d'ADR 37 an eng hallef, déi Lénk 25 an d'Regierung insgesamt 50 Minutten. Doniewent kommen dann déi Zäiten, déi virgesi si fir d'Motiounen, déi Der och kennt.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Wiseler fir d'CSV, d'Madame Elvinger, den Här Bodry, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen, den Här Turpel, den Här Spautz, den Här Kartheiser, den Här Roth an den Här Mosar. Ech géif dann direkt deem éischte Riedner, dem Fraktiounschef...

► **Une voix.** - Vize!

► **M. le Président.** - ...adjoint vun der CSV, dem Här Claude Wiseler, d'Wuert ginn. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

2. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
- la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
- la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des re-

cettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite)

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech fir d'Éischt selbstverständlech dem Rapporteur villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi en trotzdem a kuerzer Zäit gemaach huet, an och der Kommissioun, fir d'Éischt énnert der Présidence vun Marc Hansen, dann duerno vun Eugène Berger, fir déi Aarbecht, déi se an e puer Wochen iwwert d'Bühn kritt huet.

Et ass effektiv eng ganz besonnesch Situatioun gewiescht, well mer am Fong exzeptionell ze dinn hu mat am Fong der zweeter Partie vun engem Budget, der zweeter Partie vun Budget 2014, an enger Regierung, déi bal fënnf Méint am Amt ass. A mir sinn eis alleguer bewosst, datt dat net duergeet, fir alles ëmzesetzen, wat ee sech virgeholl huet, an datt een och fënnf Joer Zäit huet an enger Legislaturperiode, fir dee Programm ëmzesetzen. Dat licht eis jo alles an.

Op där anerer Säit hu mer awer och der Regierung nogelauschert, a gutt nogelauschert an deene leschte fënnf Méint. An d'Regierung huet vill gesot an huet och vill Erwaardunge suscitëiert, notament och Erwaardunge scho fir dese Budget, desen zweeten Deel vun Budget 2014.

Dat hei ass e Budget, mat deem sollten déi éischt grouss nei Akzenter gesat ginn. Dat hei

war e Budget oder ass ugekënnegt ginn als Budget, dee soll de Beweis bréngen, datt an diesem Land den neie Wand amgang wär ze blosen, datt eng nei Politik géif ëmgesat ginn, datt déi éischt richteg Schrëtt an déi richteg Richtung géife gesat ginn, déi éischt Spuermoossnamen, déi richtungsweisend fir eng ganz nei Politik wären. Esou ass dat Ganzt während dräi, véier Méint ugekënnegt ginn, an der Regierungserklärung ugekënnegt ginn, duerno am État de la nation, an deem net vill drastoung, mä an deem op de Budget 2014 verwise ginn ass. An do war natierlech d'Spannung ganz grouss.

A wéi de Budgetminister de Budget hei déposéiert huet, huet e sech selwer en Oscar décernéiert an huet en och ugeholl. Mä do war e wahrscheinlech amgang mat deem Oscar-Décernement, dee Lëtzebuerg krut, a war ze vill enthusiastesch dee Moien. Duerno huet en och an engem „Wort“-Artikel gesot, e wär ee vun deene fläissegste Ministeren. Gëschter hunn ech gelies, datt e considéiert, datt déi Aarbecht, déi gemaach gëtt a sengem Ministère, eng herkulesch Aarbecht ass.

Wann een natierlech déi Wieder gebraucht, Här Gramigna, da suscitëiert een natierlech eng grouss Erwaardung an dann ass et verständig, datt um Ufank sech eng ganz Rei Froe gestallt ginn an datt mir och an deem Dilemma waren, deen Dir gëschter gutt beschriwwen hutt: Ass dat hei dann elo e Budget, wou mer d'Regierung solle beim Wuert huelen, wou mer solle kucken, datt och déi éischt Ufank vun enger neier Politik gemaach ginn, wou mer hir am Fong solle gleewen, wat se gesot huet, datt hei den neien Ufank, den éischten Deel vun der kopernikanescher Revolutioun géif ëmgesat ginn?

Oder solle mer all déi Wieder net seriö huelen an am Fong dee Budget huele fir dat, wat en nëmmen nécessairement ka sinn, just en Transitionsbudget, dee vläicht e lichte gréngen, bloen, rouden Ustrach kritt huet, mä net méi an net manner? An ech wëll dat och net kritesch soen: „Transitionsbudget“, mä just et vergläiche mat deene Wieder, déi virdu gebraucht gi sinn, a mat deenen „Hoffnungen“ - tëschent Gänsefüßchen -, déi hätte solle suscitëiert ginn.

Ech hu just gëschter festgestallt, datt hei wéi op villen anere Punkten de Finanzminister zrëckkomm ass op all déi Ukënnegungen, déi gemaach gi sinn, an datt mer hei mat engem Transitionsbudget ze dinn hunn, sans plus.

De Budget 2013 - e puer Wuert, ier mer zu deem vun 2014 kommen. Wat ass an deene leschte Jore geschitt? Wat ass virdu geschitt? Wéi déi lescht Regierung ugefaangen huet, do ware mer um Ufank vun enger weltwäiter Wirtschaftsa- Finanzkris.

Dir kennt lech dat erënneren, dat ware Méint, Joren, déi net evident waren, fir kee vun eis evident waren, wou d'Finanzplaz ganz staark touchéiert war, wou Angscht och hei an der Chamber zu Lëtzebuerg war, well et schwierig war ze gesinn, wéi zu Lëtzebuerg, wéi an Europa dat Ganzt géif weidergoen. Eng grouss Onsicherheit, duerch déi och op där anerer Säit de Konsum erfogaangen ass, well d'Leit veronseichert waren an enger Situatioun, déi jiddwereen als schwierig emfonnt huet, wou Investissementer méi lues gaange si wéinst där Situatioun, wou d'Regierung huet missen engerge uwwert d'Weekender alt Aktiounen huelen a couragéiert Décisiounen sengerzäit geholl huet, fir de Bankesystem hei zu Lëtzebuerg oprechtzëerhalen, wat duerno och natierlech haut heiansdo kritiséiert gëtt, notament wa mer iwwert d'Dette publique schwätzen, wou d'Regierung Milliarden investéiert huet, fir de System um Fonctionnéieren ze halen.

Et soll ee sech un déi Situatioun erënneren, wann een iwwert déi lescht Jore schwätzt. An do sinn och enorm wichteg Décisiounen geholl ginn. Notament ass probéiert ginn, op d'Fro ze äntwerten, wéi een déi Kris kéint meeschten, well dat woussst hei an Europa déizäit kee richteg.

Mir hunn an deene Jore virdrun eng antizyklesch Politik op d'Bee gesat. Mir hunn déi an der Chamber, an ech ka mech gutt drun erënneren, och laang diskutéiert. An déi antizyklesch Politik ass och vu jiddwerengem heibannen akzeptéiert ginn, well gesot ginn ass, datt dat dat Eenzegt wär, wat an deene Joren do ze maache wär, fir am Fong eng Economie, déi touchéiert war duerch d'Erofsetze vun Konsum, a Bewegung ze halen a fir ze assuréieren, datt och eis Betriber, haaptsächlech eis mëttel-

stännesch Betriber, net ze vill géifen énnert der Kris leiden an och iwwerhaapt nach géifen existéieren dee Moment, wou et erëm lues géif unzéien. Do war och jiddwereen domat d'accord, wéi déi Politik iwwer eng Rei Jore gemaach ginn ass.

Mir hunn also an anere Wieder sengerzäit e Budgetsdefizit kuerzfristeg oder mëttelfristeg akzeptéiert. Mir hunn eng erhéicht Statsschold gemeinsam heibannen akzeptéiert. Mir hu kommunizéiert doriwwer. Mir hu se genau beschriwwen a mir hu se a Realpolitik ëmgesat.

Wann een dat dann heiansdo haut reprochéiert kritt, well doraus e Budgetsdefizit entstanen ass, da wëll ech just drun erënneren, datt déi, déi et haut reprochéieren, awer sengerzäit déi Politik kloer an daitlech matgedroen hunn.

Duerno ass probéiert ginn och, an déi aner Richtung ze goen. An ech erënneren och drun, datt déi viregt Regierung zwee Konsolidierungspäck eragereecht huet. Zwar a villen Diskussiounen mateneen, énnerteneen - kann ech mech gutt drun erënneren -, inklusiv zwësche Regierung a Chamber fir de Pak 2013 - kann ech mech och gutt drun erënneren -, well esou Konsolidierungspäck evidenterweis net einfach sinn, fir keen einfach sinn opzesetzen, well et schwierig ass heiansdo, déi Spuermoossnamen ze huelen, well et och schwierig ass, och Steierhaussen ze decidéieren, well och Steierhaussen natierlech erëm eng Implikatioun op d'Economie hunn.

Dat war alles keng einfach Zäit, net nëmme fir d'CSV, mä fir all déi Parteien an och fir d'Majoritéitsparteien am Allgemengen heibannen. Eng Zäit mat groussen Auseinandersetzungen, mä wou mer et awer fäerdegbruecht hunn, gemeinsam - déi fréier Majoritéit - eng Rei Konsolidierungspäck vu 650 respektiv 950 Milliounen sengerzäit op d'Been ze setzen. Net näischt!

De Budget 2013, wann ech en dann elo kucken als Budget en tant que tel, a mir maachen eng einfach Analys vun de Resultater dovunner, ouni an d'Déift vun Budget, well dat elo net de Sujet ass vun haut, ze goen, da stelle mer fest, da stelle mer fest, datt mer op der Administration publique 4,5 Milliounen Euro positiv am Sold sinn, mat plus 0,1% ofschleissen. A gëschter ass och Communiqué vun Eurostat erauskomm, an et ass awer derwärt, fir en ze liesen. Net well mer 4,5 Milliounen positiv am Sold sinn, mä well de Communiqué vun Eurostat seet, datt mat plus 0,1 laut Eurostat mir dat eenzeg europäescht Land sinn - dat eenzeg europäescht Land! -, wat am Positiven ass.

Och bei der Dette publique, fir dat och eng kéier kloer ze soen, do si mer an der Eurozon op Plaz Nummer 2 vun deene Länner, hanner Estland, op Plaz Nummer 2 vun deene Länner, déi déi klengsten Dette publique hunn. Si ass vläicht nach ëmmer fir jiddwereen ze héich, mä ech wëll se awer just an den europäesche Kontext stellen, fir ze gesinn, wat de Budget an d'Exekutioun vun Budget 2013 an der Realitéit a komparativ mateneen bruecht hunn.

Wann een dann alles dat als schlecht dohinner moolt, zeechent, da muss ech awer soen: Déi Resultater, komparativ gesinn an Europa mat all deenen anere Länner, déi losse sech duerch aus weisen an dorop kann een déi Politik fir de Budget 2014 opsetzen. An dat ass jo och dat, wat gemaach gëtt.

De Rapporteur seet a sengem Rapport, datt déi Konsolidierungspäck, an e mécht dat als Reproche, net de strukturelle Problem geléist hätten. Dat ass richteg. Si hunn net de strukturelle Problem definitiv geléist. Si haten och ni als Intentioun, de strukturelle Problem definitiv ze léisen, well och sengerzäit gesot ginn ass, datt een dee strukturelle Problem net an engem Budgetsjoer kéint léisen, mä e Wee dohinner misst opzeechnen, bis een erëm an den Équilibre kéim. An all déi Päck waren Etappen op deem Wee zu engem Rééquilibrage vun Budget a soll een och vläicht esou gesinn.

An ech soen: Déi nei Regierung mat hire Spuermoossnamen - an ech hunn dem Finanzminister ganz gutt nogelauschert -, déi seet och net, datt mat engem grouse Pak fir d'Joer oder fir d'nächst Joer alles wäert geléist ginn. Mä wann ech lech gutt verstanen hunn, sot Dir och, datt ee misst am August nach decidéieren, a wat fir engem Rhythmus dat Ganzt a ver-

schiddenen Etappe misst gemaach ginn. Et ass och guer näischt anescht méiglech, fir et unzegoen, well mer dat guer net packen an engem Joer a well ee muss e puer Etappe maachen, fir dee Rééquilibrage erëm uerdentlech hinze kréien.

Ech wëll just, dass ee considéiert, dass mer an deene leschte Jore ganz staark a ganz vill Efforten op deem Wee gemaach hunn. An hätte mer se net gemaach, da wäre mer sécherlech net op Plaz Nummer 2, wat d'Dette publique ugeet, an hätte sécherlech haut am Budget 2013 keen Iwwerschoss an der Administration publique.

Elo kann een natierlech d'Causen och dofir sichen. Ech weess och, dass d'Causen zu engem Deel bei engem Surplus an de Recetten am E-Commerce leien, an ech weess och all déi Problemer, déi och hannendru sinn. Ech wëll och näischt schéimole bei där ganzer Geschicht. Mä ech wollt awer eng Kéier déi Zuelen do rappeléieren a soen: Et kann een net alles an engem Joer maachen. Dir hutt lech och, als nei Regierung, bis 2018 fénnef Joer Zäit ginn, fir dee plus 0,5 hierzustellen.

D'ailleurs, d'Zilsetzungen, an dat soen ech och gär nach eng Kéier ganz kloer hei, d'Zilsetzung vum engem Équilibre op plus 0,5 an engem Dette publique, déi manner wéi 30% vum PIB ass, déi Zilsetzungen, déi ënnerschreibe mir mat zwou Hänn ewidenterweis mat, a mir ënnerstetzen lech honnertprozenteg, fir dohinner ze kommen. Nach muss mer iwwert de Wee diskutéieren, an dat si mer jo hei amgang ze maachen.

Déi Budgetdiskussionen si jo extrem interessant, an haaptsächlech déi Kommissiounssetzungen, déi een huet, fir des Diskussioun virzubereeden, well si engem d'Méiglechkeet ginn, mat engem ganzer Rei Leit zesummenzekommen, déi engem Opschluss ginn iwwert d'Analysen, déi se maachen, iwwert de Fortgang vum eisem Land, iwwert de Fortgang vum eisem Land senge Finanzen.

A wat mir extrem interessant geschéngt huet, dass ass déi Analys, déi de Comité de prévision eis viru knapp engem Woch gemaach huet, mat där en am Fong déi neist Zuelen, op déi d'Regierung sech baséiert, fir hire Budget opzustellen, nach eng Kéier genau erkläert huet.

An do ass och eng Beschreiwung vum Contexte macroéconomique dran, déi extrem interessant ass. De reelle Wirtschaftswuesstum gëtt fir 2014 op 3,1% ageschat a fir 2015 op 3,2%, wat relativ héich ass par rapport zu deem, wat mer an deene leschte Jore kann hunn. Wat awer nach net esou héich ass, wéi bei deene Budgetaugmentatiounen, déi mer viru fénnef oder zéng Joer kann hunn, wou mer nach bei ganz aneren Taux-de-croissance louchen. Mä trotzdem ass si awer scho positiv par rapport zu deem, wat mer an deene leschte Jore kann hunn, wou och eng moderéiert Inflation vum 1,5% fir 2014 - ouni Hausse vun der TVA, déi dann 2015 kënnt -, eng relativ déif fir 1,5 a sech ageschriwwen gëtt.

Ech soen dofir kloer: Déi nei Regierung kann op am Fong wirtschaftlech méi positiv Virusetzungen zrëckgräifen, wéi dat déi viregt Regierung konnt. Gott sei Dank fir d'Land, soen ech och ganz kloer, ass deen Trend esou!

De Point de départ ass relativ favorabel. Mir hunn e Solde nominal de l'Administration publique, ech hunn et virdru gesot, vu plus 0,1%. Mir hunn en Defizit fir 2014 vun der Administration centrale vu 500 Milliounen Euro. Dat ass op jidde Fall dat, wat vum Comité de prévision virusgesit gëtt.

Mir hunn ewidenterweis dee grouse Problem vum Impact négatif, deen iwwert d'Ofschafen oder dat lues a lues Ofschafe vum E-Commerce à partir vun 2015 erakënnt. A mir hunn eng Croissance vun 3,5% vum PIB, déi a sech laut Comité de prévision bis 2018 esou age-rechent gëtt, wann ee wëllt de Parcours rechnen, deen des Regierung muss maachen, fir dann op hir Zilsetzungen ze kommen. Dat gëtt nom Comité de prévision eng Konsolidatioun, déi innerhalb vu fénnef Joer muss gemaach ginn, déi ronn eng Milliard, 1,1 Milliarde bedréit bis 2018.

Dat si jo och Chifferen, déi Dir confirméiert hutt, déi Dir och an Ar Rechnung materagedroen hutt, wann Der de Wee beschreift, deen Der muss goen an deenen nächste Joren. Déi Zilsetzung ass och vum Rapporteur confirméiert ginn, och mat der Ausso, déi e weéng méi prezis war, dass dat géif heeschen nom Comité de prévision, dass een 250 bis 300 Millioune strukturell d'Joer misst aspieren, fir dohinnerzekommen.

De Finanzminister huet sech op der Zäitschinn e weéng méi virsiichteg ausgedréckt, well e gesot huet: „Mir müssen am August“, wann ech mech gutt erënnere, „kucken, wat elo eisen Zäitplang ass, fir dohinnerzekommen.“ Mä nach, ech mengen, déi grouss Punkten, déi stinn.

250 bis 300 Milliounen d'Joer, dat ass net vill an dat ass vill zur selwechter Zäit. Et ass net vill, wann een et par rapport zum ganze Pak vum Budget kuckt an zu der ganzer Zomm. Et ass natierlech, an dat soen ech och ganz kloer a ganz gär hei, et ass vill, wann een et muss reell spieren. A wann een et muss strukturell spieren a wann een et net muss nëmme strukturell an engem Joer spieren a wann een et all Joers muss strukturell spieren, dann ass et schonn eng ganz zolidd Zomm.

Just, de ganze Problem, deen ech do hannendru gesinn, dat ass, dass ech mengen, dass just als Angab ze ginn: „250 bis 300 Milliounen d'Joer strukturell spieren“, dass dat am Fong just de Minimum ass, well et kloer ass, dass déi Zuelen, déi de Comité de prévision hei agesat hat, an de Finanzminister huet datselwecht gëschter gesot, dass déi Zuelen, déi de Comité de prévision fir d'est Joer 2014 a fir déi Joren drop bis 2018 agesat huet, am Fong extrem optimistesche sinn oder, loosse mer emol soen, optimistesche Zuele sinn.

Fir mat 3,5% Croissance während deenen nächste fénnef Joer ze rechnen, an dat ouni dass iergenden Accident oder iergende Problem an der Lëtzebuurger, europäescher oder an der Weltökonomie virkënn, dass ass natierlech e gewëssen Optimismus.

Den Här Dijsselbloem, deen huet gesot, an dat ass och schonn e puermol hei zitéiert ginn, dass Lëtzebuerg - Dir hutt et op Englesch ausgedréckt, Här Gramegna - „fully compliant“ wär, dat heescht, all de Regele géif entspriechen. Dir hutt dat dohinnergestallt, wéi wann dat elo aussergewéinlech wär. Ech fannen et am Fong och aussergewéinlech, mä ech wëll awer just soen, dass de Budget 2013 an déi Budgete virdru och alleguer „fully compliant“ waren. Et ass also näischt Neies. An déi lescht Regierung an hire Finanzminister, déi ganz Regierung huet derfir gesuergt, dass och déi „compliance“ an den Triple-A an alles dat an deene leschte Joren ni contestéiert waren zu Lëtzebuerg. An Dir schreift lech just an d'Suite vun där Politik do an. Ech wollt dat och eng Kéier kloer an däitlech ervirsträchen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Den Här Dijsselbloem seet awer dat hannendru, wat ech och gesot hunn: Et muss ee virsiichteg mat deenen Zuelen ëmgoen, well se „slightly“, seet hien, „slightly optimistic“ sinn - licht optimistesche. Dass ass diplomatesch ausgedréckt. Si si licht optimistesche a mir müssen „a little bit careful“ hei sinn.

(Hilarité)

Och dass deele mer selbstverständlech ganz. Et ass just nach e Problem doranner, well déi Zuele schwierig am Fong anzuschätzen sinn, well d'Hypothèses de calcul net ganz kloer sinn oder zumindest an deene Pabeieren net kloer erauszefanne sinn.

An de Conseil d'État och a sengem Avis, dee seet, wat fir eng Influenz..., oder e fret sech, wat fir eng Influenz dann d'Kollekt vun den Arriérés d'impôts hat. E fret sech, wat fir eng Influenz de Renforcement vun der Lutte géint d'Fraude fiscale op dee ganze Budget hat. E fret sech, mat wat fir engem Impact och d'Évolution générale vun der Vitesse économique (veuillez lire: vun der Situation économique) op d'Recettes fiscales hei agesat ginn ass. E fret sech, wat fir en Impact aner Facteurs techniques haten op de Remboursement vun de Steieren.

Alles dass si kloer Froen, déi de Conseil d'État stellt, wou e seet, ech fanne keng Antwort an deene ganze Pabeieren, an do zur Konklusion kënnt, dass en am Fong, well e keng Informatiounen huet, och keng Analyse détaillée dovunner ka maachen.

Aner Facteuren, déi hei an d'Spill kommen, fir am Fong déi Fragilität vun deem Équilibre, deen Der opgezeechent hutt, nach eng Kéier duerstellen: 3,5% Croissance, ech hunn et gesot, dass ass extrem héich, wann een dat iwwer fénnef Joer wëll esou als Donnée weiderginn. Et geet och am Fong dovunner aus - an dat ass méi mat Fragezeiche besat, loosse mer et emol esou ausdrécken -, dass d'Aféierung vum Échange automatique kee supplementären negativen Ajustement géif mat sech bréngen, dass se guer keng Influenz hätt op d'Struktur vun eisem Emploi hei zu Lëtzebuerg.

Ech weess net, ob dat esou ass. Ech hoffen, dass dat esou ass! Mä dass muss mer an deenen nächste Méint kucken.

Op jidde Fall, de Budget geet dovunner aus, an déi Previsiounen an deenen nächste Joren och. Si gi vun enger faibler Inflation iwwert d'Jore vun 1,5% bis 2% aus. Si gi vun engem Emploi aus, wou de Chômage 2014 an 2015 e Pic vu 7,3% huet an duerno awer erofgeet op 6,5% bis 2018. Dass heescht, all déi Zuelen, déi hei an de Raum gesat ginn, déi rechne mat enger Croissance vum Emploi vun 2,5% d'Joer en moyenne.

Ech soen och, et muss ee jo iergendzwousch Previsiounen huelen. An ech dréie jo och kengem e Stréck draus, dass en déi do oder anerer hält. Ech soe just datselwecht wéi den Här Dijsselbloem: Déi hei sinn extrem... oder sinn „slightly“, fir et diplomatesch auszudrécken, dass versteet den Här Gramegna gutt, sinn „slightly optimistic“.

Wann ech awer da kucken, an ech wëll dass just als Gesellschaftsbeschreiwung maachen, wat déi do Zuelen heesche fir d'Lëtzebuurger Land, wa mer se dann an eis gesellschaftlech Realitéit ëmsetzen - an dat ass, mengen ech, wat mer eis müssen och bewusst sinn, wa mer duerno Budgetpolitik maachen, well de Budget deforméiert jo dann eis Gesellschaft! Wat heeschen déi Zuelen: 3,2% Wuesstum d'Joer, 2,5% Croissance de l'emploi?

No dem Comité de prévision an all deenen Tableaux, déi do gemaach gi sinn, müssen déi Zuelen, wann et da soll klappen, heeschen, dass eis Population résidente hei zu Lëtzebuerg, déi haut op 540.000 an eppes Leit ass - mir hu viru e puer Joer dee 500.000. Lëtzebuurger net gefeiert, mä e festgestallt, loosse mer et emol esou ausdrécken -, dass déi misst um Enn vun deser Legislaturperiode - um Enn vun deser Legislaturperiode, dass si véier Joer an en halleft - op 600.000 Leit oder méi sinn!

Si mer net do, sinn déi Zuelen, déi ee budgetär muss beäntweren, ganz anescht. Mir müssen op engem Emploi total vu 430.000 Leit sinn. Mir sinn haut op engem Emploi total vun 383.500 Leit. Eng Croissance vu 50.000 Leit am Emploi. An dee gëtt agesat an deene Previsiounen mat enger Croissance vum Emploi zwee Drëttel besat vu Résidenten, een Drëttel besat vu Frontalieren. Dass sinn d'Zuelen, wéi se elo gewise ginn.

Ech wëll just soen, haut ass et ëmgedréit. Haut hu mer zwee Drëttel Frontalieren, déi op eisen Aarbechtsmaart all Joers kommen, op déi nei Plazen, déi ze besetze sinn, an een Drëttel Résidenten.

Ech wëll zwou Saachen dozou soen: Kënnt Der lech erënnere, am Joer 2000, wéi de fréiere Statsminister déi 700.000-Awunner-Debat lancéiert huet, um Horizont 2050, do, wou d'Rentemauer géif kommen? Wat war dat e Gejätz heibannen an an der Gesellschaft, wéi mer iwwert dat Thema geschwat hunn! Wat war dat e Gejätz sengerzäit! Wat ass en duerch d'Zeitunge geschleeft ginn!

Haut soe mer, mir sinn 2018 bei 600.000 Leit. A mir müssen dass maachen! Mir müssen dass maachen, well soss hu mer keng Chance, dass déi Zuelen hei kéinten - kéinten! - opgoen.

Ech hunn näischt dergéint. Ech wëll just soen, dass haut d'Diskussioun aneschters gefouert gëtt vun deeneselwechte Leit, déi se sengerzäit an engem Toun gefouert hunn, un deen ech net méi wëll erënnere, wann een einfach just déi ekonomesch a gesellschaftlech Realitéiten opgezeechent huet. Haut si mer op deem Wee an an engem méi accélérierten Tempo wéi dat, wat den déizäitege Statsminister sengerzäit beschriwwen huet.

Da wëll ech awer och soen: Wat heescht dass da fir eist Land? Mä dass heescht, dass d'Entwécklung vum Land natierlech deem muss parallell Rechnung droen. Dass heescht, dass mer müssen am Aménagement du territoire, dass mer müssen an de Mobilitéetsfroen, dass mer müssen an all deene Logementsfroen - schwierig Sujeten! -, dass mer do muss weiderkommen, ganz schnell weiderkommen, well soss packe mer dat do jo net.

Wat mer awer hei aschreiwere an dese Budget an och als Previsioun fir déi nächste Budgeten: dass et eng Noutwendegkeet gëtt, fir dass mer eisen Équilibre erëm hiekréien. D'Konsequenzen dovunner sinn natierlech, dass ee sech muss bewusst sinn, dass een eng Investissementspolitik muss maachen op deenen dote Punkten, well mer d'Konsequenzen vun deem Wuesstum soss net packen. An da kann een net op verschiddene Budgetartikelen, ech soen dass och ganz kloer, da kann een net op verschiddene Budgetartikelen spieren! Well soss kritt een déi Croissance net! A wann een d'Croissance net kritt, da stëmmen déi Zuelen erëm op där anerer Säit net.

Also ass et eng wesentlech Problematik, déi sech eis wäert stellen. An ech soen dass elo ouni Kritik, ech soen dass just als Deskriptioun vun der Situatioun an als Feststellung vun der Lag, wou mer dra sinn, a vun den Nécessitéiten, déi

sech an der Politik an deenen nächste Joren er-ginn.

An da ginn nach déi Zuelen, da soen ech dass och nach hannendru, da ginn déi Zuelen, déi hei geschriwwen sinn, nach a sech vun engem Pétrolspräis aus, deen 108 Dollar de Barrel ass iwwert déi nächst véier, fénnef Joer. Dass heescht, déi ginn dovunner aus, dass am Mëttleren Osten, an all deene Krisenherden, wou der potenziell an deene leschte Jore jo awer ganz vill entstane sinn, näischt geschitt, guer näischt geschitt an dass déi Präisser och stabil bleiwen, schéi propper esou weiderginn.

Dir gitt vun engem Dollar aus, deen tëschent 1,3 an 1,4 an deenen nächste Joren ass. Ech weess net, ob en esou ass. Ech weess awer just, dass d'amerikanesch Ökonomie amgang ass unnezéien.

Ech gesinn, dass den Här Asselborn seet, de Barrel ass amgang erfrozegeen. Ech weess dass och, Här Asselborn.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här Wiseler, ouni lech ze ënnerbriechen, et ass...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et ass gutt, eng Kéier ze ënnerbriechen.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ...duerch d'Politik vum Fracking, déi mer jo net matdroen, mä et ass doduerch, wou awer och kéint, duerch déi vill Importer, déi kommen aus Kanada, aus Amerika, och aus europäesche Länner, déi dorunner schaffen, dass de Präis vum Pétrol och kéint an eng Richtung no ëne goen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ma dass wär ze hoffen! Ech soe just, dass mer hei Présupposéien iwwer fénnef Joer drastellen, wou weder Dir - ben, Dir vläicht méi wéi ech, well Dir Ausseminister sidd -, mä op jidde Fall ech net weess, wéi dee Präis iwwer fénnef Joer wäert stabiliséiert ginn. Ech maache jo kee Reproche, dass ee muss... et muss ee jo och eng Zuel aschreiwere, et muss ee jo och iergendzwousch Previsiounen maachen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Déi viregt Regierung huet et net anescht gemaach.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Neen, déi viregt Regierung huet et net... Et muss een et maachen. Mä just, dass, wat ech jo wëll beschreiwere hei,...

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ...wéi mir zwee an der Regierung waren,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dass ware schéin Zäiten, Här Asselborn.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ...mir sinn alt vun 200 Dollar de Barrel ausgangen!

(Interruptions)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo! Neen, mä nach eng Kéier: Ech beschreiwere hei eng Situatioun, wou iwwer véier, fénnef Joer e Wee opgezeechent gëtt, an ech soen, dass all d'Regierung muss e Wee opzeechnen an dass ee sech muss Suppositiounen ginn! Mä just, dass all déi Suppositiounen do: de Pétrol, de Präis vum Dollar, Emploi, Inflation, dass déi alleguer natierlech eng grouss Rei vu Fragezeiche bedeuten an dass mer am Fong geholl guer net wëssen, wéi et geet, an dass mer de Wee opzeechnen.

An dofir huet de Finanzminister jo och gëscht geschwat vun engem Monitoring, dee misst gemaach ginn, an dee wichtig ass an deen am Fong déi ganz Pläng, déi mer hei opzeechnen, kann op... well déi kënnen op d'Kopp gehéit ginn an deenen nächste Joren.

Ech wëll just soen, wann een e schwéiere Wee viru sech huet - an deen ass schwéiere, dass niéiert jo och d'Oppositioun net; mir hu gesot, 300 Millioune spieren, an dat ass am Fong eng positiv Versioun, 300 Millioune spieren d'Joer strukturell ass schwéier! - an et ass nach mat enger Rei Fragezeichen hannendru, da muss een natierlech och seng Politiken astellen op dass, wat ass.

Wann ech da liesen awer, wat am Regierungsprogramm steet, zum Beispill iwwert d'Erausklammen aus dem Tanktourismus, e Steckenpferd, wat an deene leschte Jore vun deene Gréngen, mä awer och vun... ech ka mech un den Här Berger erënnere, dass mer och eng laang Diskussioun mat him schonn driwwer haten. Ech verstü jo och, ech war och fréier responsabel fir Émweltpolitik, ech verstü jo och déi Suergen an déi Diskussioun, déi do gefouert gëtt.

Just, ech soe mer: Wa mer déi do Budgetsituatioun viru eis hunn, wa mer déi Efforten ze maachen hunn an deenen nächste Joren, kënnen mer da reell an eng Regierungserklärung aschreiwere, dass mer elo alles probéieren, fir an deenen nächste Joren aus dem Tanktourismus erauszeklappen, wann ee weess - an dass sinn



Zuelen, déi ech elo net erfannen, mä ech hunn déi beim Conseil d'État elo gesinn -, datt zwou Milliarden Budgetär Einnahmen dovunner ofhänken? Dat heescht, datt ronn dräi Véirels, 1,5 Milliarde mat den Akzisen, der TVA op Benzin, Alkohol an Tubak, datt déi eis riskieren dee Moment ewechzefalen!

Kann een dat seriö soen, och wann ee seet, datt et fir CO₂ eis vläicht méi bëlleg géif ginn, wa mer dat géife maachen, respektiv wa mer net esou vill a Stroosse missten investéieren? Mä déi 1,5 Milliarden, déi mer verléieren, déi ginn awer ni, an do kënt Dir esou vill Etüde maachen, wéi Der wëllt, déi ginn awer ni kompenséiert duerch 20 oder 30 oder 40 Milliounen vläicht, déi mer manner missten an de Stroosseninvestissement d'Joer maache respektiv bei CO₂-Achaten, déi mer misste maachen. Ni kritt Der esou eng Kompensatioun, zumindest finanziell, eraus!

An dofir soen ech: Wann een déi do Efforte viru sech huet an och wëlles huet ze maachen, a mat Zilsetzungen, déi mer ënnerschreiwen, da muss een awer oppassen, wat een a parallele Politike seet a versprecht an an deenen nächste Jore wëllt exekutieren!

Ech ka mech erënnere un déi Diskussiounen, déi mer heibannen haten: den Här Bausch, deem hei iwwert den Tanktourismus an der Heure d'actualité 2013, am État de la nation 2013 geschwat huet, den Här Meisch, deem am Budget 2012 den Här Goerens zitéiert huet, deem eis sengerzäit gesot huet, den Här Goerens an duerno den Här Meisch mam Här Berger hannendrun, datt mer sollten e Futurefong maachen - dat ass jo déiselwech Iddi wéi beim E-Commerce -, e Futurefong och maachen, fir all déi Recetten, déi mer aus dem Tanktourismus elo erauskréien, fir déi an dee Fong ze setzen.

Elo hutt Der d'Méiglechkeet, fir et ze maachen. Ech géif soen: Da macht et! Mä ech soen awer och hannendrun: Et geet guer net, fir dat elo ze maachen! Gradesou wéi et an deene leschte Joren net gaangen ass. Well Der einfach, wann Der et misst maachen, einfach méi Sue misst léinen, d'Dette méi héich maachen, a well dat Onsënn ass, fir et an dësem Moment esou ze maachen.

Den Här Gira an der Ried, dee war lücht méi räsonabel, deem huet gesot: „Huet dann nëmmen 30% dovunner a setzt se an e Futurefong“, wëssend, datt et sécherlech net géif goen, fir se ganz dranzesetzen. Da soen ech lech do hannendrun: Ma dann huet 30% a setzt se dran, an och dat geet net! Fir dann eis hei ze zielen, et misst een elo aus dem Tanktourismus lues a lues erausklammen! Et deet mer leed, mä ech kann d'Konsequenz vun där enger an där anerer Politik net matenee gesinn. An de viregte Wirtschaftsminister huet dat a multiplen Diskussiounen, déi mer heibannen haten, och genau d'selwech gesinn.

Da schwätzt mer iwwer Green Budgeting. Ech ginn dovunner aus, datt dat elo nach näischt ass, wat am Budget 2014 hei virkomm ass, an datt dat wahrscheinlech eppes ass, wat Der an Ar Steierreform vun 2016 wäert erafléisse loosenen.

Wat awer interessant ass, ech wëll dat och gären ënnersträchen, dat ass déi Analys, déi d'Cour des Comptes iwwert de Green Budgeting gemaach huet. An och all déi Efforten, déi se schonn ervirgestrach huet, déi déi viregt Regierung an deem do Kontext gemaach huet! An dann haaptsächlech och all déi Experienzen, déi se beschreift, déi iwwer Green Budgeting am Ausland gemaach gi sinn, wou se a sech eng Rei positiv Punkten, mä awer och eng ganz Rei Problemer domadder unzeechent, notament déi, déi se a Frankräich haten. A mir kenne jo déi finanziell Situatioun vu Frankräich fir dee Green Budgeting, fir d'Konklusiounen aus dem Grenelle de l'environnement ze zéien, wat net esou einfach war.

Dofir soen ech, wann een dat mécht - an et kann een op dee Wee goen -, da soll een awer gutt oppassen, datt een all déi Feeler, déi an anere Länner gemaach gi sinn, well een ze vill optimistesesch war oder ze vill ideologesch war oder wat och ëmmer, datt een déi net nach eng Keier hei zu Lëtzebuerg répétéiert.

E puer Wuert wëll ech och iwwert déi Spuermoosnamen soen, déi hei am Budget ugekënnegt gi sinn oder dra sinn. Ech weess, datt an dräi, véier Méint, wéi gesot, net alles dran ass. Ech weess, datt de Budget ausser de Bourssen a Législation constante gemaach ginn ass. An ech wëll awer just nach eng Keier déi Zitater bréngen, déi all déi Experten, déi eis aviséieren fir dëse Budget, selwer gemaach hunn.

Eng Cour des Comptes seet zum Beispill - méi kloer, wéi eng Oppositioun et kéint soen, dofir zitieren ech et jo léiwer bei der Cour des Comptes -, si seet, an dësem Budget wäert keng Spuermoosnamen dran. De Comité des prévisions seet, datt ausser de Bourssen an e puer

Fonctionnementskreditter, déi gespuert gi sinn, keng strukturell Spuermoosnamen an deem Budget dra wäeren.

An de Conseil d'État sengersäits, deem huet probéiert et nozevollzéien, dat beschreift en och, mä en huet notament net erausfonnt, wat dann oder wéi dann déi 50 Milliounen Frais de fonctionnement, déi hei ugi wäeren, aus wat déi sech géife composéieren, well a verschidene Linne géif eppes anescht stoe wéi an aneren. An dofir wär et extrem schwéier, dat nozevollzéien.

Dofir schreift en: «Au vu de toutes ces incertitudes méthodologiques, le Conseil d'État se dispense d'une analyse approfondie des efforts faits par le Gouvernement pour limiter la progression des dépenses de l'administration centrale.» E kann et net novollzéien.

Mir hunn eng Rei Pabeiere kritt iwwert déi Spuermoosnamen, déi mer an de Kommissioun gefrot hunn. Wat sinn dann déi 50 Milliounen, déi gespuert gi sinn? Mir hunn e Pabeier kritt, en éischten, virun dräi Wochen, mat deem ech éierlech gesot net vill konnt ufänken. Ech hunn dat gefrot, wéi dat ze verstoe wär. Duerno ass mer erkläert ginn, effektiv, dees Pabeier, dee kann een net verstoen, well en net korrespondéiert mat dem Budget, dee mer doleien hunn, well de Budget de klassische Budget wär an dee Pabeier, dee mer doleien haten, da Maastricht-compliant, wéi hei an dem offizielle Langage géif gesot ginn, wär. Also wäeren déi zwee net matenee comparabel, soudatt een näischt konnt erauszéien.

Dofir hu mer virun zwee Deeg - an dat war natierlech! - esou ee Schmöker kritt, fir e ganz duerchzeliesen, wou mer dat dann alles géife verstoen. Ech hu probéiert, e ganz duerchzeliesen, ech hunn och en Deel dovunner verstanen, muss ech soen, mä nach net grad alles. Dofir soen ech, et war wierklech ganz, ganz, ganz schwéier nozevollzéien, wat dann déi 50 Milliounen elo, en fin de compte, wäeren.

Ech ginn e puer Wuert iwwert déi eenzel Spuermoosnamen. A fir d'Éischt d'Investitiounen, wou Der drop spuert. An ech mengen, et ass scho vill driwwer geschwat ginn, ech ginn net méi op all déi Polemiken an, wou et... Mä e puer Wuert awer. Ech weess nämlech, wéi schwéier et ass, an den Investitiounen ze spueren. Et ass einfach an et ass schwierig.

Et ass einfach, well eng Mauer net jätzt, wann Der se net baut. A well et vill méi einfach ass, do Suen ewechzehuelen, wéi anzwousch anescht. Et ass awer op där anerer Säit fir en Infrastruktuurminister, an dat soen ech och hannendrun, extrem schwéier. An ech kommen duerno nach drop zrëck, firwat.

De Problem ass, datt ee sech muss gutt iwwerleeën, wat een an den Investitiounen ewechhëlt. Well wann een déi Zuele vu virdu kuckt - déi mer an deenen nächste Jore wäerte kennen -, wat d'Evolutioun vun eise Land ugeet, da muss ee sech natierlech froen, ob dat dee richtige Punkt ass fir ze spueren, well mer awer déi Investitiounen an deenen nächste Jore brauchen, fir weiderzekommen an dësem Land. A well et natierlech, wann ee se spuert, eng direkt Influenz op d'Aarbeitsplazen huet.

Ech weess, datt et awer schwierig ass, ze spueren, well ech weess, ech kennen deen een oder deen anere Finanzminister, dee wahrscheinlech d'selwech reagiert hätt wéi Dir, Här Gramagna, an dee gefrot hätt, wa muss gespuert ginn, dann hätte mer et gär fir de Budget 2014, dat heescht, direkt deen, wou mer amgang sinn ze schaffen. Wat eng normal Reaktioun vun engem Budgetminister ass.

En Infrastruktuurminister op där anerer Säit, deem huet natierlech de Problem, datt a sengem Budget vill Chantieren amgang sinn ze lafen an datt 90% bis 95% vun de Suen, déi en ausgëtt, engagéiert sinn, also net kënnen gebremst ginn. A wann ee se géif bremsen, da géif et wahrscheinlech zum Schluss méi deier ginn, wéi et am Ufank geplangt war. Dofir ass et ganz schwierig, op deem Punkt vun engem Joer op dat anert ze spueren. An haaptsächlech, well een och nach vun enger ganzer Rei Prozeduren dépendant ass.

Den Infrastruktuurminister, den Här Bausch, huet jo och gesot, datt déi 137 Milliounen Spuermoosnamen, déi drastinn, a sech keng strukturell, losse mer et emol esou ausdrécken, Spuermoosnamen wäeren, mä am Fong quasiment Aléas de chantiers, well d'Chantiere méi spéit ugefaange gi sinn, no hanne gedréckt gi wäeren, wéi och ëmmer, an dofir a sech géifen als Dépensen an deenen nächste Jore ufalen.

Effektiv, wann ee kuckt, wat op deene Poste gespuert ginn ass, da gesäit een, datt zum Beispill 4 Milliounen op dem Pont Adolphe gespuert gi sinn, wou awer elo déi blo Bréck opgaangen ass, déi also e Chantier ass, deem elo ufänkt, direkt amgang ass. Dann op der Liaison Michéville, déi amgang ass, wou 8,2 Milliounen, um

Bypass Helleng, deem elo ufänkt, deem awer muss gemaach ginn esou schnell wéi méiglech, wou 7,1 Milliounen gespuert gi sinn. Um Kolléisch, wou 8 Milliounen gespuert gi sinn. Wann een awer kuckt, wou de Kolléisch amgang ass frësch gemaach ze ginn, da gesäit een, datt dee Chantier wierklech amgang ass ze lafen.

Also einfach Dépensen op kurante Chantieren, déi amgang sinn, déi muss gemaach ginn an déi an deenen nächste Jore, 2015, 2016 dann einfach an de Budget wäerten zrëckkommen. Dat ass och esou gesot ginn. Dofir ass dat och kee Reproche, dat ass kloer, datt et esou ass.

Wann ee wëllt spueren a wann ee wëllt strukturell spueren, esou wéi et hei verlaangt ass, da geet dat nëmmen op verschidden Aart a Weisen. Da geet dat, andeem een eng ganz Rei Projeten entweder einfach ewechléisst...

(Interruption)

Et ass, datt Der et richtig héiert, Madame Nagel, dofir schwätzen ech...

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

Ech kann och méi lues schwätzen.

...andeem Der et...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Neen, schwätzt haart, anescht verstinn d'Leit lech net...

(Interruptions diverses)

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Also d'nächst Joer gëtt et nach méi haart, wann Der et net verstanen hutt.

► **Une voix**.- Oh sot, mir sinn net an der Schoul!

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Pardon. Also, wat ech wollt soen, dat ass, datt, wann ee wëllt spueren, richtig spueren, strukturell spueren op deene Sujeten do, wann ee wëllt strukturell spueren, da muss een natierlech eng Rei Projeten ewechloosen. Mir hunn an deene leschte Jore eng ganz Rei Projeten - déi viregt Regierung - vum Programm gestrach, richtig gestrach.

Mir hunn zum Beispill déi Escher Zuchlinn ewechgeholl. Mir hunn zum Beispill d'Zuchlinn op de Kierchberg ewechgeholl. Mir hunn zum Beispill d'Gare um Zéisseng, mir hunn zum Beispill d'Gare um Kierchberg, mir hunn eng ganz Rei Stroossen einfach vum Programm gestrach. Definitiv gestrach, aus dem Programm gestrach, déi mer net méi baue wäerten! An dat sinn einfach Suen, déi reell gespuert gi sinn. Reell gespuert gi sinn! An hätte mer déi net 2006, 2007 oder 2008 vum Programm gestrach, hätte mer se net vum Programm gestrach, da géife se haut am Budget stoen. An da géife se haut als Dépense am Budget stoen. Dat heescht, spueren op den Investissementer, dat muss een dräi, véier Joer virdu maachen, wann et soll duerno effikass ginn.

Dann huet den Här Gramagna gëscht eng Rei Saache gesot, wéi en op den Investissementer wëllt spueren. Et kann een nach spueren, andeem ee manner Volume baut. Manner Volume baut, manner grouss baut! Et muss ee just kucken, ob dat, wat ee baut, och deem entsprécht, wat ee brauch. Et kann een och bauen, andeem een aner Methode gebraucht.

Dir hutt vun enger Standardisatioun geschwat. All Schoul misst d'selwech gebaut ginn, da géife mer ganz vill Architektekäschte spueren an da bräichte mer deelweis net déi deier Architekten, déi op de Projete sinn. Dat ass eng Iddi, déi ech effektiv säit aacht, néng Joer vun der Finanzinspektioun héieren, déi dauernd seet, mir solle ganz zolidd drop agoen. Ech soen lech just, wann Der dat wëllt maachen, wat de reelle Problem ass.

D'Madame Brasseur, wéi se Éducatiounsminister war, huet sengerzäit eng Standardisatioun vun de Schoulgebäier agefouert an deem sougenannte Plan sectoriel «Lycées», wou ganz genau dran opgezielt ass, wéi e Schoulgebai, mat wat et soll équipéiert ginn, wéi vill Meter carré, wéi vill Schüler, ganz prezis. An dat ass och an deene leschte Jore esou exekutiert ginn.

Just datt, wann Der an der Realitéit duerno sidd, Är Standardisatioun lech et guer net méiglech mécht, fir iwwerall datselwech Schoulgebai ze bauen, well all Situatioun anescht ass, well Der am périurbane Raum oder am Zentrum vun enger Gemeng, an enger Stad oder op der grénger Wiss ganz anescht muss bauen, well Är Terrainen am Hiwwel sinn, well sech aner ekologesch Froen a Problemer stellen, déi Der muss léisen. Dat heescht, déi Standardisatioun, déi ass duerchgefouert, mä funktionéiert awer nëmmen - well d'Realitéit anescht ass! - bis zu engem gewëssenen Niveau. Dofir ass dat kee Wonnerwierk, wat Der domadder kënn bréngen.

An dann op där anerer Säit hutt Der gesot: „Mir brauche manner Architekten. Wa mer

manner Architekten an Ingenieure brauchen, da gëtt et méi...“. Ech soen lech just, déi Erfahrung, déi ech domadder hunn, dat ass, datt wann ee méi an d'Architekten heiansdo investéiert, da kritt een domat de Chantier besser an de Grëff a kritt een domat seng ganz Gestioun méi schnell, besser, méi effikass gemaach. Dofir hat ech léiwer, datt mer méi an déi Planifikatiounsfrais heiansdo investéiert hunn, well mer duerno konnte wesentlech méi an de Frais vun der Exekutioun spueren. A wat och mat sech bruecht huet, datt mer an deene Jore duerno, an deene leschte Jore am Fong ganz wéineg Problemer vun Dépassementer haten. Dofir: Et soll een oppassen, wann een déi Saachen do mécht.

Ech wëll dann och nach e puer Wuert iwwert d'Frais de fonctionnement soen. D'Frais de fonctionnement, déi hutt Der ugeschwat, an ech hunn lech scho virgelies, wat de Conseil d'État vun de Frais de fonctionnement a vun de Spuermoosnamen hält, déi en net richtig kann analyséieren. Mir hunn op Demande vun der CSV jo eng Rei Informatiounen doriwier kritt. An ech hunn lech och d'Schwieregkeete gesot, déi mer mat der Analys domadder haten. Mä e puer Zuele kann een awer trotzdem dobäi erauslesen.

Bei deene 50 Milliounen aspuere vun de Fonctionnementskäschten, wann ech där Oplëschtung gleewen, déi Der eis ginn hutt, da sinn do just 22,5 Milliounen am Budget, selwer am Budget, déi déi eenzel Ministere an de Fonctionnement vun deenen eenzelne Ministere an d'Dépense vun deenen eenzelne Ministère concernéieren - wat de Stat also bei sech selwer spuert, dat heescht 45% vun deenen Dépenses.

An de Rescht ass haaptsächlech bei Établissements publics, souguer zum Beispill 6,6 Milliounen bei der Uni, 0,4 beim ONT, 0,4 bei der Coque, 0,5 beim CEPS, 3,9 bei de Centres de recherche, 0,8% beim Musée, wat par ailleurs 20% vum Budget ausmécht, 4,7% bei der Philharmonie, wat par ailleurs 40% vum Fonctionnementsbudget ausmécht, 3 Milliounen beim LNS, wat par ailleurs 30% vum Fonctionnementsbudget ausmécht.

Alles an allem stellen ech fest, datt beim Stat selwer - à strictement parler - am Ganzen déi 10% net erreecht ginn a bei deene meeschten aneren Établissements publics ronderëm awer wesentlech méi wéi 10% gespuert ginn! An dat zu engem Deel, ech kann et net iwwerall wëssen, mä zu engem Deel, wéi mer an deene leschte Wochen an den Zeitunge gelies hunn, ouni mat den Établissements publics eng Diskussioun gefouert ze hunn, ouni mat hinne geschwat ze hunn, wéi et da sollt gemaach ginn, wou et da sollt gemaach ginn, wat da sennvoll wär a wat net sennvoll wär!

Mir contestéieren och net, datt soll gespuert ginn, mä mir contestéieren awer hei d'Aart a Weis, wéi d'Spueren ugepaakt ginn ass!

Här Gramagna, Dir hutt gëscht gesot, datt déi eng géife soen, et géif mat der Briechstaang gespuert ginn, also ze vill gespuert ginn, an déi aner géife soen, et géif net genuch gespuert ginn. Mir soen lech net, datt net genuch géif gespuert ginn. Mir soen lech just, datt d'Aart a Weis, wéi gespuert gëtt - zu engem Deel, ouni mat deene Leit extern ze schwätzen -, fir eis problematesch ass.

An déi Beispiller, déi an deene leschte Wochen an den Zeitunge stoungen, an der Press och opgegraff gi sinn, déi weisen dat. Ech wëll net nach eng Keier agoen op déi ganz Diskussioun vun der Eischte-Weltkrich-Ausstellung. Den Här Gibéryen huet do en Amendement an der Kommissioun agereecht, deem ass ofgelehnt ginn. Bon, dat ass esou. Mir regretéieren et...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Dat ass schrecklech!

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Mä dat ass déi Aart a Weis. Här Gibéryen, Dir kommt bestëmmt nach eng Keier, esou wéi ech lech kennen, drop zrëck.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Et ass gutt, datt Der mech drun erënnert!

(Hilarité)

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Éischt Beispill. Als zweet Beispill, soen ech, bei de Privatschoulen...

(Interruption)

Zweet Beispill, bei de Privatschoulen: Do gëtt an der Loi budgétaire dovunner profitéiert, fir a sech d'Käschte vum globalen Entretien, déi d'Privatschoulen hunn - wat am Privatschouls-gesetz festgesat war an op 2% vun de Gebaiskäschte festgesat war, dat heescht, wou den



Amortissement op 2% festgesat ginn ass -, fir déi an engem Saz vun 2% op 1% erfzesetzen!

Ouni datt eng Diskussioun au préalable mat iergendengem gefuertz ginn ass, ginn hei d'Käschten, déi gesetzlech hinnen zoukomm sinn, mëtten am Joer - mëtten am Joer! - fir datselwecht Joer, ouni mat engem ze schwätzen, ëm 50% erfzesat! 17 Milliounen op 8,5 Milliounen erfzesat! Dorop ginn 8,5 Milliounen, wann ech dat richteg verstanen hunn, mä et ass schwéier am Budget erauszefannen, 8,5 Milliounen gespuert. Ouni mat engem ze schwätzen! Ouni ze froen, ob dann elo hei scho Chantieren amgang waren, ob sech hei géife Problemer stellen oder net, oder wéi d'Situatioun sech géif stellen. Déi ginn einfach ewechgeholl. Definitiv ewechgeholl! D'Privatschoulgesetz gëtt einfach duerch d'Budgetgesetz geännert.

An da muss ee wëssen, wann een de System kennt, datt souwisou, wann d'Fraisen erfogt vun den Ecoles publiques - an déi ginn och erfogt, an ech kommen duerno nach eng Kéier drop zrëck, déi ginn och erfogt - souwisou duerch de Calcul vum Coût moyen de l'élève nach eng Kéier dat, wat d'Privatschoule kréien, och nach eng Kéier wäert zousätzlech erfogt, och ouni datt mat hinne geschwat gëtt. Och ouni, datt e Wuert gesot gëtt! Dat krute mer selwer an der Kommissioun confirméert. Dat fannen ech wierklech eng Method, déi net geet.

Da kréie mer an der Kommissioun geäntwert: „Mä et gëtt d'selwecht behandelt wéi den Enseignement public.“ „Jiddweree muss dru gleewen“, war am Fong d'Äntwert. Da soen ech awer do zwou Saachen. Éischtens, et ass net d'selwecht wéi am Public! Mir hunn nogekuckt: Am Public gëtt op deene Punkten normalerweis tëschent 10% a 15% vum Budget gespuert. Am Kolléisch 10%, am Nic-Biever 14%, just fir lech zwee Beispiller ze ginn. Et ass also net datselwecht.

Mä och, soen ech, am Public, d'Aart a Weis, wéi do drunnergaange ginn ass, fannen ech och net akzeptabel, well do eng Circulaire de 7. März 2014 erageschéckt ginn ass, wou déi eenzel Direktiounen eng Informatioun kruten, datt dat elo esou wär, ouni datt mat hinne au préalable geschwat ginn ass, ouni datt mat hinne diskutéiert ginn ass an ouni datt si konnte soen, wat dann hir Suergen, hir Problemer wäeren a wat dann hir Zukunftspläng wäeren! An déi eng krute méi ewechgeholl wéi déi aner mat der Begrënnung, datt si jo Reserven hätten an datt een dofir kéint méi ewechhuelen.

Da soen ech hannendrun, de ganze Gestion-Séparées-System, deen agefuert ginn ass vun deene viregte Regierungen, deen huet jo genau doranner bestanen, datt d'Schoulgebaier eng Responsabilitéit hätten an datt se kéinte vun engem Joer op dat aner ewechsetzen, fir e gréissere Projet iergendzwoesch eng Kéier ze maachen, dann, wa se genuch an de Jore gespuert hätten, fir sech e gréissere Projet kënnen ze leeschten.

Haut kréien déi Gebaier, déi also eppes op d'Säit gesat hunn, fir sech eppes ze leeschten, gesot: Sou, elo hat Dir Pech, elo kritt Dir manner, well Dir hutt jo eppes op d'Säit gesat, an da kennt Der domadder kucken, datt Der eens gitt. Och dat fannen ech eng Method, déi net akzeptabel ass. Zumindest hätt missen eng Diskussioun do bestoen.

Datselwecht fir d'Associations culturelles, den Artikel iwwert d'Animation socioculturelle. D'Konventionne mat den Associatiounen bleiwen op absolut deemselwechten Niveau wéi 2013: 6,7 Milliounen. Et ass eis an der Kommissioun gesot ginn, datt awer 70%, 60%-70% vun deem Budget aus Personalkäschte géife bestoen. D'Personalkäschten, dat wësse mer jo awer, datt se duerch all déi Automatismen, déi mer kennen, 5% d'Joer mindestens klammen.

Wann also op 70% vun engem Budget eng Augmentation automatique et nécessaire vu 5% ass, da weess een, datt d'Fonctionnements-käschten op där anerer Säit, déi nëmmen 30% vum Budget ausmaachen, müssen erfogt ab där Gréisstenerdnung. A well dat eent nëmmen 30% sinn an dat aner 70% waren: méi wéi 5%, mä wahrscheinlech 10%, 12%, ouni mat engem ze schwätzen, ouni datt doriwuer een informéiert gi war!

An dat gëtt nach eng ganz Rei Diskussiounen an deenen nächste Méint, well ech mengen, datt déi meescht nach net wëssen, wat do op se zoukënn. An ech hoffen, datt zumindest, wann elo déi Konventionen da gekënnegt ginn den 1. September a sollen alleguer frësch gemaach gi fir den 1. Januar, Madame Nagel, ech hoffe wierklech, wéi Der et versprach hutt,

datt dann eng Diskussioun mat deenen Eenzelen ka stattfannen, well awer eng Rei Pläng, eng Rei Besoinen do sinn, déi noutwendeg sinn, an datt et net esou geet wéi mat der Ausstellung vum Éischte Weltkrich, wat ech net korrekt fannen, wéi dat do gelaf ass.

Dann och nach eng Fro, déi ech stellen, well ech dat net richteg situéiert, cernéiert kréien, well mer och vun der Regierung nach keng Äntwert kruten. Dat ass déi Fro iwwert d'Allocation budgétaire zur Mutualitéit vun den Employeuren, wou eis gesot gëtt, datt den Här Schneider en Arrêté geholl hätt, fir 86 Milliounen virzugesinn - den Här Romain Schneider an deem Fall -, an datt am Budget awer nëmmen 41 Milliounen géife stoen an datt dat retroaktiv a sans concertation préalable mat deenen zoustännege Leit geschitt wär.

Och do sinn eng Rei Questions parlementaires eran, déi nach net beäntwert gi sinn. Och do géif ech gär einfach eng Äntwert wëssen. Wéi soll dat da goen? Ass dat esou? Ass dat net esou? Firwat ass dat esou? A wéi ginn déi Froen dann, déi sech doraus erginn, wéi ginn déi geléist? Well manifestement, an dat ass e Communiqué vun der UEL vum 23. Abrëll, vu gëschter, manifestement si se nach net informéiert ginn, krute se keng Äntwerten. An d'Fro sinn an deem Kontext net geléist.

Eng aner Spuermoosnam, dat ass déi vum Personal: minus néng Milliounen. Et gëtt gesot: Mir spueren néng Milliounen, well mer am Fong nëmmen 150 Leit astellen. Ech wëll elo net drop agoen, ob dat da spueren ass oder net spueren ass, mä et ass an der Perspektiv, loosse mer soen, do seet déi hei Regierung, se géif manner ausgi wéi eng Regierung virdrun ausginn hätt. Wann ech lech richteg verstanen hunn, ass jo dat d'Ausso: Déi Regierung virdrun hätt 300, an der Moyenne, nei Posten ageállt. Dir géift der nëmmen 150 astellen, also géift Der néng Milliounen spueren.

Kucke mer awer emol d'Realitéit vun deem, wat ass. Effektiv hat déi lescht Regierung eng Rei Saachen décidéiert, fir op de Poste vun de Fonctionnementskäschten, an notament vun de Personalkäschten ze spueren. Si hat zum Beispill décidéiert, datt e Report géif geschéie bei all Posten, deen nei géif besat ginn, datt e méi spéit géif besat ginn. An do ass och effektiv drop gespuert ginn: 2,7 Milliounen sinn drop gespuert ginn. Si huet och décidéiert gehat, déi viregt Regierung, datt bei all Posten, deen nei besat géif ginn, eng Verifikatioun géif gemaach ginn, ob en dann nach wierklech noutwendeg wär. Och dorop, an dat seet d'Finanzinspektioun virun dräi Deeg, och dorop sinn 1,7 Milliounen gespuert ginn. Dat heescht, mir sinn elo scho bei véier Milliounen Spuermoosnamen, déi op deem Poste reell geschritt si par rapport zum Budget voté, net par rapport zum Budget prévu.

A wa mer da kucken, vun deenen 320 Posten - vun deenen 320 Posten -, déi 2013 am Budget stoungen, wéi vill der do an der Réalitéit da besat gi sinn, a mir haten oft als Regierung - ech ka mech gutt drun erënnere an d'sozialistesche Kolleegen, déi och an der Regierung waren, kënnen sech och drun erënnere -, mir haten oft mam deemolege Finanzminister Diskussiounen doriwuer: Mä vun deenen 320 Poste sinn der just 177 besat ginn am Joer 2013. Just 177 besat ginn! An do hu mer och eng Spuermoosnam gemaach. Dat heescht 143 Poste sinn der besat ginn. Dat heescht, datt am Ganzen eng Spuermoosnam vun 11,2 Milliounen op deem Artikel par rapport zum Budget voté gemaach ginn ass.

Wien huet dann elo gespuert? Wien huet elo gespuert op deem Artikel? Dës Regierung oder déi viregt Regierung? Wëssend och nach, an ech soen dat och nach hannendrun, datt déi 143 Posten, déi net besat sinn 2013, elo nach kënnen besat ginn. Dat heescht, déi sinn op a budgétiséiert. Dat heescht, wann Der elo d'Realitéit kuckt vun deem, wat ka besat ginn, da sinn et déi 150 nei Poste plus déi 143 en fin de compte, déi op sinn. Wien huet dann elo gespuert an der Réalitéit vun de Froen?

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An ech wëll just dann um Enn vum Joer kucken, ob déi Neistellungen, déi gemaach ginn, dann elo 150 plus 143 sinn, oder ob et der just 150 sinn, wéi et versprach ginn ass. Mä dat gesi mer dann an der Exécution budgétaire vum Budget 2014.

An ech soen awer nach eng Kéier hannendrun, elo emol fir nach eng Kéier de seriëse Punkt opzehuelen, dee mer ganz um Häerz läit: Wann een um Personal spuert, da muss een awer och gutt oppassen, wou ee spuert! Mir hunn an der Kommissioun gefrot: Wou wëllt Der dann elo spueren, wann Der déi Poste manner astellt? Do hu mer nach keng Äntwert kritt, well eis gesot ginn ass, déi Diskussioun ass nach net ofgeschloss. Ech weess net, ob se ofgeschloss ass oder net ofgeschloss ass. Mä ech soe just: Passt op, wou Der se spuert!

Wëllt Der se op der Polizei spueren? Da musst Der et soen, well déi Diskussioun si jo amgangt elo. Wëllt Der se op dem Enseignement spueren? Och déi Diskussioun si jo amgangt, fir d'Stonnenzuelen eropzesetze respektiv d'Déchargestonnen erfzesetzen. Ech diskutéiere gär mat iwwer eng Tächendefinitiv vum den Enseignanten. Mä ech diskutéiere se gär pädagogesch mat, andeem ech kucken an deene Reformen, déi gemaach gi sinn, wat sennvoll ass an net sennvoll ass. An da fannt Der bei eis och e Partner, dee matdiskutéiert!

Mä awer elo net an deem Kontext, esou wéi dat hei gemaach gëtt, wou mer jo gesinn, wat mer an deene leschten Deeg fir Diskussiounen kruten a wou den Här Meisch gëschter schonn déi Proposition iwwert d'Kollektivbewäertung, déi e gesat huet, schonn direkt huet missen zrëckzéien, well se näischt war.

Féiert déi Diskussioun uerdentlech a passt op, wéi Der se féiert, well awer verschidde Services, wann Der dora spuert, mat där Evolution vum Land, dat ech an deene leschte Joren... wat ech virdrun beschriwwen hunn a wat an deenen nächste Jore wäert kommen, do ass et awer ganz geféierlech, op verschidde Poste reell ze spueren. Well mer do och gutt fonctionnéierend Administratiounen fir eng Rei Zentralaufgabe vum Stat, richteg Zentralaufgabe vum Stat, brauchen! A wann Der déi auserneehuel, wann Der déi net genuch - an Dir hutt gëschter de Polizeidirekter héieren -, wann Der déi net genuch besetzt, dann hutt Der reell Problemer. Net elo, mä an deenen nächste Joren. Passt op, wat Der do maacht a wéi Der et maacht!

E puer Wuert zum Schluss iwwert dem Budgetsrapporteur säi Rapport. Well ech weess - ech war och eng Kéier Budgetsrapporteur -, wéi frustrant et ass, Här Berger, wann ee sech vill Aarbecht gemaach huet an et kritt ee kee Répondant dofir, wéi ech wierklech mat Freed e puer Wuert och iwwer Äre Rapport soen.

Dir hutt a kuerzer Zäit villes gesot an Dir sidd dräi grouss Punkten ugaangen, déi mech interesséieren. Dat Éischt, datt ass de Budget de nouvelle génération. Den Här Gramegna huet dat och gëschter erläutert. Dat Zweet, dat ass dee Slogan: „Mat manner Sue méi maachen“ an Äre Iddien dozou. An dann Äre zéng Geboter. Wann deen ee sech fir den Herkules hält, dann hält deen anere sech fir de Moses. Dir waart alt zumindest um Bierg. Ech weess net, ob Der mat...!

(**Hilarité et interruption**)

...mat de stengene Geboter zrëckkomm sidd oder net, Här Berger, mä dat ass eng aner Fro.

Iwwert dee Budget vun der nouvelle Génération, do sot Der e puer Saachen. Och do gebraucht Der Termen, déi zwar... Budget 2.0, kopernikanesch Revolutioun gëtt dat. Viraar-bechten, déi schon amgang sinn: vum Här Negri, 2006 huet e säin Text déposiert. Ech mengen 2009, Här Negri, hutt Der en nach eng Kéier déposiert? Ech hunn en zweemol gesinn als Dépôt. Mä enfin, et ass egal, eng Kéier oder zweemol déposiert, en ass op jidde Fall déposiert an der Chamber.

An den Här Frieden hat och Etüde vun der OECD driwwer maache gelooss - just fir ze soen, datt mir net géint esou eng Reform vun de Strukturen vum Budget sinn. Au contraire! Just, mir soen, si ass effektiv extrem schwéier hinzekréien.

Mir kruten an där leschter Debatt, ech mengen, et war beim État de la nation, gesot: „Mä Dir hutt net virugemaach! Dir hat dem Här Negri säin Text do leien. Dir hätt e jo nëmme brauchen ze stëmmen, da wär déi Reform scho gemaach.“

An ech soen lech, wann dat esou ass, datt mer dem Här Negri säin Text nëmmen hätte brauchen ze stëmmen, da muss ech den Här Gramegna froen: Firwat hutt Der dann de McKinsey ageállt, wann Der den Här Negri hat? Deen hätt lech d'Aarbecht gratis gemaach.

(**Hilarité générale et interruptions**)

Dat war elo e wéineg einfach, dat ginn ech zou.

(**Interruptions diverses**)

Mä dat Zweet, wat ech wollt dozou soen: Wann dat esou einfach wär, dem Här Negri säi Projet stëmmen, majo, da stëmmt en! Da stëmmt e ganz einfach! Dann ass jo Äre Problem geléist, da braucht Der net all déi Saachen do ze maachen.

► **Une voix.** - Très juste!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mä esou einfach ass et jo net. Dat wësse mer - ouni dem Här Negri ze no ze trieden -, dat wësse mer alleguer och.

Dat, wat ech do reprochéieren, dat ass...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...den Avis vum Statsrot nach zu dem Här Negri senge Propositionen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo. An da géift Der se stëmmen?

(**Interruption**)

Da géift Der se stëmmen?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Kucke mer emol, wat de Statsrot seet.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Bodry, géift Der se da stëmmen? Mir kucken, wat de Statsrot seet. Okay.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Mä 2005 an 2014 ass e bëssen eng laang Zäit. Dat...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Majo dann, dat ass ganz...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Néng Joer!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass ganz interessant, dat do,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Néng Joer!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...well elo komme mer vläicht op de Fong vun der Saach. Dat Éischt, dat ass, wann ech dem Här Negri säin Text liesen, éischten Artikel, éischten Artikel vum Här Negri sengem Text: «La procédure budgétaire est fixée par la Chambre des Députés, après consultation du Gouvernement.»

A Frankräich ass eng nei LOLF gemaach ginn. Den éischten Alinéa vum Exposé des motifs an d'Explikatioun dovun, ech liesen lech dee gär vir: «La nouvelle loi organique sur les lois de finances (LOLF) manifeste d'abord une réaction du Parlement (cette loi organique est d'origine parlementaire) visant à donner une véritable signification à l'examen du budget, en lui permettant de se prononcer sur les crédits demandés en fonction des objectifs des politiques qu'ils sont censés soutenir et des résultats obtenus.» A Frankräich ass deen Text vum Parlament proposéiert ginn, ausgeschafft ginn an diskutéiert ginn. Den Här Negri gesäit et och a sengem éischten Artikel vir.

Hei stellen ech fest, datt dat net de Fall ass. Souguer d'Cour des Comptes versteet déi Aart a Weis net. A wann Der d'Cour des Comptes liest a wann Der an der Kommissioun waart - an Dir waart do -, dann hutt Der héieren, wéi gesot ginn ass, datt et eng absolut Nécessité ass, datt d'Parlament direkt géif agebonne ginn, datt et eng absolut Nécessité ass, datt d'Parlament an d'Cour des Comptes vun Ufank u kéinte matschwätzen! Well schlussendlech muss d'Parlament duerno de Budget kontrolléieren!

A wa mer eng Reduktioun vun den Article maachen a wa mer eng aner Organisatioun vum Budget maachen, da muss déi och vun hanne bis vir mam Parlament duerchgeschwat ginn! Well schlussendlech muss mir et kontrolléieren! Dat ass eng vun eisen éischten Tächen, déi mer mussen maachen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dofir fannen ech d'Aart a Weis net korrekt.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass eng nei Thees.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dofir fannen ech déi Aart a Weis hei net korrekt, wéi hei emgaange gëtt.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...dem Här Frieden seng Thees, dat do!

(**Interruptions diverses**)

Et ass eng nei Thees, dat do.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - 2015 soll en place gesat ginn a bis elo ass gesot ginn, datt de Budget 2015 e Budget vun der neier Génération wär. E Budget 2.0, e kopernikanesche Budget, géif ech bal soen.

Mä den Här Gramegna huet gëschter awer d'Problemer do opgezielt. Den Här Gramegna huet gëschter och gesot, wéi laang Zäit - Dir hutt vun 2005, 2006 geschwat -, wéi laang Zäit ee brauch, fir richteg - fir richteg! - esou eng Reform hinzekréien.

Dat franséisch Parlament huet an den 90er Joren ugefaangen! 2000 ass e Gesetzesprojet déposiert ginn. 2001 ass e gestëmmt ginn. 2002 sinn d'Ministèren ugeschwat ginn, fir en ëmzesetzen. 2005 ass fir d'Éischt e Budget, wann ech richteg verstanen hunn, à blanc gemaach ginn, mat engem klassesch Budget nach niewendrun. 2006, nodeem dat Gesetz 2000 déposiert gi war, 2006 ass deen éischte Budget vun der kopernikanescher Revolutioun en place gesat ginn. All dat, wann een et seriö wëllt maachen, brauch seng Zäit.

Et ass eis hei eppes ugekënnegt ginn a manifestement ass et ganz kloer, datt dat elo net ka geschéien. A gëschter hunn ech och fir d'Éischt



dat richtig verstanen: Dat soll och elo net geschéien, mä och dës Regierung seet - an dat fannen ech dann nach optimisteschen -, dës Regierung seet, datt elo emol de Budget 2.0 géif kommen, mä datt de Budget 2.0 awer misst vun engem Budget 3.0 iergendzwoesch eng Kéier suivéiert ginn, well et evident ass, datt ee bis de September déi kopernikanesch Revolution, déi nei LOLF, déi nei Organisation budgétaire, esou wéi se am Ufank gesot gi war, net hikritt.

Ech verstinn dat ganz gutt. Ech si par ailleurs, muss ech och éierlech soen, frou, datt Der net sot, Dir géift dat elo alles probéieren ze maachen, well Dir hätt keng Chance gehat, fir et bis dee Moment hinze kréien. Et ass vill méi rasonabel, dat wellen an zwou Etappen ze maachen. Ech si just gespaant, an dat soen ech awer wierklech hannendrun, ech si just gespaant, wat dann elo déi Simplification budgétaire ass, déi Der elo an enger éischer Etapp wellt aféieren an nach eng zweet Etapp hannendrusetzen, mä an der éischer Etapp emol wellt maachen.

Well ech soen awer ganz kloer, datt et fir d'Parlament muss enorm wichteg sinn, datt d'Libilitéit vun deem Budget awer och garantéiert ass an datt mer och kenne suivéieren, wat par rapport zu engem Joer op dat anert changéiert oder net changéiert a wéi déi Fraisen investéiert ginn. D'Libilitéit, d'Traçabilitéit an d'Transparenz vum Budget, dee muss moderniséiert ginn, mä e muss awer wéinst dem Parlament bewacht sinn (veuillez lire: mä dat muss awer vum Parlament iwwerwaacht ginn). An ech soen nach eng Kéier, ech géif et als noutwendig an als nécessaire fannen, esou schnell wéi méiglech d'Parlament hei anzebannen. A wann ech „esou schnell wéi méiglech“ soen, da mengen ech „direkt“!

Den Här Berger gebraucht dann d'Formel: „Méi mat manner.“ An d'Regierung seet jo: „Mir muss méi mat manner maachen.“ D'Beispiller, déi vum Här Berger gebraucht ginn, fir ze beweisen, wéi dat soll goen, ech well déi och eng Kéier ervirstächen.

Dir sot, Här Berger: Mir muss méi sozial Selektivitéit maachen. Sinn ech also absolut domat d'accord. Et muss een awer nach wëssen, wéi een déi sozial Selektivitéit mécht, wéi ee se ueget, fir se ze maachen. A wann een dat bis weess, wat eng ganz schwéier Geschicht ass, wat vill Diskussiounen wäert déclenchéieren, da muss een och nach wëssen, datt ee se esou ka maachen, datt se och administrativ maachbar ass.

Vill vun deene Reforme si jo gescheitert oder waren extrem schwéier, well se d'Mise en place vun engem ganzen administrativen Apparat présupposéiert hunn, deen et onsënneg war en place ze setze fir d'Resultater, déi een erauskritt. Och do si mer ganz gespaant, wat an deenen nächste Jore muss kommen.

Op jidde Fall stelle mer elo fest, datt, wann ech Radiointerviewe vun deem engen oder deem anere Regierungsmember héieren, deen da seet, et gétt zum Beispill an der Familljepolitik manner ausginn, mä et ass awer keen, dee manner kritt, da froen ech mech just, wéi dat soll an der nächste Zäit gemaach ginn. Op jidde Fall si mer gespaant op déi Reform dann, wa se bis eng Kéier op den Dësch kënnt.

Wann ech vum System vun de Chèques-services schwätzen an ech soen, an de Chèques-services, oder den Här Berger seet, an de Chèques-services muss gespuert ginn, dat kascht ze vill: Da kascht et jo d'Leit méi deier, wa méi dorobber gespuert gétt, wa manner Leit et kréien. An et seet een awer hannendrun: Eis Zilsetzung ass d'Gratuitéit vum ganze Service! Ech soen: Dir maacht et fir d'Éischt méi deier, fir et da méi bëlleg ze maachen! Je veux bien, datt een déi do Logik huet.

Wann ech da bei der Éducation nationale kucken, wou d'Tächen ugehewe ginn: Och do ass d'Fro „méi mat manner“ eng, déi net der Realitéit entsprécht. Dir wellt hei effektiv, datt méi Schoul gehale gétt, an Dir wellt a sech, datt méi geschaff gétt. An et ass net, datt do méi bezuelt derfir gétt. Ech mengen, déi Logik, déi Der hei asetzt, „manner ausginn, fir méi erauszékriegen“, dat ass eng Formel, déi ganz schwéier ass, wann net onméiglech, an d'Realiteit émsetzen. Ech géif se einfach net gebrauchen, well ech mengen, datt se Sand an d'Ae gestreet ass.

Dir hutt, Här Berger, zéng Chancen opgezielt. An ech muss soen, déi zéng Chancen - d'Kanererzéiung, Éducation nationale, d'Place financière, d'Attraktivitéit, d'Konnektivitéit, Chômage, Logement, Écologie, Mobilitéit a schlussendlech och d'Wichtigkeet vun der Tripartite - énnerschréien ech och. Dir hutt dat richtig gesinn. Dat sinn an deenen nächste Joren déi grouss Erausforderungen, déi mer wäerten hunn an un deenen d'Regierung, dëst Parlament, an deenen nächste Jore muss schaffen, fir nei Weeër ze fannen.

Dat, wat Der awer net gitt, dat sinn natierlech déi finanziell Äntwerten, wéi mer dann op deenen do Punkte méi maachen a manner ausginn. Dat sot Der awer net! Well Der et och net kënnt soen. Et ass par ailleurs och net den Objet vun dem Budgetsrapport, fir et ze soen.

Ech soe just, datt, wann Der wellt an all deene Punkten, déi Der do opgezielt hutt, méi maachen, vill méi maachen - a mir muss vill méi maachen, wann déi Zuelen an der Realitéit antrieden, déi ech virdu genannt hunn, muss mer vill méi maachen -, wann Der vill méi wellt maachen an Dir wellt wesentlech manner ausginn, soen ech lech, esou geet et net. Et muss Choix gemaach ginn.

An ech mengen, Dir sollt och do de Leit d'Wourecht soen: do manner, wou et net oder net méi noutwendig ass, wou et net méi gebraucht gétt, an do méi, an dat muss een och soen, wou d'Gerechtkeet oder d'Menschlechkeet et verlaangen oder wou mer d'Zukunft vun eisem Land mussen opbauen.

Mir hunn eis, an dann halen ech op, mir hunn eis laang iwwerluecht an der CSV, ob mer Abstentioun bei dësem Budget solle maachen oder ob mer sollen dergéint stëmmen. Well et en Transitionsbudget ass, well nach vill vun deem Gesoten a vun deem Geschriwwenen aus der Hand vum viregte Finanzminister staamt, dofir hu mer eis déi Fro an der Realitéit gestallt. Mir sinn zur Konkusioun komm, datt mer géifen dergéint stëmmen, well déi nei Akzenter, déi hei gesat gi sinn, Saache sinn, déi mer sécher net kënne deelen. An duerch all dat, wat virdu versprach ginn ass a wat am Budget net gehale ginn ass.

Ech hoffen, datt Der déi sechs Méint, virun deenen d'Regierung elo steet, fir en neie Budget, de Budget 2015 ze maachen, wou dann, wéi den Här Berger et a sengem Rapport seet: «Une partie substantielle des gains envisagés portera sur l'exercice 2015», dat heescht, wou e groussen Deel vun de Spuermoosname scho missten dran enthalen sinn oder perspektivesch dran enthalen sinn, ech hoffen, datt Der déi sechs Méint gutt ausnotzt, fir zu engem Resultat ze kommen. Well wann Der dat wellt an d'Realiteit setzen, da muss de Budget 2015 e ganz grouss Worf sinn. Deen heite Budget huet op jidde Fall déi gemaache Versprieche net agehalen!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Claude Wiseler. Als nächst Riednerin huet d'Madame Joëlle Elvinger vun der DP d'Wuert. Madame Elvinger, wann ech gelift.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapporteur Eugène Berger huet et en Dëschdegg schonns ausféierlech gesot: De Budget fir 2014, dee mir hei virleien hunn, ass en Iwwergangsbudget, dee leschte Budget vun der aler Generatioun. Et ass e Budget, deen déi nei Regierung geierft huet, mä wou si awer dat Bescht erausgeschloen huet.

Eng Reduktioun vun 8,5% bei de Fonctionnementskäschte beim Stat a kierzester Zäit ze realiséieren, verlaangt Respekt, a besonnesch fir déi eenzel Ministären, déi all Steen emgedréit hunn op der Sich no Aspuernisser. Gläichzäitig sinn d'Investitiounen vum Stat trotz engem Décalage vun eenzelne Mesuren op engem ganz héijen Niveau gehale gi mat 1,6 Milliarden Euro am Joer 2014.

Ech well awer elo net op déi weider Efforten agoen, déi déi nei Regierung dëst Joer gemaach huet. Si si jo schonns vu menge Kolleeginnen a Kolleegen hei am Haus am Detail kommentéiert ginn.

Et ass awer e Fait, dass dës Efforten net duerginn. Mir mussen dëst Joer en Zant zouleeën. Mir brauchen eng grondleeënd Budgetreform, e Budget vun enger neier Generatioun fir déi kommend Generatiounen. E Budget, deen déi jonk Leit net hypothekéiert, mä hinnen hir Chancen opstoe léisst an hinnen d'Moyene gétt, hir eegen Zukunft ze gestalten.

Et muss een et kloer soen: Et ass net bei de Recetten, wou zu Lëtzebuerg d'Kromm an der Heck läit. Mir haten déi leschte Joren e ganz considérelen Zouwuess u Recettë beim Stat. Si sinn tëschent 2005 an 2014 ëm méi wéi 65% gewuess. Vill Länner an Europa wiere frou, wann et hinnen ähnlech ergaange wier. Mä eis Dépensé sinn nach méi geklommen. Jo, et kann een et soen: D'Dépensé vum Stat lafen eis fort, an d'Recettë kënne domadder net méi Schrëtt halen.

An de Jore vun der Finanzkris 2008 an 2009 sinn eis Dépensé souguer all Kéiers ëm bal 10% geklommen, obwuel mir en Abroch bei de Recetten haten. D'Resultat dovunner si Scholden, déi déi viregt Regierung gemaach huet, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

D'Cour des Comptes huet et an hirem Avis zum Statsbudget kloer formuléiert: Mir kënne eise Budget nëmmen an de Grëff kréien, wa mir et packen, den Zouwuess un öffentlechen Ausgaben ofzebremen. D'TVA-Erhéijung vun 2% wäert e positiven Effekt op der Recettësäit bréngen, deen awer net duergéit. Et géllt och, op der Dépensésäit nozezéien.

De Problem bei eise Statsfinanze läit op der Dépensésäit. D'Dépensé wuessen net nëmmen ze schnell, mä si wuessen och automatesch, also ouni dass deem eng bewosst politesch Décisioun zugronn läit. 80% vun eise Statsausgabe si sougenannten „Automatismen“, Ausgaben, déi vu Joer zu Joer klammen, ouni dass mir eis an der Vergaangenheet gefrot hunn, ob dës Dépensen nach justifiéiert sinn an ob mir eis politesch a gesellschaftlech Ziler domadder errechen.

Meng Fraktioun wellt, dass dëst Land zu enger aktiver Gestaltung vu senger Zukunft zrëckfënn, dass erëm politesch Choix getraff ginn an dass eng Politik aus engem Goss gemaach gétt. D'Dépensé vum Stat ze hannerfroen, ass een Element dovunner.

Et ass mir awer och als nach relativ jonke Mensch wichteg, hei ze soen, dass mir zënter enger Rei Jore Suen ausginn, déi mir net hunn. Suen, fir déi mir muss Schold maachen. Schold, déi muss zrëckbezuelt ginn, wann net haut, da muer, a wann net muer, dann iwwermuer!

Wéini bezuele mir déi Suen zrëck? A wie bezilt se zrëck? Sinn et déiselwech Leit, déi elo vun den Dépensé profitéieren? Oder geet et net éischer op d'Käschte vun deenen, déi nokommen?

Ech héieren esou oft de Begrëff „spueren“ am Kontext vun enger néideger Budgetkonsolidéierung. Mä geet et net a Wierklechkeet drëm opzehalen, Suen auszeginn, déi mir iwwerhaapt net hunn? Eis öffentlech Schold huet sech an de Joren 2009 bis 2013 verdräifacht. Esou kann et net viruoen an esou wellt d'DP net virufoeren!

Eis Statsfinanzen an de Grëff ze kréien, ass dofir eng vun de groussen Erausforderunge fir déi nächst fënnf Joer - dëst am Intérêt vun deene Jonken. Mir mussen derfir suergen, dass mer d'Gestaltungsfäegkeet vun eiser Zukunft net aus den Hänn ginn. D'Erausforderunge si sécherlech grouss, awer maachbar.

Mir muss bis Enn 2018 bei de Statsfinanzen e Konsolidéierungseffort vun 1,1 Milliard Euro errechen, dëst fir eisen Obligatiounen um europäesche Plang nozekommen.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Déi nei europäesch Regele suergen derfir, dass de Wuesstum vun den öffentlechen Ausgaben net méi schnell ass wéi de Wuesstum vum PIB. Dëst ass wichteg, fir sécherzestellen, dass déi dramatesch Finanzkris sech an Europa net widerhéit.

Mir mussen eis virun Aen halen, dass d'Erfülle vun dësen Obligatiounen net iergendeen abstrakt Zil ass, mä dass mir eis elo mussen ustengen, fir an Zukunft erëm e finanzielle Spillraum ze schafen. Mir mussen eis elo nei opstellen, fir deene Jonken déi beschtméiglech Méiglechkeeten a Chancen ze ginn.

D'Regierung huet déi éischt Schrëtt an d'Weeër geleet, fir d'Schéier tëschent de Recetten an Dépensé méi kleng ze maachen. Am Budget 2014 huet si et jo schonns fäerdegbruecht, den Zouwuess un Dépensé mat 3,5% op den niddregste Stand zënter 2008 ze bréngen. Dat ass en Erfolleg! Trotzdeem wäerte mir de Budgetséquilibrium wuel net packen. Et mussen also nach eng Rei Schrëtt op dësen éischen nokommen. Mä ech sinn zouversichtlech, dass dat och passéiere wäert.

Ech héieren deslescht awer och ëmmer erëm vereenzelt Stëmmen dobaussen, déi strukturell Reformen net fir néideg halen, well d'Wirtschaftsprevisiounen jo erëm positiv sinn. A si mengen, dass d'Finanzsituatioun beim Stat sech vum selwen erëm arenke wäert.

Jo, de Comité de prévision schätzt, dass eise Wirtschaftswuesstum déi nächste Joren am Schnëtt bei 3,5% wäert leien. Dat ass vill. Et muss een awer derbäisoen, dass d'Europäesch Kommissioun déi Lëtzebuurger Schätzungen ze optimisteschen fënn. Prognose sinn dat, wat se sinn. Si sinn eng gutt Tendenz, wann näischt Aussergewöhnlech passéiert. Mä et leet awer keen d'Hand dofir an d'Feier, dass si och genau esou antrieden.

Ech selwer tendéieren zur Virsicht, well mat der Zukunft vum Land dierf een net spillen. Mä ech well och drun erënneren, dass et nach net allze laang hier ass, wou hei am Land esou Wuesstumszuelen als ënnerduerschneitlech ugesi gi sinn. Esou schnell kann d'Perspektiv sech änneren. Mir sinn haut an enger anerer Realitéit ukomm an e viraussichtleche Wuess-

tum vun 3,5% ass eppes, wou mir haut kënne houfreg drop sinn.

Et ass awer och eng Realitéit, dass mir an deene leschte 15 Joren ëmmer méi mat externer Schocke konfrontéiert gi sinn: den 11. September 2001, d'Plätze vun der New-Economy-Blos, d'Bankekris. Global Krisen, déi mir kaum beaflosse konnten, mä déi och zu Lëtzebuerg net spurlos laanschtgaange sinn. Krisen, op déi mir eis mussen astellen a wéinst deene mir mussen Suerg droen, dass mer a wirtschaftlech gudden Zäiten impeccabel opgestallt sinn, fir eis Marge de manoeuvre a méi schwierigen Zäiten kënne oprechtzëherhalen.

Ech well awer och drop opmierksam maachen, dass déi viraussichtlech wirtschaftlech Croissance hei am Land net dozou bäidroen wäert, fir de Chômage ze reduzéieren. Eisen Emploi wiisst dëst Joer ëm 1,9%. Dat ass net schlecht, mä am Laf vum Joer wäert de Chômagetax dem Statec no op 7,4% weider klammen, an domadder och d'Dépensé vum Fonds pour l'Emploi.

Mir kënne eis Statsfinanzen nëmmen an de Grëff kréien, wa mir strukturell Mesuren huelen. Strukturell Mesuren heescht, eise Budget nei opstellen an d'Dépensé systematesch ze hannerfroen. Dëst ass keng nei Erkenntnis vu mir. De Budgetsrapporteur Eugène Berger huet dorobber higewisen, a vill vu senger Virgänger och.

Mat der neier Regierung ass d'Zäit komm ze handeln, amplaz nëmmen ze constatéieren.

De Statsrot huet et och a sengem Avis zum Budget gesot: Mir hu virun allem en Ausgabeproblem bei der Zentraladministratioun. Am Budget 2014 huet d'Zentraladministratioun trotz Spuerefforten en Defizit vu 545 Milliounen Euro.

Déi lescht Jore si méi schlecht wéi gutt iwwerbréckt ginn, an dat obwuel d'TVA-Recetten um elektronnesche Commerce spektakulär an d'Luucht gaange sinn. Mä mir wëssen all, dass dëst Gléck net méi vu ganz langer Dauer ass.

Et hëlleft eis och net, dass eis Pensiouns- a Gesondheetskeesen am Moment nach gutt gefüllt sinn. Net nëmme sinn déi Suen affectéiert, mä d'Berechnunge weisen eis, dass mëttelfristeg d'Situatioun wäert dréien an de staatlechen Apport ëmmer weider wäert klammen.

Et ass ëmmer erëm am Laf vun den Diskussiounen gesot ginn: D'Joer 2015 ass e Schlësseljoer fir Lëtzebuerg. D'Experte soen eis, dass mir eng 700 Milliounen an TVA-Recetten um elektronnesche Commerce wäerte verléieren. Zum Verglach: Dëst Joer wäert déi elektronnesch TVA nach méi wéi eng Milliard zu de Recettë bäidroen. Dës Recettë ginn déi nächst Jore méi kleng, fir mëttelfristeg komplett auszefalen.

D'Regierung huet mam Guichet unique fir d'E-Commerce-Betriber, dem sougenannten „Mini one-stop shop“, alles drugesat, fir déi Betriber hei zu Lëtzebuerg ze halen. Aner Atouten, déi mir als Wirtschaftsstanduert hunn, mussen mir elo nach méi an d'Vitrine stellen: kuerz, onbürokratesch Weeër, eng central Lag an Europa, héich qualifizéiert Aarbechtskräften an, jo och, en attraktiivt Steuerëmfeld.

2015 ass awer och e Schlësseljoer wéinst dem Ewechfale vum Bankgeheimnis. Et gétt dofir kee Grund, nervös ze ginn. Eis Bankeplaz ass staark genuch, sech dorobber anzestellen. Mir mussen eis awer virun dësen Hannergrënn bewosst sinn, dass e wirtschaftlechen Opschwung eis net dovunner dierf ofhalen, d'Erausforderungen, déi virun eis stinn, unzegoen. Mir dierfe se och net erauszögeren.

Jo, mir hunn en ekonomesche Kontext, dee sech ophëlt, mä eng Finanzsituatioun vum Stat, déi riskréiert sech weider ze verschlechtere. Annere mir näischt, riskéiere mir ab 2015 en negative Solde structurel an eng öffentlech Schold vu 16 Milliarden am Joer 2018.

Eleng dëst Joer hu mir eng Schold vu 7,2 Milliarden. Dofir bezuele mer iwwer 211 Milliounen un Zënse zrëck - d'Joer, wuelverstanen! Mat deene Sue wier dem Stat seng finanziell Participatioun un der éischer Phas vum Tram quasi bezuelt.

Här President, ech hunn elo vill vun Zuele geschwat. Zuele si wichteg, mä nach méi wichteg ass et, ze wëssen, firwat mir Efforte mussen maachen. Eng Budgetkonsolidéierung ass kee Selbstzweck an et geet och net drëm, de Finanzminister just glécklech ze maachen.

Budgetsefforte sinn néideg, fir eise Sozialstat wiederfest fir d'Zukunft ze maachen. Et geet drëm ze verhënnern, dass eis Zënslaascht duerch déi Scholden, déi mer maachen, eis Handlungsfäegkeet an der Zukunft aschränkt.



Et geet dorëm, eiser Wirtschaft en zolidd Fundament ze ginn, wat et erlaabt, nei a sécher Aarbechtsplazen ze schafen.

Dëst sinn d'Grënn, firwat strukturell Reformen néideg sinn. Si sinn am Interêt vum eisem Land, eise Bierger an eiser Wirtschaft.

Meng Fraktioun encouragéiert dofir dës Regierung, e Screening vu sämtlechen Ausgabe fir de Statsbudget 2015 ze maachen an domat all d'Ausgaben op hir Effikassitéit hin ze iwwerpräiwen. All eenzel Ausgab vum Stat muss gekuckt an hannerfrot ginn, ob dës nach hiren Zweck erfëllt. Sozial Selektivitéit a Solidaritéit si bei dësem Exercice wichteg Stéchwierder.

Mir mussen et awer och fäerdegbréngen, Transparenz am Budget ze schafen an Dépenses novollzéibar an iwwerpräifbar ze maachen, virun allem fir de Bierger. Dësen Inventaire vum Budget ass d'Instrument, fir mat manner Geld eng besser Politik ze maachen.

Här President, de Budgetsrapporteur Eugène Berger huet a sengem Rapport zéng Zukunftschancen fir Lëtzebuerg formuléiert. Chancen, déi et géllt ze notzen, mä déi eis net an de Schouss falen. Mir mussen d'Aerm eropstréppen an eis ustrengen, fir dës Potenzialen ze entfalten. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass dës Regierung de Courage, d'Energie an d'Loscht huet, fir dës Eerausforderungen unzegoen. Ech erlabe mer op där heiter Plaz, dräi vum dësen Zukunftschancen erauszepicken an ze dévelloppéieren.

Déi éischt ass d'Weiderentwécklung vum eiser Finanzplaz. Dës stoung an deene leschte Jore vill an der internationaler Kritik, an de Wand, deen eis entgéintgeblosen huet, war net ëmmer agreabel. Mir vergiessen iwwert dësen deels polemischen Diskussiounen gären, dass mir kënnen houfreg sinn op déi jorelaang Success Story, déi eis Finanzplaz fir Lëtzebuerg war, ass an och an Zukunft wäert bleiwen. Lëtzebuerg huet et fäerdegbruecht, eng international Plaz iwwer Jorzéngten opzebauen, déi entre-temps an hire Kärdomänen, dem Private Equity an den Investmentsfongen, zur absoluter Weltspëtzt gehéiert.

D'Finanzplaz ass ouni Zweifel de wichtigsten ekonomesche Secteur vum Land an ass och mat knapp 45.000 Aarbechtsplazen eng regelrecht Jobmaschinn. D'Finanzplaz mécht 30% vum de Recettë vum Stat a 40% vum PIB aus.

Géife mer déi Secteuren derbärechnen, déi indirekt vum Finanzsektor ofhänken, wieren déi genannte Pourcentagen nach vill méi héich. Eis Finanzplaz ass den zentralen Nervesystem vum eiser nationaler Wirtschaft, och wann et richtig an indispensable ass, aner Wirtschaftspilieri méi staark ze dévelloppéieren.

Och wann den Här Wauquiez aus Frankräich dat net gäre gesäit, mä de Succès vum dëser Finanzplaz ass nëmme méiglech gewiescht duerch eng Europäesch Union, duerch d'Opmaache vum Bannemaart an d'Spille vum fräie Wettbewerb. Et ass am ureegenen Interêt vum Europa, dass mir bannent der EU international kompetitiv Finanzplaz behalen. Dofir brauche mir an Europa eng Finanzgesetzgebung, déi eis net um internationale Marché benodeelegt.

Lëtzebuerg huet missen an der Vergaangeneit dowéinst onbequem Positionen an der EU anhuelen. Hätte mir dat net, wier eis Finanzplaz staark benodeelegt gi par rapport zu anere Standuerter, wéi der Schwäiz.

Mir hunn dëst Joer e Befreiungsschlag gemaach, andeems mer dem automateschen Informationsaustausch zugestëmmt hunn - mä net ouni sécherstellen, dass och aner Finanzplazen déiselwecht Obligatiounen mussen erfëllen. Et ass wichteg, dass mir elo vum den nächste Méint a Jore profitéieren, fir nei Signaler ze setzen, well eng Finanzplaz ouni Bankgeheimnis mécht eis Dieren op, déi virun zou waren. Och dofir war et e ganz wichtige Schrëtt, dass mir vum GAFI am März als „largement conforme“ agestuufft gi si wéinst eise Beméiunge géint de Blanchiment.

Den Ufank vum automateschen Informationsaustausch fir den 1. Januar 2015 wäert ouni Zweifel en Effekt op d'Lëtzebuerg Finanzplaz hunn. Et ass e grouse Changement, dee virun der Dier steet, mä Lëtzebuerg ass gewinnt, sech ze adaptéieren an ze innovéieren. Wa mir eis an der Vergaangeneit op Acquisen ausgerout hätten, hätt dës Finanzplaz sech ni esou kënnen entwéckelen.

Eng Restrukturatioun vum eiser Private Banking bleift net aus a si ass scho voll amgaangen. D'administrativ Käschte ginn an d'Luucht, well elo systematesch Informatiounen

un auslännesch Steierämter musse geliwwert ginn. Et wäert och en Deel vum den Aktiven d'Plaz verloossen - de Statec rechent do mat enge 5%.

Mir sinn also an enger ganz decisiver Phas vum eiser Finanzplaz. Mä ech sinn zouversichtlech, dass deen enorme Savoir-faire am Private Banking eis et wäert erlaben, dës Eerausforderungen ze meeschten. Et géllt elo, sech op nei Pisten ze konzentréieren, déi sougenannt „Family Offices“, déi spezialiséiert Servicer fir grous Verméigen ubidden. Mir mussen elo bei neien Opportunitéiten zouschloen, sief et bei der Internationaliséierung vum der chineescher Währung Renminbi, den islamfrëndleche Finanzprodukten oder bei den alternativen Investmentfongen. Mir mussen eis awer och weider diversifizéieren, nei Kompetenzfelder entwéckelen an och den Assurancésektor ausbauen.

Meng Fraktioun ënnerstëtzt d'Regierung voll a ganz an hire Beméiungen, déi nächst Méint a Jore proaktiv ze notzen, fir dës nei Opportunitéiten ze dévelloppéieren a gestärkt aus dëser decisiver Etapp ervirzekommen.

Här President, d'Startchancë vum eise Kanner an d'Liewen sinn dat zweet Zukunftsfeld, op dat ech wëll agoen. Grad an der Familljepolitik musse mir eis d'Fro stellen, ob d'Politik hir Ziler erreecht huet oder ob mir net an der Vergaangeneit mat vereelste politesche Mesurë probéiert hunn, enger neier Realitéit ze begéien.

Meng Fraktioun begréisst et, dass dës Regierung an der Familljepolitik erëm d'Kanner an de Vierdergrond wëllt setzen. D'Etude vu Statec, CEPS/Insead a Caritas ginn eis e kloer Bild: Mir packen et de Moment net, all eise Kanner déiselwecht Startchancen an d'Liewen ze ginn. Aarmut ass zu Lëtzebuerg verierfbar an d'Kanner aus aarme Stéit hunn net déiselwecht Erfolgchancen an der Schoul wéi Kanner aus besser gestallte Familljen.

Aus deem Grond plädéiert d'DP derfir, eise Fokus op déi Zäit virun der Aschoulung ze leeën, nämlech op déi dräi éischt Liewensjoren, an deene sech schonns ganz vill bei der Entwécklung vum de Kanner deet. Mat engem Taux vum iwwer 40% Ausländer kann et eis och net egal sinn, wa vill Kanner eréischt am Préscolaire mat der lëtzebuergescher Sprooch konfrontéiert ginn.

Mir mussen dofir d'Offer vum enger qualitativ héichwärtiger Kannerbetreuung an den Zentrum vum eise Beméiunge réckelen. D'Kannerbetreuung, sief et an de Crèches, de Maison-relais oder am Précoce, muss Hand an Hand mat der öffentlecher Schoul goen. Dat wëllt awer selbstverständlech net heeschen, dass mir wëllen de Schoulunterricht an d'Kannerbetreuung eraverlagere. Wat mir wëllen, ass e luest Aféieren, e luest Eruféiere vum eise Kanner an d'Schoul, fir sécherstellen, dass, wann et dann am Fondamental lassgeet, eis Kanner déiselwecht Chancen hunn, fir hir Schoullafbunn mat vill Freed an Erfolleg ze gestalten.

Mir halen et awer och fir wichteg, besonnesch d'Fraen ze encouragéieren, op d'mannst nach ee Been an der Aarbechtswelt ze halen, wa si sech fir eng Famill entscheeden. Eisen Taux vum der weiblicher Beschäftegung läit mat ënner 65% nach wäit hannert deem vum de Männer mat knapp 80% zréck. Mir fannen et dofir wichteg, d'Familljentransferte mat Bléck op dës Eerausforderungen ze iwwerschaffen.

Eng rezent Etüd vum der OECD weist, dass d'Familljeförderung an der Vergaangeneit virun allem mat Steierabattamente gleichesat ginn ass. Huet eng Koppel zu Lëtzebuerg mat duerchschnëttlechem Verdéngscht zwee Kanner, läit hir Steierlaascht bei 14,3%. Dat ass därelech manner wéi bei enger Koppel ouni Kanner, déi géif 37% Steiere bezuelen. Bei kengem vum den ënnersichte Länner ass dës Differenz esou drastesch wéi zu Lëtzebuerg. Am Verglach eis Nopeschlänner: A Frankräich géif déiselwecht Famill mat zwee Kanner 41,6%, an der Belsch 41% an an Däitschland 33,8% bäidroen.

D'DP ass der Iwwerzeegung, dass Familljepolitik eppes aneschters ass, wéi Steierabattamenten ze verdeelen. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass mir den Eltere virun allem eng héichwärtig Kannerbetreuung mussen ubidden, eng Plaz, wou d'Eltere sécher kënnen sinn, dass hiert Kand a gudden Hänn ass an optimal gefërdert gëtt. E Paradigmewissel an der Familljepolitik heescht deemno och e kritescht Iwwerkucke vu Finanzleeschtungen, fir eis Moyene verstärkt um Niveau vum de Sachleeschtungen anzesetzen.

Déi drëtt a lescht Zukunftschance, op déi ech wëll agoen, ass de Logement. Mir stinn hei vläicht virun deem gréisste Versoe vum der Politik an deem leschte Jorzéngt. D'Präisser vum de Bauterrainen an de Käschtepunkt fir Wunnraum hunn d'Entwécklung vu Lëtzebuerg an

deene leschte Jore behënnert. Dëst géllt souwuel fir d'Entreprises, déi et ëmmer méi schwéier hunn, Terrain a Bürofläch fir räsonabel Präisser ze fannen, mä virun allem awer och fir d'Privatstéit. Mir sinn deene jonke Leit a Familljen et schëlleg, schnell Remedur ze schafen, fir dass si sech hir eege véier Wänn kënnen leeschten.

Verschidden Acteuren hu kritiséiert, dass duerch d'Ofschafe vum vergéngschtegten TVA-Saz op Zweetwunnengen Investitiounen um Wunnengsmarché ofgebremst wäerte ginn a Loverspräisser riskéieren eropzegoen. Ech muss awer de Constat maachen, dass emgedréit dës Steierleeschtungen net zu engem Ofbremse bei de Locatiounspräisser gefouert hunn. Mir mussen éierlech sinn: Den Amortissement fir a Wunnengen zu Lëtzebuerg ze investéieren ass immens favorabel, soudass eng Investitioun an de Stee sech zu Lëtzebuerg ëmmer nach wäert lounen.

Meng Fraktioun ass iwwerzeegt, dass dës Mesure vum der niddreger TVA fir Zweetwunnengen d'Situatioun um Wunnengsmarché net verbessert huet. Mir stinn och virum Constat, dass all déi staatlech Subventiounen an der Logementpolitik net de gewünschten Effet erreecht hunn an d'Präisspiral sech ëmmer weider no uewe gedréit huet.

D'Politik muss also nei Weeër aschloen. Mat deem iwwerschaffte Plan sectoriel «Logement», deen am Mee presentéiert wäert ginn, gétt hei den Ufank gemaach. Eis Bevëlkerung wüsst, a si wüsst rasant: Ongeféier 550.000 Leit wunne fir de Moment am Grand-Duché, an et kommen der all Dag derbäi. Et gétt kee Wee derlaascht: Mir mussen d'Offer un Terrainen a Wunnenge vergréisseren, well nëmme esou kann een e Ventil opdréien, fir bei de Präisser e bëssen Drock ofzebauen.

► **Une voix.** - Dat ass richtig.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Mir ënnerstëtzen d'Regierung op hirem Wee, dass sougenannt „Baulandvertrëg“ an Zukunft sollen derzou bäidroen, dass op engem als Bauterrain emklasséierten Terrain och wierklech gebaut gëtt an dësen net fir Spekulationszwecker zréckbehale gëtt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - De Stat selwer wäert awer och säint dozou bäidroen, fir d'Wunnengsnout an de Grëff ze kréien, andeems e kuckt, wéi en déi Baulückenterrainen, iwwert déi e verfüügt, sënnavoll ka fir de Wunnengsbau fräiginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Ech sinn zouversichtlech, dass all déi Mesuren, déi ech opgezielt hunn, wäerten hëlfele, d'Präisser am Logement ze stabiliséieren an dass eng Léisung vum der Wunnengsnout en zentraalt Element ass, fir deene jonke Generatiounen en zolitte Start an d'Eegestännegkeet ze erméiglechen.

Dëst waren déi dräi Zukunftschancen, déi ech erausgepickt hunn aus deenen zéng. Net, well déi aner manner wichteg sinn, mä well ech mengen, dass déi dräi Punkten entscheedend Piliere fir e Lëtzebuerg vu muer erëm spigelen.

Eng staark Finanz- a Wirtschaftsplaz, déi Aarbechtsplaz schaaft an de Wuelstand vu Lëtzebuerg séchert, e staarkt a qualitativ Encadrement vum eise Kanner, dat sécherstellt, dass jiddwer Kand déiselwecht Startchancen an d'Liewen huet, eng Logementssituatioun, déi et deene jonken Erwuesenen erlaabt, sech op hir eege Féiss ze stellen an hiert Liewen no hire Virstellungen ze gestalten, dës grous Eerausforderunge verlaangen et, dass mir virgetrëpelt Weeër, déi an d'Sakgaass gefouert hunn, verloossen an nei Weeër opmaachen! Weeër, déi déi nei Regierung schonns zum Deel an deene leschte Méint opgezecht huet a wou ech zouversichtlech sinn, dass nach vill weider Piste wäerten nokommen.

Et kann awer net d'Politik eleng sinn, déi dës nei Weeër betrëtt. Mir mussen si zesumme mat eise Bierger goen. Och d'Relance vum Dialog tëschent de Sozialpartner ass e wichteg Element, fir dës Diskussioun ze féieren. Ech sinn iwwerzeegt, dass opgrond vum den Eerausforderunge kee vun de Partner sech et dierf erlaben, esou en Dialog ouni Konklusioenen ofzebriechen. Dëst setzt viraus, dass festgefruere Positionen mussen opgedeeet ginn an dass ee sech openeen zoubeweegt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - D'Politik, d'Bierger, d'Zivilgesellschaft an d'Sozialpartner, mir all droen eng gemeinsam Verantwortung fir d'Zukunft vum dësem Land. Et bleift mir deemno nëmme den Appell, et zesummen unzegoen!

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Elvinger. Als nächste Riedner huet d'Wuert den Här Alex Bodry vum der LSAP. Här Bodry wann ech gelift.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt de Merci vum eiser Fraktioun un de Rapporteur vum dësem Budget, den Här Berger, deen ënner méi Zäitdrock, wéi dat normalerwee de Fall ass, et fäerdegbruecht huet, e kompletten an interessante Rapport hei ze maachen. Een, dee selwer zweemol scho Budgetsrapporteur war a senger Carrière hei an der Chamber, weess, mat wéi vill net ëmmer unerkannter Aarbecht esou e Rapport effektiv ze dinn huet. De Fait, dass sech eng Partie Riedner bis elo och op Deeler vum deem Rapport hei bezunn hunn, weist, dass et e gudde Rapport ass.

Budget 2014, jo, et ass elo an Zäit vum e puer Méint eigentlech fir déi zweete Kéier, dass mer iwwert dat Budgetsjoer 2014 hei diskutéieren. No der Diskussioun an dem Vote, déi mer hei am Dezember d'lescht Joer hate fir de Budget fir déi éischt véier Méint, geet et dann elo iwwert déi gesamt Period vum 2014.

An effektiv ass dee Budget, dat soen all d'Commentateuren, e Budget charnière, en Iwwergangsbudget vum enger politescher Mandatsperiod an déi aner, en Iwwergangsbudget vum zwou Wirtschaftsperioden - hoffe mer zumindest: vum enger Period, déi gezecht war vum enger ganz staarker weltwäiter Kris, Eurokris, déi hir Répercussione besonnesch och am Finanzland Lëtzebuerg natierlech hat, an, wéi sech dach awer ofzecht, an do deckt sech awer déi grous Aschätzung, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, mat där Aschätzung, déi och international Organisme fir de Moment maachen, vum enger Period dach erëm weltwäit och vu wirtschaftlechem Opschwung.

Et wäert sech eraustellen an deenen nächste Joren, ob dat hei och e Budget wäert sinn, deen eng nei Zort vu Budget wäert alaude fir d'Zukunft, also dee leschte Budget wäert sinn eigentlech, deen op eng méi klassesch, traditionell Aart a Weis opgestallt ginn ass an organiséiert ass an also de Wee weist fir Neierungen, déi sech op deem dote Plang maachen.

Dat wär op jidde Fall och dat, wat mir als LSAP géife wënschen, wat mer net midd gi sinn ze froen, am Dezember 2005 iwwert de Roger Negri, Budgetsrapporteur sengerzäit, woumat och all Mënsch natierlech d'accord war. A wéi gesot, 2005, dat si bal néng Joer hier par rapport zu haut. Ech weess, dass mer jo anscheinend d'Land vum de klengen Distanze sinn, mä op jidde Fall vum de ganz laange politeschen Décisiounen!

A well sech net vill gedoen huet, obwuel mer an der Regierung waren, ass den Här Negri dohinnegeangen an huet eng zweet Etapp gemaach: En huet eng Proposition de loi gemaach. Dat huet en awer gemaach, well sech näscht gedoen huet op der Regierungsbänk, well d'Begeeschterung, fir op en neie Wee ze goen an der Budgetpolitik, net do war.

An do ass dann dat gemaach ginn, wat oft gemaach gëtt: Mir hunn dann nach, nodeem mer fënnf Joer gewaart hunn, emol eng Etüd an Optrag ginn. An déi läit elo dann iwwer ee Joer vir. An ech denken, dass déi Etüd zesumme mat der Proposition de loi vum Här Negri dann och wäert vum dëser Regierung opgegraff ginn an datt probéiert wäert ginn, do Neel mat Käpp ze maachen. Och wann de Finanzminister ganz richtig drop opmierksam gemaach huet, dass d'Mise en musique vum neie Regeln net vum haut op muer ka geschéien, mä eréischt iwwer e laange Prozess kann etappeweis gemaach ginn. Do soll een och, mengen ech, d'Erwaardunge vum haut op muer net ze héich schrauwen an de Bléck fir d'Realiteit, och opgrond vum deenen auslännesche Beispiller, behalen.

Ech si frou, dass den éischte Spriecher vum der CSV - et wäerten der jo nach eng ganz Partie nokommen, et ass esou richtig esou e Kléiblat vum CSV-Politiker, déi haut wäerten d'Wuert ergräifen an der Nofolleg oder an der Absenz, ech weess net wéi, vum Här Juncker -, dass e sech hei vill méi nuancéiert ausgedréckt huet, wéi dat bis elo an éischte Reaktiounen an Interviewen emol ze liese war, vum him selwer an nach vum anere Leit, par rapport zum Dépôt vum dësem Budgetsprojert. Do hätt ee gemengt: alles falsch!

Nun ass awer - dat gefält vläicht deene Leit net esou, déi elo an der Regierung sinn a virun an der Opposition waren -, dat gesinn ech awer zumindest, dee Budget hei, den 2014er Budget, wat en Iwwergangsbudget ass, awer a ganz villem an der Kontinuitéit vum deem, wat d'Budgetpolitik vum deene leschte Jore war.



Déi Budgetspolitik, déi kann ee kritiséieren op deem engen oder anere Punkt, mä wat ech awer och net wëll hei mat deelen, dat ass déi pauschal negativ Duerstellung, déi gemaach ginn ass vun där Budgetpolitik, déi vun 2009 bis 2013 gemaach ginn ass vun der viregter Regierung a vun der viregter Koalitioun.

(Interruption)

Ech wëll drun erënneren, dass mer a villem e Konsensus haten an dass déi Budgetpolitik, déi do gemaach ginn ass an deene leschte Joren, dat reflétéiert an dass dese Budget dat eigentlech och weider mécht.

Mir haten e Konsensus, net onbedéngt Eestëmmegeket, mä e breede Konsensus, éischters, dass mer an der akuter Kris géifen eng antizyklisch Politik maachen.

Et war e Konsens hei am Haus 2009 an 2010, an deemools ware keng aner Stëmmen hei, besonnesch 2009 net virun de Wahlen, fir ze soen: Et ass elo net de Moment, fir mam Routstëft duerch d'Ausgabe vun deem Budget ze fueren, mä et geet éischter drëm, elo an enger schwiegerer Zäit - an ech dierf drun erënneren, dass mer awer hei e Réckgang vu 5% vun eisem PIB haten, ee vun de gréisste Réckgänge a ganz Europa! -, et ass drëm gaangen, fir dat emol - an dat hu souguer d'Wirtschaftskresser sengerzäit als richteg emfonnt, haut wëlle se wahrscheinlech och dovunner näischt méi wëssen! -, fir dat emol effektiv ze kucken, emol ze stabiliséieren, Vertrauen hierzestellen an net duerch zousätzlech Couppe an den Ausgabe vum Stat noutgedrongenerweis dat Ganzt nach ze verschlimmeren.

Dat huet gegolft 2009, 2010 an duerno natierlech war d'Prioritéit, fir eng Konsolidierungspolitik vum Budget ze maachen.

Mir waren eis och eens, dass mer ni dierften an déi Situatioun kommen, dass mer d'Fonctionnementskäschte vum Stat missten iwwer Emprunte finanzéieren. Et ka Sënn maachen, souguer an Zäite vun Héichkonjunktur, en Deel vun den Investitiionsausgaben - déi gréisser Projeten - op eng Generatioun ze verdeelen, also och do op Emprunte zréckzegräifen, mä et dierf ni dozou kommen, dass déi normal Fonctionnementskäschte vum Stat iwwer Emprunte misste géigefinanzéiert ginn.

Mir waren eis och ëmmer eens, dass mer d'Statsinvestitionsquot sollten op engem héijen Niveau halen. Mir waren eis eens, dass mer d'Neiverscheldung sollte strikt begrenzen. A mir waren eis och eens mam mëttelfristegen Zil, wat europäesch Ziler sinn, wou mer eis haut guer net méi kënnen entzéien, dat ass fir Lëtzebuerg - bis op Weideres, mä all dräi Joer gétt eng Revisioun vun deem „mid-term objective“ gemaach - plus 0,5% am strukturelle Saldo vun dem éffentleche Budget, Statsbudget plus Sécurité sociale plus Gemengesector. Dat ass Konsens, an ech denken, dass dat haut eigentlech nach ëmmer Konsens ass, wa mer eis elo an Zukunft e Projet zéien.

An ech mengen, dat muss mer awer och bei där heiter Diskussioun maachen! An dat huet mech e bëssen enttäuscht bei den Interventionen bis elo - mä dat ka sech jo nach ännere bei deenen aneren Interventionen -, et ass esou e bëssen déi Vergaangenheitsbewältigung, an där mer elo dra sinn haut de Moien, an d'Noutwendegkeet, no vir ze kucken, d'Noutwendegkeet, ze kucken, wéi et wei-dergeet...

► **Une voix.** - Genau!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - D'Noutwendegkeet, och emol ze kucken: Wat steet an deem Budget 2014 dran?

Wat mech ëmmer erëm frappéiert, ass, dass mer bal all Kommentare fixéieren op déi 230 Milliounen Aspuerungen, déi d'Regierung hei affichéiert huet an deem heite Budget, an dass mer iwwert déi 14 Milliarden, de Rescht, déi 14 Milliarden, wat am Budget steet - mir schwätzen also iwwert dat, wat net am Budget steet -, dass mer ganz weineg eigentlech eis domadder auseruesetzen, och wann dat eng Weiderféierung ass vun Engagementer, déi mer hunn.

Mä de Fait, dass mer hei zu Lëtzebuerg op deem héijen Niveau nach kënnen déi Investisementser tätegen, dass mer déi dote Qualitéits-servicer am éffentleche Beräich kënnen weider behalen, dat ass awer eng ganz wichteg Fro, mat all deene ville Gelder, déi och a kruzial Zukunftsecteuren investéiert ginn an deem heite Budget. An dat ass fir eis immens wichtig. Dat dierfe mer, bei aller Freed, bei aller Kompetitioun a Froe vu Spueren a Budgets-équilibrer net aus den Ae verléieren. Dat Inhaltlech, wat an deem heite Budget dran ass, dat dierfe mer och an deenen nächste Joren net vergiessen, wa mer iwwert den 2015er Budget schwätzen an déi Joren, déi duerno kommen.

Dese Budget beinhalt, dat ass wouer, e Konsolidierungspak. Et ass eigentlech deen drëtten, wann ech dat an där Zäit post 2008/2009 ku-

cken. En ass méi kleng wéi déi aner, mä méi schwéier ze maache gewiescht wéi déi aner. A virun allem awer, an dat kann ech dës Koalitioun an dës Regierung zeguttschreiwen, ass et e Konsolidierungspak, deen déi viregt Regierung a Koalitioun net virgesinn hat.

Et war ënnert der viregter Koalitioun, dat ass nozeliesen, am 14. Aktualisierungstext vum Programme de stabilité et de croissance war net méi virgesinn, 2014 e Konsolidierungspak ze maachen. Deen ass net dran opgefouert. Dee gétt eréischt fir 2015 an Aussicht gestallt vun der vergaangener Regierung.

Dës Koalitioun geet méi wäit, wéi déi viregt Koalitioun wollt a konnt goen. An ech mengen, et ass och richteg, dass se et gemaach huet. Obwuel ech elo feststellen, dass praktesch all Moosnam, déi d'Regierung mécht, fir den Équiliber vum Budget ze konsolidéieren, fir eis och e bësse Wach ze schafen, och fir déi nächst Joren, well do sinn och strukturell Elementer an deem Spuerpak hei mat dran, dass alles dat zerpléckt gétt, zerriert gétt: Deem enge geet et ze wäit, deem anere geet et net wäit genuch. Deen ee seet: „Net esou!“ - et ass ëmmer einfach, sech op d'Form ze konzentréieren, well een um Fong net wëllt Stellung bezéien -, an deen anere seet: „Ah, net elo, eng aner Kéier!“

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Bon, wann dat esou weidergeet, da kréie mer, soen ech lech awer, d'nächst Joer oder um Enn vum Joer hei spannend Diskussiounen iwwert den 2015er Budget!

An ech muss éierlech soen, ech ka mech nëmme wonneren, wéi schnell enger CSV op eemol d'Iddien ausginn. Ech hätt mer haut erwaart, mä dat kënn nach alles vläicht haut de Mëtten, ech hätt mer haut erwaart, hei géifen Alternativen op den Dësch kommen.

(Interruption)

Wann een all d'Moosnamen eenzel zerpléckt, wann een all Moosnam, déi dran ass, eenzel zerpléckt...

(Brouhaha général)

Wann een all...

Jo, Dir jäizt, Här Gibéryen. Da kann ech mer virstellen, wat den Inhalt vun Ärer Ried wäert sinn!

(Hilarité générale et interruptions)

Do wäert selbstverständlech och keng nei Iddi dra sinn. Dir wäert selbstverständlech... Et ass natierlech esou einfach, mä net verantwortungsvoll, dat ze maachen! Et ass esou einfach, sech op alles ze..., d'Kritik ze focaliséieren op déi Ännerungen, déi dra sinn, dann awer näischt ze soen, wat dann anescht gemaach gi wär.

Wéi hätt dee Budget..., an elo erwaarden ech mer natierlech, dass do eng ganz Rétsch vun Amendementen hei komme vun der Opposition, déi de Budget...

(Interruption)

Jo, d'CSV huet jo scho gesot, si wäert e mat Sécherheet esou net stëmmen, well en anscheinend esou schrecklech ass. Wat hätte si anescht gemaach? Wat wär inhaltlech an deem Dokument, wat hei zur Ofstëmmung steet, wat wär anescht gewiescht? Hätte si méi gespuert? Hätte se manner gespuert? Hätte se anzwousch anescht gespuert? Hätte se méi Ausgabe gemaach op eenzelne Plazen? Manner Ausgaben op anere Plazen?

Dofir ass jo eigentlech eng Budgetdiskussioun do! An déi wäerte mer, wa mer se haut net féieren, soen ech lech awer, déi wäerte mer intensiivt gemeinsam féieren, wann et am Dezember drëm geet, de Budget fir 2015 ze maachen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Well do geet et net méi esou einfach wéi elo. Do muss jiddwereen d'Box eroffloossen, fir dat emol ganz salopp auszedrécken.

(Brouhaha)

Do muss jiddweree soen... Dat ass net ëmmer e schéinen Ubléck, wahrscheinlech.

(Hilarité générale)

Mä dofir hu mer jo e Riednerpult hei an der Chamber.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Et ass héich genuch.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wat wichteg ass, mengen ech, an ech wär frou, wa mer dat stupid Spill, wat zënter Jorzéngten hei net anescht fonctionnéiert, ugesichts vun där Herkulesarbeit, an ech hoffen, dass et keng Sisyphusarbeit gétt, déi eis bevirsteet, wat déi Konsolidierung, fest Konsolidierung mëttelfristeg vun eisem Budgets-équilibrer ugeet, dass et

dann net geet, da seet déi eng, déi hunn d'Veantwortung, déi solle proposéieren, a mir zerrieden, zerklengeren alles, wat dann esou vu Propose kënn, bal den Daum erof a meeschens den Daum ganz kloer no ënnen.

Ech géif mir wënschen, dass mer hei e Concours vun de gudden Iddien hätten an deem Parlament. Et ass elo fir déi Diskussioun, dee schwiege Budget 2015, dat gétt dee schwiegeste vun där ganzer Period hei, dass jiddweree weess, firwat. An do ka sech, wéinst der Vergaangenheet, och keen aus der Verantwortung hei erausstelen. Well gewosst war, an och déi Zuelen, déi déi lescht Regierung op Bréssel weiderginn huet, déi beweisen dat, a si seet et souguer an hirem Text: Déi nächst Regierung muss do e groussen Effort maachen!

An déi viregt Regierung war souguer nach méi ambitiéis. Si huet gesot, 2016, spéitstens 2017 muss mer bei plus 0,5% am strukturelle Saldo vun den éffentleche Finanze sinn. Dës Regierung seet, well se, mengen ech, méi realistesch ass, si seet: Dat do probéiere mer ze errechen um Enn vun dës Period, Enn 2018.

A well dat doten esou laang gewosst ass, ka kee soen, e wéisst et net, a ka kee soen, e bräicht keng Virschléi hei ze maachen, wéi hie sech et virstellt, wéi dee Budget 2015 oder déi Budgeten duerno ausgesi sollen, fir effektiv dat Lach opgefëllt ze kréien, wat entsteet duerch deen dramateschen Abroch, dee wäert kommen ab dem nächste Joer a méi staark nach déi Joren drop, wat d'Einnahme vun der TVA beim E-Commerce ugeet.

An da geet et net duer, ze soen: net esou, net haut, ze vill, ze mann! Da muss ee soen, wat een alternativ proposéiert, fir dat doten Zil ze errechen. Well iwwert d'Zil si mer eis alleguerten eens. Da muss jiddweree säi Wee hei deklinéieren an da sollen déi beschten Iddie sech duerchsetzen.

An da soll och, dat soen ech un d'Regierungs-köalitioun, kee sech verschléissen, wa gutt Iddien - dat kann emol virkommen! - vun anere kommen, fir déi och matzehuelen, opzehuelen an ze integréieren an e gemeinsame Konzept, wéi mer dat dote schélleren an deenen nächste Joren. Dat ass déi Diskussioun, déi mer haut sécherlech net kréien, do maachen ech mer keng Illusiounen, mä déi wäerte mer muss kréien.

Et sinn och emol Zäite ginn, wou d'Oppositionsparteien alternativ Budgeten ausgeschafft hunn. Alles dat ass et ginn. Dat ass vläicht eng Pist, déi kann dann och an Zukunft vun aneren exploitéiert ginn. Mä ech mengen, et ass op deem dote Punkt, wou mer déi demokratesch Konfrontatioun, am gudde Sënn vum Wuert, brauchen an deenen nächste Méint, fir fir dëst Land de beschte Wee ze fannen, wéi mer déi doten Erausforderunge packen.

Mir wëssen alleguerten, et ass de Fait, dass dës Regierung kann en Initialbudget - oder eppes Ähnlech, mir sinn zwar elo schon am Abréll ukomm - presentéieren 2014, dee vu vieren eigentlech total konform ass zu den europäesche Regelen, wou mer d'Ennzil eigentlech, dat mëttelfristeg Ennzil schonn erreecht hunn, mindestens 0,5% am Positive leien, wat den éffentleche Budget ugeet - da soll ee sech doriwwer freeën! Ech weess, dass dat ëmmer eng Ausso war vu fréiere Finanzministere, déi ëmmer gesot hunn, dass se et net kéinte verstoen, dass eigentlech, wann een esou Zuele géif presentéieren, dann erëmgemäkelt géif ginn un eenzelne Punkten an deem Budget.

Fir d'Éischt, mengen ech, solle mer alleguerten zefridde sinn, dass dat dote méiglech ass. Dat ass e Resultat, wat sech zum Deel ergëtt duerch déi besser wirtschaftlech Entwécklung, och déi besser, kuerzfristeg zumindest, Prognosen, wat déi wirtschaftlech Entwécklung, och hei zu Lëtzebuerg, ugeet, mat hire Répercussiounen natierlech och besonnesch op der Säit vun den Einnahme beim Stat. Mä dat ass awer och d'Resultat vu sukzessive politesche Weichstellungen, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn a wou dës Regierung mat deem Budget eng zousätzlech Weichstellung an déi dote Richtung mécht.

Remarquabel bleift et - remarquabel bleift et! -, dass mer hei e Budgetsprojert virleien hunn, deen nëmme eng Ausgabesteigerung virgesäit vun 3,5%, bei Einnahmen, déi iwwer 5% an d'Luucht ginn. An effektiv ass dat déi éischte Kéier, wou esou e Budget ka presentéiert ginn. Dat och, obwuel se vu ville Säite gedrängt ginn ass, och vun der Opposition gedrängt ginn ass, fir wa méiglech nach nei Dépensen anzuschreiwen. Et gétt jo da gesot: Ma Dir hutt dat jo versprach! Firwat maacht Der dat dann net? Dës Regierung huet deem Drock standgehalen. Wat an der Vergaangenheet vläicht net ëmmer esou de Fall war bei aneren Dossieren.

Si huet deem Drock hei standgehalen a si huet gesot: Neen, mir maachen dat doten net. Mir konzentréieren eis scho bei deem éischte Budget net drop, fir mordicus elo nei Initiativen ze

lancéieren, mä fir emol d'Viraussetzungen ze schafen, dass déi richteg Décisiounen an deenen nächste Jore geholl ginn. Mir konzentréieren eis drop, fir wierklech déi Konsolidéierung vum Budget ze maachen an domadder - dorëms geet et eigentlech - méiglechst mann mussen zousätzlech léinen ze goen - et wäert nach weider mussen geléint ginn déi nächst Joren -, mä eben dat manner ze maachen, wéi dat de Fall gewiescht wär, wann näischt geschitt wär. A mir konzentréieren eis dorop, op deen dote Punkt.

Et ass och deen éischte Budget vun de leschte Perioden, wou dës Kéier keng Steiererhéijung virgesinn ass. Et muss ee jo soen, dass et sech effektiv an deene leschte Joren, besonnesch wat dee strukturelle Volet vun de Spuermoosnamen ugeet, bal ausschliesslech um Niveau vun den Einnahme beweegt huet, wann een ofgesäit vun enger Rei vun Investitiionsprojeten, déi definitiv fale gelooss goufen.

Mä och do wëll ech awer soen, wann een dat elo haut kritiséiert, wat dës Regierung mécht, ech wëll net esou grausam sinn, dann awer zréckkucken ze goen. An do hu mer eng ganz flott Note nach kritt, ech hat se gefrot, vun der Finanzinspektioun iwwert d'Aschätzung vum leschte Spuerpak vun der viregter Regierung - e grouse Spuerpak; et ass dee gréisste Spuerpak, deen iwwerhaupt gemaach ginn ass.

Herno - wann een dat elo kuckt, de Bilan zitt vun deem Spuerpak vun 2013 - stellt ee fest, dass bäi Wäitem de Gros vum Spuere gemaach ginn ass op den Investisements. An do mécht net de Gros d'Sträiche vu Projeten aus, mä de Gros vun deem maachen d'Reporte vu Projeten aus. Dat, wat och an dës Regierung geschitt ass. Also ass dat, wat elo haut kritiséiert ginn ass, eigentlech och net fundamental verschidde vun deem, wat an deene leschte Jore gemaach ginn ass.

Méi krass ass et eigentlech nach, wann een elo déi Kritik lancéiert vu spueren an de Fonctionnementskäschten. Wou kënn dat eigentlech hier? Ech muss soen, dass hei d'Regierung - an dofir huet et esou wéi gedoen, an dofir kommen d'Reaktiounen natierlech och - et net gemaach huet wéi déi viregt Regierung bei deem leschte Spuerpak. Beim éischte Spuerpak hat se et och anescht gemaach, do ass d'Spueren effektiv gerechent ginn op de gestëmte Budget vum Joer virdrun.

Mä am leschte Spuerpak, do huet de Finanzminister eng Rechnung virgeluecht, wou en dovunner ausgeet, dass déi Fonctionnementskäschten ëm 6% géifen an d'Luucht goen. An en huet et fäerdegbruecht schlussendlech, eng Méiausgab vun 20 Milliounen als eng Ekonomie vun 35 Milliounen duerstellen. Also, der Konscht vun de Budgetministere si praktesch an deem Land, gesinn ech, keng Grenze gesat, wann ee kuckt, wat an der Vergaangenheet geschitt ass. Dofir sollt een, mengen ech, e bësse méi indulgent si vu gewëssene Säiten, wat elo d'Beuerteelung vun der Aarbecht vun dës Regierung ugeet.

Op jidde Fall, déi nei Koalitioun beweist, dass och si kann e Budget opstellen, dass och si kann eng verantwortlech Budgetpolitik maachen. An dofir ass och, mengen ech, d'Zefriddenheet, dass dat, och wat de Statsdefizit ugeet, wat nach ëmmer de wonne Punkt bleift an eisem ganze System, dass dat, och wat de Statsdefizit ugeet, dës Kéier dee Budget ass, deen dee geréngste Statsdefizit opweist par rapport zu all deenen, déi an deene leschte Jore presentéiert gi sinn.

A wann een d'Entwécklung kuckt an der Inflation: Wahrscheinlech gétt déi Indexbranche net den 1. Oktober ausbezuelt, mä wahrscheinlech zwee Méint, vläicht souguer dräi Méint méi spéit. Wann een dat eleng berücksichtegt, da wäert et sech wahrscheinlech och, wat de Gesamtequiliber vum Budget ugeet, éischter nach an der Exekutioun - wann déi néideg Disziplin do ass, an dorunner zweifelen ech net - zum Gudden hi verbesseren, wéi dass sech d'Bild wäert am Laf vum Joer - ausser et brécht eppes vu bausen eran, wat mer net wëssen - verschlechteren.

Ech fannen, wat och wichteg ass, ass déi Transparenz, wat d'Opstellung vun den Eckdate vum Budget ugeet. Dat ass eppes, wat eis zum Deel vun Europa imposéiert gétt, wou mer scho laang driwwer diskutéiert hunn, wou mer laang, jorelaang hei Diskussiounen, och an de Finanzkommissiounen, haten: Brénge mer et dann net fäerdeg, all déi Leit, déi d'Donnéeën hunn, wat déi wirtschaftlech an d'Finanzentwécklung ugeet, beieneenzebréngen, fir dass se gemeinsam kënnen Prognose maachen! Wéi vill Joren hu mer doriwwer diskutéiert!

Et ass zum Schluss vun der leschter Period dann en informelle Comité de prévision an d'Liewe geruff ginn, deenen, eng Zäitchen zumindest, nach am stillen Kämmerlein geschafft huet. An elo, voll Transparenz: d'Publikatioun vun deenen Eckdaten, déi déngen, fir dee ganze Budget eigentlech opzustellen.

Och do hunn ech e bësse meng Bedenken, wann ech den Här Wiseler héieren vu virdrun, wou en dann all déi Prognosen eigentlech soft kritiséiert huet, als rächlech optimistesche Duerstellung huet - ech deele souguer seng Aschtzung! -, mä ëmmer mat deem Ennertoun, wéi wann d'Regierung eppes domadder ze dinn hätt! Dat gefält mer net.

Well den Här Wiseler weess, wann dat do sollt seng béis Absicht gewiescht sinn, dass deem net esou ass! Den Här Wiseler weess, dass dat hei e Gremium ass, zesummegesat aus héije Statsbeamten, déi vu sech aus déi dote Prognose gemaach hunn, déi ënner sech dat diskutéiert hunn a se esou der Regierung an der Chamber och virgeluecht hunn.

D'Regierung, mengen ech, däerf keen Afloss huelen - däerf keen Afloss huelen! - op déi dote Chifferen. An dat gëtt elo formaliséiert duerch dat neit Gesetz, duerch déi nei europäesche Bestëmmungen, déi mer wäerten ëmsetzen a wou jo och d'Regierung virgesinn huet, aus deem Comité de prévision eng offiziell Institution ze maachen, déi dann deementsprechend fonctionnéiert.

Also fir dat nach eng Kéier just kloerzestellen...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Neen, ech wollt just soen, datt ech keng béis Absichten hat, datt ech déi Zifferen just benotzt hunn, fir d'Konsequenzen ze bewisen, déi am Fond déi budgetär Perspektiven hunn op d'Evolution vun eisem Land. Dofir sinn déi Chifferen d'ailleurs do. An ech hu se dofir gebraucht. Ouni béis Absicht, wëll ech lech just soen. Heiansdo hunn ech der, mä ënnerstellt mer se net, wann ech se net hunn!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Aha, elo wësse mer, dass Der heiansdo béis Absichten hutt!

(Hilarité)

Dat ass gutt fir de Protokoll hei vun der Chamber.

D'viregt Regierung huet et net anescht gemaach. D'viregt Regierung huet allerdéngs, wéi nach dat do net formaliséiert war, heiansdo aner Eckdaten zréckbehale wéi déi, déi de Statec sengerzäit proposéiert huet. Dat ass emol an der Vergaangenheet esou gaangen. Dat konnt emol eng Kéier an déi eng Richtung goen oder an déi aner Richtung goen. Ech mengen, et ass scho gutt awer, dass een eng neutral Instanz huet, déi onofhängeg ass an déi doten Date liwwert. Mä dat wëllt awer net heeschen, dass déi Date richtig sinn!

Doriwwer muss mir eis eens sinn, an ech mengen, méi nach eigentlech d'effentlech Meinung muss sech eens sinn, dass dat ëmmer nëmmen eng Momentopnam ass mat deem Wëssen, wat een haut huet. An dat Wëssen, dat entwéckelt sech natierlech an deenen nächste Méint, an dofir muss jo och ëmmer Upassung gemaach ginn. An dofir akzeptéiert jo och Bréissel parfaitement, dass all Joers a souguer am Laf vum Joer nei Daten eigentlech geliwert ginn an doropshin dann och eng Upassung gemaach gëtt vun der Finanzpolitik a vun de Prognosen, wat d'Entwécklung an deenen nächste Joren ueget.

Et bleift positiv, dass een elo haut kann dovunner ausgoen, dass mer wäerten e Wirtschaftswuesstum kréie vun 3%, souguer iwwer 3% an deenen nächste Joren. Wat och wichtig ass, dat hänkt domadder zesummen - et kann een ëmmer dat negativ gesinn, dass den Emploi an d'Luucht geet an d'Repercussionen op d'Landesplanung a wat och ëmmer -, mä positiv, nieft der Speisung vu gewësse Sozialkeesen, ass natierlech, dass mer domadder awer och wëssen, dat ass eng Donnée, déi konstant ass zu Lëtzebuerg: Wa mir e Wirtschaftswuesstum vun 3% a méi hunn, geet d'Aarbechtslosegkeet zréck.

An ewell geet och de Comité de prévision dovunner aus, dass, wann déi Entwécklung esou kennt, wéi gesot ginn ass, dann d'nächst Joer eng Stabiliséierung op héijem Niveau - ganz kloer - vun der Aarbechtslosegkeet wäert kommen, an duerno misst dann d'Aarbechtslosegkeet erstmalig zënter laangen, laange Joren hei zu Lëtzebuerg erëm eng Kéier zréckgoen.

D'Fro ass - an déi ass kontrovers diskutéiert, och, wa mer eis ëmmer selwer anhämmeren, mir hu strukturell Problemer -, dat do ass mat dem konjunkturellen Ëmfeld net alles ze erklä-

ren a mir hu strukturell en Defizit an eisem Budget, och bei héije Wuesstumsraten! Dat gëtt contestéiert. Et brauch een nëmmen d'Avisen ze liesen, engersäits d'Patronatsavisen, déi vläicht weiderhin d'Tendenz hunn, alles ze dramatiséieren, an mir hunn d'Salariatschamberen, ob dat elo d'Chambre des Salariés ass oder ob dat d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass, déi déi doten Thees eigentlech net deelen, woubäi d'Chambre des Fonctionnaires eigentlech nach bal méi wäit geet a souguer mengt, mir hätte praktesch an deenen nächste puer Joren net mat gréisseren Abousen an den TVA-Einnahmen ze rechnen, wat no Meenung vu ganz villen Experten eng farfelu Thees ass, déi amgang ass do opgestallt ze ginn.

An ech fäerte ganz, dass mer, wa mer déi reell Zuelen elo d'nächst Joer kréien, dann och wäerten d'Bestätigung vun där gängeger Thees kréien an net vun där minoritärer Thees, déi am Avis och vun der Chambre des Fonctionnaires zu deem Projet hei festgehale ginn ass.

Et muss ee sech bewusst sinn, dass déi optimistesche Zuelen optimistesche si par rapport zu deem, wat mer kann hunn déi lescht Joren. Mä et kéint een och soen, an déi Thees gëtt et, dass se pessimistesche si par rapport zu deem, wat eigentlech an den 80er an an den 90er Joren d'Wuesstumsraten hei zu Lëtzebuerg waren, déi, dat muss een awer soen, gezu si gi praktesch ausschliesslech vun engem Wirtschaftssektor: dem Finanzsektor, dee gequollen ass an deenen dote Joren.

Eng total Boom-Situatioun eigentlech, vun där mer genau wëssen, dass den Ausbau vun deem dote Secteur sécherlech tempi passati sinn, dass sécherlech nach Deeler vun deem Secteur wäerte wëssen, wäerte muss wëssen, an déi erkläre jo och déi relativ positiv Prognose fir d'Zukunft, mä dass aner Deeler awer wäerte stagnéieren a wahrscheinlech souguer réckleegef sinn an deenen nächste Joren.

Dofir ass eis Fraktioun der Meenung, opgrond vun deenen Donnéeën, déi mer haut virleien hunn, dass een net méi kann dovunner ausgoe sécherlech, dass mer an eng Situatioun wäerte kommen, dass mer esou en héije Wuesstum wäerten hunn an deenen nächste Joren, dass mer zum Beispill géifen dräimol méi staark wuesse wéi Däitschland, Däitschland, dat ugesinn gëtt als Lokomotiv vun den europäesche Staten. Well dat misst dee Wuesstum sinn, dee mer bräichten, fir dass praktesch automatesch eis Budgetproblemer sech géife léisen. Et ass héchst onwahrscheinlech, dass mer dozou kommen.

Et ass och héchst onwahrscheinlech, dass mer an deenen nächste puer Joren erëm zu Aarbechtslosenzuele kommen, wéi mer se emol ufanks den 2000er Joren nach kann hunn, fir net wäit mussen zréckzegoen. Dat géif praktesch méi wéi eng Halbierung vun den Zuele vun den Aarbechtslosen hei zu Lëtzebuerg bedeuten. Soudass ee scho muss dovunner ausgoen - et wär alles méi einfach, wann et anescht wär! -, dass sech beschtefalls déi Prognose wäerte bewahrheiten, déi elo der Regierung gedéngt hunn, opgrond vun den Donnéeën vum Comité de prévision, fir déi heite Prognosen ze maachen. An doraus ergëtt sech weiderhin en décke budgetäre Problem fir déi nächste Joren, bei deem ee kann diskutéieren, wéi héich deen ass, mä dass en existéiert, ech mengen, iwwert déi Fro däreft hei eigentlech net méi diskutéiert ginn.

Ech deelen d'Usicht vun deenen, déi soen, dass eigentlech dëst bessert wirtschaftlecht Ëmfeld a wahrscheinlech also eng gewëssen Décrispation awer och um Niveau vun der Aarbechtslosegkeet, dass dat eigentlech de géee-gente Moment ass - vläicht en historisches Moment ass! -, fir eng Rei vu Strukturereformen ze maachen.

Dobäi geet et net drëm, fir alles vun haut op muer ze zerschloen, wat iwwer Jorzéngte gewuess ass hei zu Lëtzebuerg, mä et geet drëm, hei mat klore Prioritéiten de Reformhiewel do unzusetzen, wou munches net esou funktionnéiert, wéi et soll, fir méi Effizienz ze kréien a fir zum Deel och eng Réorientierung vun einzelnen Dépense vun der effentlecher Hand ze kréien. Dat heescht fir munch Kreditter, dass se wäerten erofgoen, dat heescht awer och, dass aner Kreditter wäerte mussen eropgoen an deenen nächste Joren, well mer jo wëllen awer d'Zukunft vun deem Land preparéieren an net einfach eng administrativ Gestiou vu Lëtzebuerg maachen.

Dofir brauche mer och eng nei Budgetsprozedur. Et ass gesot ginn. An ech sinn der Meenung, dass do d'Chamber emol bei sech sollt ufänken a sech vill méi staark an déi bestehend Budgetsprozedur abréngen.

Wéi vill Joren diskutéiere mer iwwert d'Ännerung vun eisem Chambersreglement, dass mer dat géifen upassen un de Semestre européen?

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Wisou ass näischt geschitt? Abee, ech huelen hei en Engagement: Ech setze mech gär mat de Kolleegen zesummen, mir wäerten an deenen nächste Wochen, dans l'état actuel vun der Législatioun, zumindest probéieren, eis aktuell Budgetsprozedur, déi deelweis lettre morte bliwwen ass, unzepassen un den Échéancier, wéi en elo opgrond vum europäesche Kalenner sech ergëtt.

An dozou gehéiert och - ech weess, dass dat des Kéier opgrond vu Kalennerfroe ganz schwieer war, ech weess och, dass d'Regierungen ni ganz frou doriwwer sinn, mä et muss awer gemaach ginn, an d'CSV ass jo dann elo éischer op der Säit vum Parlament wéi op der Regierungssäit -, dass natierlech menger Usicht no et wichtig ass, dat ass d'Meenung och vu menger Fraktioun, dass, wann iwwert de Pacte de stabilité et de croissance diskutéiert gëtt, wa mer déi Donnéeën op Bréissel schécken, dass dann eng Informatioun vun der Finanzkommission net duergeet, mä dass eigentlech muss eng effentlech Diskussioun och am Parlament gefouert ginn.

Mir wëssen, wéi d'Kaleneren dëst Joer waren, dat war ganz schwéier ze maachen, mä an Zukunft muss dat anescht goen. An dat sollte mer och an déi nei Budgetsprozedur vun eiser Chamber mat aschreien, fir dat och kloerzemaachen, datt, wéi an all anerer wichtiger Etapp vum europäesche Prozess selbstverständlech och d'nationaal Parlament - sief et iwwert d'Finanzkommission, sief et, wann et wichtig Froe sinn, iwwer eng effentlech Debatt hei an der Chamber - muss kënnen Afloss huelen op déi doten Décisionen, déi geholl ginn.

D'Steierreform ass net fir muer. Och déi muss preparéiert ginn. Mä et ass evident an den Ae vun der LSAP-Fraktioun, dass en déi Efforte fir d'Konsolidéieren net ka lassgeléist gesi vun enger allgemenger Steierreform, déi néideg ass, well munches an deene leschten 20 Joer awer aus dem Rudder gelaf ass an einfach de Moment komm ass, fir eng Bestandsopnam ze maachen an e Réajustement vun eisem Steiersystem virzehuelen an all senge Komponenten. Am Sënn selbstverständlech vu méi sozialer Gerechtegkeet, am Sënn och vun engem Équilibre, wat d'Besteuerung vun dem Revenu, dem Kapital, dem Besët op där anerer Säit ueget - alles dat muss, mengen ech, frësch gekuckt ginn!

Et ass och geschwat gi vun der Scholdefro. Dat hänkt natierlech direkt zesummen, well déi Efforten, déi mer bei der Budgetskonsolidéierung maachen, jo eigentlech awer och als eng vun den Haptursachen hunn, dass mer wëlle verhënnern, dass mer an eng Spiral vun ëmmer erëm neier Verschëldung erakommen, aus där mer ni méi wäerten als Land erauskommen.

Et ass keen Drama, wann een héich Investissemter huet an et wëllt een déi deelweis iwwer Emprunte finanzéieren. Mä et gëtt en Drama, an do ware mer no drun, wéi de Budget 2013 opgestallt ginn ass, an dofir d'Reaktioun och sengerzäit vun deenen zwou Regierungsfraktiounen, mir waren no drun, dass mer hätte misse praktesch esou vill Suen ophuelen, wéi déi deemoleg Regierung virgesinn hat, fir direkt an indirekt Investissemter ze maachen. Dat wollt mer sengerzäit net akzeptéieren, an ech mengen, och des Koalitioun wäert esou eppes net akzeptéieren.

Dofir ass et, mengen ech, immens wichtig, do virzegoen, well mer och als klengt Land maner Spillraum hu wéi grouss Länner. Grouss Länner: Kuckt Frankräich, dat huet eng relativ héich Verschëldung, huet awer kee Problem, sech zu deeneselwechte Konditiounen wéi mir eigentlech um internationale Finanzmaart réckzeweiserechen.

Klengt Länner si vill méi vulnerabel, wa se eng Kéier do vum Wee vun der Dugend ofwäichen, dofir deele mer dat Zil, fir ze soen: Mir muss kloer ënnert där Marke vun den 30% - wat eng politesch Marke ass, méi net -, 30% vum PIB Gesamtverschëldung vum effentleche Secteur bliwwen.

Et ass geschwat gi vun deene 16 Milliarde Schold Ënn 2016, woubäi een also och do awer muss éierlechkeetshalber soen, dass do awer nach ëmmer déi zwou Milliarde Schold derbäi sinn, déi de Lëtzebuerg Stat gemaach huet, fir déi Rettungsaktioun bei der Banque Générale kënnen ze finanzéieren. Wann d'Regierung eng Kéier mengt, de Moment wär komm, fir do den Aktiepak erëm ze verkaufen, da sinn natierlech och d'Suen do, fir déi dote Schold erëm eng Kéier zréckzebezuelen. Dat mécht awer ëmmerhi 4,5% vum PIB aus, soudass een awer déi Lektür also och do vun der Scholde-situatioun ëmmer mat där doter Nuance, mengen ech, muss weider gesinn.

Ech hunn et gesot: D'Debatt ass net eriwuer. Wat, mengen ech, awer wichtig ass, dat ass,

dass och iwwert de Finanzminister - an dat ergëtt sech eigentlech aus den Zuelen, denken ech och - dat, wat d'Regierung wäert elo iwwert de Weekend op Bréissel weiderginn, wat déi 15. Aktualiséierung da vum Stabilitéitspakt ueget, ass aus Siicht vun haut dat, wat ze stemmen ass, dat ass ronn eng Milliard Euro, wann ee festhält un deem mëttelfristegen Zil, fir eis Objektiv Enn 2018 ze errechen, wat den effentleche Budget a säin Iwwerschoss ueget.

Dat ass ze maachen, mä eng Milliard strukturell gëtt net einfach! All déi, déi bei viregte Spuerpäck derbäi waren - an an déi Freed kommen da vill anerer nach des Kéier mat derbäi -, wäerte gesinn, dass dat awer méi einfach gesot wéi gemaach ass, fir dat och richtig ze maachen, richtig déi Mëschung ze maachen och an deem Konsolidéierungseffort téschent op där enger Säit der Einnahmesäit an op där anerer Säit der Ausgabesäit.

Mir hunn eis ëmmer als LSAP ausgeschwat fir en „policy mix“. Mir muss souwuel eppes maachen op der Säit vu méi Einnahmen, fir stänneg Einnahmen ze garantéieren, op där anerer Säit natierlech awer och strukturell Ausgabekierzungen an -aschränkunge virhuelen.

Dat gëtt déi spannend Diskussioun, déi mer wäerte kréien, besonnesch fir de Budget 2015, well ech der Meenung sinn, dass do eigentlech muss de gréissten Effort gemaach ginn. Mä awer och, leider och déi Joren hannendru wäerten Diskussiounen mussen kommen, well ech denken net, dass mer e Pak vun enger Milliard strukturell an engem Joer ronnkréien. Et sief effektiv, d'Foire vun de gudden Iddie géif hei an der Chamber ugoen, mä ech bezweifelen dat e bëssen. An dofir mengen ech, dass een also hei dat muss an Etapp maachen, eng gréisser Etapp 2015 an Etappen hannendru.

Eng Virdecisioun ass geholl. Dat ass d'Erhéijung vun der TVA. Domadder si ronn 30% vun deem ganzen Effort gemaach. Mä wéi gesot, et muss een ofwaarden, d'Regierung huet viru Méint nach geschwat vun engem Effort vun 1,5 Milliarden, dee misst gemaach ginn, well do d'Prognosen eigentlech méi schlecht waren. Also, och déi eng Milliard do ass natierlech ëmmer erëm ze ajustéieren un déi lescht Entwécklung, déi ee vor Ort kann notéieren. Mä dat ass, mengen ech, eng grouss Erausforderung, déi sech do fir eis stellt, well dat jo och ëmmer erëm muss verbonne ginn awer och mat neie Politiken.

Mir kënnen net an enger renger Spuer - a Konsolidéierungslogik eigentlech un déi dote Froen erugeen, mä mussen et verbannen natierlech mat enger ganzer Rëtsch vun neie Politiken, déi och an der Regierungserklärung hiren Agang fonnt hunn, wou mer an eenzelne Beräicher och effektiv eis mussen Fräiraum schafen, fir méi auszeginn an deenen nächste Joren, soudass also deen Effort do ganz, ganz schwéier gëtt a virun allem awer och sech muss ausrichten no enger ganzer Rëtsch vu Prioritéiten.

Fir eis ass et ganz kloer, dass dee ganze Beräich Schoul, Ausbildung, Héichschoul Prioritéit huet. D'Kannerbetreierung ass immens wichtig, Wunnengsbau - besonnesch soziale Wunnengsbau och -, den effentlechen Transport mam Tram, de Gesondheits- an de Fleegeberäich, déi een net däerf vergiessen, well mer jo och der Meenung sinn, dass mer u sech allegueren näischt ze wannen hunn, wa mer en ausgemergelten, schankege Stat an Zukunft hätten, dee bei näischt méi kéint intervenéieren.

Wat ware mer frou, dass mer u sech e gewësse Speck haten, wéi d'Kris komm ass 2008 an 2009! Dat huet eis awer iwwer eng ganz Rei vu schwieere Momenter ewechgeholl. Wa mer eis vëlleg ausdoen, da kënnen mer dat net méi, da kënnen mer net méi reagieren!

An engem klengt Land huet de Stat awer eng wichtige Aufgabe, fir reguléierend a lenkend anzegräifen. Mir brauchen och a Zukunft e Stat, dee schützt, och hei zu Lëtzebuerg. A wann de Rapporteur mat Richtegkeet vun enger ganzer Rëtsch vu groussen Défie geschwat huet, wëll ech een zousätzlechen, en eeleften dann - och wann ech mech dann aus der biblescher Geschicht erausbewegen: Dat ass dee vum sozialen Zesummenhalt!

A sozialen Zesummenhalt, dat beschränkt sech net op d'Bekämpfe vun der Aarbechtslosegkeet a beschränkt sech net op d'Fro vum Ukuerbele vum Sozialdialog, dee mer ouni Zweifel brauchen, mä et ass awer och, dass mer an där Zäit elo vun engem, hoffe mer, wirtschaflechen Opschwung awer d'Schéier téschent Aarm a Räich net méi grouss gi loossen an deem Land, dass mer deen Zesummenhalt do behalen, dass mer den Aarmutrisiko net akzeptéieren. Dass all Sechsten hei zu Lëtzebuerg engem Aarmutrisiko ausgesetzt ass, dat kann een eigentlech net roueg loossen als Politiker! Dofir brauche mer also och Margen, fir do kënnen ze intervenéieren. An an där ganzer Fro vun Ëmverdeelung a Réorientierung vun den



Ausgabe muss dat doten och mat eragefouert ginn. Dat ass zumindest d'Meenung vun der LSAP-Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dës Regierung wäert och, mengen ech, a fënnef Joer net gemooss ginn un der Zomm vun den Aspierungen a vun de Kreditkierzungen, déi se gemaach huet. Si wäert un de Resultater um Terrain gemooss ginn. Si wäert doru gemooss ginn, ob effektiv d'Aarbechtslosegkeet zréckgaangen ass, ob se en Einfeld geschafen, matgehollt huet ze schafen, fir dass och Privatinvestissemter gemaach gi sinn, dass erëm nei, dezent Aarbechtsplaze geschafe gi sinn, dass se gehollt huet och, déi Aarbechtsplaze vläicht méi op d'Residenten auserichten, also och op déi Demande, déi mer hei un Aarbechtsmaart hunn.

Si wäert doru gemooss ginn - dat gëtt vläicht dat Schwéierst och, dofir hunn ech ëmmer déi Lat net ze héich gehalen -, ob se um Wunnengsmaart zumindest eng Stabiliséierung vun de Präisser ronnbreucht huet. Well do si mer eis jo awer eens: Ze mengen, dass mer an zwee, dräi Joer duerch ech weess net war fir eng... - mir wësse jo, wat d'Bauzäite sinn, mir wëssen, wat d'Planungszäite sinn! -, ze mengen, dass mer dann de Problem vun haut op muer geléist hätten, an enger ganz kuerzer Zäit! Neen! Mä mir kënnen awer hëllefen, wa mer all déi gutt Iddie beieneefieren, zumindest eng Brems ze kréien, zumindest awer eng Stabiliséierung op héijem Niveau vun deem Ganzen ze kréien, fir dann an enger zweeter Phas, wann all déi Moosnamen do dann och gräifen, eng Reduzéierung erëm eng Kéier vun där ganzer Präisexplosioun am Beräich vun de Wunnengen ze kréien.

E puer Wuert wëll ech och soen, well dat awer och an enger Optik, an enger europäescher Optik dozou gehéiert, mir diskutieren a stëmmen iwwert de Statsbudget of, awer e puer Wuert och iwwert de Gemengesector, e puer Wuert och iwwert d'Sécurité sociale, well dat eigentlech awer eng Diskussioun ass, déi mer och, mengen ech, gemeinsam musse féieren, och wann dat vläicht net esou üblech ass bei eis an der Chamber. Dat sinn awer dräi..., zwee Drëttel Volet vun där ganzer Fro, och wann de Statsbudget den décke Batz vun deem ausmécht.

D'Gemengefinanzen, dat gesäit een och hei, stelle momentan kee gréisser Problem duer, wat d'effentlech Finanzen an den Équiliber vun den effentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg ugeet. Déi sinn zënter jore plus ou moins am Équiliber. E klenge Plus 0,1 - 0,2. Bon, dat gëllt natierlech fir de gesamte Gemengesector. Dat gëllt natierlech net fir d'Gemengen eenzel gekuckt.

Dofir begrëisse mir ausdrécklech de Wëlle vun dëser Regierung, dat do zu engem gudden Enn ze féieren, wat laang geplangt ginn ass, iwwer laang Joren, mä leider net konnt ofgeschloss ginn. D'Gemengefinanzen, do fuere mer an zwou Etappen: eng provisoiresch Léisung, fir déi gréisst Ongereimtheeten an der Opdeelung téschent de Gemengen auszemerze scho fir 2015, an duerno eng gréisser Gemengefinanzreform, wou eenzel Modeller virleien, déi op jidde Fall eng ganz valabel...

(Interruption)

Mir diskutieren allerdéngs schonn zéng Joer driwwer.

Et ass eng ganz valabel Viraarbecht do gelescht ginn. Mir wëssen awer och, dass dat doten net ouni Kontroverse geet, soss wär et scho gemaach. A mir wëssen och, dass dat och zu internen Diskussiounen am Gemengesector féiert. Nach si mer der Meenung,...

(Interruptions diverses)

...dass dat dote muss a wäert kommen.

En neit Instrument besteet zënter Kuerzem, dëst Joer gëtt et fir d'Éischt exercéiert. Dat ass déi pluriannuell Planung an de Gemengen, wou also och elo méi Donnéeën zesummegefouert ginn, wat d'Situatioun vun deenen eenzelne Gemengen ugeet an insgesamt vum Gemengesector, déi de Gemengen et erméiglechen, och fir sech selwer eng besser Planung ze maachen, an der Regierung, och e besseren Iwwerbléck iwwert d'Gesamtsituatioun ze kréien. Och dat, mengen ech, ass also en Instrument, wat sécherlech nützlich ass, fir eng Gestiou vun den effentleche Finanzen ze maachen.

Wat mer ausdrécklech begrëissen, dat soll och ausgedehnt ginn, dat ass de Wëlle vun dëser Regierung an do ass ee mat munchem op Granit gestouss an der vergaangener Period: Transparenz bei der Subventionéierung fir d'Gemengen. Ech weess, dass dat den Dada vun anere Leit hei an der Chamber war. Ech mengen, et soll een net fäerten, fir u sech all déi Subventionen, déi vun effentlecher Hand ausbezuelt ginn, effentlech ze maachen.

Nëmme wann een dat mécht, wann een duerch déi Katharsis do geet, kann ee menger Usicht no och dann eng vläicht méi geziilt Politik an deem dote Beräich maachen. Ech si sécher, dass et zu Réajustementen opgrond vun deenen doten Donnéeën wäert kommen a vläicht och nach zu där enger oder anerer Diskussioun, wat d'Vergaangenheet ugeet.

Volet Sécurité sociale: Do fällt op, wann een déi heiten Zuele kuckt, dass d'Sécurité sociale weider, a souguer nach an engem verstärkter Mooss iwwert déi nächst Joren, wann déi Prognose sech hei als richtig erweisen, wäert dozou bäidroen, dass d'effentlech Finanzen am Positive sinn. No deenen heiten Tableaux ass et esou, dass d'Leit vum Comité de prévision dovunner ausginn, dass 2014 an der Sécurité sociale nach en Iwwerschoss wäert si vu 638 Milliounen Euro. An des géif souguer bis 2018 progressiv liicht unuessen op 885 Milliounen Euro.

Dat wëllt net heeschen, dass mer, ganz laangfristeg gekuckt, kee Problem mat eiser Finanzéierung vun de Renten hunn. Dat heescht awer, dass a priori déi hei onrecht kréien, mat deenen heiten Zuelen, déi nach virun net allze laanger Zäit net midd gi sinn, hei an der Chamber ze soen, d'Regierung, déi viregt, wär vu farfeluen Hypotheesen ausgegangen, wéi si hir Berechnung gemaach huet, wat den Impakt vun der Rentereform ugeet.

Ech wëll drun erënnere, deemools ass d'Regierung dovunner ausgegangen, dass den Taux d'emploi géif ëm 1,5% am Schnëtt an d'Luucht goen. Den Här Wiseler huet d'Zuelen hei genannt. De Comité de prévision geet elo dovunner aus, dass en ëm 2,5% am Schnëtt wäert an deenen nächste Joren an d'Luucht goen. An dat erkläert natierlech och déi doten Entwécklung.

Et muss een allerdéngs och wëssen, dass wann ee méi Leit huet, déi cotiséieren, da gëllt och erëm fir d'Zukunft, dass méi Versprieche do si fir Renten. Dat heescht, mir verschuppen de Problem an der Zäit. En ass manner akut, wéi munch Leit gefaart haten, mä nach ass de Problem do. Et beweist awer och, dass déi Steuerreform, déi gemaach ginn ass an der viregter Regierung, dass dat e wichtege Schrëtt war, fir ze hëllefen eigentlech, déi dote Situatioun am Grëff ze halen.

D'Fleegeversécherung, do wësse mer, dass den Équiliber kuerzfristeg net méi wäert do sinn, dass muss gehandelt ginn. Den zoustännege Minister Romain Schneider huet jo och der Chamber matgedeelt, dass soll eng Consultationsdebatte nach virum Summer hei stattfanden.

nen, wou mer déi dote Fro wäerten diskutieren. A mir wëssen och, dass trotz allen Efforten, déi gemaach si ginn, den Équiliber, wat d'Krankeeseen ugeet oder wat d'Gesondheetskeess ugeet, dass dee ganz prekär ass, dass dat net wäert evident sinn, dee mëttelfristeg ze halen ouni zousätzlech Moosnamen.

Dat wäert also och sécherlech eng Diskussioun ginn, déi mer nach ze féiere kréien, a warscheinlech och am Kader vum Spidolsplang, wou mer och dee Spidolsplang als Instrument gesinn, fir awer och déi Käschtenentwécklung am Gesondheetsweise besser kënnen ze steieren, deen dozou soll benotzt ginn.

E leschte Punkt, deen ech wollt ervirhiewen, ass d'Fro vun der effentlecher Fonctioun. De Regierungssaccord ass kloer. All Partei kann natierlech hir Meenung behalen, déi se hat. Et ass legitim, dat ze äusseren. De Regierungsprogramm ass kloer. An dës Regierung huet en eigentlech nach eng Kéier bestätegt, well et ass jo eigentlech nach eng Kéier en zousätzlechen Accord elo an der Fonction publique getraff ginn. An als LSAP sti mer zu deem, wat ausgemaach ass.

Bon, ech mengen, et ass eng Fro vu Glafwürdegkeet vu politischem Handeln op där enger Säit. Op där anerer Säit mengen ech awer och, dass wann een dat méi laangfristeg kuckt, den Impakt op d'effentlech Finanzen vun deem Accord, deen an der Fonctioun publique getraff ginn ass, wat d'Erhéijung vum Punktwäert ugeet, verkraaftbar ass.

Et misst ee vläicht e bësse méi zréckkucken: Déi lescht Erhéijung vum Punktwäert war 2009, dat war ëm 1,5%. Elo kréie mer am Joer 2015 eng Erhéijung vun 2,2%. Dat mécht 3,7%. An d'Regierung seet ganz kloer - dat ass och eis Meenung -, dass sech um Punktwäert och näischt wäert ännere bis Enn vun dëser Period, bis 2018. Da si mer also 2009-2018 an enger Period vun zéng Joer, wou de Punktwäert wäert insgesamt ëm 3,7% an d'Luucht goen.

Kuckt emol no, wéi sech de Punktwäert entwéckelt huet an deene Jorzéngte virdrun. Et ass nach ni - nach ni! - zënter 50 Joer eng Period ginn, wou sech eigentlech esou mann op deem dote Feld gedoen huet. Et gi gutt Ursaachen, fir dass sech esou mann deet. Ech wëll sécherlech keng droptässelen, mä awer einfach, fir nëmme ze soen, dass een awer och ëmmer erëm muss kucken, wéi sech dat doten entwéckelt huet.

An ech denken, dass och an deene leschten zéng Joer awer och am Privatsektor net alles no enne gaangen ass, mä a munche Secteure sech och eppes an engem ähnleche Mooss no uewe beweegt huet. Ech mengen, dass schonn awer hei eng vernünfteg Politik vun der Regierung ageschloe gëtt.

E Wuert och nach zum Index. En Index, dee jo och matspillt bei der Opstellung vum Budget. Ech hunn et scho gesot: warscheinlech e puer Aspuernisser fir dëst Joer an deem Budget, well d'Indextranche héchstwahrscheinlech manner schnell wäert erfalen, wéi dat nach bei der Opstellung vum Budget gemengt ginn ass. An där doter Fro si mer frou, dass sech, wat d'Inflationsfront ugeet, d'Saache berouegt hunn. Dat gëtt och d'Méiglechkeet, a méi grousser Serenitéit eigentlech un déi Fro vun der Indexéierung vun de Gehälter an de Pensionen erunzegoen.

Mir stinn zu där Iddi an eise Wahlprogramm, am Koalitiounsprogramm, fir ze soen, gutt ass et, dass mindestens zwielef Méint leien téschent dem Ausbezuere vun zwou Indextranchen. Mä d'Fro stellt sech, an déi Fro huet sech d'Regierung gestallt, ob et néideg ass, ze léigféieren, also e Gesetz ze maachen, wann dat do eigentlech nëmme eng reng hypotheetesch Fro ass an all Prognosen drop hiweisen,

dass sech deen dote Fall net wäert stellen an deenen nächste Joren.

Et ass kloer, wann et eng aner Entwécklung gëtt, muss d'Politik a muss d'Regierung hei reagieren. Et muss ee just d'Fro stellen, ob een, wéi gesot, dee Wee vun enger legislativer Ännerung geet, wa vläicht och mat de Sozialpartner a Regierung zesummen en aneren Accord ka fonnt ginn.

Ech hunn et scho gesot, de Budgetminister huet d'Erausforderunge skizzéiert. En huet e Budget vun enger neier Generatioun an Ausischt gestallt, un deem zumindest an enger éischer Phas geschaff gëtt, soufern déi aktuell Texter dat méiglech maachen. Wann ee méi wëllt maachen, muss ee selbstverständlech un d'Kontabilitéitsgesetz goen.

Do wäert net alles méiglech sinn, wat wëschenswäert ass, schnell ze maachen. Mä wichteg ass et, wéi gesot, dass mer do awer konsequent deen dote Wee weiderginn. Dat léist net all eis Problemer. Esou einfach wäert et sécherlech net ginn. Mä et kann eis awer hëllefen, eenzel Problematike besser am An ze behalen an an de Grëff ze kréien, wéi dat an der Vergaangenheet mat deem traditionelle System de Fall war.

Wat dës Koalitioun sécherlech méi auszeecht wéi déi virdrun, ass d'Bereitschaft, munches a Fro ze stellen, wat war. An och an der Ried elo vum Här Wiseler hunn ech eigentlech déi al Reflexer virun allem erëm gespuert: dat Verteidegen, wat war, nëmme net un eppes eruegen, an alles, wat verännert, ass emol a priori schlecht.

An dat ass, mengen ech, déi fundamental aner Optik, déi déi Dräierkoalitioun hei huet, fir un déi Fro erunzegoen: net Angscht ze hunn, Saachen aus der Vergaangenheet a Fro ze stellen. Herno stellt sech warscheinlech eraus, dass munches ka weidergefouert ginn, mä awer op anere Punkte selbstverständlech muss nogebessert ginn. An déi Bereitschaft, mengen ech, muss do sinn. Wann een déi net huet, kann ee menger Ansicht no keng Strukturformen an deem Land maachen.

Déi Bereitschaft muss do sinn an der Politik. Si muss awer och bei de Bierger do sinn. An et ass dat, wat ech mer géif erhoffen: dass mer sollen zesummen, an net an där classescher, stupider Opdeelung Opposition a Koalitioun drun eruegen, well mer jo alleguete wëssen, dass mer all verléieren, wann dës Regierung échouéiert bei de Strukturformen! Ech wënschen dann all sukzessiv Regierung bonne Chance, iergend-eppes nach an deem Land zum Gudden ze verännere! Dat sollte mer bedenken, wa mer déi Diskussiounen féieren, an och haut a besonnesch an deenen nächste Méint.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Bodry.

3. Ordre du jour

Eis nächst Riednerin wär d'Madame Loschetter, mä vu dass et mat der Riedezäit ganz wäit a Richtung eng Auer géif goen, géif ech lech proposéieren, fir d'Sëtzung elo ze ënnerbriechen an direkt de Mëtten um zwou Auer mat der Madame Loschetter unzefänken.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

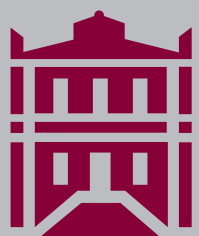
Da soen ech lech villmoos Merci. Rendez-vous um zwou Auer.

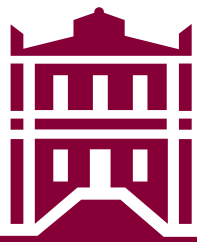
D'Sëtzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 11.46 heures)

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. le Président
- 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant
 - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
 - la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
 - la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
 - la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
 - la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
 - la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
 - la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
 - la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite)
 - Discussion générale (suite): Mme Viviane Loschetter (interventions de Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Claude Wiseler), M. Gast Gibéryen (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Alex Bodry), M. Justin Turpel (dépôt de quatre motions), M. Gilles Roth (interventions de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Henri Kox, M. Félix Braz, Ministre de la Justice), M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar (Mme Viviane Loschetter intervient), M. Marc Spautz (interventions de M. Frank Arndt, Mme Viviane Loschetter, M. Félix Braz, M. Alex Bodry et M. Eugène Berger)
 - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Claude Wiseler, M. Marc Spautz et M. Gast Gibéryen)
 - M. Gast Gibéryen et M. Justin Turpel (parole après ministre)
 - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Justin Turpel, M. Claude Wiseler, M. Pierre Gramegna
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
 - Vote sur la motion 2 (rejetée)
 - Motion 3: Mme Martine Hansen
 - Vote sur la motion 3 (rejetée)
 - Motion 4: M. Justin Turpel, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Eugène Berger
 - Vote sur la motion 4 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Félix Braz, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch et M. Claude Meisch, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.** - Eis Sëtzung ass op a mir géife virufuere mat eise Budgetdiskussiounen. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter vun déi gréng. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

2. 6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
- la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
- la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
- la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite)

Discussion générale (suite)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt erlaabt mer, der Gebärdesproochdolmetscherin Merci ze soen, dass se ons allegueren iwwersat huet. An dann den zweeten an drëtte Merci geet fir d'Éischt emol u mäi Kolleg, den Eugène Berger, net nëmme fir säi ganz flotte Rapport, mä och fir déi ganz flott Zesummenaarbecht, déi hien zum Deel geleet huet, mat alle Memberen aus der Kommissioun. Ech denken, mir hate gutt Diskussiounen an der Kommissioun. An den drëtte Merci geet un de Finanzminister fir seng explizit an, fannen ech, gutt erklärend Ried, déi en nottamment och gëschter nach eng Kéier gehalen huet.

Mir stinn an dësem Land, Här President, viru groussen Erausforderungen. Muncher dovun huet sech dës Regierung net fräiwëlleg eruedroen, mä si sinn éischter eng lerschaft. Eng lerschaft, déi mir awer elo als nei Majoritéit net kënnen ignoréieren, eng lerschaft, déi dës Majoritéit och zwéngt, méi séier wéi gewénscht ze reagéieren. An dofir muss mer parallell verschidde Moosnamen ergräifen, wat natierlech och net ëmmer glécklech ass. Wann ee verschidde Parameteren nämlech mateneen änneren, dann ass et ëmmer méi schwieereg herno, d'Konsequenzen dovunner anzuschätzen oder ze verfollegen.

Dofir versti mir och zu engem gewëssen Deel den doten Aspekt vun der Kritik, déi nottamment vun der Opposition de Moie komm ass, obwuel si dës aktuell Situatioun awer e bëssen iwwerspëtzt formuléiert huet.

Mä de Minister huet et gëschter zimlech gutt beschriwwen. Et gëtt fir 2015 en éischte Meilesteer fir den neie Budget gesat a gläichzäiteg gëtt a muss eng „pending review“ ugesot ginn.

(Interruption)

D'Regierung huet eng ganz Rei vu Moosnamen ugekënnegt. Dat ass wichteg an dat ass och richtig, fir à moyen an à long terme ze plangen.

Et ass och wichteg an et ass och...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden, der Riednerin opmierksam nozelauschteren, esou wéi mer dat de Moien alleguer och gemaach hunn. Merci.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Ech mengen, d'Madame Hetto-Gaasch reegt sech e bëssen op iwwert den engleschen Term „pending review“. Dat heescht...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Ech weess, wat et heescht!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - ...d'Dépenses nach eng Kéier...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Ech fannen...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - ... iwwerdenken.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Dat ass besser. Merci! Dat versteet jiddweneen...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Voilà!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - ...dobaussen. Merci.

(Interruption)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Sou, ech mengen, domadder wär d'Harmonie erëm hiergestallt. Also...

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Loosst lech net beiren.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Wat ech wollt soen, Här President, dat ass, dass och bei der Ukënnegung vun deene verschidde Moosnamen, déi dës Regierung gemaach huet déi lescht Méint, dass déi wichteg a richtig sinn, fir à moyen an à long terme ze plangen. Dat ass dat eent.

Dat anert ass, dass et och wichteg ass, dass d'Bierger an d'Biergerinne matgedeelt kréien, wat dës Regierung ennerhuele wëllt, jo, souguer ennerhuele muss. Dass awer net alles direkt bis an dee leeschten Detail direkt kann ugekënnegt ginn, ass jo awer zimlech kloer, ass och de Moie widderholl, och erkläert ginn. Mä nawell ass et éierlech, wichteg a richtig, d'Bierger an d'Biergerinnen elo schonn ze informéieren, wat dës Regierung an dësem Kontext déi nächst Jore wëllt ennerhuelen.

Haut stëmme mer iwwert de Budget 2014 of. Jo, dës Budget 2014 gëtt zu Recht, och onserer Meenung no, „Transitiounsbudget“ oder „Iwwergangsbudget“ genannt. Mä dës Budget huet och an onsen Aen net d'Préentioun, e grouse politeschen Akt duerstellen. An dat wär och zimlech onseri gewiescht, eppes iwwert de Knéi ze brierchen.

Parallell zu deem Budget sinn awer dräi zousätzlech Reformen amgaang virbereet ze ginn: éischters eng déif gräifend Reform vun der Methodologie, fir e Statsbudget iwwerhaupt opzestellen an ze verwalten. Jo, dat ass en Challenge, fir dat a knapp zéng Méint ze maachen. Jo, et ass an et war och dofir wichteg, fir

Kompetenze vu baussen erunzezéien. Mä et wäert och net aneschters méiglech sinn, wéi dass verschidden extern Partner, dorënner och mir an der Chamber, mat un dëser Reform wäerte bedeelegt ginn.

An neen, dës Land huet keng fënnef Joer Zäit, fir eng nei Methodologie anzeféieren. Et ass eng batter noutwendeg Aufgab a gouf do-wéinst och ëmmer an deene leschte Budgetdebatten ugeschwat, net nëmme vun der deemoleger Opposition, mä awer och vun der jëtzege Opposition an och vu verschidde vun hiren deemolege Budgetsrapporteuren. De Statsbudget soll méi transparent a verständlech ginn, jo, souguer méi éierlech opgestallt ginn an domadder besser der Realitéit entsprechen.

Zweetens, onst Land brauch onbedéngt - an och dat ass scho widderhuel gesot ginn - eng déif gräifend Steuerreform. Net nëmme eng Steuerreform, déi ekologesch a sozial méi gerecht ass, mä virun allem eng Steuerreform, déi sech de Gegebenheete vum 21. Jorhonnert upasst, nottamment den neie Familljestrutturen, awer och deenen neie Kapitalformen.

Dat eleng wär schonn e Programm fir eng ganz Legislaturperiod. Dofir ass et d'autant méi wichteg, dass sech dofir Zäit geholl gëtt, fir dës Reform ze preparéieren, an dass sech Zäit geholl gëtt, all Acteur matanzebannen, inklusiv d'Sozialpartner. Zweek Joer si kuerz, mä et ass net onméiglech.

Zu der Steuerreform gehéiert onserer Meenung no och, dass se nottamment eng Rei vu Sozialleeschtunge mat integréiert. Dass e Modell, wéi mer en nottamment och an de skandinavische Länner kennen. Et ass en anere Modell fir eng gerecht Ëmverdeelung an e schléisst per se och de bekannte Géisskanepinzip aus.

Zu der Steuerreform gehéiert onserer Meenung no och e lenkende Mechanissem, fir méi ekologesch Handlungen ze promovéieren respektiv munchmol och ëmweltschiedlech Handlungen ze sanktionéieren.

An dann drëttens: den Defizit an de Grëff kréien. Mir stëmme haut iwwert de Statsbudget of, mir stëmme awer och haut iwwert d'Dotatiounen an de verschidde Investissementsfongen of. Neen, mir stëmme weder iwwert d'Dépenses réelles vun de Fongen of nach iwwert d'Avoire vun de Fongen. D'Avoire vun de Fong stellen nämlech an onsen Aen och keng richtig Reserv duer, well dës Suen eigentlech jo och scho verplangt sinn, an et ass éischter eng „simple écriture comptable“.

D'Administration publique ass am Équiliber op den éischte Bléck. Mä dësen Équiliber gëtt haaptsächlech gehalen duerch de positive Sold vun de Pensiounen. Pensiounen, wou mer genau wëssen, dass et eng Saach vun der Zäit ass, bis den Équiliber kippt. Fakt ass awer, dass den Zentralstat en Defizit opweist, en Defizit vun enger hallwer Milliard, trotz dem Spuerpak vun 230 Milliounen. En Déséquilibr, den dass lescht Jorzéng net gemeeschtert ginn ass an den deem nächst Joer em iwwer eng halfe Milliard wäert klammen duerch d'Ewechfale vun der TVA am Commerce électronique.

Dofir huet och d'Regierung eng Hausse vun 2% vun der TVA ugekënnegt fir den 1. Januar 2015. Et ass eng Moosnam, fir - et ass och scho gesot ginn - indirekt Steieren eropzesetzen, déi kuerzfristeg kann emgesat ginn, déi kuerzfristeg muss emgesat ginn! Dës geet secher net duer, weder fir den Defizit an de Grëff ze kréien, nach fir d'Schold, déi mer hunn, ofzebauen. Neen, mat dëser Moosnam gëtt en Deel vun E-Commerce-Ausfall opgefaangen.

2015 falen nämlech am beschte Fall mindestens - mindestens! - 30% vun den aktuelle Recetten ewech. Dass sinn am beschte Fall iwwer 600 Milliounen. Dës ass, wéi den Direkter vun Enregistrement et gutt beschriwwen huet, eng mechanesch an eng mathematesch Tatsaach. Nach wësse mer net, wéi déi Firme wäerte reagéieren, nottamment op déi attraktiv Offerten aus den Net-EU-Länner, déi sech bemierkbar maache bei dëse Firmen, an nach wësse mer och net, wéi attraktiv de Guichet unique wäert ukommen.

2019 ass et dann definitiv Schluss mat dëser extraordinärer Einnahm, déi ons, an dat muss een einfach esou soen, dës lescht Joren d'Keesen nawell gutt geféllt huet an an Zäite vu Kris och eng substanzuell Recette duergestallt huet. Den Ausfall vun dëser TVA-Recette wor leider net preparéiert. Et huet haut net méi vill Sënn, laang doriwwer ze schwätzen. Ech denken, d'Fakte schwätzen do fir sech!



Da wollt ech awer nach ganz kuerz op dem Här Wiseler seng Remarque iwwert den Tanktourismus agoen. Jo, et ass richtig, Här Wiseler, an Dir wësst et sécherlech besser wéi ech, et ass schwéier, an Zäiten, wou d'Finanzsituatioun enk ass - wéi haut -, en Zukunftsfong dofir ze schafen. Dat wëllt awer net heeschen, datt et déi lescht Joren net zumindest zum Deel méiglech gewiescht wär, dat ze maachen.

An Dir hutt et gesot, wann ech mech gutt erënneren, huet onse Kolleg Camille Gira, mengen ech, véiermol eng Resolutioun oder eng Aktioun an deem Sënn hei erabruucht, wou en, wéi Dir richtig gesot hutt, mindestens 30% gefrot huet a gesot huet, ma dann huet dach en Deel eraus a setzt en an en Zukunftsfong. An dat säit 1997! Vun deem Moment un, wou mir Kyoto-konform waren a wou mer gesinn hunn, datt dat ons ewechgerutscht ass, hätt ee sech missen déi Gedanke maachen, zu deenen Zäiten, wou net nëmmen d'TVA vum elektronische Commerce an d'Luucht gaangen ass, mä parallel och d'Recett vum Tanktourismus an d'Luucht gaange sinn!

Mir hunn awer déi Suen ausginn déi lescht Zäiten. Mir hu weder dat eent nach dat anert. An erlaabt mer, eng kleng Parallel ze zéie vum E-Commerce mam Tanktourismus. Déi Suen hu mer ausginn, an zwar op eng kontraktuell Manéier. An dat ass d'Situatioun, wou sech d'Regierung vun haut befénnt.

Elo ginn et verschidde Méiglechkeeten, a vu datt Dir se ernimmt hutt, wëll ech am Nimm vun der grénger Fraktioun emol e puer Iddien op den Dësch heihinnerbréngen. Zum Beispill, jo, d'Tanktourismusrecetten - dat hätt Dir kënne soen, Här Wiseler - kéint een emol gezielt huelen, fir a Moosnamen ze investéieren zum Beispill, déi zäitlech begrenzt sinn - well et muss een och wëssen, datt och d'Recett vum Tanktourismus net gesécher sinn! -, zum Beispill an d'Renovatioun vun den Haiser, begrenzte Zäit, dräi bis fënnf Joer, zum Beispill an den Ausbau vun der Mobilité douce, spréich vun de Vélospisten, déi herno net méi vill wäerte kaschten.

Dat alles si Méiglechkeeten, wéi een elo, well een net direkt an en Zukunftsfong kann investéieren, wéi een elo vläicht déi Recetten anescht ka gebrauchen. Mä einfach hei elo e bësse Schoulmeeschter ze spillen an ons ze soen: „Majo kuckt, Tanktourismus, firwat hutt Der dat dann elo net gemaach?“, dat ass onserer Meenung no e bëssen eng simplistesche Manéier.

► **M. le Président.** - Madame Loschetter, erlaabt Der, dass de Claude Wiseler kuerz reagiert?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Majo sécher!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëll just d'Madame Loschetter drop opmierksam maachen, datt déi lescht Regierung - an déi lescht Regierungen - Honnerte Milliounen an d'Investissementsfongen investéiert hunn, genau aus deem dote Grond, genau, well am Fong mer wollten déi Suen op e Fong placéieren, fir kënnen a schlechte Joren déi Investitiounen weiderzeféieren. A genau esou ass et och geschitt. Dat heescht, en Deel vun där Politik ass esou gemaach ginn, wéi Dir se elo beschriwwen hutt, wëllentlech a wëssentlech!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Majo, dann hunn ech mech vläicht schlecht ausgedréckt oder Dir hutt mech net richtig verstanen. Ech kommen herno nach drop ze schwätzen, wéi een an Investissementer kann a soll an Zukunft investéieren.

Hei ass et drëms gaangen, fir entweder en Zukunftsfong ze schafen, fir ze prevenéieren, parallel mam E-Commerce ze prevenéieren, fir wann eng Kéier den Tanktourismus „kippt“, soen ech emol, wann déi Différentiellen tëscht Lëtzebuerg-Belsch, Lëtzebuerg-Frankräich oder Lëtzebuerg-Däitschland eng Kéier en anere ginn. Dat engendréiert en Dominoeffekt an da geet dat zimlech séier.

An Dir wäert och gesinn, mir schwätze scho laang dovunner, an iergendwann eng Kéier steef eng Chamber virun esou enger Situatioun. En Zukunftsfong ass weder geschaf ginn nach sinn déi Sue vum Tanktourismus gezielt an temporär gezielt Moosnamen investéiert ginn, déi eppes domadder ze di gehat hätten an déi eventuell och hätte kënnen esou kontraktuell determinéiert ginn, temporär determinéiert ginn, datt mer net herno, wann eppes geschitt, an enger Situatioun wäeren, wéi mer elo mam E-Commerce sinn.

Mä firwat ech dës Opzielung am Ufank elo gemaach hunn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass, well mer an enger Situatioun sinn, wou dës Moosnamen, déi ech opzielt hunn, e Ganz duerstellen. Leider, a vu d'Urgence vum Handlungsbedarf, kënn d'Regierung net derlaanscht, fir dës Moosnamen an der Zäit ze strecken. Dës Regierung huet e

Budget opgestallt, deen en Équiliber hierstellt tëscht dem Spueren - wat néideg a wat méiglech wor - an der Ofsécherung vun onsem Sozialstat an den Investitiounen an Zukunft.

Wéi gesot, huet d'Regierung net all Méiglechkeet. An dräi Méint kann een e Statsbudget net grundsätzlech nei opbauen. Et ginn eng sëllegen Altlasten, ech kommen nach drop zrëck, vun där aler Regierung, déi mussen evakuéiert ginn, esou notament bei engem grouse Posten am Budget wéi eben de Sozialtransferten, wou amgang ass analyséiert ze ginn, wat Sënn mécht a wou Double-emploie bestinn, wat kann iwwer eng aner Emverdeelungsform méi gerecht verdeelt ginn an ob domadder och déi richtig Incitatioune kreéiert ginn.

Virun allem awer - virun allem awer! - kann ee kuerzfristeg nëmme bei de Fonctionnementskäschte vun de Ministère an de Verwaltungen spueren. Dat sinn ëmmerhi 50 Milliounen, déi do gespuert gi sinn op engem Ensembl, deen nëmme 7% vum Budget ausmécht. Dat ass net näischt vun der Leeschtung hier!

Vill Ausgabe sinn ebe kontraktuell festgeluecht. Do mussen gegebenfalls d'Gesetzter adaptéiert ginn, nodeems d'Analysen ofgeschloss sinn. An dat brauch Zäit. Strukturell awer dauerhaft an nohalte Reforme brauchen eben Zäit! A Schnellschëss, déi gi gären no hanne lass, dat huet déi lescht Regierung missen erfueren, beispillsweis bei de Studentesubsiden.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - De Statsrot beschreift déi aktuell Situatioun eigentlech ganz gutt. An ech erlaube mer just eng kleng Zitatioun aus dem Avis vum Statsrot, deen effektiv analyséiert an dee seet, datt 484 Milliounen Euro vun deem Defizit, datt mer effektiv 90% dovunner, also dat, wat mer additiounell ausginn... An e rechent dat och, en énumériert dat, e seet, majo, do ginn an d'Paen 91 Milliounen, an de Fonds communal 59 Milliounen, de Fonds pour l'Emploi ass deen déckste Poste mat 157 Milliounen, an d'Préstations sociales: 39 Milliounen, an d'Studentebourssen ebe mat 55 oder bal 56 Milliounen.

An da seet de Statsrot: «tandis que l'évolution des autres catégories de dépenses...», also e seet, «Les versements au Fonds pour l'Emploi sont le seul poste dont l'augmentation est directement imputable à la crise économique», et ass evident, «tandis que l'évolution des autres catégories de dépenses découle de choix politiques engageant le Gouvernement à financer des dépenses suivant des modalités définies par des lois existantes.»

Dat heescht, datt all déi aner Posten, datt dat einfach Poste sinn, déi e politesche Choix hunn! An dat sinn och déi politesche Choix vun der viregter Regierung oder vun de viregte Regierungen. Dat mécht bal 90% vun den Dépenses aus. Déi kann déi nei Regierung net einfach esou kippen. Dat brauch eben Zäit, wéi ech gesot hunn. Mä dofir versti mir d'autant manner, firwat dann elo déi gréisst Oppositionspartei haut dee Budget net stëmmt an emol sech net enthält, mä eigentlech dergéint stëmmt. Mais bon, allez comprendre!

A wat och richtig ass, Här Wiseler, et muss ee Choix maachen! Et ass genau dat, wat dës Regierung wëllt a wäert maachen. Si ass amgang Choixen ze treffen ënnert deenen 90% vun Dépenses. Wéi eng huele mer mat virun? Well mir huelen der sécherlech mat virun. Wéi eng schafe mer of? A wéi eng ersetze mer? A wéi eng hu bis elo gefeelt? Voilà!

Här President, ech wëll elo e bësse méi spezifesch op dräi Punkten agoen an do och e bëssen d'Meenung vun der grénger Fraktioun hei matdeelen. Deen éischte Punkt, zum Spueren: Mir denken, datt et jiddwerengem kloer hei an deem Land ass, datt mer eng Statsschold hunn, déi an deenen nächste Joren net dierf weider wuessen. Mir hunn haut eng ronn 10,5 Milliarde Scholden. A wa mer elo net agräifen, dann hätte mer, an dat ass schonn oft hei gesot ginn, 2017 15 an eppes Milliarde Scholden, an domadder bal déi 30% vum PIB erreecht.

Mir hunn als Gréng kee Problem, datt mer Scholde maachen, wann dat eis hëlleft, nohalte fir ons Zukunft ons opzestellen. Awer mir mussen och oppassen, datt mer ons net vun dëser Schold erdrécke loosse. Bei 30% vun de Statsscholde gëtt dee Risiko awer ëmmer méi grouss. Mir mussen onse Kanner a Kandskanner e Land mat Perspektiven an Opportunitéiten hannerloossen, e Land, wou d'Liewensqualitéit op d'mannst muer esou gutt ass wéi haut. Et geet also effektiv schlicht drëm, haut d'Weichen ze stelle fir d'Gesellschaft vu muer.

D'Beem wuessen net an den Himmel, och zu Lëtzebuerg net! A mir mussen alleguerte léieren, domadder énzegoen. De Budget 2014 ass en Transitiounsbudget mat éischte Spuerichtlinien, mä en ass sécher kee Budget a Richtung Austeritéit. Mir sinn zu Lëtzebuerg net an enger

Situatioun, wou mer missten, wéi a Spuenien, Irland oder souguer Griichenland, massiv bei Sozialtransferte spueren, Léin kierzen, Budgete sträiche goen an esou weider. Mä et kann net esou weidergoen.

An deen, deen dem Bierger an der Biergerin eppes anescht erzielt, dee leeft net an der Realitéit! A mir mengen als Gréng, datt Demagogie a bëllege Populismus einfach hei falsch op der Plaz sinn. Wat mir déi nächst Zäit heibanne brauchen - virun allem, mä net nëmmen - a Budgetdiskussionen, dat ass eng éierlech Auseensetzung, wann ech gelift! Dat ass och en Appell vun ons notament och un d'Oppositioun, virop un déi Oppositioun, déi d'Erausfuerrunge realpolitisch wuel ganz gutt kennt.

De geschätzte Verloscht vum E-Commerce mécht 2015 ronderëm 600 Milliounen aus, 2016 ronderëm 700 Milliounen aus, a praktesch eng Milliard am Joer 2017. Dat si vill Suen. Déi hu mir all Joers erakritt. Mä mir hu se awer och all Joers ausginn. An Zukunft fält ganz einfach dës Einnahmequell, wuel an e puer Etappen, mä si fält ewech. Ergo kënne mer dës Suen an Zukunft och net méi ausginn. An nei Scholden dofir maachen, dat kënne mer ons och net erlaben. Mir mussen also dee Budget erëm an den Équiliber bréngen, an dat méiglechst ouni nei Scholden.

Lëtzebuerg huet, an dat kënn nach derbäi, awer och an deenen nächste Joren Échéancier. En Échéancier mat senge Créancier. Mir mussen och iergendwann déi Scholden zrëckbezuelen. D'lescht Joer hu mer jo fir d'éischte Kéier eng Schold vun zwou Milliarden duerch eng nei Schold refinanzéiert. Dat ass den Emprunt public, dee mer gemaach haten deemools, fir d'Fortis ze retten. An dann nach! Déi zwou Milliarden, mat deene si mer gutt drun, well mer jo héchstwahrscheinlech erëm eng Kéier déi Parte verkaaft kriegen an déi Suen dann och am beschte Fall esou erëmkréien. Just fir ze weisen, datt dat alles net esou einfach ass, ze spen, datt et kee Problem gëtt an datt mer am Équiliber sinn.

Här President, dofir: Spueren ass ugesot. Jo, jiddweree muss säi Bäitrag dozou leeschten. An dat si mir hei zu Lëtzebuerg net gewinnt. An dat héiert een och de Moment an der Gesellschaft, e bëssen nom Motto: „Spueren jo, mä net bei mir!“ An d'Fro stellt sech, a mir als Gréng stellen ons déi Fro - zu Recht, denke mer -, ob déi Kategori vu Leit, déi d'Spuermoosnamen net dierfen affectéieren, ob déi sech schonn zu Wuert gemellt hunn. Well genau um Réck vun deene Leit, déi an der Gesellschaft op den ëneschten Träppleke stinn, dat dierf net passéieren. An dofir si mer alleguerten hei gefuerdert, datt déi Wieder vu Solidaritéits- a Gerechtheitsprinzip eng Schlëselfunktioun kriegen.

Mir erlaben ons och genau an deem Kontext, e kritesche Bléck als Gréng op d'europäesch Kritären aus dem Stabilitéitspakt ze werfen. An dat bréngt mech op onsen zweete Punkt, nämlech deen, datt mer mussen Inklusioun garantéieren. Wéi wichteg sinn d'EU-Norme vum Stabilitéitspakt? Sécherlech keng helleg Kou! Mä wa mer ons dovunner distanzéieren, féiert dat zu gravéierende Konsequenzen, net nëmme finanziell, mä och politesch. Mir risquéieren dee Moment, Virschäfte vun der Kommissioun ze kriegen fir deen nächste Budget, woufir mir ons Suen dierfen ausginn, oder haaptsächlech, woufir mir ons Suen net oder net méi dierfen ausginn.

Genau dat dierf net passéieren. Genau dat ass och elo net passéiert. Mir sinn effektiv „fully compliant“. Dofir ass et och wichteg, datt mer ons schonn dëst Joer als Musterschüler vis-à-vis vun de Stabilitéitsnormen - dat wat een nennt „zu Bréissel“ -, datt heescht vis-à-vis vun der Kommissioun behuelen, a grad well dat nächst Joer e Joer vu finanziellem Abroch gëtt. A wat mer muss vermeiden, dat sinn Austeritéitsvirschäfte.

A wie weess, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ob net no den EU-Wahle sech vläicht eng nei Majoritéit um EU-Niveau bilde wäert, déi endlech déi sozial Normen an der EU weiderentwéckele kann, an datt déi nei Kommissioun hir Politik op deem Punkt endlech iwerdenke wäert.

Mir denken, datt d'Contrainten am Kontext vum Semestre européen, d'Fro vun der Inklusioun an der Kohäsioun net genuch an de Kritäre mat bewäert gëtt. Mir fannen, d'Bewäertung baséiert sech ze vill eesäiteg op de Wuesstumsprinzip, ouni genuch ze hannerfroen, ob dësen erschafene Wuesstum och sozial gerecht oder ekologesch nohalte ass, wéi dat zum Beispill an där neier Lissaboner Strategie 2020 gefuerdert gëtt: «Une économie intelligente, durable et inclusive».

Här President, d'Aarbechtsplazen erhalen a qualitativ gutt Aarbechtsplaze schafen - mä Kolleg Bodry war och de Moien drop agaangen -, muss e prioritäert Zil vun dëser Re-

gierung sinn. D'Aarbechtslosegkeet féiert an d'Isolatioun an d'Aarbechtslosegkeet féiert an den Ufank vun der Pauvreté. Niefert dem klasse-sche PIB, deen eigentlech de Kompass ass vun all Statsbudget, gëtt et och en „PIBien-être“, mat deem sech notament och de Conseil Économique et Social beschäftigt. Zu Recht, denke mir.

A mir denken och, mir sollten ons zu Lëtzebuerg domat beschäftegen, wéi ons Gesellschaft opgestallt ass, wéi se fonctionnéiert. Wat ass de Räichtum vun de Ménagen, vun de Familien zu Lëtzebuerg? Dee Räichtum, dee sech net eleng un hirem Akommes, un hirer Pai moosse léisst. Et gëtt zu Lëtzebuerg keng Opstellung iwwert d'Veerdeelung vum Räichtum par rapport zum Patrimoine, dat heescht alles, wat net direkt finanziell Akommes sinn, mä wat éischer Kapital oder de Besëtz duerstellt, Besëtz vum Wunnengen, Besëtz vum Terrainen zum Beispill.

An Etüde beweisen, datt et grad déi net direkt finanziell Avoire sinn, déi d'Gesellschaft ausermeeplécken. Ech erkläre mech: Et ass grad déi Form vu Räichtum, de Patrimoine, deen d'Chancéglichheit an enger Gesellschaft wesentlech erschweiert. D'Differenz vum Besëtz vum Patrimoine, de Gap vum Besëtz vum Patrimoine schaaft méi Inégalitéité wéi d'Differenz, de Gap vum Akommes, dat heescht vun der Pai, a léisst sech iwwregens och net duerch Sozialtransferten équilibréieren.

A wie Patrimoine seet, seet automatesch Logement. Et ass haut sécherlech net de Moment, op d'Logementspolitik anzegoen, mä et gëtt eng kloer Korrelatioun tëscht Aarbecht respektiv Aarbechtslosegkeet a Wunneng. An dee Lien mécht sech zu Lëtzebuerg immens séier. Wie seng Aarbecht verléiert an net séier genuch eng Aarbecht erëm fénnt, verléiert seng Wunneng a rutscht iwwert de Seuil vum Risque de pauvreté eraus direkt an de Statut vun der Pauvreté tout court. An dofir waarde mir och mat Spannung op de Plan sectoriel «Logement».

Doriwwer eraus wëll ech awer nach eng Bemierkung maachen. Doriwwer eraus soll hei nach eemol widderholl ginn, datt dës Regierung sech virgeholl huet, méi Locatiounswunnengen op de Marché ze bréngen, awer ënnert der Regie vun der öffentlecher Hand, sprich Sozialwunnengen oder erschwéngleche Wunraum. An do muss ech soen, datt déi Ansghtmaacherei oder déi Spekulatione ronderëm d'Hausse vun der TVA op déi zweet Wunneng vläicht de bonne guerre sinn, mä dach awer e bësse mat den Hoer erbäigezunn, well mer alleguerte wëssen - alleguerte wëssen! -, datt et net déi ärmst Leit hei am Land sinn, déi sech kënnen eng zweet, eng drëtt oder eng véiert Wunneng bauen oder kafen!

Dofir brauche mir, Här President, Reformen an deem Land, déi ons och méi strukturell Investissementer erlaben. Mir brauche strukturell Investissementer, déi eng nohaltege an intelligent, zukunftsorientéiert Politik erlaben, déi an nei Créaneuen investéiert. De Finanzminister huet der e puer opgezielt beim Dépôt vum Budget: ICT, Ekotech, Biotech, Logistik an esou weider, ech ginn elo net weider drop an. Et stinn zum Deel och scho Saachen an deene verschidde Kommunikatiounen vun der Regierung.

Éischt Akzenter sinn awer gesat ginn an der Ried zur Lag vun der Natioun. A mir erwaarden ons als Gréng och an deem nächste Budget 2015, oder ab deem nächste Budget 2015 hire budgetären Nidderschlag. De Budget 2015 wäert eigentlech deen éischte richtige Budget sinn, wou sech déi kloer politesche Prioritéite vun dëser Regierung an Zuelen nidderschreibe wäerten. Strukturell Investissementer sinn de Schlëssel géint d'Austeritéitspolitik. Dat huet ons déi dramatesch Situatioun a Spuenien a virun allem a Griichenland bewisen. Wuesstum jo, mä intelligenten an nohaltege Wuesstum! Wuesstum duerch eng intelligent an nohaltege Investitiounspolitik.

Dat bréngt mech zu onsem drëtte Punkt, den Investissementer. Och hei fanne mer an deem sougenannten Transitiounsbudget och éischt politesch Akzenter vun der neier Regierung. D'Regierung organiséiert hir Investitiounen zilorientéiert, op d'mannst do, wou se schonn d'Méiglechkeet dëst Joer huet, dat ze maachen. An de Minister huet et och schonn ugekënnegt an eigentlech gutt beschriwwen: net méi eleng kucken, wéi mer d'Suen ausginn, mä firwat mer se ausginn.

A mir erwaarden ons ab deem nächste Budget, datt eng zilorientéiert Budgetopstellung och den Impakt vun de geplangten Investissementer mat analyséiert. Well ech muss lech soen,

dat Wuert, wat och de Moien erëm gefall ass, „Investissementer op méi héijem Niveau halen“ oder „antizyklisch Investissementspolitik“ eleng - eleng! - geet net méi duer, fir eng nohalteg an intelligent Planung ze realiséieren.

Här President, et geet weider an et gëtt weider an d'Schoul an och an d'Berufsausbildung vun de Jonken investéiert. Duerch déi nei Ministèreopdeeling ass och en neie Fong geschaf ginn, deen et virdrun net gouf an deen aus de bestehende Fongen aus dem fréiere Familljeministère gespeist gëtt. Doduerch gewanne mer un Transparenz. Dëst si Fongen, wou net gespuert gëtt, well et gëtt regelméisseg d'selwecht vill an d'Kanner- a Jugendinfrastruktur investéiert.

D'Reform vum Arbeitsamt gëtt weidergedriwwen. Projeten, déi d'Leit an d'Aarbecht bréngen, gi weider ënnerstëtzt a kréien zum Deel och weider Mëttele, fir ze schaffen. Mir erwaarden ons vill vun där Ëmsetzung vun der neier Jugendgarantie, déi elo soll operationell ginn, obwuel mer keng spezifesch Sue vun der Kommissioun dofir kritt hunn.

Dann den Tram. Den Tram gëtt schlussendlech awer méi séier méi wäit ausgebaut, wéi dat nach virun engem Joer de Fall war. An do wollt ech einfach emol e puer Zuelen aus deem décke Budgetbuch eraushuelen: Déi éischt Phas Gare-LuxExpo schléit mat 345 Milliounen zu Buch, den Ausbau Findel-Héienhaff 80 Milliounen, den Arrêt Pont-Rouge 95 Milliounen, den Ausbau Cloche d'Or 90 Milliounen. An ech setzen dat deem géigeniwwer, wat mer elo intelligent gespuert hunn, nämlech 1,3 Milliarden, well déi Zuchstreck Findel dann definitiv abandonnéiert ginn ass.

Besser Ubannungen un d'Groussregion ginn endlech weidergedriwwen. An den öffentlechen Transport hëlleft onser Meenung no, d'Standuerfacturen zu Lëtzebuerg weiderzuentwéckelen. Och do, international Projete sinn dofir wichteg a ginn iwwerholl vun där leschter Regierung: den Eurocap-Rail mat 97 Milliounen, divers Projeten, wéi déi duebel Gleisen op Igel, den TGV op Stroossbuerg: 30 Milliounen. An dann eppes, wat net an Zuelen erëmzefannen ass, mä de SMOT mat der Belsch ass mat Sécherheet och eng Plus-value. A grad déi Beispiller vun der Förderung vum öffentlechen Transport, deen ons Gréng jo awer bekanntlech och wichteg ass, sinn e Beispill, wéi Investissementer ekologesch a sozial Kritäre vu Gerechtheet férdere kënnen.

Här President, zum Schluss géife mir ganz gären der Regierung eng allgemeng Suggestioun mat op de Wee ginn. D'Budgetdiskussionen, och dëst Joer, sinn allgemeng focaliséiert op d'Règles budgétaires. Dat ass sécher wichteg a richtig, awer dobäi geet de Fong vun den Diskussionen gäre verluer. Mir sollten ons Gedanken maachen, och heibanne vläicht, am Kader vun der Reform vun der Budgetsprocedure, datt och déi inhaltlech Diskussionen zu deenen eenzelne Politikfelder erëm méi Visibilitéit kréien.

De Budget an d'Budgetdiskussionen mussen, onser Meenung no, erëm méi benutzerfrëndlech ginn, wann ech mech esou kann ausdrécken: eng Diskussion iwwert déi reng faktesch a mechanesch Zuelen eraus, déi mer souwisou op Pabeier hunn, déi zwar och fir jiddwereen zougänglech sinn, mä awer och net ëmmer fir jiddweree verständlech sinn. Diskussionen, déi iwwert d'Finanzkommissioun an deenen anere Kommissiounen och thematiséiert ginn, mä awer och doriwwer eraus.

Och doriwwer eraus, an do denke mer nottamment, mä net nëmme, un esou éischt Versich vu verschidde Gemengen, nottamment och der Stad Lëtzebuerg, fir e Budget participatif anzeféieren oder d'Bierger an d'Biergerinne méi matanzebannen, wéi zum Beispill bei der Ausaarbechtung vun engem neie PAG. Un esou Initiative kéinte mir ons inspiréieren, fir de Statsbudget méi no bei d'Leit ze bréngen, besonnesch an Zäiten, wou mer mussen zesummenhalen.

Mir mussen an deenen nächste Joren zesummen ons fir d'Zukunft opstellen! Loosse mer dach dat Wuert „zesummen“ generéis an demokratesch revaloriséieren. Mir Gréng denken, datt onst Land dëse frësche Wand brauch.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Loschetter. Als nächste Riedner huet sech den Här Gast Gibéryen vun der ADR ageschriwwen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir

d'Éischt och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un de Kolleeg Eugène Berger als Rapporteur. Och, mengen ech, wann een dëse Rapport net gestëmmt huet an de Budget net wäert stëmmen, muss een dach awer déi Aarbecht unerkennen, déi de Rapporteur, an och bei deene Budgete virdrun, d'Rapporteurën ëmmer gemaach hunn, wat eng Fläissaarbecht ass a wat virun allem och ëmmer e gutt Dokument ass, wou ee Statistesch an Iwwerleunge kann zréck kucke goen.

Mir befannen eis dëst Joer an enger relativ aussergewöhnlecher Prozedur, wat de Budget ubelaangt. A wa mer eis selwer objektiv analyséieren, si mer och amgaangen, e bësse Stréi ze dreschen, well mer véiermol elo scho bal hantereneen déiselwecht Debatt heibanne féieren: Mir hunn am Dezember d'Regierungserklärung héieren an déi debattéiert, dunn hu mer den Douzième provisoire gestëmmt, dunn hu mer viru 14 Deeg iwwert d'Lag vun der Nation geschwat, an haut schwätze mer schonn iwwert de Budget 2014. An duerfir, viles, wat mer an deene leschte Wochen an Méint heibanne gesot hunn, dat widerhéilt sech.

Et huet awer net vill geännert un der Ausrichtung vun der Politik vun der Regierung, woubäi d'Erwaardungen vun de Leit am Land un déi nei Gambia-Regierung grouss sinn, well d'Leit Hoffnungen an déi Regierung gesot hunn. A bis elo sinn déi Hoffnungen awer net erfüllt ginn.

Bei der Regierungserklärung hunn ech heibanne gesot, Här President, datt déi nei Regierung am Fong eng gewisse Virlafchance huet, well vill Leit am Land soen, datt et emol gutt wier, datt d'CSV eng Kéier an d'Opposition kënn. An déi zweet Iwwerleunge, déi ee vill am Land héieren huet, ass, datt d'Leit gesot hunn: Méi schlecht wéi d'CSV/LSAP et gemaach hunn, kann d'Gambia et och net maachen. Dat hunn ech, wéi gesot, am Dezember gesot.

A wann ech dann haut, e puer Méint méi spéit, do géif eng éischt Analys maachen, da géif ech soen, datt d'Leit et nach ëmmer gutt fannen, datt d'CSV an der Opposition ass, mä bei deem, wou ech gesot hunn: Méi schlecht wéi d'LSAP/CSV-Regierung et gemaach huet..., do hunn ech awer an der Zwëschenzäit meng Bedenke kritt. An ech fäerten, datt et de Sozialiste wäert glécken, vläicht, wa se esou weiderfieren, mat der DP an de Gréngen nach méi eng schlecht Politik ze maachen, wéi d'Sozialiste virdu mat der CSV gemaach hunn. Mä mir sinn eréischt sechs Méint al a si sollen awer nach eng Chance kréien.

(Interruptions)

Ech hunn och ëmmer an deenen Debatte virdu gesot, datt mer virum 25. Mee näischt wäerte gewuer ginn. A wann ech haut soen, datt dat nach ëmmer esou ass, da soen ech näischt Neies. An d'Debatten, déi mer elo dës dräi Deeg hei verfolgegen, hunn eis och keen neie Moment bruecht, wat dann alles soll nom 25. Mee geschéien.

Den Här Finanzminister huet gëschter och erëm gesot, datt 20 Gruppen an de Ministère agesat gi sinn an datt d'Regierung am Summer, also nom 25. Mee, wäert decidéieren, wat da geschitt. An en huet och all deene Beamte félicitéiert, déi an deene verschidde Ministère schaffen: déi géifen eng gutt Aarbecht maachen. An duerfir muss ee sech dann automatesch d'Fro stellen, wann déi Beamten alleguer esou eng gutt Aarbecht maachen, firwat dann d'Regierung huet missen auswärtig Beroder mat bähuelen a firwat datt eng Rei vun héije Fonctionnairen hirer Wee gaange sinn a firwat eng aner Rei vun héije Fonctionnairen d'Dier schonn opgemaach hunn, fir erauszuegoen.

Duerfir soe mir, datt hei dat net esou ass, wéi dat hei presentéiert gëtt, datt do eng Harmonie bestéing an de Verwaltungen, mä mir mengen éischer, datt do verschidde Leit a Ministeren op engem Konfrontationskurs sinn, dee sécherlech net am Interesse vun enger gudder staatlécher Verwaltung ass.

Et ass gëschter gesot ginn, een Drëttel vun deem, wat mer duerch den E-Commerce géife verléieren, dat géif duerch d'TVA-Erhéijung gemaach ginn, an déi aner géifen dann no dem 25. Juni, oder der Summervakanz, gemaach ginn.

Kloer ass awer an dëser Debatt eppes erauskomm bis elo, dat ass d'Strategie, déi d'Regierung fiert. Éischters wëllt d'Regierung esou maachen, wéi wa si mam gudden Beispill virgaange wier, fir ze spueren, fir Exempelen ze weisen, wéi gespuert gëtt, fir dann dat als Alibi ze huelen, fir ze soen: Ma, elo hu mir als Regierung gespuert an da muss de Rescht vum Land och elo d'accord sinn, fir iergendwéi Sacrificer ze bréngen a Geld ze spueren.

Den Här Finanzminister huet gëschter hei gesot, mir géifen iwwer eis Verhältnisse liewen. Ech mengen, dat misst een e bëssen nuancéieren.

Et gëtt sécherlech Leit am Land, déi iwwer hir Verhältnisse liewen! Mä ech ka mer awer net virstellen, datt déi 25.000 Chômeuren iwwer hir Verhältnisse liewen. Ech ka mer och net virstellen, datt déi 50.000 Mindestlounbezieher iwwer hir Verhältnisse liewen oder déi Leit, déi am RMG sinn. Oder déi 15% Leit hei am Land, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen.

Den Här Bodry huet de Moie geschwat: All Sechsten hei am Land ass am Risiko, fir ënnert d'Aarmutsgrenz ze falen. Déi Leit liewe sécherlech net iwwer hir Verhältnisse. Et soll een also net pauschaliséieren an da soen: Et ass de Stat, deen iwwer seng Verhältnisse lieft. Jo, de Stat ass och responsabel fir d'Politik vis-à-vis vun deenen dote Leit!

An duerfir ass et, mengen ech, immens wichtig, datt mer drop oppassen, och dës Regierung, wa se dann elo de Summer ufänkt, Décisionen ze huelen, datt mer déi dote Leit ausschléissen aus allen Décisionen, déi musse geholl ginn, an deene Leit nach déi Moyenen zoukomme loossen, déi se brauchen, fir aus deene prekäre Situatiounen erauszekommen.

Wa gesot gëtt „spueren“, an et gëtt virun allem gesot, datt d'Statsfinanzen an dësem Budget besser wieren an datt den Defizit méi kleng gi wier wéi an deene Budgete virdrun - wou mer quasi eng Milliard a méi wéi eng Milliard Defizit haten an dëst Joer op 545 Milliounen, laut dem Budget, zréckginn -, dann ass dat, wa mer éierlech sinn heibannen, Majoritéit wéi Opposition, net de Mérite vun der Politik!

Eis Ekonomie huet nun emol eben, Gott sei Dank, ugezunn, a mir hu souwuel um E-Commerce eng staark Progressioun dëst Joer wéi op der Taxe d'abonnement, well am Fong déi zwou Taxe bal eleng maachen déi méi positiv Resultater am Budget dëst Joer aus.

Dat, wat sougenannt als Spuermoosnamen hei ugekënnegt ginn ass, datt brems am Prinzip d'Progressioun vum Defizit, mä et huet net den Defizit als solchen ofgebaut. Den Defizit als solchen ass ofgebaut gi vun engem Plus u Recettes un E-Commerce an un den Taxes d'abonnement. Ouni déi Progressioun an deenen zwou Steiere wier och den Defizit an dësem Budget nach ëmmer bei enger Milliard bliwwen.

Déi verschidde Spuerprogramme, déi d'Regierung ugekënnegt huet, wëll ech kuerz duerchsträifen, well se och schonn de Moien an de Mëtteg schonn zum Deel hei beliicht si ginn.

Wa mer iwwert d'Frais de fonctionnement schwätzen a mir wëssen, datt dat 8% vum Statsbudget ausmécht, da wësse mer, datt mer net iwwert dee Punkt eleng d'Statsfinanze kënnen sanéieren. Mä mir hunn awer gesot, an dat ass richtig, datt, wann ee wëllt d'Statsfinanze redresséieren, dann dierf et keng Tabuthemae ginn an da muss een déi honnert Prozent ventiléieren. An zu deene gehéieren nun emol eben och déi 8%, wëssend, datt een net ka mat 8% eleng dat maachen an datt mer och all déi aner mussen op de Leescht huelen, ëmmer an der Optik vun deem, wat ech virdu gesot hunn.

Mir stellen awer fest, datt och hei eng gewisse falsch Transparenz vun der Regierung besteet, well wann ee genau kuckt, wou déi Suen an de Frais de fonctionnement agespuert ginn, dann ass e gudden Deel net beim Stat, an et ass de Moien och schonn uegklongen, mä dat ass am Fong bei den Etablissements publics gemaach ginn. A meeschtens, wann een dat haut héiert, sinn déi meescht vun deenen net konsultéiert ginn.

Et huet keen Dialog bestanen, soudatt am Fong d'Regierung dat, wat d'Madame Loschetter elo grad hei just als hiert Schlusswuert gesot huet, datt ee soll „zesummen“ déi Problemer ugoen... Op jidde Fall, an den éischte sechs Méint huet d'Regierung bewisen, datt se déi Problemer, déi se wëllt léisen, net zesumme mat deene Concernéierten ugaangen ass. Dat huet een an deene leschte Wochen an Deeg intensiv aus all deene Reien héieren, datt d'Regierung einfach jwwert d'Käpp ewech vun alleguer deenen Etablissements publics a vun deene Betraffenen ewech decidéiert huet.

(Interruption)

Och wat d'Investitiounen...

► **M. le Président.** - Jo, Här Gibéryen, erlaabt Der, dass d'Madame Loschetter eng...?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wann ech d'Zäit ugerechent kréien, ganz gär.

► **M. le Président.** - Selbstverständlech! Dir wësst, dass mir ëmmer fair mat Iech sinn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Mengt Dir wierklech am Eescht, Här Gibéryen, datt dës Regierung an dräi Méint schonn all Décisionen geholl huet, nodeems d'Regierung selwer an d'Majoritéit gesot hunn, datt mer elo emol amgang sinn, en État des lieux ze maachen, an datt mer sécherlech mat alle Partner

wäerten zesummen déi Saach ugoen. An da kommt Dir dohinner an Dir sot: Dir hutt alles eleng decidéiert! Mengt Dir dat wierklech am Eescht?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech weess net, Madame Loschetter, wat Der domadder wëllt soen, well ech hunn elo grad gesot, datt Der nach praktesch näischt decidéiert hutt, datt Der dat eréischt no den Europaparlamentswahlen maacht.

(Interruption)

Mä dat, wat Der decidéiert hutt, hutt Der mat kengem beschwat! Ech schwätze vun deene Moosnamen, iwwert déi d'Leit, iwwert déi d'Uni an alleguer sech momentan opreegen, an d'Etablissements publics sech opreegen, well Der net mat hinne geschwat hutt. Dat heescht, bei deem Weinegen, wat Der decidéiert hutt, hutt Der bewisen, datt Der net mat deene Leit schwätzt. An et ass vun deenen, wou ech schwätzen a wou ech soen: Annertlech a maacht dat, wat Der virdrun hei gesot hutt, a schwätzt an Zukunft mat de Leit a fuert net esou virun, wéi Der an deene sechs éischte Méint dat elo gemaach hutt.

(Interruptions)

D'Investitiounen, och do ass no bausse gemaach ginn, wéi wann d'Investitiounen géife grouss zréckgoen. Neen, et ass keng Investitioun, déi geschnidde ginn ass! Et ass just, well mer haut ebe mam Budget schonn am Mount Abrëll sinn, wou soss de Budget am Joer virdrun am August, September opgesat ginn ass an et ass am Hierscht gestëmmt ginn. Da waren d'Previsiounen, fir Projeten ze realiséieren, selbstverständlech an dem Budget méi grouss.

An haut si mer am Abrëll an d'Verwaltungestelle fest, datt an enger Rei vu Projeten, wéi dat all Joers de Fall war, dëst Joer d'Suen net alleguer ausgi ginn, déi een am Budget virgesäit. An elo sinn déi einfach op d'Realitéit zesummegecéckelt ginn, zesummegezuecht ginn, an dat ass eben dat Aspuernis.

Mä et soll een net kommen a soen, et hätt een do gespuert. Do ass näischt gespuert ginn! Déi Eenzeg, wou reell gespuert ginn ass - ech wëll net weider drop agoen, well mer dat déi leschte Kéier schonn hei gesot hunn -, dat ass bei de Studenten. Ech wëll net méi drop agoen, well ech dat schonn déi leschte Kéier hei gemaach hunn am Kader vun der lafender... Mä dat ass deen eenzege konkrete Punkt, wou ee ka soen: Do huet d'Regierung gespuert.

D'Neiastellungen, do gëtt gesot, mir maachen nëmme 150 Stéck. An et ass awer och de Moien hei schonn uegklongen an, ech mengen, jiddweree weess et, datt nach iwwer 140 Plazen hei vum Parlament genehmegt sinn a budgétiséiert sinn, déi nach net agestallt gi sinn.

Dat heescht, d'Regierung kéint am Prinzip, och wa se seet, mir ginn nëmme am Budget eis d'Autorisatioun fir 150 nei Plazen, si kéint awer, wa se wëllt, wa Besoin do wier, 300 Plazen dëst Joer astellen. Och dat ass also, wéi gesot, eng Presentatioun vun der Situatioun, déi wäit vun der Réalitéit ewech ass.

Genausou wéi mer dat bei den Emprunten hunn: Mir hunn an dësem Budget en Emprunt virgesi vu 500 Milliounen. Mä mir wëssen awer, datt nach zwou Milliarden Emprunten autoriséiert si vun dëser Chamber. Dat heescht, d'Regierung kann och nach méi wéi 500 Milliounen Emprunt opuelen, well déi autoriséiert sinn, quitte datt der nëmme esou vill, 500 Milliounen, hei dëst Joer am Budget sinn.

Wa gesot gëtt, mir stellen nëmme 150 Leit an an da spueren mer néng Milliounen, dat ass immens flott. Ech hoffen, datt de Finanzminister net ëmmer esou rehent, wann en 150 Leit astellt an, dass en da seet, mir hätte néng Milliounen gespuert! Dat verstinn ech net. Kréien déi Leit keng Pai? Oder bréngt se nach Geld mat? Well wéi spuert en dann, wann en 150 Leit méi huet? Also, 150 Leit kaschten eppes! Da muss een emol fir d'Éischt soen, wat déi 150 Leit weider kaschten, an et kann een net soen, wat een domadder géif spueren.

Dann och d'TVA. Et ass ëmmer gesot ginn - vun alle Parteien, déi haut an der Regierung sinn! -, datt d'TVA eng sozial ongerecht Steuer wier, an et ass virun allem vun der DP gesot ginn, datt eng Steuererhéijung iwwerhaapt net a Fro kéim, ier all aner Moosnamen erschöpft sinn. A wat ass dat Alleréisch, wat mer Konkretes vun dëser Regierung héieren hunn? Dat war d'TVA-Erhéijung. Déi war virun de Wahlen sozial ongerecht, a si bleift och no de Wahlen sozial ongerecht!

An och déi Décision, datt do um zweete Logement d'TVA eropgesat gëtt; wéi d'Madame Loschetter elo hei gesot huet, datt wieren net déi Aermst, déi eng zweet oder drëtt Wunneng hätten. Dat mag sinn. Mä et sinn awer déi Aermst, déi an déi Wunnenge musse loune

goen an déi duerch déi heite Moosnam de Loyer an d'Luucht gesat kréien. Et sinn also déi Aermst, déi dat trëfft, well déi, déi investéieren, déi wéckelen dee Plus un Investissement un hir Locataire, of, an da sinn et awer déi Aermst, déi mat Ärer Moosnam hei getraff ginn, an net déi, déi Suen hunn. Déi stinn um laangen Hiewel. Déi kënnen dat kompenséieren.

Dann huet den Här Bodry de Moie gesot, hei wier deen éischte Budget, wou keng Steiererhéijungen dra wieren. Ech wëll awer just froen, wat dann domadder gemengt ass. De Rapporteur kann et och op der Sait 69 vum Rapport kucken, datt d'Akzise gehéicht ginn. D'Akzise gi gehéicht op de Produits énergétiques, op der Elektrizitéit, um Tubak, um Alkohol, an zwar ginn déi vun 3,75 op 4,75 erop.

Et huet mech gewonnen, datt weder de Rapporteur, nach de Finanzminister, nach bei der Presentatioun vum Budget een iergendwéi heibannen ee Wuert verluer huet, datt déi Akzise géifen eropgoen. An ech hätt duerfir, Här President, eng Fro un den Här Finanzminister, wann en een Abléck géif nolauschten.

(Interruption)

Ech hätt eng Fro un den Här Finanzminister, ob en eis herno géif soen, wat déi Erhéijung vun den Akzise vun 3,75 op 4,75 als Plus u Recetten an d'Statskeess erabrëngt, well et ass jo an dem Budget virgesinn.

Da gëtt permanent vun enger Steierreform geschwat, ouni datt se konkretiséiert gëtt. De Moien huet den Här Bodry hei gesot: Wéi sinn d'Alternativen da vun der Opposition? Mä eng Alternativ kann een nëmmen zu eppes maachen, wat besteet! Da musst Der emol fir d'Éischt...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Mir schwätzen hei iwwert de Budget!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, oh, zum Budget! Dir schwätzt hei vu Steierreformen,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wat sinn dann Är Alternativen zum Budget?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...wou gesot ginn ass, mir musse kucken, wat néideg ass, a mir musse kucken, wat net néideg ass.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Näischt héiere bis elo!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - A mir musse kucken, wat dran ass, a mir musse kucken, wat kéint drakommen. Jo, dat ass flott gesot, mä domadder ka keen eppes ufänken.

Da gëtt gesot: Mir mussen de Mëttelstandsböckel ofschaffen. Ech hunn dat bei der Regierungserklärung hei erkläert schon, wéi een dat esou ka maache mat engem Mëttelstandsböckel. Well dat ass e Böckel. An déi virdrun an déi hannendrun, déi verdéng laut deenen, déi mengen, si wieren um Böckel..., déi mengen, déi virdrun an déi hannendrun, déi géifen net Steiere genuch bezuelen, oder si géifen der ze vill bezuelen.

Elo kann een natierlech higoen a soen: Ma da senke mer de Böckel erof. Dann hätten déi Leit manner Steieren ze bezuelen. Ech ka mer awer net virstellen, datt déi Regierung hei Steiererliichterunge mécht. Ech stelle mer éischer vir, datt se déi virdrun an déi hannendrun, datt se déi an d'Luucht hieft. An dat ass jo och an deene leschte Woche kloer erauskomm.

Den Här Bëtzel, den Här Premier, huet eng Kéier gesot an der Press no baussen, datt hien der Meenung wier, jiddwereen am Land misst Steiere bezuelen. Bon, mir wëssen awer, datt mer 40% vun de Leit am Land hunn, déi keng Steiere bezuelen. Also ass den Här Statsminister der Meenung, déi 40% misste Steiere bezuelen!

An den Här Bodry huet no e puer Deeg doropshi gekontert an en huet gesot, ma hie wier der Meenung, d'Räichsteier misst méi eropgesat ginn, d'Héchststeier misst méi eropgesat ginn. Et ass also genau dat, wat ech wëll soen: Dir schaaft de Mëttelstandsböckel of, andeem datt Der déi virdrun an déi hannendrun an d'Luucht hieft! Sou, gesitt Der, elo ass kee Böckel méi do! Awer de Leit Hoffnungen maachen, de Mëttelstandsböckel, dat géif Steiererliichterunge bréngen! Dat wäert doudsécher bei dëser Regierung net de Fall sinn.

Da wëll ech nach e puer Wuert verléieren iwwert déi Ausstellung vum Éischte Weltkrich. Ech mengen, do huet d'Regierung och gutt bewisen, wéi et mat hirer Kommunikatioun war: Deen een Dag derfir, deen aneren Dag dergéint, deen Dag drop erëm derfir an dann herno war se erëm dergéint. An da waren op eemol keng Kreditter do.

Mir schwätzen hei vun 250.000 Euro. Mir schwätzen also hei net vun Honnerte vu Milliounen. An eng Regierung, där hir Geschicht emol net esou eng Ausstellung wäert ass, déi brauch sech net ze wonneren, wann d'Leit hir de Virwurf maachen, si hätt kee Res-

pekt virun der Geschicht vun dem Land. Fir do hinzugeen an da mat allen Argumenter ze versichen, firwat datt een dee Kredit net kéint kréien, et wier net budgétiséiert gewiescht!

Wann nëmmen an engem Stat dat géif gemaach ginn, wat vun Ufank un ëmmer budgétiséiert war! An do komme wéi dacks Ministere bei eis a se soen, hei, fir datt et méi séier geet, an esou virun, kënt Der net d'accord sinn, datt mer dat doten awer maachen an datt mer dat op dee Kredit iwwerbuchen oder esou. Et ass ëmmer e Wee fonnt ginn.

Also, wann een dat wëllt maachen, wierklech wëllt maachen, da mécht een et. A wann een et net wëllt maachen, da sicht een egal wat fir Argumenter, déi ee wëllt, fir et eben net ze maachen. An dës Regierung wëllt keng Ausstellung iwwert den Éischte Weltkrich maachen, an duerfir huet se och an der Finanzkommissioun deen Amendement, dee mir erabruecht hunn, verworft! Si wëllt keng Ausstellung maachen, an da soll se dat kloer soen a soll hei net mat esou fadenscheinegen Argumenter operéieren.

Wann eng Regierung wëllt wierklech mam gudden Beispill virgoen a si wëllt spueren, da soll se konkret ginn an eppes Beweisbares an Novollzéibares bréngen. Dat huet dës Regierung awer mat deem Spuerprogramm, dee se bis elo virgeluecht huet, net gemaach. Dee kënt eréisch, wéi gesot, no den Europaparlamentswahlen.

(Interruption)

Fir symbolesch esou e Blödsinn ze maachen, wéi op der Autobunn d'Strooseluuchten ewechzeseën, wou d'ganz Land de Kapp driwwer rëselt, wann dat sollt e symbolesche Geste no bausse sinn, wéi dës Regierung wëllt spueren, da muss ech soen: aarmséleg Regierung! Grad do, wat d'Sécherheet ubelaangt, gi Luuchtemasten ewechgeholl. Wa se se wéinstens ausgemaach hätten. Neen, si hu se symbolesch ewechgeschnidden op ee Meter. Dat Eenzezt, wat positiv un deem Meter ass: D'Leit ginn all Dag, wa se derlaanschtfueren, un dee Blödsinn nei erënnert!

(Hilarité)

Duerfir, loosst se stoe bis d'nächst Wahlen, datt d'Leit ëmmer erëm gesinn, hei, esou blöd muss ee sinn, fir Luuchten op ee Meter vum Buedem ewechzeseën, fir ze soen, mir spueren dann.

Wann d'Regierung wëllt esou symbolesch eppes maachen: Si war jo elo virun e puer Wochen op Clierf de Weekend verbréngen, wéi se de Regierungserot do gehalten huet. Mir fannen dat positiv, datt se d'ländlech Géigend ennerstëtzt an datt d'Hôtelleriebranche ennerstëtzt gëtt. Mä dann hätt se sollen do en Exempel maachen a soen: Hei, mir fueren net mat de Regierungswegen op Veianen oder op Clierf do-robber, mir fueren zesumme mam Zuch do-robber. A vu datt kee soziale Fall an der Regierung ass, maache mer e Geste a mir bezuelen déi Käschten och alleguer selwer. Dat hätt zwar och de Budget net gerett, mä et wier op d'mannst vun esou vill symboleschem Wäert gewiescht dobaussen, wéi d'Luuchte laanscht d'Stroos ewechzerappen.

(Brouhaha)

Här President, den Tram huet d'Madame Loschetter ugeschnidden. Ech wollt deen och dann nach eng Kéier uschniden. Ech mengen, déi Leit, déi esou ferscht fir den Tram heibannen anrieden - dobausse gëtt et der ëmmer manner -, déi Leit sollten emol higoen...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - 72%!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, neen, neen, neen!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - 72%!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir interpretéiert dat, wéi Dir dat wëllt.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Da liest och alles...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen, 72% ennerstëtzen en net. Dat ass net d'Interpretatioun vun där Analys.

► **Une voix.** - Ou!?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen, neen. Wann Der wëllt, hei, da kommt emol heihin a da gitt Der konkret Beispiller, u konkrete Beispiller weist Der, fir wien deen Tram dann e Virdeel bréngt.

Mir hunn hei an der Stad Exercicer gemaach an alle Quartieren, aus deene Leit sech déplacéieren, a mir hunn net een eenzege fonnt, wou et fir e Stater Bierger en Avantage wier, wann den Tram eng Kéier kënt. Am beschte Fall ass et gläich! Am beschte Fall ass et gläich an an deene meeschte Fäll ass et fir d'Stater Leit eng Verschlechterung. A bei alleguer deenen 150.000 Pendler, déi moies an d'Stad mussen eran- an owes erauskommen, do hu mer kee

fonnt, fir deen et e Virdeel war! Do kënt Der alles opbauen, Schemaan, wouhier d'Leit kommen a wouhi se fueren...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Wien?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma Dir! Macht dat! Dir kënt net de Contraire...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Wien ass „mir“?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma mir, mir als Partei hunn dat gemaach.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Ahhh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mä, Madame Loschetter, Dir kënt jo heihinnerkommen, Dir kënt jo heihinnerkommen an unhand vu Beispiller bewisen,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - ... Expert Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...datt d'Leit Virdeeler dovunner hunn; een, deen zu Bouneweg wunnt, deen an de Centre Hospitalier fiert, wéi en haut fiert, wéi e muer fiert. Huelt ee vum Kierchbiere, deen op Zéisseng fiert; huelt een, dee vun Thionville op de Lampertsbiere fiert. Dir huelt einfach esou vill Beispiller a bréngt eis Beispiller, wou et fir déi betrafte Leit e Virdeel ass. Ech soen lech: Dir fannt keen, fir deen et e Virdeel ass. Et ass héchstens gläich, awer fir keen e Virdeel.

An dann déi gréng, déi hunn ëmmer sech dergéint gewiert, datt Parkingen an der Stad solle kommen, datt d'Autoe sollen an d'Stad kommen. Elo baue se awer fir den Tram 5.000 bis 6.000 Parkplaze ronderëm d'Stad bäi, wou d'Leit da sollen an den Tram kommen.

(Interruption)

Richtig.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Ronderëm d'Stad ass net an der Stad!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Awer just! Also d'Kockelscheier, de Kierchbiere, dat ass net an der Stad, mä et ass just do, wou den Tram fortgeet.

(Interruption)

Madame Loschetter, Dir sidd vläicht ze vill an der Stad. Dir musst lech emol moies an owes e bësse ronderëm d'Stad bewegen. Da gesitt Der, datt am Rescht vum Land alles Stau ass! Moies ass alles Stau fir an d'Stad, an owes ass Stau fir aus der Stad. Dat heescht, fir datt dann déi 5.000 bis 6.000 Leit mat hiren Autoen an d'Stad kommen, muss se emol fir d'Éischt am Stau stoen. A wann Dir sot, et kënnen elo 6.000 Autoe weider an d'Stad kommen an Dir huelt an engem Stau en Auto mat siwe Meter, da produziéiert Der mat Ären dräi Parkinge ronderëm d'Stad 40 km Stau ronderëm d'Stad moies an owes weider!

Dat ass d'Realitéit, well déi zousätzlech Autoe stinn emol zousätzlech am Stau. Dat ass Är Konklusioun, an duerfir, déi Regierung hei, wann déi investéiert, dann investéiert se an de Stau. Dat hunn ech déi leschte Kéier gesot, an duerfir soen ech lech ganz kloer: Dat dote geet net op!

A wann Der dann erëm wëllt mat de Leit all zesummen d'Problemer ugoen, wéi d'Madame Loschetter elo grad hei gesot huet, ma dann hutt dach de Courage a macht e Referendum. A wa 70% derfir sinn, Madame Loschetter, wéi Der elo grad gesot hutt, da braucht Der dach keng Angscht ze hunn! Da wier ech an Ärer Plaz deen Éischten, déi géif soen: Ma mir maachen e Referendum a mir loosse eis vun de Leit am Land d'Zoustëmmung gi fir dee Projet do. Mä Dir wësst ganz genau, datt déi grouss Majoritéit dergéint ass, an duerfir hutt Der Angscht. Dir hutt Angscht virun der Wourecht. Dir hutt Angscht virun der Meenung vum Bierger. An duerfir frot Der se net. Dir macht nëmme Referendum do, wou se lech an de Krom passen! A wann de Risiko besteet, datt d'Leit eng aner Meenung hu wéi Dir, da macht Der kee Referendum. Duerfir soen ech lech: Macht e Referendum, da geet dat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mengem Kolleeg Fernand Kartheiser nach zéng Minutte loosse,...

(Interruptions)

...duerfir wëll ech zum Schluss kommen.

Et si Leit heibannen, déi hunn e schlecht Demokratie-Versteesdemech, déi mengen, just hir Meenung dierft hei virgedroe ginn. Et sinn och nach Leit, déi hunn eng aner Meenung, an an engem Parlament an engem demokratesche Stat huet jiddwereen d'Recht, seng Meenung virzedroen, och wann et deem engen oder aneren net gefält!

Op jidde Fall, dës Regierung huet an deene sechs éischte Méint bewisen, datt se net fir

Transparenz ass, datt se net fir Dialog ass. Si huet gewisen, datt se kee Respekt vis-à-vis vun eiser Geschicht huet, eiser Traditioun, eiser Identitéit, eiser Kultur. A si huet och bewisen, datt se kee Respekt virun de kommende Generationen huet. A sechs Méint huet se scho viles füttigemaach, wat Generatione virdrun enner schwierege Konditiounen erschafft hunn.

Ech soen lech Merci.

(Interruptions et brouhaha)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Vill Pathos! Dat passt net bei lech, dee Pathos do.

► **M. le Président.** - Sou, da gi mer zum nächste Riedner iwwer, an dat ass den Här Justin Turpel vun déi Lénk. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

(M. Justin Turpel dépose 4 motions.)

Merci, dat ass awer fein, dass Der mer eppes matbruecht hutt.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Dat ass ganz gär geschitt! Ech hoffen, Dir apprécieiert et. Et si véier Motiounen, op déi ech dann herno wäert zrëckkommen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'annonce de Madame le Ministre de la Culture de résilier l'ensemble des conventions culturelles que l'Etat entretient actuellement avec les associations et institutions du secteur culturel afin de réorganiser la politique de subvention culturelle de l'Etat;

- considérant que ces déclarations n'ont pas été accompagnées par des annonces concrètes concernant l'orientation future de ces conventions culturelles qui auraient ainsi au moins permis aux associations et institutions une certaine prévisibilité concernant leurs engagements;

- considérant qu'il existe ainsi une grande incertitude concernant les nouveaux critères à la base des nouvelles conventions;

- considérant que cette incertitude rend impossible toute planification pluriannuelle - outil important pour les associations et institutions culturelles;

invite le Gouvernement

- à s'informer auprès des associations et institutions culturelles sur leurs engagements qu'elles ont d'ores et déjà pris en relation avec leurs projets culturels par rapport à d'autres associations et institutions luxembourgeoises et/ou étrangères;

- à présenter dans les meilleurs délais les critères qui serviront de base pour les nouvelles conventions, critères qui devront s'orienter aux buts, défis et mesures proposés par le Pacte culturel.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le Gouvernement est en train d'élaborer une nouvelle procédure budgétaire dite «budget de nouvelle génération»;

- considérant les incidences de cette nouvelle procédure sur les capacités de l'Etat d'agir en matière politique;

- considérant la volonté de la Chambre de Députés de s'impliquer dans les différentes étapes de l'élaboration de cette nouvelle procédure;

invite le Gouvernement

- à soumettre les propositions concernant la nouvelle procédure budgétaire le plus rapidement possible à la Chambre des Députés, afin de l'associer aux travaux futurs et de lui permettre d'en discuter en séance plénière.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi 6670 sur la réforme des aides financières de l'Etat aux étudiants de l'enseignement supérieur et ses implications sur la situation des étudiants;

- considérant que l'allocation de base prévue est inférieure aux montants alloués en matière d'allocations familiales avant la réforme de 2010;

- considérant que les organisations estudiantines et les organisations syndicales craignent que cette réforme ne porte atteinte à l'autonomie de tous les étudiants et à leurs possibilités de poursuivre des études supérieures;

- considérant que les dépenses en matière d'aides pour étudiants ne représentent pas seulement un coût, mais constituent surtout un important investissement dans l'avenir;

invite le Gouvernement

- à se concerter avec les représentants des étudiants et les organisations syndicales dans le but de garantir dans la nouvelle loi la possibilité pour tous les étudiants de poursuivre des études supérieures tout en assurant leur autonomie.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant l'accroissement constant et inquiétant des inégalités de revenus à tous les niveaux (cf. ratios des parts de revenus disponibles - S95/5, S90/10, S80/20, etc.);

invite le Gouvernement

- à soumettre des propositions, y compris en relation avec la procédure budgétaire, afin de réduire ces inégalités à tous les niveaux;

- à présenter pour chaque projet de loi l'impact sur l'évolution des inégalités sociales.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Den Här Gramegna huet eis gëschter mat Stolz erkläert, datt déi lescht Regierung, an där d'LSAP dra war mat der CSV, eng falsch Finanzpolitik gemaach hätt. A mir, sot en, hunn d'Zil erreecht an den Triple-A an d'EU-Norm, dat heescht de Stabilitéitspakt, agehalen. Déi lescht Regierung hätt vu Bréssel keng gréng Luucht kriit fir hire Budget. „Mir“, Zitat, „hunnt dat färdgebruecht.“

„Mir“, dat ass virun allem d'DP, zesumme mat hire Beroder vun der ABBL. An d'LSAP an déi gréng maache mat. An den „kritesche Bléck“, vun deem d'Madame Loschetter elo just geschwat huet, vun der LSAP an och vun deene Gréngen op d'Politik vun der Regierung a vun der DP ännert näischt drun, datt se et matmaachen a letztendlech och rechtfertegen.

(Interruption)

Net d'Erofsetze vun de sozialen Ongläichheeten, déi ëmmer méi grouss ginn, net d'Be-kämpfe vun der Aarmut a vum Chômage, déi zouhuelen, neen, d'Oplage vun der EU a virun allem de Ratingagencé sinn d'Mooss vun der Politik. An dobäi bleift et, sot den Här Gramegna, en Iwwergangsbudget, „en Iwwergang vu gëschter op muer, vun engem alen op en neie System an“, ech hu gestaunt, wéi ech et héieren hunn, „vu viru Lehman Brothers op eng nei Welt, déi multipolaire ass.“

Si mir wierklech „no Lehman Brothers“ ukomm? Ech wëll drun erënneren, dat sinn déi, déi 2007 déi gréisste Finanzkris agelaut hunn, déi de Kapitalismus bis haut kann huet.

Neen, mir sinn net „no Lehman Brothers“ ukomm! D'Ursaache vun der Kris si bis haut net duergeluecht ginn an d'Léieren net gezunn. 5.100 Milliarden Euro goufen de Banke fir faul Kreditter zur Verfügung gestallt. En Audit iwwert d'Ursaache vun deene faule Kreditter, wou se lounge a wou déi illegitim Schold vläicht ass, déi een net soll bezuelen, gouf bis haut net gemaach. A ronn 1.000 Milliarde faul Kreditter si weider ënnerwee. An d'Spekulatioun zitt erëm un. Och do goufen déi noutwendeg Léieren net gezunn.

Den zweete Volet vun der Ausso vum Finanzminister: Ass d'Zukunft „multipolaire“? Dat heescht, ginn elo all Acteuren an all Komponente berücksichtegt? Ech mengen net!

Et gëtt just nach ee Pol, an dat ass deen: Gefällt onse Budget der Finanzaristokratie, déi d'Muecht an Europa iwwerholl huet? Wat soe Moody's, Standard & Poor's, Fitch an DBRS zum Budget an zu der Regierungspolitik? Dat ass d'Mooss vun den Denger, vun der Saach.

Fir d'LSAP zielt net méi: Wat soen d'Gewerkschaften? Wat soen d'Vetriebler vun de Leit, déi schaffe ginn? Mä: Wat soen d'Vetriebler vun Kapital a vun de Ratingagenturen? Déiselwecht Ratingagenturen, déi mat schold sinn un der Finanzkris 2007/2008; ech wëll un Enron erënneren. An dat wäert beim Budget vun der neier Generatioun, op deen ech nach zréckkomme wäert, a senge Strukturereformen nach méi zum Droe kommen.

Déi viiregt Regierung vun CSV an LSAP huet d'Basis fir déi Politik geluecht. D'DP iwwerhëlt elo mat der ABBL d'Rudder, an ech wëll dann emol den Här Wirtschaftsminister zitieren, dee seet, dass d'ABBL deen éischten, den „Premier Conseiller de Gouvernement“ vun der neier Regierung ass.

D'CSV ass e bësse méi blöd drun, well se déi Politik eigentlech mat ageleet huet, se gréisstendeels och dréit. A si ass och net dergéint, datt gespuert gëtt, seet den Här Wiseler. Si ass just net d'accord mat der Aart a Weis, wéi d'Re-

gierung dat mécht. An ech mengen, d'CSV huet souguer domadder recht, wa se seet, si kéint net d'accord si mat der Aart a Weis, well esou geet een net mat Leit em, deenen ee Saachen ewechhëlt an iwwert déi een decidéiert, wéi dës Regierung dat mécht. Mä d'CSV ass awer d'accord mam Inhalt a mam Prinzipium vun Spueren.

An ähnlech ass et bei der ADR, déi zwar seet, déi och schwätzt vum Spueren, wat onbedéngt misst gemaach ginn, vun där neier Relioun, déi just seet, et soll een déi Leit, déi wierklech näischt hunn, et soll een déi ausspueren.

An dat schéngt de Problem ze sinn: déi nei Relioun. En ass elo net heibannen. En ass vläicht säi Staf a säin Hutt sichen als gudden Hiert, dee mat sengen zéng Geboter hei vum Biereg erfokomm ass. En huet se warscheinlech laang verstoppt gehat, mä en huet eis erkläert, elo, wou de Reliounsunterrecht emol nach net ofgeschafft ass an deen neie Wäerteunterrecht emol nach net definéiert ass, wat déi nei Wäertesinn. Déi nei Wäertesinn...

► **Une voix.** - Den Här Berger huet jo vun zéng Geboter geschwat.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Maja, ganz genee, vun deenen zéng Geboter. Ech weess awer net, mat wem e se duergeschwat huet op deem Biereg do uewen, mat wéi engem Gott. Oder mat sech selwer? Mä en huet se op jidde Fall emol matbruecht an...

(Interruption)

Jo, en huet jo och e Buch driwwer geschriwwen, „Ganz oben“, wou en dann awer näischt dovunner ugekënnegt hat.

► **Une voix.** - Kommt zum Budget!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Zum Budget ass et ganz kloer, datt dat déi nei Relioun ass, an dat ass déi nei Regel. D'Prinzipie vun der Humanitéit - de Mensch, net d'Kapital soll am Mëttelpunkt stoen - gëtt et net méi. Déi nei Regel heescht „spueren, spueren an nach eng kéier spueren!“

Hu mir iwwer ons Verhältnissen gelieft, wéi den Här Berger dat gesot huet? Den Här Gibéryen huet et och opgeworf. Jo, et gëtt vill Leit, déi iwwer hir Verhältnissen liewen. Ronn 0,1% vun der Bevelkerung vun dëser Welt, deene geheieren 81% vun alle Verméigen op dëser Welt! An 99,9%, déi deele sech déi aner 19% vum Verméigen op dëser Welt. Dat sinn e puer Honnerttausend Leit vis-à-vis vu sechs Milliarde Menschen.

Och zu Lëtzebuerg gëtt et grouss sozial Ongläichheeten, déi zouhuelen. Ech wëll drop hiweisen, fir déi, déi den Avis vun der Chambre des Salariés an och de Sozialalmanach vun der Caritas a vun der Chambre des Salariés opmierksam gelies hunn, datt den Ennerscheid tëschent deenen ieweschten 10% vum Akommes an deenen enneschten 10% sech vun 2000, wou schonn den Ennerscheid 5,5-mol war, wou uewe méi verdéngt gouf wéi ënnen, datt dee sech nach vergréssert huet op 6,4-mol. Mir sinn, wat déi zéng héchst a wat déi 5% héchst Akommes ugeet, do, wou Däitschland och ass mat senge groussen Ongläichheeten.

An neen, d'Majoritéit vun de Leit lieft net iwwer hir Verhältnissen. Eng Minoritéit vu Räichen a Superräichen doudsicher, mä d'Majoritéit vun de Leit sécher net! An ech brauch d'Chifferen net nach eng kéier ze widderhuelen vum Aarmutsrisiko: 15%; all Sechsten, dee Schwieeregkeeten huet, fir um Enn vum Mount iwwert d'Ronnen ze kommen. Ech soen et och nach eng kéier, all zweete monoparentale Stot ass an där Situatioun. A wa mer keng Sozialtransferten hätten, da léiche mer bal bei 50% vun eiser Bevelkerung, déi Schwieeregkeeten hätten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, well se ënnert dem Aarmutsniveau liewen.

D'Ursach dovunner, iwwert déi ass net geschwat ginn, d'Ursach vun deenen Ongläichheeten. Mä et muss een awer doruwwer schwätzen, och wann ee wëllt iwwer Budget schwätzen an iwwert d'Awierke vum Stat op d'Ongläichheeten. D'Ursach ass déi, datt de geschafene Rächtum zu Lëtzebuerg net gerecht verdeelt gëtt. Vum ganze Rächtum, deen duerch d'Aarbecht geschafte gëtt - well et ass d'Aarbecht, déi Rächtum schafft, net d'Kapital eleng, an och Maschinnen eleng net, wann ee keng Aarbecht dran investéiert -, kriit d'Kapital, dat heescht d'Shareholderen, zu Lëtzebuerg méi wéi a villen anere Länner.

Ech wëll och dozou e Chiffer ginn, well e wichteg ass, fir ze verstoen, wou eise Problem ass am Budget, an doréms geet et jo. Zu Lëtzebuerg kréien 2009 - d'Statistike si schonn e bësse méi al -, den Undeel vun der Aarbecht um geschafene Rächtum sinn 52%. Ech wëll do soen: 19 Joer virdru waren et der nach 61%! Mä et sinn 52%, esou ass dat erfgaangen.

An Däitschland ass deen Undeel awer 62%, a Frankräich 63%, an der Belsch 67%. Dat heescht an anere Wieder, datt zu Lëtzebuerg d'Salariat 10% bis 15% manner op der Valeur ajoutée brute ausbezult kriit wéi an deene Länner ronderëm. An déi 10% bis 15%, déi manner an d'Aarbecht zréckfléissen zu Lëtzebuerg, dat mécht véier bis sechs Milliarden all Joers aus.

Da kommt, mir vergläichen dat elo emol am Budget an da wësse mer, datt, wann een de Leit déi Sue virenthält als Loun an als direkt Emverdeelung, datt een herno iwwert de Budget ganz villes muss rudder, fir de Leit dat zum Deel ze kompenséieren, wat se brauchen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat ass jo eng vun den Ursaache vun de Sozialtransferten a firwat datt ouni d'Sozialtransferten den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg praktesch d'Halbschlecht vun der Bevelkerung géif ëmfaassen.

An trotz dëse Sozialtransferte ginn d'Ongläichheeten zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss. D'Realléin ginn zréck, 2,7% an deene leschte Joren. Déi méi niddreg Léin besonnesch, déi héich och, zwar manner. D'Ausgabe fir d'Majoritéit vun de Leit huelen zou, besonnesch an deenen enneschten Akommeskategorien huele se verhältnisméisseg staark zou.

D'Konklusioun dovunner ass relativ kloer: Et muss eppes geschéie bei der direkter Verdeelung, bei de Léin! Och do huet de Stat eng Roll ze spillen. Well alles, wat net bei der direkter Verdeelung richtig verdeelt gëtt, muss de Stat herno mat anere Moyene kompenséieren, an dat ass genee jo d'Diskussioun iwwert de Budget an iwwert déi Besoinen, déi de Stat huet.

Dobäi ass et och wichteg ze kucken, wie wéi vill an de Statsbudget abezilt. Ech mengen, d'Chiffere si bekannt, fir déi, déi d'Avisen duergelies hunn, mä d'Entwécklung ass awer beuerougend. Een Drëttel vun de Recetté vum Stat kommen aus direkter Steier an zwee Drëttel aus indirekter Steier. Beispillsweis d'TVA ass eng Entwécklung, déi och virun de Wahlen och vun der LSAP a vun anere kritiséiert ginn ass. Si geet awer am Moment emol esou weider! Och wann d'TVA an d'Luucht gesat gëtt, geet se gradesou weider.

Ech wëll soen, datt déi indirekt Steier, dat ass eng Steier, déi net no Akommes gestaffelt ass, während déi direkt Steier, dat ass eng Steier, déi progressiv ass an déi zouhëlt, wat ee méi Akommes huet. Et sinn d'Stéit an d'normal Leit, déi dee gréissten Deel vun de Recetté vum Stat finanzéieren.

Am mannsten droen d'Betribler dozou bäi. D'Betribler bezuelen 1,5 Milliarde Betriebssteuer. D'Lounsteuer eleng dréit 3,7 Milliarden. Dat heescht, dat Verhältnis, wat mer emol haten, wat kritiséiert ginn ass, datt d'Betribler nëmme een Drëttel géife bezuelen an d'Steiere vun de Salariés zwee Drëttel, dat huet sech nach widerentwéckelt. Elo si mer op engem Véierel an dräi Véierel a mer gi ganz staark a Richtung, datt d'Betribler just nach ee Fënneftel bezuele vun de Steieren an d'Salarié véier Fënneftel, wat eng Entwécklung ass, déi net kann hiegeholl ginn.

An dann huet een awer d'Impressioun, wéi wann dat awer esou gewollt wier an der Steierpolitik. Et ass esou gewollt. Ech ginn ee Beispill. De Serge huet et scho gi gehat hei bei der Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun.

Et ass de politesche Wëlle vun der Regierung, datt een op Revenue vum Kapital manner Steiere bezilt wéi wann ee schaffe geet. Een, dee 55.000 Euro d'Joer verdéngt a schaffe geet, bezilt dorobber 13.000 Euro. An als Kapitalbesëtzer bezilt en op deem Revenu 2.232 Euro, dat heescht sechsmol manner wéi deen, dee schaffe geet an deen d'Saach erschafft huet.

Och do gëtt et interessant Chifferen aus der Vergaangenheet. E sëtzt hei, well et ass ee vun deene weinigen, déi ganz opmierksam déi ganz Zäit bei den Diskussiounen derbäi sinn: De Gilles Roth huet den 30. November 2011 als deemolege Budgetsrapporteur opgeworf an ausgerechent, datt d'OPCe fir ronn 13.800 Euro Aktiva een Euro - een Euro! - Taxe d'abonnement bezuelen. Dat sinn 0,0072%!

Et ass logesch, datt d'Fongenindustrie seet, an et stoung grouss am „Tageblatt“ op enger Säit, ech hu se elo net matbruecht, mä Dir hutt et all gelies, datt d'Fongenindustrie seet, fir si wier d'Kris ofgehaakt. Ech gleewen dat! D'Fongenindustrie ass zu Lëtzebuerg gewuess op 2.600 Milliarden Euro, déi aktiv hei agesat ginn. Op deenen 2.600 Milliarden Euro bezuele se als Taxe d'abonnement 691 Milliounen. Et ass manner wéi dat, wat déi Leit, déi an de Banke schaffen, als Lounsteuer bezuelen. Et ass manner wéi dat, wat déi Leit, déi beim Stat schaffen, als Lounsteuer bezuelen, bei 2.600 Milliarden.

An dann huet d'Chambre des Salariés an hirem Avis och nach eng ganz interessant Donnée

ginn iwwert d'Steieren, déi bezuelt ginn, an dat ass zur Industrie non financière. D'Chambre des Salariés seet, datt d'Industrie non financière zu Lëtzebuerg 0,1% Steieren op der Valeur ajoutée brute bezilt. 0,1%! A si kréie parallell 1,1% Subventionen, déi se reell kréien. Soudatt also d'Industrie non financière, fir d'Finanzen emol erauszeloossen, ënnert dem Stréch - ënnert dem Stréch - 1% erauskritt, amplaz eppes bei de Stat eranzebezuelen! Lëtzebuerg ass also definitiv e Paradies fir Leit mat vill Geld. Lëtzebuerg ass definitiv e Steierparadies fir déi Leit.

Dofir, an trotzdem, Lëtzebuerg ass méi wéi kompetitiv. De Rächtum, dee geschafte gëtt, ass enorm héich. Ech ginn do net méi op d'Chifferen alleguerten an. Dir wësst, datt zu Lëtzebuerg eng Aarbechtsstonn 1,47-mol méi produktiv ass a méi erabrängt wéi beispillsweis an Amerika. Dir wësst, datt zu Lëtzebuerg d'Steieren an d'Sozialofgaben immens niddreg sinn, datt een op 100 Euro Gewënn zu Lëtzebuerg 21 Euro Steieren a Sozialofgabe bezilt, an am EU-Duerchschnitt sinn et 42 Euro. An Däitschland sinn et der 48, an der Belsch 57 an a Frankräich 65.

An da seet d'UEL, d'Entrepreneuren, si géife sech wonneren, datt net méi zu Lëtzebuerg géif investéiert ginn. Jo, firwat soll een an Industrie investéieren, wann een als Finanzindustrie bal näischt méi brauch ze bezuelen a just nach praktesch iwwer säi Rendement ka schwätzen?

An et ass déi ongerecht Steierpolitik, déi dës Regierung weiderféiere wëllt. Si huet Signaler gesat an déi Richtung a si ass amgaangen, weider Signaler ze setzen. D'Steiertabell gouf net un d'Inflatioun ugepasst. Et kommen zwar elo keng Intéréts notionnels, mä d'Politik vum „ruling“ gëtt weidergefouert. An et wier och emol interessant, fir gewuer ze ginn, wat de „ruling“ als Déchet fiscal zu Lëtzebuerg all Joers géif mat sech bréngen. Ech wier frou, wann de Finanzminister mer dozou Renseignementer kéint ginn.

Lëtzebuerg soll ëmmer méi attraktiv ginn, et steet am Regierungsprogramm, fir HNWlen, also „high net worth individuals“, an och déi „super high net worth individuals“, déi ganz Räich, an och fir d'Multinationalen, inklusiv d'Rüstungsindustrie. Wann ech richtig verstanen hunn, wëlle mer jo souguer engem vun deene gréisste Rüstungsproduzente seng Multinationale op Lëtzebuerg ulackelen. A parallell soll duergeluecht ginn, datt d'Politik insgesamt duergeluecht ginn a solle Steiere gespuert ginn.

Och d'Indexmanipulatioun, op déi ech elo net weider méi laang aginn, well och schonn doruwwer geschwat ginn ass, soll weidergefouert ginn. An et ass jo kloer, datt, wann d'Inflatioun ënner 2% oder 2,5% läit, dann ass et einfach, fir ze soen, mir brauchen et net ze manipuléieren, wann ee parallell seet, mä wann et driwwer geet an d'Sozialpartner sinn net d'accord, fir ze manipuléieren, da muss mer léigiféieren.

Mir soen, d'Steierlaascht zu Lëtzebuerg ass net solidaresch a gerecht verdeelt. Mir brauchen eng Emverdeelung, méi eng gerecht Verdeelung, souwuel bei de Léin awer och iwwert d'Steieren an de Statsbudget, woubäi d'Sozialtransferten och weiderhin eng wichteg Roll wäerte spillen. De Budget ass insgesamt ënnerfinanziert. D'Recetten entsprechen net de Besoinen.

An ech stelle fest, datt mir déi Eenzeg sinn, déi dat hei soen. Jiddweree wëllt bei den Dépensé spueren. An de Constat, datt d'Recetten ze niddreg sinn an datt Moyenen do sinn, fir et aneschtens ze maachen, deen ass kee bereet ze maachen. An dat féiert an d'Katastroph.

De Budget ass kee Selbstzweck, och kee Schéinheitsconcours, weder fir e Premier nach fir d'Finanzministeren zu Bréssel. De Budget muss erlaben, datt de Stat seng Aufgabe mécht am Beräich vun effentlechen Dëngschtleeschungen, déi ech net alleguerte wëll opzielen, vu Kannerbetreuung iwwer Schoul, Mobilitéit, Gesondheet, Recht op Informatioun, Waasser, Energie an esou weider an esou fort, iwwer Infrastrukture fir jiddwereen - ech kommen nach op d'Infrastrukturen zréck -, och fir d'Betribler, bis hin zu sozialen Ausgleich a Gerechtegkeet schafen a regulativ virgoen. Déi Aufgabe muss de Stat kënnen maachen, zesumme mat de Gemengen, an zesumme brauche Stat a Gemengen dofir d'Mëttelen.

Wann dat de Fall de Moment net ass, wann de Stat an d'Gemengen déi Mëttelen net hunn, dann huet dat zwou Ursaachen: Éischten, et gëtt keng Steiergerechtegkeet. Wa jiddwereen, och d'Kapital, e gerechten Undeel un der Steier géif bezuelen, da géif de Problem net bestoen. An ech hoffen, datt déi, pardon, ech fäerten, datt déi geplangte Steierreform vun 2016 net an d'Richtung wäert goen, fir do méi Steiergerechtegkeet ze schafen, wann ech d'Aussoe ku-



cken, déi bis elo an déi Richtung gemaach gi sinn.

Et gëtt eng zweet Ursach, firwat datt d'Gemengen an de Stat net iwwert déi Sue verfüegen, iwwert déi Recettë verfüegen, déi se brauchen, dat ass de Stabilitéits- a Fiskalpakt vun der EU. Mam Europäesche Semester an dem Sixpack, Twopack, makroekonomesch Ongläichgewichtsparameteren, huet d'EU-Kommissioun eise Budget fest am Grëff. An den Här Gramagna an d'DP si stolz dorobber.

Bei der Ofstëmmung iwwert de Fiskalpakt an der Chamber am Februar 2013, virun engem Joer, hunn déi gréng dergéint gestëmmt, an dat zu Recht. Et ass zwar net ganz kohärent, well si hu fir de Stabilitéitspakt gestëmmt, mä net fir de Fiskalpakt, mä dorwäert kann ee sécher eng Kéier méi am Detail diskutéieren. Mä si hunn dergéint gestëmmt, an dat war och richtig.

Si hu gesot: De Fiskalpakt, dat ass eng Scholdebremms, déi ekonomesch schiedlech ass, sozial ongerecht „...und nicht zur Lösung der Finanz- und Schuldenkrise beiträgt. (...) Wer für den Fiskalpakt eintritt, nimmt eine gefährliche Schwächung der Handlungsfähigkeit der Staaten in Kauf, auf Kosten der wirtschaftlich Schwächeren.“ An et ass e falschen Usaz fir d'Ofwendung vun der Kris.

Ech ginn elo net weider drop an, fir ze zitieren aus all deem, wat déizäit gesot ginn ass. An dat, wat d'Madame Loschetter haut ugedeit huet, kritesch an déi Richtung, ännert awer näischt drun, datt alles, wat am Budget ass, matgedroe gëtt an datt alles, wat op Bréssel gaangen ass, vun lech esou matgedroe gëtt an datt Der net méi bereet sidd, fir déi Politik, déi Der virduun zum Deel verdeedegt hutt, fir déi och konsequent zum Drogen ze bréngen.

(Interruption)

Dach, dat huet eppes mateneen ze dinn!

Och d'CSL warnt an hirem Avis virum „piège de Maastricht“.

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. le Président.** - Wann ech gelift, ech géif d'Kollegee bidden, jiddweree Plaz ze huelen. An et si mer e bëssen ze vill där klenger Sëtzungen an der Sëtzung. Wann ech gelift e bësse Respekt virum Riedner! Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President.

Och d'CSL warnt an hirem Avis virum „piège de Maastricht“. Ech géif jiddwerengem roden, dat nozeliesen op Säit 27, wou se seet, datt déi gëlle Regel zu Kierzung vum Investitioun feiere wäert an datt dat mittel- a längerfristeg geféierlech a souguer déidlech ass.

Grad fir déi kleng Länner! An ech mengen, den Här Bodry huet de Moien eppes gesot: datt grad déi kleng Länner méi restriktiv an hirer Budgetpolitik misste sinn, an datt mir eis selwer 30% Maximum operleucht hu vun de Scholden, statt 60%, déi am Stabilitéitspakt virgesi sinn.

Mä grad an engem kleng Land ass dat extrem geféierlech! Wann ee sech esou Bremsen operleet, fir net méi déi Investitiounen kënnen ze maachen, déi ee muss maachen, dann huet dat Konsequenzen. An domadder, doduerch, datt een dann net méi déi Investitiounen ka maachen, préemptéiert een am Fong geholl d'Zukunft vun onse Kanner.

Ech war erstaunt de Moien, wéi d'Madame Elvinger gesot huet, an och de Premier huet et schonn dacks genuch virdu gesot, datt ee misst immens versichteg sinn. Esou wéi si et gesot huet, mat de Scholden, leeft et dorobber eraus, datt ee praktesch keng Scholde méi ka maachen, zum Beispill fir eng Wunneng ze bauen. Dach, do mécht ee Scholden! Well dat lount sech.

An d'nämlecht ass et jo beim Stat! D'nämlecht ass et beim Stat. An dee Verglach, deen ëmmer gemaach ginn ass, haaptsächlech vum Premier, tëscht dem Statsbudget an dem Budget vun engem Stot, ass falsch an irreféierend. Aus enger ganz einfacher Ursach: Well ee Stot, deen huet e fest Akommes, wat e weineg ka beaflossen. De Stat, deen huet eng regulativ Funktioun a soll déi och ausüben.

An et ass kee Problem, fir bestëmmte Saachen, mir schwätzen net vun Dépenses courantes, fir bestëmmte Saache Scholden ze maachen. Ech ginn d'Beispill net alleguerten, déi een do kéint uginn. Infrastrukturen, dat ass evident. Duerch Investitiounen an Infrastrukture baut een déi Struktur op, déi ee brauch, fir duerno eng Retombée fiscale ze hunn, fir d'Liewensqualität ze erhéieren. An anert Beispill ass d'energetesch Erneuerung an d'Energieeffizienz, well dat ganz kloer hëlleft, d'Klima retten, Aarbechtsplaz schafen.

En drëtt Beispill, iwwert dat mer sécherlech deemnächst eng Kéier méi laang mussen diskutéieren, ass de Wunnengsbau. Well duerch massiven effentleche Wunnengsbau schafft ee Wunnraum, schafft een Aarbechtsplazen, dréckt een d'Präisser, och zum Mëssfale vun de Spekulant an de Promoteuren. A vläicht ass do ee vun de Couacen an der Regierungspolitik, datt se dat net wëlle maachen. Mä et ass dat, wat misst geschéien.

Zu de Spuermoosnamen, déi fir 2014 virgesi sinn, e puer Wieder, well ech elo net allze vill laang Zäit wëll dofir huelen, well ech nach op d'Motioun wëll agoen. Éischtens bei de Studenten. Also, ech mengen, wann de Minister Meisch seet, hie wier iwwerrascht iwwert d'Reaktioun vun de Studenten, da kann dat mech nëmme erstaunen. Mir wëssen dach alleguerten, datt d'Studenten hei am Fong geholl bal dat Eenzegt sinn, wou wierklech hei versicht gëtt duerchzegräifen, datt et en Test ass! Datt et en Test ass fir d'Regierung, fir ze kucken, wéi wäit datt ee ka goen.

A mir wënschen - ech ginn net op den Detail an, mir komme sécherlech dorobber zrëck -, mir wënschen de Studenten, déi muer manifestéieren, vill Courage an ënnerstëtze se an hirem Asaz fir d'Zukunft vun der Jugend. Well si wäerte beweisen, wat d'Zukunft vun der Jugend ass, an net déi, déi op d'Käschte vun der Jugend wëlle spueren!

En ähnlechen Test, dee vläicht fir d'LSAP grad esou schwierig ass, dat ass dee vum Chômage, vun deenen neien Zoumutterkeetsregelen, -klausel fir Chômeuren, wou d'Gewerkschaften sech jo och scho relativ heftig zu Wuert gemellt hunn. Ech wësst gären, ob d'LSAP dann och do erëm déi Spuermoosnamen einfach esou matdréit oder ob se agesäit, datt et einfach net méiglech ass, datt een all Chômeur alles kann zomudden, wat do an deenen Zoumutterkeetsklausel virgesinn ass.

Et muss een och e Wuert verléieren iwwert d'Kultur. D'Kultur, wou d'Konventiounen jo gekënnegt ginn an nei, op enger neier Basis solle verhandelt ginn. Wann een esou eppes ukënnegt, ouni ze soen, wat déi nei Basis ass, da schafft een an engem ganze Secteur, deen immens breet ass an deenen zu Lëtzebuerg eng grouss Wichtigkeet huet, eng grouss Onsicherheit.

An et ass genee dat, wat geschitt ass, wat d'Regierung an d'Kulturministesch fäerdegbruecht hunn, doduerch datt se all déi Leit, déi an deem Secteur geschafft hunn, aktiv, an der Breet... An et geet jo net nëmme bei der Kultur ëm déi visibel Kultur, ëm Kultur als Standuartergument, wéi de Premier dat bei der Lag vun der Natioun gesot huet. Bei der Kultur ass et d'nämlecht wéi beim Sport, et geet ëm d'Breet. Et geet ëm dat, wat an den Associatiounen, an de Veräiner, an de Gemengen, an de Regione geschitt. Wann een do déi Onsicherheit erabréngt par rapport zu deene Projeten, déi déi haten, par rapport zu deenen Engagementer, déi déi haten, da muss ee verstoen, datt déi Leit rose sinn, an zu Recht rose sinn! A mir hoffen, datt dat ganz schnell gekläert gëtt. Mir hunn och eng Motioun an deem Sënn, op déi ech wëll zrëckkommen.

D'Ausstellung iwwert den Éischte Weltkrich, do hunn ech nach eng Question parlementaire lafen. Ech hoffen, datt ech do eng Kéier eng Antwort kréien. Well ech weess net, ob a leschter Instanz do gespuert gëtt, an déi 296 oder 291 Milliounen (veuillez lire: an déi 256.000 Euro), wann ech elo de Chiffer richteg am Kapp hunn, sinn eigentlech Peanuts par rapport zu deem, wat mer virduun alles opgeléicht hu vun do, wou Suen net erakommen! Net erakommen, well effektiv déi, déi vill Geld hunn, net brauchen ze bezuelen. An et wier wichteg, datt een d'Opaarbechtung mécht vu senger Geschicht, well e Vollek, wat keng Mémoire huet a seng Geschicht net opschaft - si ass och nach opgeschafft ginn, mä mir ginn eis emol net d'Moyenen, fir se ënnert d'Leit ze bréngen! -, dat mécht grouss Feeler.

Vläicht hutt Der Angscht virun deem, wéi den Éischte Weltkrich ausgaangen ass. Well den Éischte Weltkrich an d'Situatioun, an déi d'Leit bruecht gi sinn, huet jo schliisslech dozou gefouert, datt mer 1918 a ganz Europa, am Osten an am Westen, revolutionär Situatiounen haten, iwwert déi mer och dann de Bilan kënnen maachen. Mä dat um Rand gesot.

En anere Punkt, deen och einfach wichteg ass opzeweieren, dat ass d'Universitët.

► **M. le Président.** - Ech wollt lech just drop hiweisen, Här Turpel, dass Der zwar selbstverständlech op Är Zäit vun de Motiouen dierft zrëckgräifen, mä dass déi Zäit awer, esou wéi eist Reglement dat virgesäit, soll genotzt ginn, fir zu de Motiouen...

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Ech schléissen dann...

► **M. le Président.** - ...ze schwätzen an net ze kumuléieren mat der normaler Riedezäit. Ech géif lech also bidden, déi Zäit och ze notzen, fir Ar Motiouen ze presentéieren. Merci.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Ech kommen dann zum Ofschloss dovunner. Wou mer sécherlech d'Geleeënheet kréien, fir eng Rei Saachen ze diskutéieren, och iwwert d'Schoul, d'Täche vun den Enseignanten, wou et wierklech ëm pädagogesch Froe geet a wou ech wëll einfach just eppes ze bedenke ginn: Jiddwereen, dee méi al gëtt op senger Aarbecht, ka méi lues schaffen. Den Enseignant kann dat net! Deen huet viru senger Klass déi nämlecht Eerausforderungen. An en huet just eng Chance, dat ass, datt en e puer Stonne manner schafft, wann e méi al gëtt. Ech géif lech bidden, dat ze berücksichtegen.

Op d'Fongen, d'Investitiounen ginn ech elo net weider an,...

(Brouhaha)

...an zu de Sozialtransferten hunn ech genuch gesot.

(Interruption)

Et gëtt sech hei gewiert géint den NIMBY-Effekt, „Not In My BackYard“. Mä mir wieren eis awer och géint den TINA-Effekt, „et gëtt keng Alternativ“. Dach, et gëtt Alternativen, an iwwert déi diskutéieren mer!

Och bei der Steierreform wëll ech drop opmierksam maachen, datt d'TVA och eng Steier ass. An ech wëll froen, ob d'Regierung schonn evaluéiert huet, bei deene 17%, déi se op Zweetwunnengen, also ausser der éischter Wunneng, erëm wëllt aféieren, wat dovunner den Impakt ass op de Wunnengsmaat, op d'Präisser an op d'Loyeren. An déi Etüd, déi misst ee wierklech emol gesinn, wat dovunner den Impakt ass, ier ee kann do Konklusiounen zéien.

Op d'„kopernikanesch Revolutioun“ beim neie Budget komme mer dann zrëck. Ech ginn dann iwwer zu de Motiouen.

Déi éischt Motioun bezitt sech och dorobber. Dat ass déi, datt d'Regierung jo ugekënnegt huet, fir eng nei Procédure budgétaire ze maachen. Ech weess net, ob d'Motiounen elo schonn ausgedelt sinn oder eréischt ginn.

► **M. le Président.** - Si ginn.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Se ginn.

► **M. le Président.** - Se sinn amgaangen.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Do geet et ganz einfach drëm, datt d'Chamber seet, wat och de Minister Wiseler, pardon, den Deputéierte Wiseler de Moie gesot huet, datt d'Chamber wëllt an déi verschidden Etappe matabezu ginn an datt d'Regierung ageluuede gëtt, fir déi nei Procédure budgétaire esou schnell wéi méiglech an d'Chamber ze bréngen, fir d'Chamber un der Diskussioun an der Ausaarbechtung... an der Chamber ze erlaben, fir dorwäert ze diskutéieren.

Déi zweet Motioun, déi bezitt sech grad op d'Fro vun der Kultur, wou eng immens Onsicherheit geschaf ginn ass am Secteur a wou mer och eng Diskussioun haten an der Kulturkommissioun driwwer, ob d'Regierung Informatiounen hätt iwwert d'Engagementer, déi d'Associatiounen schonn agaange si fir déi nächst Joren. Wou mer gesot kritt hunn, dat wier de Moment nach net de Fall, wou mer awer versprach kritt hunn, d'Kritäre géifen dann diskutéiert ginn. A mir insistéieren drop, datt d'Associatiounen wéi d'Institutiounen an deem Beräich och gefrot ginn, wat hir Projete sinn, déi se scho virgesinn hunn, an datt d'Chamber esou schnell wéi méiglech d'Kritäre presentéiert kritt, no deenen an Zukunft d'Konventiounen solle gemaach ginn, an datt een och kann driwwer diskutéieren, iwwert d'Kritären, no deenen d'Konventiounen an nächster Zäit kënnen gemaach ginn.

Déi drëtt Motioun bezitt sech op d'Studentenpreiten. Et wier jo einfach fir eis, fir hei eng Motioun ze maachen, wou mir eis Propositionen zu de Studentepreiten, déi mer der Press virgedroen hunn, déi mer gemaach hunn an déi ech elo net hei widerhol hunn, fir déi hei an eng Motioun eranzebréngen. Dat maache mer net. Mir hätten dann e gutt Gewëssen - mat zwou Stëmme géint 58 wahrscheinlech -, datt mir eist hei gesot hunn.

Mir proposéieren eppes aneschtens. Mir hätte gären, datt mer géife weiderkommen an deem Dossier. Mir hätte gären, datt d'Uleisse vun deene Leit seriö geholl ginn! Datt d'Uleisse vun de Studentenorganisationen, vun de Gewerkschaften, déi reell Problemer opgeworf hunn, datt déi seriö geholl ginn. Mir proposéieren hei einfach, datt d'Regierung sech mat de Studentevertreter an mat de Gewerkschaften soll zesummesetzen, wat se zwar scho gemaach huet, mä zesummesetze mam Zil - mam Zil! -, fir derfir ze suergen, datt d'Autonomie vun de

Studente garantéiert ass an deem Sënn, datt jiddweree seng Studie ka weiderféieren respektiv maachen, wéi e wëllt.

An dann dee leschte Punkt - an dann halen ech op - ass deen, fir ze soen, datt, wa mer vu sozialen Ongläichheete schwätzen - an ech si frou, datt den Alex Bodry driwwer geschwat huet, ech si frou, datt d'Viviane Loschetter driwwer geschwat huet -, datt ech fannen, mir müssen dat nach méi seriö ugoen. Et geet net duer, fir dat eng Kéier esou ze erwännen, mä et muss een och do Konsequenzen zéien. Mir lueden d'Regierung an, Propositionen ze maachen, inklusiv am Kader vun der Procédure budgétaire, fir ze kucken, wéi déi sozial Ongläichheeten, déi bestinn, kënnen reduzéiert ginn a wann ech gelift och derfir ze suergen, datt bei Gesetzesprojeten den Impakt vun deem Gesetzesprojet op d'sozial Ongläichheeten evaluéiert gëtt.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Turpel. Dann als nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Tribün frei fir den Här Roth vun der CSV.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech soen dem Rapporteur Eugène Berger Merci fir säi schrëftlechen a mündlechen Bericht. Dat mécht een och als Oppositionspolitiker, well grad de Budgetsrapport mat ganz vill Aarbecht verbonnen ass. A fir dee Rapport kritt een traditionell hei an der Chamber net ëmmer Eestëmmegkeet.

Wat de Fong awer elo vun dem Rapport ubelaangt, do kann d'CSV eng Rei vu Konklusiounen vun dem Rapporteur net deelen. Et ass tëscht den Zeile vum dem Rapport ze liesen, wéi wann déi viregt CSV/LSAP-Regierung déi effentlech Finanzen eigentlech net am Grëff gehat hätt. Et misst dofir elo mat Hëllef vun externer Beroder zu engem Paradigmewissel mat engem Budget vun der neier Generatioun kommen, fir dann elo erëm alles an d'Rei ze bréngen.

An ech muss och soen: En ähnlech düstert Bild vun eisen effentleche Finanzen huet och schonn de Statsminister am Numm vun der ganzer Regierung bei dem État de la nation den 2. Abrëll gemoolt. A gëschter waren eigentlech déi stärkste Wieder vun dem Finanzminister. Mat allem Respekt fir lech, Här Minister, mä Dir hutt vun enger net tragbarer Budgetpolitik geschwat, déi déi lescht fënnel Joer gemaach gi wier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Duerstellung vun der Aarbecht vun der viregter Regierung ass falsch. An ech sinn och frou, dass de Moien den Här Bodry déi Eierlechkeet hat, fir dat och an dat richteg Liicht ze stellen. Déi plakeg Zuelen, déi genannt goufe bei der Budgetpresentatioun, déi zweifelen och sécher net un. Mä et gëtt awer och dofir eng Explikatioun: nämlech an de Krisejore keng Austeritéitspolitik ze maachen, mä Wuesstum ze erhalen an de Statsbudget ze konsolidéieren.

Jo, mir hunn haut eng Statsschuld vun eefel Milliarden Euro oder 23% vun dem Bruttoinlandsprodukt. Jo, de Stat huet iwwert déi lescht Jore méi Suen ausginn, wéi en der erakritt huet. Mä et war eng antizyklesch Politik, fir d'Wirtschaft un Liewen ze halen, wéi et schlecht gaangen ass, fir dann elo, an erëm besseren Zäiten, kënnen anzespuren.

Mä ass dat e Spigelbild vun enger schlechter Finanzpolitik iwwert déi lescht Joren? Huet een déi effentlech Suen ënnert der viregter CSV/LSAP-Regierung net am Interessi vum Land ausginn? Huet ee schlecht geschafft, wann ee bei de gesamtëffentleche Finanzen wäit ënnert dem Defizit an de Scholdebarrière vun de Maastricht-Kritäre läit, besser dasteet wéi bal jiddwer aneren europäesche Memberstat? An Eurostat an den Här Frieden hunn de Moien ënnerstrach: Mir sinn dat eenzeg Land, wat 2013 mat engem Plus an de gesamtëffentleche Finanzen ofschléisst.

Jo, als klengt Land mat enger oppener Ekonomie mussen mir eis d'Lat heiheim méi héich leeë wéi aneren, eis méi enk Grenze setze wéi aneren. Mä och als klengt Land mussen mir zur Kenntnis huelen, dass déi weltwäit Wirtschaftsa Finanzkris och bei eis net spurlos laanschtgaangen ass. Mä ganz am Contraire. 2008 huet d'Regierung, zesummen iwwerens mat der ganzer Chamber, e Konjunkturpak op d'Bee gesat. An do war festgehal ginn, dass d'Investitiouns Ausgabe vum Stat tëscht 2008 an 2012 vun 1,3 op 1,6 Milliarden Euro jährlech klammen, nämlech vun 3,5% vum Bruttoinlandsprodukt op ganzer 4,2%. An deenen aneren EU-Memberstate waren dat 2,5%.

Dat war eng gewollte Politik, déi iwwregens d'Regierungserklärung vun 2009 ugekënnegt hat. Ouni déi ëffentlech Opdräg, ouni deen aussergewéinlechen Investitiionsvolumen vun iwwer 4% vum Bruttoinlandsprodukt hätten Zéngtausenden Aarbechtsplazen hei am Land op der Kipp gestanen. 2008, dat kënnt Der lech nach alleguerten erënneren, och den Här Gramagna, gouf an engem Weekend eng grouss Lëtzebuurger Bank gerett. Wier dat net geschitt ënnert der Fiederfeier vum dem fréiere Finanzminister, dem Luc Frieden, jo, da wier eis ganz Bankeplaz zesummegebrach. Vill Klengspuerer, an net nëmmeen där, hätten hiert Hab a Gutt verluer.

Jo, alles dat huet sech och forcément an eiser Statsschuld erëmgespigelt. Ouni den Emprunt vun zwou Milliarden Euro, dee jo och haut nach e Géigewäert huet an der Participatioun vum Stat an der Banque Générale - an deen Emprunt kascht de Stat finalement manner wéi déi Dividenden, déi de Stat all Joers kasséiert -, dann hätte mer net 23% gesamtëffentlech Schold, mä 18,7% vum Bruttoinlandsprodukt. A rechen een dann nach eng Kéier - a keen huet sech sengerzäit dergéintgestallt - 500 Milliounen Euro Participatioun am europäesche Rettungsfond ewech, jo, da léich déi ëffentlech Schold bei 17% vum dem Bruttoinlandsprodukt.

Och d'Note d'experts, et gëtt vill iwwert déi geschwat, déi bei der Regierungserklärung 2009 derbailouch, jo, déi huet deemools, à politique inchangée, wéi et ëmmer esou schéin heescht, de gesamtëffentlechen Defizit fir d'Joer 2013, also fir d'lescht Joer, op 4,3% geschat oder ëmgerechent op 1,9 Milliarden Euro. Dat Ganzt bei engem geschate Wirtschaftswuesstum vun deemools - well se gesot hunn, d'Konjunktur géif zum Enn vun der Legislaturperiode, vun där vieregter, erëm an d'Luucht goen -, bei engem geschate Wirtschaftswuesstum fir 2013 vu 4,3%.

Abee, déi lescht Zuelen, déi beleeeën, dass mir am Joer 2013, also zum Ofschluss vun deem Budget, fir deen déi vieregter Regierung nach verantwortlech war, een Nulldefizit, souguer e liichte Plus hate bei de gesamtëffentlechen Finanzen. An dat bei engem Wirtschaftswuesstum, deen net bei 4,3% louch, mä nëmme bei 2,1%.

Här President, ech wëll domat déi finanziell Situatioun vun eisem Land net schéiereden, mä d'Fairness verlaangt awer, dass een dat an dat richteg Licht setzt.

Ee Bléck op déi, wéi gesot, plakeg Zuele seet, dass 2008 bis 2013 net alles perfekt an der Gestiou vum de gesamtëffentleche Finanzen gelaft ass, mä viles war, duerno betruecht, gutt, souguer ganz gutt. Hätte mir soss zu Lëtzebuerg nach den Triple-A vun den internationale Ratingagencen?

De Konjunkturpak vum 2008 bis 2011, deen huet gegräff. An d'Budgetkonsolidéierung vun 2012 an 2013 - des eleng am Gesamtwäert, wéi et deemools geschat war, et ass elo e bësse manner gewiescht, vun 952 Milliounen op zwee Joer -, jo, déi huet hir Friichten och gedroen. Et war wuel vläicht no dem Moosstaf vun der neier Regierung, déi sech d'Lat jo vill méi héich leet, kee Paradigmewissel, mä et war awer och sécherlech keng Politik vun der Strenz. Et ass ville Betriber an de Leit an der Kris hei zu Lëtzebuerg net gutt gaangen. Mä déi mannst sinn awer an där Zäit duerch dat soziaalt Netz gefall! An dat soll een och an aller Objektivitéit der ganzer vieregter Regierung zeguthalen.

Här President, 2013 schléissen déi ëffentlech Konten hei am Land of mat engem Nulldefizit. Et war eng responsabel Finanzpolitik, déi gemaach gouf, an dat am Interess vum enger gesonder Offiederung vun der Kris an am Sënn vun dem sozialen Zesummenhalt. Och deen zielt an engem klengen Land. An dorop léisst sech och fir déi nei Regierung haut opbauen.

Här President, d'Analys vum eise gesamtëffentleche Finanzen iwwert déi lescht Jore léisst eis dofir eng Rei Konklusiounen zéie fir déi zukünftige Orientatioun vum eiser Budgets- a Finanzpolitik. An dat, wien och ëmmer dofir d'Verantwortung dréit.

Éischtens, entgéint deem, wat ëmmer gemengt gëtt, sinn iwwert déi lescht 20 Jore d'Ausgabe vum dem Zentralstat, also wat mir ënnert dem klassesche Stat verstinn - d'Ministèren, d'Verwaltungen, d'Schoulen, déi staatlech Servicer -, net explosionsaarteg an d'Luucht gaangen. Si vill méi zënter '95 an engem Forschet vum 27% bis 31% vum dem Bruttoinlandsprodukt bliwwen. An och d'Personalkäschte beim Stat, ech

weess, dass der vill dat net gären héieren heibannen an dobaussen, déi leien zënter 2000 konstant bei ronn 20% vum de staatlechen Ausgaben.

Am Contraire dozou sinn awer d'Einnahme vum dem Zentralstat iwwert déi lescht Krisejoren am Verhältnis zu dem PIB staark gestiegen. D'Erklärung dofir ass den Impakt vun einzelne Steiermoosnamen, sécher engersäits de Plus un TVA-Einnahmen, mä och d'Upassung bei den Akommes- an de Betriebssteieren aus de Joren 2011 an 2013. Dat ware keng populär Moosnamen. An d'Steieren op de Léin a Gehälter, déi gi vun 2010 bis op 2014 vun 2,1 Milliarden Euro op iwwer geschaten dräi Milliarden an d'Luucht. Ronn een Drëttel dovunner kënnt aus der Fonctioun publique an e weidere Véirel dovunner aus dem Finanz- a Bankesecteur.

Den Defizit vun eise gesamtëffentleche Finanzen ass an de Krisejoren, och dat soll een nach eng Kéier soen, zum Deel wäit ënner 1% bliwwen. Sécher duerch en Deel Spuermoosnamen, mä virun allem och duerch e Plus un Einnahmen. An d'Steieren op de Léin a Gehälter, déi gi vun 2010 bis op 2014 vun 2,1 Milliarden Euro op iwwer geschaten dräi Milliarden an d'Luucht. Ronn een Drëttel dovunner kënnt aus der Fonctioun publique an e weidere Véirel dovunner aus dem Finanz- a Bankesecteur.

Dat heescht, dass ouni Upassung vun der Steiertabell an opgrond vum der Lounentwécklung des Steierrecetten och an Zukunft wäerte weider uwuessen. D'Ursaach ass déi vun enger allgemenger Entwécklung vun der Lounmass. Och a Krisenzäiten, an dat kënnt Der nokuken, ass d'Lounmass an d'Luucht gaangen, well haaptzäitlech héichqualifizéiert Leit agestallt goufen, wouduerch och natierlech deementsprechend Steieren ugefall sinn.

De Statsminister, den Här Bettel, deen huet a senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun festgehalten: „Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënnt, wou mir zesummen hiwëllen.“ Dat ass u sech och nëmmeen ze begréissen.

An an deem Sënn meng Fro un lech, Här Finanzminister, am Kontext vun der Akommessteuer: Firwat kënnt déi an der Vergaangenheet oft vun der DP gefuerdert global Steierreform, duerch déi de sougenannte Mëttelstandsbockel och soll ofgeflaacht ginn, eréischt zum Enn vun der Legislaturperiode? D'CSV fuerdert, dass des net bis 2016/2017 ausgesetzt gëtt.

Déi zweet Fro: Gëtt de Steieraussfall, deen duerch d'Offlaache vum dem Mëttelstandsbockel entsteet, dann ausgeglach oder net duerch weider Recetten? Kënnt et bei der neier Regierung zu engem neie Spëtzezielsaz? A leet an der Zwëschenzäit d'Regierung der Chamber e Gesetzesprojet vir, fir d'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen? Heescht an deem Kontext „mat manner méi“, dass d'Regierung dervun ofgesäit, vun deenen ze erwaardende Plusvaluen an der Akommessteuer ze profitéieren?

An ech erlabe mer, hei nach eng Kéier den Här Claude Meisch ze zitieren, wat hien op deser Plaz dann an der Opposition gesot huet am Numm vun der DP den 13. Dezember 2012 am Kontext vun dem Projet de loi 6497, dat ass den zweete Pak vu Steuerupassungen, déi virgeholl gi waren an déi sollten ab dem Joer 2013 a Kraaft trieden.

Den Här Meisch, dee seet: „An de Spuerpak vun der Regierung respektiv dee vun de Majoritéitsfraktiounen ass jo eigentlech e Steierpak mat ganz ville Steiergranaten“, sot den Här Meisch. „Et muss ee se“, d'Regierung, „hannerfroen zum Beispill, well an där Duerstellung jo net geschwat ginn ass vun der Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun“, wéi gesot, sot den Här Meisch, „wat pro Joer jo nach eng Kéier ronn 130 Milliounen méi wäert u Steierlaascht fir d'physisch Persounen hei am Land heeschen.“

Abee, Dir Hären, Dir an den Här Meisch, Dir setzt elo an der Regierung an et ass elo un lech ze weisen, ob dat, wat Der an der Opposition gefuerdert hutt, ob Der dat dann och wëllt ëmsetzen oder net.

Här President! „D'Politik mat der Strenz gëtt ersat duerch eng selektiv Politik, déi systematesch a kohärent gemeinsam gesellschaftlech a politesch Ziler erreeche wëllt“, esou weider de Statsminister a senger Regierungserklärung.

Bezunn op d'Steierpolitik wollt ech am Sënn vun der versprachener Transparenz a Kloeerheet, op déi sech vill Famillje sollen hei am Land jo da kënnen astellen, dem Finanzminister weider folgend Froe stellen:

Wéi soll dem Facteur Kanner an der versprachener Steierreform da Rechnung gedroeg ginn?

► **Une voix.** - Ah!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo. Gëtt an deem Kontext der Situatioun vun den Divorcen, de Familles monoparentales, vun net bestuete Koppel méi selektiv Rechnung gedroen?

Wat gedenkt d'Regierung ze maachen um Niveau vun de sougenannte Steiersubventionen, dat heescht den Abattementen, de Sonderausgabe wéi d'Scholdzënsen, d'Assurancen, d'Baupuervertrag? Kënnt et hei zu Ännerungen? Well 40% vun de Bierger, nämlech déi net akommessteierpflichteg sinn, jo, déi profitéieren dovunner net. Esou bezuelen zum Beispill all déi Leit eng Autosversicherung, mä si kënnen se net steierlech ofsetzen.

Zweetens, d'TVA-Einnahmen. D'TVA-Einnahme ginn iwwert déi lescht 15 Joer bei eis am Land, mat Ausnahm vum Joer 2005, permanent an d'Luucht. Zum Vergläich: 2000 louchen déi brutto TVA-Einnahmen - et ass also dat, wat mer am Budget pour ordre hunn - bei 1,2 Milliarden Euro. 1,2 Milliarden Euro. 2010 méi wéi dat Duebelt: 2,5 Milliarden Euro, an 2014 bei geschaten 3,7 Milliarden Euro.

D'TVA ass domat mat Ofstand déi gréisst Einnahmequell fir de Stat, bal een Drëttel vun de gesamte Recetten. D'Ursaach dovunner, dat ass e konstant Uwuesse vun eiser Economie, och bedéngt duerch en Zouwuess vun der Populatioun, an natierlech der TVA op dem elektro-nischen Handel. Mä awer net ausschliesslech. Eleng de Verkauf an d'Reparatioun vun den Autoen huet dem Stat am Joer 2013 méi wéi eng Milliard Euro erabruecht.

D'CSV, an dat soe mir kloer, steet zur Erhéijung vun dem Regelsaz vun der TVA vu 15% op 17%. Do ass et nämlech esou: Wann ee sech en deieren Auto wëllt kafen, jo da muss en och bereet sinn, dem Stat eppes dorop weider ofzeginn.

Mä mir hunn de Leit dat virun de Wahle gesot! Anerer hu sech do hannert Schlagwierder wéi „Screening vun den Dépensen“, „zero-based budgeting“, „bei sech selwer spueren“ an esou weider verstoppt. A bei dem État de la nation, jo, do gouf elo viru knapp engem Mount d'Kaz aus dem Sak gelooss.

(**Interruption**)

Jo, jo, et kuum een direkt..., et kuum een direkt mat dem décken Zouschleier!

(**Interruptions diverses**)

Well net nëmmeen, - elo lauschtert gutt no, well Dir kommt aus dem Osten -, net nëmmeen de Regelsaz vun der TVA, dee goung vu 15% op 17% an d'Luucht, mä et kippt een eng Moosnam...

(**Interruption diverses**)

► **M. le Président.** - Wann ech gelift, den Här Roth huet d'Wuert!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Et kippt een eng Moosnam, déi iwwregens zënter 1991, also méi wéi 25 Joer hei am Land Bestand hat: nämlech d'TVA um Logement locatif, also op de Mietwunnengen, déi geet vun 3% elo op 17% an d'Luucht. Dat ass wuel eng einfach Moosnam, fir schnell un d'Geld ze kommen. Well zënter '92 bis 2013 huet de Stat duerch de begünstegte Tarif op der TVA Logement insgesamt op 4,7 Milliarden Euro Einnahme verzicht. Net alles fällt dovunner sécher ënnert de Mietwunnengsbau, mä den Haaptgrond, fir beim superreduziéierten TVA-Saz vun 3% bei dem Wunnengsbau ze bleiwen, war nun eemol d'Schafe vu Wunnengen, an dat och fir Mietwunnengen, well grad där ginn der och vill zu Lëtzebuerg gebraucht.

An dann, de Stat, Madame Loschetter, eleng och mat dem Fonds du Logement an och mat der S.N.H.B.M., dee kann de Besoin u Mietwunnengen hei zu Lëtzebuerg net decken.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Dat huet kee gesot!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Souguer d'Gericht, souguer d'Gericht hunn d'Finalitéit vum TVA-Saz vun 3% fir d'Schafe vu Wunnengen ëmmer unerkannt an dofir a Grenzfall all des Steierdispositiounen äusserst large interpretéiert. An elo decidéiert dann déi nei Regierung, no knapps fënnf Méint am Amt, fir bei der Schafung vu Mietwunnengen d'TVA vun 3% op 17% an d'Luucht ze setzen.

Et kann een doraus, fir eis, also nëmme schléissen, dass de Screening an de „zero-based budgeting“ bei der Regierung do net vill bruecht hunn, well am Sënn vun der Transparenz hätt een des Moosnam jo da spéitstens misse bei der Regierungserklärung ukënnegen.

Als CSV si mir der Meinung, dass des Moosnam kontraproduktiv ass. De Finanzminister soll och herno dem Land a senger Stellungnahme soen, wat des Moosnam vu Plus u Recetten da bedeit.

A wa mer bei de Steiere sinn, dann erlaabt mer, den Här Fernand Etgen, den deemolege finanzpolitesche Spriecher vun der DP, ze zitieren, wat hien dann den 2. Dezember 2010 op deser Plaz gesot huet am Kontext vun dem Gesetzesprojet 6166. Dat war deen éischte Projet de loi, mat deem verschidde Steuerupassungen ënnert

där vieregter CSV/LSAP-Regierung gemaach goufen.

Den Här Etgen, heitege Landwirtschaftsminister, dee seet:...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - „Wann eng Regierung...“

(**Interruption**)

Jo, jo, et kënnt „très bien“!

„Wann eng Regierung Steiererhéijunge proposéiert“, wéi gesot, den Här Etgen, „dann ass dat eppes Aussergewéinleches. Wann eng Regierung Steiererhéijunge proposéiert, da muss ee genau kucken, firwat datt se dat mécht, viru wat fir engem Hannergrond datt se dat mécht. Da muss een iwwerpräiwen, wie si firwat domadder trëfft. Wann eng Regierung Steiererhéijunge proposéiert, da muss si d'Fro beäntwerten, ob et keen anere Wee gouf. A wann eng Regierung Steiererhéijunge proposéiert, da muss ee bedenken, wat fir eng Auswierkungen dat op déi ekonomesch Acteuren huet, beziéungsweis, wat fir eng Signaler een domadder no bausse sent.“

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Très bien!

(**Interruptions**)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Mä wat fir eng Signaler sent dann den Här Etgen un déi geplote Wénzer, wann en och elo do nach d'TVA op dem Wäin an d'Luucht setze geet?!

(**Interruption et brouhaha**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An den Här Kox stëmmt dat mat!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ma dofir hunn ech...

(**Hilarité, interruption et brouhaha**)

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Qualitéitswäi muss deier sinn.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här Bettel, Här Bettel, ech kommen och nach bei lech. Da lauschtert elo emol gutt no!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Drénkt Waasser.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Den Här Etgen, deen huet deemools weider gesot: „D'Demokratesch Partei“...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - „...“, ass der Meinung, dass d'Steieren net sollen an d'Luucht goen. D'Steiere sollen em 0% an d'Luucht goen! Null Prozent!“ Zwëscheruff vum Här Xavier Bettel deemools: „Hutt Der et verstanen? Null!“, hat Der gesot.

(**Hilarité**)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Très bien! Deen hat deemools och nach recht!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Majo, Här Statsminister, mir hunn et verstanen, an ech mengen, ganz vill Leit dobaussen och: Net 0%, mä 14% TVA op de Mietwunnenge gitt Der.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech mengen, si hunn lech och verstanen.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Si hunn lech och verstanen, Här Roth!

(**Interruption**)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President,...

(**Hilarité**)

...dréitens zu den Akzisen. Déi sinn iwwert déi lescht Joren..., mat dem sougenannten „Tanktourismus“ hunn déi eis, an alles, wat domat verbonnen ass, eng Milliard pro Joer Akzise bruecht an zousätzlech och nach eng Kéier 300 Milliounen Euro TVA, wéi gesot, pro Joer.

► **Une voix.** - Plus vill Feinstaub.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Dës Einnahme ass stabel, mä wäert an Zukunft och net an d'Luucht goen.

De Fuhrpark hei zu Lëtzebuerg, deen ass zwar net oder dee gëtt net méi kleng, mä d'Autoe vun der neier Generatioun - gesitt Der, do ginn et där och -, déi brauchen ëmmer manner Sprit. Et ass kloer, dass e gudden Deel vun den Akziserectenen duerch den Différentiel mat den Nopeschlänner kënnt, och dat Nopeschland vun der Musel, wann och gläich dese wäert ëmmer méi kleng ginn.

► **Une voix.** - Très bien, richtig!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'Vertreieder - Madame Loschetter, do waart Der erfieert - vun der Douanesverwaltung, déi hunn eis an der Finanzkommissioun gesot,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - ... keen erfieert...



► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...dass déi Relatioun tëschent den Akzidentauxen an den domadder verbounne Recetten hei am Land ganz fragil ass. Dat Ganzt ass natierlech eng cocasse, fir net ze soen, an dat soen ech och éierlech, eng onmoralessch Situatioun: Well mir hei am Land méi niddreg Akzidentauxen hu wéi d'Nopeschlänner, kréie mir praktesch 10% vun eisem Statsbudget finanziert.

Ech soen awer gradesou kloer, dass fir d'CSV ee sollt virsichteg sinn, fir de Moment ouni Concertatioun mat den Nopeschlänner un der Akziseschrauf hei zu Lëtzebuerg dréien ze goen. Mir gesinn de Moment net direkt, wéi een op déi substanzuell Einnahmen, wéi gesot, vun 1,3 Milliounen Euro kéint verzichten.

(Interruption)

A mir géifen an deem Kontext lech, Här Finanzminister, och froen - wann Der nolauschtert... Ech stellen lech eng Fro, Här Gramegna! -, wéi Der nämlech zur Propositioun stitt, déi an der Vergaangenheet ënner anerem des Éfteren och vun der Chambre de Commerce gemaach gouf, nämlech fir d'Sue vun dem Tanktourismus an e Reservafong ze setzen. A wa jo, wann Der nach ëmmer zu där Propositioun stitt, ob dës Iddi sech dann och an dësem oder an engem nächste Budget vun där neier Generatioun sollt erëmfannen.

► **Une voix.** - Gutt Fro!

► **Une autre voix.** - Eng gutt Fro.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Véiertens a leschtens: d'Struktur vun eiser Statsschuld. Déi eenzel Chambres professionnelles, déi hunn, wéi ganz oft an deene leschte Budgeten, zum Deel ganz fundéiert Analysen zu dem Statsbudget gemaach. D'Chambre des Salariés, déi stellt dobäi fest, dass vun insgesamt eelef Milliarden effentlech Schold der ronn 6,2 Milliarden Euro sech op Investissementsprojete bezéien. De Rescht - de Rescht! -, dat ass d'Konterpartie vun der BGL, den europäesche Rettungsfong an och eng Milliard Euro Gemengeschold.

Weider gëtt awer och festgehalten, dass opgrond vun deene Wirtschaftsprognosen de Stat am Joer 2014 654 Milliounen Euro weider Schold kéint maachen, ouni dass sech d'Verhältnis zu dem PIB a Prozenter domat géif änneren.

An dann op den 30. September vun leschte Joer, do hätt de Stat Avoire vun insgesamt 8,2 Milliarden Euro, dovunner der 2,9 Milliarden, also bal dräi Milliarden Euro Liquiditéiten a 4,2 Milliarden Euro staatlech Bedeelegungen, dorennen eleng an der SES eng Bedeelegung vun engem Géigewäert vu 730 Milliounen Euro. Déi staatlech Avoiren, déi hunn zesumme 626 Milliounen Euro am Joer 2012 bruecht. An der Konterpartie war de Käschtepunkt vun der Schold - ech ginn zou, d'Zësen, déi waren niddreg - bei 209 Milliounen Euro.

Här President, de Sënn vun deene Feststellungen ass net, an ech soen et nach eng Kéier, fir d'Finanz- an d'Scholdesituatioun vun dem Stat schéinzerieden, mä ech wëll se awer virun allem am Numm vu menger Partei an e richteg Liicht gesat gesinn. Als CSV ënnerstëtze mir natierlech all sénnvollen Effort, fir déi finanziell Situatioun vun eisem Land weider ze verbesseren. Mir hunn dat an der Vergaangenheet mat Regierungsverantwortung gemaach a mir stinn och als Oppositioun dozou.

„Mat manner méi maachen“, esou iwwerschréift déi nei Regierung hir nei Finanzpolitik. D'Zilsetzung dovunner, déi ass luewenswäert. Mä am Gesecht vum Statsminister senger Ausso bei der Regierungserklärung: „Mir soen de Leit, wat mir wëlle maachen, wat op si duerkënn a wou mir zesummen hiwëllen“, hätte mir als CSV, a ganz vill Bierger am Land, Här Bettel, dann elo och gären Opschluss a Kloerheet doriwwer: Wat kënn dat a vun neie Spuermoossnamen op eis zou? Oder gedenkt d'Regierung, mat enger reportéierter Steierreform à terme virun allem ze liewe vun engem Plus u Steierrecetten an engem Afrière vun den Investitiounsangaben?

Här Finanzminister, mir si gespaant op Är Äntwerten. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Roth. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da wëll ech vläicht spontan do weiderfuere, wou den Här Roth grad opgehale huet, well et ass natierlech, eng Steierpolitik muss garantéieren, datt och d'Kompetitivitéit vum Land erhale bleift. A wann ech elo hei an deene leschten Debatten, déi mer hei geféiert hunn, heiansdo héieren, wéi d'Regierung seet, da muss ee sech d'Fro stellen: A wéi eng Richtung geet dat?!

Mir haten hei zum Beispill den Här Bodry héieren an enger vun deene leschten Debatten,

dee seet, datt de Steiersaz, dee reelle Steiersaz fir d'Entreprise méi no un deen nominelle soll erukommen. Ech mengen, den Här Gramegna, dee kann eis soen - elo lauschtert en zwar net no, mä e kéint eis soen -, datt an der Aussewerbung vu Lëtzebuerg et wichteg ass, datt een den Entrepreneuren de reelle Steiersaz hei am Land als Kompetitiounsargument oder als Kompetitivitéitsargument vum Land kann nennen an datt, wa mer dee Steiersaz reell eropsetzen, mer domadder dem Land schuede ginn.

Ech wëll och..., well dat ass esou einfach, wéi déi Lénk et hei presentéieren, fir ze soen, hei mir kéinten d'Recetten, déi kënnen mer praktesch onbegrenzt an d'Luucht hiewen. Neen, esou geet dat net! Wat hei wierklech och vun deene lénke Kollegee proposéiert gëtt - eng Finanztransaktionssteuer, dann eng Hausse vun der Taxe d'abonnement an esou weider -, dat schuet der Economie. A wann een der Economie schuet, ass näischt méi ze verdeelen do!

An et geet och net, wéi verschidde Leit soen: „Mir hiewen de Spätzesteiersaz“, oder wéi déi Lénk: „Mir huelen déi héich Gehälter, déi soll ee méi besteieren“, wann een net genau seet, wou dat dann ufänkt!

Et muss ee kloer sinn: De Stat, wann deen de Leit Suen ofhëlt, dann hëlt en hinnen eppes duerch gesetzlech Moossnamen, woubäi u sech net bewisen ass, datt d'Leit net vill besser kënnen mat hire Suen ëmgoen, wéi mir et kënnen als Stat. An d'Doctrine muss sinn, datt mir de Leit d'Sue loosse an datt mir als Stat dat huelen, fir staatlech Käraufgaben ze erfëllen, an net fir konfiskatoresch de Leit Suen ofzehuelen, fir Aufgaben ze erfëllen, déi net zu de Käraufgabe vun engem Stat gehéieren oder déi vun aneren Acteuren kéinte besser erfëllt ginn.

D'Sozialtransferte sinn e wichteg Element dovunner, awer Steierpolitik ass eng Saach u Gerechtheet a Verantwortung, a mir mussen un éischer Plaz drun denken, fir de Leit hiert Akommes ze loosse.

Eng zweet Bemierkung: An do kommen ech op dem Här Berger säi Rapport, fir deen ech em villmools Merci soen, dee wor interessant. Den Här Berger huet ënner anerem gesot, datt mer 500 Milliounen an dësem Budget u sech gebrauchen, am schréffleche Rapport steet, fir international Obligatiounen ze erfëllen, mëndlech huet e gesot, datt dat Kontributiounen sinn am Kader vun der Eurorettung.

Mä da muss een awer och nach eng Kéier d'Fro opwerfen, fir 500 Milliounen, déi Schold, déi mer vläicht dëst Joer ophuolen, niewent deenen zwou Milliarden, déi autoriséiert waren aus der Vergaangenheet, wa mer déi huele fir d'Eurorettung, da muss mer eis froen: Gëtt et da keng Alternativen an där Währungspolitik?

Och mir si fir den Euro. Mä wa mer gesinn, wat un Eurorettung a leschter Zäit gemaach ginn ass, an deene leschte Joren, wéi eng wirtschaftlech Contrainten dat a verschidde Länner verursaacht huet, wéi eng sozial Nout et verursaacht huet, wéi eng politesch Spannungen an Europa entstanen sinn duerch déi Rettungspolitik, déi mer hei hunn, da muss mer och de Courage hunn, fir eis ze froen: Euro jo, mä ass déi aktuell Europolitik wierklech déi richteg gewiescht, oder muss mer net no Alternativen sichen, déi op méi enger grousser wirtschaftlecher Verantwortung an enger politescher Durabilitéit berouen? Mir mengen, datt mer och dat mussen iwwerdenken.

Mä ech wollt eigentlech déi puer Minutten, déi mer bleiwen, elo benotzen, fir iwwer Familljepolitik ze schwätzen, well dat ass jo schlussendlech eent vun den zentralen Themen. Den Här Berger, a senger grousser biblesche Kenntniss, hat jo déi zéng Geboter zitéiert. En eeleft, dat Är Regierung opgesat huet, ass sécher dat vun der Madame Cahen, déi gesot huet: „keng natalistesche Politik“.

Mä ech wëll lech vläicht un en anert Gebot erënneren, e richteg déi Kéier, dat véiert, „Du solls däi Papp an deng Mamm éieren“. An do si mer da bei der Familljepolitik. Och dat ass e Gebot. An ech wëll lech einfach unhand vu véier Froen, vu véier Themeberäicher emol froen, wat d'Regierung da wierklech wëlle huet.

Deen éischen Themeberäich, deen ech do wëll vläicht uschneiden, dat ass dee vun der Mamerent. Ech hu gesinn, an dat steet och am schréffleche Rapport, deen den Här Berger eis presentéiert huet, datt d'Chambre de Commerce, d'Parteizentral vun der Demokratescher Partei, gesot huet, de Forfait d'éducation, dee misst - also d'Mamerent, dat ass de Forfait d'éducation -, dee misst evaluéiert ginn, dee wär contraire zu dësem oder deem politeschen Zil.

Mä ech froe mech, wann ech esou Saache liesen, wéi vill Ressortissanté vun der Chambre de Commerce - do muss jo jiddweree Member sinn - eigentlech esou Aussoe matdroen, wéi vill Geschäftsleit net eng Mamm oder eng Fra

doheem hunn, déi vläicht ganz frou sinn, och dee Forfait d'éducation ze kréien no engem laangen a schwierege Beruffsliewen, wou se sech dann och nach ëm d'Kanner an der Famill gekëmmert hunn.

Dat sinn esou Aussoen, déi een esou séier seet, mä wou ech mech froen, ob do net nëmme verschidde grouss Acteuren an der Chambre de Commerce derfir verantwortlech sinn a vill klenger iwwerrannt ginn.

Mä wat ass dat, wann Dir d'Mamerent ofschafft? Éischtens ass et eng Ofwärtung vun enger wichtigerer Aufgab, vun der Erzieungsarbecht vun de Kanner, vun der Elterenaarbecht. Et ass zweetens eng Ongerechtheet, well mir wësse jo, datt déi Fraen, déi selwer geschafft hunn, oder déi Männer, esou wäit et der gëtt, déi selwer geschafft hunn, sech dann awer och nach der Kannererziehung gewidmet hunn an eegen Uspréich do hunn...

Mä et ass egal..., wichteg ass, datt déi Fraen, déi an hiren eege Rentenue spréich Babyjoren unerkannt kréien, déi kréien näischt ewechgeholl. An déi aner, déi awer déi eege Rentenu spréich net hunn, déi sollen dat ewechgeholl kréien. Si goufe scho benodelegt, wéi de Bezuchsalter an der leschter Legislaturperiode vu 60 op 65 Joer eropgesat gouf. Hei stellt sech eng Fro u Gerechtheet tëschent Mammen an tëschent Fraen, wann een op deen dote Wee geet. A mir soen, et kann een net dat maachen, datt déi eng - mat Recht - Babyjoren ugerechent kréien an deenen aneren dann awer d'Mamerent ewechgeholl gëtt!

Duerfir, den Här Berger schreift a sengem Rapport, ech hu mer dat hei opgeschriwwen: «Il faut réajuster les transferts sociaux dans le domaine de la famille.» An d'Fro ass dann natierlech: Majo, wat ass dann domadder gemengt? Wëllt Der d'Mamerent ofschafen? A wann Der dat maacht, wat geschitt da mat de Babyjoren vun deene Fraen, déi eege Rentenu spréich hunn?

Zweete Beräich: Déi Iddi vun der Madame Cahen, fir d'Kannergeld ze uniformiséieren. Dat ass natierlech opgrond vun där Schwäizer Etüd do gesot ginn, wou och den Här Spautz an anerer scho gesot hunn, datt déi vun der Lëtzebuerger Realitéit hei scho laang désavouéiert ginn ass, déi Etüd, datt dat einfach net stëmmt an datt een net kann op Prämisse vu falsche Statistiken oder onrealistesche Statistiken, wou vill finanziell Aspekter vun de Familljen iwwerhaapt net considéiert goufen, dann higoen an einfach u sech de Famillje Geld ewechhuelen.

Et ass einfach, et gëtt natierlech e Problem vun Economie d'échelle an de Familljen, an et ass net falsch, datt ee Verschiedenes kann e puermol benotzen. Mä en ofgenotzte Pullover kann een net x Kanner undoen. An dat Argument vum Auto ass och richtig: Wann Der véier Kanner hutt, da braucht Der nun eemol méi e groussen Auto, wéi Der ee braucht, wann Der der nëmme zwee hutt.

Dat ass wichteg. An et wär interessant, fir emol ze kucken, virun e puer Joer ass d'Kannergeld jo desindexéiert ginn, ob dann déi Rechnung richteg war schlussendlech fir d'Familljen, fir dat a Sachleeschungen ze investéieren. Ech géif dat emol gär eng Kéier an enger interessanter an déiwer Analys gesinn.

Dann huet d'Madame Elvinger de Moien eppes ganz Interessantes gesot, wat d'Steierlaascht ugeet vun de Familljen. Dat steet net am Här Berger sengem Rapport, an duerfir sinn ech dankbar fir déi Interventioun, wou d'Madame Elvinger eis erkläert huet, datt eng Koppel mat Kanner hei am Land, also wat ee gängegerweis eng Famill nennt, normalerweis, datt déi wäit manner besteiert gëtt wéi eng Koppel, déi keng Kanner huet, an do missten dann, wat weess ech, ech weess net méi genau de Wuertlaut, mä do misst dat dann ugepasst ginn.

An dat ass dach eng interessant Fro un lech, Här Minister, well et gëtt jo awer vill Familljen am Land: Wat wëllt Dir maache mat der Besteuerung vun de Familljen? Soll dat dann elo eropgesat ginn, sollen d'Famillje mat Kanner an Zukunft méi Steiere bezuelen? Wëllt Der dat kompenséieren mat Sachleeschungen? Op déi kommen ech gläich. Mä wëllt Der d'Steierlaascht vun de Familljen héijen, niewent all deenen anere Sacrificen, déi Der scho fir déi Leit ugekënnegt hutt, och notament bei de Wunnkäschten a bei anere Saachen?

Ech fannen och dat Mësstrauen, wat ëmmer erëm an deem Rapport vun der Regierung hei opdaucht, dat Mësstrau geint d'Elteren ass u sech inakzeptabel. Wann Dir sot - an et ass dat éischt Gebot vum Här Berger, et ass net dat zéngt, et ass dat éischt! -, datt Kanner - u sech, déi Logik! -, datt Kanner u sech méi Chancen am Liewen hätten, wa se tëschent null an dräi Joer schon a Strukture wäeren.

Et gëtt vläicht Kanner, fir déi dat stëmmt. Et gëtt dysfunktional Familljen, wou d'Kanner

vläicht kënnen profitéieren, wa se éischer an enger Struktur sinn. Mä déi grouss Majoritéit vun den Elteren hei am Land, déi mécht eng ausgezechent Erzieungsarbecht. A wéi kann een higoen als Regierung an den Elteren hei am Land e Mësstrauen ausschwätzen a soen, ma Är Kanner sinn dach besser an de Strukturen?!

(Interruptions)

A wéi Der dat wëllt errechen, dat sot Der eis och. Dir wëllt jo den Eltere Geld ewechhuelen, fir se materiell an eng Situatioun ze bréngen, wou se mussen schaffen goen. Den Här Berger huet hei bedauernd gesot: Jo, an da lant d'Geld bei den Elteren. Majo sécher soll et do landen, well d'Elteren, déi kënnen domadder ëmgoen!

A wat den Här Berger dann net seet an där Equatioun tëschent deem, wat d'Strukture kaschten, an deem, wat d'Elteren eventuell kréien, den Här Berger seet eis net, wat déi Crèche kaschten, déi solle geschafe ginn, all déi Plazen. An Däitschland gëtt et eng Schätzung, ech weess se net fir Lëtzebuerg, mä an Däitschland gëtt geschätzt, datt eng Plaz pro Mount an enger Crèche 1.200 Euro kascht. Wat kascht déi zu Lëtzebuerg?

A wann dat esou deier ass, firwat geet d'Regierung dann dohinner investéieren an hëlt deenen Elteren, déi hir Kanner vläicht wëlle selwer erzieie fir vill manner Geld, déi Méiglechkeet materiell ewech, fir dat eventuell kënnen ze maachen? Do ass keng Logik. Et ass virun allem net liberal!

Ech erënnere mech nach un eng DP fréier - fréier! -, déi och de Choix vun de Leit respektéiert huet, déi vun der Privatsphär geschwat huet, déi den Individuum respektéiert huet. A wat maacht Der haut? Dir dantz no der grénger Päif oder no deene Rouden: kollektiv Kannererziehung, de Stat kann et besser wéi d'Familljen, de Stat kann et besser wéi d'Leit. Neen! Mä Dir dantz als Blo no där grénger Päif bis Der rout am Gesicht sidd!

(Brouhaha)

Dir sidd einfach net méi ze differenzéieren vun deenen, all deenen aneren, déi do eppes wëlle maachen.

Mir op jidde Fall, mir vertrauen den Elteren als ADR. An ech wëll vläicht nach eng Fro stellen, dat ass net an der Kompetenz vum Finanzminister - mir bleift nach eng Minutt -, mä d'Fro sief emol an de Raum gestallt: Wat ass eigentlech an den Ae vun dëser Regierung eng Famill? Ech hunn, fir mech ze orientéieren, fir erauszefannen, wat dat ka sinn, Är Wahlprogrammer gekuckt, déi dräi. An ech hunn alles fonnt, mä ech hunn net vill fonnt, wat d'Veantwortung vun Eltere géintwuer Kanner ugeet.

(Interruption)

D'LSAP schreift: „Solidaritéit in unterschiedlichen Lebensentwürfen und -phasen“, „Menschen verschiedener Generationen übernehmen füreinander Verantwortung.“ Dat kann eigentlech eng Klinik oder e Fleegeheim oder Gott weess wat sinn, dat fällt och scho vläicht dodrënner.

Fir d'DP ass et eng „freie Wahl der Lebensmodelle“, wou jiddweree sech kann ausliewen, wéi e wëllt: „Jeder kann seiner Vorstellung von Familie nachgehen und diese ausleben.“

Fir déi gréng ass et, muss dat eng „Lebenswelt vielfältiger Familienformen“ ginn.

Mä wat ass eigentlech nach déi Famill, iwwert déi mer hei schwätzen? Wat ass dat fir lech, wat an der Constitutioun steet als Famill a wat mir solle protegéieren an der Politik? Wat ass nach Famill? Wou steet nach d'Veantwortung vun den Eltere géintwuer Kanner an enger gemeinsamer Liewensverantwortung?

Mir als ADR hunn dat an eisem Programm konkret ausdefiniert. Mir hunn ausgeschloss, wat mer net wëllen, well mer den Ordre public wëlle respektéieren. Mir hunn definiert, wat mer wëlle maachen, fir d'Rechter vun de Kanner an eiser Gesellschaft ze schützen. An ech wär frou, wann d'Regierung eis enges Daags géif soen, wat dann nach bei deenen dräi Wahlprogrammer, déi elo hei zesummekomm sinn, wat dann nach eng Famill ass an den Ae vun dëser rout-gréng-bloer Regierung.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Mosar vun der CSV ageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a senger Regie-

rungsdeklaratioun vum leschten 11. Dezember hat de Premier Xavier Bettel sech intensiviert mat der Wichtigkeet vun enger nohalteger Wirtschaftspolitik beschäftegt an en hat och an deem Kontext eng Rei vu konkrete Propositione gemaach. Hien hat ganz besonnesch op d'Noutwendegkeet vun enger effizienter Promotioun vun eisem Wirtschafts- a Finanzstanduert ausserhalb vun eise Grenzen insistéiert a gläichzäitig eng grouss Offensiv ugekënnegt, fir nei Aktivitéiten hei op Lëtzebuerg ze zéien.

Wéi ech awer elo souwuel de schrëftleche wéi de mündleche Budgetsrapport vum honorerabelen Här Berger ënnert d'Lupp geholl hunn, hunn ech dach misse mat enger gewässer Ernüchterung feststellen, datt d'Wirtschaftspolitik am Rapport vum Här Berger awer trotzdeem e bësse stiefmütterlech behandelt ginn ass.

Dat fannen ech e bësselche schued, well den Här Berger trotzdeem eng substanzuell Fläissaarbecht hei geleescht huet, och eng Rei vu ganz interessanten Pistene sengem Budgetsrapport opgezeechent huet, fir deen ech em och wëll Merci soen. Och als fréiere Budgetsrapporteur weess ech, datt déi Aufgab net ëmmer ganz einfach ass, well een och als Rapporteur sech oft mat ganz ville Fuerderungen, ganz besonnesch aus Majoritéitskresser, konfrontéiert gesäit.

Ech wëll an deenen nächste Minutten, Här President, keen expansiven Exkurs an d'Wirtschaftspolitik maachen, mä mech drop limitéieren, d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft am Allgemengen a vun eiser Finanzplaz am Speziellen e bësselche méi ze duerchlichten.

Aleedend zu dëser Thematik, an dat wäert dem Här Finanzminister gefalen, wëll ech kuerz op den Avis vun der Chambre de Commerce agoen, deen eng Rei vu Klassementer vun internationalen Institutiounen opgelëscht huet, bei deene Lëtzebuerg an deene leschte Joren éischter Plaze verluer wéi gewonnen huet. Dëse Constat deckt sech d'ailleurs regelméisseg mat deenen Avisa vun der Chambre de Commerce an deckt sech och mat den Aussoe vum aktuellen a fréiere Wirtschaftsminister, déi net midd gi sinn, op Kompetitivitéitsdefiziter vun eiser Wirtschaft hinze weisen, dat an hire jee-weilege Foires-Riede wéi awer och hei op der Chambertribün.

An deem Kontext géif ech lech och recommandéieren, d'Ried vum alen an neie President vun der Chambre de Commerce, dem Här Michel Wurth, nozeliesen, déi e virun zwee Deeg gehalten huet. Eng Ried, déi, och wann ee mat ganz villem net kann d'accord sinn, dach eng ganz Rei vu Pistene a Propositione opgezeechent, déi zumindest méritéieren, datt ee sech intensiv domadder beschäftegt.

Da wëll ech awer och op d'Ried vum heitegen a fréiere Wirtschaftsminister Etienne Schneider viru bal engem Joer op dëser Tribün zréckkommen, deen deemools daitlech ënnerstrach huet, datt mer um Niveau vun eiser Kompetitivitéit substanzuell Efforten och struktureller Aart misse maachen, wéilt mer dann net den Uschloss un dat europäesch, awer och ausser-europäesch Ëmfeld verléieren.

Ech sinn dann och haaptsächlech iwwerzeegt, datt ech beim aktuellen Finanzminister a fréieren Direkter vun der Chambre de Commerce wäert oppen Dieren arennen, well eng Rei vun deene Propositione, op déi ech elo an deenen nächste Minutten wäert agoen, sech ëmmer erëm an den Avisa vun der Chambre de Commerce erëmfonnt hunn an déi dem Här Gramegna seng Ënnerschrëft gedroen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kontext vun der Kompetitivitéit wëll ech mech haut just mat zwee Punkte beschäftegen: op där enger Säit dee vun der Simplification administrative an op där anerer Säit d'Noutwendegkeet vun engem attraktive steierlechen Ëmfeld.

Fir mat mengem éische Punkt unzefänken, kommen ech net derlaanscht, op deen an de leschte Wochen a Méint oft zitierete Brëf vum aktuellen an deemolege Wirtschaftsminister Etienne Schneider un den deemolege Premier Jean-Claude Juncker anzegoen. Dësen op de 27. März 2013 datéierte Brëf zeechent op eng akribesch Aart a Weis all déi verschidde Punkten op, déi eng Bremsfunktions a verschidde Prozeduren duerstellen an déi dozou féieren, datt onnéideg vill Zäit verluer geet, ier een zum Beispill mam Bau vun effentlechen Infrastrukture kann ufänken.

Dëse Brëf beschreift awer och millimetergenau, wat déi Defiziter sinn, dat um Niveau vun enger ganz Rei vu Gesetzestexten, wéi nëmmen deen iwwert den Aménagement communal oder dee vum Gesetz vum 2004 iwwert den

Naturschutz, fir hei nëmmen déi wichtegst ze nennen.

Dës Analys vum zoustännege Minister liwwert dann och eng Rei vu ganz konkrete Léisungsansätze, déi noutwendeg sinn, fir dës Bremsfunktione esou ze entschärfen, datt op där enger Säit de Bau vun effentlechen Infrastrukturen, mä awer och d'Autorisatiounen a Gewerbebezonen zum Beispill méi schnell a méi effektiv kënnen virgedriwwen ginn.

Datt dës Brëf esou eng exzellente Synthese vun alle Problemer duerstellt, ass dann och net weider verwonnerlech, well en a sech d'Resultat vun enger gudder Viraarbecht vun deenen deemools concernéierte Ministeren, den Här Wiseler a Schank, dat zesumme mat der Madame Modert, duerstellt.

Am Géigesaz zu deem, wat an de leschte Wochen oft dobausse kolportéiert ginn ass, gëtt et also hei eng zolidd Viraarbecht, op déi sech déi aktuell Regierung ka baséieren, fir méiglechst schnell e Gesetzestext op déi legislativ Schinnen ze setzen.

Mir haten, Här President, eigentlech och dofir erwaart, datt de Pabeier vum Här Schneider, deen hie sech jo selwer op säin eegene Fändel hänt, sech integral géif am Regierungsprogramm erëmfannen an och d'Grundgerüst vun enger Léislation iwwert d'Simplification administrative géif ginn. Leider hu mer bis elo nach net vill, weder aus dem Mond vum Premier nach aus deem vum Wirtschaftsminister, héieren, ausser datt e puermol op dëser Tribün an och ausserhalb gesot ginn ass, mir géifen elo net méi beim Omnibusgesetz bleiwen, mä mir géifen ëmklammen op en „TGVs-Gesetz“.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir sidd schonn alleguer mat engem normalen Zuch a mat engem TGV gefuer, an do ginn et jo awer eng Rei vun Ënnerscheeder. An ech ginn emol dovun aus, wann d'Regierung hei seet, mir fueren elo net méi mam Omnibus, mä mir fuere mam TGV, da gëtt et e bësselche méi Luxus, et ass och e bësselche méi Contenu, an haaptsächlech geet et vill méi schnell, Dir Dammen an Dir Hären.

Or, bis elo, muss ech lech soen, hunn ech nach net richteg erausfonnt, op wéi enge Punkten dann déi aktuell Regierung an deen aktuelle Wirtschaftsminister wëlle méi wäit a méi schnell goen. Mir sinn also ganz gespaant, an deenen nächste Wochen ze héieren, wat dann elo esou alles an deem „TGVs-Gesetz“ do wäert agepaakt ginn.

Mir sinn op jidde Fall bereet, Här President, esou e Gesetz positiv ze begleeden. A mir wäeren och scho ganz frou, wann et beim Omnibusgesetz géif bleiwen. Wa mer natierlech mat op den TGV geholl ginn, soe mer net Neen. Mir hoffen allerdéngs, datt et nom Omnibusgesetz an dem „TGVs-Gesetz“ net schlussendlech zu engem Postkutschegesetz wäert kommen.

Här President, ech kommen dann op de Punkt vum steierlechen Ëmfeld, an deem eis Wirtschaft sech muss bewegen, an do kommen ech net derlaanscht, nach eng Käier déi 65 Propositione vum deemolege Wirtschaftsminister Jeannot Krecké an Erinnerung ze ruffen. Hien hat ganz besonnesch um steierlechen Niveau eng Rei Propositione gemaach, déi awer, zumindest um Datum vun haut, nach net ganz ëmgesat gi sinn. Dofir wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren, Här Finanzminister, lech do och eng Rei vu Froen ze stellen.

An deem Pabeier war notament virgesinn, déi ganz Prozedur vum „ruling“ op de Leescht ze huelen an ze optimiséieren, dëst am Sënn vun enger méi grousser Effizienz an Nohaltegkeet am Interessi vun de Betriber. An der Zwëschenzäit, mengen ech, an do sidd Der mat mer d'accord, Här Finanzminister, ass d'Noutwendegkeet vun esou enger detaillierter Analys vum „ruling“ nach gewuess duerch den Drock, dee mer vun der Europäescher Kommissioun gemaach kréien. Net nëmmen mir, mä och verschiddener vun eisen Nopeschlänner.

An dësem Kontext géif ech vum zoustännege Minister wëllen héieren, wéi d'Regierung an dësem dach sensibelen Dossier wëllt virkommen, wëssend, datt déi Prozedur vum „ruling“ eminent wichtig ass, wann een dann och an Zukunft nach wëllt nei Entrepreneuren op Lëtzebuerg zéien. An e gutt Beispill heifir ass de Fall vun der Sociéité Netflix. Mäi Kollege Serge Wilmes an ech selwer hu par ailleurs eng Question parlementaire dozou un de Finanzminister gestallt.

Eng zweet Proposition, déi bis elo leider Gottes nach ëmmer net realiséiert ginn ass, ass déi vum Artikel 50bis vum Gesetz iwwert d'Propriété intellectuelle, wou virgesinn ass, dës esou ëmzënnere, datt och d'Autorrechter an d'Logiciels informatiques heirënnen géife fallen. Ech weess, datt ganz besonnesch de fréiere Finanzminister, de Luc Frieden, sech ëmmer

erëm heifir staarkgemaach huet, an ech wär frou ze héieren, wou mer am Moment mat dëser dach wichtiger Gesetzesmodifikatioun dru sinn.

Derniewent stellt sech natierlech ëmmer erëm d'Fro iwwer eng Reform vun der Gewerbesteier, dëst am Sënn, fir déi fir Betriber méi attraktiv ze maachen. An deene 65 Propositione war deemools awer och d'Upassung respektiv d'Ewechfale vun der Verméigenssteuer fir Betriber virgeschloen ginn, ass awer an engem gewëssene Moment vun der deemoleger Regierung fale gelooss ginn.

Dofir ass et e bësselchen erstaunlech gewiescht, wéi déi nei an aktuell Regierung de System vun den Intérêts notionnels am Koalitionsaccord festgeschriwwen huet, e System, dee jo zu engem groussen Deel déiselwecht Objektiv verfolge wéi eng Upassung respektiv en Ewechfale vun der Verméigenssteuer fir Betriber.

Wann ech elo d'Regierung richteg verstanen hunn - mä et ass net ëmmer esou einfach, dës Regierung richteg ze verstoen -, weess ech net, ob dann elo de System vun den Intérêts notionnels definitiv fale gelooss gëtt oder ob nëmmen dee System nom belsche Modell definitiv wäert fale gelooss ginn.

Här President, muncher vun deene Propositione, déi vum fréiere Wirtschaftsminister virgelooscht gi waren, sinn also bis dato nach ëmmer net ëmgesat oder zumindest net ganz ëmgesat. An ech vermessen heizou och eng Rei vu konkreten Aussoe vum Finanzminister. Mä deen huet jo elo d'Geleeënheet, an e puer Minutten op all déi Froen ze äntwerten.

An deemselwechte Kontext an och am Interessi vun enger besserer Promotioun vun eisem Wirtschaftsstanduert, an dat an engem ëmmer méi schwéieren internationalen Ëmfeld, stellt sech ëmmer erëm d'Fro, ob den aktuellen Taux nominal vun e bësselche méi wéi 29% vun eiser Betribssteuer net muss op de Leescht geholl ginn. Och wa gewosst ass, datt an der Praxis zwar déi allerkannt Betriber dës Pourcentage bezuelen, ass et dach esou, datt mir domadder an den internationale Klassementer an an den Hitparaden net ëmmer gutt dostinn. An d'Fro, déi ee sech do muss stellen: ob een dee System net ännert.

An ech wëll lech och nach eng Käier drun erënnere, datt meng Partei an hirem Wahlprogramm en Optionssystem virgeschloen hat, deen eiser Meenung no de Besoine vun de Betriber am beschte géif entgéintkommen an awer genau déiselwecht Steuerrecetté kéint garantéieren.

De Wirtschaftsminister hat mer an der zoustänneger Kommissioun geäntwert, datt d'Regierung éischer der Meenung wär, den Taux nominal erofzesetzen a gläichzäitig d'Base d'assiette ze vergréisseren, dëst ouni op de Wee vun engem Optionssystem ze goen. Leider hunn ech weder am Kader vun der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun nach vun der Budgetpresentatioun iergendwéi eng Ausso heizou wéi och zu anere Punkten héieren.

Mir mengen, datt ee muss dat steierlecht Ëmfeld permanent adaptéieren, wann een da wëllt eng konkurrenzfähige Wirtschaft behalen. An dës permanent Adaptatioun ass schlussendlech jo och de Schlëssel vum Erfolleg iwwer Jorzéngte vun dësem Land gewiescht. Mir hunn et ëmmer erëm fäerdegbruecht, eis kuerzfristeg esou opstellen, datt mir konnten duerch en attraktiv steierlecht Ëmfeld, wou mir eng Rei Nische besat hunn, nei Betriber unzéien. An e gutt Beispill dofir ass de Commerce électronique.

Dofir wär et och, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis kee gutt Zeechen, wa mir an deenen nächsten dräi Joer keng steierlech Incentivé géife setzen an alles op d'Steierreform vun 2016 verschiben. Wie stoe bleift, fällt zréck, an dat ganz besonnesch an der Wirtschaft vun engem Land! An dofir invitéiere mir nach eng Käier d'Regierung, mat deene steierlechen Incentivé fir d'Wirtschaft net eréischt bis 2016 respektiv 2017 ze waarden, mä dës esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen.

Här President, ech hunn d'Gefill, wann ech esou e bëssen d'Objektiv an d'Ziler vun der Regierung kucken, datt déi a sech an déi richteg Richtung weisen. Leider Gottes hunn ech d'Gefill, datt d'Regierung net ëmmer weess, wéi se dohinnerkënnert. An ech hu ganz oft d'Gefill, datt bei enger ganz Rei vu Sujeten, notament an der Wirtschaftspolitik, eng gewëssen Navigation à vue besteet.

An Dir wësst, ech sinn e Frënd vun Zitater, an a menger Zitatekollektioun hunn ech eent fonnt, dat mer ganz gutt gefall huet an dat, fannen ech eigentlech, op dës Regierung exzellent passt. Dat ass vun engem groussen englesche Politiker, dem Winston Churchill. Deen hat dat allerdéngs gesot à l'attention vun de sozialistische Kollegeen. Dofir erlaabt mer, datt ech elo e bëssen déi Zitatioun paraphraséieren, an

deem ech se elo net op d'sozialistesche Partei limitéieren, obschonn ech dat och kéint maachen.

(Interruption)

De Winston Churchill, deen huet also deemools gesot, liicht paraphraséiert: D'Regierung fonctionnéiert wéi de Christoph Kolumbus, deen net wouss, wou e wär, an deen haaptsächlech net wouss, wou en hi wéilt.

(Interruption)

An dat op d'Käschte vun eise Steuerzueler. Ech mengen esou fonctionnéiert och e bësselchen...

(Brouhaha)

...och e bësselchen eis...

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- An d'Geschicht ass en agaangen!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, ech mengen,...

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- En huet Amerika entdeckt!

(Interruptions)

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Domadder, Här President, kommen ech och zu mengem leschte Punkt, nämlech deem vun der Zukunft vun eiser Finanzplaz, iwwert déi ech dach awer wollt e puer Wierder verléieren.

D'Regierung huet also decidéiert, op de Wee vum automateschen Informatiounsaustausch ze goen, ënnert der Konditioun, datt och Drëttlänner wéi d'Schwäiz bis Enn des Joers seriéis Verhandlung mat der Kommissioun dorriwwer géife féieren. Ech wëll hei fir d'Alleréischte vun der Geleeënheet emol profitéieren, d'Mérite vum fréiere Finanzminister, dem Luc Frieden, ze ënnersträchen, ganz besonnesch an dësem Domän, dee sech iwwer Joren ëmmer erëm derfir agesat huet, datt mir de Prinzip vum sougenannten „level playing field“ géife respektéieren, oder op gutt Lëtzebuergesch gesot, datt jiddwer Land deeneselwechte Regele beim Informatiounsaustausch misst ënnerleucht ginn.

Mir sinn, Dir Dammen an Dir Hären, am Moment mat verschiddene Standarde konfrontéiert: de FATCA-Standard, den europäeschen an elo dee vun der OCDE. An eisen Informatiounen no schéngt et esou ze sinn, datt d'Schwäizer, déi fir eis esou wichtig sinn, éischer géifen am Moment a Richtung OCDE-Standard goen an datt et och dës Standard wär, dee sech mëttel- a laangfristeg géif duerchsetzen.

Dofir d'Fro un d'Regierung: Här Finanzminister, wär et net besser, Dir - d'Regierung, de Finanzminister - géift an deenen nächste Méint ganz besonnesch bei där neier Europäescher Kommissioun drop awierken, fir ze kucken, ob een net direkt soll op den OCDE-Standard eriwergoen, vu datt dat vill méi e komplette Standard ass wéi deen europäeschen, an och wëssend, datt weltwäit ëmmer méi Länner op dee Standard wäerten eriwergoen?

An déi Fro, déi sech natierlech an deem Kontext stellt, ass, inwiefern deen OCDE-Standard konform ass mat allen europäeschen Direktiven. An do ass natierlech déi Fro, déi ee muss stellen - an de Finanzminister wäert sécherlech eis herno dorobber eng Äntwert wëssen ze ginn -, inwiefern datt mer do kënnen laanschteneekommen. Nach schéngt et fir eis ganz wichtig ze sinn, datt mer eis Banken net obligéieren, mëttel- a laangfristeg zwee Standarde ëmzesetzen, wat extrem schwierig wäert ginn.

En zweete fir mech wesentleche Punkt ass deen, datt eise Finanzsektor muss nei Produiten a Services entwéckelen. A wie sech e bësselche mat dëser Thematik beschäftegt, weess, datt dës Produiten ëmmer méi sophistiquéiert ginn an datt eis Finanzplaz sech an engem extrem haarde konkurrenzlechen Ëmfeld muss positionéieren. Et ass dofir extrem wichtig, zesumme mat den Acteuren vun der Finanzplaz iwwer nei Produiten nozedenken. A mir begrëssen och dofir déi Initiativ vum Finanzminister, fir eng Rei Aarbechtsgruppen en place ze setzen, fir iwwer nei Produiten nozedenken.

Allerdéngs géif et eiser Meenung no Sënn maachen, eis Uni, ganz besonnesch och um Niveau vun der Recherche, méi anzubannen an d'Entwécklung vun esou Produiten a Finanzservices, wéi dat bis elo de Fall war. Fir eis ass et wesentlech, datt mir an deenen nächste Joren eis Uni an eis Recherche méi no un d'Finanzplaz eruféieren, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war, an domadder d'Finanzplaz och méi profitéiere loosse vum Know-how, dee vun eiser Uni och an deem Sektore soll entwéckelt ginn.

Här President, ech wollt dann och nach kuerz op en anere Punkt agoen, wou och de fréiere Finanzminister Luc Frieden sech mat ganz vill Engagement an Härzblutt agesat huet: näm-

lech eis Finanzplaz Lëtzebuerg als e sougenannt „Hub“ fir chineescht Kapital ze positionéieren. An et muss een unerkennen, datt d'eng regelrecht Success Story ginn ass, wann een d'Zuel vun de chineesche Banke kuckt, déi sech an der Tëschenzäit hei niddergelooos hunn, an och haaptsächlech kuckt, wéivill d'är Banken am Moment nach an der Pipeline sinn.

Allerdéngs hunn entre-temps, an de Finanzminister, oder déi zwee Finanzministeren, de fréieren an den aktuellen, wëssen dat, hunn och aner Länner entre-temps de Potenzial vu China entdeckt a maachen extrem vill Efforten, fir eng Aart Handelsplaz fir de Renminbi an Europa ze ginn. Ech bleiwe perséinlech dervun iwwerzeegt, datt mir als Lëtzebuerg nach wie vor exzellent positionéiert sinn, a mir musse virufuere mat deenen Efforten, déi vun der viregter Regierung gemaach gi sinn. A mir mussen alles maachen, fir hei den Uschloss net ze verpasse par rapport zu grouse Plaze wéi London, Paräis a Frankfurt.

An deem Kontext, Här Finanzminister, ass et fir eis wesentlech, datt mer och eng Chambre de compensation fir de Renminbi op Lëtzebuerg ze kréien. Ech weess, datt Clearstream schonn an de Startbléck steet, fir esou ee Projet och hei zu Lëtzebuerg mat ëmzesetzen. An ech wär frou, och heizou herno eng Ausso vun lech ze kréien.

An deem Kontext erlaabt mer eng Remarque, laanscht déi ech net kommen: Ech hunn et perséinlech net glécklech fonnt, datt mir, datt d'Regierung ouni Explikatioun an ouni Virwarnung d'Tournée vum OPL a China einfach esou ofgesot huet. Eisen OPL ass e wichtegen Ambassadeur vun eisem Land an an engem kruziale Moment vun der Entwécklung vun eise bilaterale wirtschaftleche Bezéiunge mat China muss een dach och hei kënne vun enger Regierung e bësse méi Fangerspëtzegefill fuerderen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e leschte Punkt, wat de Finanzsecteur ubetrëfft, ass d'Promotioun, déi mir an Zukunft vun eiser Plaz maachen. An do si mer eis alleguer eens, datt de Branding eng ëmmer méi wichteg Roll spillt. An deem Sënn ass et scho richtig, datt d'Zesummenaarbecht zwësche Luxembourg fir Finance a Luxembourg fir Business verstärkt gëtt. Allerdéngs stelle mir eis d'Fro, ob et all Sënn mécht, déi zwou Entitéiten total ze fusionéieren, a mir mengen, besser sollt ee se parallell fonctionnéiere loosse, quitte datt d'Zesummenaarbecht méi enk matenee verknäpp gëtt.

Här President, ech kommen domadder zu menger Konklusioun. Fir datt eise Wirtschafts- a Finanzstanduert sech weider ka positiv entwéckelen, ass et wichtig, datt d'Clientë weiderhi Vertrauen an d'Autoritéiten an an d'Institutione vun deem Land hunn. Fir datt d'ëst Vertraue weider bestoe kann a souguer nach ausgebaut gëtt, komme mer net derlaanscht, eng Consolidatioun vun eisen effentleche Finanzen hinze kréien.

Mir mussen awer och weider, Här Bodry, un eiser Kompetitivitéit, awer och un eiser Produktivitéit schaffen,...

(Interruption)

...wëssend, datt mir beileiwen am Moment net méi zu deene Beschte vun der Klass gehéieren an datt mir eis erëm mussen ustrengen, fir dohinner ze kommen, wou mer emol eng Kéier waren.

Fir d'ëst ze errechen, brauche mer och Reformen am wirtschaftleche Beräich. An déi nei Regierung ass jo ugetruede mat der Ambitioun, d'Fenster grous opzemaachen an dës Reformen ëmzesetzen. Allerdéngs waarde mir bis elo nach ëmmer op konkret Propositionen a mir vermësse ganz besonnesch och an deem Budget déi Impulser an Initiativen, déi eiser Wirtschaft erëm géifen dee Boost ginn, dee se brauch.

Fir mech ass dës Regierung, Här President, déi vun de grouse Schlagwierder a Superlativen. Hei gëtt geschwat: „méi mat manner“, en „TGVs-Gesetz“, den „Oscar fir de Budget“ - dat ass dee vun Hollywood, net dee vu Saarbrécken -, d'„kopernikanesch Revolutioun“ an esou virun an esou weider.

Alles dat erënnert mech e bësselchen un eng Ausso vun engem eminente franséische Politiker, deen awer scho laang dout ass an deen oft vu mengem Kolleg, dem Här Bodry, schonn emol a Rieden zitëiert ginn ass. Dat ass nämlech de Jean Jaurès. A fir eng Kéier erlaben ech mer dann,...

(Interruption)

... den Här Jaurès ze zitëieren, well den Här Bodry gelungenerweis d'ëst Zitat bis elo nach ni benotzt huet.

(Interruption)

A wann ech lech elo d'Zitat virgelies hunn, da mengen ech, da verstitt Der och, firwat datt en dat bis elo nach net gemaach huet.

(Interruption)

Den Här Jaurès huet nämlech a senger grousser Sagesse festgestallt, an ech mengen, dat ass och nach ëmmer richtig fir haut, ganz besonnesch fir dës Regierung: «Quand les hommes politiques ne peuvent changer les choses, ils changent les mots.»

Ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeit.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Mosar. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Spautz vun der CSV.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert. Dir hutt nach 45 Minutten.

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- War dat eng Opferderung, Här President?

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, haut an engem Mount gi mer wielen. Déi néngte Kéier wiele mer eis Verrieder an d'Europaparlament. Mir ware bis elo ëmmer gewinnt, dass déi Europawahlen zesumme mat de Chamberwahlen wieren. Firwat a wéi esou dat elo net esou ass, brauch ech heibannen net ze soen. Mä den Afloss vun Europa op déi national Politik gëtt ëmmer méi grous, gëtt ëmmer méi wichtig. An och dofir ass et wichtig, gutt Leit op Bréssel a Stroossbuerg ze schécken.

Eng gewëssen Europaverdrossenheet ass bei de Leit do, well mir spieren nach näischt esou Richteges vun engem Wahlkampf a vun europäeschen Themen. An do ass et un eis, no der Eurokris, déi vum deemolege President vum Eurogroup, dem Jean-Claude Juncker, mat deenen néidege Léisunge betreit ginn ass, fir dass mer do erauskomm sinn, elo no enger Ukrain-Kris géllt et, déi och demokratesch an diplomatesch ze léisen.

Wuel wëssend, wat dës Kris fir déi betraffe Leit, d'Mënschen an der Ukrain bedeit, wuel wëssend, wat esou eng Kris bedeit fir d'Demokratie a fir de Stelleväert vun Europa. Well d'Leit an der Ukrain zielen op Europa. D'Leit an der Ukrain zielen op eis, fir dass mer do Gestë maachen. An do ass et och un eis, dat ze weisen, wat Europa ass, well och Lëtzebuerg ass e Stéck Europa.

Mir hunn an Europa manner Rohstoffe an Energiereserven, wéi all déi aner Länner op anere Kontinenten. D'Finanz-, d'Wirtschafts- an d'Scholdekris hunn zu engem enorme Wirtschaftsabroch an zu vill Chômage gefouert. D'EU-Wirtschaft huet - alles zesumme gekuckt - déi lescht sechs Joer stagnéiert. Am selwechten Zäitraum ass déi indesche Economie ëm en Drëttel an déi chineesche ëm 70% gewuess.

D'Fro vum 21. Jorhonnert ass déi, wat fir eng Roll Europa an domadder och Lëtzebuerg wäert spille vis-à-vis vun den USA, vis-à-vis vu China a vis-à-vis vu Russland. Gëtt Europa e Bittsteller vis-à-vis vun deenen oder e staarken a verlässleche Partner?

Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg, wéi de Laurent Mosar et scho gesot huet, eng richtig Standuertpolitik. Mir brauche Wirtschaftswuesstum, fir de Chômage an de Grëff ze kréien. Mir brauche Wuesstum, fir d'Finanzsituatioun an de Grëff ze kréien. Mir brauche Wuesstum, fir eise soziale Modell ofzesécheren.

Lëtzebuerg gëtt haut gelueft fir seng Finanzpolitik vun der EU. De Claude Wiseler huet et schonns de Moie gesot an ech zitëieren d'„Wort“ vum 24. Abrëll - dat ass vun haut: „solidester Haushalt im Euroraum“ fir 2013. An do wëll ech awer och soen, dass een do ka virun allem félicitéieren dem Luc Frieden fir dat, wat en do fäerdegbruecht huet, der fréierer Regierung Juncker/Asselborn an awer och de fréiere Beamte vum Finanzministère, déi mat dozou bäigedroen hunn, dass mer all déi Saachen do kritt hunn. Ech mengen, mir kënne stolz dorop sinn. An do muss ee sech awer och bewusst sinn, dass och do déi Leit alleguerte mat dozou bäigedroen hunn.

Déi lescht Regierung Juncker/Asselborn hat zwee Päck gemaach, dee leschten am Budget 2013, a mir haten och ugefaangen, weider Moosname fir 2014 ze kucken an ze analyséieren.

Ech zitëieren do en Artikel vum 9. November 2012 vum Romain Hilgert vum „Lëtzebuerg Land“ - et ass jo net bekannt, dass do iergendwéi sollen enorm Relatiounen mat där Partei sinn, vun där ech d'Chance hunn, President ze sinn -, deen nach eng Kéier zitëiert an de Fahrplan festleet, deen deemools d'Regierung gemaach huet fir 2014, 2015, 2016 an och 2017. Nozeliesen, wéi gesot, an der Press vum 9. November 2012, am „Lëtzebuerg Land“, wat mer do geschriwwen hunn a wat do gesot ginn

ass vun de Regierungsparteien. Well ech haut de Moien esou e bëssen héieren hat, wéi wann do net gewollt gewiescht wier bei der viregter Regierung, verschidden Ännerungen ze maachen!

Et hunn och Gespréicher stattfonnt, fir ze kucken, wéi ee weider kéint spueren. An déi Gespréicher si scho gelaf, wou d'Verrieder vun de Koalitionsparteie waren, wou d'Inspection générale des finances derbäi war, wou et drëm gaangen ass, wat een am Familljberäich a wat een um Aarbechtsmaart an an deenen Domäne kéint maachen. An duerno sollte weideren an den Tour kommen, zu deem ass et awer net méi komm.

A Freides de 26. Abrëll 2013 si mer an der Budgets- a Finanzkommissioun deemools vum Wirtschafts- a Finanzminister informéiert ginn iwwert de Stabilitéitspak. An am „Wort“ vun deemools schreiw se, wat dann esou alles vum Här Schneider a vum Här Frieden deemools gesot ginn ass. Do steet dran, dass den E-Commerce jo géif ewechbrieche fir 2015 an dass et dofir kloer wier, dass d'TVA misst ugepasst ginn, dat kéint bis 400 Milliounen erabréngen, dass d'Scholdequot vun 2012 op 2016 weider géif eropgoe vun 20,8 op 27,9, dass mer awer do missten oppassen, wéi mer den Defizit an de Grëff kréiche bis 2017. Et ass nach eng Kéier drun erënnert ginn, wéi bei dem Zentralstat do d'Entwécklung wieren.

Dat kënnt Der noliesen och am „Lëtzebuerg Wort“ vum 27. Abrëll 2013, Sait 4, fir dass och déi Leit sech alleguerten nach eng Kéier erëmfanne bei deene Saachen, déi se deemools gesot hunn. Et ass ee jo ëmmer dann heiansdo iwwerrascht, wann ee liest an héiert, wat een alles esou gesot huet - fir dass déi sech och do erëmfannen.

An do ass mer awer an deem Artikel eppes Enormes opgefall: De Verrieder vun der liberaler Partei, de Claude Meisch, betount, dass dat awer allerhand wier, dass elo géif vun der TVA-Erhéijung geschwat ginn. Fir d'Éischt misst een emol kucken, wou ee ka spueren, ier een unilateral géif iwwer TVA-Erhéijunge schwätzen.

De François Bausch vun deene Gréngen - deen hat d'Chance, Madame Loschetter, siwen Deputéiert a senger Fraktioun ze hunn -, deen hat eng ëmfaassend Studie verlaangt, an ier een dann eng TVA-Erhéijung géif maachen, misst een och emol eng Kéier analyséieren a kucken, wat fir een Afloss déi TVA-Erhéijung géif mat sech bréngen op d'Konsumenten an op d'Leit.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Haut hu mer der véier an der Regierung!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Jo, awer nach ëmmer nëmme sechs an der Chamber. De Wieler hat eppes aneschters geschwat!

► **Une voix.**- Et sinn der zéng. No menger Rechnung sinn et der zéng!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Den Här Bodry huet haut de Moie gesot, dass zwee Päck gemaach gi si vun der viregter Regierung, an déi nei Regierung hätt elo am Fong en drëtte gemaach, well déi al Regierung hätt dat net wëles gehat, e Pak ze maachen. Ech wëll do drun erënnere,...

(Interruption)

Wat gelift?

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat war net virgesinn!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Net virgesinn.

Ech wëll do drun erënnere, nozeliesen de 27. Abrëll 2013 am „Quotidien“, Alex Bodry: «Ce serait arrogant, si le Gouvernement actuel décide des mesures à prendre par le nouveau Gouvernement pour la prochaine législature.» Dofir, just fir drun ze erënnere, firwat keen drëtte Pak virgesi war: Mä den Här Bodry huet et selwer gesot an et ass am „Quotidien“ grous markéiert ginn als Iwwerschreift, dass een dat net mécht, wann een a Wahlen erageet a wann eng nei Regierung kënnt, dass déi Regierung vu virdrun nach soll en zousätzleche Pak maachen. Just dat als Erënnung, firwat keen drëtte Pak komm ass.

Mir hunn awer gläichzäitig weider dru geschafft, wou kënne Aspuerung gemaach ginn. Do sinn Ännerunge gemaach ginn an den Allocations familiales. Do sinn zwee Reglementer geholl ginn an der Finanzkommissioun ass en Dokument ausgedeelet ginn, wou dat och nach eng Kéier rappéléiert ginn ass, wou do och schéi propper drasteet, dass déi zwee Reglementer geholl gi sinn, fir Ännerungen ze maache bei de Chèques services.

Et ass e Projet de loi gemaach ginn, wou et geheescht huet, dass de Chèque service aneschters misst berechent ginn, dass mer de soziale Kritäre misste méi Rechnung droen. Do sinn Amendementer ugeholl ginn, nach dräi Deeg iert d'Chamber opgeléist ginn ass, ouni

Géigestëmm, ech kann net soen unanime - et waren der, déi hate sech enthalten -, mä ouni Géigestëmm ugeholl ginn. Déi sinn op de Wee gaange fir bei de Statsrot, fir dass mer duerno schnellstméiglech kéinte virufuere, fir och deene Kritäre Rechnung ze droen.

Wéi déi nei Regierung do war, hu mer dunn erklärt kritt, dass dee Projet fir si keng Prioritéit méi huet. Ech war dofir e bëssen iwwerrascht, wéi d'Madame Elvinger och haut de Moie gesot huet, dass een och net nëmme dat, mä och d'Familljentransferten iwwer Steierpolitik..., si huet och Beispiller gesot, mat Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner, wéi vill Leit do wat vum steierleche Volet kréien. Wat heescht dat dann elo? „Mir maachen näischt beim Chèque service“, wat heescht dat? Maache mer elo alles iwwert de Steierwee? Wat bedeit dat fir d'Familljen a fir d'Monoparentaux? De Gilles Roth huet schonn op déi verschidden Abbattemen higewisen. Wat geschitt mat all deene Steierabattemen? A wat bedeit dat konkret?

Ech war dofir e bëssen iwwerrascht, well den Här Berger hat virgëschter gesot: manner Geld a méi Saachleeschungen. A Saachleeschunge ware jo awer 2006 ee vun de Punkten, wou mer gesot hunn, mir maachen e Chèque service, well et beim Chèque service ganz kloer ass, dass ee weess, wou déi Sue vun deem Chèque service higinn. Entweder gi se an d'Kannerbetreuung direkt oder et waren d'Museksschoulen an d'Sportsfederatiounen, déi dovun konnte profitéieren am Intérêt vun de Kanner. War dat kee Wiessel vu Geldleeschungen op Saachleeschungen?

Oder bedeit dat, wat den Här Berger ugeschnidden huet, dass d'Rentrée scolaire ofgeschafft gëtt als Geldleeschung an et kritt ee Schoulmaterial amplatz? Ass et dat, wann ee seet, mir maache gäre méi Material- a manner Geldleeschungen, fir sécher ze sinn, dass et ukënn? Wann et dat ass, kee Problem, da kënne mer driwwer diskutéieren! Mä da muss een eis dat och soen, an net weiderhin ëmmer soen: Mir änneren dat bei de Steieren, mir änneren Geldleeschunge géint Saachleeschungen. An d'Leit, d'Elteren, ob dat Famillje sinn am traditionelle Sënn oder Famillje sinn am neie Sënn a Monoparentaux sinn, mä dass déi Leit wëssen, wou se dru sinn! Wat dat fir si fir d'Zukunft bedeit, wat dat bedeit fir d'Rentrée scolaire 2014/2015! Brauche se do d'Bicher net méi ze bestellen? Kréie se se vum Stat, oder wat geschitt?

An dat ass dat, wat ech bedauern, dass, wann ee seet, dass ee Saache muss änneren... Och déi viregt Regierung huet gesot, mir musse Verschiddenes doran änneren, déi viregt Regierung huet scho Reglementer geännert, déi viregt Regierung huet do Projets de loi déposiert. Mä do stoung awer konkret dran, wat et ass! An elo heescht et: Dat wëll dës Regierung net maachen. Wat ee kann akzeptéieren, wann een einfach seet, mir hunn aner Iddien do. Mä da soll een déi Iddie soen an net d'Leit an der Ongewëssheet loosse, dass se net wëssen, a wat fir eng Richtung dat geet!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- A wa mer schwätze vun der Familljepolitik, da schwätze mer och vun der Jugendpolitik. An der Jugendpolitik - de Moien huet de Claude Wiseler iwwert d'Konventionne vun der Kulturpolitik geschwat -, wat geschitt mat de Konventionne am Jugendberäich? Wat geschitt mat de Konventionne mat de Jugendhaiser? Do, wou d'Gemenge mat dra sinn. An ech mengen, heibanne sëtzt een, mat deem ech a mengem fréiere Liewen e bëssen domadder ze dinn hat,...

(Interruption)

...an et ass nach net esou laang hier, hien ass haut Buergermeeschter zu Déifferdeng. Mir hunn do laang a vill diskutéiert iwwert d'Subventionnementer vun de Jugendhaiser, iwwert d'Subventionnementer vun de Clubs des jeunes, iwwer all déi Gelder. Wou si mer do drun? Och do stellen d'Leit sech Froen. Wat geschitt mat deene Konventionne? Ginn déi Konventionne geännert? Ginn déi Konventionne fortgefouert? Kommen aner Schlüsselen do dran? Mussen d'Gemenge méi dozou bäidroen oder manner dozou bäidroen? Wat geschitt do?

An do ass d'Ongewëssheet enorm bei deene Jugendorganisationen, well se net méi wëssen, wat geschitt. Dat war fréier am Familljeminstère, haut ass et an der Éducation nationale. Bekëmmert sech an deem do Volet d'Famill nach drëm oder bekëmmert sech an deem do Fall de Jugendministère drëm, wat elo en Département ass vun der Éducation? Wie bekëmmert sech drëm? An déi Froe mussen eng



Äntwert kréien. Dat ass dat, wat mer eis erwaart haten. Wann een déi Saache wëllt änneren - et kann een ëmmer alles änneren -, mä da muss een och soe wéi an et däréif een net d'Leit einfach hänke loosse!

Mir hunn och de Moie geschwat iwwert d'Wunnengen. Et ass elo scho vill geschwat ginn, et sinn och schon aner Kolleegen op alles dat agangen, wat am Wunnengsbau geschitt ass. Ech wëll soen, ech sinn dann elo emol gespaant bei der S.N.H.B.M. a beim Fonds du Logement, wann déi elo iwwerall därfeen... A wou ech dat ënnerstëtzen, wat d'Madame Loschetter gesot huet, dass déi d'Geleehheet musse kréien, fir méi Mietwunnengen ze bauen.

Ech weess awer, dass do heiansdo op kommunalem Plang d'Begeeschterung net ganz grouss war, wann de Fonds du Logement ugeklappt huet an en huet gesot, ech géif gäre Locatif maachen. Wou et da geheescht huet, jo, wann s de Vente méchs oder och et nach an d'Stee gëss, wat déi lescht Jore komm ass, dann därfs de kommen, mä dat mam Locatif, dat hu mer net esou gäre.

A wann ech hei esou duerch de Sall kucken an all déi Députés-maires gesinn, wou ech weess, wou Demandé virlouche vum Fonds du Logement, wou de Fonds du Logement gäre Projekte gemaach hätt, wou och Députés-maires heibanne sinn, déi dat mat Kuschhand geholl hunn, mä et sinn der awer och heibannen, déi un allem interesséiert waren, mä em Gottes Willen net, dass de Fonds du Logement dohinnerkennt, oder wann e kënnt...

(Interruption)

Gelif? Ech hunn op déi zwou Säite gekuckt.

► **M. Frank Arndt (LSAP).**- Da kuckt op déi aner Säit och eng Kéier!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dir waart awer een, dee Jo gesot hat, Här Arndt.

► **M. Frank Arndt (LSAP).**- Kuckt och eng Kéier op déi aner Säit!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Elo wollt ech lech och nach félicitéieren, well Dir waart ee vun deenen, déi Jo gesot hunn. An elo kritiséiert Der dat schonn, wat ech gesot hunn.

► **M. Frank Arndt (LSAP).**- Neen, garantéiert net. Mä kuckt och op déi aner Säit!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dat ass deen ee Punkt. Deen anere Punkt...

► **M. le Président.**- Entschëllegt, Här Spautz. Erlaabt Der, dass d'Madame Loschetter lech eng Fro stellt?

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Selbstverständlech!

► **M. le Président.**- D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Ech wollt de Kolleeg Spautz froen, ob hie weess, dass am Koalitionsaccord et steet, dass dës Regierung sech bewosst ass, dass d'Gemenge vill méi Ennerstëtzung brauchen, fir ebe kënnen och op dee Wee matzegoen, an dass d'Gemengen heiansdo och iwwerfuert si mat där Erausfuertung, déi mir allegueren hei an dësem Land hunn. An dofir sollen och d'Gemengen an Zukunft pragmatisch Ennerstëtzung kréien.

Ech wollt just froen, ob de Kolleeg Spautz dat och gelies huet.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Also, Madame Loschetter, ech hunn dat och gelies. Mä ech hat dat zwar e bëssen aneschters verstanen, well ech de Promoteur public Fonds du Logement kennen. An de Promoteur public Fonds du Logement, deen hëllef, éischtens, och oft Gemengen an och aneren,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Doriwwer...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- ...fir do iwwerhaapt ze kucken, wat een nach alles ka mat eranhuelen an a wat fir enger Form ee baut. Dofir hat ech dat do éischer verstanen, wat Der do virgesinn hutt, dass Der wëllt d'Gemengen zousätzlech ënnerstëtzen, fir eegen Initiativen ze huelen an net nëmme fir d'S.N.H.B.M. an de Fonds du Logement, mä dass dat och esou wier, fir dass d'Gemenge selwer eppes maachen, well och där ginn et der - op där Säit an op där Säit -, déi och selwer locative Logement gemaach hunn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- ... Gitt de Gemengen eng Chance...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Et ass dofir, wou ech elo net wosst, wat Der vun deenen zwou Saache géift mengen.

Et ass op alle Fall net gutt, dat, mat deenen 3% op 17% an d'Luucht ze goen am Bau, an - déi leschte Kéier hunn ech et schonn heibanne gesot - net nëmme wéinst deem vum Locatif, wat gesot ginn ass, mä dat war och deemools - an den Här Gramagna weess dat awer nach, e souz och an där Tripartite -, dass och doriwwer gesot ginn ass, dass dat eng vun de Méiglechkeeten och wier, fir dass mer d'Schwarzarbecht kéinte mat an de Grëff kréien, wa mer d'TVA géife bei all deene Renovéierungen op 3% loosse, well dann den Intérêt, fir Schwarzarbecht ze maachen, vill méi kleng wier.

An ech si mer elo net méi ganz sécher, ob et dem Här Gramagna seng viregt Chamber war oder déi aner vum Kierchbiere, mä et war eng vun deenen zwou, déi ganz kloer déi Mesure grouss ëmjubelt huet an och déi Mesure gefrot huet, wéi deemools de Statsminister Jean-Claude Juncker an de Finanzminister Luc Frieden dat presentéiert hunn. An dat war e Package, deen an enger Tripartite ofgemaach gi war, wat och deemools, soen ech och ganz kloer, och op d'Zoustëmmung vun all deenen anere Partner getraff ass, well et net nëmme am Logement eppes kéint bewierken, mä gläichzäiteg och eppes géint d'Schwarzarbecht um Bau an am Handwierk virun allem kéint bewierken, wou do oft op déi Saachen zréckgegraff ginn ass. Wann den Intérêt net méi do ass..., bei 3% TVA ass den Intérêt jo och vill méi kleng, fir do op Schwarzarbecht ze goen.

A wa mer bei der Jugend sinn - also ech weess, ech war och eng Kéier Rapporteur bei engem Projet, wou d'Jugend op d'Strooss gaangen ass, zesumme mam Romain Schneider, deen huet 5611 geheescht - mä muer, wa mer iwwert de Jugenddialog schwätzen, wa mer iwwert den Dialog schwätzen, dee mat der Jugend soll stattfannen... Ech weess net, ob et stëmmt, mä op engem Internetsite vun engem Mediekonzern vun Esch, do steet drop, 14.500 Schüler géife muer de Moie manifestéiere wéinst deem, wat geschitt an de Boursen.

Och mir wëssen, dass bei der Bourse hu misse Saache geännert ginn. Mä et muss een et awer fäerdegbréngen am Dialog, an och ze dialogéieren an do mat deene Leit ze schwätzen! An ech kann dem Här Meisch do nëmme félicitéieren: Fir no fënnf Méint 14.500 Leit op d'Strooss ze kréien - wann dee Chiffer stëmmt, deen um Internetsite ass -, esou ass dat eng wonnerbar Leeschtung! An dat weist näischt...

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- ...déi ni fäerdegbréngen, Här Spautz.

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- An dat weist näischt vun Intérêt, fir mat de Leit ze diskutéieren an ze dialogéieren.

(Hilarité)

A wa mer an deem Dossier sinn a wa mer beim Éducatiounsministère sinn, muss ech lech och soen, dass een awer och verwonnert war, wa mer e Land sinn, wou et heescht, mir mussen der Jugend eng Chance ginn, wou mer eis all eens sinn, mir mussen eppes maache géint de Chômage, mussen eppes maache fir d'Berufsausbildung, fir déi ze ënnerstëtzen, dass dann op eemol allegueren déi Saachen, déi vun der fréierer Éducatiounsministesch gemaach gi sinn, déi duerno och a Fro gestallt gi sinn an deene Berichter, déi een do gelies huet während de Koalitionsverhandlungen, mä et ass net u mir, dat ze kommentéieren... Mä et ass u mir, dat ze kommentéieren, wat do geschitt ass, wou déi Leit nach waarden, fir nei Modular ze kréien!

Ech hat selwer eng Question parlementaire un den Här Meisch gestallt an un den Här Bauler, dee mer duerno...

(Panne d'éclairage)

(Brouhaha)

Oh, elo huet d'Handwierk schonn... Elo ass schonn d'Energie fort.

(Brouhaha)

Da brauche mer net méi ofzestëmmen iwwert de Budget.

(Brouhaha)

Jo, mä, mengt Der, den Här Bausch hätt zougeschnidden... Neen?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Den Här Schneider...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Den Här Schneider? D'Madame Loschetter sot, et war net den Här Bausch, et war den Här Schneider...

► **M. le Président.**- Mir hunn elo ee Moment schwarzgesinn.

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- De Punkt an der Formation professionnelle ass deen, dass do

nach ëmmer Modular net geholl sinn. Mir hunn e Modul-Unterrecht gemaach, do solle Leit hir Formatioun kënnen fortsetzen, do solle Leit hir Exame kënnen maachen. Déi Modular sinn nach ëmmer net do. An do ass d'Äntwert och gewiescht vum Minister, e kéint mer de Moment nach keng detailléiert Äntwert ginn.

An do wier et eng Kéier interessant, Dir kënnt jo haut allegueren mat Are Sichmaschinen nosischen - do war elo eng Kéier en Interview moies vun engem Responsable vun der Berufsausbildung vum Lycée vu Bouneweg - an da lauschtert Der emol no, wat dee seet, wat dat fir déi Schüler bedeit, fir d'Zukunft vun deene Schüler, well déi Modular nach ëmmer net do sinn.

An ech mengen, och dat wier vläicht eng absolut Prioritéit gewiescht fir dat nächst Schouljoer respektiv fir dës Joer fir den Examen, dass déi Konditiounen erfëllt wieren, fir dass déi Schüler och d'Geleehheet hätten, hiren Examen en connaissance de cause ze maachen an och domadder duerno hir Zukunft kënnen ze maachen. An dat ass leider net geschitt. Och dat wier eng Prioritéit vläicht gewiescht.

Ech war och de Moien e bëssen iwwerrascht, wéi mer... De Gast Gibéryen huet et zitëiert, dat ass dat, wat an den Akzise geschitt, iwwert den Tubak an iwwert de Bensin. Ech hat am Fong geduecht - Här President, Dir waart ëmmer e grouse Fervent an den Tubakdiskussionen -, dass mer den Tubak géifen aus dem Index-Wuerekerf eraushuelen. Well wa mer soen, d'Fëmmen, mat all deem, wat mer gemaach hunn, wat jo an dësem Haus op alle Bänken, bei deenen enge méi, bei deenen anere manner, ënnerstëtzt ginn ass, fir dass dat mam Fëmmen géif geschéien, dann hätt ee jo awer kënnen den Tubak aus dem Wuerekerf eraushuelen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- An dann hätt een och domadder en Akzent gesat an et géif een net nach d'Fëmmen, wou ee seet, et soll een et net maachen, wou ee seet, et soll een net an engem Café fëmmen, fir déi aner net ze stéieren... Do hätt een dann och gläichzäiteg kënnen soen: Ma dann huele mer dat och aus dem Wuerekerf eraus. Dat wier jo och eng Méiglechkeet gewiescht.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...dat da maachen...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dat sot Dir elo ganz...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...ass dat déi lescht Konsequenz...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech sinn do e bësse méi liberal,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...nom Wuerekerf kënnt dat dann...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- ...Här Bodry, wéi Dir an deem doten Dossier.

Dann och an der Fonction publique, ass mer de Moien opgefall an deenen Debatten, do hunn ech och net alles verstanen. Den Här Bodry huet hei, vëlleg zu Recht, de Moien erkläert, wat an deene leschten zéng Joer an der Fonction publique geschitt ass. Dem Här Bodry säi Virgänger, den Här Lux, an ech, mir haten, nodeem mer -den Här Biltgen an d'Madame Modert - en Accord fonnt hate mat der CGFP, gesot, dass dat jo alles schéin a gutt wier, mä mir géife mengen, aus Spuermoosname wier et net schlecht, wann deen Accord géif no hanne verréckelt ginn.

An d'Madame Modert an den Här Biltgen sinn do bei déi Gewerkschaft zréckgaangen aus dem éffentlechen Dëngscht a si sinn erëmmert mat engem Accord, dee méi spéit géif emgesat ginn. An dat ass deen Accord, dee jo elo soll emgesat ginn! An den Här Bodry huet dat de Moie gutt erkläert, wat d'Fonction publique bäikritt huet. Ech weess awer elo net, wat de Regierungskurs ass oder de Majoritéitskurs ass. Den Här Bodry huet et esou erkläert...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Mir hunn lech gesot, dat wär eng...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Den Här Berger...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...Majoritéitsdésioun.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Den Här Berger huet op enger anerer Plaz gesot, dass hien der Meinung wier, dass deen Accord an der Fonction publique net dierft kommen. Dofir wär et awer och elo do...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Neen, neen, esou huet en et net gesot.

(Interruptions diverses)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Wéi huet en... Ma da sot et nach eng Kéier, wéi Der et gesot hutt.

(Interruptions diverses et hilarité)

► **Une voix.**- Question avec débat!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Also ech mengen, dass den Här Berger gesot hat, hie wier am Fong dergéint, mä dass am Fong déi nei Regierung dru gebonne wier, dat ëmzënnern.

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.**- D'Regierung steet zu deem, wat se am Regierungsaccord huet.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Okay. Aah, dann ass et...

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.**- Ech hu prezisiéiert awer, wat d'Meenung vum Fraktionschef vun der DP ass.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ah, et ass net den DP-Wahlprogramm, mä et ass dat, wat d'Regierung virdrun ofgemaach huet. Okay. Dann ass dat och elo kloer.

(Interruption)

Majo dach, wann een eppes net versteet, freet een, Madame Loschetter. Dofir hat ech gefrot. An dofir hunn ech jo elo eng Äntwert kritt. Voilà!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Mir hunn Zäit!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dann och beim Sozialdialog. De Laurent Mosar huet scho virdrun zitëiert, wat an der Chambre de Commerce an hirer éischer Sitzung lass war, en huet d'Ried vum Här Schneider zitëiert. An ech liesen do: «L'UEL a peur pour le dialogue social». En Artikel haut am „Quotidien“, wou se sech dann doriwwer opregen iwwert dat, wat mat der Mutualité hire Sue geschitt wier, déi am Fong ofgemaach waren am Statut unique, wat all Kéiers misst bezuelt ginn.

An ech weess och do aus sécherer Quell, dass de Finanzminister mat an där Tripartite derbäisouz, wéi mer de Statut unique agefuert hunn. Dofir wier et awer och elo interessant ze wëssen, wat dann elo do richtig ass: dat, wat d'Regierung seet, oder ob et esou ass, wéi d'UEL seet, dass d'Regierung déi Suen net wëllt bezuelen an domadder net zu deem steet, wat deemools ofgemaach gi war. Well et ass jo awer den Här Wurth, dee jo och scho virdrun President war vun der Chambre de Commerce an och scho virdrun, deen dee Bréif geschriwwen huet. Et ass jo elo net een, deen nei am Job derbäi ass, mä een, dee scho laang Joren där Berufschamber virsteet.

A wa mer schwätze vum Dialogue social, musse mer och schwätze vum Chômage. Mir musse schwätze vun deem, wat bei der Jugend geschitt ass. Do ass jo dat, wat vun der viregter Regierung schonn - an et war jo deeselwechten Aarbechtsminister wéi haut -, déi Jugendmesuren, déi schonn an d'Weeër geleet gi sinn, dat ass eng gutt Saach. Et ass wichteg, dass dat gräift.

Mä ech stelle mer awer och d'Fro, en anere Problem, dee sech stellt, ass dee vun eise Leit mat Behënnerung, déi ëmmer méi Schwierigkeiten hunn, um Aarbechtsmaart ënnerdaach ze kommen. Wéi ass et mat deene Klauselen, déi et do gëtt am éffentleche Secteur an am private Secteur, wann esou Leit misste mat ënnerstëtzt ginn an um Aarbechtsmaart agestallt ginn?

Misste mer net och do nach eng Kéier en Hoff maache fir och déi Leit - si haten eng Campaigne gemaach: „Mir sinn net behënnert, mä mir gi behënnert“ -, fir dass mer deenen all hëllef an och do déi Akzenter setzen, fir dass si och eng Chance hunn um Aarbechtsmaart? Net nëmme bei deene Retarden, déi mer hu bei den Ateliers, wou mer wëssen, dass mer op deenen engen oder anere Reklassementer vun Terrainen hounge, bis mer kënnen déi Ateliers ëmsetzen, déi se brauchen, mä och, fir um fräie Marché hinnen d'Chance ze ginn, fir kënnen mat derbäi ze sinn. Och dat ass e wichtege Spektrum.

An dann däréif ee jo och all déi net vergiessen, déi am Gros vun eise Alter heibanne sinn, déi 45 plus, déi Al vun haut um Aarbechtsmaart, wou jo allegueren déi, oder dat op alle Fall déi sinn, mat 45 plus, déi Schwierigkeiten hunn um Aarbechtsmaart, mä dass mer och do Akzenter setzen, fir och deene kënnen ze hëllef, fir eng Aarbecht ze kréien. Well ech gleewen, dass den entscheidende Punkt deen ass, dass Mënschen déi Aarbecht hunn, also déi jonk Generatioun d'Chance huet, an domat och déi jonk an déi Al an och déi mëttel Generatioun, duerch hir Aarbecht sech kënnen hiert Liewen ze ënnerhalen, dass dat et muss sinn, dat idealt Zil, wat mer ustriewen!

Dass jiddweree kann eleng duerch dat, wat e schafft, an duerch dat, wat en do kritt als Loun, als Géigeleschtung, säi Liewen ënnerhalen, dat muss dat Zil sinn, wat mer uginn. A wann et wichteg ass bei deene Jonken, musse mer dat och maache fir déi 45 plus, fir och deenen



erëm eng Chance an eng Geleeënheet ze ginn, op den Aarbechtsmaart ze kommen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - En anere Punkt. Wa mer vun deene schwätzen, déi alles dat mat opgebaut hunn, do ass haut de Moien och scho geschwat ginn: d'Fleegeversécherung. Mir wëssen, dass mer bei der Fleegeversécherung Saache mussen änneren. D'Fleegeversécherung ass finanziell op engem Punkt ukomm, dass mer mussen driwwer nodenken, wéi et weidergeet. Haut de Moien huet e Riedner hei gesot, dat dierft een och am Zesammenhang mam Spidolsplang gesinn. A wann ech dat richtig an Erënnerung hunn, dat war den Här Bodry.

An da muss ee sech och d'Fro stellen, wéi mer dat maache bei deem Spidolsplang, bei där Fleegeversécherung, bei der Altersversuergung generell. Well et ka jo elo net sinn, dass mer aus engem Dëppen d'Ausgaben an dat anert Dëppe verlageren. Heescht dat, dass eppes geschitt bei de Cotisations? Heescht dat, dass eppes geschitt bei de Prestatiounen, déi de Moment ugebuede ginn? Oder wat fir ee Wee geet dat?

Ech weess, dass de fréiere Gesondheitsminister an de fréiere Familljeminister zesummesouzen, fir genau doriwwer ze schwätzen, dass et net dozou ka féieren, dass déi Leeschtungen, déi net méi kënne vun der Fleegeversécherung bezuelt ginn, dass déi duerno géifen iwwert den Departement aus der Famille falen, nämlech de Fonds national de solidarité, dass deen da misst fir déi Saachen alleguerten opkommen. Well da maache mer, wat dat Finanziell ubelaangt, maache mer als Stat... Dann ass zwar deen ee Ministère da besser drun, mä de Käschtepunkt, ënnert dem Stréch, fir de Budget, ass net dat selwecht. An dat dierft een alles an deenen Diskussiounen ëm d'Fleegeversécherung an de Spidolsplang net vergiessen.

Mä mir sinn deene Leit, déi haut an der Fleege sinn, mir sinn eisen eelere Leit dat schëlleg! Fir dat, wat si gemaach hu fir eis, fir dass dat Land haut do steet, wou et haut ass, si mir och hinne et schëlleg, dass si e mënschewierdegt Liewen hunn an dass mer och déi Diskussioun kloer a sachlech féieren an net einfach soen, dat eent gétt ewechgeholl an dat anert gétt gemaach.

Dofir geet et net duer, fir Fleegeversécherung a Spidolsplang ze kucken, do muss een och da schwätzen vun den Altersheimsbetter an do muss een och schwätzen vun deem, wéi d'Subventionnement gemaach ginn duerno, wat iwwert de Fonds national de solidarité bezuelt gétt an iwwer alleguerten déi Büroen, déi an de jeeweilige Gemenge sinn. Well soss hu mer eis selwer belunn, an dat wier och net propper! Dann ass et besser, e bësse méi laang ze waarden an esou eng Reform ze maachen, déi sech och gewäsch huet!

A wann ech dat soe vun eiser Vergaangenheet, vun deene Leit, deem Merci, dee mer deene schëlleg sinn, do war ech dach awer och verwonnert: Mir ginn an engem Mount wíelen, virun honnert Joer huet e Weltkrich ugefaangen, et war deen Éischte Weltkrich, an do sollt eng Ausstellung kommen. An ech weess, dass eng aner Oppositiounspartei en Amendement proposéiert hat, fir dass mer dat kéinten am Budget awer mat eranhuelen, fir dass déi Ausstellung och kéint stattfannen, an deen Amendement ass vun der Majoritéit ofgelehnt ginn. Ech war do e bëszen iwwerrascht, well ech awer der Meenung war, dass et wichteg wier, dass mer, historiesch gesinn, och un dat Evenement vun 1914 erënneren, well dat war den Éischte Weltkrich, an dass et awer scho komesch schéngt, wann an all den Nopeschlänner doriwwer geschwat gétt a just bei eis soe mer einfach: Mir hunn net déi Suen, fir déi Ausstellung ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, en Amendement louch vir, d'Majoritéit wollt en net. Ech bedauern dat, ech fannen dat net gutt. Ech mengen, dass et wichteg gewiescht wier, dass mer och um honnertste Joresdag vun deem Evenement doru geduecht hätten. Well mer jo och wëssen, wat duerno geschitt ass 1917. A wa mer elo Russland an d'Ukrain-Kris kucken, wier et och do vläicht historiesch gutt gewiescht, wa mer do emol verschidde Leit och un alles dat erënnert hätten, wat dat duerno alles mat sech bruecht huet.

Nëmme wa mer eng vertrauensvoll Politik hunn a Verlässlechkeet hunn, dann ass et och sécher, dass d'Leit an Zukunft zu Lëtzebuerg wäerten investéieren. Dat géllt fir auslännescht Kapital, dat géllt fir inlännescht Kapital. An et sinn déi Investor, déi mer brauchen. Dofir, géif ech fannen, wier et besser, wa mer mat méi konkrete Saache géifen heibannen diskutéieren.

Den Här Gibéryen seet ëmmer, nom 25. Mee kéime se. Ech huelen un, dass dat konkret jo

awer kënnt, wann deen neie Budget, dee vun der neier Generatioun, do ass, dass mer dann op alle Fall wëssen, konkret, wou et higeeet. Well ech hu schonn eng Kéier gesot: Gambia huet sech d'Lat ganz héich geluecht, mä ech hoffen, dass et net ass, fir ënnendrenner erduerchzelafen.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Finanzminister wann ech gelift.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léif Regierungskolleegen, et ass jo traditionell, dass de Minister dann zum Schluss zu deene ganz ville Froen oder Kommentaren, déi gemaach gi sinn, Stellung hält. Ech muss soen - fir mech ass dat jo déi éischte Kéier, wou ech deen Exercice hei in extenso matmaachen -, dass ech haaptsächlech iwwerrascht sinn, wéi vill Froe gestallt gi sinn. Et si Froen op Froe gewiescht an dann nach Froen, déi hannerfrot hunn. An dat huet mech haaptsächlech bei der Haaptoppositiounspartei iwwerrascht, well déi war jo esou laang un den Affären, dass et mech wonnert, dass se eis déi Froe stellt, well si huet sech och missen déi Froe wahrscheinlech selwer stellen.

Et ass dann och schwéier, fir an den éischte fënnf Méint op all déi Froen ze äntworten an direkt dee ganze Programm dohinnerzeleeën, wéi een dat am Detail géif maachen. Et ass jo „ein Ding der Unmöglichkeit“. Mä ech wäert natierlech op wichteg Saachen, zu deenen Der Froe gestallt hutt, äntworten.

Ech hunn awer och eng Rëtsch positiv Saache wëllen aus deem Débat hei enthuelen. Dat ass Folgendes: Ech mengen, dass mer e grouse Konsensus ronderëm dës Bänken hunn, fir unzëerkennen, dass mer an engem schwéierger Situatioun sinn an dass musse strukturell Reforme gemaach ginn. Op jidde Fall hunn ech dat beim Här Wiseler ganz kloer erkannt, bei enger Persoun, bei e puer aneren e bësse manner. A beim Här Gibéryen a beim Här Turpel, muss ech soen, hunn ech déi Convergence de vue net gesinn. Mä grosso modo hunn ech se awer bei der CSV gesinn. An doriwwer freeën ech mech, well déi strukturell Reformen, déi mer musse maachen, déi gi schwéier. An d'autant mieux ass et, wa mer eis eens sinn, dass der musse gemaach ginn.

Do wou mer eis och, mengen ech, relativ eens sinn, dat ass, dass d'Verschëldung séier an d'Luucht gaangen ass vum Lëtzebuerg Stat. Jo, richtig, mir sinn eent vun deenen am mannste verschëllte Länner an Europa. Mä ech mengen, mir sinn eis och all eens, dass e klengt Land manner Marge de manoeuvre huet wéi e groust. A mir hunn eis déi Grenz vun 30% als nei Regierung selwer ginn. Ech mengen och, dass d'Haaptoppositiounspartei déi Grenz als eng wichteg och ugesäit. An ech mengen, den Här Wiseler huet dat och kloer gesot, dass déi zwee Ziler sinn, déi mer eis ginn hunn, den Objectif de moyen terme anzehale vun 0,5% bis 2018 an dass mer déi 30% Plaffong net sollen iwwerschreiden. Dat ass eng gutt Saach.

Iwwert d'Konjunktur ass de Moie vill geschwat ginn, de Mëtte vill manner. Och do hunn ech erkannt, dass mer op d'mannst, och wat den Här Wiseler ubelaangt, konvergéiere mat deem, wat d'Regierung en fait seet. Dat ass, dass déi Prognosen, déi am Pacte de stabilité drageschriwwen sinn, dass déi optimistesche sinn. An dat ass nun eemol esou. Gott sei Dank si se ganz positiv a relativ héich. Mä et ass net d'Regierung, déi déi Prognose geschriwwen oder erfionnt huet. Si stame vum Statec. An de Statec ass eng onofhängeg Instruktioun. A wann de Statec déi doten Zifferen erausfënn no Methodologien, déi och vu Bréissel kontrolléiert ginn, da muss ee mat deenen Zifferen eens ginn.

Ech sinn awer och d'accord, an ech hunn dat a menger Ried gëschter gesot: Mir mussen déi Situatioun permanent monitoren! Dat ass och déi eenzeg Äntwert op déi Problematik. Well et huet kee Wäert, dass mer eis een deen anere wëllen iwwerzeegen, ob se ze vill optimistesche oder pessimistesche sinn. Mir monitoren dat, an dat wäerte mer all zesumme maachen op Basis vun Zifferen, géif ech mengen, déi net ze vill a Fro kënne gestallt ginn.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Elo kommen ech op mäin zweeten Deel, dat ass, e bëszen iwwert d'Spuermesuren ze schwätzen, déi jo vu villen Orateuren ugeschwat gi sinn, an dann e puer generell Remarquen zum Budget.

Et huet mer e bësse wéigedo, muss ech soen, dass een Orateur, den Här Gibéryen, fir en ze nennen, onbedéngt wollt dee Saz, dass de Stat bei sech spuert, falsch verstoen an on-

bedéngt wollt deem e Sënn ginn, deen et net huet. Wann de Stat seet, dass en iwwer seng Moyene leeft, da mengt de Stat sech selwer. Dann ass dat a kenger Hinsicht eng Kritik oder e Jugement iwwert d'Leit, déi am Lëtzebuerg Land liewen. Fir dann d'Parallell ze maachen, dass et vill Chômeuren zu Lëtzebuerg gétt, fir dann ze soen, dass dee Saz kee Sënn mécht - ech kann dat net novollzéien!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An ech fannen et och wierklech schockant, dass een dee Mélange do wëllt an d'Kapp vun de Leit bréngen.

(**Interruptions**)

Jo, dat fannen ech wierklech net gutt!

(**Interruption**)

Ech wollt dat als éischt Remarque maachen.

Ech mengen, dës Regierung brauch sech net ze schummen, dass se gesot huet, dass se bei sech selwer géif spueren. Si huet jo och schliisslech den Équilibre budgétaire an d'Objektiver vu Bréissel agehalen, andeem se nëmme dat gemaach huet. Si huet nëmme bei sech gespuert a si huet keng Taxen an d'Luucht gesat! Ma dat ass e remarquabel Resultat!

Wéi hu mer da gespuert? Dat ass jo bekannt: Frais de fonctionnement. Do sinn eng Rëtsch Kritiken opkomm, ënner aneren déi iwwert d'Transparenz. Dofir hunn ech lech dat Dokument matbruecht, fir lech et ze weisen, wat mer elo der Cofibu virun dräi Deeg ginn hunn. Ech hu mer versécherer gelooss vun der IGF, ob dat da wouer ass, wat ech lech elo soen: Esou en déckt Dokument ass nach ni verdeelt ginn. Ech sinn awer ganz frou, dass et verdeelt ginn ass, well da kann een op de Millimeter genau kontrolléieren, wou mer dann déi ronn 50 Milliounen Fonctionnementskäschte gespuert hunn.

Ech géif gären och... Et ass vill gesot ginn, dass mer - ech versichen, op d'Froen ze äntworten, déi gestallt gi sinn -, dass de Spuerereffort zwar gemaach gi wier, mä dass e groussen Deel an den Établissements publics gemaach gi wier an anzwousch anescht, an en fait bei de Ministären e bësse manner.

Ben, ech soen lech, mir mussen no de Bréisseler Regeln an nom Bon sens alleguerten déi Plazen, wou de Stat d'Soen huet, mat an de Perimeter eranhuelen. Firwat solle mer dann do eng Distinction maachen? Firwat soll dann en Établissement public net un de Fonctionnementskäschte spueren, wann de Rescht vum Stat spuert? Ech gesinn do iwwerhaupt kee Problem.

A wann da gesot gétt, dass déi Institutionen oder Associatiounen, déi och hu misse matspueren, net genuch consultéiert gi sinn, da soen ech lech: Wann dat deen eenzege Reproche ass, deen ee wëllt maachen, ma da maacht en!

Mä kommt awer, mir iwwerleeën emol, wat hei geschitt ass: Mir hu keng Prélévementer bei de Ménagé gemaach. Mir hu keng Taxen an d'Luucht gesat. Mir hu keng Prestation-sociale touchéiert. Mir hunn näischt bei der Protektioun vun de Chômeure gemaach. Mir hunn dach am Fond geholl alles gelooss, wéi et ass, a mir hu bei ons selwer gespuert. An da kréie mer reprochéiert, dass mer net genuch Dialog gemaach hunn. Ech fannen, dat ass net ganz kredibel.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - A well d'Madame Maggy Nagel, d'Ministerin vun der Kultur, déi ganz Zäit nieft mir souz a well gesot ginn ass, mir géifen net genuch Dialog maachen: Si huet mer am Laf vum Mëtteg gesot, si hätt bal 30 Verrieder vun Associatiounen an Instruktiounen gesinn, fir justement iwwer all déi Saachen ze schwätzen. Also, ech kann lech soen: D'Ministere fleegen den Dialog.

Den zweete Punkt: den Investissement. Do ass zu Recht gesot ginn, dass d'Investissementen eng ganz wichteg Saach sinn an dass do am Fond geholl net soll gespuert ginn, well een doercher natierlech d'Land net weider moderniséiert an d'Land net genuch ukuerbelt an en fait de Géigendeel vun deem erreecht, wat ee wëllt, dat heescht d'Wirtschaft relancéieren.

Nu stellen ech awer fest, dass am Spuerpak, deen déi vieregter Regierung gemaach huet, och op den Investissementen gespuert ginn ass, an zwar waren do 30% vum Spuerereffort an den Investissementen, mä vu dass den Ajustement bestanen huet a 57% Reduktioun vun Dépensen an 43% Augmentatioun vun den Taxen an de Recetten, wann een dann déi 30% par rapport zu deene 57% kuckt, dann ass och méi wéi d'Halschent vum Spuerereffort an de Mesurë vun der vieregter Regierung komm vun enger Reduktioun vun Investissementen. Dir hutt also

Ähnlech gemaach wéi dat, wat mir gemaach hunn.

► **Une voix.** - Dir maacht jo alles anescht.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, mä ech wëll just soen, dass mer do op Äre Spure waren. Mä dat ass jo och fir 2014, wéi ech a menger Ried och explizéiert hat, mir maache jo och nëmme Décalagen dës Kéier. Déi prinzipiell Saachen hu mer, wat d'Investissementen ubelaangt, an dëser kuerzer Zäit net wëlle maachen.

An da last but not least zu den Investissementen: D'lescht Joer si vun der vieregter Regierung en fait 1,5 Milliarden Euro investéiert ginn, en réalité ass dat manner wéi dat, wat ee sech zum Zil gesat hat. A wa mir eist Zil errechen, wat ech hoffen, da misste mir jo 1,6 Milliarden 2014 ausginn, dann hu mer also net manner investéiert, mä méi. Mä dat gesi mer dann zum Schluss vum Joer.

Iwwert d'Ressources humaines muss ech soen, dass ech d'Demonstratioun vum Här Wiseler ganz gutt fonnt hunn an dass och déi Zifferen, déi e genannt huet, mech iwwerrascht hunn, well ech se net esou gutt kann hunn, muss ech soen. An da soen ech mer, dass dann déi vieregter Regierung op d'mannst 2013, wat d'Aspuere vum Personal ubelaangt beim Stat, en fait dann de Wee opgemaach huet an dass mir dann an darselwechter Linn 2014 virufueren.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also, d'Chiffere koume just an deem décke Pak, deen Der virduer gewisen hutt, do sti se dran.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Just, fir lech zur Informatioun ze soen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Do sti se dran, jo.

(**Brouhaha**)

Zu de Bourssen ass en fait net ganz vill geschwat ginn haut de Moien, e bësse méi de Mëtten. Ech wëll nach eng Kéier insistéieren, dass dat eng strukturell Method ass. Vu dass awer e puer Orateuren de Mëtten driwwer geschwat hunn, fir ze fannen, dass de Minister Meisch net genuch dialogéiert hätt, fir déi Reformen ze maachen; ech muss soen: Hien huet a kuerzer Zäit do e ganz gudder Projet hikritt, mat deem mer net nëmme spueren, mä och sozial selektiv ginn. Ech weess net, wéi gutt déi vieregter Regierung mat de Studenten dialogéiert huet, fir déi Mesuren do ze maachen. Mä ech muss soen, d'Endresultat, wat komm ass, war net selektiv a war net ze bezuelen!

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Elo méi generell Punkten. Ech mengen, mir hunn hei ronderëm den Dësch bal e Konsensus - bal e Konsensus -, wat d'Nécessitéit ass, fir d'TVA 2015 an d'Luucht ze setzen. Et war jo och vun der gréisster Partei gesot ginn, virun de Wahlen, dass dat misst geschéien. Déi Erkenntnis ass elo gedeelt, mengen ech, vun deenen dräi Regierungsparteien. Dat heescht, mir gesinn alleguerten an, dass dat doten dee beschte Wee ass, fir dem Ewechfale vum Commerce électronique entgéintzehalen a fir e Package ze hunn, deen équilibréiert ass zwësche Recetten an Dépensen.

Ech mengen och net, dass et rasonabel ass, wat den Här Gibéryen gesot huet, dass dat eng ongerecht Steuer ass, well wann dat esou eng ongerecht Steuer wier, da géif et déi net iwwerall an Europa ginn an dann hätt een net e Konsensus hei, fir dass ee mat där TVA hei soll schaffen an déi raisonablement an d'Luucht setzen. A wéi gewosst bleift se jo nach ëmmer déi niddregst an Europa.

Ech wäert och par ailleurs elo net méi iwwert d'TVA schwätzen, well mir kréie jo eng Kéier e Gesetzesprojet iwwert d'TVA, wou mer iwwer alleguerten déi Aspecten, déi sech do stellen, kënnen amplement schwätzen. Dofir wëll ech dat elo net hei maachen, well en fait, déi TVA-Augmentatioun huet null Impakt op de Budget 2014! Dofir brauche mer dat elo net hei ze maachen.

Et ass eng Fro gestallt ginn iwwert d'Akzisen: vun 3,75 op 4,75 erop. Ech mengen, do ass e Compréhensionsfeeler. Et ass net, dass d'Akzisen do eropginn, et ass de Pourcentage vum Biocarburant, deen eropgeet. Dofir huet dat keen Effet op d'Akzisen.

(**Interruptions**)

Meng Konklusioun ass also, wat elo déi méi generell Saache vum Budget ubelaangt, dass dës Regierung den Ajustement fäerdegbruecht huet, oui - oui! - Taxen an d'Luucht ze setzen. An dat ass e relativ groussen Ennerscheid mat dem Ajustement, deen déi vieregte Regierung 2012 an 2013 gemaach huet!

Nun zu verschiddene Kommentaren, déi gemaach gi sinn. Fir d'Éischt emol hate mer vill Orateurs vum der CSV, an zwar véier Stéck. Ech stelle fest, mir hunn do eng Fraktioun, zwee Bezierker a véier Meenungen! Well ech kréien déi Saachen net conciliéiert, déi all do gesot gi sinn.

Zum Éischten den Här Wiseler, fir mat him unzufänken, deen de Moie laang geschwat huet, deen eng relativ, géif ech soen, nüchtern a sober Analys vun der Situatioun gemaach huet an och dee war, deen am meeschten insistéiert huet, dass mer Réformes structurelles solle maachen, wat ech och begréissen.

Op där anerer Säit, wann ech den Här Spautz héieren, da sot en: Well 2013 d'Finanze positiv waren, war alles an der Rei.

Jo, déi zwou Saache sinn net ganz kompatibel!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dat hunn ech net gesot!

► **Une voix**.- Dir misst vläicht e bësse méi nuancéieren, Här Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Jo. Den zweete Punkt...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dir dierft de Leit awer och näischt an de Mond leeën, wat se net gesot hunn!

(Interruptions)

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Zweete Punkt, den zweete Punkt zu deem: Den Här Roth huet vill Froe gestallt iwwert d'Steierreform. Jo, déi Steierreform, déi steet am Regierungsprogramm - déi kennt net an deenen nächste fënnf Minutten! Dat ass e ganz schwéieren Exercice. All d'Experte soen engem, dass eng generell Steierreform tëschent 18 a 24 Méint Preparatioun brauch. Dofir wäert ech haut zu all deene Froen, déi Der doriwwer gestallt hutt, net kënnen eng Antwort ginn. An ech mengen, dass Dir, oder dass Är Partei jo weess, wéi schwéier dat ass, an och dee Chantier net schéngt an Ugrëff geholl ze hunn.

Den Här Gibéryen huet en fait alleguerten d'Propositione vu Spuermesuren, déi am Projet de loi drastinn, all kritiséiert. Et ass net eng stoe bliwwen, déi seng Indulgence kritt hätt. An ech muss soen, ech verstinn net, wéi ee kann en Assainissement vum Budget maachen, andeem ee keng Spuermesur a keng Erhéijung vun de Steieren akzeptéiert. Mir sinn op jidde Fall Är konkret Propositionen net an d'Ae gestach, mä vläicht verstinn ech déi eng Kéier an der Zukunft.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Liest eise Wahlprogramm!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Voilà.

(Brouhaha et hilarité)

Dem Här Turpel géif ech gären... Deen ass jo esou onzufrieden, dass mir zefridde sinn an der Regierung, dass mir d'Bréisseler Kritären anhalen. Ech soen lech, ech si frou, dass mer se anhalen. Ech wéilt mer d'Liewen net virstellen, wa mer dat net géife maachen. A mir halen déi Kritären an, net, fir Bréissel eng Freed ze maachen, mä mir hale se an, well mer Spillraum fir eis Finances publiques brauchen, fir dass mer kënnen eis Économie entwéckelen, fir dass mer kënnen eist soziaalt Netz finanzéieren a fir dass mer kënnen an eis Infrastrukturen investéieren.

Dem Här Kartheiser wollt ech kuerz soen, dass en eng Rétsch Problemer - oh, Problemer, Sujeten - abordéiert huet, déi alleguerten iwwerhaapt net am Budget 2014 en Impakt hunn. Dofir kann ech elo net vill drop äntwerten. Et ass awer kloer, dass vläicht déi eng oder déi aner Fro, déi e gestallt huet, en Impakt kéint hunn op Décisiounen, déi d'Regierung am Laf vum Joer hält an hirem Spuerpak. Mä déi Mesurë si jo och nach net ausgeschafft. Mä mir wäerten dann déi Froen natierlech am Kapp behalen.

Wat dem Här Mosar seng Froen ubelaangt: Perte de compétitivité, huet Lëtzebuerg Kompetitivitéit verluer? Do ass d'Antwort ganz kloer: Jo! An zwar säit Joren, a ganz vill! An ech wéll do net der vieregter Regierung - wéi soll ech soen? - elo e grouse Fanger maachen. Et kéint een dat elo soen, dass et der Regierung hir Schold ass. Mä ech mengen, mir sinn do

duerch eng Period gaange vu fënnf Joer, déi extrem schwéier war. An et ass normal, dass, wa mer an deene fënnf Joer vun 2008 bis 2013 keng Croissance haten, dann ass et normal, dass eis Produktivitéit erofgaangen ass.

An och do, ech kucken op den Här Roth, deen huet mer Reproché gemaach, dass ech net unerkannt hätt, dass déi Period 2008-2013 eng speziell gewiescht wier. Dach, ech hat dat a menger Ried gesot. An ech mengen net, dass ech där Saach net Rechnung gedroen hunn.

Et ass richtig, dass ee muss eng antizyklusch Politik maachen, wann een an enger schwéierer Situatioun ass, wéi dat 2008 an 2009 de Fall war. Do, wou eis Analyse wahrscheinlech divergéieren, dat ass eben iwwert d'Längt vun der Period, wou een eng antizyklusch Politik mécht.

Mä et ass kloer, dass mer e Kompetitivitéitsproblem hunn zu Lëtzebuerg. An dee muss mer ugoen. An dat ass och eng Saach, déi dës Regierung sech zu Härzer hält.

Zu enger anerer wichteger Fro, déi méi fiskalescher Natur ass, huelen ech Stellung, wat ech soss net gemaach hätt, well et dann och d'actualité ass. Dat ass d'Fro vum Här Mosar iwwert d'Rulingen. Et ass esou, dass mer an där Diskussioun iwwert d'Rulingen, dass do säit Jore gemaschelt gëtt, dass mer wëssen, dass do den Drock ëmmer méi grouss gëtt. Ech hunn och, säitdeem ech Minister sinn, Instruktiounen ginn, fir dass mer déi Rulingen e bësse besser kategoriséieren. An dat ass och geschitt. Mä et ass also eng intern Aarbecht. Ech wéll lech dat awer just soen, dass mer dat gemaach hunn.

An Dir wësst, dass mer virun engem Mount eng Injonctioun vun der Kommissioun kruten, fir masseg Informatiounen an deem Domän op Bréissel ze schécken. An d'Lëtzebuerger Regierung huet decidéiert, déi Injonctiounen unzefechten. Dat ass haut geschitt, virun e puer Stonnen. De Communiqué kennt elo an dese Stonnen eraus oder ass an dese Minutten eraus.

Ech fannen, dat ass eng gutt Geleeënheet, fir esou e wichtige Sujet awer hei an der Chamber ze évoquéieren. Mir hunn eis dat laang iwwerleucht als Regierung a mir hu fonnt, dass d'Kommissioun eis éischten emol net gerecht behandelt par rapport zu aneren États membres, Punkt Nummer eent, an zweetens, dass mer Informatiounen gefrot ginn, déi extrem breet sinn an extrem generell. Am Jargon vu Bréissel gëtt dat eng „fishing expedition“ genannt.

Mäi Virgänger, de Luc Frieden, hat oft mat deenen „fishing expeditions“ ze dinn, net nëmmen am Kontext „ruling“, och mat den Échanges d'informations sur demande an esou weider. Et ass also e Sujet, dee regelméisseg erëmkennt. An d'Regierung huet fonnt, dass een hei misst résistéieren, well mer mengen, dass mer den Droit op eiser Säit hunn. D'Kommissioun kann net an engem Domän, deen Aide d'État ass - mir sinn hei an engem spezifische Raum - generell Informatiounen froen.

Wat sech och dohannert verstoppt, an dat ass lech bestëmmt och alleguerte wichtig, dat ass, dass fiskalesch Froe jo wierklech de Kär si vun de Kompetenze vun de Staten. Dofir ass och an deem Domän ëmmer Unanimitéit gefrot. A wa mer hei déi Injonctioun net ugefecht hätten, mengen ech, hätte mer deene Rechter, déi mer hunn am Domän vun der Fiskaliteit, wahrscheinlech net Rechnung gedroen.

Bon, aus all deene Grënn hu mer déi Injonctioun dann haut ugefecht an e Recours en annulation gemaach fir den „ruling“ an och en fait fir déi Injonctiounen an der Propriété intellectuelle, et ware jo zwou verschiddener, esou dass dat eng Antwort ass op Är Fro.

Eng aner Fro vum Deputéierte Mosar war iwwert den Échange d'informations an de Lien mat dem Échange automatique an déi verschidde Standarden. Mir verteidegen zu Bréissel ganz kloer, a mir hunn dat och an de Konklusiounen vum Conseil vum März aktéiert kritt, dass et am Intérêt ass vun all Mënsch, dat heescht: am Intérêt vun der EU, vun den États membres, vun den Institutions européennes, vun de Banken a vun de Clienten, dass net eng Multiplikatioun vun de Standarden soll existéieren.

De Premierminister huet sech wierklech geschloe fir dat, dass dat soll an d'Konklusiounen kommen. Ech hat datselwech iwweregens am ECOFIN gemaach. An déi Diskussioun, déi geet elo monter weider a si evoluéiert och relativ séier, well vill États membres jo déiselwech Problemer hu wéi mir an net wëllen, dass ee muss zweemol investéieren an Informatik, esou dass ech mengen, dass mer hei eng relativ kohärent Positioun hunn zu Lëtzebuerg vun alle Stakeholderen, ob dat elo Majoritéit, Opposition ass oder ob dat elo d'Acteur vum der Finanzplaz sinn.

Et ass och d'Positioun évidemment vun der Schwäiz a vun Eisträich, mä awer och vun enger Rétsch anere Länner an der EU.

Voilà, ech mengen, dat wieren e bësse méi prezis Kommentaren zu deene Froen, déi gestallt gi sinn oder zu de Reaktiounen. Ech géif gären ofschléissen, andeem ech an d'Zukunft kucken, iwwert de Budget de nouvelle génération, iwwert deen och ganz vill geschwat ginn ass. Ech muss soen, et mécht mer vill Freed, dass ech konnt feststellen, dass e Wëllen do ass bei alle Parteien, fir dee grouse Chantier unzegeen. Et ass mat Humor drop higewise ginn, dass et eng Herkulesaarbecht ass. Ech hunn net gesot, dass ech den Herkules sinn. Ech hu gesot, dass d'Aarbecht eng herkulesaarteg ass. An ech si frou, wann alleguerten d'Partei wëllen déi Reform mat begleeden. An et ass en fait d'Missioun vum Parlament, fir déi Missioun mat ze begleeden.

Richtegerweis ass ënnerstrach ginn, wéi ech dat och a menger Ried gëschter gesot hat, dass dat an anere Länner, déi dat ëmgesat hunn, ganz vill Jore gedauert huet. Ech hoffen an ech mengen, ech sinn och iwwerzeegt, dass mir dat zu Lëtzebuerg e bësse méi séier kënnen maachen, mä et ass eng Aarbecht, déi iwwer Jore sech streckt.

An doduerch, dass mer dat maachen, mengen ech, leeschte mer deenen neie Generatiounen e gudden Déngscht. An och do konnt ech mam Här Gibéryen senger Ofschlossremarque net gutt liewen, wou e gesot huet, dass mer net wëllen..., dass eigentlech dese Budget, den 2014er, an dann déi, déi kommen, net fir déi nächst Generatiounen gutt wieren. Ech mengen, dass et besser ass, dass ee gesond Statsfinanzen huet, fir dass déi nächst Generatioun och kann hir Zukunft plangen, wéi dass ee seng aktuell Ressourcë verplangt an ausgëtt, esou dass déi nächst Generatioun keng Sue méi huet!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Ech hunn och festgestallt, dass mer op engem Sujet, dee mir ganz no um Häerz läit, e richtige Konsensus hei hunn. An ech hoffen, mir kënnen dat elo relativ séier exploitéieren. Dat ass de Sujet vum Fonds souverain, wou vun alle Säiten d'Iddi guttgeheescht ginn ass, dass ee misst déi Recetten, déi provisoeresch sinn, vun deenen ee weess, dass se à terme verschwannen oder méi kleng ginn, dass een en Deel vun deene Ressourcen an e Fond soll setzen. Elo kann een dee Fonds souverain nennen, et kann een en anescht nennen, mä vill Orateurs vum den dräi Regierungsparteien, awer och vun der CSV hunn dat ënnerstrach. Ech muss soen, ech huelen dat mat heem als eng exzellent Noricht, als eng vun den Iddien, déi mer müssen an de Budget de nouvelle génération mat eranhuelen.

An des lescht Iddi ass en fait vläicht en Ustousspunkt oder exemplaresch fir dat, wat mer vläicht méi oft kënnen hei an der Chamber zesumme maachen, dat ass, wierklech Iddie mateneen austauschen, well déi Réformes structurelles, déi mer müssen iwwert déi nächst véier Joer maachen, fir den Objectif de moyen terme anzehalen, dat gëtt schwéier Décisiounen. Mir ginn eis bestëmmt net ëmmer eens iwwert den „Wéi“, mä mir kéinten eis awer vläicht eens ginn, wou mer den Unhaltspunkt wëllen huelen a wat fir eng vun all deene Mesurë vläicht déi sinn, bei deene mer am mannste wäit vuneneen ewech sinn.

Also, ech soen lech dat, wéi ech et spieren: Wa mer dat dote fäerdegbréngen, dann hätte mer eise Land vill gedéngt. Well, wéi den Alex Bodry dat gutt gesot huet a senge Schlussremarquen: Den Intérêt, fir d'Statsfinanzen ze sanéieren a fir déi Strukturformen ze maachen, dat ass net den Intérêt vun dieser Regierung, dat ass den Intérêt vum ganze Land!

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Finanzminister, dem Pierre Gramegna. Ech hunn zwou Wuertmeldungen. Vlächcht fir ze prezisieren, em wat dass et geet, Här Gibéryen?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Parole après ministre.

► **M. le Président**.- Parole après ministre. An den Här Turpel och. Dann huet den Här Gibéryen als Éischten d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här Président. Ech wéll mech ganz kuerzfaasse bei der Parole après ministre, fir e puer Saachen, déi den Här Finanzminister elo gesot huet, awer vu menger Säit aus kloerzestellen.

Dat Éischt war dat, wat ech gesot hunn: Wa mer iwwer eis Verhältnissen liewen - wat d'Regierung gëschter hei gesot huet -, dozu hunn ech hei de Mëtze gesot, ech hu vun deene 25.000 Chômeure geschwat, ech hu vun

deene Leit um Mindestloun geschwat, vun den RMG-Bezëier a vun deene Leit, déi no un der Aarmutsgrenz oder ënner der Aarmutsgrenz leien. An ech hu gesot: Wann d'Regierung dat gesot huet, dat dat d'Meenung wier, dat d'Regierung iwwer hir Verhältnissen oder de Stat iwwer seng Verhältnissen gelieft huet.

Dat hunn ech de Mëtten...

(Interruption)

Dat hunn ech hei gesot. An ech hu gesot, dat ech hoffen, dat, wann déi Strukturformen kommen, dat dann déi Leit, déi ech virdu genannt hunn, dat déi dann net vun deene Moosname géife getraff ginn. Dat war dat, wat ech de Mëtten hei gesot hunn.

Zweetens, d'TVA: Do huet den Här Minister gesot, „ongerecht“ hätt ech gesot. Ech hu vun enger „onsozialer“ Steuer geschwat. An ech hu gesot, dat déi dräi Regierungsparteien virun de Wahle vun enger TVA-Erhéijung geschwat hunn, dat dat eng onsozial Steuer wier - virun allem d'DP an déi gréng. An ech hu gesot, dat d'DP an hirem Wahlprogramm stoen huet, dat eng Steiererhéijung fir si érischt géif a Fro kommen no allen anere Moosnamen, wann déi geholl gi wieren, an dat dat elo déi éischt Steuer wier, déi géif gehéicht ginn, an déi éischt konkret Ausso vun der Regierung wier.

Drëtens, Dir hutt gesot vun „gesonde Statsfinanzen“, ech sinn haut net am Detail op gesond Statsfinanzen agaan. Mä déi Kolleegen, déi an der Vergaangenheet heibanne waren, wëssen, dat ech permanent ëmmer d'Statsfinanzen analyséiert hunn an ëmmer gesot hunn: „Mir brauchen net Bréissel, déi eis soen, dat mer muss gesond Statsfinanzen hunn!“ Mir hunn an eisem ureegenen Intérêt en Intérêt drun, dat mer gesond Statsfinanzen hunn, opgrond vun de kommende Generatiounen.

An ech hunn och ëmmer drop higewisen, wa mer Scholde maachen am Land, dat mer déi iergendwann eng Kéier müssen zréckbezuelen an datt mer elo an deen Zyklus erakommen. An der leschter Legislaturperiode hate mer dat schonn d'lescht Joer mat deenen zwou Milliarden. An ech mengen, vun 2016 u kennt praktesch all Joers een Emprunt à échéance, deen da muss rembourséiert ginn.

Ech hunn ëmmer drop higewisen a mir hunn och als Partei kloer gesot, dat mer net Bréissel brauchen, déi soen, mir missten eng Scholdespär an eis Verfassung setzen oder an e Gesetz maachen, mä datt et an eisem ureegenen Intérêt ass, dat mer keng Statsverschuldung maachen. An dat ass elo net nei vun dieser Regierung, och an der leschter Legislaturperiode bestoung heibannen e Konsens ënner de Parteien, datt et fir e Land wéi Lëtzebuerg wichtig wier, datt mer net géifen iwwert déi 30% Statsverschuldung erausgoen.

Dir hutt gesot, ech hätt keng Spuervirschléi gemaach vun eiser Säit. Ech hu gesot: „Ech verweisen do op eise Wahlprogramm.“ Wann awer gären ee se direkt hätt, ech hu se bei mer. Et si fënnf Säiten, mä ech erspueren lech, déi elo am Detail virzedroen.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Gibéryen. Dann huet d'Wuert den Här Justin Turpel.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Weist se emol eng Kéier kuerz heihinner.

(Interruptions)

► **M. le Président**.- Da gitt mir se vläicht, Här Gibéryen.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Et ass awer déck geschriwwen. Et ass déck geschriwwen, sot!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Här Bodry, et si se effektiv.

(Hilarité et interruption)

► **M. le Président**.- Den Här Turpel huet d'Wuert.

► **M. Justin Turpel** (déi Lénk).- Merci. Ech maachen et vun hei aus, well ech maachen et kuerz. Ech hat dem Minister zwou Froe gestallt, déi ech vlächcht nach eng Kéier wéll prezisieren, fir ze kucken, wéi hien déi ka beäntwerten. Déi éischt, dat war déi beim Logement, datt just déi éischt Wunneng soll e bëllegen Zënssaz hunn an déi aner sollen op 17% gesat ginn, wouriwwer vill Diskussiounen dobausse sinn, well een dat net richtig ze pake kritt, ob dat elo eng Moosnam ass, déi just am Fond geholl soll déi, déi méi Haier hunn, belaachten, oder ob et eng Auswierkung huet op de Wunnengsmaart.

Dofir war meng Fro déi, ob d'Regierung eng Etüd huet oder bereet wier, eng Etüd ze maachen, déi géif klären, wéi eng Konsequenzen dat hätt fir de Loyer vun deene Wunnengen, wéi eng Konsequenzen dat hätt fir den Akafspräis vun deene Wunnengen a wéi ee kéint d'Auswierkungen, dat grad déi Leit, déi eng Wunneng brauchen, méi deier Wunnenge misste bezuelen, wéi een déi kéint évitéieren.



Ouni elo Position zu huelen derfir oder dergeint, mä ob d'Regierung bereet wier, fir esou eng Etüd maachen ze loosse respektiv gemaach hätt.

An déi zweet Fro, déi huet sech op den „ruling“ bezunn, wou ech gefrot hunn, ob ee kéint gewuer ginn, wat d'Déchets fiscaux si vum „ruling“. Dat heescht, et misst ee wëssen: Wéi vill Betriber sinn do ongeféier betraff all Joers? Wéi een Typ vu Betriber ass dat? A wat ass dat, wat doduerjer vu Steieren ewechfält? Ob d'Regierung - dat muss net haut sinn -, am Prinzip bereet wier, fir eis do als Chamber - mir sinn net Bréissel, mir sinn d'Chamber - zousätzlech Renseigner ze ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci. Och nach eng Reaktioun vun der Regierung op déi Froen? Ech soen lech Merci. Keng aner Wuertmeldung vun der Regierung? Merci. Da géife mer elo no ofgeschlossenen...

(Brouhaha)

Den Här Gramegna huet d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Also, ech wëll just ganz kloer soen: Et ass net, dass ech dem Här Turpel net wëll äntwerten. Ech hu gesot op der Tribün, dass ech op d'TVA-Froen net wëllt agoen, well mer do e Gesetz maachen, an da kréie mer d'Geleeënheet, fir doriwwer hei an der Chamber ze schwätzen. Ech hu fonnt, dass ech domat op all TVA-Froen geäntwert hunn. An ech wëll elo net laang op déi Fro do agoen, well da maache mer e ganzen Débat hei. Ech hunn d'Argumenter all prett, wa mer wëllen driwwer schwätzen. An ech muss lech soen, d'Regierung ass grouss an al genuch, si brauch net laang Etüden ze maachen, fir ze wëssen, wéi se op déi dote Froe muss äntwerten.

(Brouhaha)

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Mir hätten awer gär den d'Äntwerten! Mir hätten awer gär den d'Äntwerten.

► **M. le Président.** - Merci der Regierung.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - An dann déi zweet?

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - An déi zweet?

► **M. le Président.** - Ech stelle fest, dass d'Regierung hei eng Position huet. Ech stellen och fest, dass den honorabelen Deputéierten net domat zefridden ass. Mä domat, mengen ech, ass awer alles gesot.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Déi zweet Fro ass awer net beäntwert.

► **M. le Président.** - A vu dass mer... Ech wëll just feststellen, dass vun der Regierung gesot gëtt, dass déi Fro an engem anere Kader géif beäntwert ginn.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Neen, déi zweet Fro, déi zweet Fro!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Turpel, ech hunn der och nach eng Rei, déi net beäntwert sinn, wëll ech just soen.

(Brouhaha)

► **M. le Président.** - Ben, ech mengen...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass eben esou bei dëser Regierung.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

(Interruptions)

► **Une voix.** - Bëlleg. Oh, wéi bëlleg!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Et geet em den „ruling“ an den Déchet fiscal, deen eng grouss Importenz huet.

► **M. le Président.** - Sou, d'Diskussiounen...

(Interruptions)

Ah, Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech äntwerten dem Här Turpel dann, wat d'Rulingen ubelaangt,...

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ...wann en d'Äntwert direkt wëllt hunn. D'Rulinge sinn net en Déchet fiscal. Dat ass schonn direkt eng falsch Presentatioun! Den „ruling“ ass eng Demande de confirmation, wat fir ee Gesetz applicabel ass a wéi dat Gesetz spillt. Also ass et par définition keen Déchet fiscal.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption)

► **M. le Président.** - Merci.

(Interruption)

► **M. le Président.** - Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm, déi, wéi ech

feststellen, an engem ganz positiven, gudd Geescht gefouert gi sinn. An ech mengen, mir sollen eis net dem Risiko aussetzen, dass an deene leschte Minutten déi gutt Diskussiounen nach entgleisen.

Dofir géif ech lech bieden, zum Schluss zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6666 ze kommen. Den Text steet am Document parlementaire 6666⁶, wou deene leschten Annerungen an deem leschten Avis vum Conseil d'État Rechnung gedroe ginn ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6666 et dispense du second vote constitutionnel

Ech lancieren de Vote iwwert den Ensembl vum Budget fir 2014. De Vote ass lanciert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Et hunn un der Ofstëmmung 60 Deputéiert deelgeholl - 58 direkt an 2 iwwer Procuratioun. De Projet de budget ass ugeholl mat 32 Stëmme géint 28 Stëmmen a keng Abstentounen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

(Interruptions)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Da winnt lech drun, dat dauert nach fénnef Joer!

► **M. le Président.** - Jo, ech mengen, Här Bodry, eng Bal-Enthalung muss een net motivéieren.

(Hilarité)

Dofir géif ech dann zum Schluss d'Fro stellen, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméisseg Vote ze ginn.

(Interruptions)

Ech ginn dervun aus, dass d'Relatioun... Dir insistéiert jo net op en...

► **Une voix.** - E Vote électronique, neen.

(Hilarité)

► **M. le Président.** - Voilà.

(Assentiment)

Da Merci villmoos. Domat wär also de Budget fir 2014 ugeholl.

Mir sinn dann nach saiséiert mat véier Motiounen. Wëllt d'Regierung Stellung zu de Motiounen bezéien? Ech ginn dervun aus, dass d'Auteure vun der Motioun an hirer Interventioun dozou Stellung bezunn hunn. Wëllt d'Regierung Stellung bezéien?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert déi eenzel Motiounen iwwergeen.

Motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun N°1.

Vote sur la motion 1

Ech lancieren de Vote.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Mäi geet net.

► **M. le Président.** - Jo, mir droen deem Rechnung, Här Krieps.

D'Procuratiounen. De Vote zu der Motioun N°1 ass ofgeschloss.

60 Participatiounen um Vote. Jo 29, Neen 31. Ech ginn also dervun aus, dass eng Correction de vote...

(Brouhaha)

Gutt, mir kucken de Vote nach eng Kéier am Detail a mir droen deem da Rechnung.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 32 voix contre 28 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Motion 2

D'Motioun N°2.

Vote sur la motion 2

De Vote ass lanciert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Erëm eng Kéier 60 Participatiounen um Vote: 28 Jo, 32 Neen. Domat ass déi zweet Motioun ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Motion 3

D'Motioun N°3, do hunn ech d'Wuertmeldung vun der Madame Martine Hansen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. D'CSV ass héchstwahrscheinlech a ville Punkte vum Projet de loi iwwert d'Studentebäihëlfen, wa mer déi géifen am Detail diskutieren, net darselwechter Meinung wéi den Här Turpel an den Här Urbany. Mä d'CSV hält éischters weider um Prinzip vun der Autonomie vum Student fest a fénnt zweetens d'Kommunikatioun a Concertatioun mat de Concernéierten immens wichteg. Duerfir ënnerstëtze mer och d'Motioun hei vum Här Urbany (veuillez lire: vum Här Turpel).

A puncto Kommunikatioun wëll ech dem Här Minister Gramegna nach op seng Fro äntwerten, wéi dacks datt mir mat de Studenten eis concertéiert hätten. Éischters wëll ech lech soen: Dir hat bis elo fénnef Méint Zäit. Ech hat vun do un, wou d'Uerteel do war, bis datt d'Wahle waren, véier Méint Zäit. Mir hunn eis net nëmmen eemol mat alle concernéierte Studentevereenegunge getraff, och net nëmmen zweemol. Mir hunn dat regelméisseg gemaach. Mir hunn dat och regelméisseg mat alle Gewerkschaften gemaach.

An da wëll ech och nach zousätzlech soen, datt d'CSV haut an der Kommissioun gefrot hat, fir kënnen iwwert dese Projet an der Kommissioun ze schwätzen. An och do krute mer keng Satisfaktioun. Mir krute gesot, mir misste waarden, bis datt den Avis vum Conseil d'État do wier. Dat fannen ech net an der Rei an dat fannen ech och de Géigendeel vun Transparenz a Kommunikatioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Hansen. Keng weider Wuertmeldung méi zu der Motioun? Da gi mer zur Ofstëmmung iwwer.

Vote sur la motion 3

De Vote huet ugefaangen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss. D'Motioun ass bei 60 Deputéierten, déi um Vote participéiert hunn, mat 32 Nee bei 28 Jo ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Motion 4

Da géife mer zur leschter Motioun kommen. Gëtt et dozou Wuertmeldungen?

Den Här Turpel, wann ech gelift.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Jo. Also, ech wëll eppes soen zu där Motioun, well déi Motioun u sech, mengen ech, eigentlech awer regréppéiert, wat hei mindestens zwou vun de Regierungsparteien och gesot hunn.

Mech erstaunt et souwéiso och bei deenen anere Motiounen, datt am Fong geholl ee weess, datt bei deene Parteie Leit d'accord sinn an eigentlech och der Meinung sinn, datt een déi Budgetsprozedur zum Beispill hei soll diskutieren, an dann aus iergendengem Grond, ouni et emol iwwerhaapt ze motivéieren an ouni iwwerhaapt driwwer ze diskutieren, einfach dergéint stëmmen. Dat ass wierklech de Géigendeel vun Transparenz a vun Demokratie an engem Debatt, wéi ee sech dat virstellt.

An ech hätt gär en éierlech, wann een der Meinung ass, datt een dat heiten net soll stëmmen, da soll en et wann ech gelift argumentieren an e soll wann ech gelift erklären, firwat datt d'Zouhuele vu sozialen Ongläicheeten him op déi Aart a Weis egal ass, datt en einfach hei dergéint stëmmt.

Ech géif hoffen, datt mer et op där doter Motioun géife fäerdegbréngen, e Konsens ze fannen, datt een déi Debatt do soll esou féieren, wéi dat hei proposéiert ass. Well allegueren déi Motiounen sinn esou gehalen, datt net d'Motioun souwéi mir just eis Positionen erabréngen, all déi Motiounen sinn esou gehalen, datt se konsensfäeg sinn zwëschen deenen, déi wierklech wëllen, datt um Fong eppes geschitt. An ech mengen, dowéinst sinn déi Motiounen hei bruecht ginn.

Well wa mir just Motiounen wëlle bréngen, fir Motiounen ze bréngen, da bréng mer anerer!

Hei geet et em Motiounen, wou et em Inhalter geet a wou et drëm geet, fir zesumme weiderzekommen. An och déi do Motioun ass ee Beispill, an do kéint ee wierklech elo emol dokumentieren, datt dat an där Chamber hei vläicht méiglech a gewollt ass. An ech géif lech elo schonn dofir Merci soen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. Mir géifen dann, esou wéi ech dat verstanen hunn, zur Ofstëmmung...

Den Här Wiseler, wann ech gelift.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëll just fir d'Éischt soen, datt ech dem Här Turpel säi Rasonnement deelen, fir ze soen, datt een, wann een dergéint stëmmt, géint esou Motiounen, awer d'Argumentatioun gär gehéiert hätt. Well hei sinn dräi Motiounen gestëmmt ginn, déi awer net ze vill gefrot hunn, vun deenen ech fonnt hunn, datt se ganz logesch waren. Wann



ee freet, datt soll mat kulturellen Associatiounen diskutéiert ginn, wann ee seet, datt ee soll mat Studenten diskutéieren, wann ee seet, datt een haaptsächlech mat der Chamber soll diskutéieren: Wann een dergéint stëmmt, wäre mir awer frou gewiescht, eng Argumentatioun ze héieren.

Ech argumentéieren, firwat mir déi lescht hei net stëmme. Mir stëmme déi lescht hei net, well mer fannen, datt se wesentlech ze generell am Ausdrock ass. A wann ech de Prinzip dovunner och ka verstoen, vun deem, wat hei gewënscht ass, mengen ech, datt ee keng esou generell Motioun ka stëmme an datt een do wesentlech méi prezis muss an den Detail goe vun deem, wat gemengt ass.

Also, mir kënnen déi hei net matstëmme. Déi aner dräi hu mer matgestëmmt.

► **M. le Président.** - Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, Här President, ech wollt och vun eiser Säit aus soen, datt mir dës Motioun net wäerte matstëmme. Et gëtt sécherlech Inegalitéiten tëschent Räich an Aarm, mä fir et ze pauschaliséieren an ze soen, et wier integral esou, dat kënne mer net

matdroen. An duerfir wäerte mer och géint dës Motioun stëmme.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Gibéryen.

Den Här Berger, wann ech gelift.

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Jo, Här President, just kuerz zu deenen anere Motiounen, zu deene Motiounen virdrun. Déi sinn an eisen Ae superfétatoire, well déi Saachen, déi gefrot gi sinn - fir awer nodréiglech nach op dem Här Turpel seng Remarque ze äntweren -, déi si fir eis superfétatoire, well déi Saachen amgaange si gemaach ze ginn.

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Wann ech gelift, loosst den Här Berger säi Rasonnement zum Schluss bréngen.

Also, wann ech dat richtig, vu dass dertëschtengeschwat ginn ass, wann ech dat richtig verstane hunn, ass dem Här Berger seng Argumentatioun, dass d'Motioun superfétatoire wäeren, zum gréissten Deel, well d'Regierung geäntwert hätt, dass se eng Rei vu Saache géif maachen.

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Jo.

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Ass dat esou? Hunn ech dat richtig verstane?

(Assentiment)

Merci. Da géife mer zum Vote iwwert déi lescht Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 4

De Vote ass lancéiert. De Vote ass ofgeschloss. D'Motioun ass mat 58 Nee-Stëmme bei 2 Jo-Stëmme ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

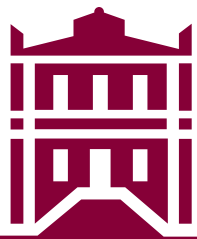
MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Domat si mer um Enn ukomm. Ech wollt lech just informéieren, dass d'Presidentekonferenz den nächste Mëttwoch wäert zesumme kommen, fir den Ordre du jour vun deenen nächsten effentleche Sëtzunge festzeleeën.

Ech wollt lech nach eng Kéier Merci soe fir den Oflaf vun den Debatten, a kommt gutt heem.

D'Sëtzung ass ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 18.02 heures)



SÉANCE 20

MARDI,
6 MAI 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. le Président

2. Communications

- M. le Président

3. 6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre

- Déclaration de recevabilité: M. le Président

4. Ordre du jour

- M. le Président, M. Claude Wiseler (M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures intervient), M. Gast Gibéryen, M. Eugène Berger (interventions de M. Michel Wolter et M. Claude Wiseler), M. Justin Turpel, M. Michel Wolter, M. Eugène Berger

- M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Claude Wiseler), M. Michel Wolter, M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- M. le Président, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Eugène Berger, M. Gilles Roth, M. Michel Wolter

- M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ordre du jour modifié (adopté)

- M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter (M. Eugène Berger intervient)

- M. le Président, Mme Octavie Modert, M. Claude Wiseler, M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- M. le Président, M. Claude Wiseler, M. Félix Braz, Ministre de la Justice

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n°26 du 6 mai 2014 de M. Guy Arendt relative à la prolongation du permis de conduire, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Guy Arendt - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Claude Wiseler intervient)

Question n°27 du 6 mai 2014 de Mme Martine Hansen relative à la formation professionnelle, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse

- Mme Martine Hansen - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse

Question n°28 du 6 mai 2014 de M. Roger Negri relative aux nuisances sonores provoquées par la circulation automobile sur le pont provisoire dit «blo Bréck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°29 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative aux aides pour les écrivains et traducteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Culture

- M. Fernand Kartheiser - Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture

Question n°30 du 4 mai 2014 de M. Claude Adam relative à la gare de Mersch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Claude Adam - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°31 du 6 mai 2014 de Mme Nancy Arendt relative à l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Mme Nancy Arendt - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse

Question n°32 du 5 mai 2014 de M. Justin Turpel relative aux bourses d'études et aides financières de l'État pour les étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- M. Justin Turpel - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

- M. Justin Turpel (fait personnel)

Question n°33 du 6 mai 2014 de M. Serge Wilmes relative à la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- M. Serge Wilmes - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

Question n°34 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au droit d'exclusivité et de priorité des volontaires de l'armée dans la Fonction publique, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Défense

- M. Fernand Kartheiser - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Défense

6. Question écrite n°163 du 21 mars 2014 de M. Claude Wiseler relative à la conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B

- M. Claude Wiseler - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

7. Question écrite n°176 du 26 mars 2014 de M. Félix Eischen relative aux importations de gaz russe

- M. Félix Eischen - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

8. Question écrite n°179 du 27 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la société Enovos

- M. Marc Spautz - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

9. Question écrite n°157 du 19 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la mauvaise transposition d'une directive européenne

- M. Marc Spautz - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

10. Question écrite n°190 du 1^{er} avril 2014 de M. Marc Spautz relative à l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux

- M. Marc Spautz - Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture

11. 6415 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

- Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden

- Discussion générale: Mme Simone Beissel, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. Serge Urbany

- M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. Ordre du jour (suite)

- M. le Président

13. 6651 - Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel, Mme Joëlle Elvinger

- M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

14. 6647 - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

- Rapport de la Commission juridique: M. Guy Arendt
- Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Serge Urbany (Mme Simone Beissel intervient), M. Guy Arendt
- M. Félix Braz, Ministre de la Justice
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

15. 6572 - Projet de loi

- concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux
- abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

- Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Roger Negri
- Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel
- Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

16. 6636 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005, et modifiant la loi du 18 décembre 1914 concernant la protection des emblèmes de la Croix-Rouge

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol
- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (M. Gusty Graas intervient), M. Justin Turpel
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Romain Schneider, Félix Braz, Nicolas Schmit, François Bausch, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch et Carole Dieschbourg, Ministres; Mme Francine Closener et M. Marc Hansen, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.**- Ech maachen heimat d'Chamberssëtzung op.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e schéine gudde Mëtteg!

Éischt Fro un d'Regierung: Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Merci, dat ass also net de Fall.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Éischtens läit d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei um Büro.

2) Folgend Projekte si säit där leschter Sëtzung an der Chambersadministratioun deponéiert ginn:

- de 24. Abrëll vum Minister fir Nohaltegkeet an Infrastrukturen de Projet de loi 6684 iwwert d'Zuchinfrastrukturen;

- de 5. Mee huet de Wirtschaftsminister de Projet de loi 6685 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen deponéiert.

3) An der Zwëschenzäit op Proposition vun der Petitiounskommissioun a mam Accord vun der Conférence des Présidents si sechs nei Pétitions publiques fräigeschalt ginn.

Communications du Président - séance publique du 6 mai 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6684 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.04.2014

6685 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 05.05.2014

3) Les pétitions publiques suivantes ont été déclarées recevables en date du 30 avril 2014:

Pétition publique n°331 - Méi ee strengt Déiere-schutzgesetz

Dépôt: M. Eric Henn, le 20.03.2014

Pétition publique n°332 - Berücksichtigung der Mehrsprachigkeit bei etat.lu

Dépôt: M. Christophe Schott, le 20.03.2014

Pétition publique n°341 - Élections nationales

Dépôt: Mme Nora Schleich, le 07.04.2014

Pétition publique n°343 - Mariage homosexuel - Demande d'abandon, dans l'intérêt de l'enfant, des projets de loi n°6172 et 6568 ouvrant le mariage, l'adoption et la pma aux couples de même sexe, ou, sinon, d'organisation d'un référendum constitutionnel populaire

Dépôt: M. Jean-Jacques Lorang au nom de Initiativ Schutz fir d'Kand, le 07.04.2014

Pétition publique n°345 - Ausnahmegenehmigung für medizinisch begleitete und betreute Selbsttherapie mit den Cannabisprodukten Bedrocan, Bediol, Bedrobinol und Bedica nach dem deutschen Modell

Dépôt: M. Jean Colombero, le 16.04.2014

Pétition publique n°346 - Pour le droit de vote des étrangers au Luxembourg

Dépôt: M. Pierre da Silva, le 17.04.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre**Déclaration de recevabilité**

Da wollt ech d'Regierung informéieren, dass an hirer Réunioun vum 30. Abrëll d'Présidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6605 iwwert d'Émbenenne vun der Gemeng Ierpeldeng an Ierpeldeng-Sauer ausgeschwat huet. Déi Proposition de loi gouf den 8. August vum Här André Bauler deponéiert.

Ass d'Chamber dermat d'accord, wat d'Présidentekonferenz hir proposéiert huet?

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

De Mëtteg ass eng Froestonn un d'Regierung virgesinn. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minuten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minuten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Opposition.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Här President, ech wollt d'Wuert zum Ordre du jour froen.

► **M. le Président.**- Ah, selbstverständlich. Den Här Claude Wiseler huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Jo, Här President, ech wëll zum Ordre du jour an haaptsächlech zum Punkt vun der Heure de questions awer e puer Remarquë maachen. Ech stelle fest, datt mir säit leschte Freideg fënnf Versiounen kritt hu vun de Präsenzen vun de Ministeren an der Heure de questions. Dat war e Freideg, fënnf Ministeren, déi sollte präsent sinn. Duerno waren et dräi Ministeren, déi sollte präsent sinn. Dat ass dann op fënnf vu 15 fir haut eropgaangen, plus zwee Stattssekretären. Ech muss éischtens soen, datt mer mat deem Hin an Hier a mat där Desorganisatioun awer fannen, datt et extrem schweier ass, uerdentlech Aarbecht hei an der Chamber ze maachen.

Zweetens stellen ech fest, datt eng Präsenz vu fënnf Ministeren op 15 ech als net seriö considéieren. Eng Präsenz hu mer an där leschter Legislatur an deene Legislature virdrun ëmmer esou gehalen, datt d'„question time“ an hei d'Aarbecht an der Chamber sollte prioritär behandelt ginn, an datt just international Obligatiounen respektiv Obligatiounen hei zu Lëtzebuerg mat internationale Gästchen eng Excuse wäire fir d'Regierungsmemberen, fir net hei un der „question time“ deelzehuelen.

An ech mengen, d'Ministere solle sech deem Exercice hei prêteieren a solle sech net fernhale vun deem Exercice hei. D'autant plus, datt mer an der Presidentekonferenz jo eng Diskussioun féieren iwwert den Ordre du jour, an der Präsenz vum Minister vun de Relations avec le Parlement. A wann eng Kéier gréisser Problemer wäeren, mengen ech, datt de Minister respektiv seng Servicer dat missten zum Ausdrock bréngen, an net eng „question time“ organiséiere loossen, wann d'Resultat do ass, datt ee groussen Deel vun de Regierungsmemberen net kënnen do sinn oder musse gezwonge ginn, an enger zweeter Etapp do ze sinn.

Da stellen ech och nach fest, datt mer haut fir den Ordre du jour gefrot haten, datt Der u sech sollt déi Question élargie vun dem Här Marc Lies iwwert de Logement op den Ordre du jour huelen. Et ass eis gesot ginn, dat wär net méiglech, well d'Madame Nagel net kéint do sinn. Ech stellen awer elo zu menger grousser Freed fest, datt d'Madame Nagel do ass, soudatt ech mengen, datt mer déi Fro op den Ordre du jour scho kéinten huelen, well de Grond, datt se net um Ordre du jour war, deen ass momentan net méi do, a mir si prett och, fir déi Fro hei kënnen haut de Mëtten ze stellen an duerchzehuelen.

Da wëll ech och nach soen, datt et esou ass, datt eng Rei Questions parlementaires, déi schonn iwwerfälleg sinn, déi säit enger ganzer Rei Zäit gestallt gi sinn, nach net beäntwert goufen. An et ass och op Basis vum Artikel 80 (5) vun der CSV-Fraktioun den Antrag, fir kënnen, esou wéi d'Reglement dat virgesäit, eng Rei Questions parlementaires dann haut op den Ordre du jour ze huelen, fir se kënnen oralement ze beäntwerten.

Dat sinn elo vun deene Ministeren, déi präsent sinn, déi Question 156 vum Här Spautz iwwert de Lycée Déifferdeng un d'Éducation nationale, d'Question 157 vum Här Spautz un den Travail, den Emploi an d'Économie sociale et solidaire iwwert d'Transpositioun vun enger Direktiv, dann eng Fro 163 vu mir selwer un den Här Bausch iwwert...

(Interruption)

Ah, mir hunn déi nach net an der ganzer Transmissioun an dem...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech kann lech just soen, ech hu se beäntwert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mir hunn dann eng Fro un d'Affaires étrangères an un de Ministre de l'Économie iwwert d'Importatioun vu russeschem Gas an eng Fro vum Marc Spautz och un den Ekonomiesminister iwwert d'Société Enovos, wou mir froen, fir se kënnen oralement ze stellen.

Ech soen lech Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Wiseler. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Gast Gibéryen a vum Här Eugène Berger direkt duerno.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Et ass och Parole zum Ordre du jour. Ech wëll mech deem uschléissen, wat d'Heure de questions ubelaangt, wat de Kolleeg Claude Wiseler elo grad hei gesot huet. Ech mengen, et ass eng schlecht Prozedur, wann e Parlament hei praktesch fënnf verschidde Versiounen kritt, wéi d'Regierung haut hei präsent ass. Souguer eng Versioun war derbäi, wou just zwee Memberen vun der Regierung zur Zäit hei gewiescht wäeren.

Ech mengen, mir hate scho laang keng esou grouss Regierung méi hei an deem Land wéi des Kéier. A mir haten och scho laang net méi esou wéineg Präsenz vu Ministeren an den Heures de questions, wéi dat an deem Fall ass.

Et kann natierlech sinn, well mir donneschdes an der Presidentekonferenz dat décidéieren, datt eng Rei vu Ministeren Engagementer hunn. Dat soll ee wëssen, an ech mengen, dat versteet een och. Duerfir géif ech proposéieren, datt d'Présidentekonferenz sech sollt mat deem Problem befaassen.

A vu datt mer wëssen, wéi iwwert d'ganz Joer mer als Chamber tagen, wat fir eng Wochen, datt ee vläicht déi Heures de questions géif méi laang am Virus fixéieren a soen: Hei, an deem Mount ass op deem Dënschdeg eng Heure de questions. Da kéinten d'Regierungsmemberen sech och besser dorobber astellen. An ech mengen, da wiere se sécherlech och zu méi hei an dat géif sécherlech zur Opwärtung vun deem ganzen Débat da bäidroen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Den Här Eugène Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Een, zwee Kommentaren zu deem, wat den Här Wiseler, de Vizefraktiounschef vun der CSV, gesot huet. Mir wieren och frou, wann heiansdo vläicht de Fraktiounschef vun der CSV hei wier, fir dat och kënnen ze soen,...

(Brouhaha)

...wann e keng international Obligatiounen hätt.

(Brouhaha général)

Fir einfach deen éischte Punkt... Ech kommen, Här Gibéryen, ech kommen dozou.

Et ass haut näischt aneschtens wéi dat, wat mer an deene leschte fënnf oder zéng Joer haten, datt en Deel...

► **Plusieurs voix.**- Oohhhh!

► **Mme Simone Beissel (DP).**- Da sidd elo roueg!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dir braucht guer net ze diskutéieren, Dir waart virun zéng Joer net hei!

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Wann ech gelift, wann ech gelift, mir loossen den Här Berger ausschwätzen! A wann da Wuertmeldung sinn...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Et ass haut näischt aneschtens wéi dat, wat mer an deenen anere Joren haten. Et sinn eng Rei Ministeren, déi kënnen hei sinn, eng Rei anerer, eng Rei Ministeren, déi net kënnen hei sinn, well se effektiv Obligatiounen hunn, international Obligatiounen, déi fir d'Land a respektiv fir d'Chamber eventuell do sinn. Ënner anerem ass haut eng Cabinetssëtzung mat der Regierung aus Rheinland-Pfalz zu Tréier, wou en Deel vun der Regierung do ass.

Ech huelen ee Beispill, ech kéint der elo 50 oder vläicht méi eraushuelen. Ee Beispill: Den 30. Januar 2013 war eng Heure de questions. Do ware vu 15 Ministeren der siwen net do. 40%. Wann ech haut zielen an dat ëmrechnen, ass et haut prozentméisseg genau datselwecht. Deemools ware vun néng CSV-Ministere siwen CSV-Ministeren net do.

(Brouhaha)

Also einfach nëmme fir ze illustréieren, datt dat an deenen anere Jore gang und gäbe war, well eben d'Ministeren déi eng oder aner Verpflichtungen haten, fir net kënnen hei ze sinn. Dat ass also näischt Neies.

Ech wëll op där anerer Säit awer drop hiweisen, datt also och hei 40% vun der Regierung do sinn, datt herno nach wäert de Premierminister kommen an dann och wäert kënnen Ried an Äntwert stoen, wann do Froe sinn.

Ech stellen einfach nëmme fest, datt dat do awer eng relativ - wéi soll ech soen? - simplistesches Oppositionspolitik ass, datt ech mer éischer géif Saachen, Débat an fond erwaarden, wéi dat Geplänkels do, dat Hin an Hier.

Nach eng Kéier, Här President, dat hei ass elo guer näischt Aussergewöhnlech. Et ass eng normal Situatioun. An ech wëll nach eng Kéier rappéléieren, datt hei e gudden Deel awer vun der Regierung do ass an datt och all déi Froe kënnen gestallt ginn, déi hei um Ordre du jour sinn.

Sécherlech kënnen mer och kucken, datt mer vläicht an Zukunft nach méi laang am Virus eng prezis Lëscht kënnen hu vun de Ministe-



ren, déi kënnen do sinn. Mä och deemools, wann ech elo op den 30. Januar 2013 kommen, war dat och deemools déi dréit verbessert Versioun vun der Präsenz vun de Ministere, déi mer deen Dag haten, wou och also vu freides bis dënschdes dräi verschidde Versiounen do waren. Also, wann ech gelift e bësse Verständnis an, voilà, net hei aus enger Méck en Elefant maachen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir sidd gutt virbereet. Dat heescht schonn, datt Der e schlecht Gewëssen hat, wéi Der heihinnerkomm sidd, wéint deene Versiounen, déi komm sinn.

► **Une voix.**- Très bien!

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här Wiseler, et war, fir lech de Spigel virzehalen!

► **M. le Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo, dat ass Spill-schoul, dat do, voilà!

► **M. le Président.**- Als Nächsten huet den Här Justin Turpel d'Wuert an duerno den Här Alex Bodry.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech hat proposéiert, datt mer dee Problem do géifen an der Conférence des Présidents uschwätzen, well et ee seriöse Problem ass. Ech fannen, datt et wierklech eng Saach ass vu Méiglechkeet vum Contrôle parlementaire un der Regierung, datt d'Präsenz vun der Regierung garantéiert ass.

Wéi mir déi éischt Lëscht kritt hu mat zwou Präsenzen, hunn ech mer Suerge gemaach. Ech hu geduecht: Wat ass lass? Ass eng Epidemie? Ass e Virus ausgebrach? Ass d'ganz Regierung krank? Gëtt d'Land iwverhaupt nach regéiert? Also, esou seriö war dat.

An et ass eigentlech nëmme dem Sekretariat vun der Chamber an der Présidence ze verdanken, datt et no e puermolegem Nohaken da mat enger éischer, zweeter, drëtter bis fënnfeter Lëscht am Fong geholl fäerdegruecht ginn ass, datt elo een Drëttel vun der Regierung hei präsent ass.

Ech sinn absolut iwverzeegt, datt de Contrôle parlementaire verlaangt, datt d'Regierung disponibel ass fir d'Chamber fir bestëmmte Plagen. Wann do een europäesche Ministerrot huet oder soss eng international Verflüchtung, ass e bien entendu entschëllegt. Mä all déi aner Rendez-vous solle wann ech gelift esou geluecht ginn, datt et méiglech ass, fir dat hei ze maachen!

An deem Zesammenhang wëll ech och drop hiweisen, datt ech et net korrekt fannen, datt, wann hei iwwert de Budget diskutéiert gëtt, vun der Regierung bal keen do ass. Et sinn der e puer, déi kommen heiansdo eran. Et waren der zwee, déi hu versicht, dee ganze Mëtteg do ze sinn. Och de Respekt virun der Chamber bei der Diskussioun iwwert dat wichtegst Gesetz, wat et gëtt am Joer, verlaangt, datt d'Regierung, ausser déi, déi wierklech eng valabel Excuse hunn, präsent ass.

An ech géif wierklech proposéieren, datt mer géifen an der Conférence des Présidents driwwer diskutéieren, wéi mer d'Relatioun vun der Chamber zu der Regierung esou geregelt kréien, datt et méiglech ass, uerdentlech ze schaffen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Turpel. Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Här President, ech muss soen, ech hunn och zu deene gehéiert, déi awer erstaunt waren, wéi se déi éischt Lëscht vun der Präsenz vun de Regierungsmembere matgedeelt kritt hunn. Ech fannen allerdéngs, dass haut d'Präsenz vun der Regierung déi ass, déi och an der Vergaangenheet an der Moyenne als Präsenz do war. Dat ass an der Rei.

Nach mengen ech, dass et besser gewiescht wär, et hätt een deen Hin an Hier vermidden an et wär vun Ufank un déi néideg Suergfalt gefouert ginn op eng angemessene Präsenz vun de Regierungsmembere dënschdes hei an der Chamber, wat traditionell effektiv dee Moment ass um Ufank vun der Sitzung, wou d'Heure de questions stattfënt, déi jo nëmme ka funktionéieren - soss musse mer se ofschaffen -, wann een natierlech der Regierung och ka Froe stellen. Ech mengen, dat muss eis gemeinsam Suerg sinn.

Och an der Vergaangenheet huet dat net ëmmer geklappt. An der Vergaangenheet huet déi jeeweileg Oppositioun dat dote kritiséiert. Ech mengen, et soll een dat doten als Warnung eigentlech huelen a kucken, dass mer déi Aarbechte besser organiséieren. Dat geet bei der Regierung un, déi muss och hire Plang maachen. An dat geet da weider bis an d'Conférence des Présidents, wou déi heite Fro eigentlech highéiert, wou mer dann och mussen natierlech, wa mer donneschdes zesummekommen, am Besët vun allen Informatiounen sinn, déi mir och als Konferenz brauchen, fir den Ordre du jour hei vun der Chambersitzung festzehalen.

Also géif ech lech bieden, hei elo net an eng onnéideg Polemik eranzekommen, mä déi Fro hei sachlech weiderzebehandelen an effektiv dat seriö mat deenen néidege Konklusiounen och an eiser nächster Conférence des Présidents festzehalen, déi dann awer vläicht kéint schonn diesen Donneschdeg stattfannen.

► **M. le Président.**- Merci. Den Här Michel Wolter huet d'Wuert.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech wollt och kuerz d'Wuert froen no der Diskussioun, well ech dem Här Bodry wëll Merci soen - hien hat d'Chance, a sengem Liewen op deenen zwou Säiten ze sinn - iwwert déi Aart a Weis, wéi e geäntwert huet, déi, muss ech soen, agréablement détonnéiert huet vun där Aart a Weis, wéi den Här Berger op d'Fro geäntwert huet. Den Här Bodry kennt d'Problemer an den Här Berger kennt se net.

Toujours est-il, datt ech derbäi war, a Verschidener heibannen och, wéi d'Heure de questions agefouert ginn ass, an dass deemools gesot ginn ass dat, wat den Här Bodry och elo nach eng kéier méritoirement widderholl huet, dass dee ganzen Exercice nëmme e Sënn mécht, wann och den Interlocuteur präsent ass. An et versteet een och, dass net ëmmer alles méiglech ass. Mä Dir musst awer zouginn, Här President, dass déi Aart a Weis, wéi dat vun e Freideg bis haut gelaf ass, tëschtent zwee a fënnf, dass dat eng Ausnahm soll bleiwen.

An ech hu mer d'Wuert gefrot, well ech d'Madame Minister Corinne Cahen héieren hunn, derdeeg sech opreegen driwwer, dass mäi Fraktiounskolleeg, de Marc Spautz, se an eng Chamberskommissioun geruff huet iwver eng Rumeur - wat awer net nëmme eng Rumeur war, mä déi an de Medie kolportéiert ginn ass -, dass d'Regierung mam Gedanke géif spillen, fir d'Kannergeld ze limitéieren op 2.500 Euro pro Kand pro Joer.

Ech wëll drun erënneren, dass an der viregter Legislatur d'Ministère all kéiers ugetratt sinn, wann e Politiker vun der Oppositioun, opgrond vun enger Neiegkeet, déi an de Medien, oder enger Informatioun oder enger Meenung, déi an de Medien erauskomm ass, duerno gefrot huet, ob d'Regierung dozou eppes géif soen.

Si huet eigentlech quasi texto gesot, datt si géif dru gehënnert ginn, hir Aarbecht ze maachen doduerch, datt se vun Oppositiousdeputéierte géif an d'Chamberskommissioun gefrot ginn, fir zu Saachen, déi net aus der Loft gegräff gi sinn, mä déi an de Medie widderholl gi sinn, fir déi ze bréngen.

A se huet am selwechte Moment gemengt, si misst och nach den Deputéierte Wolter, dee sech erkéngt hat, erdreist hat quasi, virun engem Mount eng Question parlementaire ze stellen iwver Aussoen, déi se gemaach huet am Kader vum Tram, dee soll zu Lëtzebuerg kommen, wou ech se gefrot hunn, ob Aussoen, déi se manifestement gemaach huet an engem méi klengen Krees, ob déi richtig wieren, dorobber nach eng kéier geäntwert, fir ze soen, et wär eigentlech e bësse penibel, dass d'Chamber permanent amgang wär, der Regierung op d'Hänn ze klappen.

Ech wëll der Madame Cahen, déi haut net derbäi ass, an all deenen anere Kolleegen, besonnesch deene Kolleegen, déi heibanne setzen, déi an der Regierung an der leschter Period waren an déi d'Regierung permanent a pausenlos op Mediebericht attackéiert hunn, interpelléiert hunn, se a Chamberskommissioun gefrot hunn, soen, dass mir als Oppositioun, egal wien et ass, eis net wäerten de Mond verbidde loossen, wann et drëm geet, fir d'Kontroll vum Parlament iwwert d'Lëtzebuurger Regierung ze maachen.

► **Une voix.**- Voilà!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- An deem Kontext ass dat, wat mäi Fraktiounspräsident - Vizepräsident, wéi Dir sot,...

(Hilarité)

...jo, och dat kann een op eng Aart a Weis soen, wéi een et ebe seet -, den Här Wiseler, och am Numm vun eiser Fraktioun...

(Interruptions diverses)

Här President, et ass fir eis extrem wichteg. Et ass fir eis extrem wichteg, wann Heures de questions sinn un d'Regierung, dass d'Regierung do ass, ausser deenen, déi wierklech eng Obligatioun hunn a fir déi mir Respekt hunn. Mir wëssen, dass net ëmmer jiddweree kann do sinn. Mä déi, déi kënnen do sinn, déi sollen do sinn, fir dass mer net an d'Situatioun kommen, dass iergendwann eng kéier gemengt gëtt, dass verschidde Leit sech dem Contrôle vun der Chamber wëllen entzéien.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Wolter. Den Här Berger freed d'Wuert nach eng kéier fir eng Präzisioun.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo, Här President, ech wëll och nach eng kéier ënnersträichen, datt mir och Demandeur sinn, datt een déi Prozedur vläicht nach eng kéier méi cibléiert, datt ee wierklech effektiv spéitstens freides genau weess, wat fir ee Regierungsmember kann do sinn. Dogéint huet guer keen eppes.

Ech wëll awer och nach eng kéier soen, datt et heiansdo Momenter ginn, an dat ass et och fréier ginn - ech hunn et un engem Beispill gewisen, et hätt ee kënnen en anert huelen -, datt et och fréier Situatiounen gi sinn, wou net d'ganz Regierung konnt hei sinn, datt déi awer ëmmer bereit sinn, wou se kënnen, fir Ried an Äntwert ze stoen. An haut sinn, wéi gesot, 40% vun der Regierung hei, wéi dat oft zu anere Momenter de Fall war, an datt natierlech déi Regierungsmembere all prett sinn, fir Ried an Äntwert ze stoen.

Ech wëll hei awer net am Raum stoe loossen, datt d'Regierung net prett wier, fir, wa se kann hei sinn, Äntwerten ze liwweren, an datt se awer och, dat muss een awer haut och verstoen, datt se do international respektiv regional Obligatiounen huet. Si ass zesummen, dat ass och an der Vergaangenheet de Fall gewiescht, datt do Austausch sinn tëschtent der Regierung a Parlament respektiv Regierungen aus den Nopeschbundesländer, datt dat awer eng valabel Excuse an eisen Aen ass.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Den Här Félix Braz huet fir d'Regierung d'Wuert gefrot. Här Braz, wann ech gelift.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Här President, ech wëll mech och kuerzfaassen, fir dass mer kënnen zum Ordre du jour iwvergoen. Ech hunn e bëssen d'Gefill, dass et hei esou ass, wéi an der Kierch: Déi, déi do sinn, gi vernoant.

(Interruptions)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Wouhier wësst Dir dat dann?

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Dem Här Wiseler... Ech hu mer dat soe gelooss, duerfir hunn ech och esou ugefaangen.

(Hilarité)

Dem Här Wiseler wëll ech awer soen, bei all Verständnis fir de Fong vun deem, wat e wëllt soen, well selbstverständlech huet den Här Wiseler an den Ae vun der Regierung recht, wann e seet, et wier gutt, wa méiglech vill oder souguer all Ministere bei der Heure de questions präsent wieren.

Dat gëllt fir d'Ministère, dat gëllt och fir d'Deputéierten, wann Der mer déi Remarque, Här Wiseler, erlaabt.

Dir hutt hei eppes bemängelt, wou ech awer och fannen, den Här Wolter huet sech um Toun gestouss vum Här Berger, ech kéint lech datselwecht e bëssen och äntwerten, Här Wiseler.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Wann ech gelift.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- D'Parlament kontrolléiert d'Regierung, Här Minister!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Ech kéint datselwecht soen, Här Wiseler, well fairerweis, wa mer déi lescht Joren awer zrëckkucken, also déi Duerstellung, déi Dir elo gemaach hutt, dass des Regierung net vill Leit haut hei am Sall hätt, an dat géif also, vu dass Der et bemängelt, détonnéiere mat deem, wat mer an deene leschten zéng Joer haten, dat ass net richtig!

Dat hei ass eng ganz normal Präsenz vun der Regierung bei der Heure de questions, esou wéi mer et ëmmer, och bei CSV/LSAP-Regierungen, kann hunn. Et gëtt iwverhaupt keen Ennerscheid.

Wou ech lech par contre recht ginn, dat ass, wann Der sot, et wär besser, wann dat esou organiséiert ass, dass ee méi fréi weess, wie schlussendlech do ass.

Allerdéngs, och do, Här Wiseler, d'Regierung huet et elo déi lescht zwee Deeg probéiert,

gutt ze maachen, a gëtt elo dofir vun lech kritiséiert. Et waren der effektiv nëmme zwee virgesinn. A vläicht wier et besser gewiescht, si wier dobäi bliwwen. Si hätt gesot, et sinn der zwee an et bleift bei zwee. Dat huet och e Grond, well der ganz vill vun der Regierung zu Tréier sinn, bei enger Réunioun mat der Ministerpräsidentin vu Rheinland-Pfalz, dem Malu Dreyer. An et hunn eng Rei, notamment den Här Bausch...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mä da wär et awer besser, Dir géift dat an der Presidentekonferenz soe virdrun.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Notamment den Här Bausch, deen haut hei ass, deen och virgesi war zu Tréier. Deen ebe just, well och d'Regierung fonnt huet, dass zwee net vill wier, hu mer probéiert alleguerten, ëmzeorganiséieren, fir nach zu enger méi, mengen ech, normaler Representatioun haut hei an der Chamber ze kommen.

Elo kréie mer dorausser e Stréck gedréit. Mir hätten dat vun zwee op dräi op fënnf op siwe gemaach. Bon, beim Versuch, et gutt ze maachen, gi mer elo dofir kritiséiert. Nodréglech, soen ech, wier et fir d'Regierung méi einfach, datt et nach besser gewiescht wier, déi do Kritik net gemaach ze kréien. Mir wiere bei deenen zwee bliwwen, da wären der haut - ech weess net wéi eng - zwee hei gewiescht an dann hätte mer déi do Remarque net gemaach kritt. Ausser déi, da berechtigt, dass et der net vill wieren, an do géif ech lech och recht ginn. Zwee hätt ech perséinlech och net richtig an zefriddestellend fonnt.

Dofir, ech ginn lech komplett recht, Här Wiseler, un Punkt, wann Der sot, kommt, mir probéieren no Méiglechkeeten, esou fréi wéi méiglech déi definitiv Lëscht ze arrétéieren, do hutt Der komplett recht. Dat, fannen ech, ass och d'Chamber parfaitement en droit, vun der Regierung ze verlaangen. Mir hunn et probéiert, gutt ze maachen, kréien elo dofir e bëssen hei e Virwurf gemaach. Ech mengen, deen ass net ganz justifiéiert.

Zu der Madame Cahen, déi net hei ass, fir dem Här Wolter ze äntwerten, da wëll ech dat awer an hirer Plaz maachen. Fir d'Madame Cahen gëllt dat, wat fir jiddwer Member vun der Regierung gëllt. D'Regierung steet permanent an integral der Chamber zur Verfügung. Dorunner besteet keen Zweifel. An dat huet och d'Madame Cahen net wëlle soen.

D'Madame Cahen huet eng Remarque gemaach, déi wollt soen: Wa mer natierlech elo bei all Int, déi eng Zeitung an d'Welt setzt, d'Regierung an d'Chamberskommissioun aberuffen, ob dat dee beschte Wee ass, dat ass awer eng Fro, déi dierf ee stellen. Mä wann d'Chamber rufft, kéint d'Regierung selbstverständlech. An do entzitt kee sech. Dat ass net d'Fro. D'Chamber, wéi den Här Gibéryen virdrun zu Recht gesot huet, ass do, fir d'Regierung ze kontrolléieren. A wann d'Chamber rufft, da kéint d'Regierung, egal wéi ee Member vun der Regierung geruff ass.

Dann ass och nach gesot ginn un d'Adress vun der Madame Nagel, ob dann elo net awer déi Question élargie haut kéint evakuéiert ginn. D'Regierung ass der Meenung, et soll ee beim Ordre du jour bleiwen. Deen ass elo arrétéiert ginn. D'Madame Nagel ass virgesi fir de 14. Mee. A mir sinn der Meenung, dass mer och den Ordre du jour esou solle respektéieren. Da ka jiddweree sech organiséieren an de beschten Termen.

An als leschte Saz, Här President, erlaabt mer deen: Ech war frou, feststellen, dass den Här Turpel sech Suerge gemaach huet beim blousse Gedanken, dass d'Land net kéint vun deser Regierung regéiert ginn.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. Den Här Michel Wolter huet d'Wuert.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Här Chamberpräsident, ech fannen, datt dat, wat den Här Braz elo gesot huet am Numm vun der Regierung, nun definitiv e Schlag an d'Gesicht ass vun der Chamber.

► **Plusieurs voix.**- Oohhh!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Hei kéint e Minister hin an e seet: Eigentlech wär et besser gewiescht, mir wäeren nëmme zu zwee komm. Eigentlech wär et besser gewiescht, mir wäeren zu zwee vun 18 Membere vun der Regierung komm, fir eis dem Contrôle parlementaire vun der Chamber ze stellen.

Ech froen den Här Braz: Wéini ass déi Réunioun mat der Regierung vu Rheinland-Pfalz fixéiert ginn? Doudsécher virun dem leschten Donneschdeg. Da muss een also an d'Chamberskommissioun kommen, an d'Conférence des Présidents, ech war och eng Zäit Member vun deem Gremium, an da muss ee soen: Den nächsten Dënschdeg, et deet eis leed, do hu



mer eng Réunioun, déi ass scho säit dräi Méint festgeluecht mat Rheinland-Pfalz. Do sinn aacht oder néng Ministeren, déi sinn do präsent. Mir kënnen keng Heure de question maachen. An da géif, Här Berger, eise Vize, dee géif dat dann agesinn.

Mä wann een dat net gesot kritt an da kritt ee gesot, et kommen der zwee, an da kritt een eigentlech gesot elo, datt se hätte sollen zu zwee kommen. Ech muss soen, dass et eng Aart a Weis ass, fir d'Parlament ze considéieren, déi mech nëmmen nach sproochlos léisst.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Jo. Dozou nach eng Kéier de Regierungsvertrieder, den Här Félix Braz.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Här Wolter, wann Der mech zitëiert, dann hätt Der misse bis zum Schluss nolauscheren. Ech hu kuerz hannendru gesot, selbstverständlech an der Hypothees, dass der nëmmen zwee komm wieren, hätt ech dat net genuch fonnt. Selbstverständlech ass et d'Verpflichtung vun der Regierung, zu esou vill wéi méiglech ze kommen. Dann hätt Der solle bis zum Schluss nolauscheren. Dann hätt Der d'Antwort op Är Remarque kritt.

Wat ech domadder wollt soen, ass: Op de Virwurf vum Här Wiseler, dass aus enger Lëscht vun zwee der dräi ginn an da ginn et der fënnef an da ginn et der siven, dass den Här Wiseler bemängelt, firwat dass do muss véier verschidde Lëschte kommen, ech dem Här Wiseler da geäntwert hunn déi Efforten, déi mer gemaach hunn, well mer och fannen, dass zwee net duerginn. Do si mer eis jo eens, Här Wolter, natierlech geet dat net duer. D'Regierung huet, no Méiglechkeet, hei vollzieleg kënnen präsent ze sinn, dofir hu mer eis beméit, der méi draus ze maachen. An dofir sinn da véier Lëschten entstanden, am Beméien, dann haut zu siwe kënnen hei ze sinn.

A meng Remarque huet sech dorop bezunn, dass Der eis de Virwurf maacht, dass mer probéiert hunn, aus zwee der siven ze maachen, dee fannen ech net fair an net richtig. Well et ass ebe just aus Respekt vun der Chamber, dass mer probéiert hunn, op siwe Regierungsmitglieder eropzekommen, déi haut hei präsent sinn.

Ech bieden lech, dat just zur Kenntnis ze huelen. An ech ginn lech awer och ganz recht, an och dem Här Wiseler: Et soll ee selbstverständlech dat esou organiséieren, dass méi fréi déi definitiv Lëscht vun de Présidents hei feststeet. Mä ech bleiven derbäi: Dass Der eis elo e Virwurf draus maacht, dass mer wierklech probéiert hunn, herno zu siven hei ze sinn, fannen ech net ganz fair. An esou war et gemengt an net anescht. An haalt op, Ennerstellungen ze konstruieren, wou keng muss gemaach ginn!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech mengen, dass alles gesot wär an dass mer kënnen Konklusionen doraus zéien. Ech huele mat op de Wee, dass mer alles maachen, fir eis am Rahme vun der Conférence des Présidents esou gutt wéi méiglech kënnen mat der Regierung ze concertéieren. Dee Moment muss dann och de Regierungsvertrieder eis déi Informatiounen ginn, iwwert déi e verfüügt, wou mir selbstverständlech dann alles maachen, fir kënnen iwwereneen ze kommen. Wann dann eben déi Woch drop Heure de questions ass, mengen ech, ass dat fir keen e Problem.

Ech wëll just soen, dass hei am Generalsekretariat vun der Chamber an och bei der Présidence déiselwecht Reaktioun war wéi bei de Kollegen. Wéi d'Liste de présence vun zwee Ministeren komm ass, hu mir eis concertéiert mat der Regierung a mir hunn d'Regierung staark invitéiert, fir déi Lëscht esou komplett wéi méiglech ze maachen. Ech mengen, et gesäit een, dass eng Reaktioun do war. Ech mengen, dat ass eis Missioun, fir eis als Institution och deemspriechend ze artikulieren.

Mir wäerten dann och an der Conférence des Présidents déi Suggestiounen iwwerhuelen, déi vu verschidde Bänke gemaach gi sinn, fir kënnen am Viraus, souwäit wéi dat méiglech ass, Heures de questions ze fixéieren. Wat der Regierung dann och eng Orientatioun gëtt, wéi si sech kann arrangéieren an eis dann och kann Informatiounen ginn, wann eng Heure de questions net geet.

Ech kommen dann awer zum Eigentlechen zréck, dem Ordre du jour vun haut de Mëtten, wou mer d'Fröestonn jo virgesinn hunn. Op Ärem Schierm gesitt Der déi Projeten, déi mer sollen evakuieren. An dann hunn ech d'Demande kritt, fir déi Question élargie ze behandelen.

Do wëll ech d'Regierung froen, ob se zum jëtzege Zäitpunkt dat maache kann. D'Regie-

rung seet, si ass limitéiert an der Zäit, jiddefalls dee Regierungsvertrieder fir d'Fröestonn.

Ech géif dann d'Chamber froen, ob se mat där Erklärung d'accord ass, dass mer dat op déi nächst Woch géifen huelen, well och déi zoustänneg Ministesch - Här Wiseler, ech wollt dat zur Vollstännegkeet soen - de Moie gefrot huet, fir hir Fro kënnen direkt virzebehandelen, well se spéitstens no enger hallwer Stonn misst anere Verpflichtungen nogoen.

Dofir meng Fro un d'Chamber: Ass déi Proposition akzeptabel, fir et d'nächst Woch ze maachen? Soss muss mer ofstëmmen.

An ech ginn dem Här Wiseler direkt och d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Här President, mir sinn der Meenung, datt een déi och kéint virhuelen als éischte Punkt vum Ordre du jour.

► **M. le Président.**- Jo. Da stellen ech d'Fro un d'Chamber...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wat fir eng Fro?

► **M. le Président.**- D'Fro, ob mer déi Fro haut sollen huelen oder ob mer, wéi d'Regierung dat proposéiert, se sollen déi nächst Woch op den Ordre du jour huelen.

► **Plusieurs voix.**- D'nächst Woch!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President.

► **M. le Président.**- Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech weess net, ob d'Chamber doriwier kann ofstëmmen. Wann ech eist Reglement...

► **M. le Président.**- Dach, mä si...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...gutt kennen, dann ass et e Recht vun deem, deen déi gemaach huet, fir, wann déi net beäntwert ass an deem Délai...

► **M. le Président.**- Neen, neen, entschëllegt, Dir schwätzt vun engem aneren..., Dir schwätzt...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Entschëllegt, Här President.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Dir sidd ausnahmsweis an deem falsche Film.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech war menger Zäit viraus wahrscheinlech.

► **M. le Président.**- Also, hei geet et ëm d'Question élargie,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ah.

► **M. le Président.**- ...an net ëm déi Froen, déi net beäntwert sinn. Do hutt Der selbstverständlech recht.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo.

► **M. le Président.**- Mä ech wollt fir d'Éischt froen: D'Question élargie, huele mer déi, wéi d'Regierung et proposéiert huet, déi nächst Woch oder, wéi den Här Wiseler et proposéiert huet, op den Ordre du jour vun haut?

Wuel wëssend, dass déi zoustänneg Ministesch gebieden hat, fir se um Ufank vum Ordre du jour, vun deem mer elo schon an der Zwëschenzäit e bëssen ewech sinn, ze huelen, géif ech d'Chamber froen: Wien der Meenung ass, dass mer déi haut sollen huelen, géif Jo soen, respektiv déi, déi der Meenung sinn, dass se d'nächst Woch soll kommen, soen Neen.

(Interruptions)

Sidd Der d'accord mat engem Vote à main levée oder insistéiert Der op en elektronische Vote?

À main levée?

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Neen, neen, Vote électronique.

► **M. le Président.**- Also, wien derfir ass...

(Interruptions)

Jo.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President, mir kënnen et och aneschtens formulieren. Mir hunn en Ordre du jour, op där déi Question élargie net steet, well mer dat an der Conférence des Présidents esou decidéiert haten, aus deenen Ursachen, déi Dir och erkläert hutt, well d'Ministesch net ka bis zum Schluss bleiven.

Et ass einfach: Si mer fir den Ordre du jour vun haut oder si mer net fir deen Ordre du jour?

► **M. le Président.**- Jo, et ass just e bësse méi komplizéiert, Här Berger, well mer eisen Ordre du jour muss souweisoou ergänzen doduerch, dass d'Fro gestallt ginn ass, fir och eng Rei vun net beäntwert Froen hei kënnen ze stellen. An dat ass, ech mengen, dat, dat ass d'Recht vun all Deputéierten. Also, ausser...

(Interruptions et brouhaha)

Entschëllegt, entschëllegt, ech wollt...

Jo?

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Ech wollt froen...

► **M. le Président.**- Zum Ordre du jour.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, jo. Här President, Dir hutt virdru gesot, dass d'Ministesch hätt sollen no enger hallwer Stonn erëm wéinst enger anerer Verpflichtung goen. Si soll der Chamber soen, wouran déi Verpflichtung dann auswäerts géif bestoen.

► **Plusieurs voix.**- Oh!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo! Jo! Jo!

(Brouhaha général)

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, mir froen dat.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Si ass manifestement net zu Tréier.

(Hilarité et brouhaha)

Si ass net zu Tréier.

► **M. le Président.**- Also, e Regierungsvertrieder dozou.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Här President, ech géif awer wierklech d'Chamber elo invitéieren, dass mer kënnen zu deene Saache kommen, déi eis haut préoccupéieren. Mir hunn an der Conférence des Présidents en Ordre du jour festgehale mat all de Remarquenen, déi gemaach gi sinn. Do ass virgesinn, dass fir déi nächst Woch de 14. Mee d'Madame Nagel zu där Question élargie Stellung hëlt.

D'Regierung proposéiert, dass mer zu deem, wat ofgemaach ass, solle stoen. D'Madame Nagel huet sech extra beméit, aus deene Grënn, déi Dir benannt hutt. Och do gëtt, aus deem affichéierte gudden Wëllen, mat engem strenge Kalenner, dee si huet, gëtt hir elo e Stréck erëm gedréit, datt se de gudden Wëllen hat, nawell heihinnerzekommen.

Ech fannen, dat kann net d'Aart a Weis sinn, wéi mer matenee schaffen. Ech géif lech also dofir bieden, och am Intérêt vun der Planbarkeit och vun der Regierungsarbeit, zum Ordre du jour ze stoen, wéi mer en zesummen diskutéiert hunn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Félix Braz. Ech géif och d'Kollegen an d'Kolleginnen bieden, bei deenen Émgangsformen ze bleiven, déi hei an der Chamber üblech sinn, an net hei ze iwwerregéieren vun där enger wéi vun där anerer Säit.

An ech géif lech dofir bieden, elo iwwert den ursprénglechen Ordre du jour ofzestëmmen, mat Ausnahm vun deene Froen, déi net beäntwert sinn an op déi mer herno nach zréckkommen, fir ze kucken, wie vun de Ministeren disponibel ass.

Vote sur l'ordre du jour modifié

Ass d'Chamber domat d'accord, dass mer...

► **Plusieurs voix.**- Vote électronique!

► **M. le Président.**- D'accord. Wie mam Ordre du jour d'accord ass, wéi en ursprénglech festgeluecht war, stëmmt mat Jo. Wien net mat deem Ordre du jour d'accord ass, stëmmt mat Neen. De Vote ass lancéiert.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Oui fir den Ordre du jour. Oui fir den Ordre du jour.

► **M. le Président.**- Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. Fir den ursprénglechen Ordre du jour hu gestëmmt 32 Deputéiert, bei 26 Neen. Domat bleiwe mer beim ursprénglechen Ordre du jour.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

M. Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech wollt awer der Vollstännegkeet halber froen, wien haut de Mëtten disponibel ass, fir déi Froen, déi net beäntwert sinn, kënnen ze beäntwerten. Dat sinn déi normal schrëftlech Froen, déi net am Délai beäntwert gi sinn. De Statsminister kënn méi spéit am Nomëtten. Da klamere mer déi aus. Déi nächst Fro ass déi vum Här Spautz, d'Fro N°156 un den Éducatiounsminister betreffend d'Planifikatioun vum Lycée Déifferdeng.

Jo?

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, wann Der erlaabt, dozou kann ech eppes soen. Datt ass eng, déi ass geschriwwen ginn un den Éducatiounsminister an och u mech als Bauteminister,...

► **M. le Président.**- Jo.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- ...also Infrastrukturminister. An d'Antwort ass schrëftlech yu menger Säit aus fäerdeg, mä déi ass un den Éducatiounsministère geschéckt ginn, well déi hire Volet nach muss beäntwerten, deen doranner beinhalt ass.

An dofir géif ech do ëm Verständnis bieden. Wann et un zwee Ministeren geet, kann et emol eng Kéier kuerz iwwert den Délai goen, well dat dann heiansdo dauert, well déi Fro vun deem engen zu deem aneren hin- an hiergeet.

Also, ech kann de Mëtteg ouni Problem deen Deel beäntwerten um Schluss vun der Fröestonn, dee mech betrëfft, awer natierlech net deen, deen d'Éducatioun betrëfft. Deen ass nach ënnerwee. Oder déi aner Méiglechkeet ass, dat ass, datt bannent deenen nächsten Deeg d'Antwort schrëftlech kënn. Wann d'Kollegen domadder d'accord sinn, géif ech dat esou proposéieren.

► **M. le Président.**- Den Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech mengen, bei där heiter Fro, well mer de Prinzip haten, wann zwee Ministeren betraff sinn a well ech mengen, datt och eng Ufro ass, fir den Délai ze verlängeren, si mer mat där doter d'accord. Déi aner hätte mer awer gäre beäntwert.

► **M. le Président.**- Merci. Datt heescht, mir géifen do déi zwou schrëftlech Antworten ofwaarden. Dann eng nächst Fro vum Marc Spautz, d'Fro N°157 un den Aarbechtsminister. An do geet et ëm d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv. Den Aarbechtsminister ass hei.

Ass dat méiglech, fir dorop ze äntwerten no der Fröestonn?

(Assentiment)

Merci. Da gëtt dat esou gemaach.

Dann hate mer eng schrëftlech Fro vum Här Claude Wiseler un den Nohaltegeektsminister, wat d'Conduite transfrontalière, d'grenziwwerscheidend Fuere vun engem...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Motorrad!

► **M. le Président.**- ...lichte Motorrad ugeet. Do ass d'Fro heibannen...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Also, se misst hei sinn, well ech hunn d'Antwort. Déi ass gemaach, Här President.

► **M. le Président.**- D'Antwort ass heibanne mat Ennerschrëft. Wann den...

► **Une voix.**- Ouni Ennerschrëft, provisoersch.

► **M. le Président.**- Ouni Ennerschrëft. Ah!

(Interruption et hilarité)

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech kann déi awer och mëndlech beäntwerten herno um Schluss oder se schrëftlech herno ofginn. Dat ass, wéi Der wëllt.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech mengen, mir halen déi bäi. D'Antwort ass jo relativ, wann ech richtig verstanen hunn, schnell ginn. Wann ech den Här Bausch richtig verstanen hunn, kënnen mer dat an engem maachen.

► **M. le Président.**- Jo, da kënnen mer dat an engem maachen. An dann hu mer eng lescht Fro vum Marc Spautz, déi datéiert ass vum 1. Abrëll un den Nohaltegeektsminister. Do geet et ëm d'Installatioun vu Solaranlagen op Gebaier, déi - net ënner Naturschutz - ënner Denkmalschutz stinn.

(Brouhaha)

Déi feelt och, do ass de Minister am Moment net do.

Jo, dann ass nach eng Fro N°179 vum Marc Spautz un den Ekonomiesminister, betreffend...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, just zu där virdrun. Ech wëll awer do nach eng Remarque maachen zu där virdrun, déi anscheinend net beäntwert ass. Déi ass u mech gestallt ginn, mä ech sinn net deen, deen zoustänneg ass, fir dorop ze äntwerten. Se ass un zwee Ministere gestallt ginn an der Fro: u mech an un d'Madame Nagel als Kulturminister.

► **M. le Président**.- Jo.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Or, ech sinn déi falsch Adress, well un d'Madame Dieschbourg hätt déi missen adresséiert ginn. Dofir hunn ech déi och un d'Madame Dieschbourg weiderginn.

► **M. le Président**.- Ah, okay.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Dat huet wahrscheinlech zur Konsequenz, datt natierlech e bëssen Zäit scho verluer gaangen ass. An dat Zweet ass, d'Madame Nagel ass zoustänneg fir dee ganze Beräich vun den Daten, vum Denkmalschutz, pardon. Also, ech mengen, den Délai kéint wahrscheinlech, well den Här Spautz huet se u mech adresséiert a si hätt missen un d'Madame Dieschbourg adresséiert ginn. Et war dee falschen Adressat.

(*Brouhaha*)

► **M. le Président**.- Dat heescht, déi richteg Adressatin wär d'Madame Dieschbourg gewiescht.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo. D'Madame Dieschbourg ass zoustänneg fir dee ganze Beräich, also nohalteg Energie, also alternativ Energien. Net ech.

► **M. le Président**.- Déi de Mëtten...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo.

► **M. le Président**.- ...excuséiert ass. Här Wiseler, géift Der dann deemtsprechend Rechnung droen? Entweder kéint se dann an deenen nächsten Deeg oder si géif an där nächster...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Also...

► **M. le Président**.- ...an där nächster Sëtzung gestallt ginn.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech stelle just fest, dass d'Madame Nagel hei ass, fir op d'Fro ze äntwerten.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Voilà.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Si kann zumindest deen Deel maachen, dee si concernéiert.

► **Une voix**.- Dat ass jo penibel dat do!

► **M. le Président**.- Dat heescht, d'Madame Nagel seet, dass si net an der Lag ass, fir dorop ze äntwerten.

(*Brouhaha*)

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Här President, d'Reglement ass ganz kloer, soubal eng Fro net beäntwert ass, da muss se beäntwert ginn.

► **M. le Président**.- Jo, mä si ass awer vum zoustänneg Minister...

(*Interruptions*)

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Keng Négociation. Et ass e Regierungsmember hei. Et ass elo deen zweete Fall innerhalb vu fënnf Minuten. Hei sëtzt e Regierungsmember, dee kritt eng Question élargie gestallt an dee seet: Ech beäntwerten déi net, obschonn ech hei sëtzen. Elo si mer scho méi laang amgaangen ze diskutéieren driwwer, wéi wann d'Madame Nagel opgestane wier...

► **M. le Président**.- Jo.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...a si hätt d'Fro beäntwert.

► **Une voix**.- Dat kann net sinn.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Elo kommt Der heihinner an Dir fänkt un ze négociéieren driwwer, ob e Minister äntwert. D'Reglement ass kloer: No engem Mount...

(*Interruption*)

...no engem Mount ass d'Fro ze beäntwerten. Mir hätte gären, dass all déi Froen, déi iwwer ee Mount elo en suspens sinn,...

► **M. Eugène Berger** (DP).- Wann Der soss näischt ze bidden hutt.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...am Laf vun de Mëtte beäntwert ginn, wann ech gelift.

Et ass wierklech den elementare Contrôle, Här Berger,...

► **M. Eugène Berger** (DP).- Jo.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...soen ech lech wierklech nach eng Kéier,...

► **M. Eugène Berger** (DP).- Ech kéint lech nach esou eng Lëscht weise vun deenen,...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...den elementare Contrôle,...

► **M. Eugène Berger** (DP).-...déi Der an zéng Joer während Méint net beäntwert hutt.

(*Interruptions diverses*)

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...den elementare Contrôle vun der Chamber...

► **Une voix**.- Dat do ass nach ni geschitt.

► **Une autre voix**.- Dat do hate mer nach ni.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Et leien der nach do vun der leschter Regierung, déi den Här Wiseler nach misst beäntweren, där leien der nach do.

► **Une voix**.- Awer net, wann en do steet. Net wann en an der Regierungsbänk ass.

► **M. le Président**.- Also...

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV).- Wann ech hei gefrot gi sinn, hunn ech ëmmer meng Froe beäntwert. Ech war eng Kéier...

► **M. le Président**.- Zum Här Wolter, den Här Wolter huet recht, dass wann déi zoustänneg Ministesch hei ass, dass drop geäntwert soll ginn. Ech kréien awer vun der Regierung gesot, dass hei d'Madame Dieschbourg drop äntwert.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ma, dat kann dach net sinn.

► **M. le Président**.- Jo, bon...

(*Brouhaha général*)

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV).- Et ass eng Fro, déi si betrëfft.

► **M. le Président**.- Also, ech mengen,...

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Le Gouvernement est un.

► **M. le Président**.- Ech mengen zwar, Här Wolter, bei allem Respekt virun de Prerogative vun der Chamber, wann d'Regierung eis seet, dass et eng Ministesch X ass, déi drop ze äntwerten huet, dass een dat awer ka sécher gutt-halen.

► **M. le Président**.- Jo, bon...

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Dat ass dann eng nei Verfahrensart a -weis vis-à-vis vu virdrun.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Et ass eng nei Interpretation vum Chambersreglement, déi Dir maacht, Här President.

► **M. le Président**.- Neen, ech kréie vun der Regierung gesot, dass et eng zoustänneg Ministesch ass, déi dorop äntwert, dann...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Jo, déi aner ass do. Et deet mer leed.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir stelle fest, dass u sech d'Regierung momentan net wëllt äntwerten...

► **Une voix**.- Loosse mer driwwer ofstëmmen!

► **Une autre voix**.- Voilà!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- ...op déi do Fro. Contrairement zum Reglement.

► **Une voix**.- Loosse mer driwwer ofstëmmen!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Loosse mer driwwer ofstëmmen, da kucke mer, ob se nach eng Kéier...

► **Plusieurs voix**.- Loosse mer driwwer ofstëmmen!

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Här President! Här President!

► **M. le Président**.- Jo.

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Och do mat allem Respekt fir d'Chamber, et wär awer gutt, wann déi Regeln, déi mer hunn, och géife respektéiert ginn.

► **Une voix**.- Nawell.

(*Brouhaha général*)

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Den Här Wolter, den Här Wolter...

► **M. le Président**.- Wann ech gelift, kommt, loosst eis dem Regierungsvertrieeder nolauschteren.

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Dir wäert jo net am Eescht mengen, dass ech

amgaange sinn, lech recht ze ginn, mat mengem éischte Saz. Wa mer Regeln hunn, wa mer Regeln hunn, da solle mer se wann ech gelift och respektéieren. Wann eng Fro un zwee Ministeren adresséiert gëtt, da war dat net de Choix vun der Regierung. Deen Deputéierten, deen d'Fro stellt, huet de Choix geholl, eng Fro ze stellen un zwee Ministeren. An et war nach ëmmer esou, dass déi Fro dann och vun zwee Ministere beäntwert ginn ass, och schréfflech.

(*Interruption*)

Wann an deem heite Fall, wann an deem heite Fall den Adressat falsch war, da war dat och net de Choix vun der Regierung, dass déi Fro un dee falsche geschéckt gëtt. Wann also hei e falschen Adressat,...

(*Brouhaha général*)

...e falschen Adressat ausgesicht gëtt vum Auteur vun der Question, da loosst wann ech gelift der Regierung och Zäit, fir déi Fro bei dee richtegen Adressat ze kréien.

Dir kéint net soen, dat Eenzegt, wat géllt, ass den Délai vun engem Mount, egal wéi vill par ailleurs falsch war an der Démarche. Deen Délai ass och gebonnen un de Respekt vum Recht vun der Démarche. An d'Regierung géif gären, wéi den Auteur vun der Fro et gewënscht huet, zu zwee drop äntwerten, sou wéi d'Fro et och gären hätt. Dofir kommt, mir bleiwe bei deem Prinzip: Wann eng Fro un zwee Ministere geet, dann äntwerten déi zwee Ministeren.

Ech kenne kee Fall, Här President, dass dann eng Fro gespléckt gi wier, dass deen een Deel haut beäntwert gëtt, deen aneren Deel an zwou Wochen. Kommt, mir fänken dat net un. Dat ass dann awer och en Émgang mam Reglement, vun deem ech mengen, dass deen eis alle béid an der Zukunft nëmme wäert Problemer schafen.

► **M. le Président**.- Also, mir wannen heiansdo drun, wa mer bei esou Diskussiounen eist Chambersreglement zur Hëllef huelen. An eisem Artikel 80 Paragraph 5 steet: «A défaut de réponse du Ministre à une question dans le délai d'un mois, cette question pourra être posée oralement lors de la première séance publique de la semaine suivant l'expiration du délai de réponse accordé au Gouvernement par le Président de la Chambre.»

Bon, d'Chamber huet d'Fro den 1.4.2014 kritt. De Mount war den 1. Mee ofgelaf. Dat war d'lescht Woch. Déi Woch, déi duerno kéint, ass déi hei.

(*Interruption*)

Méi steet am Reglement net. Dat heescht, wann déi Demande vun enger Fraktion respektiv engem Deputéierte kéint, adresséiert sech déi Demande un d'Regierung, net un en einzelne Member.

(*Interruption*)

Dann...

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Also, mir stelle fest, datt bei där heiter Fro mer op Basis vum Artikel 80 (5) mer deene Kritären entsprechen a mir géife gären déi Fro stellen. Mir gesinn och, datt vu Regierungsmemberen der dach eng Rei hei sinn, déi vläicht d'Fro net ganz kenne beäntwerten, mä déi en Deel dovunner kenne beäntwerten.

Ech mengen, datt mer bei all deene Froen, fir déi d'Regierungsmemberen haut ofgemellt waren, net insistéieren, fir déi beäntwert ze kréien. De toute façon hunn ech dat un Ufank net gefrot. Bei deenen, déi ugemellt waren, hu mer et gefrot. An déi géife mer gären stellen, Här President.

► **M. le Président**.- Jo, den Här Félix Braz.

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- D'Regierung respektéiert natierlech den Entschied vun der Chamber, mam Nodeel, dass déi Fro, déi un zwee Ministere gaangen ass, elo nëmmen zu engem Deel beäntwert gëtt.

► **Plusieurs voix**.- Jo!

► **M. le Président**.- Dat, mengen ech, ass eng rasonabel Proposition. An et ass och näischt anescht, mengen ech, vun der Chamber gefrot ginn. Déi Elementer, déi feelen, ginn dann deemtsprechend nogeliwwert.

Voilà, da géif ech elo...

Ah, ech hunn nach en Hiweis kritt op eng Fro, déi net beäntwert ass. Dat ass déi iwwer Enovos.

Ass do d'Regierung an der Lag, fir drop ze äntwerten?

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- E bësse méi spët.

► **M. le Président**.- Kee Problem. Also, souwéi sou komme mer elo un d'Heure de questions. An da kenne mer bei deene Froen, déi

gestallt ginn, d'Ranguerdnung ouni Weideres beaflossen.

Ech géif lech also froen, ob no deenen Diskussiounen, déi mer elo gefouert hunn, d'Regierung mam Ordre du jour d'accord ass. Ech mengen, dat war kloer, soudass mer elo zu der Heure de questions kënnen iwwergoen an no der Heure de questions op d'Antwert zu deenen ausstoende Froe kënnen iwwergoen.

Déi éischt Fro - dat ass d'Fro N°26 vum 6. Mee, also vun haut - vum Här Guy Arendt betrëfft d'Verlängerung vum Führerschäin a si richt sech un den Nohaltegkeetsminister. Den Här Guy Arendt huet d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°26 du 6 mai 2014 de M. Guy Arendt relative à la prolongation du permis de conduire, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Guy Arendt** (DP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn also d'Chance, dass den Här Minister do ass, fir mer meng Fro ze beäntwerten. Ech wëll op dëser Plaz eng Fro un den Här Nohaltegkeetsminister stellen, oder besser eng Erklärung froen, wat d'Verlängere vum Führerschäin ueegt.

Mat 50 Joer muss ee jo de Führerschäin verlängeren. Dat ass elo déi éischte Kéier. Natierlech zielt déi ganz Argumentation och fir spéider Verlängerungen. Am beschte géif ech lech e Beispill gi mat Datumem, fir de Problem besser kënnen ze erklären.

Ech huelen un, dass eng Persoun, déi den 1. Juni 2014 hir 50 Joer kritt, also en neie Permis ausgestellt muss kréien. Hire neie Permis gëtt dann, huelen ech un, den 29. Abrëll vun dësem Joer, ausgestellt. Et steet dann um Recto, ënnert dem Punkt 4A, Ausstellungsdatum den 29. Abrëll 2014. Ënnert dem Punkt 4B vum Führerschäin steet: Auslafdatum den 29. Abrëll 2024. Dann, wann ech op der Réckseit vum der Käertchen, wat neierdengs jo dann elo de Permis ass, kucken, do steet ënnert dem Punkt 11 jusqu'au, also dat heescht bis den, den Datum vum 1. Juni '24 fir déi verschidde Kategorien, fir déi de Permis ausgestellt ginn ass. Dat heescht, dat ass an deem Sënn de Gebuertsdatum vun deemjéinegen, deen de Permis huet.

Dee méigleche Problem ass, datt, wann déi Persoun nom 29. Abrëll 2024 uegale gëtt an enger Kontroll an hiren neie Permis nach net huet, ass et onkloer, ob hire Permis zu deem Datum gültig ass oder net.

Menge Fro also: Wat fir een Datum op de Permissen ass ausschlaggebend, fir ze wëssen, ob e Permis valabel ass oder net?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Arendt. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Erlaabt mer vläicht aganks awer eng kleng Remarque ze maachen. Ech wëll d'Chamber ganz sécher net kritiséieren, mä ech fannen et net ganz gutt, ech krut nämlech de 17. Abrëll vun der Madame Sylvie Andrich-Duval eng Question parlementaire gestallt, schréfflech, déi integral dat nämlech erëmgegt wéi dat, wat elo mëndlech hei gefrot gëtt.

An ech géif wierklech d'Chamber bidden, datt mer eis eng Kéier zesummen hei eens ginn, wéi mer dat uginn. Ech hunn zwar kee Problem, ech si bereet, se schréfflech ze maachen an nach eng Kéier mëndlech an duerno nach eng Kéier schréfflech. Dat ass mer egal. Mä ech mengen, dat ass net am Intérêt vun der Saach an och net am Respekt vun den Deputéierten, déi Froe gestallt hunn. Et misst een iergende System fannen, datt awer hei e Filter agebaut gëtt, datt, wann eng Fro schréfflech kéint, a mir sinn amgaang déi ze beäntwerten, datt se dann net zwou Wochen duerno nach eng Kéier mëndlech gestallt gëtt. Ech mengen, dat ass elo kee Reproche u keen. Mä ech mengen, et ass net ganz gutt, wa mer esou virginn.

Ech wëll dofir dann och hei profitéieren, dem Här Arendt ze äntwerten an der Madame Andrich an engems, wa se erlaabt. Si kritt awer selbstverständlech och gären vu mir nach d'Fro schréfflech beäntwert.

Ech mengen, déi dote Problematik, déi ass scho vill an der öffentlecher Diskussioun gewiescht. A mir sinn och amgaangen, also meng Servicer sinn amgaangen, dat doten ze analyséieren, fir ze kucken, ob mer net kéinten haaptsächlech déi Eejoresperiod ab deem ganz héijen Alter do e bëssen alléigieren. Dat ass allerdinges net esou einfach, well do stelle sech e puer Problemer.



Éischtens muss mer kucken, datt mer e Bilan emol fir d'Éischt zéien iwwert d'Stroossen, iwwert d'Accidenter op der Strooss. Well, wann dat gemaach gëtt, déi méi kuerz Délaien ab engem gewëssenen Alter, fir mussen de Führerschäin ze erneieren, dann huet dat jo och e Grond. Mir maachen et jo net, well eis näischt méi Gescheites afält, mä et ass jo awer och, well mer eis, zu Recht, Suerge maachen, datt - an ech mengen, dat betrëfft jiddweree vun eis ab engem gewëssenen Alter - awer d'Reflexer manner gutt ginn an esou weider. An ob et dann net awer ubruecht ass, och verschidde Krankheitsbiller kënnen sech erginn, fir méi oft ze kontrolléieren. Dat heescht, mir mussen kucken, ob wierklech d'Stroossenaccidenter, awéieren déi mat esou Fäll zesummenhängen. Mir mussen och d'Commission médicale froen. Mir mussen eng Kéier kucken, wéi d'Expérience sinn.

An dat, wat nach méi wichteg ass, mir mussen och kucken, wat an deenen anere Memberstaaten an der Europäescher Unioun existéiert. Well et huet jo kee Wäert, datt mir hei zu Lëtzebuerg elo géife soen, mir maachen eng méi allégéiert Situatioun, an da géif dat zu Schwierigkeiten féieren am Ausland.

A selbstverständlech, an dat hat d'Madame Andrich och gefrot, ob een do d'Amiperas net kéint abannen an déi ganz Consultatiounen, selbstverständlech wëlle mer dat maachen. Dat heescht, mir sinn amgaang doriwier nozedeken. Mä ech mengen, dat brauch e bëssen Zäit. An dann hoffen ech, datt mer eng Léisung fannen, déi deem Problem kéint entgéintkommen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch, deem ech ganz recht ginn, wat déi schréfflech an d'Froen an der Froestonn ueget. Ech muss allerdéngs soen, dass déi Froen, déi eraginn an der Froestonn, heiansdo esou libelléiert sinn, dass een dee Parallelismus net onbedéngt ka feststellen.

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Hei war et awer zimlech kloer.

► **M. le Président.** - Jo, mä hei steet, an engem Saz: „au sujet de la prolongation du permis de conduire“.

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo.

► **M. le Président.** - Dat ass da ganz schwéier nozevollzéien. Et ass bal onméiglech. Aus där Expérience vu virun hunn ech bei esou Froen ëmmer nogefrot, wat genee gemengt ass, esou dass et awer vläicht net géif schueden, wann ee licht méi géif spezifizéieren wéi zwee Wieder iwwer eng Fro; dat géif der Regierung d'Aarbecht e bësse méi einfach maachen. Eis och an der Selektioun, wat d'Recevabilitéit ueget, wa scho schréfflech Froe virleien, och wann déi nach net beäntwert sollt sinn. Also mat Bitte ëm Versteesdemech fir d'Situatioun vun deene verschidde Säiten.

Voilà, dat gesot, géif ech zur nächster Fro...

Jo, den Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wollt just d'Remarque maachen, datt am Prinzip, wann ech mech gott erënneren, et esou gehandhabt ginn ass, wann d'Recevabilitéit vun enger Question orale geholl ginn ass an et war schonn eng Question écrite similaire parallèle do, déi bal d'selwecht war, datt bei där Fro probéiert gouf ze regruppéieren. An d'selwecht, datt den Auteur vun der Question écrite och d'Méiglechkeet hat, seng Fro dann hei ze stellen, wa se parallél war.

► **M. le Président.** - Jo.

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President...

► **M. le Président.** - Den Här Bausch an da vläicht och eng Prezisioun...

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech wëll awer just dozou soen: Ech hu kee Problem domadder, mä et muss een awer och bedenken, datt jo awer och am Ministère Aarbecht hannendrustéicht. An et huet awer och kee Wäert, datt mer d'Aarbecht duebel maachen. Dat heescht, datt d'Beamten opgehale gi mat enger Aarbecht, fir eppes schréfflech ze beäntwerten op där enger Säit, wat ech dann hei amgaange sinn, zur gläicher Zäit hei mëndlech ze beäntwerten.

Dofir wär ech frou, wann d'Chamber géif eng Solutioun fannen, déi eis alleguerter géif d'Saach méi kloer maachen, an datt mer net duebel awer Aarbecht maachen.

► **M. le Président.** - Merci. Dozou sief och gesot, dass et net schuet, wa mer et signaléiert kréien. Da géife mer se eventuell nach virun hallwer dräi vum Ordre du jour erofhuelen, esou dass mer do vläicht sollt probéieren, mat

e bësse guddem Wëlle vun all de Säiten, esou lwwerschneidungen ze évitéieren.

Déi nächst Fro kënn vum der Madame Martine Hansen an et geet ëm d'Formation professionnelle. Déi Fro rieht sech un den Educationminister respektiv un de Statssekretär aus dem Educationministerium. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°27 du 6 mai 2014 de Mme Martine Hansen relative à la formation professionnelle, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 11. März hat ech dem Här Minister Meisch op dëser Plaz eng Rei vu Froen zur Formation professionnelle a speziell zu de Rattrapagen an de Remédiatiounen gestallt. Déi Instruktioun, déi elo un d'Schoule verschéckt ginn ass, sollt Kloerheit an dës Problematik bréngen.

Här Statssekretär, vun deene fënnf Punkten, déi an der Instruktioun opgezielt ginn, ass just ee richtig nei. Well ech mengen, et ass allen Direktiounen bekannt, datt si bei engem Refus de travail vum Schüler kënnen eng Mesure disciplinaire ergräifen. Et ass och bekannt, datt eng Remédiatioun mat Épreuve kann ee Rattrapage ersetzen. An et ass och bekannt, datt d'Évaluatioun vun de Moduler soll de façon continue sinn.

Mä deen ee richtig nei Punkt werft eemol méi vill Froen op. Hei geet et ëm d'Schüler op der 12^e Technicien oder der 11^e DAP plein temps, déi riskéieren, falls si normal an dat nächst Schouljoer kéimen, net all Moduler während hirer Schoulzäit nohuelen ze kënnen.

Wann de Régent dat feststellt, kann hien, laut Ärer Instruktioun, um Enn vum Schouljoer dem Conseil de classe eng Mesure individuelle de rattrapage proposéieren. Dës Mesure individuelle besteet doranner, datt de Student fir dat nächst Schouljoer op senger aler Klass, der 12^e Technicien oder der 11^e DAP, ageschriww bleift, datt hie während deem Schouljoer een Horaire vum Direkter gemaach kritt, wou op där enger Säit Moduler uegebued ginn, déi nach nozohuele sinn, op där anerer Säit och schonn eventuell Moduler vun der nofolgender Klass kënnen beluecht ginn.

Dat héiert sech vläicht ganz gutt un, mä d'Studenten hu jo net nëmme d'Moduler vun der 11^e, wou si dann ageschriww bleiwen, wann ech elo emol beim DAP bleiwen, nozohuelen, mä eventuell och nach eng ganz Partie vun der 10^e.

Dann hu leider och net all Schüler déiselwecht Moduler nozohuelen. Déi verschidde Moduler hunn och nach ganz ënnerschiddlech Wochenennzuelen. Den Direkter muss also Stonnepläng à la carte organiséieren fir déi eenzel Schüler vu Moduler vun der 10^e, der 11^e an eventuell, wann dann nach Plaz an deenen eenzelne Schwäizer-Kéis-Stonnepläng bleift, ech nenne se elo emol esou, probéieren, d'Lächer am Stonnepläng opzefëlle mat Moduler vun der 12^e. Dës Moduler missten dann awer och nach zoufälleg an dës Lächer vum Horaire erapassen an och nach stonneméisseg de fraïe Plagen entsprechen.

Dofir meng Froen:

Éischtens, wéi mengt Der, datt dës Mesures individuelles vun de Schoulen ze organiséieren sinn? Zweetens, stellt Der de Schoulen déi noutwendeg Moyenen, Déchargen zur Verfügung, fir dës ze maachen? Dir schwätzt vill vun Déchargéierungen. Ech mengen, hei misste se éischer erhéicht ginn. Drëtens, firwat kréien d'Concomitanceklassen net och eng zousätzlech Chance uegebueden?

Hei schwätzt Der just vun engem Appui facultatif, dee kéint zousätzlech zum Rattrapage uegebued ginn, ausserhalb vun de Schaffstonne vum Léierjong oder -meedchen. Ass dat konform zum Aarbechtsrecht?

Véiertens, dem Gesetz no dierf de Student am Regelfall just een zousätzlech Joer maachen, oder hie muss säin Ofschloss am Lifelong-learning maachen.

► **M. le Président.** - Madame Hansen, Dir sidd elo...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech hu just nach eng Fro. Dann nach séier...

► **M. le Président.** - Dir sidd elo eng Minutt 30 iwwer Är Zäit. Et ass d'Antwort, déi véier Minutten huet, an net d'Fro.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Zielt dës zousätzlech Joer zu deene véier Joren? A wéini hutt Der wëllen, d'Gesetzestexte respektiv de Gesetzestext an d'Reglementer ze änneren?

Merci.

► **M. le Président.** - D'Wuert huet den Här Marc Hansen, Statssekretär am Educationministerium.

► **M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren dann, a véier Minutten Äntwerten op d'Froen ze ginn, déi och esou laang gedauert hunn. Dat gëtt wahrscheinlech schwéier, fir se alleguerter direkt ze beäntwerten. Ech probéieren awer, e Koup un Elementer mat op de Wee ze ginn, déi lech dann déi Äntwerte ginn op déi Froen, déi Der gestallt hutt.

Ee Constat muss ee maachen: Den 19. Dezember 2008 ass dat dote Gesetz iwwert d'Formation professionnelle jo hei an der Chamber gestëmmt ginn. An ee Constat, deen déi nei Regierung gemaach huet, dat ass natierlech, wann ech alleguerter déi Punkten elo géif opzielen, mat deenen et Problemer gëtt, och an der Organisatioun, da wär ech och scho vill méi laang amgaang wéi déi véier Minutten, déi ech zur Verfügung hunn. Et ass eng Urgence gewiescht, wéi déi nei Regierung do ugetrueden ass, fir an deem dote Kontext eppes ze maachen.

An ech mengen, d'Problemer, déi si bekannt gewiescht. Et ass awer virun ni eppes gemaach ginn, esou dass déi heite Regierung sech elo an der Pflicht gesinn huet, fir ze probéieren, e Koup un Hëllef ze liwweren, fir dat doten eenegermoossen ze arrangéieren, an dat am Sënn vun de Schüler. Well Dir hutt et ganz kloer gesot, do sinn e ganze Koup u Modulen, déi amgaang sinn opzelafen.

Do riskéieren Honnerte Schüler, déi a verschidde Formatiounen de Wee gemaach hunn, herno net erauszekommen, keng Qualifikatioun ze kréien an dowéinst dann op engem Aarbechtsmaart ze stoen an net kënnen ënnerdaach ze kommen. Dat ass e reelle Problem. An do gouf elo mat där Circulaire...

(Interruption)

Mat där Circulaire, déi de 24. Abrëll elo erausgaangen ass un d'Ministèren, un déi verschidde Lycéeën...

(Interruption)

► **M. le Président.** - Wann ech gelift, just den Här Hansen huet d'Wuert. Wa mer streng sinn, da si mer och zu alle Säite streng, Här Wölter.

► **M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse.** - Ech soen lech Merci, Här President. Et gouf ee Punkt, deen Der ernimmt hutt, deen natierlech mat ganz vill organisatoreschen Oplage verbonnen ass, déi och alleguerter elo ze léise sinn. A wann dat doten net geschitt wär, da wär déi Problematik entstanen, déi ech kuerz ëmraass hat.

Wéi ass et zu där do Circulaire komm? An dat ass, mengen ech, dat, wat wichteg ass. An dem Gesetz vun 2008 gëtt et e Comité de pilotage. Do ass, nieft dem Vertrieeder vun dem Ministère, de Service de la formation professionnelle mat dran. Dann ass d'CSL mat dran, d'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce, de Collège des Directeurs si mat dran. Et sinn och nach zwee Coordinateuren, wat zwee Enseignanté sinn, an deem Comité de pilotage mat dran. An alleguerter déi dote Leit sinn an där Zäit, an där kuerzer Zäit, mat un den Dësch gesat ginn, fir eng Léisung ze sichen. Dat heescht, déi ware sech alleguerter där doter Problematik bewosst. A si hunn op déi dote Problematik probéiert, eng kuerz an eng kuerzfristeg Léisung an där éischer Phas ze fannen, déi Der och vläicht am Communiqué gelies hutt, fir kënnen deem doten entgéintzewierken.

Dat heescht, souwuel - wéi Dir elo d'Fro gestallt hutt: Wéi ass et mat den Direkteren, wéi ass et mat den Enseignanten? - déi waren an deem Comité de pilotage mat dem Projet mat befaast vun där Circulaire ministérielle, déi erausgaangen ass. An déi hunn deem alleguerter zougestëmmt. Dat war eng unanime Décisioun, déi geholl ginn ass vun deem Comité de pilotage. An do war och de Collège des Directeurs vertrauten. Dat heescht och hannendrun d'Direkteren, déi dat och presentéiert kritt hunn, konnten alleguerter mat där dote Léisung liewen. Wat sécher eng lwwergangsmesure ass, mä déi huet awer missen elo geholl ginn, fir dass mer net e Problem kréien an herno keng Qualifikatioun méi hu fir déi Leit, an dass se zum Schluss vun hirer Formatioun vun eenzelne Moduler déi Rattrapagen net kéinte maachen. Dat heescht, dat ass am Accord mat deene gemaach ginn, an déi si sech där Saach bewosst a wäerten dat dann och deementsprechend ëmsetzen.

Dann, am Communiqué hutt Der och vläicht gelies, dass dat doten deen éische Wee ass, déi Circulaire, fir kuerzfristeg Léisungen ze proposéieren. An enger zweeter Etapp kommen d'Amendementen dann zu dem Gesetz a Règlements grand-ducaux, fir dat doten ze adaptéieren. Déi ginn am Moment mat deemselwechte Comité de pilotage ausgeschafft, fir ze probéieren,

och do esou séier wéi méiglech nach méi déifgrënneg un déi Reform erunzegoen a fir déi Reform vun 2008, fir déi do ze ajustéieren, wou se net d'Schinn hält. Et ginn e ganze Koup vu Problemer, déi wäerten elo ajustéiert ginn. An an där Phas ass de Ministère amgaang dann ze schaffen, fir dann och do hannendru méi déifgrënneg kënnen hannendrun ze goen.

Ech soen lech Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Marc Hansen. Déi nächst Fro kënn vum Här Roger Negri an et geet iwwert de Kaméidi oder den angebleche Kaméidi, dee vun der neier bloer Bréck beim Verkéier ausgeléist gëtt. An d'Fro rieht sech un den Här Nohaltegkeetsminister a Bauteminister. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°28 du 6 mai 2014 de M. Roger Negri relative aux nuisances sonores provoquées par la circulation automobile sur le pont provisoire dit «blo Bréck», adressée à M. le Ministère du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, op der provisoirescher Bréck, niewent dem Pont Adolphe, ginn et jo akutesch Problemer, déi, wéi mer héieren hunn, och a kierzester Zäit, wahrscheinlech nach dës Woch, solle behuewe ginn. Do wär et interessant ze wëssen, wéi dat geschitt. Iwwer Amortisseuren oder Ennerleeungen? Well do Stol op Stol reift oder iergendwéi aus welchem Grond.

Déi Fro, déi sech awer stellt, dat ass, ech mengen, et ass vun Ufank un, virum Bau, versprach ginn, dass deenen akutesche Problemer géif Rechnung gedroe ginn. An déi Fro, déi sech elo einfach stellt, ob et sech elo hei ëm en Imprévu handelt duerch de Bau. Dat géif mech interpelléieren, well schliisslech geet et hei ëm mechnesch an dynamesch Kräften, grouss Kräften, déi do vun der Bréck erof wierken, wou een och da sech d'Fro kéint stellen, ob dat eppes mat der Stabilitéit ze dinn huet. Dofir wär ech do ganz frou, wann den Här Minister mer dorop géif eng Äntwert ginn.

An dann eng aner Suggestioun vläicht. Wann déi akutesch Problemer net géifen oder kéinte behuewe ginn, ob et net géif Sënn maachen, eng Geschwindigkeetsbegrenzung op der Bréck, zum Beispill vun 30 Kilometer an der Stonn, ze maachen?

Ech soen dem Här Minister Merci am Virus fir seng Äntwert.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. An d'Wuert huet den zoustännege Minister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech wollt dem Här Negri och Merci soe fir déi Fro. Bon, ech mengen, dat ass en Imprévu, deen do virkomm ass bei där Bréck. Dat ass awer keen dramateschen. Ech kann lech direkt berouegen. D'Fro huet sech gestallt haauptsächlech bei Poids lourds, déi driwwer gefuer sinn, dat heescht Bussen oder Camionen. An et ass esou, datt et ze dinn huet mat Schrauwen oder Boulonen vill méi, déi agedréit sinn - ech hunn och eng schéi Foto hei, fir déi, déi interesséiert sinn, kann ech se herno weisen -, déi effektiv op d'Eise reiwen an doduerjer dat Gequitschs do entstanen ass.

Dat ass awer elo genau analyséiert ginn. An déi Plaze ginn deementsprechend ausgebessert, dat heescht, déi Boulonen do ginn ersat duerch aner, wou dann och nach eng Kautschuk-schutzfolie ronderëm ass, déi wäert maachen, datt dat Gequitschs dann do ophéiert.

Déi Aarbechte sinn och amgaange scho vun 30. Abrëll un. Et ass och schonn e gutt Stéck besser ginn. An déi wäerten an deenen nächsten Deeg, bis Enn der Woch och ofgeschloss sinn an da misst dee Problem behuewe sinn. Ech wëll am Numm vun der Regierung mech dofir formell entschëllege bei deene Leit, déi puer, déi ënnendrenner wunnen, déi vun den Nuisancé betraff waren. Dat sinn ebe Saachen, déi kënnen emol einfach virkommen. Mä ech mengen, et ass séier behuewe ginn a spéitstens ab e Sonndeg wäert d'Gequitschs opgehéiert hunn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem François Bausch. Déi nächst Fro kënn vum Här Fernand Kartheiser, riicht sech un d'Madame Kulturminister a geet ëm d'Ennerstëtzung fir Lëtzebuerg Schréffsteller an lwwersetzer. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°29 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative aux aides pour les écrivains et traducteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Culture

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Här President. Madame Minister, am Kulturministère ass all Joers eng kleng Zomm, also eng relativ modest Zomm vu manner wéi 40.000 Euro virgesi fir materiell Ënnerstëtzung vu Lëtzebuurger Auteuren, woubäi awer opfällt, datt elo déi Lëtzebuurger Iwwersetzter net extra ënnerstëtzt ginn, wat awer vläicht ganz wichteg wär. Et ass eigentlech onbestritten, datt eng gutt Iwwersetzung eng eege Literaturform ass. A mir hunn och an deene leschte Joren eng ganz Rei vu qualitativ héichwäertegen Iwwersetzungen op Lëtzebuergesch vun auslänneschen Wierker gehat.

Elo ass et awer esou, datt am Kulturministère zwar d'Iwwersetzung vu lëtzebuergesche Wierker op aner Sproochen ënnerstëtzt gëtt. Do sinn zum Beispill Saachen ënnerstëtzt gi wéi d'Iwwersetzung vun engem norwegesche Buch op Englesch oder d'Iwwersetzung vun engem Lëtzebuurger Auteur vun engem italieneschen Text op Franséisch, mä wat e bësse feelt, dat ass d'Iwwersetzung oder d'Hëllef fir Iwwersetzung vun auslänneschen Texter op Lëtzebuergesch, well do sinn heiansdo ganz héich Droits d'auteur ze bezuelen. A well hei zu Lëtzebuerg d'Oploe vu Bicher op e puer Honnert Exemplairen, wann et héich kënn op dausend oder liicht méi sinn, dann ass dat net rentabel an et behënnert d'Iwwersetzung vun auslänneschen Wierker op Lëtzebuergesch.

Dofir wär et eng Suggestioun, an ech wollt froen, ob d'Madame Minister do d'accord wär, fir an hirem Budget och dofir Sue virzugesinn, ëmsou méi well mer jo och gesinn hunn, datt am Ausland bei anere Sproochen, déi vun net ville geschwat ginn, wéi zum Beispill Islännesch, déi konsequent a systematesch Iwwersetzung vun auslänneschen literareschen Wierker an hir eege Sprooch ganz vill zur Entwécklung vun där Sprooch bäigedroen huet.

Dohier meng Fro un d'Madame Minister: Wier Dir bereet, ech esou Iwwersetzung vun auslänneschen literareschen Wierker op Lëtzebuergesch an deem Sënn ze ënnerstëtzen, datt déi Leit, déi dat wëllte maachen, notamment d'Droits d'auteur kéinte bezuelt kréien?

Villmools Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo d'Madame Kulturminister Maggy Nagel.

► **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*.- Här President, honorabel Deputéiert, wéi gesäit et mat der Promotioun vun de Lëtzebuurger Schrëftsteller an den Traducteuren vum Kulturministère, wéi gesäit dat do aus?

Et ass selbstverständlech eng Villfalt vun Hëllef an Subventiounen, déi am Joer ausbezuelt ginn. De Ministère huet nach ëmmer déi Productions littéraires ënnerstëtzt, engersäits duerch eng jährléich Organisatioun vun engem Concours littéraire national, dee säit '78 besteet fir all Leit wunnhaft a Lëtzebuerg, déi an deem Fall sinn, och gutt sinn. D'Dotatioun an de Sujet vun Concours, déi ginn duerch de Conseil national vun der Literatur fixéiert. An do ass och e Montant vu 6.750 Euro am Budget dran. Wat d'Attributioun ugeet all dräi Joer vum Prix Batty Weber - '87 ass deen an d'Welt geruff ginn -, deen ass, fir eben e Gesamtwierk vun engem Lëtzebuurger heitege Schrëftsteller ze honoréieren, an dat duerch eng Dotatioun vun 10.000 Euro.

Dann hu mer d'Primes à la publication. Do geet et ëm d'Primen, déi d'Auteure kréie fir all nei Publikatioun a Création littéraire, d'Belles-Lettres, op Demande vum Auteur an déi gi fixéiert duerch e Comité des primes à la publication. Do sinn 29 Auteuren 2013 priméiert gi mat engem Montant vu 16.900 Euro (veuillez lire: 16.550 Euro).

Dann hu mer d'Bourse d'aide à la création, eng Aide financière, déi kann accordéiert ginn op méi Méint. Se soll exceptionnel Projeten ënnerstëtzen a se soll och dem Artist d'Méiglechkeet ginn, fir en Deel vu senge Käschten ze decken. 2.500 sinn 2013 ausbezuelt ginn.

Da gi Frais de voyages à charge geholl vun Auteuren, déi invitéiert ginn op e Festival littéraire étranger, 8.400 Euro (veuillez lire: 8.401).

Dann ënnerstëtze mer Résidences d'auteur. Zu Lëtzebuerg hu mer de „Struwelpippi kommt zur Springprozession“, e Projet d'échange financéiert vum Kulturministère a Kollaboratioun mat der lechternacher Gemeng: 13.000 Euro.

Eng Résidence du Pont d'Oye an der Belsch, wou de Ministère de la Culture och d'Frais de séjour en charge hält: 2.250 Euro. Do hate mer 2013 kee Kandidat.

Dann d'Résidence d'auteur an der Türkei „Turquie poésie francophone“, wou de Ministère de la Culture och d'Frais de séjour à charge hält.

Da ginn Aiden un A.s.b.l.en an Établissements publics. Fir nëmmen der e puer ze soen: Freed um Liewen, um Liesen - och um Liewen -, 15.000 Euro; Printemps des Poètes, 10.000 Euro; de Radio socioculturel 100,7, dee vum Ministère financéiert ass, dat ass awer elo alles eriwweergaange bei den État, hu mer jo héieren am Budget.

A säit 2010 hu mer och d'Méiglechkeet duerch d'Gesetz, déi ëffentlech Bibliothéiken ze ënnerstëtzen. E Montant 2013 vun 350.000 Euro (veuillez lire: 351.373 Euro).

Kulturell Institutere vun dem Kulturministère selwer, d'Nationalbibliothék zu Lëtzebuerg, d'Promotioun vun Lëtzebuurger Artisten, do geet et 2013 ëm 3.475.000 an 2014 ëm 3.325.000 Euro (veuillez lire: 3.325.082 Euro).

De Centre national de littérature, en Institut culturel vum Ministère de la Culture, e Centre de recherche documentaire fir d'Lëtzebuurger Literatur, e Centre d'animation socioculturelle, alles ronderëm d'Buch an d'Lektür, mat 2013 a 2014 deeselwechte Montant 268.500.

Da ginn et Aides aux éditeurs, Aides à la traduction. Dës Hëllefë concernéieren d'Traduction vu wichtege Wierker fir de Patrimoine vum eise Land a si gefrot vun de Maisons d'édition étrangères, déi interesséiert sinn duerch d'Publikatioun, wat eis Sprooch ugeet vun eise Land, oder wat d'Wierker vun eise Lëtzebuurger Auteuren ugeet, dat mat 38.155 Euro am 2013er Budget.

Eng Konventioun hu mer mat de Lëtzebuurger Bicheréditeuren, eng Dotatioun vu 60.000 Euro a 54.000 Euro (veuillez lire: eng Dotatioun vu 54.000 Euro). Plus supplementar ënnerstëtze mer Lëtzebuerg, e Gaaschtland zu Karlsruhe op der Foire vun dem Buch am November, mat 15.000 Euro. En Avenant, deen zu där Konventioun och gemaach ginn ass.

Dann eng Aide financière fir d'Éditeurs luxembourgeois a op de Salons internationaux du livre. De Kulturministère bezilt do e Stand, deen zwar dee bëllegeren ass, mä awer si mer präsent.

Dann ënnerstëtze mer Revues culturelles, wéi zum Beispill: Nos Cahiers, Clärrwer Kanton, Galerie, Forum, Transkrit an esou weider. D'Promotioun vum Lëtzebuurger Buch konkretiséiert sech schlussendlech am Laf vum Joer duerch regelméissig Akeef vu Bicher bei den Éditeurs. Mir schécken och déi Bicher dann un d'Ambassaden an un d'Bibliothéiken.

Dat anert alles, wat Der gesot hutt vun Traductionen, kann ech lech soen...

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ah, Dir kommt elo zur Fro!

► **Une voix**.- Ma ja!

► **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*.- Jo, Är Fro hat awer och dat do gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Dat hat ech net gefrot. Dir hutt mer bis elo de Rapport annuel virgelies.

► **M. le Président**.- Jo, wann ech gelift, loosst d'Madame Nagel schwätzen, well si ass schonn amgaangen, hir Zäit ganz seriö ze dépasséieren...

► **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*.- Dat mécht näischt. Ech soen nach just...

► **M. le Président**.- ..., mä vu dass se eng Kéier op der Oppositionssäit bei den Deputéierten iwwerschratt ginn ass, géif ech et och eng Kéier bei der Regierung duerchgoe loosse...

(Hilarité et interruptions)

...an awer déi nächst bjeden, sech strikt drun ze halen am Sënn vum Equilibre. Madame Nagel, Dir hutt nach e puer Sekonnen.

► **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*.- Merci, Här President.

Wat d'Hëllefë bei der Traduction ugeet, d'Subventioun, déi accordéiert gëtt, fir d'Traductione vun Ouvrages, littéraire Ouvrages, déi scho publizéiert gi si vun engem Lëtzebuurger Auteur oder engem Auteur, deen zu Lëtzebuerg wunnt, oder eng Traduction vum engem auslänneschen Ouvrage, déi e reelle kulturellen Interesse fir de Patrimoine vum Grand-Duché hunn, do gëtt et e spezielle Comité. Dee spezielle Comité decidéiert, ob d'Opportunitéit do ass, fir esou ee Wierk ze iwwersetzen, an och iwwert d'Subventioun. Dee Comité ass mat fënnf Membere besat, an 2013 sinn, wéi Der effektiv gesot hutt, eng ganz Rei Tra-

ductioun gemaach an der Héicht vun 38.155 Euro. An do si verschidde Wierker a verschidde Sproochen ëmgesat ginn. Do ass e Buch an d'Serbescht iwwersat ginn, a Rumänesch an Englesch a Spuenesch an Italienesch a Bulgaresch an op Franséisch. An do ass et och an Zukunft esou virgesinn, datt mer och Aiden do wëlle fräiginn, fir Bicher op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen.

Här Kartheiser, Här President, ech hoffen, datt den Här Kartheiser dann elo schlussendlech da seng Antwort kritt huet. Mä ech wollt awer komplett sinn, well en huet ugefaangen, datt nëmme ganz weineg Kreditter am Budget stinn. Mä dat do ass awer en décken Deel, wat d'Aiden an d'Subventioun vum Stat, wat d'Promotioun vun de Lëtzebuurger Schrëftsteller an Traducteuren ugeet, virgesinn.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci der Madame Nagel. Ech wëll hir just soen, dass se bei siwe Minuten ukomm ass. Dat ass am Verhältnis zu deenen zwou Minutte vu virdu proportionell gerechent. Ech wëll och jiddwer Kollege soen, dass ech ab sofort d'Auer strikt wäert handhaben.

Den Här Adam, dee fir seng Kierzt bekannt ass, ass dann deen Éischt, deen dat wäert erlieven.

(Hilarité et interruptions)

Et geet a senger Fro un den Här Nohaltekeetsminister ëm de Lancement vun engem Projet Bike & Ride op der Gare Miersch.

- **Question n°30 du 4 mai 2014 de M. Claude Adam relative à la gare de Mersch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Ech stellen dem Här Minister Bausch eng Fro iwwert d'Situatioun vum Vëlo zu Miersch op der Gare. An ech wëll mech och kuerzfaassen, erlaabt mer awer trotzdem, datt ech meng Fro e bëssen encadréieren.

Dir wësst, datt d'Mierscher Gare eng Pilotgare ass. Dat huet eng ganz Rei Avantage fir déi Leit, déi zu Miersch mam ëffentlechen Transport fueren. Ënner anerem gesäit een owes, a wéi enger Gare datt een ass, et ass e Lift do fir bei der Unterführung, an et si bausse Panneauen. Et ass alles flott. Et ass awer esou, datt eigentlech ëmmer den Aspekt Vëlo gefeelt huet op där Gare. Et war näischt Extraes virgesinn, fir déi Leit, déi mam Vëlo op d'Gare géife kommen.

Net méi spéit wéi virun zéng Deeg - wann ech mengem Buergermeeschter däerf gleewen - am breetste Souterrain, do ass ee Graffiti ageweit ginn, deen zesumme mat Schoule gemaach ginn ass, an do huet dann den Direkter vun der Eisebunn gesot, et wier och eppes un Kommen, wat d'Vëloinfrastruktur op der Mierscher Gare géif betreffen. An dat huet mech natierlech interesséiert.

An dofir stellen ech dann dem Minister d'Fro, wat dann elo genau virgesinn ass op der Mierscher Gare an eventuell och ob dat och a Pilotform ass an ob dat den Ufank vun enger Entwécklung am Uelzechtdall ass.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci villmools och dem Här Adam. An d'Wuert huet den Här François Bausch, den Nohaltekeetsminister, deen an dem Dauerbetrieb ass.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech soen dem Här Adam och Merci an och fir seng Begeescherung fir Miersch a seng Gare. An ech kann hir soen, datt den Direkter vun der Eisebunn do eppes ugekënnegt huet, wat richtig ass a wat och fir geschwënn ass.

Dir wësst jo, datt mer elo viru Kuerzem de Parc, pardon, de Ride & Bike op der Gare Lëtzebuerg - deen éischten - ageweit hunn, an do kënn och nach ee bäi op e Quai vun der Gare Lëtzebuerg an datt et souwéissou an der Philosophie läit vun dem MoDu-Konzept, an donc och vun der Eisebunn, fir ze versichen, méiglechst vill Garen ze kombinéieren, sief et mat Bus, mat Auto, awer och natierlech mam Vëlo. An Vëloinfrastruktur huet vill gefeelt op de Garen.

An duerfir ass Miersch erausgesicht ginn, well Miersch och schonn effektiv e bëssen e Pilotprojet war an der Erneuerung vun de Garen en général, fir een éischte méi gréisserer Projet ze maachen, deen dann och soll awer ausgedehnt ginn op zimlech all gréisser Garen am Land respektiv op méi kleng Garen, do kommen natierlech méi kleng Infrastrukturen. An duerfir wäert téschent dem 12. an dem 16. Mee, also an där Woch, deen éischte Système modulaire vun esou engem Vëlosparking op der Gare Miersch installéiert ginn. Dat ass e Modul, wou am

Fong insgesamt 40 Vëloen draginn. Dat gëtt op zwou Etagen, esou e System mat esou enger Maschinn, déi ee kann erauszéien, also ofgespaart, soudatt jiddweree säi Vëlo kann, wann en den Zuch wëllt huelen, sécher do ofstellen an och erëm sécher mat ewechhuelen.

De Käschtepunkt vun deem System do zu Miersch ass 50.000 Euro. An, bon, wéi gesot, et si 40 Vëloen, déi dra Plaz hunn. An dat ass net onwesentlech, well de Vëlo kann haaptsächlech fir déi Leit, déi am Mierscher Raum selwer direkt wunnen, e ganz wichtegen Zoubrénger zum Zuch sinn, an et ass dann net nëmmen e Virdeel, fir datt mer den „modal split“ verbessert kréien, insgesamt zugonschte vum ëffentlechen Transport an der Mobilité douce, mä et bréngt der Eisebunn och zousätzlech Clienten.

Mir hunn do zu Lëtzebuerg e groussen Nachholbedarf. Wann Der kuckt a Länner wéi an der Belsch oder an Däitschland, vun Holland guer net ze schwätzen, wat eis Nopeschlänner e bëssleche sinn, do ass dat scho längstens eng grouss Traditioun, mat engem enorme Succès. An duerfir wäerte mer dat do och weiderentwéckelen.

Ech denken och drun, an der Gare Ettelbréck, wou de Gesetzesprojet elo relativ a kuerzer Zäit wäert fäerdeg sinn, och do esou eppes ze installéieren. Souguer eventuell e Schrack méi wäit ze goen, och nach vläicht eng Reparaturwerkstat kombinéiert mat engem soziale Projet ze installéieren zu Ettelbréck.

Also, Miersch wäert schonn e bësslechen do eng Virreiderroll spillen, well se als Éischt sinn, déi elo deen neie Modul do kréien, mä, wéi gesot, d'Zilsetzung ass awer, fir datt mer dat doten dann op d'ganz Land ausdehnen.

► **M. le Président**.- Merci dem Nohaltekeetsminister. Déi nächst Fro kënn vun der Madame Nancy Arendt, riicht sech un den Éducatiounsminister respektiv de Statssekretär aus dem Éducatiounsministère a geet ëm d'Organisatioun vun de Schwammkursen am Primaire.

- **Question n°31 du 6 mai 2014 de Mme Nancy Arendt relative à l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Merci, Här President. Här Statsminister - entschëllegt, Här Statssekretär, selbstverständlech -, an der Circulaire ministérielle fir d'Gemengen iwwert d'Schoulorganisatioun fir d'Entrée 2014/2015 kënn mer liesen, dass ab dem nächste Schouljoer d'Schwammkursé vum Titulaire de classe oder sengem Remplaçant gehale wäerte ginn. Wann een dat gleeft, wat geschter am „Lëtzebuurger Wort“ stoung, esou ass d'Basisformatioun vum Schoulmeeschter fir de Schoulsport am Schwamme vun 20 op 40 Stonnen eropgaangen, wou haaptsächlech d'Theorie enseignéiert gëtt. Fir eis Fraktioun ass et immens wichteg, datt d'Enseignanten eng gutt Formatioun an e Sécherheetsgefill vermëttelt kréien, wa se um Bord vum Baseng stinn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Statssekretär fir d'Éducatioun riichten: Wat ass genee an deene 40 Stonne Schwammformatioun fir d'Schoulmeeschtere virgesinn? Wéi gesäit déi praktesch Ausbildung aus? Dës Formatioun gëtt jo vun der Uni gemaach, gëtt se do vu Sportsproffe gemaach? Oder sinn hei nach aner extern Acteure mat erugezu ginn? Wat ass d'Konzept hannendrun? Wat sollen d'Kanner kënnen, wa se mat der Grondschoul fäerdeg sinn? Geet et duer, wa se sech am Waasser beschäftege kënnen oder datt se sech iwwer Waasser halen, oder gëtt eventuell gekuckt, datt se déi véier Stilaarten eventuell einermoosse beherrsche kënnen?

Dat schéngt eis en ugemossent Zil ze sinn. Et geet jo hei net drëm, fir kleng Schwëmmer ze zillen, mä datt se richtig schwamme geléiert ginn.

An da last but not least, ech mengen, dat ass déi wichtegst Fro: Wéi ass et hei mat de Chargés de cours? Déi hu jo keng esou eng Grondausbildung kritt - ass fir déi dann eng Formation continue virgesinn, wa se Titulaire de classe sinn?

Villmools Merci.

► **M. le Président**.- Merci och der Madame Arendt. An d'Wuert huet de Statssekretär am Éducatiounsministère.

► **M. Marc Hansen**, *Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse*.- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, et ass geschter effektiv en Artikel gewiescht, oder virgeschter, iwwert d'Schwammmeeschteren, déi sech Suerge gemaach hunn. Ech mengen, et ass net nëmmen Ärer Fraktioun, mä allegueren deene Leit, déi Kanner hunn, natierlech wichteg, dass d'Kanner vill Sport maachen,

dass se motoresch sech gutt entwéckelen, an dozou gehéiert natierlech och d'Schwammen.

Dir wësst et, dass an deene Cyclen, bis den drëtten Cycle et dräi Stonnen Turne respektiv Schwamme sinn, déi och do nach integréiert pro Woch sinn. An dann an dem leschte Cycle, do sinn et nach zwou där Stonnen. Dat heescht, et gëtt och dann vu Gemeng zu Gemeng a vu Schoul zu Schoul esou organiséiert, wéi dat deenen dann an hirem fréier Kader méiglech ass, d'Schwamme respektiv d'Turnen ze organiséieren.

Et ass ugeschwat ginn, dass d'Schwammmeeschtere sech do Gedanke maachen. Et kann een awer soen, dass am Fong duerch d'Gesetz vun 2013 d'Schwammmeeschtere emol iwwerhaapt eréischt opgetaucht sinn als Assistenten an der Hëllef, fir d'Personal ze begleeden, fir hinnen ze hëllefen. Et geet natierlech och dréms, dass d'Léierpersonal assistéiert gëtt vun de Schwammmeeschteren an de Piscinnen. An dat ass de Sécherheetspunkt, deen och thematiséiert gouf, elo net vun lech an Ärer Fro hei, mä an där ganzer Diskussioun ass dat awer ee vun de Punkten, déi eis awer och wichteg sinn, fir dass d'Sécherheet ëmmer garantéiert ass.

Elo ass d'Fro gestallt ginn iwwer d'Formatioun respektiv iwwer d'Chargés de cours, déi akommen. Dee ganze Plang vun dem Léierpersonal, deen an dem Schoulbetrieb agesat gëtt, deen deit natierlech an Zukunft ëmmer méi drop hin, an am Moment och schonn, dass esou vill wéi méiglech brevetéiert Leit an den Asaz kommen, déi dann och eng Formatioun gemaach hunn an eng Ausbildung, eben d'Léierpersonal. Do geet et drëm, fir déi ze forméieren.

Dir hutt d'Fro gestallt iwwer UNI.lu, an ech ginn elo net ze vill awer an den Detail a vun deene Formatiounen, well mer jo net nëmmen Enseignanten hei zu Lëtzebuerg hunn, déi vun der UNI.lu kommen, mä et sinn natierlech och e ganze Koup un Enseignanten, déi iwwer aner Fäll an de Lëtzeburger Schoulsystem kommen, sief et iwwer d'Belsch, Frankräich, Däitschland oder vu wou se eben alleguerten an de System kommen.

An deem Kontext gëtt et och vun eis ëmmer an deene verschiddene Formatiounen, wat d'Chargés ueget, un d'Häerz geluecht, dass déi Leit natierlech och ausgebild sinn, fir dat doten ze maachen, an dass d'Sécherheet vun Kand op jidde Fall zu kengem Moment a Gefor gestallt ass. Dat ass, mengen ech, emol dee wichtigste Punkt.

Wat d'Kanner solle geléiert hunn, ass Är Fro. De Socle de compétences um Enn vun véierter Cycle, dee seet, dass se solle fräigeschwomme sinn am beschte Fall. Dat ass de Socle de compétences, wéi en do virgesinn ass. An dat ass dat Zil, wat se alleguerten sollen errechen. An dorunner schaffen natierlech och déi verschidde Leit an d'Pädagogen an d'Léierpersonal an deem Kader vun deene Stonnen, déi se zur Verfügung hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Statssekretär aus dem Éducatiounsministère. Déi nächst Fro kéint vun Här Justin Turpel, riicht sech un de Minister respektiv de Statssekretär aus dem Éducatiounsministère a betrëfft en eventuellen Débat public nom Schülerstreik.

- **Question n°32 du 5 mai 2014 de M. Justin Turpel relative aux bourses d'études et aides financières de l'État pour les étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 25. Abrëll huet de Streikcomité 6670 15.000 bis 17.000 Studenten a Schüler op d'Strooss bruecht, déi sech Suerge maachen ëm hir Zukunft an d'Méiglechkeet, fir hir Studien, Héichschoulstudie kënne ze maachen. Parallell huet de Comité, de Streikcomité Propositionne gemaach, wéi een de Gesetzesprojet 6670 aneschtens kéint gestalten. Bëides, souwuel d'Mobiliséierung wéi d'Propositionne vun Streikcomité, mengen ech, verdénge Respekt an Unerkennung fir dat Engagement.

Et muss een och wëssen, dass de Streikcomité 6670 eng Aktioun ass vun enger ganzer Rei vun Organisatiounen, déi sech zesummesat hunn, fir an där Saach do e gemeinsam Uleies ze verrieden. Zënter dem Streik huet de Comité sech ëmgenannt an Aktiounscomité 6670.

An den Aktiounscomité 6670 proposéiert dem Héichschoulminister eng effentlech Débat iwwer d'Ausrichtung vun deene Studiebehëllefen. An duerfir meng Fro: Éischtens, ass den Héichschoulminister, wéi en dat de Moien awer schonn, mengen ech, iwwer d'Press bestätegt huet, d'accord, fir esou eng effentlech Débat mam Aktiounscomité ze féieren? Effentlech Débat an deem Sënn, dass se effentlech iwwer Vi-

deo iwwerdroe ka ginn? A wa jo - wann ech dat jo richtig verstane hunn, ass en domadder d'accord -, wéini kéint esou eng Debatt stattfannen? A wie soll se am beschten organiséieren? Ass dat de Ministère, dee bereet wier, déi Organisatioun ze iwwerhuelen? Soll den Aktiounscomité dat maachen? Oder wier et gutt, wann eng aner Instanz dat géif maachen?

An dann, meng zweet Fro ass déi: Ob d'Regierung disposéiert ass, fir déi notwendeg Amendementer, well dovunner geet jo jiddwereen aus, dass Amendementer solle gemaach ginn, fir déi esou séier wéi méiglech virzeleeën, dat heescht ouni den Avis vum Statsrot ofzewearden, well deemno wéi laang dat dat dauert, komme mer net weider an deem Projet. An et wier wierklech wichteg, dass déi Amendementer esou schnell wéi méiglech géife virleien, fir dass se wa méiglech och esou schnell wéi méiglech kënne vum Statsrot mat aviséiert ginn. An ech soen dem Statssekretär Merci, dass en Zäit huet, fir heihinner ze kommen an op déi Froen ze äntwerten.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet den Här Marc Hansen, Statssekretär am Éducatiounsministère.

► **M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif e kleng Constat maachen, fir op d'Fro ze äntwerten vum Här Turpel. An deem dote Kontext ware virun dem Streik e ganze Koup vun Entrevuë mat verschiddenen Organisatiounen, déi sech an deem dote Kontext zu Wuert gemellt haten.

Et gouf dann och déi Deeg duerno vun dem Minister ëmmer d'Ausso, dass d'Dier géif opbleiwen, an do gouf et e ganze Koup vun Associatiounen, déi vun där Geleeënheet profitéiert hunn, fir an de Ministère ze kommen a fir hir Argumenter virzedroen a fir déi verschidde Saachen zesumme mat dem Minister ze analyséieren.

De Streik gouf dunn och vun dem Claude Meisch op der Pressekonferenz nom Regierungsrot als grouse Succès bezechent, wat een natierlech och esou muss soen, an et war jo och eng gutt Saach, dass déi Jonk hir Meinung konnten artikuléieren. Zanter deem Streik gouf et gëschter Owend eng Réunioun vun dem Streikcomité, mä vun de Säite vun den Organisatiounen nach keng Approche, fir eng Käier mat dem Minister Meisch ze schwätzen.

Et goufen Entrevuë mat aneren Organisatiounen. Soudass ech lech awer haut ka soen, dass de Moien de Minister Meisch de Streikcomité ugeruff huet, fir mat hinnen e Rendez-vous ze fixéieren, vu senger Säit aus, fir se ze gesinn an awer eng Entrevue am Ministère ze hunn. Au contraire zu deem, wat déi Leit gesot haten, dass se dat net wëilten, kéint et dann awer zu esou enger Réunioun an zu engem Échange de vues, fir doriwwer ze diskutéieren. An eiser Vue ass et och eng ganz gutt Saach gewiescht bis elo, dass déi Jonk hir Meinung esou artikuléiert hunn, wéi dat eben de Fall war.

Ech muss awer dann e bësse mäin Erstaune feststellen, wann ech de Moie wort.lu liesen iwwer d'Reunioun vu gëschter Owend, wou dann doosteet, dass Dir lech an de Saal geschlach hutt, Här Turpel, „und immer wieder griff der Abgeordnete von déi Lénk in die Diskussion ein und gab den Jugendlichen Tipps, wie sie sich verhalten sollten...“.

(**Brouhaha**)

Do wëllte mir awer soen, dass d'Tentatioun fir all Partei wahrscheinlech grouss gewiescht wier, fir sech op déi doten Diskussioun anzeleessen a fir dat doten ze instrumentaliséieren. A bis elo huet keen dat gemaach gehat, ausser elo déi Lénk. An dat fanne mer natierlech net gutt, dass elo eng Partei dat doten an de Grapp hält, fir déi doten e bësse matzebewegen. An dat, mengen ech, hätt jiddweree kënne maachen, huet kee gemaach an ech fanne, dass dat awer net d'Meenung vun de Jonke respektéiert ass, wann hei eng Partei hiigeet an déi dote Saach vu gëschter Owend mécht - wat jo awer notament de Fall schéngt gewiescht ze sinn.

(**Interruptions**)

Ech géif op där anerer Säit dann awer och ee Wuert zur Fro wëllen op där heiter Plaz soen. Natierlech, den Här Meisch huet et gesot, ass e prett, fir en Débat ze maachen, wou och d'Press do ass a kritesch Froe gestallt ginn, dat huet den Här Meisch scho gemaach. E war bei RTL, wou d'Leit konnte vu baussen erantefonéieren. Do ware kritesch Froen, déi gestallt gi sinn. Also, do huet en absolut kee Problem, fir dat ze maachen - wann dat natierlech fair an équilibréiert ass. Mä dat soll awer net, wéi dat elo gefuerdert ginn ass, och wéi ech dat liesen an deem Artikel, eng effentlech Verhandlungsrinn sinn. Verhandelt, mengen ech, gëtt nach ëmmer bei der Regierung an dem Ministère.

Dofir stinn d'Dieren op, fir iwwer alles ze schwätzen. Den Débat, domadder huet guer keen e Problem.

An ech hat et éinescht gesot, dass ass dann déi zweet Fro, déi Der gestallt hutt: Wéi ass et mat Amendementer? Wéi gi mer vir? Gëtt do nach gewaart op den Avis vum dem Conseil d'État? Et ass nun emol esou, dass mer déi nächst Deeg ebe probéieren, déi Réuniounen ze kréie mat deene verschiddenen Organisatiounen, fir deen Dialog, iwwer dee mer geschwat hunn, dann och esou duerchzezéien. D'Diere stinn op. Déi Leit kommen. Et gëtt mat hinne geschwat. An deemno wat do erauskéint an deemno wat fir Argumenter nach kënne an d'Diskussioun erakommen, wäerte mer natierlech opbleiwe fir all méiglech Diskussiounen. An da fir eventuell och ze kucken, wéini mer da reagéieren. Mä fir d'Éischt deen Dialog, dee soll dës Woch stattfannen, an da kucke mer weider, wéi mer an deem Dossier virufueren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Minister.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Fait personnel.

(**Brouhaha**)

Jo, et ass awer evident. Do war awer evident de Fait personnel.

(**Assentiment**)

► **M. le Président.**- Fait personnel. Dat kann ech dem Deputéierten net refuséieren.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech kréien hei virgeworf, mat menger Partei zesummen, eng Bewegung ze instrumentaliséieren, an ech fanne, dass ass ee Reproche, deen net haltbar ass. Ech war mam Serge Urbany op der Manifestatioun präsent. Ech hunn do soss keen Deputéierte fonnt. Ech wëll awer kengem dat reprochéieren, well jiddweree soll seng Meenung hunn.

Ech hu meng Meenung an där Saach do an ech weess, wou ech higinn, wann et drop ukéint. Ech war agelueden, wéi aner Leit och, op de Streikcomité. Ech sinn dohinnerkomm. Ech hu mech net erageschlach, wéi dat fälschlecherweis anzweusch steet a wéi dat elo hei zitéiert ginn ass.

Ech hu mech presentéiert. Ech hu gefrot, ob et wierklech gewënscht ass, dass ech deelhuele. Ech krut dat gesot. Ech hunn awer net méi wéi eng halfe Stonn deelgeholl, fir dass eben deen Androck do net soll opkommen. Ech hunn op eng Rei technesch Froe geäntwert. An domadder huet et sech.

An ech wäert och an Zukunft wëssen, op wéi enger Säit dat ech ze zoen hunn. An ech höfen, dass jiddwereen heibannen dat och wäert esou maachen. An da komme mer och an deem doten Dossier ganz schnell weider a kommen zu anere Resultater wéi déi, déi de Moment am 6670 stinn.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Turpel. Déi nächst Fro riicht sech un den Här Aarbechtsminister. Si geet ëm d'Garantie jeunes a kéint vum Serge Wilmes.

- **Question n°33 du 6 mai 2014 de M. Serge Wilmes relative à la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Merci, Här President. Leschten Zuele vun der ADEM no waren am März 2014 ronn 2.300 Jonker bis 25 Joer ouni Aarbecht. Dat war also all zéngte Chômeur, deen e Jonken ass. A mir kennen déi Zuele jo alleguerten ganz gutt. An eng vun de Mesures phares, déi jo schonn déi lescht Regierung wëllt émsetzen, ass jo d'Jobgarantie. An an deem dote Kontext fir d'Émsetzung vun der Jobgarantie, oder net vun der Jobgarantie, mä vun där Garantie, fir eben deene Jonke kënne entweder e Stage oder fir awer soss eng Beschäftigungsmesure, am beschte Fall eben och e Beruff kënne zouzeschousteren, wëllt ech gär déi heite Froe stellen.

Wéi gedenkt Der, déi Garantie ebe konkret émsetzen? An zwar: Wéi denkt de Minister, déi verschidde Jugendorganisatiounen aus dem Land bei der Émsetzung vun der Jobgarantie oder vun där Garantie ebe mat anzebannen? Kann den Här Minister eis d'Roll vun deenen eenzelnen Organisatiounen erklären, déi do solle spillen? Wéi soll de Schoulministère intervenéieren? Wéi geschitt och d'Zesummenarbecht tëschent dem Schoul- an dem Aarbechtsministère? A wéi géif dee genauen Timing ausgesi fir d'Émsetzung dovunner?

Dat wäeren déi Froen, déi ech un den Aarbechtsminister hätt.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wilmes. An d'Wuert huet den Här Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Här President, Här Deputéierten, erlaabt mer, lech haut och vun dëser Tribün e schéine Gebuertsdag ze wënschen, wann ech dat richtig verstane hunn.

► **Plusieurs voix.**- Aahhh!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Voilà.

Ech mengen, Dir hutt véier Froe gestallt. Ech muss leider nach eemol rappéléieren, dass et sech hei ëm eng Garantie pour la jeunesse handelt, déi net eng Jobgarantie en tant que telle ass. Dat heescht, et ass net esou, Här Wilmes, dass jiddwer Jonken eng Garantie kritt: Hei, mir fannen Dir en Job. Och wa keen do ass, deen op Dech passt; mir fannen Der en Job.

Hei geet et drëm, bannent véier Méint all Jonken eng Perspektiv opzemaachen, wou et hoffentlech vill Jonker gëtt, déi en Job ganz schnell fannen, gehollef kréien, deen ze fannen. D'Méiglechkeet besteet och, dass Jonker erëm zréck an d'Schoul ginn, well mir wëssen, ganz vill Schoulofbriecher, dat sinn déi, déi am verluerenste sinn an déi déi gréisste Problemer um Aarbechtsmaart hunn an hiert ganz Liewe wäerten hunn. An duerfir muss een also och probéieren, déi erëm an d'Schoul ze kréien, oder an en Apprentissage, eng Formatioun oder e Stage.

Bon, mir hu jo eng ganz Rei Mesurë scho geholl, déi sinn en place, fir déi Garantie pour la jeunesse do émsetzen. An ech géif lech soen, och dem President vun der Commission du Travail, dass mer Enn dës Mounts kéint vläicht eemol eng Sëtzung vun der Commission organiséieren, wou mer genau am Detail soen, wéi elo déi Garantie pour la jeunesse émgésat gëtt.

Dir hutt mer dräi, véier Froe gestallt. Éischtens, déi Jugendorganisatiounen, déi si jo schonn zu Wuert komm. Ech mengen, Dir selwer waart hei, hei an der Chamber hate mer d'Jugendparlament, wou eng ganz Rei Jugendlech zu Wuert komm sinn, hir Suggestiounen gemaach hunn. Ech krut och vun enger ganzer Rei vu Jugendorganisatiounen schrëfflech Propositionen, déi eben hir Vuen zur Garantie pour la jeunesse presentéieren. Deen Débat geet weider. A mir hunn Enn des Mounts mam Jugenddësch e weideren Échange, well de Jugenddësch huet missen deemools déplacéiert ginn, aus deene bekannte Grënn. Mer wäerten awer deen Dialog mat de Jugendorganisatiounen weider féieren. Wat och e Bestanddeel vun der Garantie pour la jeunesse ass - den Dialog mat deene Jugendlechen ze féieren.

Zweetens, de Schoulministère huet natierlech en extrem wichtige Rôle an där Garantie pour la jeunesse, well eng Branche vun där Garantie pour la jeunesse jo de Retour ass an d'Schoul respektiv en Apprentissage. A mir schaffen also ganz enk zesummen. A mir hunn d'ailleurs déi Jugendgarantie an zwou Branchë geglidert. Déi eng ass méi achséiert op d'ADEM an den Aarbechtsministère. An déi aner ass méi achséiert op de Schoulministère respektiv och de Service National de la Jeunesse, well déi hu jo och eng Offer ze maachen, an déi Offer besteet jo haaptsächlech am Service volontaire.

Also, d'Kollaboratioun zwëschen deene verschiddenen Instanzen, ob dat elo ADEM ass, ob dat ALJ ass, ob dat de Service National de la Jeunesse ass, déi fonctionnéiert. Mir hunn also e Comité. Mir brauchen elo nach een Instrument, an dat muss mer awer kréien iwwer e Gesetz - an esou e Projet wäert och kommen -, fir kënne Échangen ze maache vun Donnéeën, dass déi eng wëssen, wou dee Jonken drun ass. Et ass also net, fir iwwer deem Jonke säi Privatliwens eppes gewuer ze ginn, mä just, dass dee Jonken net vun enger Stell op déi aner geschubst gëtt, mä dass et ëmmer weidergeet, dass en zu engem Zil kéint. Dat ass also déi Kollaboratioun, déi wäert fonctionnéieren.

Véierter Punkt: Natierlech, déi Jugendgarantie ass amgang émgésat ze ginn. Mir haten ons schonn an där leschter Regierung - Dir hutt recht, wou ech jo och Aarbechtsminister war, wann ech mech gutt erënneren - deen Datum vum 1. Juni fixéiert gehat, fir wierklech déi Émsetzung komplett stoen ze hunn. Dat wäerte mer och kënne maachen.



Wahrscheinlech wäert et schwiereg ginn, fir honnert Prozent vun alle Jugendlechen ze couvréieren, well et besonnesch schwiereg ass, eng ganz Rei Jugendlech ze fannen. Déi, déi net an der ADEM ageschriwwen sinn, déi, déi net bei engem SPOS signaléiert ginn, déi, déi d'Schoul ofgebrach hunn an iergendwou an der Natur sinn, déi muss een natierlech virdu fannen. Mä mir wäerten awer grad ebe mat dem Éducationministère all Efforte maachen, fir un déi Jugendlech erunzekommen, fir se iwwer hir Rechter ze informéieren a fir hinnen och eng seriö Offre de qualité, wéi dat an der Recommandatioun steet, ze maachen.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Aarbechtsminister.

Déi nächst Fro kënn vum Här Fernand Kartheiser a richt sech un d'Statssekretärin am Verdeedegungsministère iwwert d'Exklusivitéit an d'Prioritéit op gewisse Posten am öffentliche Déngscht fir Leit, déi d'Arméei gemaach hunn. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

- **Question n°34 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au droit d'exclusivité et de priorité des volontaires de l'armée dans la Fonction publique, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Défense**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Madame Statssekretärin, wann ech mech net iren, mengen ech, Dir sidd déi éischte Kéier an der Chamber, ausser ech géif mech iren. Häerlech wellkomm!

(**Interruptions et hilarité**)

Et ass schéin heil!

Meng Fro riicht sech un déi Perspektiven, déi déi jonk Leit hunn, déi sech an d'Arméei mellen. Ech mengen, Lëtzebuerg huet eng ganz Rei vun internationalen Obligatiounen. Mir hunn d'nächst Joer eis Participatioun an dem Battlegroup. Et ass ganz wichteg, datt genuch jonk Leit sech fir eng Carrière an der Arméei interesséieren. A wichteg fir de Rekrutement ass natierlech d'Perspektiv, d'Berufsperspektiv vun deenen Zaldoten, d'Rekonversioun um Enn vun hirer Carrière an hir beruflech Perspektiven. D'Gesetz gesäit gewisse Méiglechkeete vir, eben en Droit d'exclusivité a verschidde Beräicher, Prioritéiten an anere Beräicher.

Elo ass et awer esou, datt déi Projets de loi, déi d'Regierung am Abléck do am Beräich vun der Fonction publique hei an der Chamber mat diskutéiert, virgesinn, datt den Droit d'exclusivité a verschidde Beräicher soll ofgeschaf ginn. Dat ass notament de Fall bei de Giischtercher, also bei der Administration pénitentiaire, an och bei de Préposée vun der Administratioun vun den Douanes et Accises. Dat ass natierlech, datt suert fir eng gewissen Orrou, à plus d'un titre.

Éischtens ass emol eng Fro: Gëtt et eng Période de transition? Mir haten, wou mer d'Polizeigesetz 1999 reforméiert hunn, do wossten awer déi Zaldoten, déi do schonn an der Arméei waren, datt hire Rechtsstatut oder hir Rechtsuspréich net géifen tangéiert ginn duerch déi Modifikatiounen, déi geplangt waren.

An zum Zweeten ass d'Fro: Wéi wëllt d'Regierung dann iwwerhaupt d'Attraktivitéit vun der Arméei garantéieren an Zukunft, wa Schrëtt fir Schrëtt déi Rechter, déi d'Zaldoten elo hunn, ofgebaut ginn? Ech mengen, do stellt sech da wierklech eng Fro - mir mussen eis international Obligatiounen erfüllen -: Wéi wëllt Der dee Rekrutement assuréieren?

An da muss een och kucken: Gëtt et eng kohärent Regierungspositioun, engersäits déi Reformpropositiounen, déi Der an der Fonction publique probéiert ze promovéieren, an anersäits awer dee Problem am Beräich vun der Défense, wéi wëllt Der dat ënner een Hutt bréngen?

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Kartheiser. D'Wuert huet d'Madame Statssekretärin aus dem Verdeedegungsministère, d'Madame Francine Closener.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Défense.**- Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, fir hei Stellung ze huelen, well d'Débouchée vun de Volontairei vun der Arméei ass eppes, wat mir perséinlech och ganz wichteg ass. Den Artikel 25 vum Militärgesetz, deen definéiert jo d'Carrièren, déi exklusiv an déi prioritär, déi en Zaldot kann no sengem aktive Fräiwëllegendéngscht aschloen.

Déi exklusiv Carrièren, dat ass de Kaperol, den Enneroffizier bei der Arméei, de Brigadier bei der Police, de Giischterchen an, wéi Dir scho ge-

sot hutt, de Préposé bei der Douane. A fir déi ënnescht Carrière bei Stat a Gemengen hunn d'Zaldote prinzipiell en Droit de priorité.

Elo ass et richtig, datt d'Tendenz besteet, datt et Carrière beim Stat ginn, déi méi opgi fir Leit aus dem Privatsecteur. Zum Beispill, an dat steet jo och esou am Regierungsprogramm, déi vum Giischterchen. Dat huet sécher seng Avantagen, datt do an de Prisonseng och Leit schaffe mat ënnerschiddleche Profiler.

Et ass och esou, datt d'Exklusivitéit fir déi ënnescht Carrière beim Stat gëllt. Wann et esou ass, datt an Zukunft um Niveau vun de Carrières moyennes rekrutéiert gëtt, da stellt sech effektiv d'Fro vun der Exklusivitéit. Dat muss mer da mat alle Concernéierten diskutéieren. Dat heescht jo awer op kee Fall, datt dee Moment net méi géif iwwert den Häreberg rekrutéiert ginn, mä eben net méi exklusiv. Mä wéi gesot, esou wäit ass et nach net. A mir diskutéieren dat mat alle Concernéierten.

Net méi spéit wéi gëschter hate mer eng Réunion de concertation souwuel mam Chef d'état-major wéi och mat de Gewerkschaften APOl a SPAL. An och do ass iwwert den Droit de priorité an en Droit d'exclusivité Rieds gaangen. Et war iwwereng eng ganz konstruktiv Réunion. A mir gesinn eis bannent engem Mount erëm, wou mer nach eng Kéier déi Froen do alleguerte wëllen op de Leescht huelen.

Ech mengen awer och, datt et wichteg ass, fir ze soen, datt de Minister an och op enger Rei anere Punkte schaffen. Dir hutt ganz recht, fir ze soen, dat do, déi beruflech Perspektiven, dat ass den Attrait vum der Arméei. Et ass genau dat, firwat déi jonk Leit jo awer gären an d'Arméei ginn. An dat wëlle mir natierlech och absolut ënnerstetzen.

Wat mer elo amgang sinn ze maachen, dat ass, mir kucken, wéi an och wéini d'Examensconcours vun deene verschidde Verwaltungsen organiséiert ginn. Et muss och sécherstellen, datt den Niveau vun den Examensconcours an deenen Examensconcours op de Programm an och op den Niveau vum jeeweilegen Enseignement ofgestëmmt ass. Dat kucke mer zesumme mat der Éducation nationale. Dat concernéiert iwwereng all Kandidaten, déi an esou een Exame ginn.

Voilà. Da suerge mer och nach derfir, datt d'Kandidaten, déi zum Beispill bei engem Interview, also scho virum eigentleche schrëttlechen Examen eliminéiert ginn, datt déi Kandidate méi prezis wéi haut gesot kréien, firwat se eigentlech net zréckbehale goufen. Dat ass haut net ëmmer de Fall. An dat ass awer ganz wichteg, fir datt d'Kandidate sech déi nächste Kéier besser kënnen dorobber preparéieren.

An deem Kontext, an ech mengen, dat ass awer ganz wichteg, muss een de Service vun der Rekonversioun awer ernimme vun der Arméei. Dee Service krut 2007 eng legal Basis. An d'Rekonversioun, déi am Prinzip ee Joer dauert, déi suert jo derfir, datt d'Zaldoten ee bessere schoulesche Bagage kréien. Se kënnen an engem Semester e ganz Schouljoer nohuelen.

An an deem Sënn huet d'Regierung jo och de Projet de loi vum Militärlycée op den Instanze-wee geschéckt, fir eben den Zaldoten ze garantéieren, datt se eng gutt Ausbildung kréien, fir datt se eng Aarbechtsplaz fannen. Am léifsten natierlech an der Fonction publique, dat ass evident, mä eben awer och am Privatsecteur.

An ech war selwer virum e puer Woche mer an de Lycée technique op Ettelbréck e Bild maachen, well do gi schonn esou Coursé jo gehalen. An ech géif soen, déi Zaldoten, déi do amgang sinn, fir déi Rekonversioun ze maachen, déi sinn extrem motivéiert. An d'Ensignanten, déi gi mir och nëmme positiv Echoen an deem Kontext. Soudatt ech mengen, datt de Militärlycée wierklech genau dat ass, wat der Arméei an deem Sënn kann hëllefen.

De Sujet, wéi gesot, vun der Rekonversioun war gëschter och en Thema. A bannent véier Woche gesi mer den État-major an d'Syndikater erëm. An da kommen ech ganz gär zréck, fir lech ze soen, wat dobäi erauskomm ass.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Closener.

Domat wäre mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm. Mir hunn der nach zwou, déi opstinn. Déi sinn dann automatesch zréckbehale fir déi nächst Heur de questions. Et deet mer leed, mä mer hunn entre-temps nach e chargéierten Ordre du jour kritt. A mir hunn nach eng Rei vu Gesetzesprojeten, déi awer och mussen verofschit ginn. Also, domat wär eis Froestonn ofgeschloss.

Esou wéi dat vun enger Rei vun Deputéierten, laut Règlement zu Recht, gefrot ginn ass, komme mer elo zu enger Rei vu schrëttleche

Froen, déi net an den Délaie beäntwert gi sinn an déi elo kënnen vun deene jeeweilegen Deputéierten un d'Regierungsmembere gestallt ginn.

Déi éischt Fro riicht sech un den Nohaltegkeetsminister a kënn vum Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

6. **Question écrite n°163 du 21 mars 2014 de M. Claude Wiseler relative à la conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B**

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Merci, Här President. A kuerze Wieder, déi Fro, et geet u sech em d'Applikatioun vun der neier Gesetzgebung iwwert d'Führerschäiner, déi d'Direktiv 2006/126/CE ëmsetzt. Do geet et em e ganz besonnesche Passage, deen am Fong als Méiglechkeet drastoung, an zwar d'Méiglechkeet, fir den A1-Führerschäin, dat heescht de Führerschäin vun den 125 ccm ze kréien, net mat där normaler Prozedur, wéi mer se bis elo ëmmer haten, mä mat enger spezifischer Prozedur, déi doranner besteet, datt ee kann no zwee Joer B-Führerschäin, Autosführerschäin a mat enger Rei Coursen, vu sechs oder siwe Coursé kann dee Führerschäin kréien, respektiv d'Recht, op engem 125 ccm ze fueren.

D'Statistike weisen, datt effektiv ganz vill Leit dat haut och benotzen. Mir wëssen, datt mer och eng ganz Rei Frontalieren hunn, déi all Dag an d'Land erakommen. Dat do, dat ass eng national Méiglechkeet. Lëtzebuerg huet decidéiert, op Basis vun der Direktiv, fir déi national Méiglechkeet a Lëtzebuerg Recht ëmsetzen. Aner Länner hunn dat och decidéiert. D'Belsch huet et decidéiert, Frankräich huet et decidéiert. Däitschland huet et net decidéiert.

Et ass eng national Reconnaissance. Dat heescht, déi Leit, déi dee Führerschäin iwwert dee Wee kritt hunn, kënnen en nëmme zu Lëtzebuerg benotzen, à moins datt Ofkomme gemaach gi mat anere Länner, déi déiselwech Méiglechkeet geholl haten, an zwar d'Belsch a Frankräich, fir d'Equivalenze respektiv d'Reconnaissance vun deene Führerschäiner an der Belsch, a Frankräich, a Lëtzebuerg respektiv dann hir Führerschäiner och zesummen anzeféieren.

Ech wollt am Fong den Nohaltegkeets- oder den Transportminister an deem Fall froen, ob Diskussiounen géife lafe respektiv wéi wäit déi Diskussiounen wäeren.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wiseler. D'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, Här President, ech wollt dem honorabelen Här Wiseler Merci so fir déi Fro. Ech wollt mech och entschëllegen. Ech weess net, déi muss iergendwéi bei mir leie bliwwen sinn, well se ass am Fong séier beäntwert.

An duerfir verstinn ech och net, firwat ech se nach net beäntwert hunn, well de 24. Januar hunn ech e Brëif geschriwwen un d'Kommissioun, wou ech déi Fro vun der Conformité do opgeworf hunn, a virum allem vun der Reconnaissance mutuelle, em déi et jo hei geet, an deem dote Fall, an ech hunn nach keng Äntwert dorobber kritt. Mä mir schaffen dorunner, an ech ginn dovun aus, datt dee Problem sech an deenen nächste Méint wäert léisen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Déi zweet Fro vum Här Félix Eischen, an dann eréischt den Här Spautz. Déi vum Här Félix Eischen riicht sech un de Wirtschaftsminister respektiv un d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère a geet iwwert d'Importatioun vu russeschem Aerdgas. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

7. **Question écrite n°176 du 26 mars 2014 de M. Félix Eischen relative aux importations de gaz russe**

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Merci, Här President. Um Datum vum 4. Abrëll hat ech dem Wirtschaftsminister Etienne Schneider an och dem Ausseminister Jean Asselborn eng parlamentaresch Ufro gestallt, wat méiglech Liwwerschwieregkeete vu russeschem Gas ueget.

Wann ee gesäit, wat den Ament an der Ukrain lass ass, da soll ee sech doriwwer seng Gedanke maachen, ëmsou méi, wann ee weess, dass de Grand-Duché säi Gas duerch en interconnectéierten europäesche Réseau kritt, dee mir eis enner anerem mat Frankräich, Däitschland an der Belsch deelen. Russland ass ee vun den Hauptaspeiser an dëst Netz. An enger rezenter Analys vum däitsche Büro EnergyComment kënn 24% vum ganze lëtzebuergesche Gasim-

port aus Russland. Ee Véirel also ass russesche Gas.

Elo kann een, elo muss ee sech d'Fro stellen, wéi et am Fall vu Sanktiounen géint Russland mat deenen hiren Exporter Richtung Weste weidergeet. Russland ass nämlech schonn amgaangen, nei Keefer am asiatesche Raum ze sichen an och ze fannen. An anere Wierder, de Verkauf an de Westen ass net esou liebenswichtig fir d'Russen, wéi mir dat alleguerte vläicht mengen.

Sollt Russland elo opgrond vu Sanktiounen ee Boykott géint de Westen decidéieren, hätte mir e Problem, wëssend, dass an deem Fall aner Fournisseure wéi Norwegen hir Liwwercapacitëte fir eis net substanzuell kéinten eropsetzen. Wann een dann och weess, dass eis Lagercapacitëte limitéiert sinn, kéint sech also fir de Grand-Duché e reelle Problem stellen.

Deemno wéilt ech un déi politesch Responsabel folgend Froe stellen:

1. Kéint Dir mir déi Zuele vum Undeel u russeschem Gas an eis Réseau confirméieren?

2. Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerg Regierung wat méiglech ekonomesch Sanktiounen géint Russland ueget?

3. Wat ass de reelle Risiko fir de Grand-Duché, wa Russland net méi liwwert?

4. Wann et zu Sanktiounen mat engem Boykott an an der Suite zu Liwwerenkpass kéim, wat gedenkt de Ministère do ze maachen, fir ze kompenséieren? Spréich, wat fir Alternative sinn zu wat fir engem Prozentsaz méiglech?

Ech soe scho Merci fir d'Äntwert am Virus.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Eischen. D'Wuert huet d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère. Madame Closener, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.**- Merci, Här President. Wéi gesot, déi Question parlementaire ass jo un zwee Ministere gestallt ginn. Ech äntwären dann elo hei am Numm vum Wirtschaftsminister.

D'Versuergung vum Lëtzebuerg Territoire mat Aerdgas gëtt duerch Interconnexiounen vun eise Gasnetz mat de Gasnetzer vun Däitschland, der Belsch an an engem méi gerénge Mooss mat dem Gasnetz vu Frankräich garantéiert. Dës Netzer si weider mat den Hauptnetzer vun aneren europäesche Länner verbonnen. D'Versuergungssécherheet vun eise Land kann aus deem Grund nëmme am Kontext vun der Versuergungssécherheet an deenen aneren europäesche Länner appréciéiert ginn.

Duerch déi zentral Lag vu Lëtzebuerg an Europa an duerch d'Liberaliséierung vun den europäesche Gasmäert gëtt eng Diversitéit vun der Versuergung garantéiert an et gëtt domadder keng direkt Ofhängegkeet vis-à-vis vun engem Land, wat produzéiert.

D'Fournisseuren hunn domadder d'Méiglechkeet, sech bei Grousshändler an op der Bourse mat Gas ze versuergen. Laut de Statistike vun der Internationaler Energie-Agence gëtt ongeféier ee Véirel vun Gas an Europa vu Russland geliiwert. Déiselwech Statistike ginn dovun aus, datt vum Gasverbrauch zu Lëtzebuerg zirka 24% aus Russland kommen.

No den Ennerbriechunge vun de Gasliwwerungen aus Russland am Joer 2009 si bekannterweis Simulatiounen am transeuropäesche Réseau realiséiert ginn, déi an enzelnen Zeenarien Ennerbriechunge vun de Liwwerungen, déi Wäissrussland an d'Ukrain transitéieren, zur Grondlag hunn. Et huet sech, an dat ass dat Wichtigst bei deene Simulatiounen, gewisen, datt d'Länner an Zentral- an a Westeuropa tendenziell keng Problemer dierften an hirer Versuergung kréien.

Zousätzlech muss ee berücksichtegen, datt säit 2009 nei Investissementer an der europäescher Gasinfrastruktur realiséiert goufen, déi zu enger Verbesserung vun der Versuergungssécherheet gefouert hunn.

An deem Kontext goufen och nei Terminalen a Betrib geholl, déi et méiglech maachen, verflessegten Aerdgas an déi europäesch Netzer anzespeisen, beispillsweis aus dem Katar, Trinidad, Tobago oder och nach aus Kanada. Dës Aktiounen reie sech an an déi allgemeng Initiative vun der Europäescher Unioen, fir d'Gasversuergung ze diversifiéieren.

Bei längerer Ennerbriechunge vun de Liwwerungen aus Russland bestinn nach d'Méiglechkeeten, fir iwwert den transeuropäesche Réseau Gas aus Norwegen oder aus Algerien ze importéieren. Doriwwer erass sollt och berücksichtegt ginn, datt d'Gaspiächer an Europa, laut Informatiounen vun der Europäescher Kommissioun, am Moment gutt gefüllt sinn duerch deenen éischter melle Wanter.

Aus deene virgenannte Grënn rechent d'EU duerfir och net mat Versuergungsproblemer an

den nächste Méint. Et muss een allerdéngs berücksichtigen, dass länger Liwwerausfall aus Russland a verschiddene Länner kéinten zum Enkpass féieren.

Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Staatssekretärin.

Déi nächst Fro riicht sech erëm un d'Madame Staatssekretärin, also et war déi éischte Kéier direkt suivéiert vu méi Kéieren. Den Här Spautz huet d'Wuert, fir eng Fro iwwert d'Zukunft vun der Enovos ze stellen.

8. Question écrite n°179 du 27 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la société Enovos

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo, Här President, Madame Staatssekretärin, ech hat de 26. März d'Fro gestallt, dass bei der Presentatioun vum Bilan vun der Enovos ennerstrach gi wier, dass si och an Zukunft géifen de Leit komplett Packagen ugi fir de Conseil an d'Installatioun vu Gasheizungen. Ech wollt do wëssen, ob d'Regierung dat och esou gesäit, dass dat eng gutt Aktioun ass.

Mécht d'Enovos dat selwer? Mécht si dat an Zesummenaarbecht mam Lëtzebuerger Handwierk? A falls dat net de Fall sollt sinn an Zesummenaarbecht mam Lëtzebuerger Handwierk, géif dat keng Situatioun vun déloyaler Konkurrenz ginn, well Enovos ëmmer e Virdeel huet, als Distributeur vun der Energie dat am Virfeld ze maachen?

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet d'Madame Closener.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Här President, als Antwort op d'Ufro vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz iwwert d'Aktivitéite vun Enovos wollt ech lech dat heite matdeelen. Déi europäesch Energieeffizienzdirektiv, déi setzt de Kader, fir dass d'Memberstaten duerch konkret Mesuren Energie aspuere sollen. An där Direktiv gëtt och d'Méiglechkeet geschafen, fir enner anerem d'Stroum- an d'Gasliwweranten ze verpflichten, Energie anzespuren.

Op Nofro hin huet d'Entreprise Enovos eis matgedeelt, dass se sech am Moment domadder beschäftegt, fir adequat op dës méiglech Obligationen ze reagéieren, déi hir an Zukunft sollen operluecht ginn.

Eng vu ville Mesuren, déi Enovos envisagéiert ze maachen, ass, fir de Remplacement vun alen Heizungen duerch méi effizient Heizungen virunzedreiwen, fir esou eben d'CO₂-Emissionen ze reduzéieren an Energie ze spueren. D'Zil vun der Enovos ass et dobäi, d'Energieberodung an déi méi effizient Léisungen an deem Kontext mat de professionelle Partner aus dem Secteur ze realiséieren, also net e Konkurrent ze ginn.

Enovos deelt weiderhi mat, dass déi Aktivitéiten nach an der Analys sinn an déi definitiv Décision eréischt da geholl gëtt, wann de Kader fir d'Obligation an der Energieeffizienz fir de Secteur méi kloer definéiert ass.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Merci och.

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Closener.

Déi nächst Fro kéint nach eng Kéier vum Här Spautz. Si riicht sech un den Aarbechtsminister a betrëfft d'Transposition oder d'Nettransposition vun enger Direktiv. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

9. Question écrite n°157 du 19 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la mauvaise transposition d'une directive européenne

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir haten och elo Diskussionsmat den CDDs-Vertrag. Lëtzebuerg huet d'Direktiv 1999/70/CE, wou et ëmmer ëm d'Verlängerung gaangen ass vun den CDDen, hat Lëtzebuerg eng Ausnahmebestimmung geholl, virun allem, well mer e Secteur hate wéi dee vun der Recherche, wou et oft och am Intérêt war vun deene Betreffenen, dass se konnten de Vertrag méi oft wéi 24-mol verlängeren.

D'Europäesch Kommission huet eis elo ugekënnegt, laut engem Communiqué, dass se Lëtzebuerg wëilt usichen. Ech wollt do d'Fro stellen un d'Lëtzebuerger Regierung, wéi si et gesäit, fir dorobber kënnen ze reagéieren. Ass d'Gefor do, dass mer do eng Strof kréie vun der Europäescher Kommission? A wat wier de Plang B, well mer jo wuel wëssen, dass d'Cher-

cheuren, wann déi eng Kéier mussen e Contrat définitif maachen, dass dann de Standuert Lëtzebuerg fir d'Chercheure méi oninteressant gëtt?

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Spautz. D'Wuert huet direkt den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, et gëtt zwou Saachen an deem, wat d'Kommission ons matgedeelt huet: Éischtens hu se ons an enger éischter Phas kritiséiert op alles, wat déi Métieren ubelaangt, déi sougenannt „Métiers du spectacle“. An do kritiséiert se, dass mir kënnen eben iwwert deen Artikel am Code du Travail d'CDDe relativ oft répétéieren an erneieren.

Dat Zweet ass dat, wat Dir elo gesot hutt iwwert d'Chercheuren an d'Enseignanten, gewëssen Enseignanten op der Uni Lëtzebuerg. Wat dee Punkt ubelaangt, huet d'Kommission ons, ass se zefridde mat där Explikatioun, déi mir hir ginn hunn. Ech soe just, d'Kommission hätt ons och do net kennen, si muss jo emol nach fir d'Éischt op d'Gericht goen, an da muss d'Gericht mat der Kommission d'accord sinn, ier mer kënnen vu Strofe schwätzen. Do ware mer also nach net. Dee Punkt schéngt mer definitiv écartéiert. D'Kommission ass do mat onsen Explikatiounen d'accord.

Bleift also de Problem vun deene Leit, déi an de Métiers du spectacle schaffen. An do kann ech mech eigentlech nëmme wonneren, dass d'Kommission onse Regime do attackéiert. Well onse Regime ass e Regime, deen, wann ech mech gutt erënneren, iwwregens vun engem gemaach ginn ass, dee souwuel Kulturminister war wéi och Aarbechtsminister, deen eigentlech deene Leit méi Protektioun gëtt, wéi dat an deene meeschte Länner de Fall ass.

A Frankräich kann een x-mol ëmmer erëm en neie Kontrakt maachen, vun engem Dag, vun e puer Stonnen, e puer Deeg. An Däitschland mécht iwwerhaupt keen en direkten Aarbechtsvertrag, well do ass, sinn allegueren déi Métieren, déi schaffen op enger Base libérale. Dat sinn also fräischaffend Leit, déi hunn also iwwerhaupt kee Contrat de travail.

Mir hu gemengt, andeems mer deene Leit e Contrat à durée déterminée ginn, deen zwar méi oft kann erneiert ginn, besonnesch, well een net ëmmer genau weess, wat d'Durée ass vun deenen Interventiounen, déi déi Leit mussen maachen, hätten déi Leit méi Sécherheet, méi Planungssécherheet, fir hir Aarbecht ze organiséieren.

Mir wäerten der Kommission dat nach eemol explizéieren. Mir hunn dat scho gemaach. D'Kommission ass do e bëssen hartnäckeg. Ech soe ganz offen: Et wonnert mech, dass d'Kommission grad op deem dote soziale Punkt elo esou pingele ass, wou et esou vill aner sozial Froen an Europa gëtt, wou d'Kommission eigentlech relativ schnell an ouni Problem driwwer ewechgaangen ass. Mä ech gesi momentan nach keng Gefor, dass mer op deem do Punkt kéinte veruerteelt ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Aarbechtsminister. An, Travail à la chaîne, den Här Spautz ass erëm dru mat der Fro un de Minister fir Nohaltegkeet an d'Madame Kulturminister, wat d'Solarzellen op, net natur-, mä denkmalgeschützte Gebaier ugeet. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

10. Question écrite n°190 du 1^{er} avril 2014 de M. Marc Spautz relative à l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Meng Fro ass gaangen un d'Lëtzebuerger Regierung an ech sinn dofir och frou, dass d'Kulturministesch, nodeem se nëmme hätt kënnen eng hallef Stonn bleiwen, awer ge-waart huet, fir mer op meng Fro kënnen ze äntwerten.

► **Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture.** - Gesitt Der emol!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ëmmer méi, an d'Madame Closener huet et elo ennerstrach, Energieeffizienz gëtt gemaach. Et geet drëms, fir CO₂ kënnen anzespuren an et ginn ëmmer méi Fotovoltaikanlagen opgestallt.

Meng Fro ass: Ass d'Méiglechkeet, gëtt et eng Ausnahmebestimmung vum Kulturministère, fir och a Gebaier, déi op der Lëscht sti respektiv déi schonn denkmalgeschützt sinn, fir och do kënnen Fotovoltaikanlagen opzeiichten? Oder ass dat eng Méiglechkeet, déi komplett exclue-

ass, dass esou Gebaier och kënnen an déi Berücksichtigung mat erakommen, well festgestallt gëtt, dass et jo oft schwierig ass, déi géeeegent Gebaier ze fannen, fir déi Fotovoltaikanlagen an enger grousser Zuel kënnen ze installéieren?

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet d'Madame Kulturminister Maggy Nagel.

► **Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Antwort op déi Question parlementaire do ugeet, hu mer am Kulturministère eis Aarbecht gemaach. Déi läit prett do fir eraus, en attendant, dass se vun deem anere Ministère nach beäntwert gëtt, a se dréit d'Iwwerschrëft: „Eis gebautent lerwen an d'erneierbar Energien“.

Wéi den 21. März „my energy days“ waren, hu mer op engem Stand als Sites et Monuments méi wéi scho gewisen, wéi oppe mer sinn, fir iwwert d'Panneaux solaires photovoltaïques op den Diech vun de klassierte Gebaier, déi awer am Inventaire supplémentaire stinn, nozedenken. A mer hunn och schonn engersäits gutt Beispiller an anerersäits manner gutt Beispiller, déi mer no där Ausstellung och op dem Internetsite vu Sites et Monuments drop hunn. E gutt Beispill zitieren ech: zu Useldeng d'Kierch. Ech zitieren e schlecht Beispill: d'Kierch zu Greiweldeng.

Et ass awer esou am Prinzip, dass en historiesch Haus an eng méi oder manner intakt Uertschaft oder e Stadvéirel net duerch Energiekollektoren sollt gestéiert ginn an doduerjer och d'Authentizitéit an de Cachet vum Haus oder vun der Plaz net méi gären herno garantéiert ass. Als Ausnahm zum Prinzip: Wa weder d'Gebai nach d'Uertschaft e grouss materiellen an optesche Schued erliden duerch d'Installatioun vu Kollektoren, da soll et méiglech sinn, Fotovoltaik-oder aner Capteuren och op historiesch Haiser ze installéieren. Dat virun allem, wann d'Haiser selwer eppes vun där Energie hunn an net nëmme als Këscht benotzt ginn, fir Strom ze maachen, deen an de Réseau fléisst.

E gutt Beispill, wéi ech scho gesot hunn, ass och sécher d'Uwendung vum kybernetesche Prinzip, wou mat wéineg techneschem Opwand, dat heescht Low-tech also am Géigesaz zu Fotovoltaik, vill Hëtzt kann direkt duerch déi Gebailechkeete gewonnen a genotzt ginn.

Wat d'Installatioun vun Energiekollektoren ugeet, mussen zwar eng Rei technesch Kritären op alle Fall respektéiert ginn. An enger Réunion mat Sites et Monuments hu mer schonn iwwert déi Kritäre geschwat. A mir hunn och schonn doriwwer geschwat, wéi d'Oploe mussen si fir d'Ausféierung virun allem vun de Sonnekollektoren, déi mer wëllen akzeptéieren, fir op e Gebai ze installéieren.

Et ass also esou, dass mer op sinn an datt mer och wëllen an déi Richtung do matdenken. Natierlech muss een oppassen, dass ee kuckt, a wat fir engem Kontext dat do gefrot gëtt. Et muss een och kucken, wéi mer dann déi Subventiounen, déi Sites et Monuments de Leit gëtt, wa se eng Restauratioun maachen, wéi déi dann herno sollen ausgesinn, ob dat soll an der Kultur nëmme eleng bleiwen oder ob dat soll och bei d'Madame Dieschbourg an de Ministère goen.

Et sinn all déi geschützte Gebaier, bis elo ass nach keent, wat op dee Wee do gaangen ass. Mä an anere Gebaier, wéi ech elo gesot hunn, wéi déi Kierchen do, do fannt Der dat awer schonn erëm.

Voilà, ech mengen, dat ass emol deen Deel, wat ech als Kulturminister zu deem sollt soen oder wëll soen. An deen aneren Deel wäert Der jo da spéider vun der Madame Dieschbourg, wou ech se um Téléfon hat a wou se mer gesot huet, si hu bis elo nach näischt am Ministère erëmfonnt, och da wäert äntwerten.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Nagel.

Mir wäeren domat um Enn vun engem net alldeeglechen Exercice, deen zwar ganz gutt elo ofgelaf ass, wat awer net soll eng Invitatioun sinn, fir dat esou oft wéi méiglech ze widderhuelen. Also mäin Appell, sech un d'Délaie fir d'Äntwerten ze halen, an d'Antwort ass als Äntwert akzeptéiert, wann och d'Ennerschrëft vum Minister drënner ass.

Selbstverständlech bei méi komplexe Froen, déi och méi technescher Natur sinn, ass ëmmer d'Méiglechkeet, fir eng Verlängerung vum Délai ze froen. Mä do mussen awer gutt Grënn virleien. Et ass net, dass systematesch verlängert gëtt. Also d'Konklusioun dozou, ech mengen, mir hunn haut e bësse bäigeliert. Villmools Merci.

Mir géifen dann zu dem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de

loi Nummer 6415 betreffend d'Vente vu médicamenteuse Substanzen an d'Lutte géint d'Toxicomanie. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Léon Gloden.

11. 6415 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie

Rapport de la Commission juridique

► **M. Léon Gloden (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, um Menu steet elo de Projet de loi 6415 portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie. Ech wëll, fir unzefänken, kuerz op d'Prozedur agoen, well et jo awer e bësse méi ongewéinlech ass, dass een aus der Opposition Rapporteur vun engem Gesetzesprojet ass.

Dese Gesetzesprojet gouf vum fréiere Justizminister François Biltgen den 23. März 2012 an der Chamber deponéiert. Den 22. Januar 2013 gong den Avis vum Statsrot hei am Haus an. A senger Sëtzung vum 20. März 2013 huet déi zoustänneg Chamberskommission mech zum Rapporteur vun deser Gesetzesvirlag genannt. Dës Nominatioun gouf och no de Chamberswahl confirméiert. Mir hunn den 20. März 2013 de Projet de loi duerch en Amendement ofgeännert gehat. Dësen ass dunn de 26. Juni 2013 vum Statsrot aviséiert ginn.

De virleende Gesetzestext schreift sech an d'Regierungserklärung vum 2009 vun deemools an, wou et geheescht huet: „Le Gouvernement va poursuivre sa politique de lutte contre la drogue et les maladies de dépendance par un vaste programme d'actions et de campagnes de sensibilisation ciblées sur les jeunes.“

An deem Kontext war et d'Suerg vun der Regierung, d'Strofverfolgung vun den Infraktiounen, déi am Gesetz vum 19. Februar 1973 iwwert de Verkauf vu medikamentöse Substanzen an d'Bekämpfung vun der Drogenofhängegkeet opgeléicht sinn, ze verstärken, andeems den Drogenhandel, wéi heeschen d'Dealen, verstärkt an d'Viséier geholl gëtt. Et gong drëm, déi repressiv Aktiounen an d'Interventiounen méi effikass ze gestalten.

Wat gëtt also duerch dese Projet de loi elo verbessert? Bis elo konnt d'Douane am Kader vun der Drogebekämpfung just en cas de flagrant délit intervenéieren. Elo ginn d'Agenten vun der Douane vum Grad vum Brigadier principal un an déi nominativ vum Justizminister genannt ginn, Officier de police judiciaire. Esou kréien dës Agenten méi grouss Kompetenzen am Kader vun der Drogebekämpfung. Dat heescht, dës Agenten kënnen selwer verschidden Infraktiounen recherchéieren a constatéieren.

Ech ennersträchen, dass dës Agenten eng Spezialformatioun kréien. D'Kommission hat och den Avant-projet vum Règlement grand-ducal betreffend d'Formation professionnelle virgeluecht krit.

Zweetens, d'Méiglechkeet fir de Procureur oder den Untersuchungsrichter, gemeinsam Équipes tëschent der Police an der Douane mat Enquêtes oder Ennersichungen am Kader vun der Drogebekämpfung ze befaassen.

Drëtte Punkt. Eng nei Infraktioun gëtt agefouert. Persounen, déi Produiten, Substanzen, Objeten oder aner Moyenen, déi dozou dengen, Blutprouwen oder medezinesch Ennersichungen ze verfälschen oder ze influencéieren, ze verkafen, ze offréieren, benotzen oder importéiert hunn, kënnen bis zu dräi Joer an de Prison kommen, mat engem Minimum vun dräi Méint, a riskéieren eng Amende tëschent 251 an 10.000 Euro oder eng vu béide Strofen.

Am Fachjargon schwätzt een hei vun enger „Clear machine“ oder dem „Clear urin“. Dat éischt ass e Pudder, deen den Dépistage vu psychotrope Substanzen am Urin verschleiert. Am zweete Fall handelt et sech ëm synthetischen Urin.

Véierte Punkt. D'Verjährungsfrist vun zéng Joer fir verschidden Infraktiounen am Zesammenhang mat Droge gëtt uniformiséiert. Dëst gëtt och vum Statsrot begréisst. A sengem Avis vum 22. Januar 2013 seet sech de Statsrot awer iwwerrascht doriwwer, dass der Douane ëmmer méi Kompetenzen zugesoustert géife ginn, an dat ausserhalb vun hirem eigentlechen Aufgabebereich.

Déi Héich Kierperschaft bedauert weider, dass déi lescht zwee Jorzéngten, dat heescht zënter

dem Ofschafe vun de Grenzkontrollen innerhalb vun der EU, net dozou genotzt goufen, fir sämtlech Kompetenzen am stroferechtliche Beräich der Police zouzeschreien. De Statsrot erënnert drun, dass d'Policegesetz vun 1999 justement zum Zweck hat, fir déi verschidde Corpsen, déi am stroferechtliche Beräich täteg waren, an engem ze eenegen.

D'juristisch Kommissioun huet de prinzipielle Bedenke vum Statsrot, wat eng Extensiou vun de Kompetenze vun der Douane ubelaangt, net Rechnung gedroen. Wat d'Membere vun der Kommissioun awer zréckbehalen hunn, dat sinn d'Bedingungen, déi de Statsrot un des Ausdehnung geknappt huet: Nëmme vun engem bestëmmte Grad un, an déi Leit mussen eng speziell Formatioun kréien. A sengem zweeten Avis seet sech dann de Statsrot mat der Proposition vun der Kommissioun averstannen.

Den initiale Projet de loi hat Strofreduktioune virgesi fir Beschëllegter, déi gehollef hunn, d'Infraktiounen opzeglären. Hei huet sech de Statsrot vehement opposéiert mam Argument, dass d'Kohärenz vum Strofrecht a Fro gestallt gëtt. Wann een nämlech an engem Deelberäich vum Strofrecht esou eppes aféiert an op verschidde aner Beräicher ausdehnt, da riskéiert een ähnlech gelagert Situatiounen, déi awer net berücksichtegt goufen, anescht ze behandelen. Deem konnt de Statsrot seng Zoustëmmung net ginn.

No deser Opposition formelle vum Statsrot zu den neie Bestëmmungen a Saache Strofreduktioun, hu sech d'Membere vun der Commission juridique domat averstane gewisen, déi Ofännerung aus dem Gesetzesprojet ze sträichen.

Et sief dann och hei drun erënnert, dass sech den deemolege Justizminister dozou engagéiert hat, de Sujet vun de Strofreduktioune vu Krounzeie méi generell an engem Gesetzesprojet ze behandelen.

Zum Schluss ginn ech nach den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'No-lauscherten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem honorabele Rapporteur. Ech hu bis elo als ageschriwwene Riedner: d'Madame Simone Beissel, den Här Alex Bodry, d'Madame Viviane Loschetter, den Här Roy Reding an den Här Serge Urbany. Als éischt Riednerin huet d'Madame Simone Beissel d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop och mäin häerzleche Merci un de Rapporteur Léon Gloden fir säi gudden schrëttlechen a mëndleche Rapport.

D'Drogekriminalitéit mat all hire Facetten ze bekämpfen, dat ass jo ee vun de Leitmotiver vun all de Regierungsdeklaratioune säit de 70er Joren. Wann een de Fazit 2014 zitt, da kann ee just constatéieren, et gëtt net besser. Au contraire! D'Mondialisatioun, illiciten Trafic vun Drogen, déi kriminell Energie, déi verwant gëtt, fir ëmmer erëm nei sophistiquéiert chemesch Drogen op de Marché ze bréngen, do mécht et Sënn, dass alles gemaach gëtt, fir d'Effikasitéit vun den Interventioune vun den zoustännege Corpsen ze verstärken, dat op dem Basisgesetz vum 19. Februar 1973, wat de Secteur regléiert a wat de Rapporteur jo ugeschnidde huet.

An deem Sënn elo zwou Serie vun Iwwerleeungen. Éischt Serie, consacrééit dese Gesetzesprojet e Paradigmewissel, dat heescht vun engem Auserneendriften 1994 an 2001 vun der Lëtzebuurger Douane an och 1999 vun der Police grand-ducale zu engem Réalignement zu enger Coopération renforcée tëschent Police an Douane. D'1994er Gesetz, modifizéiert 2001, iwwert d'Douane, huet d'Kompetenze vun den Douanieren, an dat trotz Fale vun de Binnegrenzen, legal verankert a konstant erweidert.

1994 krut d'Douane, trotz Resistenz vum Statsrot, an den Här Gloden hat et scho gesot, Police-générale-Missiounen. Am Artikel 2 ass nämlech virgesi ginn, dass, ech zitieren: En cas de nécessité kënnen d'Douanieren, an dat oui Spezifikatioun vun iergendengem Grad, réquisitionnéiert ginn, fir Personalkontrollen am Inland duerchzuführen, wat u sech géint d'Ratione materiae vun hire Basiskompetenze geet. Duerno krute se och nach Kompetenzen a Saache vu flagrant délit.

De Projet de loi 6415, dee geet méi wäit, geet et dach hei drëm, fir ze erméiglechen, dass

héich Fonctionnaire vun der Douane OPJ-Attributioune kréien an dass, op Uerder vum Staatsanwalt oder vum Instruktiounsrichter, d'Police grand-ducale zesumme mat der Douane Actions communes, Joint-Ventures a Saachen Enquête respektiv Instruktioun vun engem Fall kënnen maachen. Nees eng Kéier seet de Statsrot „oui, mais“. Mir kennen dem Statsrot seng Bedenken. Säit 1993 dreemt de Statsrot dovun, fir dass hei zu Lëtzebuerg ee Corps unique zoustännege wier fir de Maintien de l'ordre national. Elo si mer amgaang awer erëm méi dat ze verhënnere, well och en zweete Corps, nient der Police grand-ducale, elo OPJ-Kompetenze kritt, wat jo ëmmer d'Chasse gardée war vun der Police.

Et muss een awer begrëssen, an de Léon Gloden huet dat och scho gesot, dass déi Héich Kierperschaft trotz hire Retizenzen hei eng konstruktiv Approche huet. Si seet eigentlech, mit einem lachenden und einem weinenden Auge, mir sinn zwar net happy, mä op där anerer Hiischt, mat de Konditiounen, déi mer setzen, wann Der déi erfüllt, da si mer d'accord.

D'Konditioune sinn duebel an déi maachen och Sënn. Éischters mussen et héich Fonctionnaire sinn, dat heescht et geet vum Brigadier principal un, nëmme déi kënnen OPJ-Attributioune kréien, an zweetens muss se eng spezifesch professionell Formatioun kréien, wat och Sënn mécht am Intérêt vun der Saach.

Ech mengen, des Mesuren, an dee Moment och d'Attitud vum Statsrot, déi déi zoustännege Kommissioun iwwerholl huet, férdert d'Unicité an d'Koordinatioun tëschent deenen zwee Corpsmembere, ménagéiert d'Sensibilitäten a verhitt nei Berührungspunkten, déi weess Gott an de leschte Joren, haaptsächlech an den éischte Joren, bestanen hunn tëschent der Douane an der Police. Et ass ganz gutt, dass déi Saachen elo ofgeschafft ginn, oder op d'mannst op e Minimum erofgeschränkt ginn. Dat gëtt eng operationell effikass Interventiounsméiglechkeet, fir d'Drogekriminalitéit méi valabel ze bekämpfen.

Zweet Serie vu kuerze Remarquen, déi ech nach wollt dozoufügen. Eis Fraktioun begréisst et och, dass virun allem nei Infraktiounen an e Spezialgesetz agesat ginn, fir déi ze strofen, déi kriminell Energie dozou verwenden, fir Spezialprodukter hierzestellen, déi ebe just Drogen oder Dopingsprodukter an Analoges, déi sogenannte Produits précurseurs, solle maskéieren an deelweis och pervertéieren. Et ass ganz wichtig, dass hei eng Base légale geschafe gëtt fir esou nei Delikter. Dat ass e ganz wichtige Schrëtt!

Zum Schluss, mir kréien ëmmer gesot „bien légiférer“ vu Bréssel oder „mieux légiférer“. Fir eis ass et och ganz wichtig, am Intérêt vum „mieux légiférer“, dass mer endlech no laange Joren, wou dat gefuerdert ginn ass, eng Unicité kréien an de Saache vun der Verjährung, dass sämtlech Friste vun der Verjährung an deem spezielle Secteur hei vun der Drogekriminalitéit verschäerft ginn op zéng Joer. Dat mécht Sënn, dat ass dissuasiv an et mécht och de l'ordre dans la boutique an deem Spezialgesetz, wat u sech d'Basisgesetz ass vun deem ganze Secteur.

Opgrond vun dese Remarquen zu deem Gesetz wollt ech och nach den Accord vu menger Fraktioun bréngen, déi dëst Gesetz ausdrécklech begréisst.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Beissel. An elo huet d'Wuert den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Merci, Här President, dass ech d'Wuert kréien. Ech wéilt och am Numm vun der sozialistescher Fraktioun den Accord zu deem heiten Text abréngen, deen en Text ass, deen eigentlech, et ass richtig, iwwert den Avis vum Conseil d'État eraus eng Rei vu prinzipielle Froen opwerft, déi mer schonn e puermol am Laf vun deene leschten, jo bal Jorzéngten hei diskutéiert hunn.

Et ass wouer, dass an deem Moment, wéi d'Diskussioun ronderëm Fusioen vu Gendarmerie a Police gefouert ginn ass, och ee Moment diskutéiert ginn ass, awéiwäit een och kéint d'Douane mat eranhuelen. Dat huet sech aus techneschen, aus politeschen Ursachen als net méiglech erweisen. Technesch war et schwéier, well d'Carriären awer an der Douane anescht organiséiert waren, an och haut sinn, wéi dat an der Gendarmerie an an der Police de Fall war; ganz schwieereg also, déi Leit ze integréieren an een eenheetleche Corps.

An zweetens muss ech och soen, dass normalerweise och déi fir d'Douane zoustännege Ministeren eigentlech léiwer beim Status quo bliwwen sinn, wat jo sécherlech och méi bequem ass, wéi eppes ze reforméieren, esou dass mer an där Situatioun eigentlech weiderliwwen, wéi se och schonn Enn den 90er Jore gewollt war.

Gutt ass et allerdéngs, dass een iwwert deen heite Wee ënner anerem et jo och méiglech mécht, dass awer d'Kooperatioun ka renforcéiert ginn ënner der Égide vum Parquet respektiv vum Untersuchungsrichter, dee jo hei d'Méiglechkeete kritt, fir gemeinsam Equipen - Police an Douane - zesummenzestellen.

Wat ee muss sécherlech och nach am A behalen, dat ass de Fait, dass mer hei eigentlech eng Etapp weiderginn an enger Entwécklung, déi mer eigentlech, och d'Chamber bis elo ni schrecklech positiv gesinn huet, well se och riskéiert awer op d'laang Weil ze dérapéieren. Dat ass d'Ziel vun deenen Agente beim Stat, déi a verschidde Verwaltungen éparpilléiert sinn, an déi nieft hirer eigentlecher Funktioun an där Verwaltung och Pouvoir kréien iwwer e Spezialgesetz, wéi an deem Fall, fir eigentlech an engem bestëmmte Beräich als Officier de police judiciaire kënnen ze handelen, also mat all deene Pouvoiren, déi domadder zesummenhängen. Mam Fait och, dass se dann och, wat hir hierarchesch Enneruerdung ugeet, net méi eigentlech hirem direkte Ressortminister ënnerstallt sinn, mä eigentlech och dem Parquet ënnerstallt ginn, soubal se als Officier de police judiciaire täteg ginn. Dat kann am Eenzelfall zu ganz quokelege Situatioune féieren an dat mécht d'Iwwersiicht sécherlech net méi einfach.

Duerfir ass jo schonn an der viregter Mandatsperiode och vun der Commission juridique ënner anerem d'Demande gaangen un d'Regierung, fir eng Léischt ze erstellen vu sämtlechen Agente beim Stat, déi iwwer iergendwelch legislativ Texter speziell Befugnisse kréien, déi engem Officier de police judiciaire gläichsetze sinn. An et wäert wichtig, mengen ech och, dass déi dote Léischt regelméisseg géif à jour gehale ginn, fir awer do net d'Kontroll iwwert déi dote Situatioun gläich ze verléieren.

Well de Fait, dass et praktesch méintelaang gedauert huet, bis d'Regierung déi dote Léischt zesummegehallt hat, dat war nach déi viregter Regierung, beweist wéi wäit schonn déi Entwécklung iwwert déi lescht Jorzéngte praktesch gaangen ass, an et besteet praktesch, et vergeet kee Joer, wou net erëm an iergendengem Text deen een oder anere Beamte soll speziell Befugnisse kréien. Dat ass eigentlech net déi glécklechste Léisung, déi ee sech ka virstellen. Mä et ass awer eng pragmatesch Léisung an duerfir wäert eis Fraktioun och deen heiten Text stëmmen, wat deen dote Volet ugeet.

Deen anere Volet ass och scho vum Rapporteur, deem ech och Merci soe fir seng Aarbecht, respektiv vun der Virriednerin duergeluecht ginn. Wat jo ëmmer interessant ass, dat ass, wéi eigentlech de Législateur hanner enger Entwécklung muss hannendru lafen, wéi e muss reagéieren. De Fait, dass mer eng nei Infraktioun hei schafen, beweist, dass opgrond vun der Aféierung vum Dépistage vun Drogen et nei Feelverhale ginn, doduerjer, dass eben eng Rei vun Outilen zur Verfügung gestallt ginn, fir kënnen deen Dépistage do onméiglech ze maachen oder respektiv ze verfälschen. Wat dann erëm eng Kéier de Législateur muss dozou bréngen, fir en neit Strofdelikt an eise Code pénal anzeféieren.

Et gesäit een also, dass mer ëmmer eigentlech an deem Wiesselspill praktesch sinn, dass mer opgrond vu gewësse Feelverhale mussen als Législateur noreagéieren. Dat do war u sech eppes, wat ee vläicht a priori net konnt virausgesinn a wou mer elo musse praktesch eisen Arsenal législatif an deem dote Beräich norüsten. Et ass sécherlech gutt gemaach, an dofir wäerte mer also och deen dote Volet vun deem Text hei stëmmen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Nächste Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech géif mech einfach beschränken drop, éischters, dem Rapporteur Merci ze soen, an och Merci fir seng Gedold. En huet eng Zäitche misse waarden, bis en da konnt säi Rapport hei virbréngen, well mer an der Organisatioun e puer Tëscheffäll haten, an duerfir haut hien da säi Rapport hei konnt virbréngen a mir dat Gesetz och haut kënnen stëmmen.

A fir de Rescht, mengen ech, dass et trotz deene Schwieeregkeeten, déi och notament vum Statsrot erëmmt gi sinn, et awer e gutt Gesetz ass, wat mer haut stëmmen. An dofir wäerte mir als Gréng dat Gesetz mat ënnerstëtzten.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. Nächste ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, dat heiten ass e Gesetz, wat eis d'Geleeënheet gëtt, e puer méi fundamental Wierder zur Drogeproblematik ze soen.

Dir wësst, dass mer Unhänger sinn dervun, dass de Stat sech soll op d'Kärkompetenze konzentrieren an dat immens gutt maachen. An dozou gehéiert ënner anerem de Schutz vu senge Bierger; de Schutz vun Drogensüchtigen, déi éischer an eng Therapie gehéiere wéi an e Prisong, mä awer och de Schutz vun Bierger als Affer vu Beschafungskriminalitéit. An dat ass e Volet, wou d'Regierung vläicht gutt géif drun doen, fir emol eng Kéier an déi Richtung ze iwwerleeën, ob een net dee Problem ka virrangeg traitéieren, andeem een e System aféiert vu staatlecher Ofgab vun Drogen an Ersatzstoffe, an zwar systematesch, u Süchtiger - natierlech gesetzlech reglementéiert an natierlech medezinesch kontrolléiert. Einfach, fir deem Sumpf vum Drogenhandel déi ekonomesch Basis ze entzëien.

Natierlech lafe mer dann nees Gefor, wéi ëmmer, dass et och do kann zu Mëssbräich kommen. En Drogentourismus kann ee sech virstellen, wou EU-Bierger dann op Lëtzebuerg plënnere, well se hei kënnen vun deem System profitéieren. Trotzdem denken ech, dass dat e Gedanke wier, wou et derwäert wier, an déi Richtung ze iwwerleeën.

Fir de Rescht, wéi de Léon Gloden a sengem exzellente Rapport dat richtig gesot huet, ass dat hei ee ganz, ganz wichtige Text. Mir schléissen eis där Saach un a wäerten als Fraktioun och dat Gesetz stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Reding. Nächste ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir hunn hei e Gesetz virleien, wat nach vum Här Biltgen als Justizminister virgeluecht ginn ass, wat haut vun engem gréngem Justizminister eis hei virgeluecht a verteidegt gëtt.

Dat Gesetz huet am Fong geholl zwou Konsequenzen: Dat éischt, dat ass, dass d'Douane nei repressiv Befugnisse kritt, wat ech awer net esou séier ugesinn als eng einfach administrativ Fro, mä am Fong geholl als eng Fro, déi och mam Inhalt ze dinn huet vun där Drogepolitik, déi mer maachen.

Zweetens ass virgesinn, eng nei Infraktioun ze schafen, fir déi bis zu dräi Joer Prisong sollen agefouert ginn, a Fäll, wou ee Substanzen, déi u sech guer net illegal sinn, benotzt bei enger Analys, fir dass do d'Resultater vun där Analys verfälscht ginn.

Mä dat Ganzt ass ze gesinn natierlech am Kader vun enger repressiver Drogepolitik. An domadder setzt am Fong geholl des Koalitioun kritiklos déi Politik vu virdru weider. Et ass och en CSV-Rapporteur, deen dat hei presentéiert huet. Dat ass och guer kee Problem, well et ass einfach d'Fortsetzung vun enger Politik vu virdru.

An dobäi waren et awer grad, muss ech soen, Här President, déi gréng, déi ëmmer stoung fir eng Depenaliséierung an der Drogepolitik. Et louchen zwou Proposition-de-loien hei vir vum Renée Wagener, déi sinn 2009 zréckgezu ginn, déi fréier Deputéiert vun déi gréng. Och Deeler vun der LSAP hu sech och emol bei Geleeënheeten ausgeschwat fir eng Depenaliséierung vun den Drogen. Hei maache mer eng Verschäerfung am Fong geholl vun der Drogepolitik. Dobäi ass grad um internationale Plang amgaang eng Wend sech ofzezeechen, eng nei Approche zu där Politik sech ofzezeechen.

Ech wëll hiweisen op e Rapport, deen 2011 erauskomm ass vun der Commission mondiale pour la politique des drogues, an där ganz eminent Leit vertrat sinn, déi eng Rei Kritike gemaach hunn. Éischters emol hu se gesot, dass dee Weltkrich géint d'Drogen, deen am Fong geholl amgaangen ass, en Echec ass, dass ëmmer nei Drogen agefouert ginn - iwwerregens ass déi eng Infraktioun, déi mer hei aféieren, e Resultat dovunner -, an zweetens, dass déi éffentlech Ausgabe fir déi Repressioun, an déi Verfollegung vun deenen Delikter an d'Ennersichung dovunner, déi mer all Joers ausginn, Millioune kaschten a gläichzäitig méi schlecht maache ganz dacks wéi se gutt maachen, andeems se ganz dacks och d'Liewe vu jonke Leit zerstéieren, déi jorelang an de Prisong ginn, an och hir Familiillen dobäi an de Misär stierzen, dass dat eng falsch Politik am Fong geholl ass, déi iwwerhaupt eigentlech näischt bäidréit zur Verbesserung vun der Situatioun vis-à-vis vun der Drogensucht, déi, wéi och mäi Virriedner gesot huet, éischer e Suchtproblem ass, e Krankheetsproblem ass, wéi dass déi Leit



sollen an de Prisong kommen. Dat gëtt awer hei kengesfalls ofgeschafft. Dat gëtt hei confirmeréiert, déi Politik.

Ech hunn emol Zuelen héieren, wéi wann d'Halschent vun deene Leit, déi emprisonnéiert sinn zu Schraasseg, Drogenhängeger wieren, déi an iergendenger Aart a Weis ze dinn hätte mat der Drogekriminalitéit. De Justin Turpel huet och eng Fro un de Minister Braz gestallt, wou e gär déi Chifferen do hätt. An dat huet och vill ze dinn zum Beispill, mer schwätze vum Käschtepunkt dovunner. Deen neie Prisong, dee soll kommen, dee gëtt am Fong geholl noutwendeg gemaach doduerch, dass mer esou eng repressiv Drogepolitik nach weiderféieren, soss stéing de Prisong zu Schraasseg wahrscheinlech eidel, huelen ech emol un, oder hallef eidel, a mer hätte gutt Plaz nach a mir brächte keen neien Untersuchungsprisong ze bauen, esou wéi dat virgesinn ass.

Déi Commission mondiale pour la politique des drogues mécht och eng Rei vu Propositionen. Si schléit de Regierungen an de Parlamenten vir, fir der Kriminaliséierung vun den Drogen en Enn ze bereeden. Si rífft d'Regierungen dozou op, Modeller vu legaler Regulatioun vun den Drogen ze entwéckelen an anzeféieren an esou och d'Muecht vun de Karteller vun der organisierter Kriminalitéit anzuschranken. A si weist och op positiv Resultater hin, do, wou eng aner Drogepolitik gemaach gëtt, an zwar an engem Land, wat guer net esou wäit vun eis ewech ass: Portugal, wou et eng Depenaliséierung vun de lichte Drogen, wann ech gutt informéiert sinn, gëtt zënter enger Zäit respektiv, mengen ech, eng Dekriminaliséierung vum Besëtz vun Drogen, vun allen Zorte vun Drogen.

Dat heescht, dat Gesetz hei féiert am Fong geholl déi schlecht Politik weider, déi och grad déi, déi elo an der Regierung sinn, déi vun engem neie Wand schwätzen a gesellschaftleche Froen, ëmmer kritiséiert hunn, heftegst kritiséiert hunn, a féiert hei net zu engem Emdenken an där Politik. Si gëtt souguer verschäerft.

An dofir kënne mir a kengem Fall domadder d'accord sinn a mir wäerte géint dee Projet hei stëmmen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Domat wäre mer um Enn vun der Riednerschicht ukomm an d'Regierung huet d'Wuert: den Här Justizminister Félix Braz.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Merci als Alleréisch un de Rapporteur, den Här Gloden, an och un déi ganz Kommissioun, souwuel fir dee schréffleche wéi och dee mündleche Rapport. Merci awer och un de Statsrot an deem heite Fall, well, ech mengen, och duerch den Avis vum Statsrot sinn, par rapport zum initiale Projet de loi, e puer Annerungen an den Text komm, déi awer wichteg sinn, déi a mengen Aen och noutwendeg waren an déi maachen, dass mer en Text elo hunn, deen en Text ass, dee ganz no un der Praxis ass vun der Polizeiarbecht, awer och vun der Aarbecht vun der Douane.

Et ass keen Text, deen eppes groussaarteg Neies mécht, mä en hält an deem bestehende Kader, dee mer hunn, e puer Optiounen, déi maachen, dass mer kënnen um Terrain besser schaffen, an en orientéiert sech also an der Haaptsaach hei un der Praxis.

Den Alex Bodry huet, wéi anerer och, op d'Fro vun den OPJe verweisen. Déi Zuel, déi mir zur Verfügung steet, ass eng aus dem Joer 2009. Déi Zäit ware ronn 1.700 Leit hei am Land, queesch duerch d'Verwaltung, also laang net nëmme bei der Police, dat ass a praktesch all de Verwaltungen, déi als OPJ gëllen. Dat sinn der effektiv immens vill. An dat muss een zu engem kriteschen Émgang domadder bewegen. Ech ka mech do dem Alex Bodry nëmme erschléissen, wat awer net deen heite Projet elo falsch mécht.

Hei wäerten nach eng zéng bis zwielef, schätzungsweise, dobäikommen, woubäi awer och d'Natur vun där Aarbecht, déi se maachen, mengen ech, den Titel vum OPJ sécherlech justifiéiert, vläicht méi wéi op enger ganzer Rei vun aner Plazen, wat een eng Kéier misst mat engem kriteschen An duerchforste beim Stat. Dat ass oft gesot ginn. Wann een éierlech ass, ass et nach ni wierklech gemaach ginn.

Et ass och eng Aufgab fir des Regierung. Ech hoffen, dass mer eis Aufgab wäerten unhuelen. Mä et weess een, dass et ganz komplizéiert ass, well do och um legislative Plang immens vill misst gemaach ginn. Wann ee wéilt no der Duerchforstung d'Zuel vun den OPJe reduzéieren, da misst een och a ganz ville Gesetzer Saachen ännere goen. An dat ass, ech wëll net soen, eng Herkulesaufgab, mä net wäit dovun. An et ass och vläicht dat, wat och viereg Regierung schlussendlech dovun ofgehalen huet, hir gutt Intentionen op deem heite Punkt an d'Realitéit ëmzesetzen, well et der wierklech ganz vill beim Stat gëtt, déi an deem dote Fall sinn.

Mir wäerten och, soubal dese Projet gestëmmt ass, e Règlement grand-ducal op de Wee schécken, wëllen hei virumachen. Do geet et notamment ëm d'Formatioun vun deenen neien OPJen, déi wäert assuréiert ginn. De Règlement ass och scho geschriwwen. Deen ass prett, dee kann an den nächsten Deeg op den Instanze-wee geschéckt ginn. D'Formatioun, déi wäert assuréiert gi vun den Autorités judiciaires, vun der Police grand-ducale an awer och vun der Administratioun vun der Douane a vun den Akzisen. Déi Formatioun, déi kritt och um Enn e schréffleche Contrôle. Et ass also net just eng kuerz theoretesch Formatioun, mä do gëtt wierklech eng seriö Formatioun gemaach, dass déi Leit, wa se da bis OPJ sinn, wierklech en parfaite connaissance de cause hir Aarbecht kënnen ophuelen.

D'Iddi vun den Équipes communes ass och eng, déi scho laang tëschent Polizei an Douane am Gespréich ass, huet scho laang eigentlech Sënn gemaach, gëtt elo an d'Realitéit ëmgesat. An dat ass indéniablement eng praktesch Plus-value.

Iwwert déi nei Incriminatioun hunn och verschidde Virriedner sech scho geäussert. Et ass e Fait, dass do d'Législatioun ëmmer e bëssen hannendru leeft, dat ass och an der ganzer Matière vun Doping de Fall. Dat weess een. Déi, déi fuddelen, sinn ëmmer e Schrack vir. D'Aufgab vun deenen, déi gären éierlech a fair Konditiounen hätten, ass ëmmer déi, déi vir sinn, ze entlarven. Do gëtt et och en technesche Fortschritt. An do muss een och an der Législatioun dat heiansdo upassen.

Dat ass net ëmmer zefriddestellend, wann een hannendru leeft. Mä nach manner zefriddestellend wier et mat Sécherheet, wann ee géif kapituléieren a soen: Bon, da si se eben ëmmer vir, mir akzeptéieren dat, loosse dat lafen. Dat wär en Incitatif, fir vill Leit och op deen dote falsch Wee ze goen, mat villen negativen Elementer, déi mer net sollen akzeptéieren. Et kann do kee gëllene Wee gi fir d'Fuddeler. Och wann et heiansdo frustrant ass hannendrun ze lafen, deen Effort muss ee maachen. Et ass net akzeptabel ze kapituléieren an deem dote Bërräich.

Et ass och geschwat gi vum Délai de prescription, deen ugepasst gëtt. Do ass, éierlech gesot, keng ganz grouss Iwwerleung hannert dem Projet de loi gewiescht. Et ass en fait, fir méi e Mëssel an der bestehender Drogegesetzgebung aus der Welt ze schafen. Et waren an engem Artikel an zwee verschidden Alinéaen zwou verschidde Prescriptionen. Dat ass net ganz glécklech. Dat huet och kee richtig verstanen. Dat hu mer elo alignéiert op zéng Joer, wat heimadder gemaach ass. An ech mengen, dass dat och gutt gemaach ass.

De Statsrot huet, zu Recht a mengen Aen, dem Text vun der vieregter Regierung eng Opposition formelle gemaach bei der Fro vun den „repentis“. D'Kommissioun huet sech deem ugeschloss, wat d'Regierung ausdrécklech begréisst. Dat wär déi falsch Démarche!

Dann zu den zwou méi allgemenge Reflexiounen vum honorabelen Här Reding a vum Här Urbany iwwert d'Drogepolitik am Allgemengen. Dee Constat, dee souwuel den Här Reding gemaach huet wéi den Här Urbany, fënn sech an der Beantwortung net an de Wahlprogrammer vun de Koalitionsparteien. D'Beantwortung vun Ärem Constat fënn sech an Regierungaccord. Dee Constat, deen dir gemaach hutt, d'Feststellung, dass eng repressiv Politik iwwer Jorzéngte méttlerweil net déi Resultater bruecht huet, déi ee sech wünsch, dee Constat steet am Koalitionssaccord. Fir déi, déi dat vergiess haten, Här Urbany.

D'Regierung selwer huet dee Constat gemaach, dass eng reng repressiv Politik net zielführend eleng ka sinn. Den Drogekonsum klëmmt an all de westleche Länner, obwuel déi repressiv Moyenen och klammen. Do klappt eppes net.

An den Här Reding huet a mengen Ae recht, wann en op de kommerzielle Volet verweist. Soulaang domadder Sue verdéngt sinn, ass déi Dynamik ongebrach. An dofir huet och d'Regierung am Koalitionssaccord gesot, si wéilt an engem breede Sënn all d'Piste verfollegen, doruwwer nodenken, sech d'Moyene ginn, fir mat all de Moyenen, an net just mat deene repressiven, vill mer do dee Constat deelen, dass dat eis net virbruecht huet an deem Mooss, wou mer wollten, dass mer do wëllen all Piste goen, déi et erlaben, den Drogekonsum ze reduzéieren.

Dir sot, Här Urbany, d'Halschent vun de Leit am Prisong wieren Drogekonsumenten. Ech mengen, do verwiesselt Der eppes. Et sinn effektiv ganz vill Leit...

(**Interruption**)

Ech kommen direkt. Do sinn effektiv ganz vill Leit, déi opgrond vun Drogendelikt am Prisong sinn. Dat huet awer net mam Konsum ze

dinn, mä mat Handel. Dat stëmmt, dass et vill Leit am Prisong gëtt, déi a Konflikt gerode si mat der Drogegesetzgebung. Mä Konsumenten, déi fir en eegene Verbrauch consomméieren, sinn hei zu Lëtzebuerg an der Regel herno net virun engem Richter. Wat natierlech poursuivéiert gëtt, dat ass den Handel domadder, well do Leit Geld verdénge mam Misär vun aneren. An ech ka mer net virstellen, dass Dir et géift richtig fannen, dass een deene seet: Kee Problem, maach du dat roueg.

Mir mussen also op zwee Niveauen agéieren. Mir mussen preventiv do agéieren, wou consomméiert gëtt. Deene Leit ass mat Aspäre mat Sécherheet net an all de Fäll gehollef, an dat weess een. Do, wou domadder Sue verdéngt ginn, entsteet eng Kriminalitéit, déi mer par contre net mussen wëllen. Do, wou also gehandelt gëtt a mam Misär vun anere Leit Sue verdéngt ginn, brauch d'Gesellschaft net permissiv ze sinn. Do, wou awer d'Repressioun beim Konsum d'Leit net virubréngt, da muss een dat och agesinn a seng Politik ëmstellen. Dat ass de Sënn vun deem Passus aus dem Koalitionssaccord, an dee wäerte mer selbstverständlech ëmsetzen.

Hei, an deemem ganzen Text, an dofir ass do kee Widersproch an eisen Aen, Här Urbany, schwätze mer net vu Konsumenten, mä hei schwätze mer éischerter vun all deenen, déi heimadder wëlle Sue verdénge an handeln. Dofir hu mer och kee Problem mat deem ofgeännerten Text, esou wéi d'Kommissioun an de Statsrot en ofgeännert hunn, hu mir als Regierung kee Problem, deen Text haut hei zum Vote ze stellen. An an eiser Drogepolitik wäerte mer déi nächste Jore probéiere selbstverständlech de Misär ze reduzéieren, ouni awer permissiv mat deenen ze sinn, déi mam Misär vun anere Geld verdénge.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Parole après ministre.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Justizminister. Ech hunn eng Demande de parole après ministre vum Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, Dir hutt elo gesot, Dir hätt dat am Regierungsprogramm drastoen. Dat hei geet awer elo an eng aner Richtung. Hei schwätze mer just vu Repressioun. Hei schwätze mer net vun neie Pisten. Ech si selbstverständlech gespaant, wat dobäi erauskënn. An Dir wäert och an eis déi fannen, déi wäerten dat beobachten a positiv begleeden, wann dat positiv begleedenswäert ass. Am Sënn vun deene Kritiken, déi vu ganz ville Leit ëmmer virbruecht gi sinn, dass eng Penaliséierung an eng Kriminaliséierung vum Drogekonsum keng richtig Léisung ass. A wann een den Drogekonsum penaliséiert léisst, da schafft een natierlech automatesch mat déi ganz Kriminalitéit, déi domadder zesummenhänkt.

Dir sot och, hei geet et net ëm de Konsum, mä ëm d'Kriminalitéit. Da muss ech awer soen, wann ech den Text kucke vun Ärem Gesetz, wou et ëm déi nei Substanzen do geet, déi simuléiere gewëssen Effete vun Drogen, dat kënnen och ganz harmlos Droge sinn, wou ee Cannabis geholl huet an duerno eppes anhëlt, fir dass een dat net soll kënnen feststellen, steet hei „qui ont utilisé ces produits“. Dat heescht, dat Wuert „utilisation“ kënn ganz kloer hei dranner vir. Oder et sief dann, Dir gitt mer eng aner Erklärung dofir, wat dat heescht. Dat heescht, och d'Utilisateure vun esou Produiten, déi ginn hei mat kriminaliséiert, well et steet eng Strof drop vun dräi Méint bis dräi Joer.

Ech wëll nach soen, ech si bestëmmt dee Leschten, dee wéilt den Drogekonsum u sech verherrlechen oder verharmlosen. Ech si perséinlech iwwerhaapt kee Frënd dovunner. Mä ech si just der Meenung, eng Penaliséierung vum Drogekonsum, dat ass eppes, woumat mer der Jugend e Bierendéngscht leeschten. Dat ass eng Kriminaliséierung vu Leit, déi eigentlech guer net an de Prisong gehéieren. Mä ech si gespaant op déi Äntwert, déi Der gitt zu deem Text hei.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. Vlächicht allgemeng eng Kéier widderholl, dass et ubruecht ass, dass den Deputéierte sech un d'Chamber richt, idem fir d'Regierungsmemberen, dass mer net den Dialog ënner Persoune maachen, mä dass mer eis entweder un d'Chamber oder un de President richten. Just eng Kéier, well dat an der Lescht e bësse méi oft virkomm ass. An da ginn ech dem Justizminister direkt d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Just ganz kuerz, well ech eigentlech d'Gefill hunn, ech hätt virun a menger Interventioun déi Saache scho gesot, déi dem Här Urbany seng Fro beäntweren.

Mir sinn hei am bestehende Kader. Wann Dir op deen doten Artikel vum Gesetz verweist,

soen ech lech nach eng Kéier, mir hunn zu Lëtzebuerg eng Praxis, wéi eng Konsumenten iwwerhaapt mat de Geriichter a Kontakt geroden. Alles dat hei setzt dat net ausser Kraaft. Et ass also heiranner keng nei Orientatioun an der Drogepolitik ze gesinn. Et ass eng am bestehende Kader praxisorientéiert Approche, wou den Text, an eisen Aen, no den Interventiounen vum Statsrot a vun der Kommissioun, och an der Rei ass.

An eng nei Approche zu der Drogepolitik, wou ech d'Gefill hunn, dass mer eigentlech e Konsens an der Chamber hunn, dass mer wëllen den Drogekonsum reduzéieren am Land, dass mer eis wëlle beméien, dass den Drogekonsum zrëckgeet, dass mer wëllen déi, déi domadder Sue verdénge, déi wëlle mer aus dem Circuit kréien. Well an deenen allermeeschte Fäll selbstverständlech eng Prisongsstrof fir déi dote Leit keng Solutioun ass.

Ech mengen, wa mer eis do eens sinn, an ech hunn d'Gefill, wéi wann dat och beim Här Urbany de Fall ass, da wäerte mer eis och an den Diskussiounen an den nächste Joren an där heiter Matière hoffentlech séier kënnen op eng gemeinsame Politik verstänegen.

Dat hei ass e Schrack an deem bestehende Kader. Mä nach eng Kéier, och déi Substanzen, wou de Verbrauch dovunner an d'Benutzung dovunner strofbar gemaach ginn, ännert nëschit dovunner, dass déi, déi haut schon net mat de Geriichter a Kontakt kommen, och an Zukunft weiderhin net mat de Geriichter wäerten a Kontakt kommen.

Et kommen also duerch dat heite bei deene Konsum-Limiten, déi grosso modo vun de Geriichter applizéiert ginn, wäerten also och duerch dëst Gesetz keng aner Leit, keng Leit weider virun d'Gerichter kommen. Ech mengen, dat misst elo kloer sinn.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Gestrooft wéinst der Utilisatioun vun deene Produiten.

► **M. le Président.** - Merci dem Justizminister. An domat wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mer kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6415.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6415 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmme ungeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aدهm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(**Assentiment**)

Merci. Dat ass dann esou décidéiert.

12. Ordre du jour (suite)

Ech hunn d'Demande vun Här Statsminister, fir de leschte Projet virzéien, well en eng offiziell Visite direkt anschliessend huet. Ass d'Chamber domat d'accord, fir deem Projet Prioritéit ze ginn?

(**Assentiment**)

Da soen ech lech villmoos Merci an ech géif direkt der honorabeler Rapportrice, der Ma-

dame Joëlle Elvinger, d'Wuert gi fir de Rapport vum Projet de loi 6651 fir en neie Radiokommunikationssystem fir d'Services de sécurité.

13. 6651 - Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP)**, rapportrice.- Hâr President, léif Kolleginnen a Kollegen, de Gesetzesprojekt 6651 betreffend de Financement vum Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois, kuerz gesot RENITA, ass de 6. Februar 2014 vum Premier- a Statsminister Xavier Bettel déposéiert ginn.

Um Text vum Projet de loi war en Exposé des motifs, e Commentaire des articles an eng Fiche financière annexéiert. Den 22. Abrëll 2014 gouf ech als Rapporteur an der Finanz- a Budgetkommission genannt an den 29. Abrëll huet d'Kommission de Rapport ugeholl.

De RENITA ersetzt den heitege RIFO. De RIFO baséiert op fënnf Antennen uechter d'Land, déi zu Diddeleng, um Waldhaff, Pfaffenberg-Oswiler, Heiderscheid an Housen stinn. E baséiert op analoger Technologie. An dese Réseau besteet säit de 70er Joren an ass Enn der 90er Jore moderniséiert ginn. Mä e séchere Cryptage vum de Kommunikatiounen ass net méiglech. De RIFO entsprécht och net méi den internationale Kommunikationsstandarden an d'Interoperabilitéit mat de Réseau vum eisen Nopeschlänner ass net méi garantéiert. De Réseau vum RIFO ass also op sengem Liewensenn ukomm an et ginn och nach kaum Ersatzdeeler fir dese Réseau.

An eise digitalen Zäitalter ass et wichteg, dass deen neie Réseau agefouert gëtt, en digitale Réseau also, fir dass eis Rettungsdéngschter an d'Servicer, déi fir d'Sécherheet am Land zoustänneg sinn, méi optimal, effikass a sécher funktionéieren kënnen. An natierlech och en vue vun der Présidence vum EU-Conseil am zweete Semester 2015.

Den aktuellen analoge Réseau gëtt also duerch en digitale Réseau ersat. De RENITA wäert op Basis vun der Technologie TETRA funktionéieren. TETRA steet fir „Terrestrial Trunked Radio“ an ass eng harmoniséiert europäesch Norm. D'Reseau vum eisen Nopeschlänner Däitschland, Frankräich a Belsch funktionéieren och op Basis vun där Technologie TETRA. De RENITA ass an éischer Linn geduecht, fir d'Servicer vun der Douane, de Ponts & Chaussées, d'Rettungsdéngschter, Pompjeeën a Protection civile, d'Armée, d'Centres de communication vun der Regierung, den Haut Commissariat de la protection nationale, d'Police an de SREL. An insgesamt wäerten eng 11.500 Benotzer den neie Réseau benotzen.

De RENITA deckt de gesamten Territoire vun eise Land of a funktionéiert och a Bëscher an Autobunnstunnelen, an Eisenbunnstunnelen a wäert och bannen an de Gebaier funktionéieren. Ongeféier 75 Basisstatiounen wäerten néideg si fir de Fonctionnement vum RENITA. An d'TETRA-Technologie erlaabt et och, eng Kommunikatioun innerhalb vun nëmmen 0,3 Sekunden opzestellen. Dat ass extrem séier an ass méi séier wéi eng GSM-Kommunikatioun. TETRA funktionéiert mat engem „Push to talk“, dat heescht, dass eng Kommunikatioun ka mat engem eenzege Knäppchendrock hiergestallt ginn. D'Benotzer kënnen sougenannte Groupes d'appels organiséieren. A wann een Terminal net funktionéiert, kann en aneren Terminal als Relais geholl ginn.

De Cryptage vum de Kommunikatiounen ass och ganz sophistiquéiert. An et ass och méiglech, SMSen iwwert de RENITA ze verschécken. De RENITA iwwerdréit Donnéeën vu Persounen, notament wat d'Géolocalisatioun vu Persounen ugeet. An dese Réseau verspricht eng héich Frequenz, déi et erlaabt, dass de Réseau net bei enger technescher Pann zesummebrécht. Den neien digitale Réseau RENITA ass en aussergewöhnlechen a komplexe Projet. An dofir ass bei der Ausschreibungsprozedur virgesinn, dass de Projet sech op en Zäitraum vu 15 Joer, vu mindestens 15 Joer ausdehne soll.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech wëll och hei drop hiweisen, dass am schréffleche Rapport, deen an der Kommission vum 29. Abrëll ugeholl ginn ass, eng kleng Erreur matérielle virkomm ass, an zwar

am zweete Paragraph vum Artikel 1, do steet, dass de Kontrakt bis den 30. Juni 2013 leeft, anstatt bis den 30. Juni 2030. Dese kleng Feeler ass awer schonn an deem Rapport, dee gedrëckt ginn ass, verbessert ginn.

De Stat huet och keng richteg Erfahrung, wat d'Ausschreiwunge fir esou grouss Projeten oder Projete vun deem Typ vum RENITA ugeet, an dofir war et och schwéier anzuschätze fir d'Regierung, wéi eng vun deene verschiddenen technesche Léisungen déi richtegst an adaptéiert wär.

De 24. Abrëll 2012 huet d'Chamber eng Motion adoptéiert, an där se d'Regierung invitéiert huet, d'Ausschreibungsprozedur ze lancéieren, fir d'ekonomesch Acteuren ze invitéieren, fir hir Offeren ze maache fir d'Conceptioun, d'Installatioun an d'Maintenance vun neien digitale Réseau.

Duerch en Arrêté ministériel vum 20. November 2013 ass de Marché public un de Groupe Connectcom an d'Post vergi ginn. Et ass allerdéngs eng express Reserv virgesinn, dass de Kontrakt eréischt kann ënnerschriwwen ginn, wann d'Finanzéierungsgesetz vun der Chamber gestëmmt ass.

D'Regierung huet decidéiert de Kontrakt fir den Déploiement an d'Exploitation vum neie Radiokommunikatiounsréseau mat engem privaten Investisseur anzegoen, ënnert der Form vun engem sougenannte Private Public Partnership, engem PPP also. De PPP huet eng ganz Rei vu Virdeeler, well d'Technologie immens komplex ass. Wat eleng d'Personal ugeet, wäeren 33 Posten an Eegeregé néideg, fir d'Iwwerwaachung vum Réseau an eng Assistance 7 Deeg op 7 a 24 Stonnen op 24, fir all d'Benotzer vum neien digitale Réseau ze garantéieren. Am Kader vum PPP richt den Opérateur de Réseau op an de Réseau gëtt exklusiv vum Pouvoir adjudicateur, also vum Stat benotzt a vun deene Benotzer, déi vum Stat bestëmmt ginn.

D'Exploitation vum Réseau ass, wéi gesot, fir 15 Joer virgesinn. An den Opérateur bleift och Propriétaire vum Réseau an assuméiert domat all d'Risiken an d'Responsabilitéit, déi un d'Propriétéit gebonne sinn. De Stat huet awer eng Option d'achat op de Réseau. An duerch de PPP ass d'Stabilitéit an d'Zouverlässegkeet vum Réseau, wat immens wichteg an deem Domän ass, garantéiert. Et ass och eng kontinuierlech Verbesserung vum Réseau virgesinn.

De 4. Abrëll 2014 huet de Statsrot säin Avis zu deem Projet de loi ofginn an huet do zwou Oppositionen formelles formuléiert. Déi Éischt betrëfft d'Attributioun vum Marché public. Hei huet de Statsrot virgeschloen, den Numm vun der Entreprise, déi de Marché attribuéiert krut, aus dem Gesetzestext erauszehuelen an d'Finanzkommission huet des Propos och ugeholl.

Déi zweet Opposition formelle huet d'Finanzéierung vum RENITA betrëfft. Hei huet de Statsrot virgeschloen, de Punkt c) vum drëtten Paragraph am éischten Artikel vum Gesetzesprojekt ze sträichen, fir dass de Projet de loi konform soll sinn zum Artikel 99 vun eiser Verfassung. Och deser Propos ass d'CoFib gefollegt.

De Stat iwwerhëlt och d'Käschte fir déi éischt Formatioun vun alle Benotzer vum RENITA.

Als Ofschluss géif ech dann och nach den Accord vun der DP-Fraktioun ginn zu deem Gesetzesprojekt an nach eemol betounen, dass d'DP et ausdrécklech begréisst, dass dese Projet soll virun der Présidence agefouert ginn, och wann dat bis dohin aus Zäitgrënn, wat evident ass, just an enger lichter Versioun kann de Fall sinn.

Et ass immens wichteg, dass och de Stat mam technesche Fortschritt virugeet an dass d'Sécherheet an d'Zouverlässegkeet virun allem an deem Domän vun de Sécherheets- a Rettungsdéngschter garantéiert bleift.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci der Madame Elvinger fir hire breetgefächerte Rapport an deem ganz interessanten a zukunftssträchtige Secteur. Als éischten ageschriwwene Riedner rufen ech elo hei op d'Tribün den Hâr Deputéierte Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Madame Presidentin. Ech soe fir d'Éischt der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, Merci fir hire schréfflechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, dat Wichtigst virop, d'CSV wäert dese Projet stëmmen. E geet och zum groussen Deel op déi fréier Regierung zrëck. An d'Chamber - muss ee soen - war och schonn 2012 mat agebonnen, nämlech krute mer de Projet an der Finanzkommission, deemools presidéiert

vum Hâr Wolter, virgestallt. A mir hunn och eng Motioun gestëmmt, wou d'Regierung eigentlech formell den Auftrag kritt huet, fir en Appel d'offres an deem Dossier ze maachen.

D'CSV steet vum Fong hier zu deem Projet, well en ass am Interessi vun der Sécherheet vun de Bierger a vun eise Stat. An zweetens - d'Madame Rapportrice huet et och ennerstrach - soll dee System operationell si fir d'EU-Présidence dat zweet Semester 2015, an dobäi geet et och ëm d'Image de marque vun eise Land, dass mer dee System kënnen hunn.

Et ass, wéi gesot ginn ass, de sougenannte RIFO-System, dee gëtt no laange Joren op eng nei Technik adaptéiert an dofir féiere mer dese RENITA-System an, deen net nëmmen déi staatlech Servicer concernéiert vun der Police, Douane, iwwert de SREL, d'Armée, mä och déi gemengendirekt oder -indirekt raccordéiert Servicer, notament d'Pompjeeën an d'Protex, concernéiert.

De Gesamtkäschtepunkt - ech mengen, dat soll een och ennersträchen -, dat sinn net nëmmen déi 37 Milliounen Euro, wat déi éischt Investitioun ass, mä do kommen och nach d'Fonctionnementskäschten darbäi. A wann een d'Fiche financière vun dem Gesetzesprojekt kuckt, da komme mer um Enn vun der Lafzäit an deem Projet, deen 2030 soll zu Enn goen, op e Gesamtchiffer vu ronn 120 Milliounen Euro.

Mir stellen och dee Chiffer net a Fro. Et muss een awer soen, dass eng ganz Rei rechtlech Problemer opgetaucht sinn a wou de Statsrot, mengen ech, an engem pingelechen Avis, mä zu Recht, eng Rei vu Froen opgeworf huet, wou och d'Finanzkommission sech dermat beschäftigt huet.

Et geet éischters emol ëm eng relativ strikt Liesaart, déi de Conseil d'État huet vum Artikel 99 vun der Verfassung, well de Statsrot huet gesot: Dir braucht e Spezialgesetz, net nëmme fir de Projet selwer, well et e sougenannte Projet de grande envergure ass, deen iwwer 40 Milliounen Investissement erausgeet, mä Dir braucht och nach ee Spezialgesetz, well d'Lafzäit vun dem Projet sech op méi Exercice-budgétaires ausdehnt an dofir och dat finanziell Engagement vun dem Projet eng Loi spéciale am Sënn vum Artikel 99 brauch.

An, ech mengen, den Artikel 99, ënnert dem Contrôle hei vun dem fréiere President an dem jëtzege President vun der Institutionskommission, dee wäert op deene Punkten och do net emgéännert ginn an enger eventueller neier Verfassung. An dofir ass och déi Remarque vun dem Statsrot op deem Punkt gedeelt ginn.

Zweetens, an dat ass méi eng fundamental Remarque vun dem Statsrot, dat ass Folgendes: 2012 huet d'Chamber eng Motioun gestëmmt, fir dass d'Regierung kéint en Appel d'offres maachen, fir dee Réseau éischters a Platz ze setzen an och an enger zweeter Phas ze géréieren.

2013 ass deen Appel d'offres gemaach ginn. An enner verschiddenen Offren, déi als recevabel ugesi gi sinn, ass dann déi vun, loosse mer soen, dem Postkonsortium zrëckbehalte ginn. Dat war vläicht net déi performantsten Offer, déi ofgi ginn ass, wéi een aus engem Uerteel vun dem Verwaltungsgericht erausliest, mä et war awer déi ekonomesch gënschtgste an, op gutt Lëtzebuergesch gesot, déi bëllesten Offer.

An doropshin ass d'Regierung higaangen an huet dat heite Finanzéierungsgesetz ausgeschafft mat deenen entspreche Montanten aus der Offer vun dem Postkonsortium an huet och, esou wéi dat an der Soumissioun virgesi war, an deem Finanzéierungsgesetz geschriwwen, dass d'Chamber d'Regierung autoriséiert, mat dem Postkonsortium e Kontrakt ofzschléissen.

A grad do hat de Conseil d'État - net zu Onrecht - seng Problemer, well de Conseil d'État gesot huet: Majo, wann Dir an dem Artikel 1 vun deem Finanzéierungsgesetz de Postkonsortium formell ernimmt, dann erlaabt dat jo engem eventuell zweete Submittent, also deen och eng Offer ofginn huet, iwwerhaupt kee Recours méi ze maache géint d'Soumissioun.

A grad dat ass geschitt. Well mir hunn - do läit d'Kromm an der Heck - de Moment e Recours, deen usäseg ass, vun engem Soumissionnaire, deem seng Offer net zrëckbehalte gouf, well se net ekonomesch déi gënschtgste war, an deen dann eigentlech en dueble Recours beim Verwaltungsgericht gemaach huet. Engersäits e Référé, e sougenannt Schnellverfahren, an anersäits awer och e Recours um Fong.

Dat Schnellverfahren gouf - muss ech soen, Gott sei Dank, am Interessi vun dem Lëtzeburger Stat - als net zouläseg zrëckgewisen. Mä mir hunn awer nach ëmmer e Recours au fond, deen unhängeg ass, wou een net weess, wéi en ausgeet, mä wat spillt ass virun allem den Zäitdélai. Well mir sinn an enger éischer Instanz an et kann och nach e Recours um Fong gemaach

ginn op der Cour administrative, also en Appel. A wat et zäitlech net méi géif erlaben, wann déi Soumissioun géif annulléiert ginn, fir de System da fristgerecht fir den 1. Juli 2015 operationell ze maachen.

Dofir wëll ech och am Numm vu menger Fraktioun soen, dass e Risiko besteet - dat muss een einfach soen -, dass déi Soumissioun, wou d'Post dann oder de Postkonsortium als éischten erausgaangen ass, enner Émstänn kéint op dem Verwaltungsgericht annulléiert ginn. Wat natierlech da kéint dozou féieren, dass déi Offer, déi écartéiert gouf, kéint op zivilrechtlichem Plang géint de Lëtzeburger Stat virgoen. Mä mir kënnen net waarden, well soss de System net operationell ass.

An ech wëll am Numm vun der CSV-Fraktioun hei ganz kloer soen, dass onofhängeg vun deem Risique, dee besteet, an ech mengen, wou mer och dozou stinn, dat Gesetz haut hei sollt gestëmmt ginn, fir dass engersäits deen neie System kann operationell sinn, och fristgerecht fir den 1. Juli 2015.

Sollt, par impossible, d'Post oder déi Soumissioun annulléiert ginn, da géife sech nämlech eng ganz Rei aner Froe stellen, notament déi vun deene Chifferen, déi mer hei an dem Finanzéierungsgesetz stoen hunn, well déi Chifferen, déi bezéie sech eigentlech exklusiv op dat, wat de Postkonsortium ofginn huet. An da wier an deem Fall, wann een dat bis zu Enn denkt, eigentlech och dat Finanzéierungsgesetz ouni Wäert. Well da misst da jo en neit kommen, wat op deen neie Submittent ausgeluecht wier. An aus all deene Problemer soe mir, dass d'Regierung hei sollt autoriséiert sinn, fir dee Kontrakt dann definitiv ze ënnerschriwwen.

En drëtten Punkt ass deen, dass och ennerstrach gouf, dass hei niewent den Investissementskäschten, niewent de Käschte vun der Gestiou vun dem Réseau, sech och déi sougenannte Frais de formation initiale stellen. Dat ass en net onerhebleche Montant. Firwat? Mä well - wéi d'Madame Elvinger dat virdu gesot huet - eng ronn 10.000 eenzel Opérateuren, Leit, déi dee System wäerte bedéngen, dovunner der ronn d'Halschent, dat heescht bal ronn 5.000 Leit, aus dem sougenanntem erweiderte kommunale Secteur kommen. Dat sinn allegueren déi, wéi d'Pompjeeën, respektiv dann och d'Rettungsdéngschter, dat heescht d'Protex, déi dann eenzel Terminaler kréien. An do hu mer mat Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, dass, esou wéi den Text formuléiert ass, déi Käschte vun der Formation initiale exklusiv vun dem Lëtzeburger Stat wäerte gedroe ginn.

Hâr President, oder Madame Presidentin - entschëllegt! -, véierten a leschte Punkt, dat ass dee vun der Formulatioun vun dem Gesetzes- text, esou wéi en elo der Chamber virläit. D'Madame Elvinger huet, mengen ech, zu Recht drop higewisen, dass eigentlech an dem Text coordonné en lertum dran ass. Nämlech, dass beim Artikel 1 Alinéa 2 steet, dass: «...la durée du contrat de marché visé à l'alinéa 1^{er} s'étend de la date de sa prise de vigueur», dat wier am Prinzip den 1. Juli 2015, «jusqu'au 30 juin 2013». Dat kann eigentlech net sinn. Do misst den 30. Juni 2030 stoen. Dat trifft fir den Artikel 1 zou. Mä et trifft menger Usicht no och nach eng Kéier am Artikel 3 zou, well och do steet: «Les frais mensuels à charge de l'État au titre des frais d'exploitation du réseau au cours de la période courant à partir de la mise en exploitation du réseau jusqu'au 30 juin 2013», an dat misst den 30. Juni 2030 sinn, menger Meinung no. «ne peuvent pas dépasser le montant de 390.000 euros.»

A sous réserve vun deser Observatioun, wat den Text ubelaangt, wou et awer elo ubruecht wier, dass mer am Texte coordonné, deen d'Chamber zur Ofstëmmung huet, dat richteg aschriwwen, géif ech dann och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu deem Projet de loi ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Mme le Président.** - Merci dem Hâr Roth fir seng konstruktiv Interventioun. Et ass elo ageschriwwen: den Hâr Deputéierten a President Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Merci, Madame Presidentin, fir deen Titel President, deen ech hei kritt hu bei deser Geleeënheet. Eis Fraktioun wäert deen heite Projet de loi stëmmen, wat e Projet de loi ass, deen effektiv ënnert deser Regierung vum aktuellen Statsminister deponéiert ginn ass, mä deen natierlech awer eng ganz Rëtsch vu Preparatiounen hat a mat deem och d'Chamber schonn, sief et awer och hei am Plenum, befaasst war.

Et ass effektiv eng Initiativ gewiescht, déi op d'Joer 2011 zrëckgeet, wou e Comité de pilotage agesat ginn ass, wou déi eenzel concernéiert Verwaltungen a Ministère sech getraff hunn, fir deen heite Projet opzebauen, fir eng



Lacune ze behiewen, déi eigentlech zënter enger Rëtsch vu Jore scho bekannt ass, an déi eben eng Schwächt festgestallt hunn, wat eisen aktuelle System vun der Radiokommunikatioun vun de Sécherheidsdëngschter hei zu Lëtzebuerg ueget, de RIFO, deen eng leschte Kéier Enn der 90er Joren opgemotzt ginn ass, moderniséiert ginn ass.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech ka mech nach vagement un d'Diskussionen erënneren, déi mer deemools am Regierungsrat haten, wou schon deemools de Käschtepunkt dozou gefouert huet, dass deen Invest eigentlech an der Zäit ëmmer erëm no hanne verschubt ginn ass. A schlussendlech ass deemools d'Optioun geholl ginn, fir méi eng bëlleeg Léisung ze huelen, also den aktuelle System eigentlech ze moderniséieren an net schon direkt op eng ganz nei Technologie ze goen, also aus der analoger Technik erauszugehen.

Dëse Schratt gëtt dann dës Kéier gemaach. En ass sécherlech iwwerfällig, well, mengen ech, e souveräne Stat sech et net ka leeschten, dass a sengem Radiokommunikationssystem, wat d'Sécherheet vum Land ueget, Faillë sinn, dass deen net fiabel wär respektiv net komplett ofgesécherert ass. An dofir mengen ech, dass et normal ass, dass mer deen heite Schrëtt maachen. Ech géif wéi gesot soen, also, et kënnt sécherlech net ze fréi, mä éischerter mat engem gewësse Retard par rapport zu deem, wat noutwendeg ass. Als Zil gëtt hei geholl, mä et hätt een u sech awer dat Zil eigentlech net gebraucht, déi nächst Presidentschaft vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun am zweeten Hallefjoer 2015; also den 1. Juli am Joer 2015 soll deen neie System stoen.

Dat huet also mat sech bruecht, dass prozedural eigentlech onorthodox gefuer ginn ass. Dat war eng Initiativ vun der leschter Regierung nach, awer mat der Schützenhëllef hei vun der Chamber, fir eigentlech schon e Marché public ze lancéieren, dach an engem Domän, dee ganz vill ëffentlech Gelder mat implizéiert, ouni eigentlech den direkten Accord vun der Chamber ze hunn. Mä et ass awer och kloergestallt gi bei deem Marché public an och bei deem Akt, iwwer deen d'Regierung den Zouschlag ginn huet bei deem Marché public, dass dat sous réserve natierlech ass, dass d'Chamber iwwer e Gesetz hiren Accord zu deem dote finanzielle Volet vum Projet gëtt. Dat soll also heimadde geschéien.

Et ass scho gesot ginn: Eng 11.500 Benotzer soll deen heite System hunn. Eng ganz Rei vu staatleche Verwaltungen, an éischerter Linn natierlech eis Police, mä och aner Organer si mat direkt hei concernéiert vun deem neie Radiosystem, op deen also muss elo eng relativ rapid Emstellung kommen, fir deen och schnell musse Formationen gemaach ginn, fir deen déi néideg Terminaux mussen installéiert ginn a Gefierer respektiv fix Terminaux installéiert ginn. Also, do ass e groussen Aarbechtsopwand, dee kënnt net nëmmen un déi direkt Responsabel, mä awer un all déi, déi herno wäerte mat deem heiten neie System ab Mëtt 2015 ze schaffe kréien.

Et ass scho gesot ginn, dass de gesamte Käschtepunkt héich ass vun deem heite System, well niewent deem éischen Invest, dee muss gemaach ginn - en Invest vu wäit iwwer 50 Milliounen -, kënnt awer praktesch pro Joer nach e fixe Käschtepunkt vu knapps fënnf Milliounen Euro d'Joer derbäi iwwer eng Lafzäit vu 15 Joer. Dat Ganz ass also och finanziell e ganz staarkt Engagement, wat de Lëtzebuerg Stat iwwer deen neie Projet RENITA hei hëlt.

Et ass schon ugeschwat ginn: U sech profitéieren haaptsächlech staatlech Servicer vun deem heiten neie Kommunikationssystem. Et ass awer eng Verwaltung, eng Entitéit dobäi, déi ënnert déi direkt Responsabilitéit vun de Gemenge fält. Dat sinn d'Pompjeeën, déi drënerfalen. An do ass virgesinn, dass u sech d'Gemengen, wéinst hirer direkter Responsabilitéit fir d'Pompjeeeswiesen, sollen d'Fraisen, wat d'Terminaux ueget, iwwerhuelen. Mä, wéi gesot, de Rescht, d'initial Formation vun de Leit, déi domadder schaffen, och vun de Pompjeeën, respektiv herno d'Fonctionnement vum ganze System, do gesäit d'Regierung keng Participatioun vun de Gemenge vir, déi also hir Part eigentlech wäerten ausschliisslech bei der Mise en place vun den Terminaux respektiv dem eventuellen Ersetze vun deenen doten Installatiounen ze droe kréien.

E wichtige Punkt, mengen ech, deen en direkten Afloss hat op déi definitiv Formulatioun vun deem heiten Text, wat dat Gerichtsverfahren, wat momentan unhängeg ass beim Lëtzebuerg Verwaltungsgeriicht, bei deem zweete Gruppement, dee matgemaach huet bei der ëffentlecher Ausschreibung, déi d'Chamber - pardon -, déi d'Regierung hei lancéiert hat iwwer e Marché public. An eng Analys aller-

déngs, déi ee konnt maache vun deem Uerteel, schéngt drop hinczewisen, dass den Dossier vun der Regierung relativ zollid ass. Op jidde Fall ass de Référéstriichter relativ wäit gaangen, am Kader vun engem Référé, wat d'Analys an d'Ofweigung vun deenen eenzelne Moyenen ueget, déi d'Contestataires eigentlech virbruecht hunn an deem dote Prozess. E geet se der Rei no praktesch duerch, e léisst keen aus, an e kënnt eigentlech all Kéiers zum Schluss, dass an enger, noutwendegerweis, sommaier Préiwung vun der Stéchhaltegkeet vun den Argumenter d'Gericht zur Iwwerzeugung komm ass, dass dee Moyen net seriö wär. Op jidde Fall net seriö genuch wär, fir dass de Riichter elo e Sursis à exécution géif prononcéieren op d'Demande vun de Reklamanten.

Ech mengen, dat kann ee berouegen, well hei, wéi gesot, net reng op d'Formalitéiten de Référéstriichter eng Décisioun geholl huet, fir eigentlech déi Prozeduren net ze ënnerbriechen, mä weider lafen ze loossen, mä en huet dat wierklech gemaach, andeem en awer scho relativ wäit op de Fong kucke gaangen ass.

De Risiko ass natierlech net null, dass, wann d'Gericht um Fong dat nach eng Kéier kuckt, dat ass jo en anert Geriicht, eng aner Zesummesetzung am Regelfall, déi dat nach eng Kéier kucken, déi kënnen natierlech zu enger aner Appréciatioun vun den eenzelne Moyene kommen nach. Et kann een dovunner ausgoen, dass d'Chance op jidde Fall méi grouss ass, dass et zu enger Confirmation kënnt vun där éischerter Analys vum Référéstriichter, wéi dass et zu enger contrairer Décisioun kënnt.

Et bleift awer an den Ae vun der sozialistescher Fraktioun, dass doduerjer, dass mer dat Gesetz hei stëmmen, wat e rengt Autorisationengesetz ass fir d'Regierung, fir dee Marché ofzeschlësse respektiv fir déi finanziell Engagementer ze huelen, dass d'Endappréciatioun nach ëmmer bei der Exekutiv bleift, dass nach wie vor d'Zouschloe vun engem Marché net d'Chamber mécht. D'Zouschloe vun engem Marché mécht d'Exekutiv, mécht d'Regierung. Si huet méi en déiwen Abléck an den Dossier am Detail, wéi mir e kënnen als Deputéierten hunn. An, wéi gesot, wa mer déi Autorisation hei ginn, dispenséiert déi eigentlech d'Regierung net, fir nach eng Kéier den Dossier am Detail ze kucken, ier se en definitiven Zouschlag hei mécht.

Wat ass de Risiko vun deem Ganzen? Ech gleewen net, dass, wéi gesot, déi Probabilitéit ass net déi héchst, déi ass awer net auszuschlëssen, wann et sollt um Fong zu enger anerer Décisioun komme wéi där, déi eigentlech de Référéstriichter mat senger Décisioun ugedéit huet, dass dat jo net muer geschitt, mä dass dat natierlech beschtefalls an engem gudden Joer geschitt, wann een e bëssen d'Prozedur kuckt, dat riskéiert jo och dann an eng zweet Instanz eventuell ze goen, an dass da sécherlech awer dat net heescht, dass de Projet domadder gestoppt wier. Mä dass an esou engem Fall normalerweis déi dote Froe sech regelen am Kader vun engem Schuedensersatz, wou Manque à gagner da muss festgehale gi vum Geriicht, soudass also, egal wéi et ausgeet, e Reschrisiko besteet vun engem méigleche Schuedensersatz, wa sollt d'Gericht anescht décidéieren, wéi dat elo ausgesäit, mä doduerjer de Projet u sech awer kann normal weiderlafen, wann d'Regierung dann opgrond vun deem Autorisationengesetz hei déi nächst Schrëtt mécht.

Voilà, dat waren déi Ausféierungen, déi ech nach eng Kéier zum Schluss wollt am Numm vun eiser Fraktioun maachen, déi deen heiten Text wäert stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President, ech wollt der Rapportrice, der Madame Elvinger, Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport an am Numm vun der grénger Fraktioun och den Accord fir dese Projet ginn.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. An als nächsten ageschriwwene Riedner huet den Här Gast Gibéryen d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dee Projet, dee mer haut hei stëmmen, dat ass e wichtige Projet, dee mer als moderne Stat brauchen. Am Verglach zu der internationaler Communautéit, mengen ech, leie mer als Lëtzebuerg hannen, wat dee Réseau, wat d'Sécherheet hei am Land ueget, ubelaangt. Wa mer elo op deen neie System RENITA iwwerginn, deen de RIFO ersetzt, dann ass dat am Fong e System, dee schon an eisen Nopeschlänner besteet an deen op europäeschen harmoniséierte Moossnamen oder Norme berout.

E gëtt vu ville Leit gebraucht, benotzt. Dat geet vun de Rettungsdëngschter, de Pompjeeën, der Protex iwwer d'Police bis hin zum SREL, gëtt am Fong jiddwereen, dee vun deem Réseau hei benotzt gëtt (veuillez lire: wou dee Réseau am Fong vu jiddwerengem hei benotzt gëtt), soudatt een also gesäit, wéi grouss d'Envergreure vun deem Ganzen ass. Et gi 75 Basisstationen duerch d'Land gebraucht, fir dass de Réseau fonctionnéiert. Et ginn 33 Poste geschaffen, an de Käschtepunkt ass 36,6 Milliounen als Uschafungspräis a spéiderhin 390.000 Euro pro Joer Fonctionnementskäschten.

Dat Ganzt soll fäerdeg sinn am Prinzip fir d'Présidence déi zweet Halschent am Joer 2015. Mir hunn dat an der Kommissioun duerchdiskutiert, wou sécherlech och Zweifel opkomm sinn, ob et realistesch ass, fir ze mengen, bis d'zweet Halschent vun 2015 wier dat fäerdeg. Et ass och elo gesot ginn, dass zumindest deen Deel operationell wier, dee mer bräichte fir d'Présidence, och wann nach de ganze Réseau eventuell net operationell wier.

Mir wäerten dese Projet selbstverständlech stëmmen. Mir hunn och deemools d'Motioun gestëmmt.

Mä et sinn awer zwou Froen, déi een, mengen ech, muss an deen Débat hei mat erabrëngen. Déi eng Fro, dat ass déi vun deem Recours, deen unhängt. Mir wëssen alleguer, dass d'Regierung am éischerter Projet am Fong d'Post an d'Gesetz ageschriwwen huet, wougéint de Statsrot seng Opposition formelle gemaach huet; et ass erausgeholl.

Mir wëssen awer, dass d'Regierung wëllt mat der Post dee Marché maachen an dass mer do e Recours hunn, dee mer beim Référé elo un éischerter Stell gewonnen hunn. Mä, ech mengen, eis Kolleeg Juriste Gilles Roth an Alex Bodry hunn déi Prozedur elo grad hei erkläert, wat alles do nach méiglech ass. A mir kënnen nëmmen hoffen, dass de Stat recht behält an dass et esou ausgeet, wéi de Référéstriichter dat an éischerter Instanz décidéiert huet. Soss kéint eventuell Schuedensersatz op de Stat duerkommen.

De Projet selwer u sech, mengen ech, wann ech dat richteg verstanen hunn, gëtt duerch déi Recoursen net no hanne gesat, mä de Projet kann esou zäitlech realiséiert ginn, wéi e geplangt ass. Et kann natierlech sinn, wa mer Pech hätten a mer kréichen herno op der Cour administrative onrecht, da kéint eng zivil Klo kommen un de Stat, fir Schuedensersatz ze kréien.

Ee Punkt awer, deen nach net ugeschwat ginn ass hei, dat ass d'Fro, wat d'Strahlen ubelaangt. Ech mengen, wann een e bësse méi an d'international Press, an d'Fachpress kucke geet, da gesäit een, dass dee System hei och am Ausland awer op vill Kritik gestouss ass an och Recourse mat sech bruecht huet, well ebe Leit bei sech, wat d'Bestrahlung ubelaangt, do ze vill héich Wäerter festgestallt hunn.

Wann ee weess, dass am Verglach zu deem ale System, zum Analogfunk, deen heite System permanent strahlt, par contre deen aneren, deen ale System, dee strahlt nëmmen deen Abléck, wou e benotzt gëtt, dann ass et also hei vun enger Dauerbestrahlung, dass mer schwätzen, an et ass dofir, dass am Ausland vill Recoursen dogéint gemaach gi sinn.

Ech hat am Fong geduecht, dass eis gréng Kolleegen, déi an der Vergaangenheet ëmmer ganz wachsam waren, wat déi Bestrahlung ubelaangt, dass déi géifen e Wuert dozou verléieren, mä dat schéngt der Vergaangenheet unzegehéieren.

Duerfir wollt ech dat awer hei elo mat erabrëngen an un d'Regierung d'Fro stellen, well mer dat och net an der Kommissioun, muss ech fairerweis soen, behandelt haten, ob d'Regierung eis kann och matdeelen, wat fir Wäerter do vun der Bestrahlung ausginn an ob se eis kann d'Garantie ginn, dass d'Wäerter vun de Bestrahlungen, déi, wéi gesot, permanent hei sinn an déi a priori, wann een d'Fachpress liest, déi Leit betreffen, déi permanent domat ze dinn hunn, wéi wäit dass d'Garantien do kënnen gi sinn, dass déi Suergen, déi, wéi gesot, am Ausland dacks héich Welle geschloen hunn, onberechtigt sinn.

Ech mengen, dat ass ee Problem, dee e mer ganz dacks ugeschneiden hunn. Mir wëssen alleguer, wéi mer déi Antennen duerch d'Land opgeriicht hunn, fir eis normal Kommunikationsmëttel wéi Handyen an esou ze benotzen, wéi vill Diskussiounen a Kaméidi dat um Niveau vun dem Land op de Gemenge waren. Dat heiten ass laut der Fachpress méi eng staark Bestrahlung a se ass permanent, an duerfir wier et guët, wann den Här Statsminister herno a senger Interventioun eis kéint do soen, wéi déi Wäerter wieren an ob esou Kritiken oder d'Besuergnisser vun de Leit berechtigt sinn.

An dann och wollt ech awer nach eng Fro stellen, ob mer hei mussen och eng Prozedur

lafe loossen. Kréien d'Bierger hei d'Méiglechkeet, eventuell géint esou e Réseau och individuell ze kloen?

Mir si mat enger Klo befaasst vun enger Entreprise, wéi gesot, déi am Kader vun der Soumissionsprozedur hire Recours gemaach huet, mä huet och deen eenzelne Bierger d'Méiglechkeet, zum Beispill wéinst de Strahlen, fir dogéint e Recours ze maachen?

Wéi gesot, dat si Froen, déi mer stellen, mä insgesamt, menge mer, ass et wichtig, dass mer als Land dese Projet kréien, an duerfir wäerte mir dese Projet och stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. An als leschten agedroene Riedner huet den Här Justin Turpel d'Wuert.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir sinn eis allegueren eens, dass et héich Zäit gëtt, fir en analoge Funksystem, wéi de RIFO e war, ze ersetzen duerch en digitale System, deen en plus nach ganz vill aner Virdeeler huet, wéi dee vun der Interoperabilitéit, dee vun der Vitesse, ... Bon, déi och allegueren am Exposé des motifs opgezielt sinn.

Déi éischt Fro, déi ee sech muss stellen, ass, firwat dass dat net éischerter geschitt ass. Mir sinn eent vun deene leschte Länner, déi vum analogen op en digitale Funksystem ëmschalten, an ech mengen, dass eis Sécherheetskrafter, d'Police, d'Protection civile, d'Pompjeeën an esou weider - also de SREL interesséiert mech net an deem Zesammenhang, obschonn e jo och betraff ass -, dass déi scho laang verdéngt hätten, mat méi engem séchere System do ze schaffen.

An dat ass dat, wat een och erstaunt bei der Argumentatioun vun der Drénglechkeet. D'Drénglechkeet misst eigentlech déi sinn an hätt scho laang missen déi sinn, dat ass, dass d'Kommunikatioun vun eise Sécherheidsdëngschter am Interesséierten vun de Bierger an och am Interesséierten vun deene Leit, déi do an deene Sécherheidsdëngschter schaffen, scho laang hätt missen ersat ginn. Neen, d'Urgence gëtt motivéiert duerch d'Présidence an der zweeten Halschent 2015. An ech fannen dat awer e bëssen traureg, dass hei elo d'Présidence muss hierhalen, fir dréngend eppes ze maachen, wat eigentlech Dausende vu Leit, déi zu Lëtzebuerg am Sécherheitsberäich aktiv sinn, scho laang verdéngt hätten.

Déi zweet Saach, déi eis ze bedenke gëtt, an déi gëtt hei weider bis elo net diskutéiert, dat ass déi, dass et sech ëm e PPP handelt. Et ass deen zweete PPP nom Mierscher Lycée an et steet och esou am Exposé des motifs.

Ech ka mech erënneren, dass mer an der Commission du Développement durable mam Minister ofgemaach haten, mir kriterien emol e Bilan vun deem PPP vu Miersch, wat dat wierklech bruecht hätt Niveau Präis, Niveau Qualitéit. Dee Bilan krute mer versprochen, mir hunn en awer nach net. Also ech hunn en op jidde Fall bis elo net kritt. An zwar e Bilan, deen op allegueren déi Aspekter do emol misst agoen. Well am Ausland festgestallt ginn ass, dass d'PPP mehr Schein als Sein ass ganz dacks an am Fong geholl weder um Niveau vun Präis a scho guer net um Niveau vun der Qualitéit dee Plus erreicht gëtt, dee vill Leit sech erwaarden.

An et ass jo logesch, an engem PPP ass eng privat Gesellschaft, déi e Benefiss wëllt maachen. A wa se dee wëllt maachen, da mécht se en op d'Käschte vu wat? Majo entweder op d'Käschte vun de Paie vun Personal oder op d'Käschte vun der Qualitéit.

Eng Saach, déi zum Beispill ganz dacks an de PPPen - an dann halen ech op mat deem Punkt - festgestallt ginn ass, dass ass den Entretien vun esou Gebaier, déi a PPPe gebaut ginn. Dat misst een um Beispill vum Lycée Miersch kucken, ob ech en Entretien curatif maachen oder en Entretien préventif; préventif, wou d'Gebai iwwer 30 Joer eng ganz aner Substanz behält, wéi wann ech just en Entretien maachen, ass qualitativ e groussen Ennerscheid.

An ech géif wierklech emol gären de Bilan vun deem PPP zu Miersch gesinn. Ech wëll just drop hiweisen, dass de grénge Buergermeeschter vu Freiburg all seng PPPen an deem Sënn ofgeschaf huet, well e gesot huet, et gëtt schlussendlech méi deier, wéi wa mer et selwer maachen.

Elo gëtt erëm ee PPP hei gemaach, ee Public Private Partnership, ouni dass dee Bilan virläit. An zwar ass d'Ursach, an dat steet am Exposé des motifs jo ganz kloer dran, net de Präis. Et

gëtt net gesot, et gëtt méi bëlle. Et pour cause, et gëtt och net méi bëlle! D'Ursach, déi genannt gëtt, dat ass déi vun der Astellung vum Personal, wat net bräicht gemaach ze ginn. An et gëtt gerechent, datt ee ronn 33 Leit misst astellen, fir dee System do ze betägen. Ech ginn dovun aus, datt dat net lauter nei, zousätzlech Leit sinn, mä datt dat Leit sinn inklusiv déi, déi hierkommen aus dem RIFO-System, déi do ersat ginn. Mä datt een 33 Leit bräicht an een dat esou kuerzfristeg net kéint maachen.

Ech fäerten awer och, datt mer hei eng Budgetmakulatur maachen, déi net richtig ass, op déi ech higewisen hat, wéi mer d'Budgetdiskussion haken, nämlech déi, datt mer soen, mer spueren um Personal, mä mer ginn awer op där anerer Säit Suen aus, fir iwwer Verträge Leit ze bezuelen, déi dann awer déi Aarbecht mussen maachen, awer zu méi schlechte Konditionen.

Well wann een dat ausrechen, wat den Entretien all Joers kascht mat deem Personal, wat duerfir gebraucht gëtt, dann ass et evident - evident! -, datt mer hei ee Genre Sozialdumping maachen, well mer hei Leit beschäftegen, also ustellen, fir den Entretien vum deem Réseau ze maachen, d'Maintenance vum deem Réseau ze maachen zu méi schlechte Konditionen, wéi dat de Fall wier, wa se beim Stat géife schaffen.

Plus, datt mer den Know-how net intern hunn. Dat heescht, d'Konsequenz ass déi, datt eng vun deene wichtigste Sécherheitsstrukturen, déi de Stat huet, ausgelagert gëtt. Statt datt mer selwer d'Infrastruktur géiere fir d'Sécherheit vum Land, vun de Leit a vum Personal vun de Sécherheitsdénchscher, ginn hei 120 Millioune investéiert, fir dat vun engem Privaten exploitéieren ze loossen.

Et steet zwar am Exposé des motifs dran, an ech muss éierlech soen, ech hunn et net verstanen, mä de Premier wäert eis et herno erklären, datt de Stat eng Option huet fir d'Propriétéit ze kréien. Ass dat eng Option telle quelle à frais nuls? Oder muss do dann erëm eng Kéier bezuelt ginn? A wat misst dann do bezuelt ginn, fir datt de Stat bis spéitstens no 15 oder 17 Joer da Propriétaire gëtt vun eppes, wat dee Moment awer natierlech dann total vereelt ass?

Drëtte Punkt, deen ech wollt opwerfen, datt sinn eng Rei Froen a Bedenken zur Technik an zu der Gesondheet. Ech ginn elo net an op déi Rechtsonsécherheit, déi hei besteet an deem Ganzen, mä zur Technik selwer. Déi Technik do funktionnéiert an enger Rei anere Länner schonn aacht bis zéng Joer an déi hat natierlech och Kannerkrankheeten an deenen anere Länner. D'Fro, déi sech awer stellt, ass, ob d'Technik, mindestens esou, wéi se elo op Lëtzebuerg iwwerdroe gëtt, net zum Deel vereelt ass. Ech erkläre mech.

Et steet am Exposé des motifs dran, de Paging, dat heescht d'Uppipe vu Leit, géif net iwwert de System lafen. Do behale mer dann nach ee parallele System, obschonn den TETRA oder den TETRAPOL an den TETRA 2000 dat absolut erlaben, esou wéi den TETRA als System et och erlaabt, fir Bild a Videoen ze iwwerdroen. Ass dat dann elo virgesinn? Oder ass dat net virgesinn? A firwat gëtt de Paging do net abezunn? Do muss ee sech eng Rei Froen stellen.

An d'Gesondheitsrisiken, op déi mä Virriedner schonn agaangen ass, déi hunn näischt mat Kannerkrankheeten ze dinn, déi hunn eppes ze di mat där Technik. Déi hunn eppes domadder ze dinn, datt do Sender sinn, déi an engem Beräich wéi GSM permanent esou senden, wéi wann dee wierklech op Héchstleeschtung wier, an dat och am Passivmodus.

An dat féiert dozou, datt d'intern Recommandatiounen dorobber erauslafen, fir ze soen, et soll een en net am Auto gebrauchen, am Auto soll en aus sinn. Wat ee Problem ass. Haut ginn d'Autoen ëmgebaut an Däitschland, fir datt ee se am Auto ka gebrauchen, fir datt net ze vill Reflete si fir d'Gesondheet vun deene Leit, déi an deenen Autoen setzen, sief dat d'Pompjeeën, sief dat Polizisten. Datt Polizisten oder Pompjeeën mat Häerzschrittmacher se net solle gebrauchen an och net Leit mat engem Häerzschrittmacher ze vill no solle kommen an datt a Spideeler de System net dierft aktivéiert sinn.

Ech mengen, an Däitschland ass et esou wäit gaangen, datt d'Polizeigewerkschaften - ech weess net, ob ech elo de Schwéierpunkt op d'Polizei oder op d'Gewerkschaften soll leeen, et ass egal -, datt d'Polizeigewerkschaften gefrot hunn, fir de System erëm ofzeschaffen, wat natierlech net méiglech ass, wann een esou een Invest gemaach huet. An ech soe ganz kloer,

dat huet näischt mat Kannerkrankheeten ze dinn, dat huet eppes mat der Technologie ze dinn.

An aus all deenen Ursachen do wäerte mir eis bei deem Projet hei enthalen. Mir wëssen och net, awéiwäit datt d'Alternative seriö gekuckt gi sinn.

Ech wëll op e leschte Punkt agoen, dat ass déi Saach vun deem Feeler am Document parlementaire. Ech war do extra nach eng Kéier kucken, well d'Rapportrice gesot huet, am gedréckten Dokument war dat verbessert. Am Artikel 1 steet nach ëmmer dran, datt dat bis den 30. Juni 2013 ass amplaz '30, Juni 2030. An de Gilles Roth huet schonn drop higewisen, datt dat net nëmme e Problem ass vum Artikel 1, mä och vum Artikel 3, wou erëm esou eng Échéance drasteet. Dat heescht, mir sollen awer elo hei kloer wëssen an och d'Dokumenten virleien hunn, wou mer wëssen, iwwer wat datt mer stëmmen.

Als Konklusioun ass et kloer, hei geet et ëm eng vun deene wichtigsten Infrastrukturen, déi de Stat huet, fir d'Sécherheit vum Land, vun de Leit ze wahren. A fir esou eng wichteg Infrastruktur net selwer an eegener Hand ze géiere, mä déi auszulagere un eng Privatfirma, ass fir eis eng onzulässeg Saach. Mir gesinn d'Drénglechkeet an, mä net op déi do Aart a Weis. Duerfir enthalte mer eis.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Turpel. D'Rapportrice, d'Madame Elvinger, huet nach eng Kéier d'Wuert.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.** - Här President, et ass effektiv wéi den Här Roth mat Recht gesot huet, et ass 2013 duerch 2030 ze ersetzen, souwuel am Artikel 1 wéi och am Artikel 3. Dat ass awer anscheinend an deenen zwee Artikelen esou schonn am gedréckten Rapport verbessert ginn, deen an d'Imprimerie gaangen ass.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Elvinger. An domat huet de Statsminister, den Här Xavier Bettel, d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'Éischt, dass ech der Rapportrice an all de Riedner e grouse Merci soe fir déi konstruktiv, déi berechteege Froen, déi hei gestallt gi sinn. Ech wëll net op den Historique agoen. Ech mengen, dass verschidde Leit et scho gemaach hunn.

Mir hunn net vill Choix. Et ass net, dass et de gaieté de cœur ass, dass d'Regierung seet, mir maachen elo dat doten, einfach, well et eis gefält a well et och esou deier kascht. Neen, dat heiten ass eppes, wat mer brauchen. An ech soen et och nach eng Kéier: Den Här Wolter hat deemools 2012 am Abrëll och eng Motion hei déposiert, déi unanime ugeholl ginn ass, fir justement an déi Richtung och ze schaffen.

Jo, Här Bodry, jo, Här Roth, ech kann lech net soen, an Här Gibéryen, ech kann lech net soen, wat d'Riichter decidéieren. Dat wier éischtens contraire zur Séparatioun vun de Pouvoiren, wann ech lech hei géif soen, wat d'Gerichter ze soen hätten, an zweetens ass et un de Gerichter, dat ze decidéieren, an net un der Regierung, do en Avis juridique ofzeginn, wéi d'Urteil duerno aus sollt goen oder net.

Et muss ee wëssen, dass de Projet vun deem Zweeten, dee matgemaach huet, deen net zréckbehalte ginn ass an eis ugesicht huet, bal dat Duebelt kascht huet! - vun deem Projet, deen zréckbehalte ginn ass. De Référéit eng Richtung un, déi eis éischer Freed mécht. Mä, wéi gesot, ech kann lech elo net soen, wat duerno um Tribunal an duerno op der Cour erauskënt. Mä ech hoffe selbstverständlech, dass et do an déi Richtung geet, dass mer net e Schuedensersatz müssen un déi aner Firma bezuelen.

De Projet ass méi wéi néideg, esou wéi scho gesot ginn ass. Et sinn 11.500 Utilisateuren, déi dovun Gebrauch wäerte maachen. D'Madame Elvinger huet et gesot, et si Stécker, déi emol net méi fonnt gi beim RIFO, dat heescht, déi emol net méi ersat kënnen ginn. Et geet ëm d'Sécherheit. Ech wëll net soen, Feind hört mit, mä ganz vill Leit wëssen, wéi een op de RIFO kënt, wou een als Amateur vun doheem aus de RIFO kann nolauschten. Dat geet net! Dat geet net, wann do Recherch müssen organiséiert ginn, wann do d'Sécherheit vun engem Land soll garantéiert ginn, dass een do och vun doheem aus roueg kann nolauschten, wat beim RIFO geschitt.

Et sinn eng Rëtsch vu Froen gestallt ginn. Erlaabt mer, dass ech dann direkt op d'Froen aginn.

Et ass gefrot ginn, ob d'Leit e Recours kënnen maachen. Et gëtt e Kommodo gemaach, jo, Kommodo Klass 3 gëtt gemaach als Site, wou

dann och Recoursméiglechkeeten do sinn. An engem Rechtsstat ass dat och esou.

Et ass geschwat gi vu Privatwirtschaft, ob do e PPP déi richtig Form wier oder net, ob een net dat sollt als Stat maachen. Ech gehéieren zu deene Leit, Här President, deen och der Privatwirtschaft Vertraue schenkt an der Meenung ass, dass een net alles muss verstaatlechen an all Initiativ muss vum Stat organiséiert an dirigéiert ginn an dass een och an deem heite Fall zesummen an engem PPP e Partner fonnt huet, wou ee sech driwwer freet selbstverständlech, dass een och ee fonnt huet, op deen een ziele kann an deen e vertrauensvolle Partner ass, wou ech iwwerzeegt sinn, dass och dee Lien de confiance, deen néideg ass bei esou engem Projet, do ass.

An ech gehéieren zu deenen, Här President, deen net einfach ka soen, dass alles muss verëffentlicht sinn. Et muss och, wéi gesot, téschent dem Stat an téschent der Privatwirtschaft e Vertraue bestoen, an hei ass och Vertraue mat deem Betrib. Ech vertrauen der Post.

D'Piiperte bleiwen, mä et ass fir kleng Messagen. Mir wëllen elo net all Piipert ëmstellen, dat ass elo net direkt an der éischer Phas virgesinn.

Dir hutt virun allem vu Gesondheetspunkten a vu Strahlbelaschtung geschwat. Et muss ee wëssen, dass d'TETRA-Geräte mat wesentlech manner Leeschtung wéi Analoggeräte funktionnéieren. Dat soen déi Etüden, an d'Regierung huet net gezéckt, och kucken ze goen, wat et lénska riets och nach gëtt.

Vu Kannerkrankheeten ass hei virdu geschwat ginn, vun Technologie ass geschwat ginn. Et si keng 100.000 Méiglechkeeten. Wann ee wëllt e Funksystem maachen, gëtt gefunkt. Et ass een net méi an der Zäit, wou ee mat Tamtam oder mat Pigeon-voyageure ka schaffen. Mir sinn an enger Zäit, wou Funken och an enger moderner Gesellschaft, wou ee rapid muss kënnen äntwerten, a wou dann och dat gebraucht gëtt. Et ass bal all europäescht Land, wat den TETRA-System och benotzt, an d'Handfunkgeräte kënnen och duerch Mikroer beim Senden um Rimm gedroe ginn, an net direkt beim Kapp.

Et sinn Etüde gekuckt ginn, all Studie si vun der International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection gemaach ginn. Déi schafft zum Beispill och mat der WHO, der ILO an der International Radiation Protection Association (veuille lire: International Radioprotection Association) zesummen. Keng vun den Etüden, och déi, déi de Bund für Strahlenschutz an Optrag ginn huet, konnt en negativen Effekt och vun TETRA weisen. D'Charité vu Berlin kënt och zur selwechter Konklusioun, an och eng Etüd an Eisträich.

Dann ass eng Tëleesreportage komm, déi gesot huet, dat wier net gutt, dat wier geféierlech. An am Fong ass festgehale ginn, fir dass et wierklech nocif sollt sinn, muss een dann d'Gerät op Dauersende stellen, sech mam Kapp géint den Daach oder géint eng mobil grous Metallfläch leeën, d'Antenn widdert dem Kapp hunn, iwwer 4,5 Minutte laang konstant Daten a Sprooch schécken. A mir gleeuwen, dass dat net de Fall wäert sinn. Ech gleeuwe kaum, dass d'Leit am Auto mam Kapp widdert dem Daach wëlle fueren.

Bon, wann Der mer elo sot, wann d'Leit ganz grous sinn, ob se da widderkommen oder net...

(Interruption)

Ech kann lech just soen, Här President, dass déi Etüden och beweisen, dass dat net de Fall wäert sinn.

Ech soen op jidde Fall hei Merci fir déi grous Zoustëmmung fir deen dote Projet. D'Leit, déi deen dote Réseau och brauchen, soen och Merci. Ech soen et nach eng Kéier, an dat ass och vum Här Roth ganz kloer gesot ginn: Hei ass eng Urgence! Den Här Bodry huet och drop insistéiert, dass d'Urgence hei wierklech ass, fir dass mer sollen agéieren. Mir kéinte waarden, an ech war och ganz frou, Här President, dass ech an der Finanzkommissioun de Réck gestäipt kritt hunn. Well dat war meng Fro.

Ech hat an der Finanzkommissioun d'Fro gestallt, Här President, ech kann och waarden, bis d'Urteil do ass, mä dann hu mer keen TETRA fir déi nächst zwee oder dräi oder véier Joer lancéiert. An do hunn ech wierklech vun de Fraktiounen alleguete gesot kritt: Neen, maaht, fuert do weider! An duerfir sinn ech och frou, dass mer esou séier konnt deen heite Projet op den Ordre du jour bréngen a soen och Merci fir déi grous Zoustëmmung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Statsminister. Domat wäre mer um Enn vun eisen Diskussionen a mer kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6651.

Wéi d'Rapportrice schonns erkläert huet, sinn zwou Erreurs matérielles an der provisoirescher Versioun vum Rapport entstanen, déi awer an der leschter offiziell gedréckter Versioun redresséiert gi sinn. Et ass am leschte Saz vum Artikel 1 ze liesen: „jusqu'au 30 juin 2030“ an net 2013, an am Artikel 3 ass och ze liesen, „jusqu'au 30 juin 2030“ an net 2013. Mir stëmmen also elo iwwert déi lescht offiziell Versioun of, déi am gedréckten Document parlementaire 6651² wäert stoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6651 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. An d'Ofstëmmung, nodeem och d'Procuratiounen era sinn, ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6651 ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Enthaltungen, déi scho motivéiert sinn, adoptéiert.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adept, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hettogaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marcel Oberweis), Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;*

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Losché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: *MM. Justin Turpel et Serge Urbany.*

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméisseg Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou decidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet vun eiselem Ordre du jour iwwergehen, an zwar de Projet 6647 iwwert d'Professioun vum Affekot. Age-schriwwen sinn: d'Madame Octavie Modert, d'Madame Viviane Loschetter, den Här Serge Urbany an den Här Roy Reding. An de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Guy Arendt, huet direkt d'Wuert. Här Arendt, wann ech gelift.

14. 6647 - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Rapport de la Commission juridique

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kollegen, mir sinn hei mat engem relativ technischen Text befaasst, deen d'Ofännerunge vun den Artikel 15 (2) a 16 (2) aus dem Gesetz vum 10. August 1991 iwwert den Affekoteberuff betrëfft.

Dese Projet de loi ass de 17. Januar 2014 vum Justizminister bei der Chamber deposiert ginn. Ech sinn an der Kommissiounssetzung vum 19. März zum Rapporteur genannt ginn. De Conseil d'État huet säin Avis den 11. März ofginn, an déi respektiv Barreaue vun Dikrech a Lëtzebuerg hunn hiren Avis den 20. Januar respektiv den 11. Februar ofginn. D'Commission juridique huet hire Rapport den 2. Abrëll ugeholl.

An dësem Projet geet et drëm haaptsächlech, fir de Mandat vum Bâtonnier an de Mandat vun de Membere vum Conseil de l'Ordre vun engem Joer op zwee Joer eropzesetzen. De Moment ass d'Mandat vum Bâtonnier op engem Joer festgeluecht, grad wéi déi vun de Membere vum Conseil de l'Ordre. Si sinn alledéngs erëmwielerbar.

Et muss ee wëssen, datt virun der Reform vun 1991 d'Bâtonnieren e Mandat vun zwee Joer gemaach hunn. Aus Grënn, déi zu där Zäit ugepasst woren - et sollte méi Affekoten zu der Eier vum Bâtonnat kommen -, ass nëmme méi ee Mandat vun engem Joer gemaach ginn. Déi Grënn bestinn haut net méi, soudatt et richtig ass, dee bestehenden Text ze änneren.

Aus Erfahrung kann ech soen, datt ee Joer fir de Bâtonnier net duerges, fir all seng Iddien a Reformen ëm- oder durchzusetzen. E fréiere Bâtonnier huet zwar gesot, datt, wann ee säi Programm net an engem Joer duerchgesat kritt, kritt een en och net an zwee Joer duerch. Ech erlabe mer awer, deem Affekot ze widdersprechen. D'Chargé vum Bâtonnier a vum Conseil de l'Ordre als Ganzt sinn haut ganz anerer wéi viru 25 Joer. D'Zuel vun de Barreausmembere ass an de leschte Joren enorm gewuess. Mir hunn haut 2.093 Affekoten um Barreau vu Lëtzebuerg a 35 um Barreau vum Dikrech.

Wann ech dann d'Zuele vum der Assistance judiciaire huelen, déi konstant klammen, vun de Perquisitiounen an den Étuden, wou de Bâtonnier oder säi Vertrieeder muss derbäi sinn, déi international Engagementer vum Barreau, d'Avisen zu Projet-de-loien, d'Arbitragen ënner Affekoten, d'Intermediatioun mat Clienté vum Affekoten, fir nëmmen déi Punkten ze nennen, sinn eng enorm Charge fir de Bâtonnier, déi hien zousätzlech zu senger Aarbecht an der Étude maache muss.

Derbäi kënn, datt d'Mandat vum Bâtonnier a vum ganze Conseil de l'Ordre Mëtt September ufänkt, ee jo awer e puer Woche brauch, bis ee sech ganz ageschafft huet, an dann ass et schnell Juli, wou d'Neiwahl scho stattfannen. Dat geet net duer, fir all dat, wat ee sech virgeholl huet, ëmzesetzen.

D'Praxis huet dunn erginn, datt säit 2007 d'Bâtonniere sech fir en zweet Mandat opgesat hunn, wat allerdéngs als Konsequenz hat, datt dat zweet Joer kee sougenannte Bâtonnier sortant méi hat. Et muss een awer wëssen, datt d'Gesetz virgesäit, datt ee Bâtonnier, deem säi Mandat zu Enn geet, d'office nach ee Joer als Bâtonnier sortant am Conseil de l'Ordre bleift. Dobäi kënn fir d'Membere vum Conseil de l'Ordre, datt eng gewësse Kontinuitéit muss bestoen. Aus där Iwwerleeung huet d'Praxis erginn, datt am Prinzip d'Membere vum Conseil de l'Ordre sech en zweet Joer der Wahl gestallt hunn, fir esou eng gewësse Kontinuitéit an den Décisioune vum Conseil de l'Ordre ze behalen.

Et ass aus all deenen Iwwerleeungen, wou déi zwee Barreaue den Wonsch ausgedréckt hunn, fir d'Mandat vum Bâtonnier a vum de Membere vum Conseil de l'Ordre op zwee Joer gesetzlech festzehalen.

D'Avisen zu dësem Projet de loi sinn all positiv. De Conseil d'État ënnersträicht, datt dese Projet dozou bäidréit, praktesch Organisationschwierigkeeten ze léisen. Dës Gesetzesännerung huet och den Avantage, datt d'Dauer vum Mandat vum Conseil de l'Ordre mat deem vum Conseil disciplinaire et administratif gläichgestallt gëtt. Déi zwee Barreaue, déi eigentlech Demandeur vum dëser Reform waren, aviséiere selbstverständlech de Projet de loi och positiv.

Et ass kloer, datt dës Reform vum Affekotegesetz e klengen Ufank ass an datt dat ganz Gesetz eng Kéier muss nei op de Leescht geholl ginn. Do läit natierlech d'Initiativ bei de Barreaue an haaptsächlech beim Justizminister.

Perséinlech stellen ech mer do zum Beispill d'Fro, ob mer an eise Zäitalter nach zwee Barreaue brauchen. An deem Zesammenhang muss ee sech d'Fro stellen, ob mer nach zwee Arrondissements judiciaires brauchen. Woubäi ech awer ënnersträiche wëll, datt et an där Fro net drëm geet, d'Gerichter zu Dikrech an Esch ofzeschaffen! Et gëtt nach aner Punkten, wou ee sech muss iwwerleeën, ob eisen Text nach zäitgeméiss ass. Mä dat ass haut am Kontext vum aktuelle Projet de loi hors sujet.

Ech ginn heimat den Accord vum der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi, géif begrëssen, wann Der dese Projet géift unhuelen a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Rapporteur. Als éischt Riednerin huet d'Madame Octavie Modert d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur. Ech bréngen zu dësem Gesetz den Accord vum der CSV-Fraktioun, an dat net just, well ech dësen Text nach der viregter Regierung ënnerbreet hat, déi en och ugeholl hat - de Projet de loi ass du vum neie Justizminister am Januar vum dësem Joer hei an der Chamber déposéiert ginn -, mä och well dese Gesetzesprojet d'Aarbecht vum Conseil de l'Ordre vereinfacht. En ass dofir am Interessi vum der Profession an dofir geet en och zréck op eng Demande vum Conseil de l'Ordre.

Déi méi grouss Kontinuitéit vum Mandat vum Bâtonnier a vu senger Missioun vis-à-vis vum gesamte Conseil de l'Ordre ginn dem Fonctionnement vun där Berufsorganisation méi eng grouss Stabilitéit. Dat hei ass sécherlech eng punktuell Annerung vum engem Gesetz,

wou ee kann driwwer iwwerleeën, wat een nach kann an Zukunft doranner abréngen. Do waren och schon e puer Gedanken do.

Mä et ass e kuerzen Text mat enger grousser Wierkung also, well den Ordre heimadde verbessert Konditiounen, fir seng wichteg Roll auszeüben, kritt. Dat hat mäi Verständnis als fréier Justizminister a fënn haut nach grad esou d'Zoustëmmung vum der CSV-Fraktioun.

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Modert. Nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Jo, ech géif och gären dem ancien Bâtonnier a Rapporteur Guy Arendt Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Als fréiere Member vum Conseil de l'Ordre weess ech, dass eng gewësse Kontinuitéit an deem Gremium eng gutt Saach ass, esou dass een dee Prolongement op zwee Joer vum deem Mandat am Fong nëmme ka begrëssen.

Et gëllt och dozou ze soen, dass hei u sech e bëssen aus enger Nout eng Tugend gemaach gëtt, well d'Expérience weist, dass ëmmer manner Kandidaten do sinn, fir Bâtonnier ze ginn, esou dass een en fait op deen ale System elo zréckgeet, deen ëmmer do war. Dat heescht, dass d'Bâtonniere fir zwee Joer am Amt waren, ass u sech och vum deem Point de vue éischer eng gutt Saach.

Soudass aus all deene Grënn ech och da fir eis Fraktioun den Accord zu dësem Projet ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Dann huet d'Wuert d'Madame Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Och mir als Gréng soen dem Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Déi Froen, déi e gestallt huet, déi fanne mir och ganz pertinent. Natierlech ass dat elo net de Sujet vun haut, mä et ass souwuel an der Commission juridique eng Prioritéit, fir weider un der Profession d'avocat ze schaffen, an ech denken, datt et och eng Prioritéit vum Minister ass, fir net nëmmen de Beruf, mä virun allem d'Organisation, wéi se schaffen, ze adaptéieren an ze moderniséieren an engem Land, dat och op deem Plang reformbedürftig ass.

Wat mer elo haut ofstëmmen, nämlech déi Verlängerung op zwee Joer vum de Mandater, mengen ech, wäert awer, keng Unanimitéit vläicht, mä op jidde Fall e groussen Zousproch fannen. Well esou wéi mir et awer och matkritt hunn, ass awer de Gros vun de Leit, déi do an deem Beruf schaffen, déi deem heite kënnen zoustëmmen.

Dofir, och mir ginn den Accord a mir wäerten dese Projet esou stëmmen.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany ageschriwwen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dee Projet de loi hei gëtt gerechtfäerdigt mat gewëssen Argumenter, déi ganz lakonesch am Text opgezielt sinn a mat deenen een net muss onbedéngt d'accord sinn.

Éischters gëtt gesot, den aktuelle Mandat vum engem Joer, dee jo e Bâtonnier huet, wann e sech vun der Generalversammlung vun den Affekoten am Juni wéile léisst, dee géif net duergoen, dee wier ze kuerz. An et wier déi lescht Zäit d'Gewinnrecht, fir dass dee Bâtonnier sortant sech géif melle fir en zweet Mandat. Den aktuelle Bâtonnier, den Här René Diederich, huet am „Paperjam“ virun enger Zäit en Interview ginn, wou e gesot huet, dass an den 80er Joren eng Kéier en Affekot do war, deen zwee Mandater ausgeübt huet. An dass dann nach eng Kéier en zweete Fall an e leschte Fall do war, tëschtent 2009 an 2011, vum engem aneren Affekot, deen och en zweet Mandat ausgeübt huet an dee schon eng Partie Jore virdrun eng Kéier ee Mandat ausgefüllt huet.

Et kann een also wierklech net vum Usage hei schwätzen. Ech mengen, dass dat eng falsch Informatioun ass. Zënter 1980 sinn et 29 Bâtonniere ginn, ouni dass dat iergendee Problem, mengem Wëssen no, opgeworf huet.

Da gëtt gesot, et wier net gutt, wann no deem zweete Joer Mandat, an deem zweete Joer Mandat ee Bâtonnier, dee sech nach eng Kéier zur Wahl stellt, da wier kee Bâtonnier sortant méi dran, well jo deen ale Bâtonnier dann als Bâtonnier sortant nach eng Kéier am Conseil de l'Ordre figuréiert. Mä an dësem Fall ass et jo deen neie Kandidat, dee virdru Bâtonnier war, deen nach eng Kéier Bâtonnier gewielt gëtt, dat ass jo den ale Bâtonnier! An ech gesinn net an, firwat do geschwat gëtt an Ärem Text vu Mémoire institutionnelle, déi absolut noutwen-

deg wier, fir do ze behalen am Conseil de l'Ordre, doduerch dass de Bâtonnier sortant dann nach eng Kéier als Bâtonnier sortant am Conseil de l'Ordre figuréiert.

Et gëtt och geschwat, et géif drëm goen, fir de Lien mat der Aarbecht méi einfach ze maachen, well et jo effektiv zäitopwendeg ass, an et wier gutt, wann do e Lien mat der Aarbecht géif weiderhi bestoen, dee staark genuch ass. An et gëtt gesot, besonnesch kleng Étuden hätten et schwéier, fir nient hirer Aarbecht och nach Bâtonnier ze spillen.

Do, éischters muss ee sech emol d'Fro stellen: Wat ass dann den Ennerscheid? Den Ennerscheid ass jo just, dass, well ee sech jo kann zwee- oder och souguer dräimol mellen, ass den Ennerscheid hei just, dass eng Wahl ausfällt. Soss näischt! Et ännert soss näischt um Aarbechtspwand vum Bâtonnier. Wann e Bâtonnier sech wëllt fir d'zweet Joer mellen, kann e sech mellen. Dat huet guer näischt mam Aarbechtspwand ze dinn. Ech fäerte souguer, au contraire, dass et grad fir Affekoten aus klengen Étudé vill méi schwéier ass, fir direkt e Mandat vun zwee Joer anzegoen, wéi dass se emol ee Joer gewielt ginn an da kucken, ob se sech nach eng Kéier eng zweet oder eng drëtt Kéier presentéieren.

Ech mengen also, dass déi hei Argumentatioun, déi gebraucht gëtt, fir dat hei durchzëkreien, eng relativ fadenscheinig Argumentatioun ass, déi ech net kann novollzéien.

Ech stelle mer och eng Rei vun anere Froen. Et gëtt jo elo am Juni, wann d'Assemblée générale vun den Affekoten ass, en neien Ordre des Avocats da gewielt, en neie Bâtonnier gewielt. Dann ass jo dat Gesetz schon a Kraaft. An ech stelle mer d'Fro: Ass dann d'Assemblée générale vun den Affekoten ëm hiren Avis gefrot ginn? Well et si jo am Fong geholl déi, déi hiren Avis hei ginn hunn, déi sech selwer am Fong geholl en Avis ginn hunn, dass se der Meinung sinn, dass et gutt wier, wann de Conseil de l'Ordre géif fir zwee Joer gewielt ginn. Ech géif mech awer och emol dofir interesséieren, wat d'Assemblée générale vun allen Affekoten, déi eemol am Joer zesumkommen, dovun halen.

Émsou méi, wann ee weess, dass och nach dee Bâtonnier, deen elo gewielt gëtt, fir véier Joer gewielt gëtt, doduerch dass en als Bâtonnier sortant nach eng Kéier kann untriede während zwee Joer. An ech fanne keen esou en Avis. Et gëtt vläicht deen Avis, en ass vläicht geholl ginn. Dat géif mech dann awer emol interesséieren, dat ze wëssen, ob och esou d'Assemblée générale vun den...

► **M. le Président.** - Här Urbany, wann Der erlaabt, d'Madame Beissel wëllt lech eng Fro stellen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, d'Madame Beissel ka mer herno déi Fro stellen. Ech sinn direkt fäerdeg.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Eng Präzisioun.

► **M. le Président.** - Neen, keng Fro, si wëllt eng Präzisioun ginn, well et schéngt, dass Der op enger falscher Pist sidd.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll just dem Här Urbany soen, iergendwéi huet e sech net richtig dokumentéiert. D'Regel war ëmmer, dass de Bâtonnat zwee Joer war. An ech wëll him just soen, dass meng Mamm eng vun den éischte weiblechen Affekotinne vum...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - ...Barreau - dräimol e Mandat vun zwee Joer -, Bâtonnier war. D'Regel war ëmmer bis...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, dat war virun 1980. Ech hunn hei...

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Ma neen, mä...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech hunn hei Zuele genannt vun 1980.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Ech wëll lech just soen, et war ëmmer d'Regel an et ass just, well eng Panoplie vun Affekoten op eemol an deene selwechte Jore komm ass, fir d'Méiglechkeet ze gi fir méi Affekoten, dass se Bâtonnier géife ginn.

De Schwierigkeetsgrad vum deem Mandat ass awer esou, et ass elo erausfonnt ginn, dass een emol net an zwee Joer meeschtens säi Programm gemaach kritt. An an engem Joer scho guer net! An et ass just d'Voix de la raison, dass mer elo erëm dat maachen, wat jorelaang seng Preuve gemaach huet a wat dat eenzeg Richteg ass. Et deet mer leed, Dir hätt lech sollen dokumentéieren, well dat, wat Dir sot, dat ass net richtig.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dat ass...

► **M. le Président.** - Merci. Den Här Rapporteur kann herno d'Wuert kréien. Ech géif och dem Här Urbany soen, dass e selbstverständlech déi 30 Sekonnen ugerechent kritt.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Déi Zuelen, déi ech hei genannt hunn, sinn éischters no 1980. Ech weess net, ob d'Mamm vun der honorabler Madame Beissel do nach Bâtonnier war. An déi Zuele stame vum aktuelle Bâtonnier, dem Här René Diederich. An ech hunn am Fong geholl keng Ursach, fir dat an Zweifel ze zéien.

Ech stellen och fest, dass dat esou duerch d'Commission juridique gaangen ass. Éischters emol ginn déi, déi betraff sinn, sech selwer en Avis. An da geet et och nach duerch d'Commission juridique, déi awer zesummegeesat ass - ech wëll net opzielen hei, vu wéi vill Affekote vu wat fir engen Étuden -, mä déi awer och zimlech do belaaucht ass, wat d'Interesslag ugeet, fir esou ee Gesetz hei ouni Problem ze stëmmen.

Ech weess och iwwregens net - souguer wann d'Assemblée générale vun den Affekote géif soen, dass et gutt wier, fir dat esou ze maachen, dat ka jo sinn -, weess ech awer net, ob et demokratessch ass an ob et richtig ass an ob et net besser ass, alleguerten déi, déi déi Aarbecht maachen, wat eng wäertvoll Aarbecht ass, wat keen a Fro stellt, loosse sech op der Assemblée générale, déi souwéissou all Joers eng Kéier ass, loosse sech och nach eng Kéier hiert Mandat bestätegen. Dat huet näischt ze di mat der Aarbecht, déi se muss leeschte während där Zäit, wou se am Amt sinn.

Dofir, aus deenen Ursachen, wäerte mir dat hei Gesetz net stëmmen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. An de Rapporteur, den Här Arendt, huet sech nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Dir hutt d'Wuert, Här Arendt.

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Här President, ech wollt am Fong just zwou Saache bäiflécken. Engersäits, den aktuelle Bâtonnier stellt sech net méi zur Wahl, also ass e keng véier Joer Bâtonnier. Dat wëll ech emol gesot hunn. An ech si frou, dass mer an der Commission juridique vill Affekoten hunn, well déi kenne wéinstens eppes vum Beruf.

► **M. le Président.** - Sou.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Wat en Thema.

► **M. le Président.** - Domat wär d'Riednerléischt op en Enn komm an den Här Justizminister huet d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wäert keng Ausféierunge maachen, déi op eng Generalversammlung vun Affekote gehéieren, mä just ganz kuerz hei Stellung huelen, fir dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci ze soen.

Ech hunn e Projet déposéiert de 17. Januar. Elo si mer manner wéi véier Méint duerno hei scho beim Vote. Dat geet heiansdo zu Lëtzebuerg, wann e Projet vun engem groussen nationalen Intérêt ass, da kënnen mer dat ganz séier. Ech wëll net soen, dass dat heite kee groussen nationalen Intérêt ass, mä heiansdo geet et och, well de Projet relativ einfach a relativ limplide ass a senger Argumentatioun. Mir hunn eng Demande kritt vun den zwee Barreaue, déi se mat hiren Argumenter étayéiert hunn.

Mir hu weder an der Commission juridique, nach an der Regierung, an och net an der viregter e Grondfont, fir ze fannen, dass e Mandat vun zwee Joer ze laang wier, besonnesch wou mir alleguerten heibanne Mandater hu vu fënnf Joer, mengen ech, kënnen mer eis wéineg dru stéieren, wann e Mandat zwee Joer huet.

D'Demande kënn vum de Barreaue, si ass argumentéiert. Mir hunn dat zur Kenntnis geholl an hunn dofir och dee Projet gär esou déposéiert. Ech si frou, dass mer deen haut kënnen stëmmen a soen lech am Viraus Merci fir en hoffentlech eestëmmeg Vote.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Minister. Domat géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6647 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6647 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt an. D'Procuratioun. An de Vote ass elo ofgeschloss an de Projet ass mat 58 Stëmme bei zwou Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Luc Frie-

den, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marcel Oberweis), Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Loschê, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

D'Abstentionen, mengen ech, si motivéiert ginn.

An ech wollt d'Chamber nach froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dat ass dann esou décidéiert.

Mir géifen dann zum Projet de loi 6572 iwwer-geen, wou och nom Basismodell d'Diskussionen geregelt sinn a wou den honorabelen Här Rapporteur Roger Negri direkt d'Wuert huet. Ageschriwwene sinn: d'Häre Marcel Oberweis, Max Hahn, Henri Kox, Fernand Kartheiser a Justin Turpel. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

15. 6572 - Projet de loi

a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Prozeduren iwwert den Import an Export vu geféierleche chemesche Produkter ënnert de Länner sinn iwwert déi sougenannte Konventioun vu Rotterdam geregelt mam Zil, d'Mënschen an d'Ëmwelt virun dese geféierleche Substanzen ze schützen. Hei gëllt de Prinzip, dass geféierlech chemesch Produiten nëmme vun engem Land an dat anert transportéiert dierfe ginn, wann dat Land, wat esou Stoffe unhëlt, och virun informéiert gouf a seng ausdrécklech Genehmegung dozou ginn huet.

D'Konventioun vu Rotterdam vum 11. September 1998 baséiert um PIC-Prinzip, „Prior Informed Consent“, a wéi et am Gesetz steet „consentement préalable en connaissance de cause“. De Prinzip ass deemno déi prélabel Genehmegung, wou all d'Wëssen iwwert d'Geféierlechkeet vu chemesche Stoffen an aller Transparenz iwwermëttelt gëtt.

D'PIC-Prozedur gesäit genau Dispositionen vir, wéi d'Informatiounen weidergeleet mussen ginn am Intérêt vun der Gesondheet vu Mënsch an Ëmwelt. D'Konventioun applizéiert sech op déi verbuede chemesch Produkter an op extrem geféierlech Pestizide wéi d'Schädlingsbekämpfungsmëttel am Agrarberäich.

Dat éischt Gesetz dozou gouf den 28. Mee 2009 a Lëtzebuurger Recht ëmgesat. Opgrount vun den Erfahrungen, déi entre-temps op europäeschem Niveau gemaach gi sinn, koum et zur Refonte vun engem neie Règlement mat

der Nummer 649/2012, dat vum 1. Mäerz 2012 - 2014, pardon! - un en vigueur ass.

Hei muss een dräi Kategorien an deem neie Règlement ënnerscheeden:

Éischtens, de Moment ënnerleien eng ronn 150 geféierlech chemesch Produkter der PIC-Prozedur, déi an der Annex I vum Règlement 649 stinn.

Zweetens: Verschidde Produiten ënnerleien allerdéngs net der PIC-Prozedur, well se duerch aner Reglementer gëriert ginn, an zwar d'Be-äubungsmëttelen an d'Psychotropen, radioaktiv Materialer, d'Offäll, d'pharmazeutesch Produiten, d'chemesch Waffen, d'Ernährungsmëttel an d'Additive vun den Ernährungsmëttel, d'OGMen, wéi gesot d'Organismes génétiques modifiés, an zum Schluss d'Produiten, déi a ganz kleng Quantitéiten an der Recherche agesat ginn, awer dat just bis zu zéng Kilo pro Joer a pro Importeur.

An dann déi drëtt a lescht Kategorie si chemesch Produiten, déi wéinst hirer Geféierlechkeet ganz einfach guer net exportéiert dierfe ginn. Déi stinn deemno an der Annex V vum Règlement 649.

Här President, no der Konventioun vu Rotterdam muss all Land seng responsabel kompetent Autoritéit bestëmmen. Zu Lëtzebuerg ass dat den Ëmweltminister, elo eis Ëmweltministesch, déi d'Autorité nationale huet an zousätzlech ass fir d'Ëmsetze vun der Konventioun vu Rotterdam. Mat abezu ginn awer hei am Land d'Kompetenze vun den Aarbechts-, Gesondheits-, Agrar- a Finanzministere. Den Ëmweltminister kann den Export oder den Import vun engem geféierleche chemesche Produkt verbidde respektiv de Retrait vun engem solche Produkt imposéieren.

En international Sekretariat assureiert d'Koordinatioun an déi administrativ Tächen zesumme mat der europäescher Agence, déi am Kader vum REACH kreéiert ginn ass. Iwwer REACH hu mir hei an der Chamber scho vill diskutéiert an CE-Reglementer transposéiert. Dat aktuell Gesetz dozou en vigueur ass dat vum 16. Dezember 2011. REACH ass jo d'Ofkierzung vu Registration, Evaluation, Authorization and Restriction of Chemicals a betrëfft d'Registrierung an esou weider, wéi ech elo gesot hunn op Englesch, vun alle chemesche Stoffe. De Moment sinn et där méi wéi 30.000.

Am Gesetz vun haut geet et jo zur Ënnerscheedung ëm den Import an den Export vun extra geféierleche chemesche Produkter. An der weiderer Prozedur vum PIC informéieren d'Länner d'europäesch Agence iwwer all reglementäresch Mesuren, déi se op hirem Territoire geholl hu fir déi verschidde chemesch Stoffe. Dat neit europäescht CE-Reglement 629 (veuillez lire: 649) tabléiert weiderhin op enger Datebank an engem Kodéierungssystem, fir d'Déclaration d'exportation besser ze organiséieren.

All Land muss duerno preziséieren, ob et säin Accord gëtt oder och net, fir dass dat respektiiv chemescht Produkt op säin Territoire dierf importéiert ginn. Hei kënnen och Restriktionen verlaangt ginn, mä zugläich och Ausnahmen applizéiert ginn, wéi zum Beispill den Import an OECD-Länner, awer ënner ganz präzisen Oplagen, wann e Land einfach keng Äntwert gëtt an ee bestëmmte Produkt awer erwisenermoossen néideg ass, fir op der Plaz do ze hëllefen.

Des Weidere kann ee Land an enger Ufanksphas och just nëmme eng provisoresch Importgenehmegung ginn. Fir extrem geféierlech phytopharmazeutesch Produkter, wéi Pestiziden, besteet eng ganz speziell Direktiv, déi de Moment jo och an eiser parlamentarescher Agrarkommissioun behandelt gëtt.

Um internationale Plang bei de Pestiziden dréit d'europäesch Agence virun allem de reduzéierte Moyene vun den Entwécklungs- a Schwellelänner Rechnung, déi d'Hëllef an d'Wësse vun den industrialiséierte Länner an Usproch huele kënnen, fir e chemescht Produkt op déi respektiv Lëscht ze kréien. De Comité mécht duerno eng Recommendation an d'Konferenz vun de Länner hält dann duerno eng definitiv Décisioun.

Ech wëll ënnersträichen, dass, trotz deenen elo grad gemaachte Bemierkungen, d'Notification d'exportation fir all Länner vun der Drëtter Welt gëllt, ob des d'Rotterdam Konventioun ënnerschriwwen hunn oder net. Dat ass ganz wichteg, well just an deem Domän, wéi gesot, bei den Drëttweltlänner déi gréissten Abuse stattfannen. Dofir ginn och hei ganz detailléiert Informatiounen iwwert déi entsprecheend Liebensdauer bei adäquater Handhabung gefuerdert.

Här President, all Land, wat e geféierlecht chemescht Produkt exportéiert, muss selbstverständlech d'Décisiounen an d'Konditiounen vum Importland respektéieren. Den Export vun engem chemesche Produkt an e Land, wat

keng oder nëmme eng provisoresch Äntwert fir dat Produkt ginn huet, ass deemno ganz einfach verbueden an zitt Sanktiounen no sech fir de Produzent.

D'Gesetz vun haut erhéicht virun allem d'Sanktiounen vis-à-vis vum Gesetz vum 2009, déi deemools niewent enger Prisongsstrof tëschent aacht Deeg an engem Mount louchen a bis zu 50.000 Euro plafonnéiert waren. D'Form vun der Erhéijung vun de Sanktiounen ass op eng Opposition formelle vum Statsrot gestouss, dee verlaangt huet, dass d'Strofe proportionéiert mussen ginn, konform zur Charta vun den Droits fondamentaux vun der EU.

D'Ëmweltkommissioun huet an hirem Amendement proposéiert, de Stroffegëster deemno an zwou Kategorien anzedeele, an déi Propos huet och d'Zoustëmmung vum Statsrot a sengem Avis complémentaire fonnt, an d'Sanktiounen ginn elo folgendermoossen ënnerdeelt: éischt Kategorie mat Prisongsstrofen tëschent aacht Deeg bis zu engem Mount an Amendé vum 251 bis 50.000 Euro fir zéng Fäll, fir zéng prezis Fäll. Als Fallbeispill zitieren ech een, wann en Importeur, Importateur, pardon, net déi richteg Quantitéiten ugëtt, déi en an d'EU-Länner agefuert huet.

Dann déi zweet Kategorie, do geet et ëm Prisongsstrofen tëschent engem Mount bis zu engem Joer an Amendé vu 50.001 Euro bis zu 500.000 Euro bei sechs prezise Fäll, zum Beispill beim Export vu chemesche Stoffe, ouni dass den Accord vum Importland do ass oder den Export vun net konforme Pestiziden.

Här President, d'Kontrollen dovunner, ob d'Anhale vun dese chemesche Stoffe respektéiert ginn, gi weiderhin och wéi en normalt Gesetz vun de Fonctionnaire vum der Douane a vun der Ëmweltverwaltung gemaach a wann néideg och vum de Membere vun der Police grand-ducale, wou de Contrôle an den Accès och proportionéiert zum Delikt gemaach gëtt. Hei ass ënner anerem de Kodéierungssystem vu grousser Hëllef, deen an der Déclaration d'exportation direkt op d'Konformitéit oder och net schlësse léisst. Deen entsprecheend Règlement grand-ducal iwwert d'Formatioun vun dese Fonctionnaire, déi dee Contrôle maachen, hu mer gesot kritt vun der Regierung, ass och an Ausarbechtung.

Des Weidere gëtt och den agréierten Ëmweltorganisatiounen weiderhin hiert Klorecht viru Gericht bäibehalen. Weider dozou kënn awer elo, dass d'Ëmweltorganisatiounen och zousätzlech e Recoursrecht virum Verwaltungsgeriicht kréien an dat innerhalb vun enger Frist vu 40 Deeg.

De Statsrot, deen hätt do léiwer gesinn, wann d'Klorecht weiderhin nom Prinzip vum Droit commun gehandhabt géif ginn, wéi bis elo, nom 1996er Gesetz, wou et der Appréciation vum Riichter operluecht ass, den Ëmweltorganisatiounen d'Klorecht zouzëerkennen an innerhalb vun dräi Méint e Recours en annulation ustriewen ze kënnen.

De Statsrot huet sech hei a sengem Avis och baséiert op säin Avis vun deem neien Naturschutzgesetz. An ech mengen, et ass dofir scho ganz wichteg, wéi heirop reagéiert gëtt, andeems dass engersäits hei d'Regierung ganz einfach op d'Applikatioun vun der Aarhus-Konventioun verweisen huet.

Jo, ech kucken den Här Oberweis. Säit 2005 hu mer hei an eiser Chamber vill Gesetzer iwwert d'Aarhus-Konventioun gestëmmt. Dat heescht, d'Participatioun an d'Informatioun vum Public un den Décisiounen, wou den Ëmweltorganisatiounen, wéi dat hei genannt gëtt, en Intérêt suffisant zoustee vis-à-vis vu partikular Aktivitéiten a wou och den Tribunal administratif 2008 an 2010 schonn an deem Sënn sech ausgedréckt huet.

D'Ëmweltkommissioun huet natierlech des Approche viment ënnerstëtzt, dass mer am Zäitalter vun enger participativer Gesellschaft den Ëmweltorganisatiounen de Recours administratif am Kader vun Respekt vun der europäescher Aarhus-Konventioun zouerkennen, esou wéi et och initial am Projet de loi vun der Regierung virgesi war an dat och an engem Délai de recours vu 40 Deeg.

Dat gesot, Här President, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Rapporteur. Als éischten ageschriwwene Riedner huet de Marcel Oberweis d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, erlaabt mer, um Ufank dem Roger Negri Merci ze soe fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport, deen esou extensiv war, datt ech mech ganz kuerz kann hei faassen.

Awer kuerz gesot: Et geet hei ëm e weidert europäescht Reglement, dat sech mat dem Import an Export vu geféierlechen an och gëftege Produkter beschäftegt. Et ass gesot ginn, et gëtt e rezent Gesetz vum Mee 2009 abrogéiert, wat deemools d'Konventioun vu Rotterdam ëmgesat huet. An des Konventioun hat sech zum Zil gesat, d'Responsabilitéit an d'Kooperatioun tëschent den Acteuren am internationalen Handel vun dese geféierlechen a gëftege Produkter ze regelen.

Et ass ganz kloer, et ass e weidere Gesetzesprojet, dee sech mat der Gesondheet vun de Mënschen an der Protektioun vun der Ëmwelt beschäftegt an doriwwer eraus och där ekologescher Notzung vun de geféierleche Produkter.

D'Konventioun, kuerz nach gesot, sollt och den Echange vun Informatiounen iwwert d'Eegenschaft vum dese Produkter erliichteren, an et sollt en nationalen Décisiounssystem geschaf ginn, mat deem dann den Import an Export geregelt sollt ginn.

Dräi Punkten hiewen ech gären eraus: éischtens emol d'Kontroll a Sanktiounen, déi elo erwähnt si ginn, de Roger Negri huet se breet erklärt. Et ass eis just opgefall, an ech mengen, dat wäert och ee Problem gi fir d'Gericht: Mir hunn zweeërlee Kategorien, eng bis 50.000 an eng vu 50.001 Euro bis 500.000 Euro plus Prisongsstrofen. Ech hu mech zwar gefrot gehat beim Liese vun deem ganzen Text, wéi een dat soll maache bei sechs Strofen, wéi een dann do erauskënn. Well nämlech, wann ee kuckt, hu mer eent bis zéng, an deem Verhältnis, da muss een emol erausfannen, wat da grave oder manner grave oder méi grave soll sinn. Do ass eng grouss Spannwaert fir d'Gericht dragetäself.

Deen zweete Punkt, deen awer och interessant ass, dat ass de REACH hei. Mir hunn eis viru Jore mat där Saach beschäftegt, engem wichtege Element, dat bei der Agence zu Helsinki festgehal ginn ass, wou mer probéieren op alle Fall, dass an Europa all geféierlech Stoffe, déi de Mënsch oder d'Ëmwelt kéinte belasteschen oder geféierlech ginn, registréiert ginn. Ech mengen, dat muss een och eng Kéier hei soen. De REACH ass ee System, op deen ee soll houfreg sinn. Oft gëtt ëmmer gesot: Europa bréngt näischt Konkretes - bei ville Béierdëschgesprécher. Au contraire! Esou Saache wéi REACH sinn Elementer, mat deene mer bewiesen an der Europa-Unioun, dass mer dem Mënsch an der Ëmwelt de richtige Stellewäert ginn.

Dee leschte Punkt awer, et ass och um Rand ugedeit ginn, an dat gefält mer an deem heiten Text och ganz gutt: Et muss ee jo Angscht hunn deelweis, dass mer an Europa hei ganz, ganz fein wëlle sinn an, et kann ee bal soen, d'Ham an der Mëllech wëlle kachen, awer da vergiesse mer, dass d'Produkter hei an Europa net méi gehandelt ginn, mä kéinten iwwert d'Grenze goen, net bei Schwellelänner, well do passe se gutt op, mä an Entwécklungslander. An ech fannen, et ass ganz gutt hei, dass een dorop oppasst, dass een, wann een zum Beispill wëllt Stoffe exportéieren an Drëttweltländer, wou vläicht manner Kontrolle sinn, well et manner gutt ausgebildete Mënsche sinn oder well et vläicht méi rabiat zougeet do, mat deene Leit, déi eppes erabrénge wëllen, dass mir op alle Fall oppassen, dass déi Exporteuren de Leit do mussen matdeelen, ënner wat fir Konditiounen, an dass se Informatiounen ginn, dass awer dann och déi Leit, wa se Stoffe kréien aus der Europäescher Unioun, net domadder belasteschen ginn.

Mir wëssen alleguerten, wann Der eng Kéier Blumme kuckt, gell: Et ass festgestallt ginn, dass mer erëm DDT an Europa erakréien. Wou kënn dat iwwerhaupt hier? Mir hunn iwwerhaupt keen am Asaz hei. Ma dat kënn ganz einfach, well DDT gesprézt ginn ass op riseg Flächen, vu wou mir awer eis Blummen importéieren, an domadder kréie mir erëm eng Kéier DDT an eis Stoffen eran. Et ass u sech verréckt, dass mer net éierlech sinn doranner, dass mer dat net wëlle maachen.

Ech mengen, dat gesot, Madame Ministesch, léif Kolleegen, Här President, bréngen ech den Accord era vum der CSV a soe Merci wéi ëmmer fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och lech, Här Oberweis. Nächsten ageschriwwene Riedner ass de Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, léif Kolleegen, wann alles gesot ass, ass alles gesot.

(Hilarité)

Dass alles gesot ass, ass sécherlech de Verdéngscht vum Rapporteur, deem ech dann am Numm vun der demokratescher Fraktioun e grouse Merci wëll soe fir säi ganz gudd schrëftlechen an och mëndleche Rapport. An ech géif dann och heimat den Accord gi vun der Demokratescher Partei, vun der DP.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hahn. Deen nächste Riedner, den Här Kox, wénkt duerch. Dat ass dann esou. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, den Här Hahn, obschonn en deen Enthusiasmus hei am Sall suscitëiert huet, provozéiert huet, huet awer net ganz recht. Et ass net alles gesot zu dësem Sujet, well ech wëll mech op eppes bezéien, wat eng Parteikolléegin vun him virdru gesot huet, dat ass „mieux légiférer“. An et ass net ënnert dem Aspekt vun der Technicitéit vun dësem Projet, datt ech wëll d'Wuert huelen. Ech mengen, do kann een dem Här Negri nëmme Merci soe fir e ganz detailléierten an ausgezeechente Rapport, mä et ass vun engem strikt legale Standpunkt, datt ech awer hei wëll Bemerkungen am Numm vun der ADR soen.

Eigentlech misst den Titel vun dësem Gesetzesprojet eis schonn interpelléieren, well mir schwätzen hei iwwer Modalités d'application vun engem Reglement, vun engem europäesche Reglement. Dat verkennt, wat en europäescht Reglement eigentlech ass. Wann een den Artikel 288 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne liest, da weess een, datt en europäescht Reglement eigentlech eng Norm, eng prezis Norm ass, déi ass d'application directe, an zwar erga omnes vum Datum vun der Publikation un. U sech bedarf et dann also kenger Ëmsetzung méi duerch en nationalt Parlament, well jo e Reglement alles soll soen, wat ze soen ass.

Wa mer also hei soen: Mir müssen nach légiféréieren, fir e Reglement ëmzesetzen – dann, muss ee soen, ass dat keng propper Technique législative vun den europäeschen Institutionen. Well, wann een eppes muss ëmsetzen als nationalt Parlament, ass d'Rechtsinstrument d'Direktiv an net d'Reglement.

An dofir soe mer als éischt Konkusioun vun enger Analys iwwert de legalen Apparat, deen eis hei presentéiert gëtt, datt een net kann, wann een europäesch denkt, einfach e Rechtsinstrument sichen, wat engem méi einfach ze huele schéngt um Niveau vum Fonctionnement vun den Institutionen, mä datt, wa Rechter vu Memberstaten tangéiert sinn, oder si intervenéieren müssen, datt da muss eng Direktiv geholl ginn.

An dat ass aus zwee Grënn hei souguer onerlässlech, an zwar aus constitutionnelle Grënn. Et muss een emol kucken, wat hei an deem Reglement, an deem, wat mer hei sollen dann ëmsetzen - obschonn e Reglement net ëmsetzbar ass -, wat eis dann hei gesot gëtt vusäit vun engem europäesche Rechtsakt, an da muss een dat vergläiche mat deem, wat hei d'Constitution un seet.

Dat éischt ass, am Artikel 8 seet d'europäescht Reglement, datt mir d'äerfen als Land eng Redevance administrative huelen, fir dat hei ze maachen. Mir maachen et zwar net, mä am Reglement gi mir autoriséiert, dat ze maachen.

Et ass awer net un engem europäesche Rechtsinstrument, fir eis ze autoriséieren, Steieren ze erhiewen oder net, well eis Constitution un seet am Artikel 99: «Aucun impôt au profit de l'État ne peut être établi que par une loi.» Dat heescht, et ass eng Prerogativ vun der Chamber, fir en Impôt ze erhiewen. Et ass net, datt mir eng Autorisation vun iergendengem brauchen, fir dat ze maachen. A well eis Constitution un seet, datt mer müssen e Gesetz maachen, kann et net opgrond vun engem euro-

päesche Reglement gemaach ginn, mä ëmmer nëmme iwwert de Wee vun der Direktiv, wat eis dann d'Fakultéit léisst, e Gesetz hei ze huelen an domadder déi Constitution un hei vun dësem Land ze respektéieren.

En zweete Punkt, wou mer en ähnleche Rasonnement musse féieren, ass, datt mer hei vu Gnode engem europäesche Rechtsinstrument, vun engem Reglement am Artikel 28 gesot kréien, datt mer sollen determinéieren als Stat e Régime de sanctions. Dat heescht, mir kréien hei virgeschriwwen am Kader vun engem europäesche Reglement, datt mir hei musse Sanktiounen determinéieren am Fall, wou d'Disposition vum Reglement net géife respektéiert ginn, wat mer jo och, wéi den Här Negri et exposéiert huet, gemaach hunn.

Mä och hei seet déi Lëtzebuenger Verfassung am Artikel 14: «Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi.» Mir müssen also alt erëm eng Kéier iwwert de Wee vum Gesetz an net iwwer eng einfach Publikation vun engem europäesche Reglement, dat directement applicabel ass, mä hei, doduerch, datt mir e Gesetz huelen, bestëmmen, wéi eng Peinen applicabel sinn.

Dofir ass dat Rechtsinstrument, wat hei gewielt gouf vun der Säit vun der europäescher Institution, einfach e falscht, well et d'Souveränitéit vun de Memberstaten, op jidde Fall hei vu Lëtzebuerg, an zwou wichtege constitutionnelle Dispositionen net respektéiert.

Dofir, d'Konklusioun vun eiser Säit aus: Et muss och op europäeschem Niveau propper légiféiert ginn, besser légiféiert ginn, an deem Sënn, datt een net aus Bequemlechkeet op de Wee, dee méi einfach a méi séier schéngt vun engem Reglement, geet, wann dee richtege Wee dee vun enger Direktiv ass!

Mir op jidde Fall wäerten eis wiere géint Déerven un europäesche Plang. A mir insistéieren, datt déi constitutionnelle Obligationen, déi mir hei hunn och als Gesetzgeber zu Lëtzebuerg, respektéiert ginn, well nëmme esou kënne mer d'Interesse vun de Bierger vun eise Land schützen an eis Rechtsstaatlechkeet als integrale Wäert erhalen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech ginn elo net an op dat, wat den Här Kartheiser gesot huet, well ech mengen, datt e sech do iert. Eng Direktiv muss ëmgesat ginn. Ee Reglement kann ëmgesat ginn. D'autant plus, wou hei steet, certaines modalités d'application vum Reglement, a wou et ëm Sanktiounen geet, déi jo awer sollen an de Gesetz festgeluecht ginn. Et geet en plus net ëm eng Steuer, mä eng Redevance. Mä ech ginn net op all déi Saachen an.

Mir stëmme fir dat Gesetz aus deem einfache Grond, well mer eis och am Europaparlament als lénks Fraktioun fir d'Konvention un Rotterdam agesat hunn. Well mer och do derfir gestëmmt hunn. A mir stëmme fir dat Gesetz nottamment méi, wou hei och virgesinn ass, datt am Géigesaz zu deem, wat de Statsrot am Fong geholl recommandéiert huet, d'Ëmweltorganisationen en Asprochrecht kréien oder behalen, datt d'Konvention vun Aarhus ëmgesat gëtt an datt de Wonsch vun der Chambre de Commerce, wat wahrscheinlech en ähnlechen ass, wéi dee vun Här Kartheiser, fir am Fong geholl net ëmmer esou Delikter, wéi am Ëmweltberäich, esou staark ze strofen, wou deem hei net Rechnung gedroe gëtt.

Ech hoffe just - an ech bedauern, datt mer déi Debatt net kréie méi elo an nächster Zäit, datt déi verschoben ass op ech weess net..., ech mengen nom 25. Mee -, datt déi Gesetzer hei dem Fräihandelskommis mat Amerika standhalen. An dofir hätt ech nawell gäre ganz offen iwwer TAFTA an TTIP diskutéiert, well duerch esou Ofkommisse sinn esou Gesetzer wéi déi, déi mer hei stëmme, a Fro gestallt.

Mä ech hoffen, datt mer déi Debatt esou schnell wéi méiglech kréien an datt dat Stoppschesspill, wat de Moment mam TAFTA geschitt, net weidergeet.

En attendant stëmme mir fir dat Gesetz hei, wat eng positiv Ëmsetzung ass vun engem Reglement.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. Domat huet d'Madame Ëmweltminister Carole Dieschbourg d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol e ganz grouse Merci dem Rapporteur, dem Roger Negri, fir säin exzellente Rapport, wou u sech quasi alles gesot war. Ech wëll dës Saach och net onnéideg verlängeren hei. Ech si frou iwwert déi ganz breet Zoustëmmung a soen lech Merci dofir.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet 6572.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6572 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung huet ugefaangen. D'Procuratiounen. De Vote ass elo ofgeschloss. 59 Leit hu sech um Vote bedeelegt, soit direkt oder iwwert d'Procuratioun: 56-mol Jo an 3 Abstentivatiounen, wou ech dervun ausginn, dass déi motivéiert sinn. Domat ass de Projet de loi adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dat ass dann esou décidéiert.

A mir géifen dann zum leschte Projet vun den Owend iwwergoen. Dat ass de Projet 6636, d'ratifikatioun vun der Genfer Konvention iwwert de Signe distinctif vum Roude Kräiz.

D'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madame Claudia Dall'Agnol.

16. 6636 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005, et modifiant la loi du 18 décembre 1914 concernant la protection des emblèmes de la Croix-Rouge

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Madame Minister, léif Kolléeginnen a Kolléegen, de Projet de loi

6636 gouf den 20. Dezember d'lescht Joer vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, déposéiert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wéini war dat? (Hilarité)

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Den 20. Dezember d'lescht Joer.

De Statsrot huet säin Avis dozou de 4. Februar dëst Joer ginn - de 4. Februar dëst Joer, Här Gibéryen - an doropshin huet d'aussepolitisch Kommissioun mech den 3. März 2014 als Rapportrice bestëmmt.

De Projet de loi an den Avis vom Conseil d'État goufen de 17. März dëst Joer an der Kommissioun diskutéiert a mäi Rapport, deen ech lech dann elo mëndlech wäert virstellen, den 31. März ugeholl.

Ëm wat geet et am Projet de loi? Ma mir solle mat deem Vote, dee mer den Owend huelen, den Zousazprotokoll vum 8. Dezember 2005 zu de Genfer Konventionen vum 1949 guttheeschen. Méi genau solle mer e weidert Symbolchutzzeeche vum Roude Kräiz domat unerkennen, nämlech d'Zeeche vum drëtten Protokoll, de roude Kristall.

E puer Erklärungen zu dësem dach ganz interessante Projet de loi, dee genau dann zum Vote kënn wou eist lëtzebuergesch Rout Kräiz, d' Croix-Rouge, hiren honnertste Gebuertsdag feiere kann.

Dir wësst allegueren, datt et nieft dem Symbol vum Roude Kräiz och nach aner unerkannte Symboler ginn: De rouden Hallefmound, an dann och nach de roude Léiw. Net dem Här Wolter säi roude Léiw, mä de roude Léiw mat der rouder Sonn, deen haut awer net méi benotzt gëtt. Wéi 1863 zu Genf d'Symbol vum roude Kräiz kreéiert gouf, huet ee sech deemools um Fändel vun der Schwäiz inspiréiert an deen einfach faarflech ëmgedréint.

Et ass sech also orientéiert ginn un der Schwäiz an hirer strikter permanenter Neutralitéit. An näischt huet eigentlech drop higeideit, datt an dese Fändel eng reliéis Symbolik sollt mat erafléissen. Dat huet awer net jiddwereen esou gesinn an esou hu verschidde Staten - deemools nach d'ottomanescht Räich, Persien, Siam a Joren duerno och Ägypten - d'Unerkennung vun aneren Emblème gefrot.

Op enger Konferenz vun 1929 ass festgehale ginn, dass déi Länner, déi de rouden Hallefmound oder de roude Léiw mat der rouder Sonn scho benotzen, dat och weiderhi kéinte maachen. An de folgende Jorzéngt sinn et awer ëmmer erëm Diskussiounen ëm den Emblème ginn, datt well trotzdem nach ëmmer eenzel State sech a kengem vun deene virdrun opgezielten Emblème erëmfonnt hunn a sech deemno och geweigert hunn, se unzehuelen.

An da si mer scho beim eigentleche But vum Projet de loi, nämlech d'Schutzzeeche vum Roude Kräiz, déi ech virdrun opgezielt hunn, ëm e weidert Zeechen ze erweideren, an zwar eben de roude Kristall.

Dese Kristall soll dann elo eng dauerhaft Léisung si fir d'Emblémefro, well dee Kristall - e rout op engem Eck stehend Quadrat op wäissem Hannergrond - ass fräi vun all reliéis, politesch an och aner Konnotationen a sollt domadder dann och fir jiddereen akzeptabel sinn.

Bei der diplomatescher Konferenz, den 8. Dezember 2005, zu Genf ass deen Zousazprotokoll adoptéiert ginn. 27 national Delegatiounen, dorënner och déi Lëtzebuergesch, hunn deen direkt ënnerschriwwen an an der Tëschenzäit hu 66 Staten deen drëtten Protokoll ratifizéiert an domadder der Aféierung vun deem neie Symbol, dem roude Kristall, also zougestëmmt.

De Protokoll schwätzt nëmme vum „Emblème du troisième protocole“. Säin Numm, deen ech elo déi ganzen Zäit genannt hunn, roude Kristall also, krut deesen Emblème eréischt e puer Méint no der Adoptioun vum Protokoll, nämlech bei der 29. internationaler Konferenz vum Roude Kräiz a vum Rouden Hallefmound am Juni 2006, och zu Genf.

De roude Kristall ass also en zousätzlecht Symbol. Et ass also net esou, dass en déi aner Zeeche soll ersetzen. An iwwerens hunn och all déi Zeechen deeselwechte Statut an et gëtt also och keng Hierarchie.

D'Konditiounen, fir de roude Kristall ze benotzen, sinn dann och deiselwecht wéi bei all deenen anere Schutzzeechen.

E kann als Schutz bei bewaffnete Konflikter benotzt gi vu Sanitäter, vu medezineschem Perso-



nal, awer och fir d'Material an d'Transportmëttel.

Alles dat steet am Detail an de Genfer Konventionen, déi déi Benetzung vun dese Symboler streng reglementéieren.

Zréck also zum drëtte Protokoll. Dee bréngt méi Flexibilitéit bei der Benetzung vun deenen eenzelnen Zeechen. Deemno kann d'medezinescht Personal vun de Forces armées vun engem Vertragsstat och en aner Schutzzeeche benotze wéi dat, wat e gewéinlech benotzt, an zwar dann, wann dovunner ausgaange ka ginn, dass hire Schutz bei der Benetzung vun deem Zeeche verstärkt gëtt.

An dat war ebe bis elo net méiglech.

Et ass dann awer och wesentlech, géint d'Abuse vun dese Schutzzeeche virzegoen. An de Protokoll schreift an deem Zesammenhang vir, dass d'Vertragsstaten dofir déi néideg Mesuren huelen. Duerfir ännert dann dese Projet de loi och d'Gesetz vum 18. Dezember 1914 iwwert d'Protectioun vun den Emblème vum Roude Kräiz.

Ech erspueren lech awer dann, dat zur fortgeschrittener Stonn opzeielen,...

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - ... well Dir fannt alles am Exposé des motifs an natierlech och a mengem schréftleche Rapport erëm.

Nach e puer Wuert zum Statsrot awer. Dee weist op eng ganz Rei legistesche Problemer am Text vum Projet de loi hin an opposéiert sech dann och formell, wat den drëtte a véierten Artikel vum Projet de loi ubelaangt, dass de Gesetzgeber, wéi dat am Projet de loi proposéiert gëtt, d'Modifikatioun vun Arrêtés grand-ducaux virhëlt.

D'aussepolitesch Kommissioun war mat all deene Bemierkunge vum Statsrot d'accord an huet hinnen also och Rechnung gedroen. An domat hoffen ech, dass ech lech alleguerten elo konnt vun deem Projet de loi iwwerzeegen.

(**Hilarité**)

Op alle Fall konnt ech meng Fraktioun schon dovun iwwerzeegen, an dofir kann ech dann och den Accord vun de Sozialisten...

► **Une voix.** - Dat ass en Déjà-vu.

(**Brouhaha général**)

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - ...fir dese Projet de loi ginn. An ech soen lech alleguerte Merci fir dat méi oder manner attentivt Nolauschteren.

Merci.

(**Hilarité**)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem ganz iwwerzeegende Rapport vun der Madame Rapportrice. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler.

(**Discussion générale**)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här President, Merci fir d'Wuert. Ech wëll awer trotzdem, mer hunn elo gutt gelaacht doriwwer, mä ech fannen awer, nodeem dass mer all déi Diskussiounen virdrun haten, dass elo kee méi vun der Regierung hei ass fir déi Texter, fannen ech awer inakzeptabel an net seriö.

Ech wëll dat just gesot hunn, an ech gi mäin Accord zu deem Gesetzestext.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wiseler.

Den Accord ass gi vun der Madame Dall'Agnol.

(**Interruptions**)

Den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt och de Merci un d'Madame Dall'Agnol fir deen interessante Rapport. Do kéint een natierlech nach eng Rei historesch Daten derbäisetzen, besonnesch dee vun der Krim, vum Krimkrich vun 1854-1856, well mer jo leider d'Krim elo an enger méi negativer Aktualitéit och hunn. Mä do war u sech deen éischten Asaz vun der Croix-Rouge.

Ech mengen, et soll ee vläicht vun der Geleeënheet profitéieren, awer och der Croix-Rouge, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, nach e grouse Merci auszesprechen, ëmsou méi well mer jo um Enn si vum Mois du Don, an och do muss een awer soen, dass ganz vill Leit um Niveau vum Bénévolat an all deene leschte Woche ganz vill gemaach hunn. An ech hunn emol eng Kéier nogekuckt. D'lescht Joer sinn zum Beispill bei där Quête 875.421 Euro erakomm. Och dat ass e ganz wesentlechen Effort, dee gemaach gëtt, net nëmme fir Problemer um Niveau vun internationale Katastrophen, mä och fir hei zu Lëtzebuerg, sief dat um Niveau vun der Santé, sief dat um Niveau fir jonk Leit.

Jiddefalls ofschléissend vläicht awer nach eng Remarque: Et ass awer ze bedauern, dass d'international Communautéit et net fäerdegbréngt, sech op een Emblème ze eenegen, an dass dat och nach bedéngt ass duerch reliés Ursaachen. Och doriwwer kann een natierlech diskutéieren, mä onofhängeg dovunner steet d'Demokratesch Partei awer hannert deem Projet de loi, an ech ginn an deem Sënn och den Accord.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Graas. Den Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll och dovu profitéieren, fir der Madame Rapportrice Merci ze soe fir hire Rapport, an och nach eng Kéier drop hiweisen, dass besonnesch och dee schréftleche Rapport a senger Ausféierlechkeet wierklech ganz interessant ass, an ech hunn dee mat Freed och gelies.

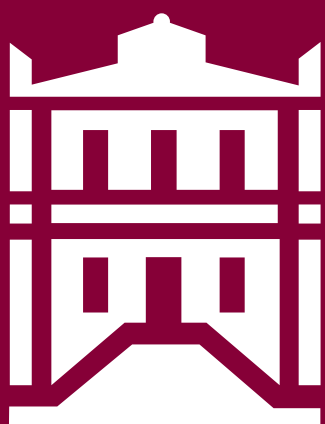
Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi aner Kollege froen ech mech, firwat d'Regierung bei esou enger Diskussioun net hei ass. Mä vläicht ass d'Ursach, dass mer dat Gesetz iwwert de Schutz vum Roude Kräiz am Éischte Weltkrich geholl hunn. An alles, wat d'Geschicht vum Éischte Weltkrich ugeet, dat schéngt d'Regierung jo e bëssen ze stéieren, soudatt ech unhuelen, dass do d'Ursach ze sichen ass, firwat dass d'Regierung elo net hei ass.

Dovunner ofgesinn, mengen ech, sinn awer e puer wichteg Saachen zu deem Sujet ze soen, an zwar, dass et ganz gutt ass, dass d'Perfidie endlech an eise Gesetz verbuede gëtt, fir den Usage abusif vun deene Schutzsymboler do ze huelen. Ech soe bei där Geleeënheet och der Rapportrice Merci fir déi gutt Presentatioun vun deenen Aspekter vum Gesetz.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Mä, wat och wichteg ass, dat ass ze soen, datt an deenen Arrêtés grand-ducaux, déi elo nach mussen modifizéiert ginn iwwert den Diplom vun enger Infirmière respektiv iwwert d'Véhicules vun den Armées, datt déi Ännerungen, déi kënnen gemaach ginn, fir de roude Kristall zum Beispill op eis Véhicules militaires ze maachen, also Militärambulanzen an esou weider, just temporär kënnen sinn. Et ass wichteg, wa mer elo an en Asazgebitt ginn, wou effektiv d'rout Kräiz net dee Schutz géif ginn oder net esou unerkannt wär, wéi et néideg wär, fir d'Protektioun vun de Persounen, déi Schutz brauchen, ze garantéieren, da kann effektiv och eis Arméi während enger gewässer Zäit dann de roude Kristall als Zeechen huelen, fir eben d'Véhicules sanitaires an anerer dann ze markéieren.

Mä wat wichteg ass, dat ass deen Term „temporaire“. Et gouf eng Diskussioun zu Genève bei der Diskussioun ëm d'Gesetz, ëm d'nei Konventioun, ob dann elo dee roude Kristall soll remplacéieren oder net. An et ass kloer gesot ginn, datt kee Kulturkrees sech sollt, an déi si jo och elo als gläichwärtig an der Konventioun unerkannt ginn, kee Kulturkrees ass domadder opgefuerdert, op säi Symbol ze verzichten. An och hei soll dat rout Kräiz erhale bleiwen.

Ech notéiere mat Suerg, datt hei de Verrieder vun der Demokratescher Partei bal suggéiert, datt et jo schued ass, datt mer dann net op en eenheetleche Symbol eriwerginn, an domadder praktesch eng Dier opmécht, fir d'rout Kräiz duerch e roude Kristall ze ersetzen.

D'rout Kräiz huet vläicht eng Connotation religiöse kritt duerch d'Reaktioun vun anere Kulturkreesser, mä dann ass et awer eng, déi dat Schéint an dat Positivt un der Relioun weist,

nämlech d'Dimensioun vun der Nächsteléift, wou anerer versot hunn. An et ass...

(Interruption)

Mir hunn eng Traditioun vum roude Kräiz hei am Land.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Nächsteléift kann een och hunn, ouni gleeweg ze sinn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- An ech mengen, et ass wichteg, vun all Considéeratioun ofzegesinn...

► **M. le Président.**- Wann ech gelift, den Här Kartheiser huet d'Wuert a soss keen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President.

...vun all Considéeratioun ofzegesinn, ob weltlech oder netweltlech, mä op jidde Fall hu mer eng Traditioun vum roude Kräiz hei, en Houfert, dee mer kënnen all hunn, an deen Dir och zu Recht ernimmt hutt, Här Graas, op dat, wat d'rout Kräiz gelescht huet, eng Traditioun, déi mer solle viruféieren an zu där mir op jidde Fall stinn.

Ech soen lech Merci.

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci. Ech loossen net zou, datt een Deputéierten d'Aktivitéit vum Roude Kräiz hei esou esäitig duerstellt a seet, datt am Fong geholl d'Kooperatioun vun den Hëllefsgéngschter op internationaler Ebene a Krichsgebitter, datt dat eng Ofsowier un d'Traditioun vum Roude Kräiz.

Dat an enger Klammer bemierkt, wollt ech eisen Accord ginn zu deem drëtte Protokoll, wat dat gemeinsam Zeechen do festhält.

Ech schlësse mech awer deem un an ech wollt dat och ervirsträchen, datt ee leider keng Fro un d'Regierung ka stellen zu deem Thema do, an ech hoffen, datt mer et wierklech fäerdegbréngen, fir Konklusiounen ze zéien aus deene Virfäll vun haut, an datt d'Regierung et fäerdegbréngt, fir dem Parlament dann awer an nächster Zäit dee Respekt ze ginn, deen déi Institutioun brauch.

Merci.

(Interruption)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mer mussen d'Regierung vergréisseren.

(Hilarité générale et interruptions)

► **M. le Président.**- Ech géif et mam Här Hahn halen: Et ass alles gesot. An dofir géife mer, wann Der näischt dergéint hutt, zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6636 kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6636 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. De Projet 6636 ass mat 58 Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6636 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch,

MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Gilles Roth), Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Sidd Der domat d'accord, fir e vum zweete Vote constitutionnel ze entbannen?

(Assentiment)

Merci, dat ass dann esou.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

Eis nächst Sëtzung ass den 13. Mee, also deen nächsten Dönschdeg. Ech wënschen lech e schéinen Owend, lech an deene Leit, déi eis nogekuckt hunn.

D'Sëtzung ass ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 19.21 heures)

Sommaire des séances publiques nos 18, 19 et 20

18^e séance

Ouverture de la séance publique p. 185

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- 2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
- 3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
- 4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
- 5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
- 6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
- 7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
- 8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
- 9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite) p. 185-193

Ordre du jour p. 193

19^e séance

Ouverture de la séance publique p. 194

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 et modifiant

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- 2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
- 3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;
- 4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999;
- 5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
- 6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé;
- 7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
- 8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
- 9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite) p. 194-208

20^e séance

Ouverture de la séance publique p. 209

Communications p. 209

6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre p. 209

Ordre du jour p. 209-212

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°26 du 6 mai 2014 de M. Guy Arendt relative à la prolongation du permis de conduire, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 212-213

- Question n°27 du 6 mai 2014 de Mme Martine Hansen relative à la formation professionnelle, adressée à M. le Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse p. 213

- Question n°28 du 6 mai 2014 de M. Roger Negri relative aux nuisances sonores provoquées par la circulation automobile sur le pont provisoire dit «blo Bréck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 213

- Question n°29 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative aux aides pour les écrivains et traducteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 214

- Question n°30 du 4 mai 2014 de M. Claude Adam relative à la gare de Mersch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 214

- Question n°31 du 6 mai 2014 de Mme Nancy Arendt relative à l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 214-215

- Question n°32 du 5 mai 2014 de M. Justin Turpel relative aux bourses d'études et aides financières de l'État pour les étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 215

- Question n°33 du 6 mai 2014 de M. Serge Wilmes relative à la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 215-216

- Question n°34 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au droit d'exclusivité et de priorité des volontaires de l'armée dans la Fonction publique, adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Défense p. 216

- Question écrite n°163 du 21 mars 2014 de M. Claude Wiseler relative à la conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B p. 216

- Question écrite n°176 du 26 mars 2014 de M. Félix Eischen relative aux importations de gaz russe p. 216-217

- Question écrite n°179 du 27 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la société Enovos p. 217

- Question écrite n°157 du 19 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la mauvaise transposition d'une directive européenne p. 217

- Question écrite n°190 du 1er avril 2014 de M. Marc Spautz relative à l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux p. 217

6415 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie p. 217-219

Ordre du jour (suite) p. 219-220

6651 - Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois p. 220-222

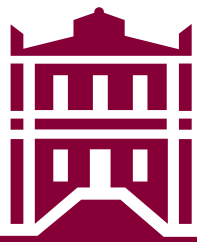
6647 - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat p. 222-224

6572 - Projet de loi

a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux p. 224-225

6636 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005, et modifiant la loi du 18 décembre 1914 concernant la protection des emblèmes de la Croix-Rouge p. 225-227



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
-------------	--------	-------

Question parlementaire évacuée au cours de la session ordinaire 2012-2013

2806	Serge Urbany	Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010 - 2014
------	--------------	---

Questions parlementaires évacuées au cours de la session extraordinaire 2013-2014

0168	Roy Reding	Avions AERO L39 ALBATROS
0201	Gilles Roth	Démontage des candélabres le long de l'autoroute A6
0202	Roy Reding	Droit de préemption dans le cadre du Pacte logement
0206	Max Hahn	Contournement de Dippach
0207	Roy Reding	Négociations avec des pays tiers dans le cadre de l'échange automatique d'informations
0212	Roy Reding	Imposition des frontaliers belges
0214	Frank Arndt	Actionnariat de la société Enovos International
0215	Félix Eischen	Secteur de la logistique
0216	Gusty Graas	Politique énergétique
0217	Guy Arendt	Vote par correspondance
0218	Serge Wilmes	Commission de suivi instituée par l'article L. 621-4 du Code du Travail
0219	Roy Reding	Répercussions du projet «Royal Hamilius» sur les transports publics par autobus
0220	Serge Wilmes	Anciens salariés d'Objectif Plein Emploi (OPE)
0221	Fernand Kartheiser	Organisation scolaire
0222	Fernand Kartheiser	Effectifs des classes de l'enseignement secondaire
0223	Fernand Kartheiser	Réforme du divorce
0224	Octavie Modert	Réformes de la police et de la Fonction publique
0225	Sylvie Andrich-Duval	Validité du permis de conduire
0226	Josée Lorsché	Protection de la jeunesse
0228	Fernand Kartheiser	Alimentation électrique du tramway
0229	Lex Delles, Eugène Berger	Centre d'éducation différenciée d'Esch-sur-Alzette
0230	Fernand Kartheiser	Décisions du tribunal de famille non respectées après un divorce
0231	Fernand Kartheiser	Rapport d'activité de la Police grand-ducale

0232	Roger Negri	Système de contrôle de trafic aérien harmonisé «ciel unique»
0233	Roger Negri	Rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN)
0234	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Société américaine Netflix
0235	Taina Bofferding	Cours d'appui
0236	Marc Spautz	Refus d'autorisation du vol entre Luxembourg et Zhengzhou
0237	Serge Wilmes	Manifestation d'élèves contre la réforme des bourses scolaires
0238	Josée Lorsché	Information des concernés en cas de symptômes d'une maladie contagieuse dans l'enseignement fondamental
0239	Henri Kox	Révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques
0240	Claude Adam	Accueil de réfugiés syriens au Luxembourg
0241	Serge Wilmes	Grève des élèves et étudiants
0242	Fernand Kartheiser	Préparation des référendums «Crowdfunding»
0243	Serge Wilmes, Laurent Mosar	
0244	Nancy Arendt	Hausse des extorsions
0245	Diane Adehm, Gilles Roth	Frais d'études supérieures
0246	Martine Hansen, Marco Schank	Structure Sichem de la Fondation Maison de la Porte ouverte
0248	Martine Hansen, Marco Schank	Route nationale N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund
0249	Marc Spautz	Intégration des salariés handicapés sur le marché du travail
0250	André Bauler	Bus à haut niveau de service
0251	Gilles Roth	Implication de consultants externes dans la deuxième phase d'élaboration du budget pour l'année 2015
0252	Gilles Roth	Impôts directs de l'État
0253	Taina Bofferding	Instruction ministérielle concernant l'intervention à l'école de personnalités du monde politique
0254	Max Hahn	Rapidité des secours médicalisés
0255	Gusty Graas	Inhumation et incinération des dépouilles mortelles
0257	Françoise Hetto-Gaasch	Laboratoire National de Santé
0259	Nancy Arendt	Encadrement des événements sportifs par la Police grand-ducale

Question parlementaire évacuée au cours de la session ordinaire 2012-2013

Question 2806 (8.7.2013) de **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*) concernant le **Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010 - 2014**:

En 2010, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration présentait le «Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010-2014». Ce plan présentait onze principes directeurs de la politique d'intégration dont un ciblant notamment «l'emploi». En matière de discrimination dans l'emploi j'aimerais poser les questions suivantes aux trois Ministres:

1. Combien de cas de discrimination dans l'emploi ont été soumis en 2012 et 2013 à l'Inspection du Travail et des Mines?
2. Combien de cas ont donné lieu à des enquêtes, combien à des plaintes?
3. Combien de cas de discrimination dans l'emploi ont été traités en 2012 et 2013 par les juridictions du travail?
4. Combien de cas de discrimination dans l'emploi ont été traités en 2012 et 2013 par des juridictions civiles?
5. Combien de cas de discrimination dans l'emploi ont été traités en 2012 et 2013 par le CET?
6. Combien de cas de discrimination dans l'emploi ont été traités en 2012 et 2013 par l'OLAI?

Le «Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010-2014» prévoyait concernant l'emploi les aspects précis que voici:

- valorisation des compétences professionnelles et techniques acquises à l'étranger;

- promotion de l'employabilité des groupes cibles;

- élargissement de l'ouverture de la fonction publique aux citoyens de l'Union européenne;

- promotion de la création d'entreprises par les étrangers;

- formation à la diversité dans le secteur privé;

- promotion du principe de l'égalité de traitement dans les entreprises;

- encourager la participation sociale des étrangers dans l'emploi;

- promotion de l'égalité dans l'emploi.

- Quels ont été pour chacun des aspects évoqués ci-dessus les actions entreprises, les moyens y affectés, les personnes touchées et l'évaluation faite?

Réponse commune (27.5.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Articles L. 251-1 et L. 241-1 du Code du Travail

Quant à la 1^{ère} question:

En 2012, huit administrés se sont adressés par téléphone aux services de l'ITM et six administrés ont notifié un courriel à l'ITM pour obtenir des renseignements sur le harcèlement discriminatoire.

En 2013 (jusqu'au 15 septembre 2013), six administrés ont demandé des renseignements sur le harcèlement discriminatoire par téléphone et cinq administrés ont adressé un courriel à l'ITM.

Quant à la 2^e question:

Pour tous les cas précités, à l'exception d'un, il s'est avéré qu'il ne s'agissait pas de cas de discrimination directe ou indirecte fondée sur la religion ou les convictions, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou ethnie qui est interdite conformément à l'article L. 251-1 du Code du Travail. Il s'est également avéré qu'il ne s'agissait pas de cas de discrimination fondée sur le sexe, soit directement, soit indirectement par référence, notamment, à l'état matrimonial ou familial qui est interdite conformément à l'article L. 241-1 du Code du Travail.

Un administré s'est plaint par courriel être la victime de racisme de la part de son supérieur hiérarchique.

Cette personne n'a cependant jamais réservé de suites à notre demande de complément d'informations en vue d'une enquête au sein de l'entreprise.

Selon les informations du parquet général il y a eu quatre plaintes auprès des parquets. Deux de ces plaintes ont été classées. Une troisième se trouve dans la procédure de renvoi et la quatrième va être fixée prochainement.

Article L. 245-3 du Code du Travail

Quant à la 1^{ère} question:

En 2012, sept administrés ont demandé des renseignements sur le harcèlement sexuel par téléphone et un administré a adressé un courriel à l'ITM.

En 2013 (jusqu'au 15 septembre 2013), quatre administrés ont demandé des renseignements sur le harcèlement sexuel par téléphone à l'ITM.

Quant à la 2^e question:

Pour tous les cas précités, il s'est avéré qu'il ne s'agissait pas de cas de harcèlement sexuel à l'occasion des relations de travail, qui est à considérer comme contraire au principe d'égalité de traitement conformément à l'article L. 245-3 du Code du Travail.

Quant à la 3^e question:

Le parquet général a été saisi de cinq affaires en matière de droit du travail relatives à des questions de discrimination.

Quant à la 4^e question:

Aucune affaire en matière civile n'a été enregistrée.

Quant à la 5^e question:

En 2012, le CET a été saisi de 109 affaires, dont 22 cas de discrimination dans l'emploi.

En 2013, il a été saisi de 87 affaires, dont 23 cas de discrimination dans l'emploi.

Quant à la 6^e question:

L'OLAI n'a pas été saisi d'un tel cas de discrimination.

Questions parlementaires évacuées au cours de la session extraordinaire 2013-2014

Question 0168 (24.3.2014) de **M. Roy Reding** (*ADR*) concernant les **avions AERO L39 ALBATROS**:

Wéi ech gewuer gi sinn, wier décidéiert ginn, datt all AÉRO L39 ALBATROS-Fligere, déi um Lëtzebuurger Register agedroe sinn, „gegrounded“ sinn, dat heescht net dierften zurzäit fléien.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister déi Informatioun bestätegen an hir Ursach erklären?

2. Wei vill d'Apparater sinn am Lëtzebuurger Register agedroen?

3. Wéini kann een dermat rechnen, datt déi Apparater nees normal kënnen de Betrib op-huelen?

Réponse (16.5.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Am Moment si fënneg Fligere vum Typ L39 am Lëtzebuurger Register immatrikuléiert an zwar op Basis vum «Règlement grand-ducal du 19 avril 2006 précisant les exigences de navigabilité des aéronefs» a vum «Règlement grand-ducal du 27 juillet 1961 concernant les transports aériens, l'immatriculation et l'identité des aéronefs».

Déi Apparater waren awer nach ni zu Lëtzebuerg normal am Betrib.

Och wa mer eng national legal Basis hu fir d'Immatrikulatioun, feelt eng legal Basis, fir de Pilote kënnen zu Lëtzebuerg eng Lizenz ze ginn, deen Typ vu Fliger iwwerhaapt ze fléien.

Effektiv geet et hei ëm ee Militärfliager, fir deen d'EASA (Agence européenne pour la Sécurité aérienne) keng Konzeptiounsnorme festgehale huet, an da missten déi betraffe Memberstaten déi Fligere selwer anuerdnen, wa se wëllen hire Pilote Lizenz ginn, déi Fligere ze fléien. Dat Ganzt géing also mat sech bréngen, datt misst fir fënneg Fligere zu Lëtzebuerg eng nei Reglementatioun geschriwwen ginn, wat zurzäit net envisagéiert gëtt.

Question 0201 (7.4.2014) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **démontage des candélabres le long de l'autoroute A6**:

Comme annoncé par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures en mars 2014, les travaux de démontage des candélabres sont actuellement en cours. Il paraît toutefois que les candélabres ne sont pas à proprement parler démontés, mais coupés à l'aide de meuleuses d'angle.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, peut-il me renseigner sur le coût global engendré par le démontage des candélabres sur l'ensemble du réseau autoroutier luxembourgeois?

Réponse (16.5.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur le démontage des candélabres le long de l'autoroute A6.

Les candélabres sont coupés à une hauteur de 1,3 m du sol, au-dessus du coffret de raccordement, afin de pouvoir garantir la continuité du câblage, vu que d'autres équipements électromécaniques sont raccordés à ces câbles. Le bout restant sera fermé par un capuchon en PVC.

L'enlèvement complet du candélabre avec sa fondation aurait été beaucoup plus onéreux et les travaux auraient perturbé davantage le trafic. Le risque d'endommagement, voire de coupures des câbles aurait été grand.

Il y a lieu de préciser qu'au vu de la vétusté avancée des candélabres et des problèmes d'instabilité, le remplacement des seuls candélabres énumérés ci-dessous aurait dû intervenir à très court terme et a été estimé à un montant d'environ 700.000 €.

À noter que les candélabres ne sont pas démontés sur l'ensemble du réseau autoroutier luxembourgeois, mais uniquement sur les tronçons suivants:

- A6 - entre le poste frontalier de Sterpenich et l'échangeur de Ridell (406),

- A13 - entre l'échangeur de Schifflange et la Croix de Bettembourg (168),

- A1 - en aval de l'échangeur de Munsbach en direction de Trèves (16),

- A7 - près de Schieren (7).

Le coût de l'opération est chiffré à 49.822,28 € HTC pour l'autoroute A6, à 22.173,91 € HTC pour l'autoroute A13, à 2.000 € HTC pour l'autoroute A1 et à 2.000 € pour l'autoroute A7.

En guise de conclusion, il convient de comparer les frais de démontage cités ci-avant d'un montant global de 76.000 € avec l'investissement qu'aurait signifié un remplacement des candélabres vétustes revenant à 700.000 €. Il s'y ajoute des économies de 100.000 € par an en consommation d'électricité.

Question 0202 (7.4.2014) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant le **droit de préemption dans le cadre du Pacte logement**:

Am Pacte logement gouf e Virkafsrecht (droit de préemption) ënner anerem fir d'Gemengen agefouert.

Kann den Här Innenminister mir an deem Zesammenhang op dës Froen äntweren:

1) Wéi eng Gemeng(en) hunn d'ëst Recht bis dato exercéiert? Am Detail, kënn Der mer pro Préemptioun soen, wéi vill Land (an Ar) zu wat fir engem Präis kaaft goufen?

2) Op wéi vill vun deenen Terrainen, déi der privater Hand entzu goufen, gouf bis haut gebaut? Wéi vill Wunnenge sinn entstanen?

3) Op wéi vill vun deenen Terrainen ass nach kee Bauprojet en cours respektiv leie brooch?

Réponse commune (4.6.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre du Logement*:

La question de l'honorable Député concerne le droit de préemption des communes en cas d'aliénation de certains terrains définis à l'article 3 de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes.

Les biens soumis au droit de préemption au profit des communes se limitent actuellement aux seuls terrains situés, d'après le plan ou projet d'aménagement général en vigueur, en zone d'aménagement différé ou en zone verte et adjacentes au périmètre d'agglomération.

Il convient de relever de prime abord que le droit de préemption dont bénéficient les communes n'est soumis à l'approbation ministérielle que si la valeur du bien immobilier dépasse un certain montant.

En effet, en application de l'article 106, numéro 1 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, seules les acquisitions d'immeubles ou de droits immobiliers dont la valeur dépasse 250.000 euros sont soumises à l'approbation du Ministère de l'Intérieur.

Le Ministère de l'Intérieur ne peut donc fournir le nombre d'acquisitions immobilières faisant suite à l'exercice du droit de préemption par une commune et tombant sous le champ d'application de l'article précité.

En 2011 le Ministère du Logement a réalisé un «monitoring» auprès des 98 communes ayant signé une convention «pacte logement» avec l'État. Il en résulte que jusqu'en 2011 seulement deux communes, pour des terrains de 19,5 ares respectivement 20,5 ares ont réellement profité du droit de préemption résultant de l'application de la loi précitée. Au moment du «monitoring» des affaires judiciaires étaient en cours concernant l'exercice du droit de préemption par des communes dans deux dossiers différents. Un deuxième «monitoring» va être lancé dans les prochains mois auprès des communes ayant signé la convention.

Question 0206 (8.4.2014) de **M. Max Hahn** (DP) concernant le **contournement de Dippach**:

Selon des informations diffusées par la presse, les travaux pour réaliser le contournement de Dippach-Gare devraient commencer en 2015, ceci dans le cadre des travaux de construction au passage à niveau à côté de la gare.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Monsieur le Ministre peut-il aussi donner des précisions quant à l'état d'avancement de la planification, au délai de construction et aux

travaux à exécuter dans le cadre du projet de contournement de Dippach?

Réponse (23.5.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Max Hahn, concerne la suppression du passage à niveau à Dippach-Gare et le projet de contournement de Dippach.

Le début des travaux pour la suppression du passage à niveau de Dippach est largement tributaire de la mise en possession des terrains nécessaires pour la réalisation du projet précité. La procédure de déclaration d'utilité publique a été entamée en août 2013 avec un avis au public publié par les collèges des bourgmestre et échevins des communes de Dippach et de Reckange-sur-Mess.

Suite à cette publication, tous les dossiers d'acquisition, à l'exception d'un seul, ont pu être évacués.

Concernant le projet de contournement, il y a lieu de constater qu'il est inscrit depuis des années aux différents projets du plan directeur sectoriel «Transports» (PST) en phase 3, qui constitue une phase ultérieure retenant les projets dont la réalisation est programmée au-delà de l'horizon 2030. Sous le Gouvernement actuel, cette classification est restée inchangée.

Question 0207 (9.4.2014) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les **négociations avec des pays tiers dans le cadre de l'échange automatique d'informations**:

Am Kader vum automateschen Informationsaustausch gouf gesot, d'Kommissioun géif mat Drëttlänner, déi als „Steierparadis“ kënnen ugesi ginn, Verhandlung feieren, fir och do en automateschen Austausch oder „equivalent Measures“ durchzusetzen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Fro stellen:

- Ginn esou Verhandlungen och mam Delaware respektiv den USA gefouert, vu datt jo grad deen US-amerikanesche Stat eng Hällewull vun Offshore-Gesellschaften hébergéiert, déi absolut keng Steiere mussen bezuelen op Benefisser, déi ausserhalb vun den USA realiséiert ginn?

Réponse (28.5.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Déi europäesch Länner, inklusiv Lëtzebuerg a mat Ausnahm vun Griichenland, sinn amgang e bilatéral FATCA-Ofkommen mat den USA ofzeschleissen oder hu schonn eent ofgeschloss. Dës Ofkomme gesinn den automateschen Austausch vu Finanzinformatiounen op enger géigesäiteger Basis vir.

Eng amerikanesch Finanzinstitutioun muss deemno Informatiounen weiderginn iwwer Persounen oder Entitéiten, déi an deene betreffen europäesche Länner wunnen an déi bei hinnen e Finanzkonto hunn.

Am Moment gesäit déi Europäesch Kommissioun duerfir keng Verhandlung vir mat Delaware respektiv den USA. Verhandlung sinn allerdéngs virgesinn, am Kader vun der Zënsbesteuerungsdirektiv, mat Andorra, Liechtenstein, Monaco, San Marino an der Schwäiz.

Donieft ass ze bemierken, dass déi nei erweidert Zënsbesteuerungsdirektiv och virgesäit, dass am Fall, wou Zënsen u bestëmmt Offshore-Entitéiten, z. B. eng Société à responsabilité limitée am Delaware, ausbezuelt ginn, den Agent payeur d'Notznëisser vun dëser Entitéit muss identifizéieren.

Question 0212 (11.4.2014) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant l' **imposition des frontaliers belges**:

D'après un article paru aujourd'hui au «paperJam», les travailleurs frontaliers belges font l'objet d'un véritable harcèlement de la part des autorités fiscales belges qui appliquent sans tolérance aucune une disposition suivant laquelle le résident belge frontalier est redevable de l'impôt en Belgique pour chaque jour presté hors du territoire luxembourgeois (que ce soit en Belgique ou dans un autre pays).

Certains employeurs vous auraient contacté afin d'assurer une renégociation de la convention fiscale, afin d'introduire une tolérance, tel que cela a été le cas avec l'Allemagne en mai 2011.

1. Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est au courant de ces faits et s'il a l'intention d'en-

trer d'urgence en négociations avec la Belgique dans le sens des travailleurs frontaliers?

2. Si un tel arrangement s'avérait impossible, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'impôt déjà payé au Luxembourg serait remboursé en cas de taxation en Belgique et est-ce que Monsieur le Ministre peut déjà chiffrer l'impôt qui serait ainsi perdu pour le Grand-Duché?

Réponse (28.5.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'honorable Député Roy Reding se réfère à un article paru au «paperJam» concernant l'imposition en Belgique des revenus d'une occupation salariée touchés par des contribuables résidents belges de leurs employeurs luxembourgeois.

Il est vrai que l'application des dispositions de l'article 15 concernant les professions dépendantes de la Convention entre le Luxembourg et la Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 17 septembre 1970 a récemment fait l'objet de constatations de la part de personnes qui sont des contribuables résidents de la Belgique et exerçant une activité salariée pour le compte d'employeurs luxembourgeois.

Selon la législation fiscale belge, le contribuable résident de la Belgique est imposable en Belgique sur l'ensemble de ses revenus mondiaux, y compris ceux d'origine étrangère. Le contribuable peut se prévaloir des dispositions d'une Convention pour revendiquer une exemption. Le contribuable supporte la charge de la preuve lorsqu'il revendique une exemption. À défaut d'éléments probants, l'exemption n'est pas accordée. Les autorités fiscales belges ont récemment adopté une approche plus rigoureuse en la matière.

Dans ce contexte, il semble utile de rappeler que la Belgique dispose, conformément aux dispositions de l'article 15, en tant qu'État de résidence des contribuables concernés du droit d'imposition pour les activités salariées exercées pour un employeur luxembourgeois en dehors du Luxembourg.

Le sujet de l'imposition des professions dépendantes a fait l'objet de discussions entre les autorités belges et luxembourgeoises sans qu'une solution n'ait toutefois pu être trouvée pour l'instant. Les discussions sont actuellement en train d'être poursuivies et intensifiées en vue de trouver rapidement une solution à cette problématique malvenue.

Par ailleurs, il y a lieu de relever que les dispositions de l'article 25 de la Convention précitée permettent aux résidents belges d'adresser une demande écrite et motivée de révision à l'autorité compétente belge lorsqu'ils estiment que les mesures prises par un des États entraîneront une double imposition non conforme à la Convention.

L'Administration des Contributions directes est, en principe, disposée à éliminer la double imposition et ne s'oppose pas de façon générale à procéder à un remboursement d'impôt trop perçu après une analyse au cas de la situation de la personne concernée. Actuellement il est impossible de quantifier un éventuel déchet budgétaire.

Question 0214 (11.4.2014) de **M. Frank Arndt** (LSAP) concernant l'**actionnariat de la société Enovos International**:

Après la cession en 2012 par ArcelorMittal de ses parts dans le capital social d'Enovos International à un fonds d'infrastructure du groupe Axa, l'information circulait à l'époque que d'autres actionnaires d'Enovos International étaient sur le point de vouloir se séparer eux aussi de leurs participations dans Enovos International. Alors que durant un certain temps aucune évolution apparente dans ce dossier ne semble s'être faite, il apparaît maintenant que cette question redevienne d'actualité.

J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie s'il peut confirmer que deux actionnaires actuels d'Enovos International - à savoir RWE et E.ON - entendent se séparer de leurs participations. Si tel était le cas, j'aimerais savoir s'il existe un droit de préemption pour les autres actionnaires et notamment pour l'État et si, partant, l'État songe à profiter de ce droit en vue d'acquérir une majorité dans le capital d'Enovos International pour reconforter ainsi la position de l'actionnaire public dans un groupe d'importance régionale et nationale pour l'approvisionnement énergétique.

Réponse (13.5.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:



En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Frank Arndt concernant l'actionnariat de la société Enovos International, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Pour rappel, Enovos International S.A. a été créée en 2009 à l'issue de la fusion de Cegedel, Saar Ferngas et SOTEG. Les actionnaires initiaux étaient l'État luxembourgeois, la SNCI, ArcelorMittal, RWE, E.ON et Electrabel.

Après qu'en juillet 2012, Axa Private Equity (aujourd'hui sous la nouvelle dénomination «ARDIAN») ait repris la participation d'ArcelorMittal dans Enovos International, l'actionnariat actuel d'Enovos International S.A. se compose comme suit:

État luxembourgeois	25,44%
SNCI	10,01%
Ville de Luxembourg	8,00%
ARDIAN (anc. Axa Private Equity)	23,48%
RWE	18,36%
E.ON	10,00%
GDF Suez (Electrabel)	4,71%

Début mars 2014 l'État a été informé individuellement par E.ON et RWE que ces deux actionnaires considéraient vouloir éventuellement aliéner leurs participations dans l'actionnariat d'Enovos International S.A. dans le cadre des stratégies globales / des programmes de désinvestissement des groupes respectifs.

Les statuts de la société Enovos International S.A. prévoient un droit de préemption aux actionnaires restants dans le cas de la vente de la participation d'un actionnaire sortant. Dans le scénario présent il apparaît évident que ni E.ON, ni RWE ne voudraient profiter de ce droit sur la vente d'actions de l'autre. Il en naîtrait donc un droit de préemption cumulé à hauteur de 28,36% pour les actionnaires restant qui sont l'État luxembourgeois, ARDIAN, GDF Suez, la SNCI et la ville de Luxembourg. Selon les textes statutaires ce droit de préemption est exerçable sur les tranches individuelles qui seraient mises sur le marché, à savoir 10,00% et 18,36%.

Dans une telle hypothèse il est de l'intention commune de l'État, de la SNCI et de la ville de Luxembourg d'analyser en détail l'option de profiter de leur droit de préemption respectif afin d'acquérir ensemble une majorité dans l'actionnariat d'Enovos International S.A. Même si les actions qui seraient mises sur le marché par E.ON et RWE permettent d'acquérir une plus grande majorité, la majorité recherchée sera celle de 50% plus une action. À côté des actionnaires publics, il reste important que l'actionnariat d'Enovos International S.A. continue à se composer d'autres actionnaires privés, qu'ils soient du secteur financier ou industriel, et qui sont tous intéressés à apporter leur expérience et leurs connaissances en vue du développement durable de l'entreprise.

L'assurance de la sécurité d'approvisionnement, le développement des énergies renouvelables et le maintien d'un prix de l'énergie compétitif sont des éléments importants de la politique énergétique nationale, que ce soit pour le consommateur domestique, professionnel ou industriel.

Dans ce contexte, le groupe Enovos peut aujourd'hui être considéré comme un groupe d'importance nationale et régionale en ce qui concerne l'approvisionnement énergétique et il doit continuer à jouer un rôle certain dans le paysage énergétique.

Une majorité dans l'actionnariat permettrait aux acteurs du secteur public de soutenir davantage la stratégie d'entreprise du groupe Enovos qui consiste à assurer la sécurité de l'acheminement et de l'approvisionnement énergétique, à renforcer les investissements dans les énergies renouvelables et dans l'offre de services et à offrir l'énergie à des prix compétitifs aux consommateurs, tout en s'attendant à la distribution de dividendes en ligne avec la stratégie d'entreprise.

L'acquisition d'une majorité dans le capital d'Enovos International S.A. revêtirait donc d'une importance stratégique pour le pays: un approvisionnement énergétique moderne, compétitif et de qualité est un attrait incontournable pour le site économique luxembourgeois dans le but d'attirer de nouveaux investisseurs et de garantir la pérennité de la sécurité d'approvisionnement.

Question 0215 (11.4.2014) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant le **secteur de la logistique**:

Alors que selon le «Logistics Performance Index» élaboré par la Banque mondiale le Luxembourg figure parmi les dix meilleurs pays au monde dans le domaine de la logistique, deux des trois pays voisins devançant le Grand-Duché dans ce classement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de l'Économie:

- Il est un fait que la logistique ne s'arrête pas aux frontières. Comment les Ministres entendent-ils mettre à profit le savoir-faire étranger pour insuffler un nouvel élan aux entreprises locales du secteur?

- Des synergies se sont-elles déjà créées? À quel niveau?

- Les Ministres peuvent-ils me renseigner sur l'évolution annuelle de l'emploi dans ce secteur depuis 2009? Combien de demandeurs d'emploi d'un niveau de formation inférieur ont pu être embauchés par des entreprises actives dans ce secteur depuis 2009? Quid des autres demandeurs d'emploi?

Réponse commune (13.5.2014) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Le «Logistics Performance Index» de la Banque mondiale confirme le bon développement du secteur logistique luxembourgeois. En effet, dans le classement 2014 le Luxembourg fait une belle avancée et se positionne en huitième position sur 160 pays étudiés (en progression de sept places). Par ailleurs, le Luxembourg s'y classe en première position des pays n'ayant pas un accès direct à la mer. Le Luxembourg se classe même en première position et mieux que l'Allemagne et la Belgique pour les critères «International shipments» et «Timeliness».

Étant un des secteurs prioritaires de la politique économique du Gouvernement, un plan d'action national «Logistique et Transport» a été défini dont l'objectif premier est de positionner le Luxembourg comme plateforme logistique intercontinentale et multimodale en Europe, notamment dans le domaine de la logistique à haute valeur ajoutée. Le développement des compétences au sein du secteur est également un des axes prioritaires du plan d'action national. Dans ce contexte, de nombreux projets ont été réalisés ou sont en cours afin de renforcer la compétitivité du secteur que ce soit en se basant sur le savoir-faire des entreprises établies au Luxembourg ou bien en partenariat avec

des entreprises ou associations établies de l'autre côté de nos frontières.

Des synergies ont déjà été créées que ce soit entre les acteurs établis au Luxembourg ou avec des partenaires européens dont des belges et des allemands. Quelques exemples de résultats concrets sont repris ci-dessous:

- Tout d'abord, afin de valoriser l'expertise des acteurs logistiques impliqués dans l'acheminement des produits pharmaceutiques au Luxembourg, un projet de certification a été mis en œuvre avec succès et faisant du Luxembourg la première plateforme logistique au monde à réussir à certifier l'ensemble de sa «supply chain» pour l'acheminement des produits pharmaceutiques.

- Ensuite, le «Cluster for Logistics» luxembourgeois est devenu membre de la fédération allemande de la logistique: la «Bundesvereinigung Logistik» (BVL). La BVL rassemble quelque 10.000 membres (entreprises et experts de l'industrie logistique) afin d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques.

- Le CRP Henri Tudor participe avec divers partenaires européens (dont des belges et des allemands) dans plusieurs projets européens Interreg (e.g. Weastflows, LaMiLo, Ecologistics).

- L'entreprise CFL Multimodal a établi des connexions ferroviaires multimodales (rail/route) avec divers ports européens dont le port belge d'Anvers et le port allemand de Lübeck.

- Finalement, CFL cargo participe à l'Alliance européenne Xrail pour le transport de wagons isolés. Xrail regroupe sept sociétés de fret ferroviaire, à savoir: CD Cargo (République Tchèque), CFL cargo (Luxembourg), DB Schenker Rail (Allemagne), Green Cargo (Suède), Rail Cargo Austria (Autriche), SBB Cargo (Suisse) et SNCB Logistics (Belgique).

Nous n'avons des chiffres relatifs à l'emploi dans le secteur «Transports et Logistique» que jusque 2012. Entre 2009 et 2012, l'emploi est resté relativement stable avec près de 13.000 emplois directs. Il faut toutefois noter que l'effet des investissements en cours (e.g. Free-Port, Transalliance, S.O.L.E.I.L.) sur l'emploi ne sont pas reflétés dans ces chiffres.

Les entreprises cherchant de nouveaux employés dans le domaine de la logistique ont l'habitude d'informer l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) de leur vacance de poste(s). Le nombre d'offres d'emploi déclarées auprès de l'ADEM par des entreprises du secteur «Transports et Entreposage» sont passées de 320 offres en 2009 à 425 offres en 2013. En 2013, 2.771 assignations ont été faites par l'ADEM pour les 425 postes déclarés. Ces 2.771 assignations ont porté sur 2.080 demandeurs d'emploi distincts.

Sur la période 2009-2014 (avril), les 8.584 assignations faites par l'ADEM concernent, avec 39%, surtout les demandeurs d'emploi du «niveau moyen supérieur» (12^e à 14^e de l'enseignement secondaire technique + 2^e et 1^{ère} enseignement secondaire), suivi du «niveau inférieur» (scolarité obligatoire, soit neuf années d'études) (26%). Les assignations pour des demandeurs d'emploi avec un niveau d'éducation correspondant à l'enseignement postsecondaire s'élèvent à 20%.

Sur la période 2009-2014 (avril), une analyse du devenir professionnel des demandeurs d'emploi concernés par une action de placement fait ressortir que, sur les 8.584 demandeurs d'emploi assignés, 1.403 personnes ont été affiliées par un employeur du secteur «Transports et Entreposage» endéans les trois mois suivants la suspension ou la clôture de leur dossier à l'ADEM.

Par ailleurs, il y a lieu de noter qu'une formation professionnelle continue vient d'être mise en place afin d'aider les demandeurs d'emploi

inscrits auprès de l'ADEM désirant orienter leur carrière vers le domaine de la logistique et du transport. Il s'agit de mieux identifier les formations requises par le secteur et de les mettre en place ou de les renforcer y compris au niveau de l'apprentissage.

Question 0216 (14.4.2014) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **politique énergétique**:

Le 9 avril 2014, la Commission européenne a adopté de nouvelles règles sur les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie. Ces lignes directrices, d'application à partir du 1^{er} juillet 2014, fournissent un cadre qui permet aux pouvoirs nationaux d'introduire des mesures d'aide dans le domaine des énergies renouvelables notamment.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils me renseigner sur l'impact de ces nouvelles règles sur la politique énergétique nationale?

- Peuvent-ils, à la lumière de ces nouvelles règles, me donner des indications concernant l'orientation future de la promotion des énergies renouvelables au Luxembourg?

Réponse commune (20.5.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Gusty Graas en relation avec la politique énergétique, nous souhaitons vous communiquer les informations ci-après:

Tout d'abord nous aimerions rappeler que l'Union européenne s'est fixée des objectifs ambitieux en matière de lutte contre le changement climatique et de développement durable de l'énergie dans le cadre de sa stratégie de l'UE 2020. De nouveaux objectifs ambitieux pour la période 2020 à 2030 sont actuellement en discussion à Bruxelles.

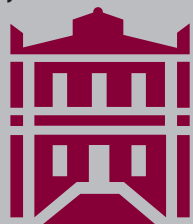
Les nouvelles lignes directrices reprenant les règles sur les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie qui s'appliquent à la période allant jusqu'en 2020 doivent non seulement soutenir la réalisation des objectifs «20-20-20» mais également préparer le terrain pour atteindre les objectifs qui seront fixés pour 2030. Ainsi, ces lignes doivent notamment intégrer à la fois la nécessité de soutien au développement des énergies renouvelables et l'exigence d'un marché intérieur de l'électricité sûr et concurrentiel.

Après différents échanges avec les États membres, la version des lignes directrices adoptée le 9 avril 2014 par la Commission européenne semble dans l'ensemble compatible avec ces objectifs. Les lignes directrices prévoient un certain nombre de nouvelles règles pour la promotion de la production d'énergies renouvelables et pour le traitement des mesures d'efficacité énergétique. Les aspects les plus importants à l'égard de la promotion des énergies renouvelables peuvent se résumer comme suit:

- En ce qui concerne les nouvelles installations de production d'électricité renouvelables: l'introduction progressive de mécanismes de soutien fondés sur le marché en vue de la meilleure intégration dans le marché et de l'amélioration du rapport coût/efficacité. Les nouvelles lignes directrices prévoient notamment l'introduction progressive de procédures de mise en concurrence et le remplacement progressif des prix fixes de rachat (tarifs de rémunération

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



fixes) par des primes de rachat. À côté de la prime que les producteurs toucheront, ils seront obligés à vendre l'énergie sur le marché de l'électricité et seront soumis à un certain nombre d'obligations accessoires afin d'intégrer l'énergie produite dans le marché.

- Les mécanismes qui répartissent les coûts de la production des énergies renouvelables entre les consommateurs d'électricité doivent répondre à un certain nombre de critères, notamment au cas où des réductions/exemptions sont prévues pour les entreprises de certains secteurs respectivement pour certaines branches de l'industrie.

Pour ce qui est des biocarburants à base d'aliments dits «de première génération», la Commission a jugé que les aides aux investissements dans les capacités nouvelles et existantes ne se justifiaient plus. Nous nous réjouissons spécialement du fait que les lignes directrices encouragent le développement des biocarburants avancés et plus respectueux de l'environnement.

Comme tous les autres États membres, le Luxembourg devra se conformer à l'avenir à ces nouvelles lignes directrices. La date de leur mise en vigueur a été fixée au 1^{er} juillet 2014, des dispositions transitoires ont cependant été prévues jusqu'au 1^{er} janvier 2016.

Les enjeux sont de taille: assurer le développement et la croissance des énergies renouvelables sur le territoire national avec la nécessité de réformer à court terme les mécanismes de soutien classiques.

En ce qui concerne l'introduction des nouvelles rémunérations pour l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables qui ont été décidées par le Gouvernement mi-2013, il y a lieu de considérer que la Commission européenne n'a jusqu'à présent pas encore donné son aval sur les tarifs en question. Au regard des nouvelles règles prévues au niveau des lignes directrices, il est actuellement incertain quelle position la Commission européenne prendra sur ce dossier. Nous aimerions souligner que les responsables du Ministère de l'Économie ont à plusieurs fois rappelé l'importance d'autoriser les nouveaux tarifs projetés afin de ne pas compromettre le développement des énergies renouvelables au niveau national et en vue de permettre au Luxembourg d'atteindre les objectifs à l'horizon 2020.

Nous estimons qu'il est en fait indispensable de pouvoir donner à court terme de nouvelles impulsions au développement des énergies renouvelables sur le territoire national en tenant compte des mécanismes de soutien actuellement en place. Il s'agira d'adapter dans les meilleurs délais possibles les mécanismes de soutien en vue de les rendre conformes aux nouvelles lignes directrices.

Question 0217 (14.4.2014) de **M. Guy Arendt** (DP) concernant le **vote par correspondance**:

Dans le cadre de l'organisation des élections européennes, les communes se voient confrontées à une incertitude d'interprétation. Il s'agit de l'occurrence de l'interprétation de l'article 328 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 portant sur les conditions d'admission au vote par correspondance lors des élections. Le texte est d'ailleurs identique pour les élections législatives (article 168 (2) a)) et pour les élections communales (article 262 (2)).

Il s'avère que les communes interprètent cet article de façon divergente. En effet, bien que le texte précise que les raisons invoquées par le requérant doivent être «dûment justifiées», certaines communes insistent pour obtenir un document attestant que l'électeur est dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote, tandis que d'autres se satisfont d'une simple déclaration alors que d'autres encore font même abstraction de tout document ou de motivation.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre entend-il donner des recommandations aux communes relatives à l'interprétation des termes «dûment justifiées»?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun une modification des articles afférents de la loi électorale afin d'enlever toute ambiguïté sur leur interprétation?

Réponse (5.5.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La question de l'honorable Député a pour objet la justification des demandes de vote par correspondance lors des élections législatives, européennes et communales.

Rappelons que la loi électorale modifiée du 18 février 2003 prévoit qu'une demande pour le vote par correspondance doit parvenir au collège des bourgmestre et échevins au plus tôt dix semaines et au plus tard trente jours avant le jour du scrutin.

Il appartient ensuite au collège échevinal de vérifier si les conditions pour l'admission au vote par correspondance sont remplies.

Concernant les élections européennes, l'article 328 de la loi électorale dispose comme suit:

«(1) Sont admis au vote par correspondance lors des élections européennes les électeurs âgés de plus de 75 ans.

(2) Peuvent être admis au vote par correspondance lors des élections européennes:

1. les électeurs qui, pour des raisons professionnelles ou personnelles dûment justifiées, se trouvent dans l'impossibilité de se présenter en personne devant le bureau de vote auquel ils sont affectés;

2. les Luxembourgeois et les Luxembourgeoises domiciliés à l'étranger.»

L'honorable Député soulève dans sa question parlementaire l'interprétation des termes «dûment justifiées».

Je tiens en premier lieu à préciser que cette disposition relative à la justification de la demande pour le vote par correspondance a la même teneur pour les élections législatives, européennes et communales. Cette disposition a été introduite en 2003 et depuis lors mes services n'ont pas été sollicités pour invoquer des difficultés d'application majeures concernant ce point.

En outre, un formulaire pour la demande de vote par correspondance a été mis à disposition des administrations communales par le biais de ma circulaire n°3143 du 7 mars 2014.

Il ressort des développements ci-dessus que je n'entends pas prendre d'initiative dans l'immédiat. Cependant, j'estime utile d'aborder après les élections européennes des discussions avec le secteur communal afin de recueillir d'éventuelles critiques concernant tous les aspects des opérations électorales en général et du régime du vote par correspondance en particulier. En fonction des résultats de cette consultation, le Gouvernement décidera ensuite s'il y a lieu de proposer des modifications législatives, voire de formuler des recommandations au secteur communal par rapport aux critiques soulevées.

Question 0218 (15.4.2014) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant la **commission de suivi instituée par l'article L. 621-4 du Code du Travail**:

À l'occasion du débat d'orientation relatif à la politique en matière d'emploi du 15 mai 2013, notre groupe politique s'est enquis sur les activités de la commission de suivi susmentionnée.

Il se trouve par ailleurs que la Chambre des Salariés a récemment déploré l'absence de saisine de la commission de suivi dans le cadre de l'élaboration du projet de règlement grand-ducal définissant les critères de l'emploi approprié. Elle va jusqu'à se demander «(à) quoi bon instaurer une telle commission, si elle n'est même pas consultée pour un sujet tellement important et sensible?».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre d'avis que la commission de suivi prévue à l'article L.621-4 du Code du Travail a rendu depuis sa création en 2012? Combien d'avis ont été rendus à la demande du Ministre du Travail?

- Sur quels sujets les avis ont-ils porté? Serait-il possible de recevoir copie de ces avis? Le Ministre serait-il également à même de fournir les rapports annuels de cette commission en ce qui concerne les années 2012 et 2013?

- Est-ce que la commission de suivi a à ce jour formulé proprio motu des propositions et recommandations sur les actions nécessaires à entreprendre pour assurer la mise en œuvre des missions et attributions par l'Agence pour le développement de l'emploi? Dans l'affirmative, quelles ont été ces propositions et recommandations?

- Le Ministre peut-il finalement me renseigner sur d'éventuels avis de la commission consultative prévue à l'article L. 622-11 du Code du Travail quant à l'organisation, la gestion et l'évaluation de formations à l'attention des demandeurs d'emploi? Le Ministre peut-il délivrer copie de ses avis ou les rendre autrement publics?

Réponse (14.5.2014) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

La commission de suivi a été créée par la loi du 18 janvier 2012 portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). La commission est «(...) chargée d'assister le Ministre dans l'accompagnement et l'évaluation de l'accomplissement des missions et attributions de l'Agence pour le développement de l'emploi» (art. L. 621-4. du Code du Travail).

Il découle de cet article que la commission supervise l'ADEM dans l'accomplissement des missions lui attribuées par la législation et non la supervision de la politique en faveur de l'emploi. Les mesures, actions et programmes qui découlent de cette politique font l'objet d'échanges au sein des instances prévues, notamment la Chambre des Députés, y compris les commissions parlementaires.

Afin d'accomplir les missions lui confiées, la commission, dont la première réunion a eu lieu le 18 décembre 2012, s'est entre-temps réunie à onze reprises afin d'assimiler le fonctionnement complexe du marché de l'emploi, les vastes missions de l'ADEM, l'interopérabilité avec les autres administrations et services ainsi que le suivi des recommandations formulées par la commission elle-même en 2013.

À ce jour, les réunions ont donné lieu à deux rapports. Sur initiative des membres de la commission, ces rapports se veulent des plus concis et comportent en conséquence des constats clairs et des recommandations ciblées sur le fonctionnement de l'ADEM.

Le premier rapport date du 13 juin 2013 et comporte les conclusions finales suivantes:

- «de nombreuses déficiences de fonctionnement de l'ADEM ont été constatées;

- d'importants efforts de redressement ont récemment été entrepris;

- recommande à l'ADEM de persévérer dans cette voie;

- recommande aux responsables politiques de doter l'ADEM des outils opérationnels et humains appropriés à la mission lui confiée».

Tous les détails liés à ces conclusions sont repris dans ce premier rapport qui a été transmis aux honorables Députés le 22 juillet 2013.

De même, le deuxième rapport, qui date du 27 mars 2014, a été transmis le 14 mai 2014 aux honorables Députés. Celui-ci comporte les conclusions suivantes: «Au-delà des recommandations formulées dans les paragraphes précédents, la commission note avec satisfaction que de nombreux chantiers ont été lancés, et que l'ADEM évolue dans la bonne direction.»

Il est en outre précisé que la Cour des Comptes a procédé à des échanges avec le secrétariat de la commission dans le cadre du suivi et de la mise à jour de son rapport spécial portant sur certaines mesures prises dans le cadre de la lutte contre le chômage. De ce fait, la Cour des Comptes a eu accès à tous les rapports et comptes rendus disponibles au moment des échanges.

Question 0219 (15.4.2014) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les **répercussions du projet «Royal Hamilius» sur les transports publics par autobus**:

Am spéiden Hierscht oder am Wanter sollen d'Aarbechte ronderëm de Centre Hamilius ufanken. Domadder falen eng ganz Rei Quaie fir d'Autobussen ewech. Laut de Pläng vun der Stad Lëtzebuerg kënnen manner wéi 60 Bussen d'Stonn d'Haaptachs Gare - Hamilius benotzen. Fir d'Stad Lëtzebuerg soll de Busverkéier op deser Achs ëm d'Halschent reduzéiert ginn.

Dës Aschränkung trifft och d'Autobussen, déi ënnert den RGTR-Regime falen, genee wéi d'Linnen, déi aus der Groussregioun kommen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Reorganisatioun vum RGTR-Réseau aus, nodeems d'Quaien um Hamilius ewechfalen?

2. Wéi vill RGTR-Bussen, déi am Ament tëschent der Gare an dem Hamilius fueren, fale ganz ewech oder gi mat engem AVL-Bus kombinéiert?

3. Wéi eng Répercussione kritt dës Reorganisatioun op d'Personal vun de betreffenen Entreprises?

4. Wéi gesäit d'Reorganisatioun fir d'Linnen aus der Groussregioun aus? Wou kréien dës Linnen hiren Terminus? Mussen d'Reesender aus der Groussregioun méi oft ëmklammen, fir hir Destinatioun an der Stad ze errechen?

5. A wéi engem Mooss geet d'Gesamtcapacitéit vun den Autobussen op der Achs Gare - Hamilius erof, a geet d'Reschtcapacitéit an de Spëttestonnen nach duer, fir all Reesender ënner akzeptable Konditiounen ze transportéieren?

6. Wéi, vu wéini un a vu wéi ginn d'Reesender informéiert? Wéi héich ass de Käschtpunkt fir dës Informatiounscampagne? Wéi ginn d'Fraisen tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg gedeelt?

Réponse (4.6.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Den honorablen Deputéierte stellt sech Froen iwwert den Impakt vum Chantier Hamilius op den RGTR-Busréseau.

1. Den RGTR-Réseau ass an der Ofstëmmung mat der AVL reorganiséiert ginn. Et ginn haaptsächlech 2 Voleten.

a. Déi Linnen, déi entweder op der Gare Centrale oder Charly's Gare hiren neien Terminus hunn an esou de kritesche Beräich tëschent dem Boulevard Royal an der Gare net méi wäerte belaaschten.

b. Déi RGTR-Linnen, déi och städtesch Aufgaben iwwerhuelen. Dat betrëft virun allem d'Coordonnées-Linnen, d'Eurobus-Linnen an héich vertakten RGTR-Linnen aus der Regioun. Op dese Linne ginn am Kader vum Chantiersfuerplang grouss Capacitéiten agesat, fir de Passagéier aus de gekappte Linnen eng Méiglechkeet ze bidden, op hir Destinatioun ze kommen.

2. Et fuere keng RGTR-Linne méi tëschent dem Hamilius an der Gare, ausser déi ënnert dem Punkt 1.b. genannten. Et kënnen pro Stonn just nach 60 Bussen an der Haltestell Hamilius ofgewéckelt ginn.

3. Et gi fir d'RGTR-Beriber keng Répercussione op d'Personal. Am Prinzip gëtt um Service näischt geännert, ausser dass verschidde Linnen en Deelstéck vun 2 Kilometer net méi fueren. Dat ass fir eng regional Buslinn zwar een Zäitfacteur, awer net eng Kierzung, déi et mat sech géif bréngen, dass Fuerepersonal ewechfällt.

4. Am Prinzip ass d'Konzept esou opgebaut, dass et zu engem Emsteige kënn, jee nodeems wou een an der Stad säin Zil huet. Soss wäerten am RGTR-Netz an och op de grenzwwerscheidende Linne keng grouss Ännerunge fir de Client kommen. Et besteet eng vill méi staark Vernetzung mat dem Busservice vun der Stad Lëtzebuerg, fir d'Emklammen esou attraktiv ewéi méiglech ze maachen.

5. Den RGTR mécht jo, bis op den Eurobus an de Coordonnéeën, keen interne Verkéier an der Stad. Esou geet duerch d'Ofkappe vu Linnen de Clientéit vun der Stad keng Capacitéit verluer. Déi Léit, déi vu baussen erakommen, müssen eemol méi emsteigen (jee no Destinatioun), dofir muss op den RGTR-Coordonnées an Eurobus-Linnen d'Capacitéit verännert ginn. D'Konzept ass esou opgebaut, dass op der Streck Gare - Uewerstad just Gelenkbussen an Duebelgelenkbussen agesat ginn.

6. Wat Informatiounscampagnen ugeet, verweise mir op d'Stad Lëtzebuerg.

Question 0220 (15.4.2014) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant les **anciens salariés d'Objectif Plein Emploi (OPE)**:

Il me revient par voie de presse que les anciens salariés d'OPE, actuellement en liquidation judiciaire, n'ont pu bénéficier de l'intervention du Fonds pour l'Emploi, alors même que leurs salaires et autres indemnités sont restés impayés.

Or, il paraît que le Fonds pour l'Emploi refuse le paiement en prenant appui sur l'article L.126-1 (1) du Code du Travail qui dispose qu'«en cas de faillite de l'employeur, le Fonds pour l'Emploi garantit les créances résultant du contrat de travail (...)». Autrement dit, dès lors que les associations ne sauraient tomber en «faillite» au sens juridique du terme, le Fonds pour l'Emploi ne pourrait pas leur venir en aide.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Le Ministre peut-il confirmer que le Fonds pour l'Emploi refuse de payer aux anciens salariés d'OPE les arriérés de salaires et autres indemnités qu'il garantit d'ordinaire en cas d'insolvabilité de l'employeur? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- À considérer que le refus du Fonds pour l'Emploi tient à une lecture stricte de la notion de faillite à laquelle se réfère l'article L.126-1 du Code du Travail, le Ministre considère-t-il que cette interprétation est conforme au droit européen?

- Dans la négative, le Ministre n'entend-il pas enjoinde au Fonds pour l'Emploi de régler les montants réclamés par les anciens salariés d'OPE?

- Le Ministre entend-il légiférer afin d'éviter que des problèmes similaires se posent à l'avenir?

Réponse (2.6.2014) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Par sa question parlementaire n°0220 l'honorable Député Serge Wilmes a demandé des renseignements en relation avec l'intervention du Fonds pour l'Emploi en relation avec la liquidation judiciaire de l'a.s.b.l. Objectif Plein Emploi (OPE).

Voici la réponse aux questions posées:

1) L'intervention du Fonds pour l'Emploi

Tous les salariés d'OPE semblent avoir été payés jusqu'au moment où l'a.s.b.l. OPE a cessé définitivement ses activités. Aussi longtemps qu'une liquidation judiciaire n'avait pas encore été ordonnée, une bonne partie des salariés était encore en période de préavis. En fait, un liquidateur n'a été nommé qu'en date du 13 novembre 2013.

OPE a été constitué sous forme d'une a.s.b.l. et n'a donc pas pu être déclaré en état de faillite. De ce fait et sur base de la législation actuelle, les salariés d'OPE n'ont pas pu bénéficier de la garantie de créance du Fonds pour l'Emploi pour les indemnités de préavis restant dues jusqu'à concurrence d'un plafond de 11.245,14 €. Jusqu'à l'expiration de la période de préavis, il a cependant été décidé de leur accorder tout de suite les indemnités de chômage de la part du Fonds pour l'Emploi ou des autorités compétentes des pays limitrophes pour les frontaliers.

La liquidation judiciaire a été ordonnée en date du 13 novembre 2013, donc bien après l'arrêt des activités.

Pour éviter que les salariés OPE ne soient privés de tous revenus pendant plusieurs mois, les intéressés ont pu bénéficier tout de suite des indemnités de chômage dès le jour de l'arrêt des activités d'OPE. Ce n'est pas le cas quand il s'agit d'une faillite. Les salariés d'OPE ont d'ailleurs demandé de bénéficier tout de suite de l'indemnisation, ce qui leur a été accordé.

Au moment où fut ordonnée la liquidation judiciaire d'OPE, les anciens salariés bénéficiaient tous des indemnités de chômage de sorte que la garantie de créance qui n'aurait pu jouer qu'à partir du 13 novembre 2013 n'était plus de mise, les salariés ayant obtenu des indemnités de chômage.

2) La conformité de la législation luxembourgeoise à la législation communautaire en matière de garantie de créance

Au moment de l'insolvabilité d'OPE, il a été constaté que la législation nationale est plus stricte que la directive communautaire 2002/74/CE du 23 septembre 2002. En effet, la législation nationale parle de faillite de l'employeur tandis que la directive communautaire se réfère à l'insolvabilité de l'employeur, incluant ainsi des associations comme OPE.

Pour éviter à l'avenir de tels problèmes, le paragraphe (1) de l'article L.126-1 du Code du Travail sera complété par un alinéa 2 qui reprend le texte de la directive, à savoir:

«Il en est de même lorsque le tribunal compétent soit a décidé l'ouverture de la procédure collective fondée sur l'insolvabilité de l'employeur, soit a constaté la fermeture définitive de l'entreprise ou de l'établissement de l'employeur, ainsi que l'insuffisance de l'actif disponible pour justifier l'ouverture de la procédure collective fondée sur l'insolvabilité de l'employeur.»

Question 0221 (16.4.2014) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'organisation scolaire:

D'après le 6. février 2009 iwwert d'Organisation vum der Grondschoul an de groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010 gesi vir, datt fir all Gemeng e Kontingent vu

Stonne festgeluecht gëtt. Iwwert dese Kontingent ginn dann, iwwert d'Schoulorganisatioun an de respektive Gemengen, d'Zuel vun den Enseignantë respektiv d'Zuel vun de Schoulklasse festgesat.

Gewësse Gemengen, dorënner och d'Stad Lëtzebuerg, hu Schwierigkeeten, fir bei der Schoulorganisatioun hir Klassen esou ze organisieren, datt d'Effektiver pro Klass net ze grouss ginn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Éducatiounsminister dës Fro stellen:

1. Ass den Avis iwwert d'Implementatioun vum Kontingent, wéi en am Artikel 9 vum groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010 festgehale ginn ass, ausgestallt ginn? Wa jo, wat sinn d'Konklusione vun der Expertskommissioun, a kann den Här Minister dësen Avis virun der Chamberskommissioun virdroen a kommentieren? Wann neen, wéini gëtt dësen Avis publizéiert?

2. Ass den Här Minister net der Meenung, datt e Moratoire op eng weider Reduktioun vun de Schoulstonne muss geluecht ginn, wou dach allgemeng festgestallt gëtt, datt d'Schwierigkeeten an der Grondschoul vu Joer zu Joer méi grouss ginn?

3. Wann esou e Moratoire net ugewannt gëtt, wéi vill Stonne ginn am Schouljoer 2014/2015 par rapport zum Schouljoer 2013/2014 verluer?

Réponse (15.5.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ad 1)

Den Avis iwwert d'Implementatioun vum Kontingent, wéi den Artikel 9 vum «règlement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental» et virgesäit, ass ausgestallt ginn.

D'Expertskommissioun huet der deemoos zoustänneger Ministesch folgenden Avis an deem Kontext zoukomme gelooss:

«Conformément à l'article 9 du règlement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental, la commission d'experts instituée par arrêté ministériel du 14 décembre 2012 a analysé la mise en œuvre du contingent.

Le contingent de leçons d'enseignement direct attribuées aux communes et syndicats scolaires comprend la totalité des leçons mises en œuvre pour assurer l'enseignement fondamental et se compose, le cas échéant, des éléments suivants attribués directement aux communes et syndicats:

- le contingent de base (1,625 leçon hebdomadaire par élève),

- l'élément «indice social» qui ne peut dépasser 1/5 du contingent de base et qui est calculé sur base de l'indice socio-économique établi par le CEPS,

- un élément «adaptation» résultant de la mise en œuvre progressive sur dix ans du contingent,

- un élément «accueil» pour la prise en charge d'enfants ne maîtrisant aucune des trois langues officielles,

- un élément «enseignement moral et social EMS» à raison de deux leçons par classe des cycles 2 à 4,

- un élément «plan de réussite scolaire PRS» pour répondre aux besoins engendrés par le plan de réussite scolaire,

- un élément «supplément» accordé sur demande motivée par le Ministre conformément à l'article 8 du règlement grand-ducal susmentionné.

S'y ajoutent encore, au niveau national, les leçons d'enseignement direct prestées dans le cadre des équipes multiprofessionnelles pour constituer la totalité des leçons hebdomadaires d'enseignement direct.

Les rapports de planification successifs prévoient un volume total de leçons hebdomadaires d'enseignement direct assez stable sur les cinq prochaines années avec un nombre d'élèves légèrement en hausse.

En 2009, 84 communes/syndicats présentaient un encadrement de base dépassant le coefficient de 1,625 (34.886 enfants concernés) et 19 communes/syndicats restaient en dessous du coefficient prévu (11.455 enfants concernés).

Les représentants des syndicats d'instituteurs mettent en cause l'attribution d'un volume de leçons par commune/syndicat qui mènerait à une organisation rigide et ne tiendrait pas

compte des besoins réels des élèves, dont certains nécessitent une prise en charge particulière, notamment dans les cas de troubles du comportement qui sont en hausse constante et qui rendent souvent difficile le travail en classe collectif. L'appui pour les élèves présentant des lacunes ponctuelles dans l'une ou l'autre branche ferait de plus en plus défaut. Une attribution régionale de certains éléments du volume de leçons pourrait apporter une amélioration de la situation en permettant une réaction rapide sur le plan local.

Cependant les habitudes de la grande majorité des enseignants qui insistent sur leur affectation à une commune/un syndicat précis et qui ne sont pas disposés à assumer une certaine mobilité rendent obstacle à cette proposition, tel qu'il est remarqué par le représentant du Syvicol, idée confirmée par les nombreuses demandes de la part d'instituteurs anxieux de perdre leur affectation à une commune, voire à une tâche précise.

De la part d'un représentant d'un syndicat d'instituteur, il est encore proposé:

- de relever le taux d'encadrement de base de 1,625 à 2 unités (+23%),

- de prévoir un moratoire pour quelques années avant de poursuivre la mise en œuvre du contingent.

Les représentants du Migra (Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région) et du Statec préconisent une répartition efficace des moyens existants et posent la question si l'indice social constitue le bon instrument pour procéder à la répartition des ressources dépassant l'encadrement de base. Comme le nombre d'élèves présentant des troubles du comportement ne cesse d'augmenter, il faudrait tenir compte des exigences de leur encadrement lors de l'attribution de moyens.

En conclusion, la commission propose:

- de garder constant l'effectif moyen de 16 élèves par classe (sept voix contre deux voix),

- de réfléchir à élaborer une alternative visant une répartition plus pertinente des moyens dépassant l'encadrement de base en vue de mieux encadrer les enfants présentant des troubles de comportement.»

Ad 2)

D'Moyenen, déi de Gemengen an interkommunale Schoulsyndikater vum Stat fir d'Organisation vum Grondschoulunterrecht zur Verfügung gestallt ginn, begräifen eng Rëtsch Elementer, déi de Basiskontingent, esou wéi en am Artikel 38 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisation vum der Grondschoul festgeluecht ass, ergänzen. Esou sinn zum Beispill fir d'Schouljoer 2013/2014 2.079 Wochenstonne fir Cours d'accueil zur Verfügung gestallt ginn. Doriwwer eraus huet meng Virgängerin de Grondschoule fir dat nämlecht Schouljoer zousätzlech zum Basiskontingent e Surplus vun 846 Schoulwochestonnen accordéiert.

Ausserdeem hält all Léierin oder Schoulmeeschter säit 2009 pro Joer 54 Stonnen «Cours d'appui» fir méi schwaach Schüler ze férdere oder méi staark Schüler ze fuerderen. Mëttlerweil sinn och eng Rëtsch vun Educateurs gradués un d'Regionalbüro vum den Inspekteren affektéiert ginn, fir an de Schoule bei spezifische Problemer punktuell ze hëllefen, genaousou wéi d'Ressourcë vum Service de l'Éducation différenciée an den Équipes multiprofessionnelles opgestockt gi sinn.

Parallèll ginn d'Grondschoule mat ëmmer neien Erausforderunge konfrontéiert, notamment un Niveau vum Behuele vun de Kanner, déi mech zu folgenden Iwwerleunge bréngen:

- Aus- a Weiterbildung vum Schoulpersonal muss prioritär deenen zitéierte Verännerunge Rechnung droen. Einfach méi Leit astellen, ouni den uewen erwähnte Begebenheete Rechnung ze droen, ergëtt kee Sënn. Ech wëll mech vun der quantitativer Logik lassléisen, fir an eng qualitativ Diskussioun ze kommen, déi d'Kand als Ganzt ëmfaasst an och ganzheetlech Léisunge viséiert.

- Parallell dozou wëll ech préiwen awéiwäit méi spezialiséiert Personal, notamment wat den Emgang mat verhalensschwierige Kanner ubelaangt, an de Grondschoule schaffe kann, engersäits, fir d'Schoulpersonal ze beroden an anerersäits, fir esou Kanner zäitweis ze betreiën.

Aus all dësen Iwwerleungen ergëtt sech, dass e Moratoire sécherlech net déi adequat Äntwert wär op déi komplex Situatioun an de Grondschoulen, mä dass muss probéiert ginn, op där enger Säit, déi Moyenen, déi do sinn, esou optimal ewéi méiglech anzusetzen an, op där anerer Säit, iwwer Aus- a Weiterbildung vum Schoulpersonal, respektiv iwwert den Asaz vu spezialiséierte Kräften, d'Schoulen ze stärken, fir déi aktuell an zukünfteg Erausforderungen ze meeschteren.

Ad 3)

Well de Minister zousätzlech Stonnen accordéiere ka fir d'Schouljoer 2014/2015, fir eventuelle schwierige Situatiounen entgéintzewierke bei der Applicatioun vum Kontingent, déi sech virun allem bei Grondschoulen a kleng Gemenge stellen, ass dës Fro zu dësem Zäitpunkt net exakt ze beäntweren.

Question 0222 (13.4.2014) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les effectifs des classes de l'enseignement secondaire:

Aus engem Artikel aus enger Dageszeitung geet ervir, datt d'Direktore vun de Lycéeën d'Instruktioun kruten, d'Effektiver an de Klassen op 29 Schüler eropzesetzen, an dëst ganz besonnesch op de Septiëmen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Éducatiounsminister dës Fro stellen:

1. Ass déi Behauptung, déi an der Zeitung opgestallt gouf, korrekt? Wann neen, wéi eng Instruktioun sinn un d'Lycéeën gaangen, wat d'Effektiver vun de Klasse fir d'Schoulreintree betrëfft?

2. Wéi héich waren d'Effektiver pro Klass an de Lycéeën bei der Rentrée 2013/2014 (Moyenne, héchsten Effektiv, kléngsten Effektiv)?

3. Wéi sinn d'Previsiounen, fir dës Zuelen, fir d'Rentrée 2014/2015?

Réponse (13.5.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

D'Effektiver an de Klasse ginn duerch d'Instruktion ministérielle du 12 juillet 2010 concernant l'organisation scolaire des lycées et lycées techniques geregelt.

Dës Instruktioun schreift am 1. Kapitel dat heite vir:

1.3. - Constitution des classes

1. Les effectifs suivants constituent des minima pour la constitution des classes:

7 ^e S (secondaire), 7 ^e ST (secondaire technique) et 7 ^e STP	18 élèves
6 ^e S et 8 ^e théorique, 5 ^e S et 9 ^e théorique	18 élèves
8 ^e Polyvalente, 9 ^e Polyvalente	16 élèves
9 ^e Pratique, IPDM et classes du régime préparatoire	12 élèves
4 ^e - 1 ^{ère} de l'enseignement secondaire, classes du régime technique et de la formation de technicien	18 élèves

Des classes à effectif inférieur à ces minima sont soumises à l'autorisation préalable de la Ministre même si le contingent en permettait l'organisation.

2. Le contingent définit les nombres suivants comme effectifs normaux des classes respectives.

Classes de l'enseignement secondaire, du régime technique et de la formation de technicien, y compris les classes ALLET, RLS, les classes internationales préparant au Bac International, les classes de 8 ^e théorique et de 9 ^e théorique	25 élèves
Les classes de 7 ^e ST, 7 ^e STP, 8 ^e STP, 9 ^e STP, 8 ^e polyvalente, 9 ^e polyvalente, les classes d'insertion du cycle inférieur	23 élèves
9 ^e pratique	17 élèves
IPDM et classes du régime préparatoire, classe d'insertion du régime préparatoire, classe d'accueil	15 élèves
Classes du régime professionnel et classes concomitantes	23 élèves

Lorsque le seuil de dédoublement n'est que légèrement dépassé, des effectifs supérieurs aux maxima indiqués sont à envisager. Toutefois, il

est indiqué de ne pas dépasser 25 élèves pour les classes de 7^e ST et 29 élèves pour les classes de 7^e S - 1^{ère} S, 8^e théorique, 9^e théorique, 10^e - 14^e régime technique et formation de technicien. Chaque fois que la répartition des élèves aboutit à un effectif supérieur aux maxima ci-dessus, une autorisation préalable est requise.

Ad 1)

Et ass an deene leschte Joren näischt un de Wäerter vun den Effektive geännert ginn. Et sinn och keng aner Instruktiounen un d'Lycéeë gaangen, déi méi héich Effektiver wéi an dëser Instruktioun géife fuerderen.

Ad 2)

Deen heiten Tableau gëtt d'Effektiver op 7^e an deene verschiddene Lycéeë fir d'Schouljoer 2013/2014 erëm.

Lycée	7 ^e Klassen	klengsten Effektiv	Moyenne	héchsten Effektiv
AL	7	24	25,6	27
ALR	10	12	19,4	22
LAML	11	14	22,0	26
LBV	7	12	17,0	23
LCD	20	9	19,9	24
LCE	9	19	23,0	26
LEM	7	15	21,7	25
LGE	6	24	26,3	28
LGL	6	25	26,2	28
LHCE	4	23	26,0	28
LJBM	9	9	18,0	22
LMRL	9	23	24,9	27
LN	14	12	17,6	24
LNB	15	15	20,1	25
LRSL	5	22	23,6	25
LTA	2	15	15,0	15
LTAM	4	22	22,8	23
LTB	7	16	20,6	24
LTC	9	5	17,0	24
LTE	12	14	18,9	24
LTETT	6	12	15,2	19
LTJB	9	11	15,8	20
LTL	11	21	22,1	25
LTMA	20	9	16,6	22
LTML	6	21	22,2	23
NOSL	10	11	14,9	19
SLL	3	24	24,7	25
UELL	9	15	17,2	19
Landeswäit	278	5	19,9	28

Ad 3)

D'Previsiounen fir d'nächst Joer kënnen eréischt Mëtt Juli gemaach ginn, wann d'Aschreiwungen op 7^e ofgeschloss sinn. Fir de Rescht kann ee sech nëmmen op d'Wäerter vun dësem Schouljoer basieren.

Question 0223 (16.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **réforme du divorce**:

Zënter Laangem gëtt un enger Reform vum Scheedungsrecht geschafft, bis elo leider onni Resultat. Un de Problemer vun de Leit a Scheedungssituatiounen huet sech dowéinst och bis elo näischt geännert, obwuel se dacks gravéierend sinn.

Virun allem d'Problemer beim Suergerecht fir d'Kanner (Garde) a beim Besuchsrecht (droit de visite et d'hébergement) verursaachen ëmmer nees dramatesch Situatiounen, déi den Eltere wéi de Kanner weidinn a laangfristeg schueden. Phenomeener wéi d'Entfremmung (aliénation parentale), déi heefeg duerch d'Verweigerung vum Besuchsrecht entstinn, sinn dobäi besonnesch ervirzehiewen.

Dowéinst wollt ech den Här Minister vun der Justiz froen:

1. Wëllt d'Regierung a Scheedungs- an Trennungssituatiounen dat gedeelte Suergerecht an dat gläich an alternéierend Besuchs- a Wunnrecht zur allgemenger an obligatorescher Regel

maachen, souwäit déi konkret Ëmstänn dat zouloossen?

2. Wéi wëllt d'Regierung géint den Elterendeel virgoen, deen d'Besuchsrecht vun deem aneren Elterendeel net respektéiert (non-représentation d'enfant)?

3. Wëllt d'Regierung déi zivil Uerteeler iwwert d'Garde an d'Besuchsrecht an deem Sënn polizeilech ausféierbar (exécutoire) maachen, datt d'Police direkt kann agräifen, wann et keng aner Méiglechkeet gëtt, fir déi gerichtlech decidéiert Dispositiounen iwwert d'Suergerecht oder d'Besuchsrecht duerchzusetzen?

4. Wéi eng Moosname wëllt d'Regierung géint den Elterendeel huelen, dee sech gerichtlech decidéierten Dispositiounen, wéi z. B. enger Mediatioun oder Elteren-Kand Kontakter an

enger Struktur systematesch widderst? Wäre et do net néideg, kloer Regeln ze schafen, och mam Zil, fir esou Prozeduren zäitlech ze kieren?

Réponse (15.5.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

1) Esou wéi ugekënnegt am Regierungsprogramm, wäert am Scheedungsrecht, wéi och an aneren Trennungssituatiounen, dat gemeinsam Suergerecht vun den Eltere fir hir Kanner zur allgemenger Regel ginn, ausser an deene Fäll, wou dat absolut net am Interessi vum Kand wär oder och soss net méiglech wär, wéi zum Beispill bei Virgeschicht vu Gewalt an der Famill.

2) An deene Fäll, wou och elo schonn d'Besuchsrecht net respektéiert gëtt, ass eng Méiglechkeet iwwer eng Strof, nämlech déi, wéi se am Artikel 371-1 am Strofrecht steet, (non-représentation d'enfant) virzegoen am Fall, wou regelméisseg een Elterendeel sech net un d'Besuchsrecht hält.

3) + 4) Et ass net am Sënn vun der Regierung hiren Iwwerleeungen, zivil Uerteeler iwwert d'Suergerecht an d'Besuchsrecht polizeilech ausféierbar ze maachen. Do denkt d'Regierung éischter drun, iwwert de Wee vun de familiäre Mediatiounen an Therapien, Familljen esou wäit wéi nëmme méiglech un eng friddlech Léisung erun ze bréngen, onni mussen op polizeilech Moosnamen zrëckzegräifen.

Eng Interventioun vun der Police, wou ee Kand per Force aus sengem Doheim oder z. B. aus der Schoul erausgezerrt gëtt, ass eng Konfliktsituatioun, déi zu engem Trauma fir d'Kand ka féieren.

Wann e Besuchsrecht net respektéiert gëtt, huet den Elterendeel, deen d'Kand net gesäit, ëmmer d'Méiglechkeet, ee Jugendrichter mat der Situatioun vum Kand ze befaassen, oder fir eng Ännerung vum Suergerecht respektiv vum

Besuchsrecht ze froen. Bei all deene Gerichtsuertheeler muss ëmmer den "Intérêt supérieur de l'enfant" zielen. Et dierf een och net vergiessen, dass all Situation ënnerschiddlech ass, an dofir dierf et an där Matière keen Automatismus ginn, mä et muss ëmmer an cas par cas an am Intérêt vum Kand décideiert ginn.

Sollt et net méiglech sinn iwwert den "friddlechen" Wee, da bleift laut dem Gesetz ëmmer nach d'Méiglechkeet en neit Uerteel ze kréien iwwert d'Suergerecht, wou dat engem Elterendeel eleng muss zougesprach ginn, an deem aneren Elterendeel souguer d'Besuchsrecht kéint ofgesprach kréien. Eng Suppression vum Besuchsrecht ass extrem rar, et gëtt éischter emol eng Suspensioun oder eng Reduktioun vum Besuchsrecht gesprach, am Intérêt vum Kand.

Question 0224 (17.4.2014) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant les **réformes de la police et de la Fonction publique**:

Dans une interview à la radio le 16 avril 2014 dans le cadre des avant-projets concernant les réformes de la Police grand-ducale, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a déclaré que les nominations des trois Directeurs respectivement de la Police grand-ducale, de l'Armée et du Service de Renseignement de l'État doivent relever du pouvoir de décision du Ministre compétent respectif et que ce dernier doit également avoir le pouvoir de les révoquer du moment que les hauts fonctionnaires visés ne remplissent pas leurs tâches de manière adéquate. Il rajoute qu'il insiste que cette même disposition reste inscrite dans les projets de loi portant réforme de la Fonction publique.

Or, dans le contexte de l'analyse des projets de loi dédiés aux réformes dans la Fonction publique, il s'avère que Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a proposé à la commission parlementaire de supprimer les dispositions qui, justement, prévoient un tel mode de révocation pour les postes de directeurs susmentionnés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante aux Ministres précités:

- Quelle est la position officielle du Gouvernement en la matière, face aux déclarations diamétralement opposées des deux membres du Gouvernement compétents?

Réponse (19.5.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Dans sa question parlementaire n°0224 du 17 avril 2014, Madame la Députée Octavie Modert désire connaître la position officielle du Gouvernement dans le cadre des réformes dans la Fonction publique en ce qui concerne la révocation des agents nommés aux fonctions de chef d'état-major de l'Armée, de Directeur général de la police et de Directeur du Service de Renseignement. L'article 65 du projet de loi n°6457 prévoit d'ajouter un nouvel alinéa 5 à l'article 1^{er} de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État, selon lequel «les agents nommés aux fonctions de chef d'état-major, de Directeur général de la Police ou de directeur du Service de Renseignement, peuvent être révoqués de leurs fonctions avec effet immédiat et sans autre forme de procédure. Les décisions prises au sens du présent alinéa sont sans recours devant les juridictions administratives».

En réponse à la question, je voudrais fournir les informations suivantes:

Tout d'abord il y a lieu de préciser que la question soulevée par l'honorable Députée se dégage de l'opportunité, voire de l'obligation de rediscuter les textes des projets de loi présentés par l'ancien Gouvernement concernant la réforme de la Fonction publique à la lumière de l'avalanche d'oppositions formelles, dépassant largement le nombre de la centaine, exprimées par le Conseil d'État.

En effet, le Conseil d'État a noté dans son avis du 21 janvier 2014 au sujet de la disposition dont question, qu'en refusant les garanties procédurales et le recours juridictionnel, cette disposition soumettait certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes à un régime de révocation différent de celui applicable aux titulaires d'autres fonctions dirigeantes. À défaut de justifier que cette différence de traitement procède de disparités objectives, qu'elle soit rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but, le Conseil d'État estime que cette disposition instaure a priori une inégalité de traitement qui risque d'être contraire à l'article 10bis de la Constitution.

Le Gouvernement partage dans son principe le souci des initiateurs du texte de garantir un maximum de flexibilité au niveau des possibilités de révocation de titulaires de postes à responsabilité aussi prononcée que ceux sous examen. Il n'est cependant pas moins sensible aux observations du Conseil d'État qui met en garde contre un risque de rupture du principe d'égalité de traitement au niveau de la loi.

Soucieux de respecter les principes élémentaires de notre État de droit, j'avais expressément soulevé ce dernier point de vue au sein de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative de la Chambre des Députés, actuellement saisie des textes de réformes en question. Parmi les possibilités pour éviter une opposition formelle de la part du Conseil d'État figurait bien évidemment celle qui consisterait à renoncer purement et simplement à une différenciation au niveau du régime de révocation dans le chef des fonctions du chef d'état-major de l'Armée, du Directeur général de la Police et du Directeur du Service de Renseignement.

Entre-temps le Ministre de la Sécurité intérieure a clairement exprimé sa volonté politique de maintenir la disposition afférente dans sa version initiale dans le projet de loi. Dans cette hypothèse il reste à développer une motivation à la base de la différenciation de traitement initialement envisagée par les auteurs du texte pour combler le défaut de justification objective épinglé par le Conseil d'État.

Dans la mesure où le texte en question est à ce stade entre les mains de la commission parlementaire compétente, il revient à celle-ci de se positionner en définitive par rapport aux observations du Conseil d'État. Le Gouvernement restera ouvert à toute proposition de maintien du texte initial, sous condition que les objections et craintes du Conseil d'État par rapport à la constitutionnalité de la disposition afférente soient dissuadées par un argumentaire sans faille, argumentaire qui, de toute évidence, n'a malheureusement pas été présenté par l'ancien Gouvernement.

Question 0225 (17.4.2014) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant la **validité du permis de conduire**:

In Luxemburg ist die Gültigkeitsdauer des Führerscheins zeitlich begrenzt und muss demnach regelmäßig verlängert werden. Ab dem Alter von 70 Jahren werden die Führerscheine nur noch für eine Höchstdauer von drei Jahren verlängert, wobei die Gültigkeitsdauer nicht über das 79. Lebensjahr des Besitzers hinausgehen darf. Ab dem Alter von 79 Jahren wird der Führerschein nur noch von Jahr zu Jahr verlängert. Außerdem sehen die Modalitäten für die Verlängerung des Führerscheins vor, dass die betroffenen Personen immer eine ärztliche Bescheinigung (der Arztbesuch wird nicht von der Gesundheitskasse erstattet) vorlegen müssen, welche belegt, dass der Antragsteller körperlich und geistig zum Führen eines Fahrzeugs geeignet ist.

Im Vergleich zu unseren Nachbarländern ist diese Regelung der Führerscheinerlängerung für ältere Fahrzeuglenker sehr restriktiv und man kann hinterfragen, ob die Gültigkeitsdauer des Führerscheins von nur einem Jahr ab dem Alter von 79 Jahren nicht zu kurz bemessen ist. Es ist nämlich eine Tatsache, dass die Lebenserwartung des Menschen in den vergangenen Jahrzehnten gestiegen ist. Ausgewogene Ernährung, bessere hygienische Bedingungen und wirksame ärztliche Betreuung machen es möglich, dass die Menschen nicht nur älter werden, sondern dass sie im Alter auch länger fit und leistungsfähig bleiben.

Der Gesamtanteil des 3. Alters (65 Jahre und mehr) an der Gesamtbevölkerung liegt heute schon bei 14% und wird in den nächsten Jahren und Jahrzehnten rasant ansteigen. Auch die Lebenserwartungen von Frauen und Männer steigen stetig an. Sie liegen heute bei 84,3 respektive 79,5 Jahren.

Aufgrund der vorigen Erläuterungen und der soziodemographischen Entwicklung der Bevölkerung möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Teilt der Herr Minister meine Meinung, dass die Modalitäten zur Verlängerung der Gültigkeitsdauer des Führerscheins zu streng geregelt sind?

- Teilt der Herr Minister meine Meinung, dass die Gültigkeitsdauer des Führerscheins ab dem 80. Lebensjahr zu gering ist?

- Wenn ja, könnte man die Gültigkeitsdauer des Führerscheins auf drei Jahre erweitern bis zum 85. Lebensjahr?

- Wenn nein, was würde gegen eine Verlängerung der Gültigkeitsdauer sprechen?

Réponse (8.5.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Conformément à l'article 87 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route), la durée de validité du permis de conduire est réglée comme suit: «Sans préjudice des dispositions de l'article 83 relatives à la durée de validité du permis de conduire pendant la période de stage, la durée de validité des permis de conduire des catégories A, A1, A2, AM, B, BE et F est de dix ans, sans dépasser l'âge de 70 ans des titulaires. À partir de l'âge de 70 ans des titulaires, ces permis ne sont plus renouvelés que pour une durée maximum de trois ans, sans que la durée de validité dépasse l'âge de 79 ans des titulaires. À partir de l'âge de 79 ans des titulaires, ces permis ne sont plus renouvelés que d'année en année...».

Vu la longévité accrue de la population et vu l'amélioration générale de la santé des personnes âgées, mes services sont en train d'analyser l'opportunité d'alléger la périodicité du renouvellement du permis de conduire des personnes âgées, tout en tenant compte en particulier du bilan des accidents de la route, de l'expérience de la commission médicale instituée en vertu de l'article 90 du Code de la Route, et des limites d'âge réglementaires prévues dans les autres États membres de l'Union européenne. Il va de soi que toute modification ne sera envisagée qu'après concertation avec l'association représentant les intérêts des personnes âgées (Amiperas).

Question 0226 (17.4.2014) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **protection de la jeunesse**:

Fin janvier 2014, une note intitulée «Le signalement», établie par les parquets de Luxembourg et de Diekirch en collaboration avec les inspecteurs d'arrondissement de l'école fondamentale, a été transmise aux enseignants de l'école fondamentale.

Cette note traite de l'interprétation à donner à certaines dispositions de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, à l'article 23 du Code d'instruction criminelle (obligation faite aux fonctionnaires et autres de renseigner le procureur d'État sur diverses infractions dont ils auraient connaissance), à l'article 410-1 du Code pénal (non-assistance à personne en danger) et à l'article 140 du Code pénal (entrave à la justice) et assiste les enseignantes et enseignants confrontés à une situation susceptible de relever de ces articles de loi.

Selon mes informations, certains enseignants se sentent néanmoins insuffisamment ou mal informés par cette note et ont, le cas échéant, des doutes sur l'attitude à adopter dans l'intérêt des enfants concernés voire dans leur propre intérêt.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ces informations de première importance aussi bien pour les élèves qui seraient malheureusement concernés, que pour les enseignants de ces élèves doivent être claires et permettre le moins d'interprétation possible?

- Envisagez-vous de compléter les informations véhiculées dans la note «Le signalement» par d'autres moyens? Si oui, lesquels et dans quels délais?

Réponse (2.5.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Début 2013, les parquets de Luxembourg et de Diekirch ont élaboré ensemble avec des représentants des inspecteurs d'arrondissement de l'école fondamentale une note sur la procédure à suivre en cas de suspicion de maltraitance d'enfants intitulée «Le signalement». La finalité de cette note était de rappeler la notion de l'enfant en danger au sens de l'article 7 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse¹ et de permettre ainsi la détection la plus précoce possible des enfants en danger afin de leur apporter l'aide dont ils ont besoin. L'autre finalité de la note était d'établir un contact direct entre les enseignants et les membres des parquets afin d'encourager les

enseignants, en cas de doute, de se concerter avec les substituts en charge de la protection

de la jeunesse sur les enfants à signaler et de leur permettre ainsi de se mettre, autant que possible, à l'abri de poursuites judiciaires à titre personnel au regard des dispositions diverses du Code pénal (non-assistance à personne en danger, entrave à la justice).

Il semblait important pour tous les intervenants de rappeler les textes légaux applicables, de donner des informations aussi précises que possibles sur des situations dans lesquelles un signalement s'impose ainsi que de fournir les coordonnées des personnes de contact notamment au niveau des parquets compétents en la matière. Cette note explique concrètement quelles données doivent comporter un signalement et relate la suite de la procédure tant au niveau de la Police grand-ducale qu'au niveau du parquet voire du Tribunal de la Jeunesse. À cette fin, la note sur le signalement était accompagnée par une note explicative sur le fonctionnement et les missions tant du parquet - protection de la jeunesse que du Tribunal de la Jeunesse.

Cette note a été présentée le 9 juillet 2013 par des représentants tant du parquet de Luxembourg que du procureur de Diekirch au sein du collège des inspecteurs d'arrondissement de l'école fondamentale, réunissant ainsi tous les inspecteurs du pays.

À la demande de ces inspecteurs, cette note a ensuite été expliquée en détail lors de plusieurs réunions entre des représentants du parquet - protection de la jeunesse et des présidents d'écoles en présence de leur inspecteur respectif. L'objectif était de mettre les présidents d'écoles en mesure de jouer un rôle de multiplicateur et de former par la suite les enseignants sur le terrain.

Une grande importance a été accordée au dialogue et les différents membres des parquets ont insisté sur la possibilité de les contacter personnellement en cas de question supplémentaire. Par conséquent, une liste comportant les noms, numéros de téléphone directs et adresses email de tous les membres des parquets qui s'occupent de la protection de la jeunesse ainsi que les numéros de téléphone des unités de la Police grand-ducale compétentes en la matière sont énumérés à la fin de la note.

À la suite de ces réunions, bon nombre d'enseignants ont d'ailleurs profité de la possibilité de contacter directement un substitut compétent en la matière.

Une nouvelle réunion entre les deux parquets ainsi que le collège des inspecteurs d'arrondissement de l'école fondamentale est prévue avant la fin de l'année scolaire 2013/2014 afin de faire le point sur les problèmes et/ou questions éventuelles qui auraient surgi en matière de signalement de mineurs en danger suite à la communication de la note.

Quant à la première question posée par Madame la Députée Josée Lorsché, il y a lieu de rappeler que cette note est uniquement destinée aux enseignants et aux adultes encadrant des mineurs dans le secteur éducatif.

La note intitulée «Le signalement» n'est qu'un rappel des textes législatif applicables et fournit un mode d'emploi concret quant aux modalités pratiques en vue d'un signalement aux autorités judiciaires.

La note fournit certes un certain nombre d'informations mais il est évidemment impossible de prévoir des instructions précises pour chaque hypothèse envisageable, le cas de chaque enfant étant unique. C'est précisément la raison pour laquelle les membres des parquets ont insisté sur la possibilité de les contacter directement afin de permettre aux enseignants de se concerter avec un magistrat compétent sur la marche à suivre dans une situation concrète.

Quant à la deuxième question, il y a lieu de souligner que cette note a été établie par les deux parquets ainsi que plusieurs inspecteurs d'arrondissement de l'école fondamentale. Le Ministère de la Justice n'est pas intervenu dans l'élaboration de cette note et ne peut par conséquent pas la compléter.

Par contre, un groupe de travail interministériel avec la participation de l'Alupse a.s.b.l., l'ORK - Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand et les deux parquets a été créé et s'est réuni pour la première fois le 30 avril 2014, afin de revoir une brochure éditée il y a plusieurs années par le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse intitulée «Les abus sexuels à enfants, Note d'informations n°1 du comité ad hoc 'Droits de l'enfant' - le signalement d'un doute d'abus sexuel sur un mineur à destination des professionnels des secteurs de l'éducation et de l'assistance sociale». Ce groupe s'est notamment donné comme mission d'établir des procédures applicables non

seulement aux professionnels qui encadrent des mineurs mais à tout citoyen confronté à des mineurs victimes de maltraitance. La prochaine réunion de ce groupe de travail aura lieu le 19 mai 2014.

Question 0228 (18.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant l'**alimentation électrique du tramway**:

D'Madame Buergermeeschter vum der Stad Lëtzebuerg huet an engem Interview matgedeelt, datt den Tram géif ouni Caténaire gebaut ginn. Dës Décisioun hätt den Accord vum Ministère fir Infrastrukturen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Infrastrukturen dës Fro stellen:

1. Ass et richtig, datt den Tram soll ouni Caténaire gebaut ginn? Gëllt dëst fir de gesamte Projet oder nëmmen fir en Deel vum der geplangter Streck?

2. Wéi vill Firme sinn am Ament um Marché, déi esou Gefier an Infrastrukturen ubidden?

3. Ass d'Sécherheet vun de Foussgänger a Cyclisté garantéiert, wann dës esou Schinne kräizen?

4. Wéi ass et mat der Zouverlässigkeet vun esou Infrastrukturen, zum Beispill am Wanter oder bei vill Reen?

5. Ëm wéi vill géif duerch dës Décisioun den Tram méi deier? Wéi verdeele sech d'Méikäschen op d'Infrastrukturen respektiv op d'Gefierer?

6. Wéi eng Auswirkungen hätt dës Décisioun op d'Dauer vum Chantier?

Réponse (4.6.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum 18. Abrëll 2014 vum honorablen Deputéierten, Här Fernand Kartheiser, kann ech folgend Renseignements ginn:

1. De Projet de loi vum Oktober 2013 gesäit eng Méiglechkeet vir, datt en Tram ouni Caténaire gebaut kéint ginn. Ursprénglech sollten d'Caténairen nëmmen op der Neier Bréck ewechgelooss ginn. Fir eng besser Integratioun an der Stad, an ënner Rücksicht op de Patrimoine historique, ass decidéiert ginn, den Tram op den 3,6 km tëschent der Gare an der Haltestell „Pont Rouge“ ouni Caténairen fueren ze loosse.

2. Am Ament proposéiert eng Majoritéit vun den Hiersteller vun Tramsgefiere alternativ Léisungen, déi et erméiglechen, ouni Uewerleitungen ze fueren. Zwou Technique gi momentan dacks genotzt:

- Stroumaspeisung iwwer eng drëtt Schinn am Buedem

Déi drëtt Schinn läit tëschent deenen zwou Fuerschinnen an ass a Sektiounen ënnerdeelt, déi vuneneen isoléiert fonctionnéieren. Dëst sinn entweder Kontaktschinnen oder Induktiounsspullen.

Am éischte Fall ginn déi verschidde Schinnesektiounen automatesch eng no der anerer un- an ofgeschalt, wann den Tram driwwerfiert. Am zweete Fall erlaben d'Induktiounsspullen een direkten Energietransfert tëschent der drëtter Schinn an dem Gefier.

Momentan bidde méi Hiersteller dës zwou Alimentationsmethoden un.

- Stroumaspeisung aus Batterien am Tram

Dës Technologie erméiglecht et, déi fir de Fonctionnement vum Tram néideg Energie a Superkondensatoren um Daach vum Gefier ze späicheren.

Den Tram gëtt all Kéiers erëm opgelueden, wann en op den Haltestelle stoe bleift. Dëst geschitt am Laf vun 20 Sekonnen a gëtt „Biberonage“ genannt.

Déi gespäichert Energie erlaabt et, bis zu 1.500 Meter ze fueren ouni iergendeng Alimentatioun vu bausse. D'Majoritéit vun den Hiersteller kann hir Gefierer mat esou enger Technologie équipéieren.

Dës technesch Léisungen, déi ouni Uewerleitungen fonctionnéieren, si virun allem interessant, well si eng harmonesch Integratioun vum Tram an d'historescht Stadbild erlaben, ouni datt Poteauen an Uewerleitungen de Bléck verschampeléieren.

3. D'Sécherheet vun de Foussgänger a Cyclisten ass garantéiert, egal fir wéi eng technesch Léisung sech entscheet gëtt. Bei der Stroumaspeisung iwwer eng drëtt Schinn am Buedem, ass de System nëmmen aktiv, wa grad een Tram driwwerfiert. D'Luede vun der Energie geschitt ënnert dem Gefier an ass duerfir fir keen accessibel. Beim „Biberonage“ ass et

ähnlech, well do gëtt nëmmen op den Haltestelle selwer gelueden.

4. Bei extreme Wiederkonditiounen si fir all dës Systemer extra Prozedure virgesinn. Dës betreffe souwuel d'Organisatioun vum Wanterdéngecht ewéi d'Wiel vun den Entäisungsmittelen, déi benotzt kënnen ginn. Dës Moosname si bei engem Tram ëmmer néideg, egal ob e mat Uewerleitung fiert oder net.

5. Bis elo ass de Liwwerant vun de Gefierer nach net bekannt, well d'Ausschreibungsprozedur eréischt ufänkt, nodeems d'Finanzéierungsgesetz gestëmmt ass. Dofir sinn d'Käschten och nach net definéiert. Am Projet de loi, deen de 4. Oktober 2013 déposiert ginn ass, gouf eng Zomm chiffriert, fir d'Gefierer entsprechend auserüsten an déi néideg Infrastrukturen ze realiséieren. Dës Zuel fousst op aneren europäesche Projeten.

Mat esou engem System kënnen souguer Aspueuerungen erwaart ginn, well manner Versuerungsleitungen an der Strooss ëmverluecht mussen ginn a well keng Poteauen a keng Uewerleitungen gebraucht ginn.

6. Mat der Entscheidung fir esou ee System, géife verschidden Aarbechte manner laang daueren. Si wieren och méi einfach ze realiséieren, besonnesch wat d'Ëmverleed vum Versuerungsleitunge betrëfft. Duerfir géif et duerch de Schantje manner Problemer a Gefore ginn, absënns op de kriddelechen Abschnitter vun der Tramslinn.

Question 0229 (22.4.2014) de **MM. Lex Delles** et **Eugène Berger** (*DP*) concernant le **Centre d'éducation différenciée d'Esch-sur-Alzette**:

Suite au glissement de terre entre Esch-sur-Alzette et Mondorange, le Centre d'éducation différenciée d'Esch-sur-Alzette a dû être fermé. Le fonctionnement de l'éducation différenciée est actuellement assuré dans les locaux de l'école fondamentale de Lallange.

Partant nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Est-ce que le fonctionnement des ateliers pédagogiques sera assuré pour l'année scolaire 2014/2015? Quelle solution le ministère envisage-t-il pour le Centre d'éducation différenciée en question à court et à moyen terme?

Réponse (15.5.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Selon l'avis d'experts dont je dispose, les infrastructures du Centre d'éducation différenciée d'Esch-sur-Alzette n'ont pas été endommagées par le glissement de terrain et restent stables.

Actuellement les services compétents du Ministère du Développement durable et des Infrastructures procèdent à une remise en état de l'accès et des alentours du bâtiment.

Sauf imprévu majeurs, il est fort probable qu'à la rentrée 2014/2015, les cours reprendront au Centre d'éducation différenciée.

Question 0230 (23.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant les **décisions du tribunal de famille non respectées après un divorce**:

Bei Scheedunge kann et passéieren, datt d'Rechter vun de Kanner oder vun engem Elterendeel, esou wéi se vum Familljegericht festgehale goufen, net respektéiert ginn.

Dowéinst wéilt ech dem Justizminister dës Fro stellen:

1. Zanter 2010, wéi vill Plainté goufe pro Joer déposiert wéinst der Verletzung vum Besuchsrecht (Non-représentation d'enfants)? Wéi eng Suité, statistesch gesinn, haten dës Plainten?

2. Zanter 2010, wéi vill Plainté goufe pro Joer déposiert, well Kanner oder Famillje verlooss gi sinn (Abandon d'enfants ou de famille)? Wéi eng Suité, statistesch gesinn, haten dës Plainten?

Réponse (23.5.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

1) Wat d'Verletzung vum Beruchsrecht (Non-représentation d'enfants) ugeet:

D'Zuele vum Parquet Lëtzebuerg:

¹ Les mineurs qui «se soustraient habituellement à l'obligation scolaire, qui se livrent à la débauche, qui cherchent leurs ressources dans le jeu, dans les trafics, dans des occupations qui les exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité ou dont la santé physique ou mentale, l'éducation ou le développement social ou moral se trouvent compromis»

Année judiciaire	Zuel vun den Dossieren	Uerteeler
2009-2010	127	3
2010-2011	210	6
2011-2012	262	5
2012-2013	309	2
2013-2014 (au 1.5)	211	0
Total:	1.119	16

Déi meescht Plaintë wéinst der Verletzung vum Besuchsrecht ginn an den éischte Méint vun der Trennung vun den Elteren déposéiert, dat heescht an enger Phas, an där d'Elteren oft nach a Konflikt sinn a Schwierigkeeten hunn, sech mat der Trennung an de Konsequenzen dovun ofzefannen.

Dat féiert dozou dass:

- an enger kuerzer Zäitspan déiselwecht Eltere vill Plaintë kënnen déposéieren,

- oft Plainten déposéiert ginn, well deen een Elterendeel d'Kanner ze spéit ofliwwert oder well d'Uerteeler falsch interpretéiert ginn an esou Mëssverständnisse entstinn.

D'Plaintë ginn den Elteren an dem Sujet no regroupéiert, soudass e regelméissege Suivi vum Werdegang vun der Situatioun vun der Koppel ka gemaach ginn.

Vu dass esou Affären och nach vun aneren Instanze behandelt ginn, wéi zum Beispill dem Scheedungsrichter oder dem Vormundschaftsrichter, an den Eltere Méiglechkeete vun enger sozialer Betreuung (Service Treff-Punkt, Mediation) zur Verfügung gestallt ginn, ass et meeschtens net néideg, op eng stroferechtlech Interventioun zréckzegräifen. Déi meescht Eltere fannen no enger éischter konflikteueller Phas e Modus Vivendi, deen awer weiderhi vun de Gerichter a vum Parquet suivéiert gëtt.

Falls eng Situatioun ausaarte sollt an d'kierperlech oder d'geeschteg Gesondheet vum Kand um Spill steet, da geet den Dossier un de Jugendrichter, deen, wann et muss sinn, nach aner Mesurë kann huelen (Suivi éducatif, Plazierung vum Kand etc.).

D'Zuele vum Parquet Dikrech:

D'Zuel vun den enregistrierten Affären an dëser Matière beleeft sech op 113 Affaires de non-représentation d'enfants déi säit 2010 vum Parquet Dikrech enregistriert goufen.

86 dovunner goufe sans suite klasséiert, well d'Infractions net genügend festgestallt goufen oder well eng Stroferfolgung ugesichts vun den Emstänn vun der Affär net ubruecht war. Sechs Affären sinn net an de Kompetenzberäich vum Parquet Dikrech gefall, zéng Uerteeler goufe gesprach an eelef Affären sinn nach an der Untersuchungsphas.

2) Wat d'Affäre betrëfft, wou Kanner oder Famillje verlooss gi sinn, wéi den honorablen Här Deputéierten dat benennt (Abandon de famille, Infractions, déi am Artikel 392 bis vum Code pénal virgesinn ass):

D'Zuele vum Parquet Lëtzebuerg:

Année judiciaire	Zuel vun den Dossieren	Uerteeler
2009-2010	64	9
2010-2011	69	27
2011-2012	60	4
2012-2013	61	5
2013-2014 (au 1.5)	61	0
Total:	315	45

D'Plaintë fir Abandon de famille gi meeschtens eréischt dann déposéiert, wann zivilrechtlech Recoursen (z. B. Saisie op der Pai) näischt bruecht hunn.

An deene meeschte Fäll geet awer eng Interpellatioun vun der Police oder eng Verwarnung vum Parquet duer, fir dass d'Pension alimentaire bezuelt gëtt an d'Elteren en Arrangement fannen.

D'Zuele vum Parquet Dikrech:

Säit Ufank 2010 si 55 Affären enregistriert ginn.

27 Affären goufe sans suite klasséiert, siwen Uerteeler si gesprach ginn, a véier Affären ass den

Domizil respektiv d'Résidence vum Auteur unbekannt, dräi Affären sinn net an de Kompetenzberäich vum Parquet Dikrech gefall, aacht Affären sinn an der Untersuchungsphas a sechs Affären sinn unhängeg viru Geriicht.

Question 0231 (24.4.2014) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le rapport d'activité de la Police grand-ducale:

Bei der Presentatioun vum Aktivitéitsrapport vun der Police ginn déi wichtegst Donnéeën a Form vun eng Powerpoint-Presentatioun resuméiert. En Dokument, wat och duerno public gemaach gëtt.

Et fällt op, datt an der Presentatioun vum Joer 2012, op der Säit 7, déi identifizéiert Auteuren ënner anerem der Nationalitéit no (Lëtzebuurger, Netlëtzebuurger) an dem Wunnsätz no (Résidenten an Netrésidenten) opgeschlüsselt sinn. Dëst Diapositiv feelt an der Presentatioun vum Joer 2013.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wisou feelt d'Opdeelung no Nationalitéit a Wunnsätz bei der Presentatioun vum Aktivitéitsrapport vun der Police fir d'Joer 2013?

2. Geet dëst op eng politesch Décisioun zréck?

Réponse (27.5.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure:

D'Pressekonferenz iwwert d'Statistiken 2013 ass op Invitatioun vum Policedirektor gehale ginn. D'Police huet bei der Presentatioun hir Standardmasken, déi am meeschte representativ sinn, publizéiert.

Déi Jore virduer huet de Minister dës Pressekonferenz gemaach an d'Zuele si méi detailléiert publizéiert ginn. Et gëtt also keng politesch, mä eng reng technesch Erklärung fir d'Publikatioun 2013.

Question 0232 (24.4.2014) de M. Roger Negri (LSAP) concernant le système de contrôle de trafic aérien harmonisé «ciel unique»:

La Commission européenne prévoit d'instaurer un système de contrôle de trafic aérien harmonisé et coordonné à l'échelle européenne, le «ciel unique». Deux paquets législatifs ont déjà été votés dans la dernière décennie, qui ont notamment abouti à créer neuf blocs d'espace aérien, où les autorités nationales de contrôle aérien sont censées travailler ensemble. Le Luxembourg fait ainsi partie d'une zone où figurent l'Allemagne, la France, la Belgique et les Pays-Bas. La date limite pour la mise en œuvre de ces blocs avait été fixée au 4 décembre 2012. Or, ces blocs restent pour le moment très largement inopérants.

Une mise en demeure a ainsi été adressée récemment par la Commission au Luxembourg, mais aussi à la France, à la Belgique, à l'Allemagne et aux Pays-Bas. Le Gouvernement luxembourgeois dispose à présent de deux mois pour répondre. S'il n'est pas satisfait par la réponse, l'exécutif européen pourra décider de poursuivre la procédure d'infraction, qui pourrait in fine aboutir à de lourdes amendes infligées par la Cour de justice de l'UE.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelle est l'état d'avancement de la mise en œuvre du bloc d'espace aérien dont le Luxembourg fait partie?

- Quelles sont les mesures entreprises par les pays concernés et notamment le Gouvernement luxembourgeois afin de répondre aux exigences de la Commission européenne?

Réponse (16.5.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En réponse aux questions de l'honorable Député Roger Negri, il y a lieu de préciser que les informations, dont il fait état, ne sauraient pas simplement trouver ma confirmation.

S'il est certes vrai que la Commission européenne vient de lancer une procédure d'infraction contre cinq des six États membres du FABEC (Functional Airspace Block Europe Central), la Suisse ne pouvant pas être soumise à cette procédure, le Gouvernement est d'avis qu'on ne saurait parler d'une absence totale de mise en place du FABEC.

La Commission européenne insiste sur une mise en place rapide des FABs alors que la réglementation à la base de leur création est lacunaire, sujette à interprétations et ignore certaines réalités sociales et économiques. De nombreux États membres se sont rapidement vus confrontés à des discussions d'ordre social paralysant toute discussion dans le dossier. À l'heure actuelle, les discussions autour de la mise en place effective du FABEC continuent, mais il ne saurait être question de bâcler les discussions alors que des emplois dans les autres États membres sont en jeu.

Il est cependant important de relever que l'État luxembourgeois n'a pas de reproches à se faire, +ment de son espace aérien endéans des frontières nationales et qu'il est un modèle de coopération transfrontalière en matière de navigation aérienne.

Question 0233 (24.4.2014) de M. Roger Negri (LSAP) concernant le rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN):

D'après le rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), il y a eu sept incidents du niveau 1 à la centrale nucléaire de Cattenom en 2013. Dans son rapport, l'ASN évoque également des problèmes au niveau de la maintenance du site et des faiblesses en matière de protection du personnel de la centrale nucléaire, notamment au niveau de la protection antiatomique.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur et Mesdames les Ministres:

1) Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il été informé des résultats par les autorités françaises?

2) Suite à la publication du rapport de l'ASN, une concertation avec les responsables politiques de la Grande Région est-elle prévue?

3) Quelles autres démarches le Gouvernement luxembourgeois compte-t-il prendre en la matière?

Réponse commune (16.5.2014) de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, de Mme Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

La question parlementaire de l'honorable Député Roger Negri a pour objet le rapport annuel de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et les conclusions que le Luxembourg compte en tirer.

Ad 1)

Depuis sa création en 2006, l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN) transmet chaque année son rapport annuel à ses homologues luxembourgeois en tant qu'autorité indépendante. Le rapport de l'ASN sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2013 a été présenté en France le 15 avril 2014. Il est intégralement accessible sur le site Internet de l'ASN (www.asn.fr).

Les détails de ce rapport en ce qui concerne la centrale de Cattenom, font tous les ans l'objet de discussions et d'échanges dans le cadre des réunions de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire. Lors de la dernière rencontre, le 15 janvier 2014 à Paris, l'ASN a présenté les principaux événements survenus durant l'année 2013, dont la fuite d'acide chlorhydrique en juillet 2013 et l'extraction inappropriée de grappes de commande en septembre 2013.

D'une façon générale, les rapports annuels donnent un bon aperçu sur les sujets d'actualité liés à la sûreté et la radioprotection des centrales. Les rencontres bilatérales et les lettres d'inspections, qui elles aussi sont publiques en France, permettent de rentrer davantage dans les détails techniques.

Le constat du rapport annuel, qui se lit comme suit: «Le site de Cattenom reste, en 2013, en retrait par rapport au reste du parc nucléaire d'EDF en matière de radioprotection», concerne des écarts récurrents concernant les activités réalisées par les prestataires en radioprotection et une absence de mise en œuvre de la fonction de contrôle global des règles de prévention des risques au niveau de la centrale. Est visée par cette critique de l'ASN la protection des travailleurs sur le site de Cattenom. Des écarts ont par exemple été constatés en matière de la signalisation adaptée de certains «points chauds» et de certaines zones à risque de contamination, ainsi qu'au principe ALARA (aussi bas que raisonnablement possible) dans la préparation et la réalisation des interventions.

Au vu de ces constats, l'ASN a imposé à EDF un plan d'action visant, d'une part, à corriger durablement les écarts relevés et, d'autre part, à

améliorer significativement dans un délai d'un an, la radioprotection des travailleurs et la maîtrise de la propreté radiologique des locaux, ainsi qu'à maintenir ce niveau durablement.

Ad 2)

Le 20 avril 2011 s'est tenu à Metz un sommet extraordinaire des chefs des exécutifs de la Grande Région sur la sécurité des centrales nucléaires de la Grande Région en général et des installations de Cattenom en particulier. Le Premier Ministre et le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ont assisté aux travaux du sommet.

Lors de la 3^e réunion de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière le 19 mars 2013, celle-ci a salué la tenue régulière de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire (la dernière s'est tenue le 15 janvier 2014) ainsi que les «Exercices nucléaires 3 en 1» à l'échelle de la Grande Région qui permettent une optimisation de la coopération entre les cellules de crise, une amélioration des mesures d'urgence et un perfectionnement de la gestion commune des crises.

Le Gouvernement luxembourgeois a remercié le partenaire français concernant l'adhésion effective des entités partenaires de la Grande Région en tant qu'observateurs à la Commission locale d'information (CLI) dans le cadre des activités de la centrale électronucléaire de Cattenom. Pour rappel, le Luxembourg y est représenté par le Haut-Commissaire à la Protection nationale et par le Syvicol.

À cette occasion, le Luxembourg a fait part de sa préoccupation concernant une éventuelle prolongation de la durée d'exploitation de la centrale au-delà de 40 ans, du fait de la proximité de Cattenom avec la frontière luxembourgeoise. Cette préoccupation ayant par ailleurs été également officiellement exprimée lors de l'entrevue avec la Ministre française de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, le 6 mars 2013 à Paris, à laquelle ont participé le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de la Santé et le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures ainsi que des députés luxembourgeois et des membres du Comité d'action contre Cattenom, représentant la société civile.

La Partie française s'est engagée à associer étroitement la Partie luxembourgeoise aux différentes inspections et réunions d'experts relatives à la sûreté de Cattenom et que toute information touchant la sûreté de la centrale continue à être communiquée en temps réel.

Le 17 mars 2014 s'est tenue à Trèves, en présence du Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, une réunion sectorielle concernant le domaine de l'énergie dans la Grande Région. À cette occasion, le Gouvernement luxembourgeois a insisté sur la proximité immédiate du CNPE de Cattenom de la frontière franco-luxembourgeoise et des conséquences existentielles pour l'État luxembourgeois que pourrait entraîner un accident grave sur le site du Centre nucléaire de Cattenom.

La question relative à Cattenom demeure à l'ordre du jour du Sommet de la Grande Région, notamment sous la présidence actuelle du Land de Rhénanie-Palatinat.

Ad 3)

Au cours des trois années qui ont suivi l'accident nucléaire au Japon, le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé dans une multitude d'actions visant la fermeture de Cattenom et a pointé la nécessité d'améliorer la sûreté de cette dernière. Comme mentionné ci-dessus, les concertations dans la Grande Région avec notamment la Rhénanie-Palatinat et la Sarre sont fréquentes.

Par ailleurs, le Gouvernement luxembourgeois continue d'une part à insister pour être associé aux décisions prises en relation avec la centrale de Cattenom et d'autre part à contribuer à un changement des principes du droit nucléaire.

Concernant le premier point, il y a lieu de citer l'invitation de l'ASN à l'adresse de la Division de la radioprotection du Ministère de la Santé à participer à des inspections à Cattenom comme observateur et la nomination probable en 2014 d'un expert luxembourgeois au groupe d'experts qui consultent l'ASN dans les questions technique et scientifique de sûreté des réacteurs nucléaires.

En ce qui concerne le deuxième point, et malgré les réticences qui existent dans de nombreux pays contre toute initiative visant à réduire la souveraineté nationale en la matière, un certain progrès concernant un droit de regard élargi a pu être noté. Ainsi, il y a lieu de citer dans ce contexte le travail de la délégation luxembourgeoise dans le cadre de la Convention sur la sûreté nucléaire qui permet au



Luxembourg de participer à des revues des programmes nationaux de sûreté nucléaire. En 2013, un groupe de travail, présidé par le Luxembourg, a élaboré des propositions afin de renforcer les mécanismes de revue de la Convention. Ces propositions ont été adoptées par les 76 parties contractantes en début avril 2014 à Vienne.

En Europe, les négociations sur des amendements de la directive sur la sûreté nucléaire sont en cours. La délégation luxembourgeoise s'y engage pour un système solide de revues thématiques entre les pays et de concertations transfrontalières obligatoires en la matière.

Finalement, le Gouvernement maintient les arguments avancés lors de la rencontre précitée du 6 mars 2013 entre la mission diplomatique luxembourgeoise et la Ministre française de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

Le Luxembourg poursuivra les démarches auprès des autorités françaises dans le but de la fermeture de la centrale de Cattenom.

Les Ministres ont salué les échanges constructifs avec les autorités françaises pour toutes les questions liées à la sûreté nucléaire. Elles ont néanmoins suggéré d'améliorer, voire de renforcer la communication dans les domaines des impacts environnementaux, en l'occurrence, les rejets non radioactifs dans l'eau, les rejets thermiques et les rejets atmosphériques et proposé une entrevue au Ministre afin de s'échanger bilatéralement sur la problématique.

Question 0234 (23.4.2014) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** (CSV) concernant la **société américaine Netflix**:

Le groupe américain de vidéo en ligne Netflix, en plein essor économique, détient son siège européen au Luxembourg depuis 2011. Dans le cadre des nouvelles réglementations dans le commerce électronique attendues pour l'année 2015, le journal «paperjam» estimait récemment que la société pourrait quitter le Luxembourg pour des raisons de surcharges fiscales. La presse française nous apprend actuellement que la société américaine aurait décidé de se lancer en France via le Luxembourg en raison d'une réglementation française trop contraignante.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement peut-il nous renseigner sur l'état officiel en ce qui concerne l'avenir de la société Netflix au Luxembourg?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport au maintien du siège de la société Netflix sur le territoire luxembourgeois et à un lancement de ses activités au Luxembourg?

- Le cas échéant, quelle stratégie le Gouvernement entend-il mettre en œuvre afin de maintenir le siège européen de la société Netflix au Luxembourg et d'y promouvoir également son lancement?

- De manière générale, par quels moyens le Gouvernement envisage-t-il encourager à l'avenir des entreprises actives dans le secteur des TIC à s'établir au Luxembourg?

Réponse commune (20.5.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Netflix, entreprise américaine de vidéo en ligne, s'est établie au Luxembourg en juillet 2011, afin d'entamer le développement de ses activités en Europe. Elle tombe, en vertu de la directive «Services de médias audiovisuels», sous compétence luxembourgeoise en ce qui concerne le respect des règles imposées par le cadre réglementaire audiovisuel, notamment les règles relatives à la protection des mineurs et à la promotion des œuvres européennes, et ceci aussi longtemps que Netflix a son siège européen au Luxembourg. À ce titre, les autorités luxembourgeoises sont en discussions régulières avec Netflix pour l'encourager à œuvrer davantage en faveur de la promotion d'œuvres européennes.

Netflix a commencé par offrir ses services au Royaume-Uni et en Irlande (janvier 2012), pour les étendre ensuite aux pays scandinaves (octobre 2012) et aux Pays-Bas (septembre 2013), poursuivant ainsi une stratégie consistant à procéder par étapes, pays par pays, dans l'expansion de ses activités européennes.

Le développement géographique et la priorisation des marchés ciblés fait partie des décisions opérationnelles stratégiques d'une entreprise.

La question d'un lancement du service Netflix au Luxembourg a été soulevée par le Gouvernement et discutée avec la société. S'il appartient à la société de communiquer en temps voulu sur les prochains marchés éventuels qu'elle vise et le calendrier y relatif, le Gouvernement est néanmoins confiant que le Luxembourg devrait figurer parmi les prochains pays de lancement de l'offre Netflix.

Quant à l'avenir du siège européen de la société Netflix au Luxembourg, le Gouvernement a été informé par la société de son intention de transférer ses quartiers généraux aux Pays-Bas pour la prochaine phase de son expansion en Europe, avec un calendrier prévisionnel pour le transfert fixé au début de l'année 2015.

Dans tous les contacts réguliers que le Gouvernement a, ou a eus, avec les entreprises du commerce électronique, tant dans la phase se situant avant leur établissement (si de tels contacts ont eu lieu) qu'une fois l'établissement au Luxembourg réalisé, le Gouvernement souligne toujours l'importance d'établir au pays une présence opérationnelle stable et n'a de cesse de mettre en avant les avantages que le Luxembourg peut faire valoir face à ces entreprises, notamment les atouts du pays en matière d'infrastructure technologique, le cadre réglementaire adapté à la société de l'information, les compétences pointues en matière d'innovation technologique dans certains domaines spécifiques, etc., qui ont été développés au cours des dernières années pour créer un cadre attractif et propice au développement de sociétés innovantes du commerce électronique. Pour certaines de ces entreprises, ces arguments sont convaincants et elles développent activement leurs activités ou certains pans de leurs activités au pays. D'autres, que ce soit en fonction de leur modèle d'affaires, de la nature des services qu'elles offrent, des compétences humaines dont elles ont besoin, ou même parfois pour des raisons de préférences personnelles, décident de ne pas se développer davantage au pays. Pour celles d'entre elles qui ont opté pour le Luxembourg principalement pour des raisons de fiscalité indirecte et qui n'ont pas voulu explorer d'autres opportunités, l'horizon 2015 devrait logiquement les mener à reconsidérer à terme leur établissement au Luxembourg. Ceci est un fait connu du Gouvernement depuis le début du développement du secteur.

Le Gouvernement s'attèle à soutenir les entreprises qui croient au Luxembourg et qui veulent y développer leurs activités, qu'elles soient nationales ou étrangères. Il appartient à chaque entreprise d'évaluer, pour son compte, si le choix du Grand-Duché lui convient ou non, et de communiquer, en cas de changement de stratégie, son choix.

Question 0235 (25.4.2014) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP) concernant les **cours d'appui**:

Le plan d'encadrement périscolaire (PEP), dont le règlement grand-ducal a été publié le 28 mars 2012, a pour objectif d'inciter la coopération entre les communes, les écoles et les structures assurant l'accueil socio-éducatif afin d'offrir un cadre éducatif cohérent.

L'article 3 du règlement grand-ducal du 12 mars 2012 relatif (...) à l'encadrement périscolaire énumère, parmi les prestations indispensables, «l'aide aux devoirs à domicile». Il précise plus loin que «cette aide aux devoirs à domicile relève du champ d'application de l'enseignement fondamental et peut être prestée sous forme d'appui pédagogique».

Il semblerait que certaines communes aient des difficultés à interpréter cet article et à mettre en œuvre cette disposition.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Les cours d'appui doivent-ils avoir lieu en dehors des heures de classe obligatoires?

- Les cours d'appui font-ils partie de la tâche des instituteurs?

- La commune peut-elle exiger des instituteurs d'assurer ces cours d'appui en dehors des heures de cours obligatoires?

Réponse (15.5.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée au sujet de l'aide aux devoirs à domicile dans le cadre du plan d'encadrement périscolaire, je souhaite apporter les précisions suivantes quant à l'interprétation de l'article 3 du règlement grand-ducal du 16 mars 2012 relatif à l'organisation du plan d'encadrement périscolaire:

Le règlement grand-ducal du 16 mars 2012 relatif (...) a, entre autres, pour objectif de clarifier les rôles respectifs de l'école et des structures d'éducation et d'accueil, les missions des enseignants et du personnel des structures d'éducation et d'accueil dans le contexte des devoirs à domicile qui sont l'interface («Schnittstelle») «par excellence» entre l'école et les structures d'éducation et d'accueil.

L'article 3 (points 3 et 4) dudit règlement définit ce que sont les études surveillées et ce qu'est une aide aux devoirs à domicile, car il y a lieu de faire la distinction entre les devoirs que les enfants sont à même de réaliser de manière autonome et les devoirs que les enfants ne sont pas à même d'exécuter sans le soutien d'autrui ou d'une intervention pédagogique ou didactique ciblée en cas de difficultés spécifiques.

L'article 3 précise:

- Les études surveillées consistent à offrir aux enfants un cadre favorable à l'exécution des devoirs à domicile de façon autonome, dans des conditions de calme avec une surveillance et un soutien minimal.

- L'aide aux devoirs à domicile consiste à soutenir un enfant qui ne réussit pas à faire ses devoirs de façon autonome. Cette aide aux devoirs à domicile relève du champ d'application de l'enseignement fondamental et peut être prestée sous forme d'appui pédagogique.

Dans le cadre de l'organisation du PEP, il y a lieu d'analyser ensemble les besoins de tous les partenaires impliqués et surtout des besoins des enfants et des familles.

Il s'agit de voir ensemble si le cadre est donné pour permettre aux enfants de faire leurs devoirs à domicile dans un environnement calme, où ils peuvent recourir à la documentation nécessaire (dictionnaires, atlas, accès Internet, bibliothèque,...) et où un adulte est disponible pour les encadrer le cas échéant.

Il s'agit également d'assurer que les mesures spécifiques de soutien pour les enfants qui ont un besoin de remédiation dans une matière particulière ou qui présentent un retard dans le développement de certaines compétences, soient organisées dans le cadre de l'appui pédagogique et de manière à respecter les horaires et les besoins des enfants et des familles.

En ce qui concerne les questions relatives à l'appui pédagogique:

Les cours d'appui pédagogique sont prévus dans la tâche de l'enseignant (article 4, chapitre III de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental) et sont de 54 heures par an ou d'1,5 heure par semaine. Ces heures peuvent être réparties de manière flexible sur l'année scolaire, elles peuvent avoir lieu durant les horaires scolaires ou en dehors.

C'est l'équipe pédagogique du cycle qui organise les horaires, qui décide quels élèves font partie du groupe d'apprentissage, quels objectifs sont déterminés et quelle sera la nature des activités proposées.

Question 0236 (25.4.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **refus d'autorisation de vol entre Luxembourg et Zhengzhou**:

Comme le relate la presse écrite de ce jour, le premier vol depuis le début du partenariat entre Cargolux et HNCA aurait dû partir hier soir du Findel en direction de l'aéroport international de Zhengzhou. En rachetant les parts de Cargolux de l'État luxembourgeois, la compagnie chinoise est devenue actionnaire à hauteur de 35%. Afin de célébrer l'événement d'inauguration du partenariat entre les deux compagnies aériennes de fret, une délégation du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le directeur général de Cargolux ainsi que la presse ont été dépêchés en Chine. Or, quelques heures avant le décollage, Cargolux ne s'est pas vue octroyer l'autorisation de vol par son homologue chinois.

Selon une source de radio, la raison de l'annulation relève du fait que le droit de vol n'était pas disponible. En effet, pour les vols via la Chine, une demande d'autorisation doit être déposée au moins 25 jours à l'avance. La Direction luxembourgeoise de l'Aviation civile aurait décidé début avril de demander sept autorisations de vol régulier au lieu de deux initialement prévues. Les experts auraient par ailleurs averti les autorités luxembourgeoises d'un délai trop serré pour pouvoir faire cette nouvelle demande. L'autorisation de vol de hier soir n'étant pas disponible en ce début de semaine, une demande d'urgence aurait été faite. Cette procédure nécessiterait cependant sept jours de délai selon les experts.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Ministre peut-il m'expliquer pour quelles raisons cette demande d'autorisation n'a pas été réalisée conformément aux réglementations en place et contrôlée au préalable et de manière adéquate par le Ministère compétent, alors qu'une délégation de ce dernier a déjà été envoyée en Chine?

- Quel impact financier cette annulation aura-t-elle sur le budget de l'État et qui couvrira les coûts engendrés?

Réponse (8.5.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Marc Spautz concerne le refus d'autorisation du vol inaugural Cargolux entre Luxembourg et Zhengzhou.

1. Sur base des arrangements bilatéraux en place entre la Chine et le Luxembourg (Operational Provisions - Memorandum of Understanding d'octobre 2012) il incombe à l'opérateur désigné i. e. Cargolux de faire la demande de pouvoir ajouter des destinations supplémentaires dans le cadre des fréquences/droits de trafic existants. Il importe de mentionner que le Memorandum of Understanding prévoit que deux destinations supplémentaires en Chine (hormis Beijing, Shanghai, Xiamen et Chongqing) peuvent être choisies librement par l'opérateur désigné («at the discretion of the Luxembourg side») avec un maximum de sept vols par semaine. La Direction de l'Aviation civile a, tel qu'il est d'usage avec la Chine, confirmé son approbation et son soutien de ce choix de Cargolux en envoyant une lettre de soutien à l'aviation civile chinoise.

La première lettre de soutien a été envoyée par la Direction de l'Aviation civile le 27 mars 2014, pour une opération de deux vols par semaine suite à une demande effectuée par Cargolux le 21 mars 2014.

Vu le fait, selon Cargolux, qu'il semble exister un délai de plus ou moins quatre semaines pour avoir une telle autorisation, la demande initiale de Cargolux, soutenue par la Direction de l'Aviation civile, a été faite dans un délai raisonnable.

Puis Cargolux a procédé à une modification de cette demande auprès des autorités chinoises le 1^{er} avril 2014 pour une opération de sept vols par semaine pour laquelle, à la demande de Cargolux, la Direction de l'Aviation civile a également envoyé par la suite un courrier de soutien tenant compte de cette modification le 7 avril 2014.

Par conséquent les services concernés du Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'ont enfreint aucune réglementation leur applicable en la matière.

2. Il résulte de ce qui précède que cette annulation n'aura aucun impact financier sur le budget de l'État.

Question 0237 (25.4.2014) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant la **manifestation d'élèves contre la réforme des bourses scolaires**:

L'édition online du quotidien «Luxemburger Wort» relate ce matin dans un article que certains élèves qui ont voulu participer à la grève auraient fait l'objet de tentatives de chantage de la part de leurs régents de classe, voire de leur direction d'établissement scolaire. Ainsi, des professeurs auraient tenté de dissuader des élèves de participer à la manifestation. On cite notamment dans cet article «l'Union Nationale des Étudiant-e-s du Luxembourg luxembourgeois» (UNEL) qui affirme que «des élèves ainsi que des parents nous ont fait part du fait que dans plusieurs établissements, les directions ainsi que des régents de classe ont souligné que toute participation à la grève serait sanctionnée par une absence non excusée» et que «dans d'autres cas, des élèves, surtout dans les classes des cycles inférieurs, ont été qualifiés de suiveurs ignorants en voulant participer à une grève dont ils ignorent le contenu politique». De plus, dans certains lycées, les élèves n'auraient pas du tout été informés de la possibilité de s'inscrire sur les listes pour être excusés ou bien les listes n'étaient accessibles que pour quelques heures seulement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Ces allégations relatées dans la presse d'aujourd'hui correspondent-elles à la réalité?

- Le cas échéant, de quelle manière le Ministre envisage-t-il de réagir à de telles «tentatives de chantage» qui correspondent à une violation flagrante de la liberté d'expression?

Réponse (23.5.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Il n'a jamais été dans mon intention d'interdire aux élèves des lycées d'assister à la manifestation respectivement de chicaner ceux désirant y participer. Mon souci était que les élèves soient bien conscients du motif de la manifestation, c'est pourquoi j'ai fait un appel aux lycées pour qu'ils en informent leurs élèves.

De par son sujet, la manifestation s'est adressée plutôt aux élèves des cycles supérieurs. Sous cet aspect, les lycées ont essayé de limiter les absences dans le cycle inférieur afin de pouvoir assurer un déroulement normal des cours, et ce dans l'intérêt de ces élèves.

Il faut noter que les élèves du cycle inférieur sont des mineurs et qu'une demande de congé pour pouvoir participer à cette manifestation doit émaner des parents ou du tuteur de l'enfant. L'école ne peut pas assumer la responsabilité pour une manifestation qui se déroule en dehors de son enceinte.

Aucune plainte qu'un élève majeur ou un élève mineur, muni de l'accord des parents, ait été sanctionné par une absence non excusée ne m'est parvenue. Les représentants de l'UNEL ont parlé de «plusieurs cas préoccupants de répression et de tentatives d'intimidation contre des lycéens et lycéennes». J'ai demandé à l'UNEL de concrétiser ces reproches en m'indiquant au moins les lycées concernés; jusqu'à présent je n'ai pas eu de réponse.

Les élèves des lycées se sentaient libres de participer à la manifestation et la gestion y afférente s'est déroulée dans de bonnes conditions et dans le respect des droits et devoirs des personnes concernées.

Question 0238 (25.4.2014) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant **l'information des concernés en cas de symptômes d'une maladie contagieuse dans l'enseignement fondamental**:

Dans le contexte de l'apparition de certains cas de gale dans des classes de l'école fondamentale du Grand-Duché de Luxembourg, les responsables de la médecine scolaire étaient tenus de limiter les informations concernant les premiers symptômes de la maladie, les mesures à prendre en cas d'apparition de ces symptômes ainsi que les mesures à prendre au niveau de l'hygiène et du traitement médical aux seuls parents d'élèves de la classe dans laquelle un ou plusieurs élèves étaient atteints de ladite maladie.

Compte tenu du fait que les élèves d'un même cycle sont souvent regroupés de façon variable selon leurs compétences, intérêts et besoins spécifiques, la fréquentation d'une seule classe est devenue l'exception. En outre, les élèves de différentes classes peuvent être en contact régulier, entre autres lors des cours d'éducation physique, des récréations ou des excursions scolaires.

Considérant cette réalité, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'en général les informations relatives à une maladie contagieuse et à déclaration obligatoire devraient être transmises à tous les parents d'élèves et enseignants du bâtiment scolaire concerné?

2. Les mêmes informations ne devraient-elles pas être transmises aux parents dont l'enfant fréquente une maison relais ou une autre structure périscolaire ainsi qu'au personnel éducatif au cas où une telle maladie a été détectée auprès d'un ou de plusieurs enfants y inscrits?

Réponse (27.5.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

La gale ne constitue pas une maladie infectieuse à déclaration obligatoire suivant le règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 portant désignation des maladies infectieuses ou transmissibles sujettes à déclaration obligatoire.

Il existe néanmoins pour toute maladie infectieuse pouvant affecter les enfants respectivement les collectivités de leurs milieux de vie, des recommandations de mesures de lutte et de prévention contre leur propagation, élaborées par des autorités sanitaires internationales. Ces recommandations se basent sur les caractéristiques biologiques et infectieuses de l'agent pathogène et, par conséquent, sont différentes d'une maladie à une autre.

En ce qui concerne la gale, les recommandations en application dans notre pays sont celles propagées notamment par le «Center of Disease Control» (CDC), États-Unis d'Amérique, le Robert Koch-Institut (RKI), Allemagne, et le Haut Conseil de la santé publique, France. En cas de survenance de gale dans une collectivité accueillant des enfants ou des adolescents, ces recommandations sont implémentées de manière concertée et en étroite collaboration entre les services respectivement compétents de la Direction de la Santé, à savoir l'Inspection sanitaire et la Division de la Médecine scolaire, et plus particulièrement les équipes médico-scolaires affectées aux écoles et lycées concernés.

La gale étant une parasitose cutanée, la transmission est strictement interhumaine par étroit contact de «peau à peau». Les facteurs qui favorisent la transmission sont les contacts physiques rapprochés et prolongés. Dans certaines collectivités, telles que maisons de soins ou crèches, les personnes qui transmettent le parasite sont souvent les soignants qui s'occupent des soins corporels des personnes qui leur sont confiées. Par contre, les transmissions par voie «indirecte», telles que l'usage du même lit, de serviettes de bains, sont possibles, mais selon les évidences scientifiques pourtant assez rares, sauf dans les cas de gales profuses. En cas de gale, il est impératif de traiter toutes les personnes d'une même famille, ainsi que toutes les personnes ayant eu des contacts corporels.

L'entourage d'un enfant infecté, qui est à traiter, respectivement à surveiller, est identifié également sur cette base; à savoir l'enfant et sa famille, notamment sa fratrie et ses ami(e)s, ainsi que toutes les personnes ayant pu avoir un contact étroit.

Les milieux de vie qui sont avertis sont les suivants: l'enseignant/e de la classe concernée respectivement des classes que l'enfant infecté fréquente, les responsables de son infrastructure d'accueil et, au besoin, ceux en charge d'activités de loisirs ou de sport. Les parents de la classe concernée sont avertis, alors que dans le cas de la gale, il n'est pas nécessaire d'informer l'ensemble du personnel du bâtiment scolaire, ni d'ailleurs tous les parents d'élèves fréquentant ce bâtiment.

Les experts constatent depuis quelques années une certaine recrudescence de la gale. Toutefois, l'évidence est que la gale est ubiquitaire. Elle est présente partout dans le monde, ne se transmet que d'une manière interhumaine et a survécu depuis l'ère des temps.

La gale, comme les poux par ailleurs, sont des parasitoses désagréables qui peuvent toucher tout le monde. Même si ces parasitoses ne causent pas de maladies graves, elles constituent toutefois un grand pouvoir de stigmatisation.

Question 0239 (25.4.2014) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant **la révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques**:

Selon mes informations, Enovos et Creos auraient revu à la baisse la rémunération des producteurs d'électricité privés ayant recours à des installations photovoltaïques. Après avoir constaté une erreur d'interprétation de la réglementation sur l'énergie solaire, les deux entreprises Enovos et Creos auraient adressé à une centaine de producteurs d'énergie une lettre recommandée pour les informer d'une baisse de la rémunération de leurs mini centrales photovoltaïques à hauteur de 4 cents par kWh, ceci avec effet au 31 mars 2014.

Il est évident qu'un tel changement a de lourdes conséquences sur le calcul de la rentabilité de ces installations.

Vu que l'État est directement ou indirectement actionnaire dans les sociétés en question, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame, Monsieur les Ministres:

- Madame, Monsieur les Ministres, en quoi consiste exactement l'erreur d'interprétation invoquée par Creos et Enovos pour justifier cette révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques?

- Est-ce que cette façon de procéder est légale, vu qu'entre producteurs et les sociétés en question un contrat garantit un prix stable et fixe pour l'électricité produite?

Réponse commune (3.6.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant la révision de la rémunération pour la production d'énergie à partir des installations photovoltaïques, nous souhaitons vous communiquer les informations ci-après:

Les responsables de Creos Luxembourg s.a. (ci-après «Creos») nous ont informés d'avoir établi des contrats non conformes à certaines dispositions du règlement grand-ducal modifié du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables (ci-après «Règlement de 2008»). Selon les informations de Creos, les contrats concernent majoritairement des installations visant des extensions de centrales photovoltaïques existantes qui ont été classées dans de fausses catégories de tarification et ont ainsi bénéficié de rémunérations injustifiées.

Cette classification erronée résulte principalement du fait que chaque installation a été considérée individuellement par Creos, tandis que le Règlement de 2008 prévoit que l'ensemble des installations raccordées à un même point de raccordement sont à considérer comme une seule et même centrale. Le tarif d'injection aurait donc dû s'apprécier par rapport à la puissance totale de la centrale et non pas par installation. À noter que bon nombre de centrales ont été volontairement scindées en plusieurs centrales inférieures ou égales à 30 kW pour pouvoir bénéficier du tarif d'injection plus élevé.

Avec la suppression depuis début 2013 de la rémunération des installations dépassant une puissance installée de 30 kW, la question sur l'application correcte dans le temps du Règlement de 2008 s'est posée. L'Institut luxembourgeois de régulation, dans son rôle de gestionnaire du mécanisme de compensation, s'est vu contraint de veiller à une application cohérente de la réglementation par tous les gestionnaires de réseau. De ce fait, en mars 2013, une note interprétative a été élaborée en concertation avec les services responsables du Ministère de l'Économie.

Sur base des informations recueillies auprès de Creos, cette note interprétative a mené Creos à revoir les contrats conclus sur base du Règlement de 2008. Une analyse détaillée des différents dossiers concernés a mis en évidence un certain nombre d'incohérences parmi les contrats conclus, incohérences auxquelles Creos a remédié moyennant des avenants. Suite à une nouvelle analyse des différents cas de figure concernés par les avenants, Creos a confirmé qu'un certain nombre de contrats ne sont effectivement pas conformes au Règlement de 2008 et à ladite note interprétative alors que d'autres contrats, qui n'étaient pas explicitement visés par ladite note interprétative, avaient indûment fait l'objet d'un courrier de rectification. Ces derniers cas concernent des installations raccordées à des points de raccordement auxquels des installations photovoltaïques étaient déjà raccordées avant le 1^{er} janvier 2008, date de l'entrée en vigueur du Règlement de 2008. De telles installations ne sont ni visées par le Règlement de 2008, ni par la note interprétative. Afin de clarifier la situation de ces centrales, il a été procédé à un ajout à la note interprétative mentionnée.

Sur base de cet ajout, Creos nous a informés que sur le nombre total des 173 installations concernées, 64 dossiers ne seront plus concernés par les courriers de rectification et qu'ils en seront informés par Creos à courte échéance. Pour ce qui est des autres dossiers, nous estimons que Creos a correctement adressé des courriers de rectification dans le respect du Règlement de 2008 et de la note interprétative.

Finalement, il y a lieu de considérer que Creos nous a informés que ses analyses juridiques ont conclu que la rectification de contrats non conformes à la réglementation est légalement possible et que ces contrats devront être modifiés comme indiqué dans le courrier de rectification adressé aux personnes concernées. Creos est soumis à un cadre légal et réglementaire ne lui permettant pas d'agir librement sur le marché de l'électricité et dans ce contexte, son rôle se limite à l'exécution d'obligations de service public qui sont strictement encadrées. Creos ne pouvant pas dévier de cet encadrement, toute déviation dans les contrats est à rectifier, notamment afin de garantir le principe de non-discrimination et le respect de l'encadrement européen en matière d'aides d'État. À cet égard, et comme soulevé déjà ci-avant, il y a lieu de mentionner qu'il s'agit de différents cas

de figure qui nécessitent une rectification: des extensions d'installations existantes mais également des morcellements de grandes centrales photovoltaïques en plusieurs petites centrales afin de bénéficier des tarifs élevés prévus pour les petites centrales. Certains des derniers cas de figure sont clairement contraires à la réglementation et sont même susceptibles de contenir des éléments de fraude et appellent ainsi des rectifications.

Question 0240 (25.4.2014) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant **l'accueil de réfugiés syriens au Luxembourg**:

Récemment, une vingtaine de réfugiés syriens ont été accueillis au Luxembourg dans le cadre d'un projet de «resettlement» de personnes ayant pu fuir en Jordanie, dont neuf adultes et 17 enfants. Par ailleurs, beaucoup de ces familles ont été désunies lors de leur fuite d'un ou de plusieurs membres de leur famille ayant fui vers d'autres pays de l'UE. Souvent, les réfugiés n'ont aucune perspective de regrouper les membres de leur famille ce qui pèse d'autant plus sur leur situation sociopsychologique.

Dans ce contexte et considérant la situation de vie parfois dramatique des personnes concernées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de permettre aux personnes réfugiées de la Syrie de pouvoir regrouper le cas échéant au Luxembourg les membres de leur famille ayant fui vers d'autres pays de l'UE et de prendre contact à cet effet avec les responsables des Nations Unies, respectivement des pays de l'UE concernés?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage une procédure accélérée de reconnaissance du droit d'asile pour ces personnes, étant donné leur situation particulière?

3. Quels sont actuellement les lieux et foyers d'accueil dans lesquels sont logés les réfugiés? Ces localités sont-elles appropriées pour l'accueil des familles regroupées?

Réponse commune (5.6.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Aux différents aspects que comprend la question parlementaire, les membres du Gouvernement sollicités répondent comme suit.

- Concernant un éventuel regroupement avec d'autres membres de famille, il y a lieu de préciser que selon les informations obtenues de la part des personnes réinstallées, aucun membre de famille ne se trouve dans un autre État membre de l'UE. Toutefois, si une telle situation devait se présenter, les familles concernées pourraient entamer les démarches nécessaires pour déposer une ou plusieurs demandes de regroupement familial auprès de la Direction de l'Immigration. Ces demandes seraient traitées au cas par cas.

Il convient aussi de remarquer que si selon l'article 9 du Règlement (UE) n°604/2013 du 26 juin 2013 (Règlement Dublin III), des membres de famille ont été admis à résider en tant que bénéficiaires d'une protection internationale dans un État membre, cet État membre est responsable de l'examen de la demande de protection internationale, à condition que les intéressés en aient exprimé le souhait par écrit.

Si les membres de famille se trouvent dans une procédure d'asile dans un autre État de l'UE, l'article 17, paragraphe 2 du même règlement dispose que: «L'État membre dans lequel une demande de protection internationale est présentée et qui procède à la détermination de l'État membre responsable, ou l'État membre responsable, peut à tout moment, avant qu'une première décision soit prise sur le fond, demander à un autre État membre de prendre un demandeur en charge pour rapprocher tout parent pour des raisons humanitaires fondées, notamment, sur des motifs familiaux ou culturels, même si cet autre État membre n'est pas responsable au titre des critères définis aux articles 8 à 11 et 16. Les personnes concernées doivent exprimer leur consentement par écrit.»

La requête aux fins de prise en charge comporte tous les éléments dont dispose l'État membre requérant pour permettre à l'État membre requis d'apprécier la situation. L'État membre requis procède aux vérifications nécessaires pour examiner les raisons humanitaires invoquées sur le réseau de communication électronique «DubliNet» établi conformément à l'article 18 du Règlement (CE) n°1560/2003, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la requête. La réponse refusant une requête doit être motivée. Si l'État membre requis accède à la requête, la



responsabilité de l'examen de la demande lui est transférée.

- Les 28 ressortissants syriens réinstallés ont obtenu le statut de réfugié une semaine après leur arrivée sur le territoire luxembourgeois.

- Actuellement, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) héberge les demandeurs de protection internationale dans 59 structures, dont sept sont gérées par la Croix-Rouge ou Caritas. Géographiquement, ces structures, qui sont éparpillées à travers tout le pays, se répartissent comme suit:

Régions Centre et Est: Luxembourg-ville, Hesperange, Sandweiler, Angelsberg, Marienthal, Trintange, Useldange, Keispelt, Beaufort, Berg/Betzdorf, Roodt/Syre, Bous, Niederdonven, Wormeldange, Wecker, Mertert, Bollendorf-Pont, Rippig, Echternach, Weilerbach, Ellange;

Régions Nord et Ouest: Diekirch, Wiltz, Heiderscheid, Bigonville, Insborn, Tarchamps, Bourscheid, Marnach, Neunhausen, Tadler, Vianden, Esch/Sûre, Michelau, Tandel, Wahl, Binsfeld, Doncols, Rambrouch, Redange/Attert;

Région Sud: Esch/Alzette, Differdange, Sanem, Mondercange, Schifflange, Livange, Rodange, Sanem, Foetz, Reckange/Mess, Hobscheid, Steinfort.

La plupart de ces structures permettent la prise en compte tant de l'unité familiale que de l'intérêt supérieur de l'enfant, nonobstant les contraintes liées à l'enseignement fondamental des enfants de DPI dans les différentes communes et aux exigences et attentes des autorités locales.

Le foyer Hélier, où sont logés les réfugiés syriens, est parfaitement adapté à accueillir, pour une période transitoire, ces familles avec enfants dans la mesure où il assure notamment un encadrement socio-éducatif continu avec la mise en place, dès 1999, de six classes d'accueil organisées par le Ministère de l'Éducation nationale pour enfants primo-arrivants.

Toutefois, eu égard au vécu des familles réinstallées, leur séjour dans le foyer de premier accueil ne devrait être que de courte durée.

À moyen terme le passage d'un logement collectif à un logement individuel permettra aux réfugiés de mener une vie plus autonome et de s'intégrer progressivement dans la société d'accueil.

Question 0241 (25.4.2014) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant la **grève des élèves et étudiants**:

D'après des informations relayées par voie de presse, les élèves ayant participé à la grève de ce matin avaient la possibilité de s'inscrire au préalable sur une liste officielle afin d'éviter que leur absence des cours ne soit sanctionnée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Ministre peut-il m'indiquer ce qui adviendra des données contenues sur cette liste une fois la grève terminée?

- Les données seront-elles conservées? Dans l'affirmative, pour quelle durée et à quelles fins?

Réponse (23.5.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

L'article 13 du règlement grand-ducal du 23 décembre 2004 concernant l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées et lycées techniques stipule:

«Le régent ou le directeur peuvent accorder à un élève, sur demande écrite et dans des cas exceptionnels, un congé motivé ne dépassant pas une journée.»

Pour faciliter cette démarche aux élèves lors de la manifestation du 25 avril 2014 et afin de gérer les absences y afférentes, j'ai demandé aux directions des écoles de dresser une liste des élèves concernés.

Les données reprises sur ces listes servent uniquement à la gestion des absences pour le 3^e trimestre et seront conservées aux lycées, comme les autres excuses des élèves, jusqu'à la clôture de l'année scolaire 2013/2014.

Question 0242 (28.4.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **préparation des référendums**:

An enger Zeitung stoung haut, datt d'Regierung géing plangen, fir den Auslänner, déi sech an d'Wahlleschten androen, et ze erlabe bei de

Referenden, déi 2016 solle stattfannen, mat ofzestëmmen. Am Regierungrot vum 25. Abrëll gouf eng Modifikatioun vum groussherzogleche Règlement vum «18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988» zrëckbehalen.

An deem Kontext wollt ech déi Häre Ministere froen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt déi Referenden, déi fir d'Virbereedung vun der Verfassungsrevisioun sollen organiséiert ginn, am Joer 2016 ofgehalé ginn?

2. Plangt d'Regierung et den Auslänner, déi sech op de Wahlleschten androen, ze erlabe bei deene Referenden, déi konstitutionell Sujete betreffen, wéi z. B. d'Auslännerwahlrecht, mat ofzestëmmen?

3. Goufen am Regierungrot vum 25. Abrëll 2014 iergendwellech Dispositiounen getraff oder verbal Décisiounen an deem Sënn geholl?

Réponse commune (26.5.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

De géierten Här Deputéierte beriff sech a senger Fro op een net weider définéierten Zeitungsartikel.

Dat groussherzoglecht Règlement, dat den Deputéierten uschwätzt an dat effektiv am Regierungrot vum 25. Abrëll 2014 modifizéiert ginn ass, huet als legal Basis den Artikel 35 vum ofgeännerte Gemengesetz vum 13. Dezember 1988, deen d'Gemengereferende betrëfft. D'Modalitéite vun de kommunale Referende ginn an deem groussherzogleche Règlement vum 18. Oktober 1989 festgehalen, woubäi och Dispositiounen vum Wahlgesetz betreffend den obligatoresche Vote applicabel sinn.

Wat d'Ofännerung vum groussherzogleche Règlement betreffend d'Gemengereferenden ubelaangt, esou sinn hei just déi bestehend Dispositiounen an dat uegpast ginn, wat am Wahlgesetz schonns laang besteet, an zwar, datt bei de Referenden um kommunale Plang all déi Leit wahlberechtigt sinn, déi och d'Wahlrecht bei de kommunale Wahlen hunn.

Zu de konkrete Froen, hei der Regierung hir Äntwerten:

1. Bei der Fro zu den nationale Referenden zum Thema Verfassungsrevisioun gëtt et keen neie Moment.

2. D'Äntwert zu Punkt 2 ass neen.

3. D'Äntwert zu Punkt 3 ass ebenfalls neen.

Question 0243 (29.4.2014) de **MM. Serge Wilmes et Laurent Mosar** (CSV) concernant le **«crowdfunding»**:

Dans un article paru le 25 avril 2014 dans le journal d'«Lëtzeburger Land», le «crowdfunding» est décrit comme un nouveau mode de financement qui permet à un initiateur de récolter des fonds accumulés à l'aide de plateformes en ligne afin de lancer un projet ou une activité commerciale. Ce mode de financement participatif connaît un grand succès notamment en Europe et couvre aujourd'hui presque tous les secteurs d'activités. L'article de presse cite entre autres le cofondateur et Président de l'«European Crowdfunding Network» qui explique que certains pays seraient en train de définir un cadre légal afin d'attirer des plateformes pour ce modèle économique novateur.

Une question (n°2263 du 30 août 2012 de Serge Wilmes; cf. *compte rendu n°3/2011-2012*) à ce propos a été posée à l'ancien Ministre des Finances. Dans sa réponse, le Ministre évoquait que cette forme de financement collectif est née aux États-Unis dans les années 2000 et destinée à relancer l'économie américaine. Il remarquait également une multiplication des projets de «crowdfunding» notamment en France et en Belgique et que le Luxembourg en revanche n'a pas connu la même évolution. La CSSF (Commission de Surveillance du Secteur Financier) n'a pas encore reçu de projet concret dans ce domaine à ce moment-là et aucune intervention de sa part n'aurait donc été utile.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que la CSSF a reçu des projets de «crowdfunding» entre-temps?

- Dans l'affirmative, combien de projets sont concernés et quels sont les projets en question?

- Comment le Ministre se positionne-t-il par rapport au «crowdfunding»?

- Le cas échéant, le Ministre envisage-t-il de proposer un cadre légal spécifique afin de promouvoir davantage ce mode de financement?

- Dans l'affirmative, comment le Ministre entend-il modeler ce cadre légal et dans quels délais?

Réponse (30.5.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Depuis la question parlementaire n°2263 du 30 août 2012 (cf. *compte rendu n°3/2011-2012*) posée par le Député Serge Wilmes, des initiatives de «crowdfunding» sont apparues au Luxembourg.

Dans le cadre de sa mission de surveillance prudentielle des professionnels du secteur financier, de contrôle des marchés financiers et de protection des consommateurs financiers, la CSSF a ainsi été informée de plusieurs projets de plateformes de «crowdfunding». Ces projets ont été portés à sa connaissance par les promoteurs du projet qui voulaient s'assurer qu'ils n'enfreignent pas le cadre légal. Les quelques plateformes de «crowdfunding» qui ont été créées depuis au Luxembourg ont recouru à des modes de financement, notamment par voie de dons, qui ne tombent pas sous les différentes réglementations financières applicables, de sorte que la CSSF n'a pas eu à les traiter concrètement.

La CSSF est actuellement saisie plus particulièrement d'un projet de «crowdfunding» dont le modèle d'affaires est susceptible de rentrer dans le champ d'application de la législation financière, en particulier la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier. En effet, le mode de financement envisagé est le «crowdequity», c.-à-d. qu'il s'agit d'une plateforme d'investissement en capital et que les services offerts par l'opérateur de la plateforme sont de nature à constituer, le cas échéant, des services d'investissement.

Bien que le «crowdfunding» offre une véritable opportunité pour permettre de financer des projets, notamment entrepreneuriaux, il ne faut pas oublier que ce nouveau système de financement participatif n'est pas dénué de risques. Les investisseurs participant à des activités de «crowdfunding» courent notamment un risque d'échec du projet, de faillite de l'opérateur de la plateforme, de titres non liquides ou d'informations peu transparentes. Outre leur devoir de protection des investisseurs, les pouvoirs publics sont préoccupés par deux autres risques: celui lié au blanchiment et celui lié au risque de fraude. Si des projets de «crowdfunding» se concrétisaient, la question se poserait s'il ne serait pas opportun d'émettre une communication précisant dans quelle mesure les différentes législations financières sont applicables aux opérations de «crowdfunding» et d'attirer l'attention des consommateurs sur les règles en vigueur et les risques potentiels qu'ils courent en investissant dans de tels projets, à l'instar de ce qu'ont fait les régulateurs belge et français. Ce serait une voie à suivre en attendant qu'une décision soit prise sur l'opportunité de créer un cadre réglementaire spécifique au «crowdfunding» et en attendant le résultat des travaux menés à ce sujet au niveau européen.

Concernant l'élaboration éventuelle d'un cadre légal spécifique au «crowdfunding», il faut prendre en considération que ce dernier est aujourd'hui déjà assujéti de par la nature de ses opérations à la réglementation financière. Il est vrai que cette réglementation a été essentiellement établie à une époque où les réseaux sociaux et le financement participatif n'existaient pas, de sorte que la réglementation actuelle risque de faire peser sur le «crowdfunding» des contraintes et des coûts disproportionnés par rapport à l'activité exercée. Le «crowdfunding» repose sur un nouveau métier, celui d'intermédiaire en financement, pour lequel il faut apprécier s'il est opportun de lui offrir un statut adapté pour ne pas freiner le développement de ces activités. Ainsi, encadrer la plateforme de «crowdfunding» en soumettant son opérateur à un cadre adapté et allégé, pourrait être un moyen pour favoriser son développement au Luxembourg.

Dans ce contexte, le Haut Comité de la place financière a mis en place un groupe de réflexion sur le «crowdfunding», dont les travaux devraient permettre de guider le Gouvernement dans son approche.

Question 0244 (29.4.2014) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la **hausse des extorsions**:

Dans son rapport d'activité le plus récent, la Police grand-ducale constate qu'en 2013 le Luxembourg a connu une évolution de la délinquance comparable à celle de l'année précédente.

Une analyse plus détaillée de l'évolution de la délinquance montre cependant une hausse très

importante des extorsions (chantage), passant de 74 en 2012 à 158 en 2013, ce qui représente une majoration de 113,5%.

Sans avoir donné plus de précisions dans ce rapport sur ce chiffre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice.

- Est-ce que cette hausse s'explique par l'abus de données personnelles ou l'arnaque à la webcam, où les victimes sont piégées par des escrocs et menacées par une publication de données compromettantes, phénomènes récents mais de plus en plus fréquents?

- Dans l'affirmative, combien de cas d'extorsions (chantage) sont dus à la cybercriminalité et plus précisément à l'escroquerie à la webcam?

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils réagir pour faire face à cette forme de délinquance?

- Dans la négative, quelles sont les raisons pour la hausse importante des extorsions (chantage)?

Réponse commune (4.6.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Il est vrai qu'une nouvelle forme de délinquance a fait son apparition ces dernières années. Celle-ci est liée à l'usage abusif de photos et/ou films enregistrés à l'insu de la victime au cours d'une conversation par ordinateur.

Entre janvier 2013 et mai 2014 une quarantaine de faits ont été portés à la connaissance du parquet de Diekirch. Le nombre d'infractions dans ce domaine est certainement plus important étant donné que certaines victimes préfèrent ne pas porter plainte de peur de s'exposer au ridicule.

La Police grand-ducale a enregistré 80 plaintes en 2013.

Le mode opératoire type peut être décrit comme suit: une personne, le plus souvent de sexe masculin, accède à un des multiples sites de rencontres en ligne et engage un contact avec une personne du sexe opposé. Après un échange de quelques messages écrits, le correspondant de la future victime invite cette dernière à continuer le contact sur une plateforme de télécommunication visuelle par internet du type Skype, FaceTime ou autres. C'est alors que la conversation s'oriente peu à peu vers un terrain plus intime, et à un certain moment, il est proposé à la victime de se dénuder devant sa webcam, comportement que son correspondant enregistre à son insu. Peu après, la victime est harcelée par des messages la menaçant que, faute de paiement d'une certaine somme d'argent, des photos ou extraits de films enregistrés seront diffusés sur un des sites sociaux.

Il est très difficile de lutter efficacement contre ce genre de criminalité pour les raisons suivantes:

- les auteurs n'agissent pas depuis le Luxembourg, mais sont le plus souvent établis à l'étranger;

- il n'est pas évident d'obtenir, de la part des autorités judiciaires de pays limitrophes, les données relatives à l'identification des utilisateurs d'une adresse IP puisque, par exemple en Allemagne, la législation nationale ne permet plus aucune sauvegarde des données de connexion (Vorratsdatenspeicherung). L'information ne peut partant être obtenue qu'à condition de se montrer extrêmement rapide et d'agir dans les 7 à dix jours à partir de la connaissance des faits, c'est-à-dire endéans le délai au cours duquel l'opérateur stocke les données en vue de la facturation du service à son client;

- il faut noter que les délinquants informatiques ne font que très rarement usage de leur propre accès internet, mais opèrent souvent à partir de structures comme les «cyber-cafés», sinon utilisent un accès internet par un téléphone mobile qui, pour des raisons techniques, ne permet pas une identification par une adresse IP individualisable;

- le paiement de la rançon dans ce genre de criminalité se fait généralement par la voie de Western Union, service offert par la Poste qui permet un transfert extrêmement rapide de sommes d'argent d'une façon tout à fait anonyme à travers le monde entier. Retrouver dans ce cas de figure le bénéficiaire relève du pur hasard.



En admettant enfin qu'un délinquant établi à l'étranger puisse être identifié, traduire celui-ci devant les juridictions luxembourgeoises pose encore un autre problème procédural. En effet, en cas de refus de celui-ci de se présenter devant le juge d'instruction sur mandat de comparution, toute inculpation s'avère difficile, voire impossible et la procédure reste bloquée à ce stade, à moins de délivrer un mandat d'arrêt européen, sinon international, ce qui est toutefois le plus souvent disproportionné au vu de l'envergure de l'affaire.

Les poursuites s'avèrent dès lors difficiles en cette matière, mais il faut espérer que les gens soient entre-temps informés de cette pratique et des risques qu'elle comporte.

Les textes légaux existants, dont l'article 470 du Code pénal ainsi que les dispositions de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée, sont suffisants pour réprimer cette nouvelle sorte de comportement délictueux, à condition de pouvoir identifier l'auteur et de le faire comparaître utilement devant les juridictions nationales.

Il faut souligner également que la Chambre des Députés va voter prochainement le projet de loi n°6514 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001 et portant modification de différents textes. Ce projet de loi complète notre arsenal législatif en matière de lutte contre la cybercriminalité sur plusieurs points.

Finalement, il faut souligner l'importance d'une sensibilisation adéquate du public afin de le rendre conscient des dangers de telles pratiques et de la possibilité d'un enregistrement à tout moment.

Question 0245 (30.4.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **frais d'études supérieures**:

Dans le cadre d'un récent débat télévisé, Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a évoqué la possibilité de faire fiscalement valoir les frais d'études supportés par les parents d'étudiants poursuivant des études supérieures.

C'est dans ce contexte que nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre précité:

- À quel titre les parents d'étudiants pourront-ils déduire les frais qu'ils supportent en relation avec les études de leurs enfants?

- Quelle est la nature des frais qui peuvent être mis en compte?

- Le Ministre peut-il nous fournir des informations sur le plafond maximal des frais à déduire?

Réponse (30.5.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

D'emblée je tiens à souligner que la question parlementaire m'attribue des propos que je n'ai pas tenus de la forme lors du débat visé.

Concernant les déductions dont question, il y a lieu de noter que les frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle d'un enfant peuvent, dans le chef de son ou de ses parents, uniquement donner lieu à une modération d'impôt pour enfant au cas où celui-ci fait partie du ménage de son ou ses parents, ou à un abattement de revenu imposable lorsque l'enfant ne fait pas partie du ménage. Toute autre déduction ou prise en compte fiscale des frais d'études est exclue.

En ce qui concerne les étudiants qui touchent une aide financière pour études supérieures, la loi concernant l'impôt sur le revenu dispose que la modération d'impôt pour enfant est réputée avoir été accordée au parent dans le ménage duquel l'enfant vit. Les parents d'étudiants ne touchant pas ou plus d'aide financière pour études supérieures ont droit à la modération d'impôt sous forme de dégrèvement à condition que les enfants soient à considérer comme faisant partie de leur ménage au sens de la loi fiscale. La modération d'impôt s'élève à 922,50 euros par année d'imposition et par enfant. Par ailleurs, les parents d'étudiants faisant fiscalement partie du ménage de leurs parents ont droit à la majoration de certains plafonds en matière de déduction de dépenses spéciales ou encore d'intérêts débiteurs en relation avec l'habitation personnelle.

Les parents dont les enfants ne font pas partie de leur ménage ont en principe droit à un abattement de revenu imposable pour charges extraordinaires spécifique de maximum 3.480 euros par année d'imposition et par enfant lorsque les frais d'entretien et les dépenses relatives aux études de l'étudiant ont été principalement à leur charge.

Question 0246 (30.4.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant la **structure Sichem de la Fondation Maison de la Porte ouverte**:

Le Foyer Sichem à Walferdange est une structure qui vient en aide aux personnes se trouvant dans des situations de détresse, en particulier des femmes et des enfants. D'importantes rénovations effectuées au sein du bâtiment principal de la structure ont été achevées à la fin de l'année 2013. L'équipe pédagogique qui prend en charge les personnes en détresse est engagée depuis décembre 2013.

Depuis cette date, le Foyer attend d'ouvrir ses portes. Jusqu'à l'heure actuelle, le Ministère de l'Égalité des Chances n'a toujours pas délivré l'agrément en question à la Fondation Maison de la Porte ouverte, gestionnaire de la structure. En date du 17 mars 2014, la nouvelle Ministre de l'Égalité des Chances a inauguré la nouvelle structure, mais l'activité n'a toujours pas pu démarrer.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Égalité des Chances:

- Quelle est la raison pour ce retard de délivrance de l'agrément alors que les travaux de rénovation sont achevés et réceptionnés, et que les normes sont, à nos connaissances, respectées?

- Quand le Foyer Sichem pourra-t-il enfin démarrer son activité?

- Quel est l'impact budgétaire inhérent à ce démarrage tardif pour le contribuable?

- Qu'est-ce que Madame le Ministre fera-t-elle afin d'éviter à l'avenir un tel décalage entre l'engagement du personnel et le début de l'activité?

Réponse (16.5.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des Chances*:

Les honorables Députés posent un certain nombre de questions relatives à la nouvelle structure Sichem de la Fondation Maison de la Porte ouverte (FMPO), gestionnaire conventionné avec le Ministère de l'Égalité des Chances (MEGA).

D'après les responsables de la FMPO, le démarrage des activités au nouveau Foyer Sichem était en effet prévu le 1^{er} janvier 2014. Suite aux retards qu'ont pris les travaux de rénovation, l'inauguration de la nouvelle structure Sichem se faisait le 17 mars 2014 au moment où les derniers travaux n'étaient toujours pas encore achevés. La fixation d'une telle heure solennelle tombe dans la seule compétence du gestionnaire. C'est lui qui doit juger si la date choisie correspond à peu près à la date du démarrage des activités, compte tenu de l'état d'avancement des travaux et de la mise en conformité par rapport à la procédure d'attribution de l'agrément. Le respect des normes peut en effet entraîner certains délais.

Le Ministère de l'Égalité des Chances n'est pas responsable des retards encourus par la FMPO au regard des éléments suivants:

L'attribution des agréments par le Ministère aux gestionnaires pour exploiter un centre d'accueil, un centre de consultation ou autres doit se faire selon des procédures rigoureuses se greffant sur les dispositions de la loi dite «ASFT» et impliquant non seulement le MEGA, mais également d'autres acteurs tels que l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) dans l'intérêt de la sécurité des usagers et usagères encadrés dans ces structures, ou encore le Service technique du Ministère de la Famille et de l'Intégration (MIFA), en ce qui concerne la qualité de l'infrastructure et sa conformité aux besoins de la population cible.

Dans ce contexte, je tiens à rappeler l'incident tragique du 2 octobre 2006 survenu suite à l'effondrement d'une armoire mal fixée qui a causé la mort d'un enfant de six ans dans une école de l'enseignement fondamental à Steinzel. Voilà pourquoi le respect des procédures en question doit se faire avec la plus grande rigueur afin de maximiser la sécurité dans les structures. Il est hors question que le Ministère attribue un agrément, même à durée déterminée, si les normes de sécurité ne sont pas intégralement remplies par le gestionnaire.

Dans un rapport de contrôle n°46252-SU-002 daté au 17 mars 2014, les responsables de la

société Vinçotte Luxembourg, chargée par la FMPO d'effectuer un certain nombre de contrôles, ont retenu que «suite aux contrôles réalisés, nous pouvons considérer que le bâtiment et ses installations sont en bon état de sécurité de manière générale. Une suite aux observations formulées dans les différents rapports de réceptions est à donner dans les plus brefs délais, au plus tard dans le délai indiqué. Un nouveau contrôle est exigé après remise en état». Ce rapport a énuméré plusieurs observations, dont celle de la «présence d'armoires non fixées dans les bureaux du RDC». Le délai de remise en état a été fixé à 90 jours.

Ledit rapport a été avisé par l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) et envoyé par le responsable technique auprès de la FMPO au MEGA. En date du 3 avril 2014, le Service technique du MIFA a effectué une visite d'agrément à la structure Sichem.

Ce service émet un avis quant à la conformité de la structure par rapport au règlement grand-ducal du 19 mars 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour filles, femmes et femmes avec enfants. Cet avis est basé sur la visite des lieux effectuée par ledit service et sur le rapport de synthèse du bureau de contrôle avisé par l'ITM concernant la sécurité du bâtiment.

L'avis du service technique du MIFA est parvenu au MEGA le 29 avril 2014. Après confirmation le 5 mai 2014 par les responsables de la FMPO que l'armoire en cause correspond dorénavant aux normes de sécurité, l'agrément ministériel a été attribué avec effet au 5 mai 2014.

La question de l'opportunité d'un agrément à durée déterminée respectivement d'un délai de mise en conformité sera à discuter dans le cadre de la réforme de la législation dite «ASFT» réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. En effet, la question de la responsabilité en cas d'incident éventuel se produisant durant ces périodes mérite une attention particulière.

En ce qui concerne le personnel engagé pour la nouvelle structure, le gestionnaire nous a confirmé que les employés en question ont été affectés à d'autres services en attendant l'attribution de l'agrément.

Question 0248 (30.4.2014) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant la **route nationale N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund**:

En 2010, la N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund était lieu de plusieurs accidents occasionnés par un revêtement de sol extrêmement lisse sur une partie de la chaussée. En réaction à cette situation, il a été procédé en novembre 2010 à un micro-fraisage de la chaussée afin d'en augmenter l'adhérence. En tant que solution définitive, un revêtement antidérapant a été prévu. En octobre 2013 le «Binder» a été installé et la vitesse sur la N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund a été limitée à 70 km/h et il y a interdiction de dépassement sur tout le tronçon. À l'heure actuelle il manque toujours le renouvellement du tapis.

Il reste cependant un problème de sécurité routière causé par un mauvais marquage provisoire qui a déjà du être refait à plusieurs reprises ainsi que le tracé de la route incitant à une conduite dangereuse.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Dans quels délais les travaux du revêtement final débiteront-ils?

- Quand est-ce qu'ils seront finalisés?

Réponse (16.5.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Députée Madame Martine Hansen et de l'honorable Député Monsieur Marco Schank concerne le renouvellement du tapis sur la route N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund.

Le tapis définitif sur la route N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund n'ayant plus pu être mis en œuvre à la fin de l'année 2013 pour des raisons climatiques, les travaux afférents ont dû être reportés en 2014 pour pouvoir être exécutés en bonne saison.

En attendant, le marquage en place a été réalisé en couleur jaune pour indiquer que ce tronçon de route se trouve toujours en chantier. Dès lors les automobilistes responsables devraient adapter leur façon de conduire. Sur

les 4 km de Heiderscheid à Heiderscheidergrund la vitesse est limitée à 70 km/h et le dépassement des véhicules est interdit.

La commande à l'entreprise adjudicataire pour l'exécution des travaux devrait être passée dans les prochaines semaines en tenant compte des procédures prescrites par la législation sur les marchés publics.

En tenant compte de la programmation des divers tronçons à munir d'un nouveau tapis, l'application du revêtement final sur la route N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund devrait normalement avoir lieu endéans les deux prochains mois.

Quant à la durée des travaux mentionnés ci-dessus sur la route N15 entre Heiderscheid et Heiderscheidergrund, elle est estimée à deux à trois jours.

Question 0249 (2.5.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**intégration des salariés handicapés sur le marché du travail**:

Le 28 avril 2014 a eu lieu la première journée de sensibilisation «Emplois et Handicaps» au Centre Culturel Tramsschapp. En effet, selon l'Administration pour le développement de l'Emploi, quelque 4.112 personnes étaient inscrites en mars 2014 auprès de ses services en tant que demandeurs d'emploi résidents disponibles de la catégorie des salariés handicapés et/ou à capacité de travail réduite, i.e. plus de 22% de la totalité des demandeurs d'emploi.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- D'après l'article L.562-3 du Code du Travail, les employeurs du secteur privé occupant au moins vingt-cinq salariés sont tenus d'employer un minimum de salariés reconnus comme «salariés handicapés». À cet égard ils sont tenus de déclarer à l'ADEM les postes devenus vacants et les emplois à occuper par des personnes handicapées. Le Ministre peut-il dès lors renseigner combien d'employeurs sur la totalité des employeurs soumis aux obligations d'occupation de salariés handicapés respectent les quotas prévus par la loi? Peut-il fournir des statistiques (i) par catégorie d'employeurs, i.e. ceux occupant entre 25 et 49 salariés, entre 50 et 299 salariés, voire 300 salariés et plus, et (ii) par an sur les 5 dernières années?

- Qu'en est-il du respect des obligations légales en cette matière par l'État, les communes, les établissements publics et la Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois?

- Quelles sont les mesures envisagées par le Ministre pour augmenter l'employabilité de ces personnes?

Réponse (3.6.2014) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant l'insertion des salariés sur le marché du travail, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les renseignements ci-dessous.

1. L'Article L.562-3 du Code du Travail dit que les employeurs du secteur privé occupant au moins vingt-cinq salariés sont tenus d'employer un minimum de salariés reconnus comme «salariés handicapés». Ainsi ils sont tenus de déclarer à l'ADEM les postes vacants et les emplois à occuper par des personnes handicapées.

Suivant la catégorie d'employeurs différenciés par nombre de salariés, les chiffres sont:

Nombre d'employeurs du secteur privé occupant au moins 25 salariés:

Effectif	25-49 salariés	50-299 salariés	>= 300 salariés
Respect du quota	47	87	0
Non-respect du quota	818	748	126
Total	865	835	126

Source: Inspection Générale de la Sécurité Sociale Service des Salariés Handicapés

Concernant le respect des obligations légales par l'État, les communes, les établissements publics et la Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, il y a lieu de constater:

- Parmi les 96 communes qui sont soumises à l'obligation légale, 32 respectent le quota.

- Il ressort des statistiques fournies par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative que l'État emploie des salariés



handicapés dans la proportion de 2,95% de l'effectif total de son personnel.

- Le taux s'élève à 0,67% auprès de la Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois.

- En ce qui concerne les établissements publics soumis à l'obligation légale, on note que 41 des 43 dérogent à la disposition légale relative au quota.

Le Gouvernement s'efforce d'encourager de manière positive les entreprises à engager des personnes en situation de handicap en utilisant de façon dynamique les instruments de politique du travail en matière de handicap.

Ainsi la 1^{ère} Journée «Emplois et Handicaps» du 28 avril 2014 a eu comme objectif de sensibiliser les entreprises en présentant des «best practices» ainsi que les différentes aides et incitations financières.

Le Gouvernement n'épouse pas l'idée que des mesures répressives telles que les taxes de compensation en cas de non-respect du quota soient une réponse appropriée au retard constaté au niveau de l'inclusion professionnelle de personnes ayant le statut de salarié handicapé. D'autant plus que l'Agence pour le développement de l'emploi ne se trouve pas toujours saisie de demandes d'emploi émanant de salariés handicapés qui répondent à l'aptitude requise pour les postes déclarés vacants dans l'entreprise.

Par contre, il y a donc lieu de maintenir les efforts pour augmenter l'employabilité des personnes inscrites à l'ADEM.

2. En ce qui concerne les mesures pour augmenter l'employabilité des salariés handicapés, il convient de définir préalablement ce concept.

Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'employabilité est «l'aptitude de chacun à trouver et conserver un emploi, à progresser au travail et à s'adapter au changement tout au long de la vie professionnelle».

Il est incontestable qu'une bonne formation est la voie royale afin d'augmenter les chances de trouver et de conserver son emploi. Sans formation solide et sans qualification, l'inclusion à long terme dans le monde du travail s'avère utopique.

Ainsi le Gouvernement veille à réunir tous les prérequis nécessaires pour favoriser le développement des personnes en situation de handicap et leur offrir des perspectives intéressantes sur le marché de l'emploi.

Or, vu que maintes personnes à la recherche d'un emploi souffrant d'un handicap (inné) n'ont pas pu achever leur formation professionnelle et partant ne disposent d'aucun diplôme qualifiant reconnu, le Gouvernement encourage et finance les formations professionnelles au Grand-Duché de Luxembourg et auprès des centres spécialisés à l'étranger.

En 2013, 431 mesures de réinsertion professionnelle afin d'augmenter l'employabilité ont été proposées aux salariés handicapés à la recherche d'un emploi.

Question 0250 (5.5.2014) de M. André Bauler (DP) concernant le bus à haut niveau de service:

Dans une interview donnée à la télévision luxembourgeoise, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a précisé qu'un «bus à haut niveau de service» (BHNS), tel le Mettis, pourrait être envisagé non seulement pour les lignes périphériques à Luxembourg-ville, mais également sur le territoire de la région Nordstad.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le concept d'un «bus à haut niveau de service» en mettant en évidence les potentialités et les faiblesses d'un tel système?

- Selon quelle démarche et dans quel laps de temps le système BHNS pourrait-il être mis en œuvre sur le territoire de la Nordstad afin d'y accroître à moyen terme l'attractivité des transports collectifs?

- Quelles seraient les éventuelles mesures infrastructurelles à réaliser pour assurer le fonctionnement d'un BHNS dans la région Diekirch-Ettelbruck?

Réponse (4.6.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

La question parlementaire de l'honorable Député Monsieur André Bauler porte sur le système de transport BHNS (Bus à haut niveau de service) et sur une mise en place éventuelle d'un tel système dans la Nordstad.

Le terme BHNS caractérise un système de transport dont le véhicule est un bus ou un véhicule similaire souvent de grande longueur (jusqu'à 24 m) et qui offre un niveau de service supérieur aux réseaux bus conventionnels du fait que la circulation dans l'espace public s'effectue sur un site propre intégral et avec une organisation de transport spécifique (priorité absolue du système aux carrefours, stations analogues à des stations de tram en termes de configuration,...). La propulsion de ces bus est thermique, électrique ou hybride.

Il est à noter que certains des éléments qui caractérisent un BHNS sont déjà aujourd'hui mis en œuvre au Luxembourg à l'instar du boulevard J.F. Kennedy au Kirchberg (site propre intégral avec priorisation des bus aux carrefours) sur les lignes 16 (bus bi-articulés de 24 m de haute capacité) et en ce qui concerne les informations en temps réel pour les usagers bus ou les nouveaux équipements des arrêts bus.

En ce qui concerne les conditions de réalisation d'un BHNS, il y a lieu de noter que celui-ci fait face à des problématiques comparables à celles d'un tram du point de vue impact, envergure du chantier et calendrier.

En effet, lors de l'insertion urbaine d'un BHNS, celui-ci requiert un site propre similaire au tram, qui est même plus large en raison des rayons de giration des bus. Une telle mise en place devrait donc aussi être accompagnée par une restructuration du réseau routier suite à une réduction des voies affectées au trafic individuel motorisé. En effet, les expériences en France montrent qu'il est essentiel de faire dévier systématiquement, similairement au tram, les réseaux sous le site propre afin d'éviter tout risque de perturbation lors d'interventions ultérieures.

L'envergure et la durée d'un chantier pour un BHNS sont donc analogues à ceux d'un tram, sauf en ce qui concerne la mise en place des rails, respectivement de l'alimentation pour le tram. Or, ceci ne génère normalement pas d'allongement significatif du calendrier.

L'argument des coûts cité souvent dans la presse, déclarant que le BHNS est moins cher au kilomètre qu'un tram, est certainement vrai si les frais ne sont pas comparés au regard de la durée de vie du matériel roulant, des frais annexes ainsi que de la capacité des deux systèmes. Par exemple, en comparant le projet «Mettis» à Metz et le projet du tram au Luxembourg en ce qui concerne les coûts rapportés au nombre de voyageurs à transporter par jour, le Mettis est deux fois plus cher que le tram (sachant que toutes les déviations de réseau sont prises en compte dans le budget du tram de Luxembourg tandis que seulement une fraction très limitée des coûts liés à la déviation des réseaux est pris en compte dans les coûts du projet de BHNS à Metz).

Finalement, au niveau de l'exploitation, le BHNS présente une capacité maximale de 3.000 voyageurs par heure.

En ce qui concerne la qualité de l'offre (cadence, ponctualité, confort, accessibilité des stations, correspondances, vitesse commerciale et régularité), un BHNS qui dispose de sa propre plateforme et de la priorité absolue aux feux nécessite l'insertion urbaine d'un site propre et son chantier pour sa mise en place.

Ainsi, tandis que le BHNS n'est pas en mesure, contrairement au tram, de répondre adéquatement à la demande de transport nécessaire sur l'axe central dans la ville de Luxembourg, il peut se légitimer sous certaines conditions sur d'autres axes structurants dans les Centres de développement et d'attraction d'ordre supérieur/moyen. En effet, le ressort du concept de mobilité Nordstad élaboré conjointement par le MDDI et les communes de la Nordstad, qu'un BHNS serait le mieux adapté pour l'axe central reliant les pôles Ettelbruck et Diekirch. L'étude a démontré que le BHNS peut sensiblement augmenter l'attractivité des transports en commun sur cette liaison.

Quoi qu'il en soit et indépendamment des résultats de cette étude, le service des transports en commun sur route connaît de fortes perturbations et les bus accumulent des retards conséquents dans la Nordstad. C'est pourquoi un des objectifs du concept de mobilité Nordstad est également de trouver des solutions pour améliorer les transports en commun à court et moyen terme, alors que la voie ferrée est en place.

Dans cette logique il est prévu d'une part de procéder à un réaménagement complet du pôle multimodal de la Gare d'Ettelbruck qui comprend le réaménagement des quais trains et des accès y relatifs, de la gare routière pour les bus, la réalisation d'un nouveau P&R et des installations et accès pour la mobilité douce ainsi que la délocalisation des flux de transit du trafic individuel dans une tranchée couverte délestant les alentours de la gare d'Ettelbruck de ces flux importants. Je procéderai prochainement au dépôt d'un projet de loi relatif à ce projet.

D'autre part, j'ai instruit en janvier 2014 mes services d'étudier des mesures de priorisation pour bus dans la Nordstad, surtout sur l'axe central entre Diekirch et Ettelbruck. Dans un premier temps, il est ainsi proposé de prévoir des voies bus bidirectionnelles entre la Gare de Diekirch et le giratoire près de l'échangeur Erpeldange. Ces aménagements seront desservis par une offre de bus similaire à l'offre d'aujourd'hui à la différence que la vitesse commerciale et la ponctualité des services seront améliorées.

Question 0251 (5.5.2014) de M. Gilles Roth (CSV) concernant l'implication de consultants externes dans la deuxième phase d'élaboration du budget pour l'année 2015:

Le Ministre d'État a mandaté pour un montant de 384.000 € (HTVA) le cabinet McKinsey pour assister le Gouvernement dans la phase de cadrage du budget nouvelle génération.

Il me revient maintenant que la commission des soumissions a émis en février 2014 son avis au sujet d'un appel d'offres visant à permettre aux administrations de se faire assister par un consultant externe dans la deuxième phase d'élaboration du budget pour l'année 2015.

Je voudrais dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- En cas de réponse affirmative à la première question, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le montant estimatif du marché sur lequel s'est prononcée la commission des soumissions?

- En cas de réponse affirmative à la première question, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la date à laquelle la commission des soumissions a adopté son avis?

- Combien de consultants externes ont répondu à l'appel d'offres pour la deuxième phase d'élaboration du budget pour l'année 2015? Quand le candidat ayant remporté le marché sera-t-il désigné? Le Ministre entend-il divulguer le nom de l'entreprise retenue?

Réponse (3.6.2014) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Il y a lieu de rappeler que le projet de modernisation des dépenses publiques, par l'ampleur de l'objectif de consolidation à atteindre (1,5 milliards) pour assurer un solde structurel de 0,5% du PIB, nécessite une approche nouvelle et sans pareille jusqu'à présent. Cette approche se déroule en trois phases: phase de cadrage, phase d'élaboration d'initiatives et phase de mise en œuvre. A cet effet le Gouvernement a décidé de soutenir ponctuellement ses propres services par des consultants à des degrés divers suivant la phase.

En raison des délais très serrés qui justifient l'urgence et vu les compétences techniques du cabinet McKinsey pour s'attaquer à des problèmes de grande ampleur dans des organisations complexes et dans le secteur public, le Ministère d'État, pour compte du Gouvernement, a mandaté ledit cabinet pour la phase de cadrage du budget de nouvelle génération (384.000 euros HTVA). Fin mars 2014 la mission de McKinsey a pris fin.

Dans le cadre de la phase d'élaboration des initiatives, des consultants peuvent être mis à disposition suivant les besoins exprimés par les groupes de travail constitués pour les différents départements ou pour des sujets communs.

Le Gouvernement a lancé deux appels d'offres dans le cadre d'une procédure restreinte pour des missions portant respectivement sur:

- Assistance à la coordination de groupes de travail dans le domaine des finances publiques.

- Assistance dans le contexte d'analyses financières.

Chacun de ces appels d'offres a été lancé auprès de cinq prestataires (Deloitte, Ernst&Young, KPMG, McKinsey, PriceWaterhouseCoopers) qui ont chacun soumis des offres.

Après consultation des 15 groupes de travail au niveau des départements et des cinq groupes transversaux, les besoins de consultation ont pu être précisés; ainsi quatre groupes ont présenté des besoins de support par un consultant pour certaines analyses spécifiques.

À l'issue de cette procédure, le Conseil de Gouvernement a décidé le 5 mai 2014 d'attribuer la mission relative à l'assistance à la coordination de groupes de travail dans le domaine des finances publiques à Ernst&Young pour un montant de 103.400 euros HTVA et la mission relative à l'assistance dans le contexte d'ana-

lyses financières à PriceWaterhouseCoopers pour un montant de 99.750 euros HTVA.

Il est à noter qu'en date du 26 février 2014 la Commission de soumission avait donné son aval pour l'accompagnement global du projet de budget de nouvelle génération avec un plafond maximal de 1.851.500 euros. À l'issue de la phase de cadrage et de la phase d'élaboration d'initiatives, les frais de consultation pourront être limités à 587.950 euros HTVA, soit très en dessous du plafond maximal prévu et également inférieur aux dépenses de consultation des années précédentes.

Question 0252 (5.5.2014) de M. Gilles Roth (CSV) concernant les impôts directs de l'État:

La presse autrichienne vient de rapporter qu'un résident luxembourgeois aurait payé entre 890 millions et 1,7 milliards d'euros d'impôt à l'État luxembourgeois durant la seule année 2012.

Si ces informations devaient s'avérer exactes, ce contribuable aurait généré à lui seul plus d'un cinquième de l'ensemble des impôts directs de l'État.

L'évolution des différentes catégories d'impôts directs laisse pourtant présumer que les informations diffusées ne devraient pas correspondre à la réalité.

Je voudrais dans ce contexte poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement peut réfuter les informations relatées ci-avant et qui ont été récemment reprises par certains organes de la presse luxembourgeoise?

Réponse (30.5.2014) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

L'honorable Député demande au Ministre des Finances de réfuter des informations dans la presse autrichienne au sujet d'une certaine cote d'impôt qui aurait été payée par un résident luxembourgeois au titre de l'exercice 2012.

Or, il est notoire que la divulgation de telles informations est contraire au secret fiscal dont l'existence et l'ancrage dans notre législation sont fort bien connus.

Question 0253 (5.5.2014) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant l'instruction ministérielle concernant l'intervention à l'école de personnalités du monde politique:

Nous constatons que des personnalités du monde politique ont parfois l'occasion de s'exprimer dans les écoles. En principe, nous estimons que ces initiatives doivent être encouragées afin que les élèves puissent forger leur propre opinion sur les sujets d'actualité et se familiariser avec les principes de la démocratie.

Cependant, ces interventions ne sont pas régies par la législation. Or, afin que ces rencontres entre femmes et hommes politiques et élèves se déroulent dans de bonnes conditions et que le principe de neutralité de l'école publique soit préservé, il serait nécessaire qu'une ligne directrice, contenant certains principes de base, soit élaborée.

Suite à une question parlementaire y afférente, la précédente Ministre de l'Éducation nationale avait soumis pour avis à la commission parlementaire le 29 novembre 2012 deux ébauches d'«Instructions ministérielles concernant l'intervention à l'école de personnalités du monde politique», l'une concernant l'enseignement fondamental, l'autre concernant l'enseignement secondaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Ces instructions ministérielles sont-elles entretemps entrées en vigueur?

- Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles elles n'ont pas encore été appliquées?

- Serait-il envisageable d'étendre les instructions ministérielles afin d'y inclure également l'intervention de représentants syndicaux?

Réponse (2.6.2014) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée au sujet de la présence des

personnalités du monde politique dans les écoles et lycées, je vous informe que je partage le point de vue que ces initiatives méritent d'être encouragées afin que les élèves puissent se forger leur propre opinion sur des sujets d'actualité et se familiariser avec les grands principes de fonctionnement de la démocratie.

Les instructions ministérielles, que je vous joins en copie en annexe, entreront en vigueur le 2 juin 2014.

Lors de la réunion de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports du 29 novembre 2012, les députés présents ont procédé à un large échange de vues. La finalisation des instructions tient compte dans la mesure du possible des propositions qui ont été adoptées. Elles mettent l'accent à la fois sur le cadre normatif que sur l'effet incitatif. Le champ d'application du terme «politique» dans l'instruction comprend la civilité au sens large du terme.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0254 (5.5.2014) de M. Max Hahn (DP) concernant la rapidité des secours médicalisés:

La presse quotidienne s'est fait l'écho de plusieurs accidents, pour lesquels le SAMU a dû se rendre sur les lieux d'incidents respectifs. En terme de moyen de transport, le médecin de service peut soit opter pour une voiture spécialisée mise à sa disposition, soit pour l'hélicoptère de la «Luxembourg Air Rescue» (LAR), stationné par exemple au Centre Hospitalier du Nord.

Faisant suite à la question n°2772 du 10 juin 2013 de Monsieur Carlo Wagner (cf. compte rendu n°12/2012-2013) et la question n°2882 du 20 septembre de Monsieur Fernand Etgen, cette dernière n'ayant pas encore obtenu de réponse, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Pour assurer l'utilisation du moyen de transport le plus adapté à la situation, Madame la Ministre envisage-t-elle de procéder à une adaptation des règles régissant l'engagement du SAMU hélicoptère au Luxembourg afin de ne plus dépendre de la perception d'un individu, mais plutôt d'un système organisé répondant à des critères stricts et définis («Einsatzleitnehmer»)?

- Madame la Ministre est-elle d'avis que le centraliste du 112, qui décide déjà à l'heure actuelle s'il y a nécessité de recourir aux services du SAMU ou non, pourrait aussi se charger du choix du moyen de transport le plus approprié?

Réponse (2.6.2014) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

Dans sa question, l'honorable Député aborde la question de la décision de l'envoi du SAMU hélicoptère. Actuellement, seul le médecin-anesthésiste de garde au SAMU décide du moyen de transport adapté en vue de se déplacer vers le lieu de l'intervention, soit en voiture, soit en hélicoptère; ceci après avoir alerté le Central de secours d'urgence 112.

L'Administration des Services de Secours, en étroite collaboration avec les médecins coordinateurs du SAMU et la «Luxembourg Air Rescue», analyse actuellement les possibilités pour optimiser la prise de décision dans le futur. L'Administration des Services de Secours procédera en 2014/2015 à l'acquisition d'un nouvel outil de décision informatique au Central de secours d'urgence permettant la mise en place de critères stricts et définis («Einsatzleitnehmer»). La mise en place du nouveau système informatique devrait garantir une aide dans la prise de décision du moyen de secours adapté, tout en sachant que due à la complexité, la décision finale de l'envoi du SAMU hélicoptère ne saura se faire exclusivement via les systèmes informatiques, mais devra toujours tenir compte de l'expérience humaine aussi bien du préposé du service d'urgence au 112, du médecin-anesthésiste de garde ainsi que du pilote de l'hélicoptère.

Question 0255 (5.5.2014) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'inhumation et incinération des dépouilles mortelles:

La Shoura, l'Assemblée de la Communauté Musulmane du Grand-Duché de Luxembourg, s'est adressée au Centre pour l'égalité de traitement (CET) au sujet de l'inhumation et l'incinération des dépouilles mortelles en accord avec la loi du 1^{er} août 1972.

Dans ce contexte, la Shoura estime que les cultes chrétien et israélite, voire les personnes laïques, voient leurs droits plus facilement respectés que les citoyens de confession musulmane. Le CET a constaté que la formulation de la loi en question ne garantit pas le respect et la non-discrimination de toutes les croyances ou convictions des défunts et de leurs familles, puisque son interprétation et son exécution sont tributaires de la volonté politique de responsables communaux.

Par conséquent, le CET a adressé une recommandation aux Ministres des Cultes et de l'Intérieur, leur proposant de revoir la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles afin d'assurer un traitement égal quelle que soit la conviction.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que Messieurs les Ministres envisagent de donner suite aux recommandations du CET de revoir la législation en vigueur d'une part et de créer un groupe de travail avec les acteurs impliqués pour trouver une solution commune d'autre part?

Réponse commune (2.6.2014) de M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes, et de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

En réponse à sa question, nous voudrions tout d'abord informer Monsieur le Député qu'une révision de la loi du 1^{er} août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles est envisagée en vue notamment d'adapter le cadre légal à l'évolution des sociétés et aux besoins nouveaux. Nous notons au passage que cette démarche correspond à une revendication des autorités communales que celles-ci ont fait valoir dès 2007.

Le Conseil de Gouvernement vient par ailleurs de charger le Ministre de l'Intérieur de rechercher, en concertation avec le Syvicol et d'autres acteurs locaux, une solution nationale, voire régionale en vue de la mise en place d'un cimetière interconfessionnel.

Question 0257 (6.5.2014) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant le Laboratoire National de Santé:

Suivant mes informations il s'avère que le Laboratoire National de Santé n'est pas à la hauteur des exigences de la médecine, en ce qui concerne son fonctionnement et ses prestations. S'agissant de dysfonctionnements graves, ayant une influence directe sur le bien-être, voire la santé des patients, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que le laboratoire dispose de personnel suffisant pour être à la hauteur des besoins croissants en biopsies régulières et aussi en biopsies extemporanées? Ces dernières nécessitent notamment un stand-by permanent pour répondre immédiatement à la question s'il s'agit d'une biopsie maligne ou bénigne. Il faut savoir que pendant toute cette période le patient est encore en anesthésie générale. Le fait que le délai de réponse a nettement augmenté par rapport au passé, où le LNS se trouvait au centre du pays, présente un risque réel pour le patient.

- Est ce que le personnel médical jouit de formations régulières, nécessaires pour interpréter avec fiabilité toutes les biopsies exigées?

- Comment Madame la Ministre explique-t-elle qu'un nombre croissant de médecins se plaignent de faux diagnostics anatomopathologiques, établis par le LNS, par exemple pour des tumeurs gynécologiques (biopsies du sein) ou des tumeurs urologiques (biopsies de la prostate)?

- Madame la Ministre ne juge-t-elle pas que la fiabilité du diagnostic soit primordiale pour un traitement oncologique adéquat aussi bien opératoire, que chimiothérapeutique ou radiothérapeutique?

- Comment explique-t-elle que des interprétations de biopsies régulières, qui précédemment ont pu être réalisées en une semaine, prennent aujourd'hui jusqu'à trois fois plus longtemps?

- Juge-t-elle normal le fait que les médecins doivent eux-mêmes insister pour obtenir les résultats, étant donné que le laboratoire a ou bien oublié de les leur envoyer ou bien s'est trompé d'adresse?

- Est-il normal que le rapport et les conclusions relatifs à une même analyse sont parfois contradictoires?

- Ne pense-t-elle pas qu'il faut munir le LNS de personnel suffisant aussi bien en médecins anatomopathologiques qu'en assistants sachant que leur travail est primordial dans le suivi cancérologique du malade?

- Au vu de ce qui précède, Madame la Ministre est-elle d'avis que les ressources humaines du LNS sont suffisantes pour assurer un travail optimal dans l'intérêt du patient?

- Madame la Ministre estime-t-elle que le LNS est suffisamment équipé pour suivre la demande accrue en biopsies ou ne lui semble-t-il pas plutôt indiqué de recourir à une forme d'outsourcing vers des laboratoires privés, ou de créer carrément des laboratoires anatomopathologiques dans l'enceinte même des hôpitaux pour répondre le plus rapidement et le plus fiablement aux demandes des chirurgiens?

Réponse (22.5.2014) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Avant de répondre aux questions spécifiques de l'honorable Députée, je tiens à rappeler quelques faits qui permettent d'appréhender le contexte de l'anatomopathologie en général et du LNS en particulier.

Il existe depuis de nombreuses années une pénurie de médecins spécialistes en anatomie pathologique, tant au Luxembourg qu'au niveau européen, voire mondial. En outre, le niveau de rémunération offert par le LNS en tant que service de l'État n'était pas de nature à faciliter le recrutement de spécialistes hautement convoités par ailleurs. Le changement de statut du LNS, devenu établissement public le 1^{er} janvier 2013, a permis que cette grille salariale soit adaptée à la réalité du terrain.

Ceci étant précisé, les questions spécifiques de l'honorable Députée appellent les réponses suivantes:

- À l'instar d'autres institutions, il y a pénurie de médecins spécialistes en anatomie pathologique au LNS qu'il est en train de résorber, grâce à une vaste campagne de recrutement lancée au niveau international mi-2013. Cette campagne a permis l'engagement d'un pathologiste en date du 15 mars 2014 et d'un autre pathologiste qui prendra ses fonctions le 1^{er} octobre 2014.

Par ailleurs, le LNS a eu recours à un cabinet international de chasseurs de tête pour recruter un chef du service d'anatomopathologie assumant également la fonction de chef du département médical. Le candidat retenu, actuellement professeur à l'Université de Toronto, prendra ses fonctions au cours du deuxième semestre de cette année.

Des pourparlers avec deux autres pathologistes sont en cours, et la situation devrait se normaliser d'ici la fin de cette année.

Pour pallier au manque chronique de personnel et à certains congés de maladie, le LNS a recours à des laboratoires d'instituts universitaires limitrophes pour remplir ses obligations. Il s'agit des universités d'Hombourg et Cologne. Un projet de convention avec l'Université de Bonn est en cours d'élaboration.

- Les médecins spécialistes en anatomopathologie, dont la durée de formation varie entre dix et douze ans selon les pays, bénéficient d'un droit à formation continue de cinq jours par an, financée par les moyens budgétaires du LNS. Les pathologues engagés sous le nouveau statut du LNS disposent de dix jours de formation par jour.

- Suivant des renseignements fournis par la direction le LNS, celle-ci n'a pas connaissance de l'existence de telles plaintes.

- Il va sans dire que la fiabilité du diagnostic est primordiale pour le traitement optimal d'un cancer. Cela vaut également pour toute autre forme de maladie grave.

- Il convient de rappeler que le recrutement de personnel supplémentaire en interne est en cours. L'obligation d'avoir recours aux services de laboratoires d'instituts universitaires dans les pays limitrophes peut être de nature à rallonger les délais de réponse.

En effet, certains cas complexes nécessitent de solliciter un deuxième, voire un troisième avis de la part d'un expert étranger, ce qui signifie généralement une durée du rendu de résultat plus longue.

- Le conseil d'administration du LNS est appelé à soumettre l'organisation interne du service d'anatomopathologie à un examen approfondi et à charger le nouveau chef de service de son optimisation dès son entrée en fonction.

- D'après des renseignements fournis par la direction du LNS, celle-ci n'a pas connaissance de cas de discordance entre «rapport» et «conclusions».

- Je renvoie aux informations décrites ci-dessus sur les campagnes de recrutement en cours.

- Comme indiqué précédemment, le nombre de postes occupés actuellement ne permet pas au LNS d'assumer en interne l'intégralité de sa charge de travail dans cette spécialité. Le recours aux services d'instituts universitaires limitrophes permet toutefois de remédier de manière temporaire à cette situation.

- Le Ministère de la Santé, en étroite collaboration avec le Ministère de la Sécurité sociale, est en train d'analyser les besoins actuels en matière de laboratoires anatomopathologiques.

Question 0259 (6.5.2014) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant l'encadrement des événements sportifs par la Police grand-ducale:

Depuis quelque temps, les actes de violence, voire les affrontements de camps adverses à l'occasion d'événements sportifs, ont tendance à se multiplier. La rencontre, il y a une dizaine de jours, entre l'équipe de football du CS Grevenmacher et celle de Jeunesse Esch n'en est qu'une illustration. Ceci amène inéluctablement à une intensification de la présence policière lors de tels événements.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Force publique et à Monsieur le Ministre des Sports, de l'Action humanitaire et de la Sécurité sociale:

- Les Ministres peuvent-ils me fournir des estimations quant aux coûts engendrés par l'encadrement par la Police grand-ducale de ces événements «à risque»? Les Ministres peuvent-ils plus particulièrement fournir des informations quant à l'évolution de ces coûts sur les cinq dernières années?

- Combien de policiers (en termes d'heures de travail) ont dû être mobilisés en 2013 pour l'encadrement de tels événements?

- Combien d'événements sont classés par la Police grand-ducale comme étant «à risque»?

- Quelles sont les mesures préconisées par les Ministres pour empêcher des débordements à l'avenir?

- Les Ministres peuvent-ils indiquer si et comment les «hooligans» sont fichés au Luxembourg?

- Les personnes ayant subi des interdictions de stade à l'étranger se voient-elles également exclues des stades au Luxembourg? Est-ce que les organisateurs de manifestations sportives ont la possibilité de procéder à des contrôles d'identité à l'entrée? À défaut, comment ces personnes sont-elles dans les faits tenues à l'écart des événements?

- Ne serait-il pas utile de faire supporter les frais occasionnés par la présence policière lors de ces événements par les malfrats eux-mêmes?

Réponse commune (5.6.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Romain Schneider, Ministre des Sports:

À l'heure actuelle, la Police grand-ducale ne fait pas d'analyse de coûts des manifestations sportives. Cependant, la police nous confirme que le nombre d'événements sportifs «à risque» est en hausse et a donc une incidence directe sur la prestation du service journalier.

Au courant de 2013, 719 fonctionnaires au total ont été chargés de l'encadrement de dix matchs nationaux considérés à risque (156 fonctionnaires - 811 heures de travail prestées) et de sept matchs internationaux (563 fonctionnaires - 3.725 heures de travail prestées).

Les classements «à risque» sont faits après échange d'informations avec les organisateurs de l'événement. Par ailleurs, les expériences de rencontres antérieures sont considérées.

Aucune base légale ne prévoit la création d'une banque de données particulière permettant de répertorier lesdits «hooligans». Toutes les mesures policières prises sont faites dans le cadre légal donné.

Par ailleurs, nous nous permettons également de renvoyer à la réponse commune des Ministres des Sports et de la Justice donnée en date du 24 avril 2014 à la question parlementaire n°0167 (cf. compte rendu n°5/2013-2014) du 24 mars 2014 de Monsieur le Député Gilles Baum concernant notamment les interdictions de stade.

À l'heure actuelle les interventions de la police à l'occasion d'événements sportifs ou culturels ne sont pas comptabilisées.